SOCIÉTÉ DES NATIONS

Recueil des Traités

et des Engagements Internationaux enregistrés par le Secrétariat de la Société des Nations.

VOLUME XLVI 1926 Nos 1, 2, 3 & 4

LEAGUE OF NATIONS

Treaty Series

Publication of Treaties and International Engagements registered with the Secretariat of the League.

PRIX Fr. 15.— (Argent suisse). PRICE 12/-

Printed by the Imprimerie Réunies, S. A., Lausanne.

Société des Nations.

JOURNAL OFFICIEL

Le « Journal Officiel », qui paraît, depuis janvier 1922, en éditions séparées (l'une en français et l'autre en anglais), contient les procès-verbaux des sessions du Conseil de la Société des Nations, le texte des rapports et des résolutions adoptés par le Conseil, ainsi que les principaux documents officiels reçus ou expédiés par le Secrétariat de la Société.

Prix de l'abonnement annuel	Fr.	60.—
Prix de la première année, 1920. (Il ne reste plus que quelques collections complètes.)	»	15.—
Prix de la deuxième année, 1921	»	15.—
Prix de la troisième année, 1922	»	60.—
Prix de la quatrième année, 1923	»	60.—
Prix de la cinquième année, 1924	»	60.—
Prix de la sixième année, 1925	»	60.—

Pour la liste des dépositaires, voir dernière page de la couverture.

League of Nations.

OFFICIAL JOURNAL

The "Official Journal", which is published (since January 1922) in separate editions in English and French, contains the complete minutes of the sessions of the Council of the League of Nations, the text of the Reports and Resolutions adopted by the Council, as well as the principal official documents received or despatched by the Secretariat of the League.

Annual subscription	£2	10 s.	$ 12.
Price for the first year, 1920. (Only a few complete sets remain.)		15/-	$ 3.
Price for the second year, 1921		15/-	$ 3.
Price for the third year, 1922	£3		$ 12.
Price for the fourth year, 1923	£2	10 s.	$ 12.
Price for the fifth year, 1924	£2	10 s.	$ 12.
Price for the sixth year, 1925	£2	10 s.	$ 12.

For list of agents see back cover.

SOCIÉTÉ DES NATIONS

Recueil des Traités et des Engagements Internationaux enregistrés par le Secrétariat de la Société des Nations.

LEAGUE OF NATIONS

Treaty Series

Publication of Treaties and International Engagements Registered with the Secretariat of the League of Nations.

SOCIÉTÉ DES NATIONS

Recueil des Traités

et des Engagements Internationaux enregistrés par le Secrétariat de la Société des Nations.

VOLUME XLVI **1926** **NUMÉROS 1, 2, 3 et 4**

TABLE DES MATIÈRES.

Pages

N° 1111. — Hongrie et Roumanie :

Convention relative à l'ajustement financier des entreprises d'assurance privées et au traitement réciproque desdites entreprises, avec protocole de signature, signés à Bucarest, le 16 avril 1924 7

N° 1112. — Hongrie et Roumanie :

Convention concernant la répartition des biens des départements (comitats), villes et villages, dont l'ancien territoire a été fractionné par la frontière fixée à la suite du Traité de Trianon, signée à Bucarest, le 16 avril 1924... 27

N° 1113. — Hongrie et Roumanie :

Convention concernant le régime des eaux des territoires limitrophes et la liquidation des syndicats de défense contre les inondations, coupés par la frontière, avec annexes et protocole de signature, signés à Bucarest, le 14 avril 1924... 41

N° 1114. — Hongrie et Roumanie :

Arrangement commercial avec annexes, signé à Bucarest, le 16 avril 1924 95

N° 1115. — Hongrie et Roumanie :

Protocole relatif au recensement des données des valeurs administrées par les caisses des mineurs et interdits, signé à Bucarest, le 16 avril 1924 113

N° 1116. — Allemagne et Suède :

Convention provisoire concernant la navigation aérienne, et échange de notes y relatif. Stockholm, le 29 mai 1925 121

N° 1117. — Allemagne et Pologne :

Accord concernant les propriétés de famille, signé à Berlin, le 16 décembre 1925... 139

LEAGUE OF NATIONS

Treaty Series

Publication of Treaties and International Engagements

Registered with the Secretariat of the League of Nations.

VOLUME XLVI **1926** **NUMBERS 1, 2, 3 and 4**

TABLE OF CONTENTS.

Pages

No. 1111. — Hungary and Roumania :

Convention regarding the Financial Adjustment of matters relating to Private Insurance Companies and the Reciprocal Treatment of these Companies, with Protocol of Signature, signed at Bucharest, April 16, 1924 7

No. 1112. — Hungary and Roumania :

Convention concerning the Allocation of the Property of Counties (Comitats), Towns and Villages whose Former Territory has been divided by the Frontier fixed in consequence of the Treaty of Trianon, signed at Bucharest, April 16, 1924 27

No. 1113. — Hungary and Roumania :

Convention regarding the Hydraulic System of the Coterminous Territories and the Dissolution of the Floods Protection Associations divided by the Frontier, with Annexes and Protocol of Signature, signed at Bucharest, April 14, 1924 41

No. 1114. — Hungary and Roumania :

Commercial Agreement with Annexes, signed at Bucharest, April 16, 1924 95

No. 1115. — Hungary and Roumania :

Protocol regarding the Collection of Information concerning Securities administered by Funds for Minors and Persons under Commission, signed at Bucharest, April 16, 1924 113

No. 1116. — Germany and Sweden :

Provisional Agreement relating to Aerial Navigation, together with Exchange of Notes relating thereto. Stockholm, May 29, 1925 121

No. 1117. — Germany and Poland :

Family Estates Agreement, signed at Berlin, December 16, 1925... 139

Pages

N° 1118. — Allemagne et Tchécoslovaquie :

Echange de notes comportant un accord relatif à la publication des mandats d'arrêt. Prague, le 6 février 1924 165

N° 1119. — Allemagne et Autriche :

Echange de notes comportant un accord concernant l'échange des renseignements épidémiologiques, Vienne, le 30 avril 1924 175

N° 1120. — Pologne et Tchécoslovaquie :

Convention relative au règlement des rapports judiciaires en matière civile, pénale et non contentieuse, avec protocole additionnel et annexe, signé à Prague, le 6 mars 1925 201

N° 1121. — Autriche et Pologne :

Arrangement concernant la navigation aérienne, avec annexe, signé à Varsovie, le 5 mai 1925 269

N° 1122. — Norvège et Pays-Bas :

Convention provisoire concernant la navigation aérienne, signée à La Haye, le 8 janvier 1925 279

N° 1123. — Esthonie et Suède :

Convention de conciliation, signée à Reval, le 29 mai 1925... 289

N° 1124. — Autriche et Suisse :

Traité de commerce, avec annexes, signé à Berne, le 6 janvier 1926 299

N° 1125. — Islande et Tchécoslovaquie :

Echange de notes comportant un arrangement commercial provisoire. Prague, le 8 mai 1924 419

N° 1126. — Roumanie et Tchécoslovaquie :

Protocole relatif au régime des propriétés dans la zone-frontière, et déclaration, signés à Bucarest, le 16 avril 1925 427

Pages

No. 1118. — Germany and Czechoslovakia :

Exchange of Notes constituting an Agreement regarding the Notification of Warrants of Arrest ; Prague, February 6, 1924 165

No. 1119. — Germany and Austria :

Exchange of Notes constituting an Agreement regarding the Exchange of Epidemiological Information, Vienna, April 30, 1924 175

No. 1120. — Poland and Czechoslovakia :

Agreement with regard to the settlement of Legal Relations in civil, penal and non-contentious cases, with Additional Protocol, and Annex, signed at Prague, March 6, 1925 201

No. 1121. — Austria and Poland :

Arrangement concerning Aerial Navigation with Annex, signed at Warsaw, May 5, 1925 269

No. 1122. — Norway and The Netherlands :

Provisional Agreement concerning Aerial Navigation, signed at The Hague, January 8, 1925 279

No. 1123. — Esthonia and Sweden :

Conciliation Convention, signed at Reval, May 29, 1925 289

No. 1124. — Austria and Switzerland :

Commercial Treaty, with Annexes, signed at Berne, January 6, 1926... 299

No. 1125. — Iceland and Czechoslovakia :

Exchange of Notes constituting a Provisional Commercial Arrangement. Prague, May 8, 1924 419

No. 1126. — Roumania and Czechoslovakia :

Protocol Relating to the Regime to be applied to Estates in the Frontier Zone and Declaration, signed at Bucharest, April 16, 1925 427

N° 1111.

HONGRIE ET ROUMANIE

Convention relative à l'ajustement financier des entreprises d'assurance privées et au traitement réciproque desdites entreprises, avec protocole de signature, signés à Bucarest, le 16 avril 1924.

HUNGARY AND ROUMANIA

Convention regarding the Financial Adjustment of matters relating to Private Insurance Companies and the Reciprocal Treatment of these Companies, with Protocol of Signature, signed at Bucharest, April 16, 1924.

N° 1111. — CONVENTION[1] ENTRE LA HONGRIE ET LA ROUMANIE RELATIVE A L'AJUSTEMENT FINANCIER DES ENTREPRISES D'ASSURANCE PRIVÉES ET AU TRAITEMENT RÉCIPROQUE DESDITES ENTREPRISES, SIGNÉE A BUCAREST, LE 16 AVRIL 1924.

Texte officiel français communiqué par le chargé des Affaires de la Délégation royale hongroise auprès de la Société des Nations. L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 27 février 1926.

SON ALTESSE SÉRÉNISSIME LE RÉGENT DE HONGRIE et SA MAJESTÉ LE ROI DE ROUMANIE, désirant arriver à un accord pour l'ajustement financier des entreprises d'assurance privées, prévu par l'article 198 du Traité de Trianon, et pour le traitement réciproque desdites entreprises,

Ont résolu de conclure une convention à cet effet et ont nommé pour leurs plénipotentiaires respectifs, savoir :

SON ALTESSE SÉRÉNISSIME LE RÉGENT DE HONGRIE :

M. R. DE WODIANER, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire ;

SA MAJESTÉ LE ROI DE ROUMANIE :

M. Nicolas N. FILODOR, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire, secrétaire général du Ministère royal des Affaires étrangères ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

SECTION I.

DISPOSITIONS CONCERNANT LE RÈGLEMENT DES ANCIENS CONTRATS D'ASSURANCE SUR LA VIE.

Article premier.

Les entreprises d'assurance privées, dont le siège social se trouve sur le territoire de la Hongrie déterminé par le Traité de Trianon, et qui, à la date du 31 octobre 1918, avaient fait des opérations sur les territoires transférés au Royaume de Roumanie par suite des Traités de Trianon et de Saint-Germain, transmettront leurs portefeuilles d'assurance sur la vie — résultant de cette exploi-

[1] L'échange des ratifications a eu lieu à Budapest, le 3 décembre 1924. Voir N° 1106, page 325, vol. XLV de ce recueil.

[1] TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 1111. — CONVENTION [2] BETWEEN HUNGARY AND ROUMANIA REGARDING THE FINANCIAL ADJUSTMENT OF MATTERS RELATING TO PRIVATE INSURANCE COMPANIES AND THE RECIPROCAL TREATMENT OF THESE COMPANIES, SIGNED AT BUCHAREST, APRIL 16, 1924.

French official text communicated by the "Chargé des Affaires" of the Royal Hungarian Delegation accredited to the League of Nations. The registration of this Convention took place February 27, 1926.

HIS MOST SERENE HIGHNESS THE REGENT OF HUNGARY and HIS MAJESTY THE KING OF ROUMANIA, desirous of reaching an agreement for the financial adjustment of matters relating to private insurance companies, as provided in Article 198 of the Treaty of Trianon, and for the reciprocal treatment of these companies,

Have resolved to conclude a Convention for that purpose and have appointed as their Plenipotentiaries :

HIS MOST SERENE HIGHNESS THE REGENT OF HUNGARY :

M. R. DE WODIANER, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary ;

HIS MAJESTY THE KING OF ROUMANIA :

M. Nicolas N. FILODOR, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary, Secretary-General of the Royal Ministry for Foreign Affairs ;

Who, having communicated their full powers, found in good and due form, have agreed upon the following Articles :

SECTION I.

CLAUSES CONCERNING THE SETTLEMENT OF FORMER LIFE ASSURANCE CONTRACTS.

Article 1.

Private insurance companies whose head offices are in Hungarian territory, as defined by the Treaty of Trianon, and which, before October 31, 1918, had transacted business in the territory ceded to the Kingdom of Roumania in consequence of the Treaties of Trianon and St. Germain, shall, by agreement, transfer their holdings in life assurance policies arising from such transactions and

[1] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

[1] Translated by the Secretariat of the League of Nations.

[2] The exchange of ratifications took place at Budapest, December 3, 1924. See No. 1106, page 325, Vol. XLV of this Series.

tation et constitués conformément aux dispositions de la présente convention — par voie d'accord, selon leur libre choix, à l'une des entreprises d'assurance privées désignées par le Gouvernement roumain.

Des dispositions analogues seront appliquées aux portefeuilles hongrois d'assurance sur la vie, afférant aux entreprises d'assurance privées, dont le siège actuel se trouve sur le territoire transféré au Royaume de Roumanie par suite du Traité de Trianon et qui, avant le 31 octobre 1918, avaient fait des opérations sur le susdit territoire de la Hongrie. Le Gouvernement hongrois désignera, dans ce cas, les entreprises cessionnaires parmi lesquelles les entreprises roumaines pourront choisir selon leur libre choix.

Article 2.

Les entreprises d'assurance privées hongroises citées à l'alinéa premier de l'article précédent, sépareront de leur portefeuille d'assurance sur la vie les contrats d'assurance sur la vie et ceux de rente viagère (y compris les assurances des rentes en cas d'accidents), conclus par leurs maisons-mères ou par leurs succursales de n'importe quel Etat avant le 31 décembre 1921 et résultant de leur activité sur les territoires susmentionnés.

Ces contrats d'assurance porteront ci-dessous le nom de « portefeuille roumain ».

Les contrats d'assurance du portefeuille roumain seront divisés en deux groupes :

1° Les contrats libellés en anciennes couronnes hongroises ou autrichiennes ;

2° Les contrats libellés en lei roumains.

Cette séparation du portefeuille roumain, ainsi que le règlement des obligations résultant desdits contrats d'assurance sur la vie, seront effectués par les entreprises d'assurance privées hongroises intéressées, conformément aux dispositions des articles 3 à 10 de la présente convention.

Article 3.

1. Seront incorporés au portefeuille roumain — sans tenir compte de la nationalité de l'assuré — les contrats conclus par les assurés dont le domicile permanent — ou, pour les personnes morales, le siège — se trouvait au 31 octobre 1918 et au 31 décembre 1923, sur les territoires roumains mentionnés à l'alinéa premier de l'article premier. Seront exclus de l'incorporation au portefeuille roumain les contrats des assurés qui étaient ressortissants hongrois au 31 décembre 1923 et qui, dans un délai de quatre mois à partir du jour de la mise en vigueur de la présente convention, formuleraient une réclamation contre ladite incorporation.

2. Les contrats conclus par les assurés dont le domicile permanent (siège) ne se trouvait pas à l'une ou à toutes les deux dates susmentionnées sur le territoire roumain précité, seront incorporés au portefeuille roumain, si l'assuré, ayant acquis la nationalité roumaine en vertu des Traités de Trianon ou de Saint-Germain, était ressortissant roumain au 31 décembre 1923 et s'il a rempli une des conditions suivantes :

a) S'il a payé à un bureau de l'entreprise hongroise respective, établi sur le territoire actuel du Royaume de Roumanie, tant la dernière prime échue avant le 31 octobre 1918 que la dernière prime échue avant le 31 décembre 1923 ;

b) Si l'assuré, ayant payé, sous réserve, les primes visées par l'alinéa précédent à un bureau établi hors du territoire roumain actuel, a réclamé dans un délai de trois mois à partir du jour de la mise en vigueur de la présente convention, l'incorporation de son contrat au portefeuille roumain ;

c) Si l'assuré a demandé, dans les trois mois à partir du jour de la mise en vigueur de la présente convention, l'incorporation de son contrat au portefeuille roumain, — en tant que les primes visées par l'alinéa *a)* ont bénéficié d'un délai de payement.

constituted as provided in the present Convention to a private insurance company freely selected by them from among those designated by the Roumanian Government.

Similar arrangements shall be made in regard to Hungarian holdings in life assurance policies issued by private insurance companies whose head office is now situated in the territory ceded to the Kingdom of Roumania in consequence of the Treaty of Trianon and which, before October 31, 1918, transacted business in the above-mentioned Hungarian territory. In this case, the Hungarian Government shall designate the successor companies from among which the Roumanian companies may make a free selection.

Article 2.

The Hungarian private insurance companies mentioned in first paragraph of the previous Article shall separate from their other life assurance policy holdings all life assurance and life annuity contracts (including accident annuity contracts) concluded by their head offices or branches situated in any country before December 31, 1921, and arising in the course of their business in the above-mentioned territories.

These insurance contracts will be described hereinafter as " Roumanian policy holdings ".

Insurance contracts included in the Roumanian policy holdings shall be divided into two groups :

(1) Contracts expressed in former Hungarian or Austrian crowns ;

(2) Contracts expressed in Roumanian lei.

This separation of Roumanian policy holdings and the settlement of obligations incurred under the above life assurance contracts shall be effected by the Hungarian private insurance companies concerned in conformity with the provisions laid down in Articles 3 to 10 of the present Convention.

Article 3.

(1) Contracts concluded by persons whose permanent domicile — or, in the case of legal entities, head office — was situated both on October 31, 1918, and on December 31, 1923, in the Roumanian territories mentioned in Article 1, first paragraph, shall, irrespective of the nationality of the insured person, be included in the Roumanian policy holdings. These holdings shall not include contracts in respect of insured persons who were Hungarian nationals on December 31, 1923, and who, within a period of four months as from the coming into force of the present Convention, file an objection to the inclusion of their contracts.

(2) Contracts concluded by insured persons whose permanent domicile (head office) was not, on one or both of the aforesaid dates, situated in the above-mentioned Roumanian territory shall be included in the Roumanian policy holdings if, on December 31, 1923, the insured person was a Roumanian national, having acquired such nationality under the Treaty of Trianon or the Treaty of St. Germain, and :

(a) If he had paid to an office belonging to the Hungarian company in question and established in the present territory of the Kingdom of Roumania the last premium due before October 31, 1918, and the last premium due before December 31, 1923;

(b) Or if, having, subject to reservations, paid the premiums referred to in the previous paragraph to an office established outside the present Roumanian territory, he applies, within a period of three months as from the date of the entry into force of the present Convention, for the inclusion of his contract in the Roumanian policy holdings ;

(c) Or if he applies, within three months as from the date of the coming into force of the present Convention, for the inclusion of his contract in the Roumanian policy holdings, provided that an extended time-limit has been accorded for the payment of the premiums referred to in paragraph *(a)*.

Ces dispositions seront appliquées, par analogie, aux assurances de rentes.

Si la police est échue entre le 31 octobre 1918 et le 31 décembre 1923, ou si ladite police a été rachetée, la date de son échéance, respectivement celle de son rachat, sera substituée à la date du 31 décembre 1923, mentionnée aux points 1 et 2.

Article 4.

Contrairement aux dispositions de l'article précédent, ne pourront être incorporées dans le portefeuille roumain les assurances sur la vie (quote-parts des rentes) :

1° Echues avant le 31 octobre 1918 ;

2° Echues après le 31 octobre 1918, si les échéances (rachats, etc.) exigibles ont été acquittées par les entreprises d'assurance hongroises en couronnes hongroises ou autrichiennes, avec le consentement de l'ayant droit.

3° Sont exclus également du portefeuille roumain :

a) Les contrats des assurés qui, depuis le 10 juin 1919, ont payé les primes de leur propre gré, et expressément en couronnes hongroises ou en couronnes autrichiennes (monnaie légale en Hongrie, respectivement en Autriche) ;

b) Les assurances conclues, après le 10 juin 1919, expressément en couronnes hongroises ou en couronnes autrichiennes (monnaie légale en Hongrie, respectivement en Autriche) ;

c) Les assurances sur la vie libellées en titres d'emprunt de guerre hongrois ou autrichiens (assurances d'emprunts de guerre).

Article 5.

Les réserves techniques afférentes au portefeuille roumain, déterminé par les articles 3 et 4 de la présente convention, seront calculées au 31 décembre 1923, en tenant compte des payements d'assurance échus depuis le 31 octobre 1918.

Tout en réservant le droit de contrôle des deux Parties, le calcul des réserves de primes sera fait sur la base des règles qui — dans les entreprises d'assurance privées originaires des deux Etats de l'ancienne Monarchie austro-hongroise, — étaient en vigueur pour l'établissement des réserves de primes, pour le service des intérêts, pour les tables de mortalité à employer, etc.

Le montant des réserves techniques du portefeuille roumain, calculé en couronnes hongroises et autrichiennes, sera transformé en lei roumains au taux de change de un leu pour deux couronnes anciennes hongroises ou autrichiennes.

Article 6.

Les actifs suivants des entreprises d'assurance seront employés, dans l'ordre ci-après, à la couverture des réserves techniques visées à l'article 5, ainsi qu'à celle de leurs intérêts nés entre le 31 décembre 1923 et la date de la mise en vigueur des accords concernant les assurances appartenant au groupe mentionné au point 1 de l'article 2 du portefeuille roumain :

a) Les titres de la dette publique émis par le Royaume de Roumanie ;

b) Les prêts faits (payés) en anciennes couronnes hongroises ou autrichiennes ou en lei roumains, sur les polices d'assurance sur la vie, afférentes au portefeuille roumain ;

c) Les immeubles se trouvant sur le territoire du Royaume de Roumanie ;

d) Les titres de tout repos (lettres de gages, obligations communales, etc.) émis par des institutions financières ou autres, publiques ou privées, dont le siège est situé sur les territoires transférés à la Roumanie par suite des Traités de Trianon ou de Saint-Germain. Seront de même employés à la couverture, les titres émis par les institutions

These provisions shall similarly apply to annuity policies.

If the policy has matured within the period between October 31, 1918, and December 31, 1923, or has been surrendered, the date on which it matured or was surrendered shall be substituted for the date December 31, 1923, mentioned in paragraphs 1 and 2.

Article 4.

Notwithstanding the provisions of the preceding Article, life assurance policies (proportionate annuities) shall not be included in the Roumanian policy holdings :

(1) If they matured before October 31, 1918 ;

(2) If they matured after October 31, 1918, but the sums (surrender values, etc.) due were paid by the Hungarian insurance companies in Hungarian or Austrian crowns with the consent of the claimant.

(3) Further, the Roumanian policy holdings shall not include :

(a) The contracts of insured persons who, since June 10, 1919, have voluntarily and explicitly paid the premiums in Hungarian or Austrian crowns (legal currency in Hungary or Austria as the case may be).

(b) Insurances concluded after June 10, 1919, explicitly in Hungarian or Austrian crowns (legal currency in Hungary or Austria as the case may be).

(c) Life assurances expressed in terms of Hungarian or Austrian War Loan bonds (War Loan assurances)

Article 5.

The actuarial reserves required to cover the Roumanian policy holdings, as defined in Articles 3 and 4 of the present Convention, shall be calculated as at December 31, 1923, taking into account the insurance payments which have matured since October 31, 1918.

The right of verification being retained by both Parties, the premium reserves shall be calculated in accordance with the rules which were followed by the private insurance companies originally established in the two States of the former Austro-Hungarian Monarchy in establishing their premium reserves, rate of interest, mortality tables to be employed, etc.

The amount of the actuarial reserves in respect of the remaining policy holdings, calculated in Hungarian and Austrian crowns, shall be converted into Roumanian lei at the rate of one leu to two former Hungarian or Austrian crowns.

Article 6.

The following assets of the insurance companies shall be employed, in the order given below, as cover for the actuarial reserves referred to in Article 5 and for the interest on such reserves as from December 31, 1923, until the coming into force of the agreements concerning insurances belonging to the group of Roumanian policy holdings mentioned in Article 2, first paragraph :

(a) Public Debt bonds issued by the Kingdom of Roumania ;

(b) Loans made (paid) in former Hungarian or Austrian crowns or in Roumanian lei on life assurance policies forming part of the Roumanian policy holdings ;

(c) Immovable property situated in the territory of the Kingdom of Roumania ;

(d) Gilt-edged securities (mortgage bonds, communal stock, etc.) issued by public or private financial or other institutions whose head offices are situated in the territories ceded to Roumania in consequence of the Treaty of Trianon or the Treaty of St. Germain. Bonds issued by public or private institutions whose registered

publiques ou privées, dont le siège est situé sur l'ancien territoire roumain, en tant qu'ils sont cotés à la Bourse de Bucarest ;

e) Les titres de la dette publique, dont traite le point 1 de l'article 186 du Traité de Trianon ou le point 1 de l'article 203 du Traité de Saint-Germain, en tant que ces titres appartiennent à la dette publique du Royaume de Roumanie, dans le sens des dispositions des traités susmentionnés ;

f) Les titres de la dette publique, mentionnés au point 2 de l'article 186 du Traité de Trianon ou au point 2 de l'article 203 du Traité de Saint-Germain, savoir ;

1° Les titres munis du timbre de nostrification du Royaume de Roumanie ;

2° Les titres ne portant aucun signe distinctif, apposé en vertu de l'exécution des articles susmentionnés des Traités de paix, ainsi que les titres déjà munis du timbre de nostrification de la Hongrie, de l'Autriche ou d'un des Etats successeurs de l'ancienne Monarchie austro-hongroise, mais dont l'estampillage a été annulé (dénostrifié) par l'Etat respectif.

Article 7.

Les valeurs mentionnées au point *a)*, ainsi que les valeurs mentionnées au point *d)* de l'article 6, et libellées en lei roumains, devront être évaluées au taux moyen coté à la Bourse de Bucarest au jour précédant la date du transfert effectif des réserves techniques susmentionnées.

Les valeurs mentionnées au point *d)* de l'article 6, et libellées en couronnes hongroises ou autrichiennes, seront calculées en lei roumains, au taux de deux couronnes pour un leu, et seront évaluées selon leur valeur nominale, si ces titres produisent des intérêts d'au moins 5 %. Si les intérêts desdits titres sont inférieurs à 5 %, les titres seront évalués par un accord entre les entreprises intéressées.

Si les prêts mentionnés au point *b)* de l'article 6, ont été faits (payés) en anciennes couronnes hongroises ou autrichiennes jusqu'au 10 juin 1919 et, après ce jour, en couronnes estampillées par la Roumanie, ils seront évalués au taux de deux couronnes pour un leu.

Les valeurs mentionnées aux points *e)* et *f)* de l'article 6 seront évaluées selon leur valeur nominale, au taux de deux couronnes pour un leu.

L'évaluation des actifs mentionnés au point *c)* de l'article 6 est réservée à un accord entre les entreprises intéressées.

Article 8.

Seront employées à la couverture des réserves techniques des contrats d'assurance libellés en lei roumains, en vigueur au jour du transfert effectif desdites réserves, les valeurs des entreprises d'assurance, libellées en lei roumains, admises par les prescriptions légales du Royaume de Roumanie pour la couverture des réserves techniques des assurances sur la vie. L'évaluation de ces valeurs se fera de même selon lesdites prescriptions.

Article 9.

Dans le cas où les actifs mentionnés aux articles 6 et 8 ne suffiraient pas à couvrir entièrement les réserves techniques du portefeuille roumain, la différence pourra être couverte par d'autres valeurs ou par des sûretés, acceptées par le Gouvernement roumain (gages hypothécaires pupilaires sur les immeubles des entreprises intéressées situés dans un Etat autre que la Roumanie, etc.), ou enfin, en espèces, en tenant toujours compte des engagements des entreprises dans les Etats autres que la Roumanie.

Article 10.

Après la mise en vigueur de la présente convention, les obligations des entreprises d'assurance privées hongroises susmentionnées, résultant des contrats d'assurance appartenant au portefeuille

offices are situated in the former territory of Roumania shall also be employed as cover, provided that they are quoted on the Bucharest Stock Exchange ;

(e) Public Debt bonds referred to in Article 186, paragraph 1, of the Treaty of Trianon or in Article 203, paragraph 1, of the Treaty of St. Germain, in so far as such bonds are included in the Public Debt of the Kingdom of Roumania under the provisions of the said Treaties.

(f) Public Debt bonds referred to in Article 186, paragraph 2, of the Treaty of Trianon or in Article 203, paragraph 2, of the Treaty of St. Germain, viz. :

(1) Bonds endorsed with the nationalisation stamp of the Kingdom of Roumania ;

(2) Bonds not bearing any distinctive mark in virtue of the aforesaid Articles of the Treaties of Peace, and bonds already endorsed with the nationalisation stamp of Hungary, Austria or one of the Succession States of the former Austro-Hungarian Monarchy but having the endorsement cancelled (denationalised) by the State concerned.

Article 7.

The securities referred to in paragraph *(a)* and those referred to in paragraph *(d)* of Article 6, if expressed in Roumanian lei, shall be valued at the mean rate quoted on the Bucharest Stock Exchange on the day before the date of the actual transfer of the above-mentioned actuarial reserves.

The securities referred to in paragraph *(d)* of Article 6, if expressed in Hungarian or Austrian crowns, shall be converted into Roumanian lei at the rate of two crowns to one leu, and shall be valued at their nominal value if they bear interest at not less than 5 %. If they bear interest at less than 5 %, such securities shall be valued by agreement between the companies concerned.

If the loans mentioned in paragraph *(b)* of Article 6 were made (paid) in former Hungarian or Austrian crowns up to June 10, 1919, and thereafter in crowns bearing the Roumanian stamp, they shall be valued at the rate of two crowns to one leu.

The securities referred to in paragraphs *(e)* and *(f)* of Article 6 shall be valued at their nominal value at the rate of two crowns to one leu.

The valuation of the assets mentioned in paragraph *(c)* of Article 6 shall be effected by agreement between the companies concerned.

Article 8.

Securities held by insurance companies, expressed in Roumanian lei, and admissible under Roumanian legislation as cover for life assurance actuarial reserves shall be employed as cover for the actuarial reserves of insurance contracts expressed in Roumanian lei and in force on the date of the actual transfer of the said reserves. These securities shall also be valued in accordance with the legislation referred to.

Article 9.

Should the assets referred to in Articles 6 and 8 not be sufficient to cover in full the actuarial reserves for the Roumanian policy holdings, the difference may be covered by other securities or by pledges admitted by the Roumanian Government (pupillary mortgage securities on the immovable property of the companies concerned situated in a State other than Roumania, etc.), or in cash, regard being had in every case to the liabilities of the companies in States other than Roumania.

Article 10.

When the present Convention has come into force, all claims against the above-mentioned Hungarian private insurance companies arising out of the insurance contracts included in the

roumain, seront remplies à partir du 31 octobre 1918 en lei roumains, le taux pour les contrats libellés en anciennes couronnes étant d'un leu roumain pour deux couronnes hongroises ou autrichiennes, si les réserves techniques du portefeuille roumain des susdites entreprises étaient entièrement couvertes par les actifs mentionnés aux articles 6, 8 et 9.

Cette disposition s'appliquera, par analogie, au remboursement des primes et prêts sur polices, faits ou à faire par les assurés à partir du 31 octobre 1918.

Les dispositions des alinéas 1 et 2 de cet article ne sont pas applicables aux obligations résultant des contrats d'assurance (échéances, rachats, primes, etc.), acquittées sur le territoire actuel du Royaume de Roumanie, entre le 31 octobre 1918 et le 10 juin 1919, en anciennes couronnes hongroises ou autrichiennes, et, entre le 10 juin 1919 et le 1er avril 1921, en couronnes estampillées par la Roumanie.

Article 11.

Si les titres mentionnés au point *f)*, 2, de l'article 6 étaient employés à la couverture des réserves techniques en vertu de l'article 6, la dette publique représentée par ces titres sera traitée sur un pied d'égalité avec les titres estampillés sur le territoire roumain selon les dispositions de l'article 186 du Traité de Trianon ou selon celles de l'article 203 du Traité de Saint-Germain.

Les coupons de ces titres seront soumis au régime général que la Roumanie appliquera sur son territoire aux titres susmentionnés.

Article 12.

Le transfert des portefeuilles et des réserves techniques d'une entreprise de l'une des Parties à une entreprise d'assurance privée de l'autre Partie, ne pourra être exécuté que sous le contrôle et avec l'approbation des deux Parties, qui approuveront ce transfert en tant qu'il sera conforme aux dispositions de la présente convention.

Les accords mentionnés à l'article premier, le transfert susdit des meubles et des immeubles, l'importation ou l'exportation des valeurs employées en couverture des réserves techniques, prévue à l'article 13, ainsi que toutes les opérations des entreprises d'assurance faites en exécution de la présente convention, seront exempts, sur les territoires des deux Parties contractantes, de tous impôts, droits, taxes et autres charges publiques.

Dans les six mois à partir de la mise en vigueur de la présente convention, les autorités compétentes des deux Parties établiront — par une revision des entreprises d'assurance privées intéressées, faite sur le territoire des deux Parties — si les accords visés par l'article premier de la présente convention, ainsi que le transfert susmentionné, sont conformes aux dispositions des articles 3 à 10. Les écarts éventuels seront rectifiés dans les douze mois qui suivront la mise en vigueur de la présente convention.

Article 13.

Le Gouvernement hongrois permettra l'exportation sur le territoire roumain des valeurs employées, selon lesdits accords, à la couverture des réserves techniques du portefeuille roumain, en tant que ces valeurs se trouvent sur le territoire hongrois et que ces accords sont conformes aux dispositions de la présente convention.

De son côté, le Gouvernement roumain ne s'opposera pas à l'importation desdites valeurs.

Article 14.

Dans le cas où une entreprise d'assurance privée hongroise, tombant sous les dispositions de la présente convention, aurait omis de transférer son portefeuille roumain dans les quatre mois qui suivront la mise en vigueur de la présente convention — conformément aux dispositions de l'article 2 — ou, dans le cas où les autorités compétentes des deux Parties n'auraient pas approuvé les

Roumanian policy holdings shall be paid, as from October 31, 1918, in Roumanian lei, the rate for contracts expressed in former crowns being one Roumanian leu to two Hungarian or Austrian crowns, provided that the actuarial reserves for the Roumanian policy holdings of the aforesaid companies are completely covered by the assets referred to in Articles 6, 8 and 9.

This provision shall similarly apply to the payment of premiums and loans on policies which have been or may be made by insured persons after October 31, 1918.

The provisions of first and second paragraphs of this Article shall not apply to claims arising out of insurance contracts (maturity, surrender, premiums, etc.) paid in the present territory of the Kingdom of Roumania in former Hungarian or Austrian crowns between October 31, 1918, and June 10, 1919, or in crowns bearing the Roumanian stamp between June 10, 1919, and April 1, 1921.

Article 11.

Should the bonds referred to in paragraph *(f)* (2) of Article 6 be employed as cover for actuarial reserves in virtue of Article 6, the public debt represented by such bonds shall be treated on an equal footing with bonds stamped in Roumanian territory, as provided in Article 186 of the Treaty of Trianon or in Article 203 of the Treaty of St. Germain.

Dividend warrants for such bonds shall be subject to the general system followed by Roumania in her territory in respect of the bonds mentioned above.

Article 12.

The transfer of policy holdings and actuarial reserves from a company of one of the Parties to a private insurance company of the other Party may only be effected under the supervision and with the approval of both Parties, who shall approve such transfer provided that it conforms with the provisions of the present Convention.

The agreements mentioned in Article 1, the aforesaid transfer of movable and immovable property, the import or export of securities employed as cover for actuarial reserves as provided in Article 13, and all transactions carried out by insurance companies in pursuance of the present Convention, shall be exempt from all taxes, duties, fees and other public charges in the territories of both Contracting Parties.

Within six months as from the coming into force of the present Convention, the competent authorities of the two Parties shall determine, by inspecting within their own territory the operations of the private insurance companies concerned, whether the agreements referred to in Article 1 of the present Convention and the aforesaid transfer are in conformity with the provisions of Articles 3 to 10. Any irregularities shall be rectified within twelve months as from the date of the coming into force of the present Convention.

Article 13.

The Hungarian Government shall permit the export to Roumanian territory of any securities which are employed under the aforesaid agreements as cover for the actuarial reserves for the Roumanian policy holdings, provided that such securities are in Hungarian territory and that the agreements in question conform with the provisions of the present Convention.

The Roumanian Government, for its part, shall raise no objection to the importation of such securities.

Article 14.

If, within four months from the date of the entry into force of this Convention, a Hungarian private insurance company coming under the provisions of the present Convention has not transferred its Roumanian policy holdings as provided in Article 2, or if the competent authorities of the two Parties have not approved the aforesaid agreements between the companies concerned, the

susdits accords entre les entreprises intéressées, les autorités des deux Parties prendront, d'un commun accord et conformément aux dispositions légales en vigueur sur les territoires des deux Parties, les mesures nécessaires pour sauvegarder les intérêts des assurés des deux Parties contractantes.

Dans le cas où une des entreprises précitées n'aurait pas conclu, dans les quatre mois qui suivront la mise en vigueur de la présente convention, l'accord concernant le transfert des couvertures de son portefeuille roumain, prévu par l'article premier, ce portefeuille sera transféré au Gouvernement roumain ou à une entreprise d'assurance privée désignée par ce gouvernement.

Article 15.

Les dispositions des articles 2 à 14 seront appliquées, par analogie, aux contrats de réassurance respectifs.

Article 16.

L'approbation par l'autorité compétente du Gouvernement roumain, des accords entre les entreprises intéressées, ainsi que du transfert du portefeuille roumain et de ses réserves techniques, ou bien de la couverture de ces réserves, entraînera, pour les entreprises d'assurance privées hongroises en question, la libération de tous leurs engagements envers les assurés appartenant au portefeuille roumain. Le Gouvernement roumain portera cette approbation à la connaissance du Gouvernement hongrois.

Article 17.

Les dispositions des articles 2, 3, 5 et 12 à 16 seront appliquées, par analogie, au portefeuille hongrois d'assurances sur la vie, afférant aux entreprises d'assurance privées, dont le siège actuel se trouve sur les territoires transférés à la Roumanie par suite du Traité de Trianon et qui, avant le 31 octobre 1918, ont conclu des assurances sur la vie sur le territoire hongrois, tel qu'il est déterminé par le Traité de Trianon. Les réserves techniques de ces portefeuilles seront converties en espèces et les anciens contrats d'assurance en question, conclus en anciennes couronnes hongroises ou autrichiennes, seront exécutés en couronnes hongroises.

Article 18.

Si les délais de prescription, de péremption et de forclusion de procédure des obligations, constituées par la présente convention en faveur des ressortissants roumains, respectivement des ressortissants hongrois, n'ont pas expiré avant le 3 novembre 1918, ils seront suspendus à partir de cette date jusqu'au jour de la mise en vigueur de la présente convention, quand ils recommenceront à courir.

Dans les quatre semaines qui suivront la mise en vigueur de ladite convention, chaque Partie prendra, par voie de prescriptions légales, les mesures suivantes :

Toute action en justice introduite ou à introduire, et se rapportant aux créances résultant des contrats d'assurance mentionnés à l'article 2, sera suspendue pour une durée de six mois à dater de la mise en vigueur de la présente convention, en tant qu'une entreprise d'assurance privée (y compris les succursales et sans tenir compte du lieu de leur siège), dont le siège se trouve sur le territoire de l'une des deux Parties, se présente en qualité de créancier ou de débiteur, d'une part, et que, de l'autre part, se présente un ressortissant de l'autre Partie ou une personne dont le domicile permanent (siège) se trouve sur le territoire de l'autre Partie.

Les mesures conservatoires et celles de l'exécution forcée ne pourront être effectuées au profit de pareilles créances. Les mesures déjà prises seront suspendues d'office.

La durée de la suspension de l'action en justice concernant les créances mentionnées à l'alinéa 3 du présent article n'entrera pas dans le délai de prescription et de forclusion de procédure.

authorities of the two Parties shall, by common consent and in accordance with the legislation in force in their respective territories, take such measures as may be necessary to protect the interests of the insured persons of each of the Contracting Parties.

If, within four months from the date of the entry into force of this Convention, any of the above-mentioned companies has not concluded an agreement for the transfer of the cover for its Roumanian policy holdings as provided in Article 1, such holdings shall be transferred to the Roumanian Government or to a private insurance company selected by that Government.

Article 15.

The provisions of Articles 2 to 14 shall similarly be applicable to the respective re-insurance contracts.

Article 16.

The approval by the competent authority of the Roumanian Government of the agreements between the companies concerned, and of the transfer of the Roumanian policy holdings and the actuarial reserves in respect thereof or cover for such reserves, shall release the Hungarian private insurance companies concerned from all their liabilities to insured persons whose policies are included in the Roumanian holdings. The Roumanian Government shall notify the Hungarian Government of such approval.

Article 17.

The provisions of Articles 2, 3, 5, and 12 to 16 shall apply in the same way to Hungarian life assurance policy holdings belonging to private insurance companies whose present registered offices are situated in the territories ceded to Roumania in consequence of the Treaty of Trianon, and which, prior to October 31, 1918, had concluded life assurance contracts in Hungarian territory as defined in the Treaty of Trianon. The actuarial reserves for these policy holdings shall be converted into cash, and payment under the old insurance contracts which were concluded in former Hungarian or Austrian crowns shall be effected in Hungarian crowns.

Article 18.

If the periods of prescription, limitation or foreclosure in respect or the obligations laid down by the present Convention in favour of Roumanian or Hungarian nationals have not expired before November 3, 1918, they shall cease to run as from that date until the day on which the present Convention comes into force, when they shall again begin to run.

Within four weeks following the coming into force of this Convention, each party shall, by enacting legislation, take the following measures :

All legal proceedings already pending or to be instituted in respect of claims arising out of the insurance contracts mentioned in Article 2 shall be suspended for a period of six months as from the date of the coming into force of the present Convention, when one of the parties, either as debtor or creditor, is a private insurance company (including branches, irrespective of their situation) whose head offices are in the territory of one of the Contracting Parties, and when the other is a national of the other Party or a person whose permanent domicile (place of business) is situated in the territory of the other Party.

No measures for preserving the *status quo* or for the forced execution of such claims may be taken. Any measures already taken shall be automatically suspended.

The period during which legal proceedings concerning the claims referred to in third paragraph of this Article are suspended shall not be included in the period of prescription and grace.

Article 19.

La présente convention et le protocole final y relatif seront considérés par les deux Parties comme règlement financier des dispositions de l'article 198 du Traité de Trianon sur les entreprises d'assurance. Les deux Parties renoncent donc, en ce qui concerne les compagnies d'assurance, au droit d'appel à la Commission des réparations, prévu par les dispositions dudit article.

Ce règlement ne préjuge pas d'autres règlements financiers et ne porte aucune atteinte aux dispositions des Traités de paix.

SECTION II.

Dispositions concernant le traitement réciproque des entreprises d'assurance privées.

Article 20.

Chacune des deux Parties contractantes traitera les entreprises d'assurance privées dont le siège se trouve sur le territoire de l'autre Partie, de la même façon que les entreprises de même nature d'un tiers Etat, concessionnées après la mise en vigueur de la présente convention. Ce traitement sera de même appliqué aux concessions d'exploitation accordées aux entreprises d'assurance privées ou à leurs succursales (représentations, agences principales ou secondaires, etc.) à leur exploitation, ainsi qu'aux impôts, droits, taxes et autres charges publiques auxquels ces entreprises seraient soumises.

SECTION III.

Dispositions finales.

Article 21.

Tout différend qui pourrait surgir à l'occasion de l'application de la présente convention, sera soumis à un tribunal arbitral formé par deux membres, un de chaque Partie, qui éliront, d'un commun accord, un président.

En cas de désaccord au sujet de la personne du président, ce dernier sera désigné par le Président du Conseil fédéral suisse.

Le tribunal siégera à Bucarest, Cluj ou à Budapest, selon le choix du Président, et connaîtra des frais de procédure.

Article 22.

La présente convention entrera en vigueur huit jours après l'échange des instruments de ratification, qui aura lieu à Budapest.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs ont signé la présente convention et y ont apposé leurs sceaux.

Fait à Bucarest, en double original, le 16 avril 1924.

(L. S.) R. de WODIANER, m. p.
(L. S.) N. N. FILODOR, m. p.

Article 19.

The present Convention and the Final Protocol relating thereto shall be regarded by both Parties as the settlement of the financial questions mentioned in Article 198 of the Treaty of Trianon in connection with insurance companies. As regards insurance companies, both Parties therefore renounce the right of appeal to the Reparation Commission provided for in that Article.

This settlement shall not affect other financial settlements, and shall in no way invalidate the provisions of the Treaties of Peace.

SECTION II.

Clauses concerning the reciprocal treatment of private insurance companies.

Article 20.

Each of the two Contracting Parties shall accord to private insurance companies whose registered offices are situated in the territory of the other Party the same treatment as it accords to similar companies of a third State licensed after the coming into force of the present Convention. This provision shall also apply to the granting to private insurance companies or their branches (representatives, principal and subsidiary agencies, etc.) of permission to carry on business, to the operations of these companies, and to the taxes, duties, fees and other public charges to which they may be subject.

SECTION III.

Final Clauses.

Article 21.

All disputes arising out of the application of the present Convention shall be submitted to a Court of Arbitration consisting of two members, one appointed by each Party, who shall elect a President by common agreement.

In case of failure to reach an agreement on the point, the President shall be designated by the President of the Swiss Federal Council.

The Court shall sit at Bucharest, Cluj, or Budapest, at the President's choice, and shall be competent to give a decision concerning the costs of the procedure.

Article 22.

The present Convention shall come into force eight days after the exchange of the instruments of ratification, which shall take place at Budapest.

In faith whereof the respective Plenipotentiaries have signed the present Convention and have thereto affixed their seals.

Done in duplicate at Bucharest on April 16, 1924.

(L. S.) (Signed) R. de WODIANER.
(L. S.) (Signed) N. N. FILODOR.

PROTOCOLE DE SIGNATURE

Au moment de procéder à la signature de la convention en date d'aujourd'hui, les plénipotentiaires soussignés sont convenus des dispositions suivantes :

§ 1. — Par les Etats mentionnés à l'article 20 de la présente convention, il faut entendre aussi les tiers Etats auxquels un territoire de l'ancienne Monarchie austro-hongroise a été transféré ou qui sont nés du démembrement de la Monarchie.

§ 2. — En vertu de l'article premier, le Gouvernement roumain désigne dès maintenant les entreprises d'assurance privées suivantes, auxquelles les portefeuilles visés par l'article 2 pourront être transférés :

« Agricola », S. A. d'assurances générales, à Bucarest ;
« Agronomul », Institution d'assurance, S. A., à Arad ;
« Dacia-Romania », Société générale d'assurance, à Bucarest ;
« Fonciera », S. A. d'assurances générales, à Cluj ;
« Generala », Société roumaine d'assurances générales, à Bucarest ;
« Nationala », Société générale d'assurance, à Bucarest ;
« Prima-Ardeleana », Société d'assurances générales, à Cluj.

Le Gouvernement roumain se réserve de compléter, au besoin, cette liste par d'autres entreprises d'assurance privées, auxquelles lesdits portefeuilles pourront être transférés.

Dans le cas où une entreprise d'assurance hongroise, tombant sous les dispositions de cette convention, désirerait transférer son portefeuille à une des entreprises d'assurance susmentionnées, le Gouvernement roumain ne refusera l'approbation que si l'entreprise respective ne pouvait prouver, à la demande du Gouvernement roumain, que les 60 % de son capital social sont détenus par des ressortissants roumains.

§ 3. — Les gouvernements des deux Parties emploieront tous les moyens dont ils disposent, pour que les accords mentionnés à l'article premier de la présente convention soient conclus d'urgence, au plus tard dans les quatre mois qui suivront la mise en vigueur de la présente convention.

§ 4. — Les contrats d'assurance des entreprises d'assurance hongroises, prévus aux points 1 et 3 de l'article 4, qui ne seraient pas transférés dans le sens de la présente convention, seront liquidés directement, savoir :

1° Pour les dettes et créances provenant des assurances mentionnées au point 1 de l'article 4 et qui n'ont pas encore été payées, on appliquera les stipulations générales de la convention en date d'aujourd'hui, relative à la libération des dépôts et au règlement des dettes et créances en anciennes couronnes autrichiennes ou hongroises ;

2° La liquidation des contrats prévus au point 3 de l'article 4 se fera selon les clauses de ces contrats.

§ 5. — Les assurances échues et acquittées jusqu'au 31 décembre 1923, comprises dans le montant des réserves techniques selon l'alinéa premier de l'article 5, seront couvertes en première ligne par les créances dérivant des primes d'assurance sur la vie, échues jusqu'au 31 décembre 1923, perçues ou à percevoir par une société d'assurance roumaine, pour le compte de l'entreprise d'assurance hongroise respective.

Dans le cas où les créances en question (primes) d'une entreprise d'assurance hongroise ne suffiraient pas à la couverture totale des réserves de ces assurances, les valeurs énumérées aux articles 6, 8 et 9 seront employées à la couverture de la différence. Si le montant desdites créances (primes) dépassait le montant des assurances acquittées, le reste de ces créances (primes), sera employé à la couverture des réserves techniques des autres assurances afférentes au portefeuille roumain.

PROTOCOL OF SIGNATURE.

At the moment of signing the Convention of this day's date, the undersigned Plenipotentiaries have agreed as follows :

(1) The States mentioned in Article 20 of the present Convention shall include also third States to which part of the territory of the former Austro-Hungarian Monarchy has been ceded or which have been constituted as a result of the dismemberment of that monarchy.

(2) In virtue of Article 1, the Roumanian Government hereby designates the following private insurance companies to which the holdings referred to in Article 2 may be transferred :

" Agricola ", General Insurance Company, Ltd., Bucharest;
" Agronomul ", Insurance Institution, Ltd., Arad;
" Dacia Romania ", General Insurance Company, Ltd., Bucharest;
" Fonciera ", General Insurance Company, Ltd., Cluj;
" Generala ", Roumanian General Insurance Company, Bucharest;
" Nationala ", General Insurance Company, Bucharest;
" Prima-Ardeleana ", General Insurance Company, Cluj;

The Roumanian Government reserves the right to add to this list, if necessary, further private insurance companies to which the holdings in question may be transferred.

Should a Hungarian insurance company falling under the provisions of this Convention wish to transfer its policy holdings to one of the above-mentioned insurance companies, the Roumanian Government shall not withhold its approval unless the company concerned is unable to show, on the demand of the Roumanian Government, that 60 % of its issued capital is held by Roumanian nationals.

(3) The Governments of both Parties shall do all in their power to enable the agreements mentioned in Article 1 of the present Convention to be concluded without delay, and in any case not later than four months after the coming into force of the present Convention.

(4) Insurance contracts belonging to the Hungarian insurance companies mentioned in Article 4, paragraphs 1 and 3, which are not transferred as provided in the present Convention, shall be liquidated directly as follows :

(1) Debts and claims arising out of the insurance contracts mentioned in Article 4, paragraph 1, and not yet paid, shall be governed by the general clauses of the Convention of this day's date concerning the release of deposits and the settlement of debts and claims in former Austrian and Hungarian crowns ;

(2) The liquidation of the contracts referred to in Article 4, paragraph 3, shall be effected in accordance with the terms of those contracts.

(5) Insurances which matured and were paid up to December 31, 1923, and which are included in the actuarial reserves as provided in Article 5, first paragraph, shall be covered in the first place by claims arising out of life assurance premiums due up to December 31, 1923, and collected or due for collection by a Roumanian insurance company on behalf of the Hungarian insurance company concerned.

Should the claims in question (premiums) of a Hungarian insurance company be insufficient to cover in full the reserves for those insurances, the difference shall be covered by the securities enumerated in Articles 6, 8 and 9. If the amount of such claims (premiums) exceeds the amount of the insurances paid, the balance of those claims (premiums) shall be employed to cover the actuarial reserves for the other insurances belonging to the Roumanian policy holdings.

§ 6. — Selon les dispositions de l'article 11, les deux Parties notifieront à la Commission des réparations que les titres mentionnés à cet article doivent être considérés comme faisant partie de la tranche de l'estampillage roumain.

§ 7. — Il est entendu que la mise en application des dispositions de l'article 255 du Traité de Trianon, relatives à la continuation des opérations exercées antérieurement par les entreprises d'assurance privées des Parties contractantes sur leurs territoires respectifs, ne s'oppose pas aux dispositions de l'article 20 de la présente convention, visant le traitement réciproque à accorder à l'avenir aux entreprises d'assurance privées des Parties contractantes.

§ 8. — Les primes échues, mais non payées, provenant des contrats d'assurance contre les dommages, libellés en anciennes couronnes hongroises ou autrichiennes, ainsi que les obligations d'indemnité pécuniaire non encore payées, résultant desdits contrats d'assurance, tombent sous les prévisions de la convention en date d'aujourd'hui, relative à la libération des dépôts et au règlement des dettes et créances en anciennes couronnes autrichiennes ou hongroises, le taux de change étant, toutefois, calculé à un leu pour deux couronnes, sans tenir compte de la date à laquelle la prime est échue ou à laquelle l'accident a eu lieu.

Les dispositions précédentes concernant les indemnités pécuniaires, ne seront appliquées que si l'assuré a payé les primes échues jusqu'à la date de l'accident en anciennes couronnes autrichiennes ou hongroises, en couronnes estampillées par la Roumanie ou en lei.

Le présent protocole de signature, ratifié en même temps que la convention en date d'aujourd'hui, sera considéré comme partie intégrante de la présente convention et possédera la même force et valeur.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs ont signé le présent protocole et y ont apposé leurs sceaux.

Fait à Bucarest, en double original, le 16 avril 1924.

(L. S.) R. DE WODIANER, m. p.
(L. S.) N. N. FILODOR, m. p.

(6) In accordance with the provisions of Article 11, both Parties shall notify the Reparation Commission that the bonds mentioned in that Article are to be considered as part of the block stamped by Roumania.

(7) It is understood that the application of the provisions of Article 255 of the Treaty of Trianon concerning the continuance of the business formerly carried on by the private insurance companies of the Contracting Parties in their respective territories shall not in any way affect the provisions of Article 20 of the present Convention concerning the reciprocal treatment to be granted in future to private insurance companies of the Contracting Parties.

(8) Premiums due but not paid in respect of accident insurance contracts expressed in former Austrian or Hungarian crowns, and liabilities for pecuniary compensation which have not yet been met arising out of the aforesaid insurance contracts, shall be dealt with under the Convention of this day's date concerning the release of deposits and the settlement of debts and claims in former Austrian and Hungarian crowns, provided, however, that the rate of exchange shall be reckoned at one leu to two crowns regardless of the date on which the premium fell due or the accident took place.

The foregoing provisions concerning pecuniary compensation shall not apply unless the insured person has paid the premiums due up to the date of the accident in former Austrian or Hungarian crowns, in crowns bearing the Roumanian stamp, or in lei

The present Protocol of Signature, ratified simultaneously with the Convention of this day's date, shall be considered an integral part of that Convention and shall have the same force and validity.

In faith whereof the respective Plenipotentiaries have signed the present Protocol and have thereto affixed their seals.

Done in duplicate at Bucharest on April 16, 1924.

(L. S.) (Signed) R. DE WODIANER.
(L. S.) (Signed) N. N. FILODOR.

N° 1112.

HONGRIE ET ROUMANIE

Convention concernant la répartition des biens des départements (comitats), villes et villages, dont l'ancien territoire a été fractionné par la frontière fixée à la suite du Traité de Trianon, signée à Bucarest, le 16 avril 1924.

HUNGARY AND ROUMANIA

Convention concerning the Allocation of the Property of Counties (Comitats), Towns and Villages whose Former Territory has been divided by the Frontier fixed in consequence of the Treaty of Trianon, signed at Bucharest, April 16, 1924.

N° 1112. — CONVENTION [1] ENTRE LA HONGRIE ET LA ROUMANIE CONCERNANT LA RÉPARTITION DES BIENS DES DÉPARTEMENTS (COMITATS), VILLES ET VILLAGES, DONT L'ANCIEN TERRITOIRE A ÉTÉ FRACTIONNÉ PAR LA FRONTIÈRE FIXÉE A LA SUITE DU TRAITÉ DE TRIANON, SIGNÉE A BUCAREST, LE 16 AVRIL 1924.

Texte officiel français communiqué par le chargé des affaires de la Délégation royale hongroise auprès de la Société des Nations. L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 27 février 1926.

Son Altesse Sérénissime le Régent de Hongrie et Sa Majesté le Roi de Roumanie, désirant arriver, conformément à l'article 256 du Traité de Trianon, à un accord pour la répartition des biens des départements, villes et villages, dont le territoire a été fractionné par la frontière fixée à la suite dudit traité,

Ont résolu de conclure une convention à cet effet et ont nommé pour leurs plénipotentiaires respectifs, savoir :

Son Altesse Sérénissime le Régent de Hongrie :

M. R. de Wodianer, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire ;

Sa Majesté le Roi de Roumanie :

M. Nicolas N. Filodor, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire, secrétaire général du Ministère royal des Affaires étrangères ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier.

Seront considérés comme départements, villes et villages partagés, les départements (comitats), villes et villages dont l'ancienne circonscription administrative a été fractionnée par la frontière fixée à la suite du Traité de Trianon.

Seront exceptés de la présente convention les départements (comitats), villes et villages, dont l'ancienne circonscription administrative a été partagée par ladite frontière entre les deux parties contractantes et un Etat tiers. La répartition des biens appartenant à ces départements (comitats), villes et villages, sera réglée par des conventions entre tous les Etats intéressés.

[1] Voir N° 1106, page 325, vol. XLV de ce recueil.
L'échange des ratifications a eu lieu à Budapest, le 3 décembre 1924.

[1] TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 1112. — CONVENTION [2] BETWEEN HUNGARY AND ROUMANIA CONCERNING THE ALLOCATION OF THE PROPERTY OF COUNTIES (COMITATS), TOWNS AND VILLAGES WHOSE FORMER TERRITORY HAS BEEN DIVIDED BY THE FRONTIER FIXED IN CONSEQUENCE OF THE TREATY OF TRIANON, SIGNED AT BUCHAREST, APRIL 16, 1924.

French official text communicated by the " Chargé des Affaires " of the Royal Hungarian Delegation accredited to the League of Nations. The registration of this Convention took place February 27, 1926.

HIS MOST SERENE HIGHNESS THE REGENT OF HUNGARY and HIS MAJESTY THE KING OF ROUMANIA, being desirous of reaching, in conformity with Article 256 of the Treaty of Trianon, an agreement for the allocation of the property of the counties, towns and villages, whose territory has been divided by the frontier fixed in consequence of the above-mentioned Treaty,

Have decided to conclude a Convention for this purpose, and have appointed as their Plenipotentiaries :

HIS MOST SERENE HIGHNESS THE REGENT OF HUNGARY :

M. R. DE WODIANER, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary ;

HIS MAJESTY THE KING OF ROUMANIA :

M. Nicolas N. FILODOR, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary, Secretary-General of the Royal Ministry for Foreign Affairs ;

Who, having communicated their full powers, found in good and due form, have agreed on the following Articles :

Article 1.

Partitioned counties, towns and villages, shall be taken to mean the counties (comitats), towns and villages whose former administrative area has been divided by the frontier fixed in consequence of the Treaty of Trianon.

The present Convention shall not apply to counties (comitats), towns and villages, whose former administration area has been partitioned by that frontier between the two Contracting Parties and a third State. The allocation of property belonging to these counties (comitats), towns and villages shall be settled by conventions between all the States concerned.

---

[1] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

[1] Translated by the Secretariat of the League of Nations.

[2] See No. 1106, page 325, Vol. XLV of this Series. The exchange of ratifications took place at Budapest, December 3, 1924.

Article 2.

Seront soumis à la répartition tous les éléments actifs et passifs des biens des départements, villes et villages, visés à l'alinéa premier de l'article premier.

Ne seront pas soumis à la répartition les fonds et fondations qui ne constituent pas la propriété de départements, villes ou villages, mais qui étaient ou sont administrés par eux, ainsi que les fonds et fondations qui ne sont pas destinés exclusivement auxdits départements, villes et villages.

La question de ces fonds et fondations sera réglée en même temps que la question des fonds et fondations en général. Les commissions prévues à l'article 10 dresseront une liste spéciale desdits fonds et fondations, exclus de la répartition.

De même, ne rentreront pas dans la répartition les archives des départements, villes et villages, ainsi que les caisses des mineurs et interdits, et les fonds de réserve de ces caisses, dont la répartition sera réglée par des conventions spéciales.

Article 3.

Les éléments actifs et passifs des biens à répartir seront constatés selon l'état (inventarié ou non) dans lequel ils se trouvaient au 31 octobre 1918. Pour la répartition des fonds et fondations, on prendra pour base le compte final de l'exercice de 1918.

Seront mises au compte, lors de l'évaluation et de la répartition, les dépenses et investitions utiles, opérées après les dates précitées, dans l'intérêt commun des deux parties fractionnées, ainsi que les changements apportés à l'inventaire, sans faute de la partie en possession, par cas fortuit ou force majeure, sauf les changements résultant de la législation interne et des mesures d'administration civile des deux Parties contractantes.

Article 4.

Pour la répartition des éléments actifs et passifs des biens des départements, villes et villages, on prendra comme base la proportion existant entre les impôts directs appliqués en 1914 dans le territoire respectif des deux fractions de la circonscription partagée. Afin d'établir cette proportion, on considérera comme impôts directs les impôts formant en 1914 la base de l'assiette des impôts supplémentaires départementaux et communaux.

Seront ajoutés à ces impôts fonciers, sur la propriété bâtie et non bâtie, appliqués en 1914 aux immeubles appartenant aux départements, villes et villages et situés hors de leur circonscription administrative. Pour établir la proportion de répartition, ces impôts fonciers seront mis au compte en faveur de la partie fractionnée appartenant à la Partie contractante sur le territoire de laquelle l'immeuble imposé est situé.

Les impôts appliqués dans les villes municipales, situées sur le territoire d'un département partagé, ne rentreront pas dans le calcul de la proportion susmentionnée.

Article 5.

La répartition de l'actif des départements, villes et villages sera faite sur la base de la proportion fixée à l'article 4.

Dans les limites de cette proportion, la répartition sera exécutée en nature, en tant que possible.

1. Conformément au principe de la répartition de l'actif en nature, les biens immobiliers reviendront à celle des deux parties fractionnées sur le territoire de laquelle lesdits biens immobiliers sont situés. Les biens immobiliers situés hors de la circonscription d'un département, ville ou village partagés, reviendront à la Partie contractante sur le territoire de laquelle les biens immobiliers sont situés.

Article 2.

The whole of the assets and liabilities constituting the property of the counties, towns and villages, referred to in Article 1, first paragraph, shall be subject to allocation.

Funds and foundations which are not the property of counties, towns or villages, but were or are administered by them, as also funds and foundations not exclusively for the benefit of those counties, towns and villages, shall not be subject to allocation.

The question of such funds and foundations shall be settled simultaneously with the question of funds and foundations in general. The Commissions provided for in Article 10 shall draw up a special list of funds and foundations excluded from allocation.

Similarly, the archives of counties, towns and villages, funds administered on behalf of minors and persons not in possession of their civil rights, and the reserves of these funds, shall not be subject to the present allocation, but shall be allocated under special Conventions.

Article 3.

Assets and liabilities constituting the property to be allocated shall be valued on the basis of their condition (whether defined by inventory or not) as at October 31, 1918. For the allocation of funds and foundations the final account for the financial year 1918 shall be taken as basis.

In making the valuation and determining the allocation, expenditure and investments of public utility made after the dates referred to and in the common interest of the two separated parts, as also alterations in the inventory, if the latter are due not to the fault of the party in possession but to accident or *vis major* (except alterations resulting from the domestic legislation and civil administrative measures of the two Contracting Parties), shall be taken into account.

Article 4.

The allocation of the assets and liabilities constituting the property of counties, towns and villages shall be proportionate to the direct taxes levied in 1914 in the respective territories of the two separated parts. In establishing this proportion, direct taxes shall be taken to mean the taxes used in 1914 as a basis for the assessment of the county and communal additional taxes.

There shall also be added to the above the land-tax on property (built over or otherwise) levied in 1914 on immovable property belonging to counties, towns and villages, but situated outside their administrative areas. In fixing the proportion for the allocation, these land-taxes shall be placed to the credit account of that part of the divided area which belongs to the Contracting Party in whose territory the taxed immovable property is situated.

In calculating the above-mentioned proportion, the taxes levied in incorporated towns situated in the territory of a partitioned county shall be disregarded.

Article 5.

The allocation of the assets of counties, towns and villages shall be made in the proportion fixed in Article 4.

Within the limits of this proportion, allocation shall be carried out in kind as far as possible.

I. In conformity with the principle of allocation in kind, immovable property shall be attributed to that separated part in whose territory it is situated. Immovable property situated outside the area of a partitioned county, town or village shall be attributed to the Contracting Party in whose territory such property is situated.

Les biens immobiliers, répartis en nature, seront évalués conformément aux dispositions de l'article 7, et l'on mettra à la charge de la partie fractionnée à laquelle l'immeuble est attribué, la quote-part revenant à l'autre partie. La compensation et le payement des sommes mises à la charge des parties respectives seront exécutés conformément aux dispositions de l'article 8.

II. Dans le cas où la répartition en nature des biens mobiliers serait impossible ou provoquerait des difficultés, les biens mobiliers à répartir pourront — si les deux parties tombent d'accord — être rachetés par l'une des parties fractionnées, ou vendus. En cas de rachat, les dispositions de l'alinéa 2 du paragraphe I seront appliquées. Le prix de vente sera réparti entre les deux parties, sur la base de la proportion fixée à l'article 4.

Les biens mobiliers, accessoires d'un immeuble, suivront le sort de l'immeuble, leur valeur devant être mise au compte lors de la répartition.

Les biens mobiliers qui présentent pour l'une des parties fractionnées un intérêt spécial (tels que portraits, livres, sceaux, armes et écussons, drapeaux et autres objets de même nature), pourront être rachetés par cette partie, si les deux parties fractionnées sont d'accord.

III. La répartition des créances libellées en anciennes couronnes sera faite sur la base de la proportion fixée à l'article 4.

Dans les relations des parties fractionnées avec les débiteurs, lesdites parties seront considérées, pour les quote-parts respectives de la créance répartie, comme ressortissants hongrois, ou roumains, selon que leur territoire appartient à l'Etat hongrois ou à l'Etat roumain.

Le règlement des quote-parts respectives des créances réparties sera fait, conformément aux dispositions de la Convention sur la libération des dépôts et le règlement des dettes et créances libellées en anciennes couronnes autrichiennes ou hongroises.

Les conditions personnelles (nationalité et domicile), posées dans la convention précitée, seront considérées comme réunies dans la personne de la partie fractionnée créancière, conformément à l'alinéa 2 du présent paragraphe.

Article 6.

La répartition des passifs des départements, villes et villages sera faite sur la base de la proportion fixée à l'article 4.

Les dettes spécialement garanties par l'un des biens à répartir seront assumées par celle des deux parties fractionnées, à laquelle le bien constitué en garantie sera attribué en vertu de l'article 5. Les dettes contractées pour acquérir, construire, entretenir, améliorer, etc., l'un des biens à répartir, seront considérées comme dettes spécialement garanties et assumées par la partie fractionnée à laquelle ledit bien sera attribué en vertu de l'article 5. Le montant des dettes qui incombe, en vertu de l'alinéa 1, à l'autre partie fractionnée, sera déduit de la quote-part, revenant à cette partie, du bien constitué en garantie ou à l'égard duquel la dette a été contractée.

La partie fractionnée qui, en vertu des alinéas précédents assume la dette, en tout ou en partie, sera seule responsable de la dette assumée et sera considérée, dans ses relations avec les créanciers, comme ressortissant hongrois ou roumain, selon que son territoire appartient à l'Etat hongrois ou à l'Etat roumain.

Le règlement des quote-parts respectives de la dette répartie, libellée en anciennes couronnes, sera fait, conformément aux dispositions de la Convention sur la libération des dépôts et le règlement des dettes et créances libellées en anciennes couronnes autrichiennes ou hongroises. La portion des dettes visées à l'alinéa 2, qui incombe à l'autre partie, sera réglée dans la monnaie et au montant où le payement aurait dû être effectué par cette partie fractionnée, si cette portion de la dette était restée à sa charge.

Les conditions personnelles (nationalité et domicile), posées dans la convention précitée, seront considérées comme réunies dans la personne de la partie fractionnée débitrice, conformément à l'alinéa 3 du présent article.

Dans le cas où l'immeuble, constitué en garantie des dettes visées à l'alinéa 2, aurait été fractionné par la frontière fixée à la suite du Traité de Trianon, ainsi que dans le cas où plusieurs im-

Immovable property allocated in kind shall be valued in conformity with the provisions of Article 7, and there shall be placed to the charge of the separated part to which such property is allocated the proportionate share due to the other part. Compensation and sums placed to the charge of the respective parts shall be paid in conformity with the provisions of Article 8.

II. Should the allocation of movable property in kind prove to be impossible or involve difficulty, the movable property to be allocated may, if the two parties agree, be bought up by one of the separated parts or sold. If the property is bought up, the provisions of second paragraph of Section I shall apply. The price obtained shall be allocated between the two parts in the proportion fixed in Article 4.

Movable property which forms an appurtenance to immovable property shall be allocated with the immovable property, its value being included in the account when allocation takes place.

Movable property of special interest to one of the separated parts (such as portraits, books, seals, shields, arms, flags and other similar objects) may be bought by that part if both separated parts agree.

III. Debts reckoned in old crowns shall be allocated in the proportion laid down in Article 4.

In the relations of the separated parts with debtors, the parts shall be regarded for the purpose of allocating the respective shares in the debt as Hungarian or Roumanian nationals according as their territory belongs to Hungary or to Roumania.

The respective shares in the debts thus allocated shall be fixed in conformity with the provisions of the Convention on the release of deposits and the settlement of debts and claims in former Austrian or Hungarian crowns.

The personal conditions (nationality and domicile) defined in the above-mentioned Convention shall be held to be combined in the person of the separated part to which the debt is due, in conformity with second sub-paragraph of the present paragraph.

Article 6.

The liabilities of counties, towns and villages shall be allocated in the proportion laid down in Article 4.

Debts specially secured on one of the properties to be allocated shall be taken over by the separated part to which the property constituting the security is attributed in virtue of Article 5. Debts contracted for the purchase, construction, upkeep, improvement, etc., of any of the properties to be allocated shall be regarded as debts specially secured, and shall be taken over by the separated part to which the property in question is attributed in virtue of Article 5. The total debts to be met by the other separated part in virtue of first paragraph shall be deducted from the share due to that part in the property which has been made the security, or in respect of which the debt has been contracted.

The separated part which, in virtue of the preceding paragraphs, takes over the whole debt or a portion thereof, shall alone be responsible for the debt taken over, and shall be regarded in its relations with the creditors as a Hungarian or a Roumanian national, according as the territory belongs to Hungary or to Roumania.

The respective shares in the debt thus allocated, reckoned in former crowns, shall be determined in conformity with the provisions of the Convention on the release of deposits and the settlement of debts and claims in former Austrian or Hungarian crowns. The portion of the debts referred to in second paragraph assumed by the other part shall be settled in the currency in (and to the extent to) which payment would have been made by that part if it had continued to be responsible for the portion of the debt.

The personal conditions (nationality and domicile) defined in the above-mentioned Convention shall be held to be combined in the person of the separated part which has become the debtor, in conformity with third paragraph of the present Article.

Should the immovable property which has been made security for the debts referred to in second paragraph have been intersected by the frontier fixed under the Treaty of Trianon, or should

meubles auraient été constitués en garantie, les uns étant situés sur le territoire hongrois, les autres sur les territoires transférés à la Roumanie en vertu dudit traité, — le montant de la dette à répartir sera divisé entre les deux fractions de l'immeuble, respectivement entre les immeubles situés sur le territoire hongrois et ceux situés sur les territoires transférés à la Roumanie. La division du montant de la dette à répartir sera faite sur la base de la proportion des bénéfices nets inscrits dans le cadastre et, à défaut d'une telle inscription, sur la base de la valeur des immeubles respectifs (Voir l'article 7).

Les dispositions de l'alinéa précédent s'appliquent également aux dettes contractées pour l'acquisition, la construction, l'entretien, l'amélioration, etc., des biens à répartir.

La répartition, entre les deux parties fractionnées, des dettes divisées en vertu des deux alinéas précédents, sera faite conformément aux dispositions de l'alinéa 2.

Les commissions chargées de l'exécution de la présente convention, ainsi que le tribunal d'arbitrage et le surarbitre, prévus par l'article 10, communiqueront aux créanciers intéressés les décisions qu'ils auraient prises au sujet de la répartition des dettes. Cette communication sera faite, par lettre recommandée, dans les quinze jours à compter de la date où la décision a été prise.

Article 7.

L'évaluation des éléments actifs et passifs des biens à répartir sera faite conformément aux principes suivants :

1° Les immeubles non bâtis seront évalués dans la monnaie de l'Etat où ils sont situés. L'évaluation sera faite sur la base des prix moyens régissant les transactions, à l'époque de l'évaluation, dans la contrée où l'immeuble est situé. Il sera également tenu compte des prix offerts et demandés dans les environs, même sur le territoire de l'autre Partie.

2° Les immeubles bâtis seront généralement évalués selon les dispositions du paragraphe 1.

Toutefois, dans le cas où la valeur d'un immeuble bâti ne pourrait être ainsi fixée, l'évaluation sera faite sur la base du prix du terrain, du matériel et de la construction, dans la monnaie de la Partie où ledit immeuble se trouve.

3° Les biens mobiliers seront évalués sur la base des prix moyens du marché en vigueur, lors de l'évaluation. L'évaluation sera faite dans la monnaie de la Partie où lesdits biens se trouvent.

4° Les créances et les dettes seront mises au compte dans la monnaie et au montant où elles seront réglées, conformément aux dispositions du paragraphe III de l'article 5, respectivement de l'article 6.

En vue du décompte, les sommes évaluées conformément aux dispositions précédentes, seront converties en dollars des Etats-Unis.

La conversion sera faite, pour les sommes évaluées en lei, sur la base de la moyenne des cours de change cotés à la Bourse de Bucarest pendant les quinze jours précédant le jour de l'évaluation et, pour les sommes évaluées en couronnes hongroises, sur la base de la moyenne des cours de change cotés pendant le même délai à la Bourse de Budapest.

Article 8.

La procédure d'évaluation et de répartition sera faite séparément pour chaque département, ville et village partagés.

Après l'achèvement de la procédure d'évaluation et de répartition, les commissions compétentes (Article 10) constateront séparément le solde des dettes et créances réciproques qu'elles auront mises au compte et converties en dollars.

several immovable properties have been made security, some being situated in Hungarian territory and others in territory ceded to Roumania under the above-mentioned Treaty, the amount of the debt to be allocated shall be divided between the two portions of the immovable property, or between the immovable properties situated respectively in Hungarian territory and in territory ceded to Roumania. The amount of the debt to be allocated shall be divided in proportion to the net profits entered in the land register, or, failing such entry, in proportion to the value of the immovable properties in question (See Article 7).

The provisions of the preceding paragraph shall also apply to debts contracted for the purchase, construction, upkeep, improvement, etc., of the properties to be allocated.

The allocation between the two separated parts of debts divided in conformity with the two preceding paragraphs shall be effected in accordance with the provisions of second paragraph.

The Commissions appointed to carry out the present Convention, and the Court of Arbitration and the umpire provided for in Article 10, shall notify the creditors concerned of the decisions they may take regarding the allocation of the debts. This information shall be communicated by registered letter within fifteen days following the date on which the decision was taken.

Article 7.

Assets and liabilities constituting the property to be allocated shall be valued in conformity with the following principles :

(1) Immovable property not built over shall be valued in the currency of the State in which it is situated. The valuation shall be based on the average market prices current at the time of valuation in the district in which the immovable property is situated. Account shall also be taken of prices offered and asked in the neighbourhood, even in the territory of the other Party.

(2) Immovable property built over shall, in general, be valued in accordance with the provisions of paragraph 1.

If, however, the value of built-over property cannot thus be fixed, the valuation shall be based on the price of the land, the material, and the constructional costs, in the currency of the Party in whose territory the property is situated.

(3) Movable property shall be valued on the basis of the average market prices current at the time of valuation. The valuation shall be made in the currency of the Party in whose territory the property is situated.

(4) Claims and debts shall be entered in the account in the currency in (and to the total amount at) which they have been settled in conformity with the provisions of Article 5, paragraph III, or Article 6.

With a view to adjusting the two sets of accounts, the valuations made in accordance with the preceding provisions shall be converted into United States dollars.

Valuations in lei shall be converted at the average rate of exchange quoted on the Bucharest Exchange during the fifteen days previous to the date of valuation, and valuations in Hungarian crowns at the average rate of exchange quoted during the same period on the Budapest Exchange.

Article 8.

Valuation and allocation shall be carried out separately for each partitioned county, town and village.

When the valuation and allocation have been completed, the competent Commissions (Article 10) shall, as a separate operation, strike a balance between the sums owed and owing on either side included in the account and converted into dollars.

Le règlement définitif se fera simultanément pour tous les départements, villes et villages partagés.

Chaque Partie contractante désignera, à cet effet, un organe central qui fonctionnera sur son territoire. Ces organes centraux agiront comme mandataires des parties fractionnées appartenant à chacune des Parties contractantes.

Dans les huit jours à partir de l'achèvement de la procédure de répartition, faite séparément pour chaque département, ville et village, les commissions déclareront, à chacun des organes centraux, les dettes et créances constatées conformément à l'alinéa 2.

Dans le cas où la répartition des biens d'une ville ou d'un village serait entièrement effectuée en nature, la commission compétente notifiera aux organes centraux sa décision, à titre de renseignement. Dans ce cas, un règlement entre les organes centraux ne sera pas nécessaire.

Dans les quinze jours à partir de la réception de la dernière déclaration, les organes centraux se communiqueront et constateront ensemble le solde total et définitif des soldes établis séparément pour chaque département, ville et village, par les commissions précitées.

L'organe central débiteur payera le solde qui est à sa charge, soit en dollars, soit dans la monnaie de l'organe central créancier. Le choix entre les deux modes de payement appartiendra à l'organe débiteur.

La conversion du solde débiteur dans la monnaie de l'Organe central créancier sera faite sur la base des cours de change moyens cotés à la Bourse de Zurich durant le mois précédant le payement dudit solde débiteur. Si l'une des monnaies dans lesquelles le décompte et le payement devaient être effectués n'était pas cotée à la Bourse de Zurich, les organes centraux choisiront d'un commun accord une autre Bourse.

Le payement sera effectué, sans aucune réduction, entre les mains de l'organe central créancier dans les six mois qui suivront l'arrêt du solde.

Article 9.

Les Parties contractantes se réservent la faculté de pourvoir, en cas de besoin, à la représentation des parties fractionnées appartenant à leur territoire respectif.

Le représentant désigné accomplira, au nom de la partie fractionnée qu'il représente, tous les actes de droit nécessaires lors de l'exécution de la présente convention. Les actes de droit accomplis par ce représentant seront obligatoires pour la partie fractionnée ou pour l'ayant cause de la partie qu'il représente.

En ce qui concerne les biens et dettes répartis conformément aux dispositions de la présente convention, les parties fractionnées respectives ou leurs ayants cause seront substitués, envers les tiers, dans les droits et obligations du département, ville ou village partagés, relatifs auxdits biens et dettes, et dans la proportion où la répartition a été faite.

Les rapports juridiques résultant pour les parties fractionnées de la répartition des biens des départements, villes et villages, ainsi que de l'exécution de la présente convention, seront soumis, en tant qu'ils ne sont pas réglés par la présente convention, aux dispositions du droit interne de la Partie contractante sur le territoire de laquelle la partie fractionnée respective se trouve.

Article 10.

L'évaluation et la répartition seront faites, séparément pour chaque département, ville et village, par une ou plusieurs commissions spéciales.

Chaque commission se composera de quatre membres, dont deux seront délégués respectivement par chaque Partie contractante et deux représenteront respectivement les deux parties fractionnées de chaque département, ville et village.

La commission aura la faculté de prendre l'avis d'un ou plusieurs experts.

La commission prendra ses décisions à l'unanimité. En cas de partage des voix, le litige sera soumis à un tribunal d'arbitrage composé de deux membres, dont l'un sera désigné par le Gouver-

The final settlement shall be made simultaneously for all the partitioned counties, towns and villages.

Each Contracting Party shall designate for this purpose a Central Organ for its territory. These Central Organs shall act as the mandatories of the separated parts belonging to each of the Contracting Parties.

Within eight days as from the completion of the individual allocations in each county, town and village, the Commissions shall furnish each Central Organ with a statement of the debts and claims as established in conformity with second paragraph.

Where the property of a town or village is allocated entirely in kind, the competent Commission shall communicate its decision to the Central Organs for their information. In such case settlement as between the Central Organs will not be necessary.

Within fifteen days following the receipt of the last statement, the Central Organs shall get into communication, and shall conjointly establish a total and final balance of the balances established individually for each county, town and village, by the above-mentioned Commissions.

The Central Organ which is the debtor shall pay the balance for which it is responsible, either in dollars or in the currency of the Central Organ to which the money is owed. The debtor Organ may choose between these two methods of payment.

The balance due shall be converted into the currency of the creditor Central Organ at the average rates of exchange quoted on the Zurich Exchange during the month previous to the payment of the balance. Should one of the currencies in which the adjustment of accounts and payment are to be effected not be quoted on the Zurich Exchange, the Central Organs shall agree to select another Exchange.

Payment shall be made, without any reduction, direct to the creditor Central Organ within six months following the date on which the balance is established.

Article 9.

The Contracting Parties reserve the right to arrange, if necessary, for the representation of the separated parts situated in their respective territories.

The appointed representative shall, on behalf of the separated part which he represents, perform all legal acts involved in carrying out the provisions of the present Convention. The legal acts performed by this representative shall be binding on the separated part or on the assign of the part, which he represents.

As regards property and debts allocated in conformity with the provisions of the present Convention, the separated parts or their assigns shall become the legal successors, in proportion to the allocation, to the rights and obligations of the partitioned counties, towns or villages, as regards third parties, in connection with the said property and debts.

The legal relations resulting for separated parts from the allocation of the property of counties, towns and villages, and from the execution of the present Convention, shall be subject, so far as they are not regulated by the present Convention, to the domestic law of the Contracting Party in whose territory the separated part is situated.

Article 10.

Valuation and allocation shall be effected separately in the case of each county, town and village, by one or several special Commissions.

Each Commission shall consist of four members, one appointed by each Contracting Party and one by each separated part of the county, town or village in question.

The Commissions shall be entitled to consult an expert or experts.

The decisions of each Commission must be unanimous. If opinions are divided, the dispute shall be submitted to a Court of Arbitration consisting of two members, one appointed by the Royal

nement royal roumain et l'autre par le Gouvernement royal hongrois. Dans le cas où le tribunal d'arbitrage ne pourrait arriver à une décision unanime, il choisira un surarbitre.

A défaut d'accord sur la personne du surarbitre, les Parties contractantes s'adresseront pour la nomination du surarbitre *au ministre* de l'Intérieur de la Confédération suisse.

Les décisions unanimes des commissions et du tribunal d'arbitrage, ainsi que la décision du surarbitre, seront définitives et les Parties contractantes procéderont à leur exécution.

Les commissions et le tribunal d'arbitrage devront être constituées au plus tard dans le mois qui suivra la mise en vigueur de la présente convention.

Les commissions commenceront leurs travaux sans délai et devront les terminer dans les six mois à partir de leur institution. Le tribunal d'arbitrage prononcera ses décisions avant l'expiration des deux mois qui suivront l'achèvement des travaux des commissions.

Les frais de procédure seront à la charge des départements, villes et villages intéressés, dans la proportion fixée pour la répartition des biens.

Les Parties contractantes s'engagent réciproquement à accorder aux commissions et au tribunal d'arbitrage, toute assistance et toutes facilités requises, ainsi qu'à leur fournir, dans le mois qui suivra la demande, les données officielles nécessaires pour suivre leurs enquêtes.

Article 11.

Les dépôts, dont traite la Convention sur la libération des dépôts et le règlement des dettes et créances libellées en anciennes couronnes autrichiennes ou hongroises, seront délivrés, en tout ou en partie, à la partie fractionnée à laquelle lesdits dépôts reviennent, en tout ou en partie, en vertu de la présente convention.

La délivrance sera faite conformément aux dispositions de la convention mentionnée à l'alinéa précédent. La nationalité et le domicile des parties fractionnées seront déterminés conformément aux alinéas 2 et 4 du paragraphe III de l'article 5.

Article 12.

La présente convention sera ratifiée et les ratifications seront échangées à Budapest aussitôt que faire se pourra. Elle entrera en vigueur le jour où l'échange des ratifications aura lieu.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs ont apposé leurs signatures et leurs sceaux.

Fait à Bucarest, en double original, le 16 avril 1924.

(L. S.) R. DE WODIANER, m. p.
(L. S.) N. N. FILODOR, m. p.

Roumanian Government and the other by the Royal Hungarian Government. Should the Court of Arbitration be unable to reach a unanimous decision, it shall choose an umpire.

Should it prove impossible to agree on an umpire, the Contracting Parties shall apply for the appointment of an umpire to *the Minister* of the Interior of the Swiss Confederation.

The unanimous awards of the Commissions and the Court of Arbitration, as also the awards of the umpire, shall be final, and the Contracting Parties shall proceed to carry them into effect.

The Commissions and the Court of Arbitration must be constituted at the latest within one month following the coming into force of the present Convention.

The Commissions shall begin their work without delay and must conclude it within six months following the date of their appointment. The Court of Arbitration shall render its awards not later than two months after the completion of the work of the Commissions.

The costs of this procedure shall be borne by the counties, towns and villages concerned, in the proportion fixed for the allocation of the property.

The Contracting Parties mutually undertake to grant to the Commissions and the Court of Arbitration all assistance and all facilities required, and to furnish them, within one month after receiving a request, with the official data necessary to enable them to pursue their enquiries.

Article 11.

The deposits referred to in the Convention on the release of deposits and the settlement of debts and claims in former Austrian or Hungarian crowns shall be handed over, wholly or in part, to the separated part to which they have, wholly or in part, been allocated in virtue of the present Convention.

They shall be delivered in conformity with the provisions of the Convention referred to in the preceding paragraph. The nationality and domicile of the separated parts shall be determined in conformity with sub-paragraphs of paragraph III of Article 5.

Article 12.

The present Convention shall be ratified, and the ratifications shall be exchanged at Budapest as soon as possible. It shall come into force on the date of the exchange of ratifications.

In faith whereof the respective Plenipotentiaries have signed the Convention and affixed their seals thereto.

Done at Bucharest in two original copies on April 16, 1924.

(L. S.) (Signed) R. DE WODIANER.
(L. S.) (Signed) N. N. FILODOR.

N° 1113.

HONGRIE ET ROUMANIE

Convention concernant le régime des eaux des territoires limitrophes et la liquidation des syndicats de défense contre les inondations, coupés par la frontière, avec annexes et protocole de signature, signés à Bucarest, le 14 avril 1924.

HUNGARY AND ROUMANIA

Convention regarding the Hydraulic System of the Coterminous Territories and the Dissolution of the Floods Protection Associations divided by the Frontier, with Annexes and Protocol of Signature, signed at Bucharest, April 14, 1924.

N° 1113. — CONVENTION [1] ENTRE LA HONGRIE ET LA ROUMANIE CONCERNANT LE RÉGIME DES EAUX DES TERRITOIRES LIMITROPHES ET LA LIQUIDATION DES SYNDICATS DE DÉFENSE CONTRE LES INONDATIONS, COUPÉS PAR LA FRONTIÈRE, SIGNÉE A BUCAREST, LE 14 AVRIL 1924.

Texte officiel français communiqué par le chargé des affaires de la Délégation royale hongroise auprès de la Société des Nations. L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 27 février 1926.

Son Altesse Sérénissime le Régent de Hongrie et Sa Majesté le Roi de Roumanie, animés d'un égal désir de satisfaire aux dispositions des articles 292 et 293 du Traité de Trianon, et désireux d'assurer, dans l'intérêt commun, le fonctionnement inaltéré des deux parties des syndicats de défense contre les inondations, coupés par la frontière, ainsi que de régler, en même temps, pour l'avenir, les relations des deux parties des syndicats entre elles, afin d'éviter les périls d'inondations éventuels, menaçant les territoires intéressés d'une des Hautes Parties contractantes, ont décidé de conclure une convention concernant le régime des eaux des territoires limitrophes et la liquidation des syndicats de défense contre les inondations, coupés par la frontière roumano-hongroise, et ont nommé, à cet effet, pour leurs plénipotentiaires respectifs :

Son Altesse Sérénissime le Régent de Hongrie :

M. R. de Wodianer, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire ;

Sa Majesté le Roi de Roumanie :

M. Nicolas N. Filodor, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire, secrétaire général du Ministère royal des Affaires étrangères,

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

A. DISPOSITIONS GÉNÉRALES.

Article premier.

Les Hautes Parties contractantes s'engagent, conformément aux dispositions de l'article 292 du Traité de Trianon, à s'abstenir de toutes dispositions unilatérales pouvant porter atteinte aux conditions du régime des eaux des contrées limitrophes, ainsi que de tous travaux pouvant changer les conditions actuelles au détriment de l'autre Partie contractante.

[1] L'échange des ratifications a eu lieu à Budapest le 3 décembre 1924. Voir N° 1106, Vol. XLV, page 325 de ce recueil.

[1] TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 1113. — CONVENTION [2] BETWEEN HUNGARY AND ROUMANIA REGARDING THE HYDRAULIC SYSTEM OF THE COTERMINOUS TERRITORIES AND THE DISSOLUTION OF THE FLOODS PROTECTION ASSOCIATIONS DIVIDED BY THE FRONTIER, SIGNED AT BUCHAREST, APRIL 14, 1924.

French official text communicated by the " Chargé des Affaires " of the Royal Hungarian Delegation accredited to the League of Nations. The registration of this Convention took place February 27, 1926.

HIS SERENE HIGHNESS THE REGENT OF HUNGARY and HIS MAJESTY THE KING OF ROUMANIA, being equally desirous of fulfilling the provisions of Articles 292 and 293 of the Treaty of Trianon, and also desirous, in the common interest, of maintaining at its present standard of efficiency, the work of the two parts of the Floods Protection Associations dividedby the frontier, and of settling at the same time the future relations between the two parts of the associations with a view to avoiding any danger of flood which may threaten the territories concerned of either of the High Contracting Parties, have decided to conclude a Convention concerning the hydraulic system of the coterminous territories and the dissolution of the Floods Protection Associations divided by the frontier betwee Roumania and Hungary, and have for that purpose appointed as their Plenipotentiaries :

HIS SERENE HIGHNESS THE REGENT OF HUNGARY :

M. R. DE WODIANER, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary ;

HIS MAJESTY THE KING OF ROUMANIA :

M. Nicolas N. FILODOR, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary, Secretary-General of the Royal Ministry of Foreign Affairs,

Who, having communicated their full powers, found in good and due form, have agreed on the following Articles :

A. GENERAL PROVISIONS.

Article 1.

The High Contracting Parties undertake, in conformity with the provisions of Article 292 of the Treaty of Trianon, to refrain from taking any unilateral action which might have an adverse effect on the hydraulic systems of the adjoining districts, or undertaking any works likely to modify existing conditions in a manner unfavourable to the other Contracting Party.

[1] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

[1] Translated by the Secretariat of the League of Nations.

[2] The exchange of ratifications took place at Budapest, December 3, 1924. See No. 1106, Vol. XLV, page 325 of this Series.

Les Parties contractantes s'engagent, en même temps, à entretenir en bon état toutes les installations appartenant à l'Etat et servant aux fins du régime actuel des eaux, ainsi qu'à faire accomplir les obligations y afférentes, assumées par des particuliers ou par des syndicats respectifs.

Cet engagement ne restreint en rien le droit des Parties contractantes d'entreprendre, sur leur propre territoire, des travaux de caractère purement local, n'ayant point d'effet sur le territoire de l'autre Partie contractante.

Vu l'intérêt commun qui s'attache à la défense contre les inondations et à la canalisation des eaux intérieures, les Parties contractantes s'engagent à entretenir et à faire entretenir en bon état toutes les constructions hydrauliques servant aussi à la défense des territoires de l'autre Partie contractante.

En cas de rupture de digues ou d'autres événements inattendus, menaçant d'inonder les territoires de l'Etat voisin, les autorités locales intéressées du territoire menacé en seront avisées par la voie la plus rapide, sans formalités diplomatiques.

Article 2.

En cas d'exécution de nouveaux travaux qui pourraient influencer le régime des eaux susmentionné du territoire de l'autre Partie contractante, un accord sera conclu, au préalable, concernant l'exécution de ces travaux et la quote-part des frais ou l'indemnité éventuelle à payer par chaque syndicat national.

Article 3.

Les Parties contractantes se garantissent réciproquement l'utilisation des eaux coupées par la frontière ou situées le long de la frontière, l'entretien et la manipulation des installations de ces eaux.

Article 4.

Pour pouvoir prendre, en temps utile, les mesures nécessaires contre les inondations, le Gouvernement royal roumain aura soin, en cas de péril d'inondation, de communiquer la hauteur des eaux, constatée journellement à Alba Julia, Arad, Chişineu, Ineu, Tinca, Ciucea, Oradia-Mare, Marghita, Moftinul Mic, Satu Mare et Dej, à la Direction hydraulique hongroise à Budapest. La hauteur de l'eau à Gurahonţ sera communiquée directement au Bureau hydraulique hongrois à Gyula.

De son côté, le Gouvernement royal hongrois aura soin de communiquer les mêmes données constatées à Makó, Szeged, Békés, Körösladány, Vásárosnamény et Tokaj, à la direction du Service hydraulique à Cluj.

B. QUESTIONS CONCERNANT LES SYNDICATS D'EAU.

I. Dispositions générales.

Article 5.

Les ex-sociétaires des syndicats de defense contre les inondations, d'aménagement des eaux intérieures, de régularisation et d'utilisation des eaux, ayant, par suite du tracé de la frontière, leurs propriétés actuellement sur le territoire de l'autre Partie contractante, cessent de faire partie de l'ancien syndicat. Par conséquent, ils ne sont obligés, pour l'avenir, qu'à satisfaire aux obligations résultant des affaires communes et fixées dans la présente convention.

At the same time the Contracting Parties undertake to maintain in good repair all installations belonging to the State and employed under the existing hydraulic system, and to see that the private persons or associations concerned fulfil all their obligations in this respect.

This undertaking shall in no way limit the right of the Contracting Parties to undertake in their own territory works of a purely local character which cannot have any effect on the territory of the other Contracting Party.

It being to the advantage of both countries to provide for protection against floods and for the canalisation of inland waters, the Contracting Parties undertake to maintain, or cause to be maintained, in good repair all hydraulic works in one country which also serve as protective works for the territory of the other country.

In case of dyke-bursts or other unforeseen events likely to produce floods in the territory of the neighbouring State, the competent local authorities of the threatened territory shall be warned of the situation by the most rapid means available, without diplomatic formalities.

Article 2.

Should new works be carried out which might affect the hydraulic system of the territory of the other Contracting Party, an agreement shall be concluded before such works are undertaken concerning the manner of their execution and the share of the cost to be borne, or the compensation to be paid, by each national association.

Article 3.

The Contracting Parties guarantee to each other the right to utilise waters intersected by the frontier or running along the frontier and the upkeep and working of the respective waterworks.

Article 4.

In order to avoid delay in taking the necessary measures against floods, the Royal Roumanian Government shall, when there is danger of flooding, notify the Hungarian Department of Hydraulic Works at Budapest of the water-level as measured daily at Alba Julia, Arad, Chişineu, Ineu, Tinca, Ciucea, Oradia-Mare, Marghita, Moftinul Mic, Satu Mare, and Dej. The water-level at Gurahonţ shall be communicated direct to the Hungarian Hydraulic Office at Gyula.

For its part, the Royal Hungarian Government shall communicate the like measurements as taken at Makó, Szeged, Békés, Körösladány, Vásárosnamény, and Tokaj, to the Director of the Hydraulic Service at Cluj.

B. QUESTIONS CONNECTED WITH THE HYDRAULIC ASSOCIATIONS.

I. General Provisions.

Article 5.

The former members of associations for protection against floods and the canalisation, conservancy and utilisation of waters, the property of which associations is now, as a result of the frontier-line, situated in the territory of the other Contracting Party, shall cease to be members of the former association. In future, therefore, they will only be bound to meet the obligations arising from business of interest to both parties and defined in the present Convention.

De chacune des deux parties du syndicat, séparées par la frontière, on formera, autant que possible, un syndicat particulier. Dans le cas où une telle constitution ne pourrait avoir lieu, les Parties contractantes auront soin que les obligations de l'une des parties du syndicat envers l'autre partie du syndicat soient accomplies.

Article 6.

Toutes les constructions (digues, canaux, écluses, objets divers, y compris les maisons de garde, etc.) passent, sans aucune indemnité, dans la propriété des parties des syndicats sur le territoire desquelles elles se trouvent.

Les autres biens des anciens syndicats ne faisant pas partie des constructions hydrauliques et de leurs accessoires, ainsi que les charges des syndicats, seront répartis entre les deux parties des syndicats d'après le pourcentage fixé pour chaque syndicat.

Tous les données, dossiers, plans, documents, etc., se rapportant au syndicat situé sur le territoire de l'autre Partie contractante et nécessaires à l'administration de ce territoire, seront transmis en original ou en copie, sans aucun dédommagement, aux intéressés respectifs, dans le plus bref délai. Les Parties contractantes assureront, à l'autre partie du syndicat, la libre remise, exempte de droits et taxes, des immeubles et des valeurs partagés en nature.

Des copies des plans, cartes, documents, etc., ayant trait au territoire de l'autre partie du syndicat, seront mis gratuitement, à l'avenir, à sa disposition, sur sa demande.

Article 7.

Les dispositions générales concernant le règlement de questions financières se trouvent dans l'annexe IX de la présente convention.

Les Parties contractantes tombent d'accord de confier l'exécution de la liquidation à une commission financière formée par un expert de chaque Etat. Cette commission sera chargée de régler définitivement les créances et dettes, sur la base des pourcentages fixés pour chaque syndicat, tenant compte des prescriptions légales financières des Parties contractantes, ainsi que des dispositions de la présente Convention.

La Commission financière se réunira et commencera ses travaux dans les trois mois qui suivront la ratification de la présente convention.

Article 8.

Afin de régler, pour l'avenir, dans le plus bref délai, les questions et travaux mentionnés à l'article 1, les Parties contractantes nommeront, chacune de son côté, un expert technique. Ces experts se mettront en rapport directement et prendront, le cas échéant, les mesures nécessaires sur les lieux.

Le procès-verbal des mesures prises sera soumis à la ratification des gouvernements respectifs, qui prendront les dispositions ultérieures, s'ils le jugent nécessaire. Dans le cas où les Parties contractantes ne pourraient tomber d'accord sur la procédure à suivre, la question en litige sera portée devant la Commission permanente technique du régime des eaux du Danube, instituée par l'article 293 du Traité de Trianon.

Article 9.

En cas de périls provoqués par la rupture des digues sur le territoire des syndicats, les Parties contractantes délégueront des commissaires spéciaux, munis de pleins pouvoirs, qui seront chargés de prendre, à la suite d'un accord préalable, toutes les mesures nécessaires pour réduire le péril, pour sauver la vie et les biens, pour ramener l'eau inondée, etc.

Each of the two parts of associations which have been separated by the frontier shall, wherever possible, be formed into a separate association. If this cannot be done, the Contracting Parties shall see that the obligations of one of the parts of the association towards the other part are discharged.

Article 6.

All works (dykes, canals, locks, and miscellaneous fixtures, including watchmen's dwellings, etc.), shall be merged, without any compensation, into the property of that part of the former association on whose territory they are situated.

The remaining property of the former associations which does not form part of the hydraulic works and their appurtenances, as also the commitments of the associations, shall be divided between the two parts of the associations in the percentage fixed for each association.

All data, files, plans, documents, etc., in one country which concern an association in the territory of the other Contracting Party, and are required for the administration of that territory, shall be transmitted, either in the original or in copies, to the persons concerned free of charge and as soon as possible. The Contracting Parties shall see that each part of an association hands over to the other part, free of duties or charges, all immovable property and securities which have been divided in kind.

Copies of the plans, maps, documents, etc., concerning the territory of one part of an association shall in future be placed free of charge at the disposal of that part when it so requests.

Article 7.

The general regulations for the settlement of financial questions will be found in Annex IX to the present Convention.

The Contracting Parties agree to entrust the settlement to a Financial Commission consisting of one expert from each State. It shall be the duty of this Commission to establish definitely all sums owed and owing on the basis of the percentages fixed for each association, taking into account the financial legislation of the Contracting Parties and the provisions of the present Convention.

The Financial Commission shall meet and shall commence its work within three months following the ratification of the present Convention.

Article 8.

With a view to settling the questions and regulating for the future the work referred to in Article 1, as soon as possible, each Contracting Party shall appoint one technical expert. These experts shall get into direct touch with one another, and shall, when necessary, take action on the spot.

A report on the measures taken shall be submitted for ratification to the two Governments, which shall take such further action as they may deem necessary. Should the Contracting Parties be unable to agree as to the procedure to be followed, the question shall be laid before the Permanent Technical Hydraulic Commission of the Danube, set up under Article 293 of the Treaty of Trianon.

Article 9.

In case of danger arising from dyke-bursts in the territory of the associations, the Contracting Parties shall appoint special commissioners with full powers to reach an agreement and take all necessary steps to reduce the danger, to safeguard life and property, to recanalise the flood-waters, etc.

Article 10.

En tant que les mesures réciproques, à prendre d'urgence pour la défense contre l'inondation, rendraient indispensable un contact direct téléphonique entre les fonctionnaires dirigeants des deux parties des syndicats ou bien entre les représentants désignés à l'article 9, les experts techniques, prévus par l'article 8, présenteront, après avoir étudié la question, leurs propositions aux gouvernements respectifs.

Article 11.

Dans les limites de la présente convention, les syndicats suivants seront liquidés :

1. Syndicat de drainage du marais d'Ecsed (Eced), de défense contre les inondations de la rive gauche du Someş (Szamos) et de régularisation des eaux intérieures.
2. Syndicat de régularisation des eaux intérieures du Nyir (Nir) inférieur.
3. Syndicat de régularisation des eaux et de défense contre les inondations du Berettyó (Beretău).
4. Syndicat de défense contre les inondations du Crişul Repede (Sebes Körös).
5. Syndicat de défense contre les inondations du Crişul Negru (Fekete-Körös).
6. Syndicat de défense contre les inondations du Comitat d'Arad.
7. Syndicat de défense contre les inondations, de régularisation et d'utilisation des eaux du Crişul Alb inférieur (Alsó-Fehér-Körös).
8. Syndicat de drainage des eaux intérieures du Szárazér (1er).

Les données concernant ces syndicats, savoir :

I. La fixation du pourcentage qui devra servir de clef pour la liquidation ;
II. L'actif de l'ancien syndicat commun ;
III. Les dettes et obligations de l'ancien syndicat commun ; et
IV. Les dispositions se rapportant à ces données

sont mentionnées dans les annexes I à VIII de la présente convention.

Dans le cas où, lors de la liquidation effective, il serait nécessaire de modifier l'une ou l'autre des dispositions des Annexes I-VIII de la présente Convention, par suite de circonstances imprévues ou actuellement inconnues, les gouvernements des Parties contractantes prendront les mesures nécessaires y relatives.

Article 12.

L'entretien, dans l'avenir, des objets servant à la défense contre les inondations et à la régularisation des eaux intérieures et se trouvant sur les territoires des syndicats coupés par la frontière, sera en général, à la charge de la partie du syndicat sur le territoire de laquelle ces objets se trouvent.

Vu que, dans les années présentant une humidité extraordinaire, les frais d'exploitation des pompeurs pèsent plus lourdement sur l'une ou l'autre partie du syndicat, les Parties contractantes tombent d'accord sur la nécessité d'étudier les données des années précédentes se rapportant à ces frais d'exploitation, en tenant compte des circonstances changées, pour pouvoir apprécier le surcroît des frais éventuels.

Les experts techniques, mentionnés à l'article 8 de la présente Convention, seront chargés d'étudier cette question et de présenter leur rapport aux gouvernements respectifs, dans un délai de neuf mois à partir de la ratification de la présente convention.

Article 13.

Les questions concernant le canal d'eau courante de Mezöhegyes, propriété du domaine de Mezöhegyes et coupé par la frontière, seront réglées par accord spécial. Dans cet accord seront réglées de

Article 10.

Should the urgent steps to be taken reciprocally for protection against flood necessitate direct telephonic communication between the officials managing the two parts of the former associations, or between the representatives appointed under Article 9, the technical experts referred to in Article 8 shall, after examining the question, submit proposals to the Governments concerned.

Article 11.

Within the limits of the present Convention, the following associations shall be wound up :

1. Ecsed (Eced) marsh drainage, and Someş (Szamos) left bank floods protection and conservancy association ;
2. Lower Nyir (Nir) Conservancy Association ;
3. Berettyó (Beretău) Conservancy and floods protection association ;
4. Crişul Repede (Sebes Körös) floods protection association ;
5. Crişul Negru (Fekete-Körös) floods protection association ;
6. County of Arad floods protection association ;
7. Lower Crişul Alb (Alsó-Fehér-Körös) floods protection and conservancy association ;
8. Szárazér (first) drainage association.

The details concerning these associations, namely :

I. The fixing of the percentage to be used as a basis for liquidation ;
II. The assets of the former single association ;
III. Debts and obligations of the former single association ; and
IV. The regulations concerning these details ;

are set out in Annexes I-VIII of the present Convention.

Should it be found necessary, when the actual dissolution is taking place, to modify any of the provisions of Annexes I-VIII of the present Convention, owing to unforeseen or at present unknown circumstances, the Governments of the Contracting Parties shall take such steps as may be required.

Article 12.

In future the cost of upkeep of floods protection and conservancy works in the territory of associations divided by the frontier shall in general be borne by that part of the association in whose territory such works are situated.

In view of the fact that in years of exceptional rainfall the cost of working the pumps may fall more heavily on one or other part of the association, the Contracting Parties agree that it will be necessary to examine the details of working expenses in previous years, taking into account the altered circumstances, in order to estimate the increase which may occur in working expenses.

It will be the duty of the technical experts referred to in Article 8 of the present Convention to examine this question and submit a report to their Governments within nine months as from the date of the ratification of the present Convention.

Article 13.

The questions connected with the Mezöhegyes running-water canal which is the property of the Mezöhegyes estate and is intersected by the frontier, shall be settled by special agreement. The

même les questions concernant ce canal et les parties roumaine et hongroise du Syndicat de drainage des eaux intérieures du Szárazér (1er). Vu que les questions se rapportant audit canal ont, en premier lieu, un caractère technique, les experts techniques prévus par l'article 8 de la présente convention seront chargés de régler les affaires relatives à ce canal. Les intéressés seront invités à prendre part à ces négociations.

C. DISPOSITIONS FINALES.

Article 14.

Les différends qui pourraient surgir à l'occasion de l'application de la présente convention, seront tranchés selon les dispositions des articles 292 et 293 du Traité de Trianon.

Article 15.

La présente convention sera ratifiée et l'échange des ratifications aura lieu à Budapest, aussitôt que faire se pourra.

Elle entrera en vigueur huit jours après l'échange des ratifications.

Article 16.

La présente convention pourra être modifiée, sur la demande d'une des Parties contractantes, cinq ans à partir de sa mise en vigueur.

Dans le cas où les Parties contractantes n'élèveraient pas dans les six mois précédant l'expiration de ce délai une demande semblable, la présente convention restera automatiquement en vigueur pour une nouvelle période de cinq ans.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs ont apposé leurs signatures et leurs sceaux.

Fait à Bucarest, en double original, le 14 avril 1924.

(L. S.) R. DE WODIANER, m. p.
(L. S.) N. N. FILODOR, m. p.

questions concerning this canal and the Roumanian and Hungarian parts of the Szárazér (first) Drainage Association shall be settled in the same agreement. Seeing that the questions connected with this canal are principally technical, all matters relating to the canal shall be settled by the technical experts mentioned in Article 8 of the present Convention. The persons concerned shall be invited to take part in these negotiations.

C. FINAL DISPOSITIONS.

Article 14.

Any disputes which may arise when the present Convention comes to be applied shall be settled in conformity with the provisions of Articles 292 and 293 of the Treaty of Trianon.

Article 15.

The present Convention shall be ratified, and the ratifications shall be exchanged at Budapest as soon as possible.

The Convention shall come into force eight days after the exchange of ratifications.

Article 16.

The present Convention may, at the request of one of the Contracting Parties, be modified five years after its entry into force.

Should neither of the Contracting Parties make a request to this effect six months prior to the expiration of this period, the present Convention shall remain automatically in force for a further period of five years.

In faith whereof the above-mentioned Plenipotentiaries have signed the present Convention and have affixed their seals thereto.

Done at Bucharest in two original copies on April 14, 1924.

(L. S.) (Signed) R. DE WODIANER.
(L. S.) (Signed) N. N. FILODOR.

ANNEXE I

RELATIVE AU SYNDICAT DE DRAINAGE DU MARAIS D'ECSED (ECED), DE DÉFENSE CONTRE LES INONDATIONS DE LA RIVE GAUCHE DU SOMEŞ (SZAMOS) ET DE RÉGULARISATION DES EAUX INTÉRIEURES DES TERRITOIRES DUDIT SYNDICAT.

Les données concernant la liquidation de ce syndicat sont les suivantes :

I *a)* Territoire total	162.866 arp. cad. 1.435 toises	
Dont hongrois	78.637 » » 1.308 »	48,283 %
Dont roumain	84.299 » » 127 »	51,717 %
I *b)* Revenu cadastral net total :	1.279.510,92 cour.	
Dont hongroises	660.410,46 »	51,599 %
Dont roumaines	619.100,46 »	48,401 %
I *c)* Base de participation aux charges :		
1. Pour les emprunts	515.384,95 arp. proportionnés	
Dont hongrois	293.282,27 » »	56,9 %
2. Pour l'administration, l'entretien et la défense	77.698,25 cour.	
Dont hongroises	37.136,98 »	47,8 %
Dont roumaines	40.561,27 »	52,2 %

Actif :

	Hongrois	Roumain
II *a)* Etat de la Caisse au 1. IV. 1920, à Careii-Mari, en cour. estampillées		20.846,95 cour.
II *b)* Fond de réserve à la Caisse royale hongroise de l'Etat.		
Garantie pour l'emprunt de 5.500.000 florins	261.250,— cour.	
600.000 florins	29.400,— »	
II *c)* Fond de réserve de défense contre les inondations, à la Banque hongroise commerciale de Pest :		
Obligation pour le dégrèvement du sol de 4 %	4.000,— »	
Lettre de gage de 4 % de l'Institut de Crédit foncier de Hongrie, valeur nominale	36.000,— »	
II *d)* Fonds, capitaux :		
1. Fonds de retraite, siège du syndicat, frais de construction	147.118,11 »	
a) Emprunt de guerre de 6 %, IIe émission, souscrit à la Caisse d'épargne centrale de Careii-Mari et déposé à la Banque hongroise à Budapest, valeur nominale	20.000,— »	
b) Emprunt de guerre de 6 %, Ve émission, souscrit à la Caisse d'épargne centrale à Careii-Mari et déposé à la Banque hongroise à Budapest, valeur nominale	25.000,— »	
c) Emprunt de guerre de 6 %, VIIe émission, déposé à Debreczen, à la Banque hongroise générale de Crédit	20.000,— »	
d) Espèces au 1. IX. 1923 argent comptant		26.066,08 lei
Obligations		22.500,00 »
(Les obligations sont déposées à la Caisse centrale d'épargne à Oradia-Mare.)		
2. Fonds de vente des terrains au 1. IX. 1923		
a) Emprunt de guerre de 6 %, Ire émission, à l'Institut de Crédit à Debreczen	30.000,— »	
b) Emprunt de guerre de 6%, VIe émission, à l'Institut de Crédit de Debreczen	5.000,—	
c) Emprunts de guerre à la Banque populaire d'assistance à Careii-Mari :		
de 6 % Ire émission	30.000,— »	
de 6 % IIe émission	20 000,— »	
de 6 % Ve émission	25.000,— »	
de 6 % VIe émission	20.000,— »	
de 5 ½ % VIIIe émission	12.000,— »	
Valeur nominale		107.000,— cour.

ANNEX I

RELATING TO THE ASSOCIATION FOR THE DRAINAGE OF THE ECSED (ECED) MARSH, THE PROTECTION OF THE LEFT BANK OF THE SOMES (SZAMOS) AGAINST FLOODS, AND THE CONSERVANCY OF THE INLAND WATERS OF THE ASSOCIATION'S AREA.

The particulars of the dissolution of this Association are as follows :

I *(a)* Total territory	162,866 acres (arp. cad.) (1,435 toises)		
Belonging to Hungarian part	78,637 arp. cad. = 1,308 »		48.283 %
Belonging to Roumanian part	84,299 » » = 127 »		51.717 %
I *(b)* Total net income	1,279,510.92 crs.		
Hungarian	660,410.46 »	=	51.599 %
Roumanian	619,100.46 »	=	48.401 %
I *(c)* Basis of participation in expenses :			
1. For loans, 515,384.95 arpents, of which the Hungarian share is	293,282.27 arp.	=	56.9 %
2. For administration, upkeep and protection	77,698.25 crs.		
Hungarian	37,136.98 »		47.8 %
Roumanian	40,561.27 »	=	52.2 %

Assets.

	Hungarian	Roumanian
II *(a)* Cash on April 1, 1920, at Careii-Mari in stamped crowns		20,846.95 crs.
II *(b)* Reserve funds in the Royal Hungarian Treasury.		
Guarantee for the loan of 5,500,000 florins	261,250.— crs.	
600,000 florins	29,400.— »	
II *(c)* Reserve Fund for flood protection in the Hungarian Commercial Bank at Pest :		
4 % Bonds for the dismortgaging of the ground	4,000.— »	
4 % Bond of the Hungarian Land Bank, nominal value	36,000.— »	
II *(d)* Capital funds :		
1. Pensions fund, Headquarters of Association, building costs	147,118.11 »	
(a) 6 % war loan, second issue, subscribed for at the Central Savings Bank at Careii-Mari and deposited in the Hungarian Bank at Budapest, nominal value	20,000.— »	
(b) 6 % war loan, fifth issue, subscribed for at the Central Savings Bank at Careii-Mari and deposited at the Hungarian Bank at Budapest, nominal value	25,000.— »	
(c) 6 % war loan, seventh issue, deposited at Debreczen in the Hungarian General Credit Bank	20,000.— »	
(d) Cash in hand on September 1, 1923		26,066.08 lei
Bonds		22,500.— »
(The bonds are deposited at the Central Savings Bank at Oradia-Mari).		
2. Funds from the sale of land on September 1, 1923 :		
(a) 6 % war loan, first issue, at the Credit Bank at Debreczen	30,000.— »	
(b) 6 % war loan, sixth issue, at the Credit Bank at Debreczen	5,000.— »	
(c) War loans at the People's Bank at Careii-Mari :		
6 % 1st issue	30,000.— »	
6 % 2nd issue	20,000.— »	
6 % 5th issue	25,000.— »	
6 % 6th issue	20,000.— »	
5 ½ % 8th issue	12,000.— »	
Nominal value		107,000.— crs.

	Hongrois	Roumain
d) Argent comptant déposé à la Banque italo-hongroise, déclaré en Roumanie		22.869,08 lei
3. Fonds de dommages causés par incendie :		
a) Emprunt de guerre de 5½ %, VIII[e] émission, à la Caisse d'Etat à Careii-Mari		13.000,— cour.
b) Dépôt à la Caisse d'épargne centrale à Careii-Mari		1.726,10 lei
II *e)* Immeubles :		
1. Sur territoire hongrois, terrain d'inondation de 23 arpents.		
2. Sur territoire roumain, terrain d'inondation de 324 arpents et 729 toises à 1.200.		
3. Siège du syndicat (voir II *d)*, 1, fonds de retraite).		
II *f)* Biens meubles :		
1. Inventaire central à Careii-Mari, installations, cartes, plans, instruments, etc., prix d'achat		128.168,24 cour.
2. Inventaire central à Ecsed : installations, cartes, plans, instruments, etc., prix d'achat.	41.632,67 cour.	
3. Excavateur sur territoire roumain.		50.140,52 »
II *g)* Arrérages des contributions à la manipulation et à l'entretien, au 1. IV. 1920	133.827,— »	107.310,— »
Passifs :		
III *a)* Emprunts hypothécaires :		
1. A la Société de Crédit foncier du Royaume de Hongrie, 11.000.000 cour., desquelles subistaient au 1. IV. 1920	4.031.076,— cour.	
2. A la Société de Crédit foncier du Royaume de Hongrie, 1.200.000 cour., desquelles subsistaient au 1. IV. 1920	464.031,— »	
3. Dette commune de l'emprunt flottant, perçu à la Banque hongroise commerciale de Pest, au 1. IV. 1920 . .	293.828,53 »	
III *b)* Arrérages des contributions pour l'amortissement des emprunts au 1. IV. 1920	322.396,— cour.	182.304,— cour.
(Somme payée ultérieurement par les intéressés hongrois et remboursable lors de la répartition des dettes de la banque.)		
III *c)* Dette à compte courant :		
A la Banque populaire d'assistance de Careii-Mari, au 1.IV.1920 (estampillage roumain)		144.287,78 »
III *d)* Salaires des fonctionnaires :		
Du 1. IX. 1920 jusqu'au 31. X. 1923.		435.148,— lei
Du 1. IV 1920 jusqu'au 31. VIII. 1920 (estampillage roumain)		103.812,— cour.
III *e)* Pensions de fonctionnaires et pensions accordées à titre gracieux, payées à la charge du budget, du 1. IV. 1920 jusqu'au 31. X. 1923 :		
Sur territoire hongrois	14.018,23 »	
Sur territoire roumain		1.305,— cour.
		9.317,88 lei

Dispositions concernant les données susmentionnées.

Ad I *c)* — La répartition de l'actif et des passifs du syndicat aura lieu sur la base des pourcentages suivants : 1° Pour les emprunts d'amortissement du syndicat, la partie hongroise sera de 56,9 %, la partie roumaine de 43,1 % ; 2° Pour l'administration du syndicat, etc., la partie hongroise sera de 47,8 %, la partie roumaine de 52,2 %.

Les emprunts d'amortissement et les emprunts flottants, énumérés au paragraphe III *a)*, ainsi que les garanties se rapportant aux emprunts indiqués au paragraphe II *b)*, seront répartis sur la base du pour-

	Hungarian	Roumanian
(d) Cash deposited at the Italo-Hungarian Bank, declared in Roumania		22,869.08 lei
3. Funds for damage caused by fire :		
(a) 5½% war loan, 8th issue, at the State Bank at Careii-Mari		13,000.— crs.
(b) Deposit in the Central Savings Bank at Careii-Mari		1,726.10 lei
II *(e)* Immovable property :		
1. On Hungarian territory, 23 arpents of flood ground.		
2. On Roumanian territory, 324 arpents and 729 toises of flood ground at 1200.		
3. Headquarters of Association (see II *(d)*, 1, Pensions fund).		
II *(f)* Movable property :		
1. Central inventory at Careii-Mari installations, maps, plans, instruments, &c., purchase price		128,168.24 crs.
2. Central inventory at Ecsed : installations, maps, plans, instruments, &c., purchase price	41,632.67 crs.	
3. Excavator on Roumanian territory		50,140.52 »
II *(g)* Arrears of contributions towards general work and upkeep on April 1, 1920	133,827.— »	107,310.— »
Liabilities.		
III *(a)* Mortgage loans :		
1. With the Hungarian Land Bank, 11 million crowns, of which there remained on April 1 1920	4,031,076.— »	
2. With the Hungarian Land Bank, 1,200,000 crowns, of which there remained on April 1, 1920	464,031.— »	
3. Joint debt on the floating loan at the Hungarian Commercial Bank at Pest, on April 1, 1920	293,828.53 »	
III *(b)* Arrears of contributions towards the amortisation of loans on April 1, 1920	322,396.— »	182,304.— »
(Sum subsequently paid by the Hungarian parties concerned and repayable when the bank debts are allocated.)		
III *(c)* Debt in cash :		
People's Bank at Careii-Mari on April 1, 1920 (Roumanian stamp)		144,287.78 »
III *(d)* Officials' pay :		
From September 1, 1920. to October 31, 1923		435,148.— lei
From April 1, 1920, to August 31, 1920 (Roumanian stamp)		103,812.— crs.
III *(e)* Officials' pensions and pensions granted as a favour, charged to the budget, from April 1, 1920, to October 31 1923 :		
On Hungarian territory	14,018.23 »	
On Roumanian territory		1,305.— »
		9,317.88 lei

Provisions regarding the above-mentioned data.

With reference to I *(c)*. — The assets and liabilities of the Association shall be allocated between the parts on the basis of the following percentages : 1. for the amortisation loans of the Association the Hungarian share shall be 56.9%, the Roumanian share 43.1% ; 2. for the administration, etc., of the Association, the Hungarian share shall be 47.8%, the Roumanian share 52.2%.

The amortisation and floating loans enumerated in paragraph III *(a)* and the guarantees referring to the loans mentioned in paragraph II *(b)* shall be allocated on the basis of the percentage in paragraph

centage indiqué au paragraphe I *c)* 1, tandis que tous les autres biens, soit actifs, soit passifs, mentionnés au relevé, seront répartis sur la base du pourcentage énuméré au paragraphe I *c)* 2.

Ad II *d)* 1. — Le siège du syndicat à Careii-Mari, propriété des fonds de retraite, sera vendu aux enchères. La mise à prix sera faite par les autorités locales avec l'assistance des représentants des deux parties du syndicat.

Le loyer à payer entre le 1. XI. 1923 et la date de la vente du siège, sera réparti entre les deux parties du syndicat, sur la base du pourcentage indiqué au paragraphe I *c)*, déduction faite des dépenses éventuelles.

Ad II *e)*. — Du terrain d'inondation, propriété commune de l'ancien syndicat, situé au long de la Kraszna (Crasna) et ne servant pas au but originaire, 23 arpents hongrois reviennent en nature à la partie hongroise et 23 arpents hongrois à la partie roumaine. Du reste, de 301 arpents hongrois et 729 toises, situés sur territoire roumain, 12 arpents hongrois seront cédés en nature et sans dédommagement à la partie roumaine, aux fins des travaux complémentaires des installations hydrauliques de la Kraszna (Crasna), tandis que le reste de 289 arpents hongrois et 729 toises, sera vendu aux enchères, avec l'assistance des représentants des deux parties du syndicat. Le prix d'achat sera réparti entre la partie hongroise et roumaine, sur la base du pourcentage mentionné au paragraphe I *c)* 2, et la quote-part revenant à la partie hongroise lui sera assignée par la partie roumaine.

Ad II *f)* 1-2. — Les biens meubles se trouvant inventoriés aux Bureaux centraux de Careii-Mari et Ecsed seront répartis en nature entre les deux parties, d'après le pourcentage indiqué au paragraphe I *c)* 2. La répartition sera faite par les représentants des deux parties du syndicat, tenant compte du prix d'achat et de l'usure naturelle.

Les biens meubles, en possession de la partie hongroise, à Ecsed, restent la propriété de cette partie. La valeur de ces biens meubles sera défalquée de la valeur totale des biens meubles à transmettre à la partie hongroise.

Vu que, sur le territoire roumain, les bornes ont été placées par l'ancien Syndicat, les 1.720 bornes kilométriques se trouvant à la maison de garde de Berveni seront remises, sans indemnité, à la partie hongroise. Les frais de transport des biens meubles, se trouvant à Ecsed ou à Careii-Mari, ainsi que le transport des bornes kilométriques de Berveni jusqu'à la frontière, seront à la charge des deux parties du Syndicat, en proportion du pourcentage mentionné au paragraphe I *c)* 2.

Ad II *f)* 3. — Les deux parties du syndicat, ayant également besoin de l'excavateur, cet excavateur sera considéré provisoirement comme propriété commune des deux parties du syndicat. Au cas de vente de cet excavateur, le revenu sera partagé entre les deux parties du syndicat, sur la base du pourcentage prévu au paragraphe I *c)* 2. Les deux parties du syndicat s'entendront sur le mode d'utilisation de cet excavateur et sur sa vente éventuelle. Les deux Parties contractantes s'engagent à rendre possible l'exécution des accords y relatifs.

Ad III *d)*. — La quote-part des salaires des fonctionnaires, qui incombera à la partie hongroise sur la base du pourcentage indiqué au paragraphe I *c)* 2, devra être restituée par cette partie à la partie roumaine.

Ad III *e)*. — Les pensions de droit et les pensions accordées à titre gracieux, payées à la charge du budget des deux parties du syndicat, seront réparties entre ces deux parties, selon le pourcentage indiqué au paragraphe I *c)* 2.

En ce qui concerne le personnel de l'ancien syndicat commun, vu que M. le directeur, ingénieur en chef Ladislas de Péchy et le commis François Eles, sont, à partir du 1er novembre 1923, exclusivement au service des intéressés hongrois de l'ancien syndicat, les deux Parties contractantes s'engagent à admettre le changement de domicile de ces fonctionnaires. Les frais vérifiés du déménagement seront à la charge des deux parties, sur la base du pourcentage mentionné au paragraphe I *c)* 2.

Les salaires des pensionnaires de droit et des pensionnaires à titre gracieux, demeurant sur territoire hongrois, savoir : Aladár Simkó, Vve Emeric Aigner, Vve Charles Fogarassy, Louis Matolcsy, Menyhért Barát, Michel Belénysy, sont à la charge de la partie hongroise du syndicat ; par contre, les salaires des pensionnaires de droit et des pensionnaires à titre gracieux, demeurant en Roumanie, savoir Mmes la Vve Etienne Éles, Vve Jules Lonkay, Vve Béla Gyene, Vve Désidère Kovács, MM. Paul Schell, Louis Szatmáry et Alexandre Buday sont à la charge de la partie roumaine du syndicat.

Les salaires des fonctionnaires se trouvant au service du Syndicat au moment de la liquidation, savoir : MM. Ladislas Pécy Jean Papp, Nicolas Wieser, Joseph Szücs, Alois Kelemen, Géza Kindy, Jules Papp, Alexandre Szilágyi, Béla Kölcsey, Alexandre Tarczy, Paul Mozsa, François Tóth, François Éles et Jules Kárándy, sont à la charge des deux parties du syndicat, en proportion du pourcentage indiqué au paragraphe I *c)* 2, sans tenir compte, lors de leur mise à la retraite, du territoire où ils ont rempli leurs fonctions.

I *(c)* 1, while all other property, whether assets or liabilities, mentioned in the statement, shall be allocated on the basis of the percentage in paragraph I *(c)* 2.

With reference to II *(d)* 1. — The headquarters of the Association at Careii-Mari, the property of the pensions fund, shall be sold by auction. The reserve price shall be fixed by the local authorities with the assistance of representatives of the two parts of the Association.

The rent to be paid between November 1st, 1923, and the date of the sale of the headquarters shall be divided between the two parts of the Association on the basis of the percentage indicated in paragraph I *(c)*, after the deduction of any expenses.

With reference to II *(e)*. — Of the flood ground belonging jointly to the two parts of the former Association, situated along the Kraszna (Crasna) and not serving its original purpose, 23 Hungarian acres (arpents) shall revert in kind to the Hungarian part and 23 Hungarian acres to the Roumanian part. Of the remaining 301 Hungarian acres, 729 " toises " situated on Roumanian territory, 12 Hungarian acres shall be ceded in kind to the Roumanian part, without compensation, for the purposes of work supplementary to the hydraulic installations on the Kraszna (Crasna), while the remaining 289 acres, 729 " toises " shall be sold by auction with the assistance of representatives of the two parts of the Association. The purchase price shall be divided between the Hungarian and Roumanian parts on the basis of the percentage mentioned in paragraph I *(c)* 2 and the quota falling to the Hungarian part shall be assigned to it by the Roumanian part.

With reference to II *(f)* 1-2. — The movable property included in the inventories at the Central Offices at Careii-Mari and Ecsed hall be distributed in kind between the two parts according to the percentage given in paragraph I *(c)* 2. Allocation shall be effected by representatives of the two parts of the Association, account being taken of the purchase price and normal depreciation.

The movable property in the possession of the Hungarian part at Ecsed shall remain the property of that part. The value of this movable property shall be deducted from the total value of the movable property to be transferred to the Hungarian part.

In view of the fact that in Roumanian territory the boundary marks were placed by the former Association, the 1,720 milestones at the watchman's house at Berveni shall be handed over to the Hungarian part without compensation. The cost of the transport of movable property at Ecsed or at Careii-Mari and the transport of the milestones from Berveni to the frontier shall be borne by the two parts of the Association in the proportion mentioned in paragraph I *(c)* 2.

With reference to II *(f)* 3. — The two parts of the Association being equally in need of the excavator, the latter shall be provisionally regarded as the joint property of the two parts of the Association. Should this excavator be sold, the proceeds shall be divided between the two parts of the Association on the basis of the percentage laid down in paragraph I *(c)* 2. The two parts of the Association shall agree as to the method of using this excavator and as to its possible sale. The two Contracting Parties undertake to facilitate the execution of agreements relating thereto.

With reference to III *(d)*. — The share of the salaries of officials due from the Hungarian part on the basis of the percentage indicated in paragraph I *(c)* 2, shall be repaid by that part to the Roumanian part.

With reference to III *(e)*. — The legal pensions and pensions granted voluntarily, payable out of the funds of the two parts of the Association, shall be allocated between these two parts according to the percentage given in paragraph I *(c)* 2.

As regards the personnel of the former joint Association, in view of the fact that M. Ladislas de Péchy, Director and Chief Engineer, and the clerk, Francis Eles, are, as from November 1, 1923, exclusively in the employ of the Hungarian representatives of the former Association, the two Contracting Parties undertake to allow these officials to change their residence. The removal costs duly checked, shall be paid by the two parts in the proportion mentioned in Paragraph I *(c)* 2.

The payments to persons in receipt of regular or voluntarily granted pensions and resident in Hungarian territory, viz., Aladár Simkó, Mme Emeric Aigner, widow, Mme Charles Fogarassy, widow, Louis Matolcsy, Manyhért Barát and Michel Belényesy, shall be made by the Hungarian part of the Association ; on the other hand, the payments to persons receiving regular or voluntarily granted pensions and living in Roumania, Mmes Etienne Eles, Jules Lonkay, Béla Gyene, Désidère Kovács, all widows, and MM. Paul Schell, Louis Szatmáry, and Alexander Buday, shall be made by the Roumanian part of the Association.

The salaries of the officials in the employ of the Association at the time of its dissolution, viz., MM. Ladislas Pécy, John Papp, Nicholas Wieser, Joseph Szücs, Alois Kelemen, Géza Kindy, Jules Papp, Alexander Szilágyi, Béla Kölcsey, Alexander Tarczy, Paul Mozsa, Francis Tóth, Francis Eles, and Jules Kárándy, shall be paid by the two parts of the Association in the proportion to the percentage mentioned in paragraph I *(c)* 2, no account being taken, at the time of their retirement, of the territory in which they performed their duties.

Le montant de la pension de droit ou de la pension à titre gracieux, sera fixé selon les règles existantes, par la partie du syndicat sur le territoire duquel le retraité se trouve au moment de sa mise en retraite.

Vu l'importance de la régularisation des eaux intérieures sur la base des dispositions existantes, les Parties contractantes auront soin que ce service soit accompli selon la pratique actuelle, de manière à garantir le fonctionnement exact du service et à éviter les dommages éventuels. Les Parties contractantes reconnaissent unanimement que l'intérêt des deux parties du syndicat exige l'exécution, dans le plus bref délai, des travaux projetés et déjà approuvés, concernant les constructions hydrauliques servant aux fins de l'ancien syndicat commun. Elles auront donc soin qu'entre les parties roumaine et hongroise du syndicat, et avec l'assistance des experts techniques, mentionnés à l'article 8 de la présente convention, un accord spécial soit conclu en vue d'établir les modalités d'exécution de ces travaux, ainsi que les frais y relatifs.

ANNEXE II

RELATIVE AU SYNDICAT DE RÉGULARISATION DES EAUX INTÉRIEURES DU NYIR (NIR) INFÉRIEUR.

Données concernant la liquidation :

Territoire total	24.214,—	arp. cad.	1.290	toises,	
Dont hongrois	24.163,—	» »	1.498	»	99,79 %
Dont roumain	50	» »	1.396	»	0,21 %

La participation aux charges sera proportionnelle au nombre des arpents.

Dispositions concernant les données susmentionnées.

Vu que, du territoire total, une partie minime de 0,21 % se trouve sur territoire roumain, une procédure de liquidation ne paraît pas nécessaire. La direction centrale du syndicat est, par conséquent, chargée de régler l'actif et les passifs du syndicat avec les intéressés du territoire roumain, sur la base du pourcentage susindiqué, avec l'assistance — le cas échéant — des experts techniques mentionnés à l'article 8 de la présente convention.

ANNEXE III

RELATIVE AU SYNDICAT DE RÉGULARISATION DES EAUX ET DE DÉFENSE CONTRE LES INONDATIONS DU BERETTYÓ (BERETĂU).

Les données concernant la liquidation de ce syndicat sont les suivantes :

I *a)* Territoire total . . . . . 340.547,— arp. cad.	437 toises		
Dont hongrois . . . . . 325.119,— »	1.142 »		95,470 %
I *b)* Revenu cadastral, net, total	3.150.072,65 cour.		
Dont hongroises	3.028.187,04 »		96,131 %
roumaines	121.885,61 »		3,869 %
I *c)* Base de participation aux changes	15.608.274,40 »		
Dont hongroises	15.106.717,54 »		96,787 %
roumaines	501.556,86 »		3,213 %

Actif.

	Hongrois	Roumain
II *a)* Etat de caisse au 31. III. 1920, couronnes estampillées		177.740,70 cour.
II *b)*		
II *c)* Papiers-valeurs :		
1. Rente hongroise 4 % or à la Caisse d'épargne du Comitat de Bihor, à Oradia-Mare, valeur nominale. . . .		20.000 flor.,—

The amount of the legal or voluntary pension shall be fixed according to the existing regulations by that part of the Association on whose territory the retired official is living at the time of his retirement.

In view of the importance of the conservancy of the inland waters on the basis of the existing regulations, the Contracting Parties shall ensure that this service is performed in accordance with present practice in such manner as to guarantee the regular execution of the work and to avoid possible damage. The Contracting Parties both recognise that the interests of the two parts of the Association demand the execution as soon as possible of the works projected and already approved in regard to hydraulic construction serving the purposes of the former joint Association. They shall, therefore, take measures to ensure that a special agreement is concluded between the Roumanian and Hungarian parts of the Association, with the assistance of the technical experts mentioned in Article 8 of the present Convention, with a view to determining the methods of executing these works and the costs relating thereto.

ANNEX II

REGARDING THE LOWER NYIR NIR CONSERVANCY ASSOCIATION.

Data concerning dissolution :

Total territory	24.214.— arp. cad. 1,290 toises	
Hungarian	24,163.— » » 1,498 »	99.79 %
Roumanian	—.50 » » 1,396 »	0.21 %

The share of expenses will be proportional to the number of acres (arpents).

Provisions regarding the above-menticned data.

In view of the fact that only a minute proportion of the total area, viz., 0.21 %, is in Roumanian territory, there seems no necessity for any liquidation procedure. The central offices of the Association shall therefore be instructed to settle the assets and liabilities of the Association with the interested parties in Roumanian territory on the basis of the percentage above mentioned, recourse being had, if necessary, to the assistance of the technical experts mentioned in Article 8 of the present Convention.

ANNEX III

RELATING TO THE BERETTYÓ (BERETĂU) CONSERVANCY AND FLOODS PROTECTION ASSOCIATION.

The data concerning the dissolution of this Association are as follows :

I *(a)* Total territory . . .	340,547.— arp. cad.	437 toises.	
Hungarian	325,119.— » »	1,142 »	95.470 %
I *(b)* Total net income		3,150,072.65 crs.	
Hungarian share		3,028,187.04 »	96.131 %
Roumanian share		121,885.61 »	3.869 %
I *(c)* Basis of share in costs		15,608,274.40 »	
Hungarian		15,106,717.54 »	96.787 %
Roumanian		501,556.86 »	3.213 %

Assets.

	Hungarian	Roumanian
II *(a)* Cash in hand on March 31, 1920, stamped crowns		177,740.70 crs
II *(b)*		
II *(c)* Paper securities :		
1. Hungarian Government Stock, 4 % gold, at the Savings Bank of the Comitat of Bihor, at Oradia-Mare, nominal value.		20,000.— flor.

	Hongrois	Roumain
2. Rente hongroise, 4 % or, à la Caisse d'épargne à Oradia-Mare, valeur nominale		10.000,— cour.
3. Rente hongroise, 4 % or, à la Première Union de Caisse d'épargne nationale de Pest, valeur nominale	13.500,— flor.	
4. Rente hongroise, 4 % or dans la Caisse du syndicat, valeur nominale	7.600,— cour.	
Emprunts de guerre à la Première Caisse d'épargne nationale de Pest :		
5. De 6 %, IIe émission	50.000,— »	
6. De 5 ½ %, IVe émission	25.000,— »	
7. De 5 ½ %, Ve émission	25.000,— »	
8. De 5 ½ %, VIIe émission	25.000,— »	
Emprunt de guerre à la Caisse d'épargne à Oradia-Mare :		
9. De 6 %, IIe émission		50.000,— cour.
10. De 6 ½ %, VIIe émission		25.000,— »
II *d)* Fonds de réserve et garanties :		
1. Garantie pour l'emprunt de 3.040.000 cour. emprunté au Crédit foncier général autr. priv. i. r. à Vienne (k. k. priv. Allg. Bodenkreditanstalt), déposée à la Caisse d'Etat royale hongroise	174.800,— »	
2. Garantie pour l'emprunt de 1.172.000 cour. emprunté au Crédit foncier général autr. priv. i. r. (k. k. priv. Allg. Bodenkreditanstalt), déposée à la Caisse d'Etat royale hongroise	64.460,— »	
3. Garantie pour l'emprunt de 4.560.000 cour. emprunté à la Banque hongroise commerciale de Pest, déposée à la Caisse d'Etat royale hongroise	246.240,— »	
4. Garantie pour l'emprunt de 300.000 cour. emprunté à la Banque hongroise commerciale de Pest, déposée à la Caisse d'Etat royale hongroise	16.050,— »	
5. Garantie pour l'emprunt de 450.000 cour. emprunté à la Banque hongroise commerciale de Pest, déposée à la Caisse d'Etat royale hongroise	42.150,— »	
6. Garantie de l'emprunt de 385.642 des emprunts de 3.440.000 cour. et de 600.000 cour., savoir de 1.557.994 cour., emprunté à la Société de Crédit foncier du Royaume de Hongrie, déposée à la Caisse d'Etat royale hongroise	70.888,71 »	
7. Cautionnement pour le téléphone, déposé à la Direction des Postes et Télégraphes à Oradia-Mare		395,— lei
8. Cautionnement pour l'éclairage électrique		375,— »
II *e)* Fonds de réserve de défense contre les inondations :		
Dépôt à la Caisse d'épargne du Comitat de Bihor, à Oradia Mare		3.400,— »
II *f)* Immeubles :		
Siège du Syndicat à Oradia-Mare (prix d'achat du terrain et frais de construction 140.406,35 cour. or)		
(Le prix de location résultant du louage du siège du syndicat à partir du 1er septembre 1923, sera réparti entre les deux parties du syndicat sur la base du pourcentage indiqué au paragraphe I *c)*.		
II *g)* Biens meubles, savoir : mobilier et installations de bureau, instruments, etc., prix d'achat	11.087,70 »	7.703,05 cour.
II *h)* Contributions payées par les intéressés hongrois, après le 1er avril 1920, à la Caisse du syndicat à Oradia-Mare		75.128,69 »
(Cette somme sera décomptée en faveur des intéressés hongrois.)		

	Hungarian	Roumanian
2. Hungarian Government Stock, 4 % gold, at the Savings Bank at Oradia-Mare, nominal value		10,000.— flor.
3. Hungarian Government Stock, 4 % gold, at the National Savings Bank of Pest, Union No. 1, nominal value	13,500.— flor.	
4. Hungarian Government Stock, 4 % gold, in the hands of the Association, nominal value	7,600.— crs.	
War Loan in the First National Savings Bank at Pest :		
5. 6 %, Second issue	50,000.— »	
6. 5½ %, Fourth issue	25,000.— »	
7. 5½ %, Fifth issue	25,000.— »	
8. 5½ %, Seventh issue	25,000.— »	
War Loan in Savings Bank at Oradia-Mare :		
9. 6 %, Second issue		50,000.— crs.
10. 6½ %, Seventh issue		25,000.— »
II *(d)* Reserve and Guarantee Funds :		
1. Security for the loan of 3,040,000 crowns borrowed from the Austrian Land Bank at Vienna and deposited in the Royal Hungarian Treasury	174,800.— »	
2. Security for the loan of 1,172,000 crowns borrowed from the Austrian Land Bank and deposited in the Royal Hungarian Treasury	64,460.— »	
3. Security for the loan of 4,560,000 crowns borrowed from the Hungarian Commercial Bank at Pest and deposited in the Royal Hungarian Treasury	246,240.— »	
4. Security for the loan of 300,000 crowns borrowed from the Hungarian Commercial Bank at Pest and deposited in the Royal Hungarian Treasury	16,050.— »	
5. Security for the loan of 450,000 crowns borrowed from the Hungarian Commercial Bank at Pest and deposited in the Royal Hungarian Treasury	42,150.— »	
6. Security for the loan of 385,642 crowns and for the loans of 3,440,000 crowns and 600,000 crowns, and for the loan of 1,557,994 crowns borrowed from the Hungarian Land Bank and deposited in the Royal Hungarian Treasury	70,888.71 »	
7. Telephone deposit with the Post Office and Telegraph Department at Oradia-Mare		395.— lei
8. Electric-light deposit		375.— »
II *(e)* Reserve Fund for protection against floods :		
On deposit at the Savings Bank of the Comitat of Bihor, at Oradia-Mare		3,400.— »
II *(f)* Immovable Property :		
Headquarters of the Association at Oradia-Mare (purchase price of the ground and cost of building 140,406.35 gold crowns).		
(The rent obtained from the letting of the headquarters of the Association, as from September 1st, 1923, shall be divided between the two parts of the Association on the basis of the percentage given in paragraph I *(c)*.)		
II *(g)* Movable property, viz :		
Office furniture and installations, instruments, etc., purchase price	11,087.70 »	7,703.05 crs.
II *(h)* Contributions paid by the Hungarian parties concerned since April 1, 1920, to the Association at Oradia-Mare		75,128.69 »
(This sum shall be reckoned in favour of the Hungarian parties concerned.)		

Passifs.

	Hongrois	Roumain
III *a)* L'emprunt hypothécaire :		
1. Crédit foncier „général autrichien priv. i. r. à Vienne (k. k. priv. Allg. Österr. Bodenkreditans talt) . . .	3.040.000,— cour.	
2. A la même institution	1.172.000,— »	
3. Banque hongroise commerciale de Pest	4.560.000,— »	
4. A la même institution	300.000,— »	
5. A la même institution	750.000,— »	
6. Banque centrale hypothécaire (quote-part de 38.642 % de l'emprunt de 4.040.000 cour. emprunté en commun avec le Syndicat du canal de Hortobágy-Berettyó (Beretău)	1.557.994,— »	
III. *b)* Dettes à compte courant le 1. IV. 1920 et existant après cette date :		
1. Caisse d'épargne et Banque économique du Comitat de Bihor (emprunté entre XII. 1920—X. 1921)		113.500,— lei
(De cette somme 50.000 lei sont inscrits au siège du syndicat.)		
2. Caisse d'épargne à Oradia-Mare, (emprunté entre III. 1920—V. 1920)		50.000,— »
3. Caisse d'épargne à Oradia-Mare, prêt sur gage 1915		25.000,— »
4. Caisse d'épargne à Oradia-Mare, prêt sur gage 1918.		12.500,— »
5. Première Union de Caisse d'épargne nationale, prêt sur gage, emprunts de guerre, IIIe émission	42.000,— »	
6. A la même caisse, prêt sur gage, emprunts de guerre, IVe émission	22.000,— »	
7. A la même caisse, prêt sur gage, emprunts de guerre, Ve émission	22.000,— »	
8. A la même caisse, prêt sur gage, emprunts de guerre, VIIe émission	24.000,— »	
III *c)* Arrérages de contributions à l'amortissement des emprunts au 1. IV. 1920		
(Ces données seront prises en considération lors des négociations à entamer avec les banques intéressées.) . . .	350.068,07 »	8.203,39 cour.
III *d)* Salaires des fonctionnaires du 1. IV. 1920 jusqu'au 31. VIII. 1923	7.240.187,— »	158.472,50 »
		341.537,08 lei
III *e)* Pensions des fonctionnaires du 1. IV. 1920 jusqu'au 31. XII. 1920	6.135,— »	180,— »
		540,— cour.
En 1921	20.766,— »	2.574,— »
En 1922	33.995,— »	4.442,50 »
Du 1. I. 1923 jusqu'au 31. VIII. 1923	113.120,— »	4.650,— »
III *f)* Avance faite par les intéressés hongrois à la caisse commune du Syndicat à Oradia-Mare, à partir du 5. VIII. 1921 jusqu'au 15. VIII. 1923. (Cette somme sera décomptée en faveur des intéressés hongrois.)		94.184,— »

Dispositions concernant les données susmentionnées.

Ad I *c)*.— Le pourcentage servant de base de liquidation est fixé comme suit : partie hongroise 96.787%, partie roumaine 3.213 %. L'actif et les passifs indiqués dans le relevé précédent, seront répartis entre les deux parties du yndicat sur la base de ce pourcentage.

Ad II *f)*. — Le siège du syndicat, propriété du syndicat, sera vendu aux enchères publiques : la mise à prix sera faite par les autorités locales, avec l'assistance des représentants des deux parties du syndicat.

La vente du siège ne peut avoir lieu à un prix inférieur à celui fixé par cette commission mixte.

Liabilities.

	Hungarian	Roumanian
III *(a)* Mortgage Loan :		
1. Austrian Land Bank at Vienna (k. k. priv. Allg. Österr. Bodenkreditanstalt)	3,040,000.— crs.	
2. Ditto	1,172,000.— »	
3. Hungarian Commercial Bank at Pest	4,560,000.— »	
4. Ditto	300,000.— »	
5. Ditto	750,000.— »	
6. Central Mortgage Bank (38.642 % share of loan of 4,040,000 crowns borrowed jointly with the Hortobágy-Berettyó (Beretău) Canal Association)	1,557,994.— »	
III *(b)* Current account debts on April 1, 1920, and subsequent to that date :		
1. Savings Bank and Economic Bank of the Comitat of Bihor (borrowed between December 1920 and October 1921)		113,500.— lei
(Of this sum 50,000 lei are registered with the headquarters of the Association.)		
2. Savings Bank at Oradia-Mare, borrowed between March and May, 1920		50,000.— »
3. Savings Bank at Oradia-Mare loan on security, 1915		25,000.— »
4. Savings Bank at Oradia-Mare, loan on security, 1918		12,500.— »
5. First Union of the National Savings Bank, loan on security, war loan, third issue	42,000.— »	
6. Same Bank, loan on security, war loan, fourth issue	22,000.— »	
7. Same Bank, loan on security, war loan, fifth issue	22,000.— »	
8. Same Bank, loan on security, war loan, seventh issue	24,000.— »	
III *(c)* Arrears of contributions to amortisation of loans on April 1, 1920. (These data will be taken into consideration when negotiations are begun with the Banks concerned)	350,068.07 »	8,203.39 crs.
III *(d)* Salaries of officials from April 1, 1920, to August 31, 1923	7,240,187.— »	158,472.50 » 341,537.08 lei
III *(e)* Pensions of officials from April 1, 1920, to December 31, 1920	6,135.— »	180.— lei 540.— crs.
In 1921	20,766.— »	2,574.— lei
In 1922	33,995.— »	4,442.50 »
From January 1, 1923, to August 31, 1923	113,120.— »	4,650.— »
III *(f)* Advance made by the Hungarian parties concerned to the Joint Association at Oradia-Mare from August 5, 1921, to August 15, 1923. (This sum shall be reckoned in favour of the Hungarian parties concerned)		94,184.— »

Provisions regarding the above-mentioned data.

With reference to I *(c)*. — The percentage to serve as the basis of liquidation shall be fixed as follows : Hungarian share, 96.787 %. Roumanian share, 3.213 % ; The assets and liabilities contained in the foregoing statement shall be divided between the two parts of the Association in this proportion.

With reference to II *(f)*. — The headquarters of the Association, which is the property of the Association, shall be sold by auction ; the reserve price shall be fixed by the local authorities with the assistance of representatives of the two parts of the Association.

The headquarters shall not be sold at a price lower than that fixed by this mixed commission.

Le loyer à payer, ainsi que les frais réguliers d'entretien entre le 1. XI. 1923 et la date de la vente du siège, seront répartis entre les deux parties du Syndicat, sur la base du pourcentage indiqué au paragraphe I *c)*.

Ad II *g)*. — Les biens meubles seront répartis entre les deux parties du Syndicat, en nature, tout en prenant en considération le pourcentage indiqué au paragraphe I. *c)*.

Ad III *a)* 1. — L'emprunt subsistant au Crédit foncier général autrichien priv. i. r. à Vienne, sera réparti entre les deux parties du syndicat, sur la base du pourcentage indiqué au paragraphe I. *c)*. Le règlement de la quote-part afférente de chacune des deux parties du syndicat, sera fait par celles-ci, indépendamment l'une de l'autre.

Ad III *c)*.— Les arrérages de contributions à l'amortissement des emprunts, ne feront pas l'objet d'une répartition. Ils ne seront pris en considération qu'en faisant le décompte avec les institutions financières respectives.

Ad III *d)*. — Les salaires des fonctionnaires, payés par les centres du syndicat à Oradia-Mare et à Berettyuóujfalu entre le 1. IV. 1920 et la 1. VIII. 1923, ont été couverts par le reliquat, mentionné au paragraphe II *a)*, en partie par la contribution des intéressés hongrois, mentionnée au paragraphe II *h)*, et les avances faites, de même, par les intéressés hongrois et indiquées au paragraphes III *f)*, en partie par les sommes empruntées aux institutions financières mentionnées aux paragraphes III *b)* 1 et 2, et finalement par les autres revenus des deux parties du Syndicat. Les salaires de fonctionnaires, payés de ces revenus, sont à la charge des deux parties du syndicat, en proportion du pourcentage mentionné au paragraphe I *c)*.

Il est bien entendu que, lors de la répartition de ces salaires ceux mentionnés aux paragraphes II *h)* et III *f)*, seront portés, dans leur totalité, au crédit des intéressés hongrois.

Il ne s'agit que de fonctionnaires qui étaient en service effectif au centre de Oradia-Mare le 1. IV. 1920 ou bien de ceux qui, parmi eux, ont transféré leur domicile sur le territoire de la partie hongroise avant le 31. VIII. 1923.

A l'occasion de l'établissement des salaires des fonctionnaires employés aux deux centres, échus jusqu'à la date susindiquée, on tiendra compte, lors de la liquidation effective : des payements accordés et approuvés par la partie respective du syndicat, des frais de voyage fait dans l'intérêt commun, ainsi que des frais de déménagement des fonctionnaires qui ont transféré leur domicile en Hongrie.

En ce qui concerne les fonctionnaires employés au centre de Oradia-Mare et leur service après le 31. VIII. 1923, il est entendu que les fonctionnaires suivants : MM. Tatár, Horváth et Kovács seront retraités à partir de cette date, tandis que les autres fonctionnaires resteront au service de la partie hongroise du syndicat.

Ad III *e)*. — Les pensions des fonctionnaires payés, entre le 31. III. 1920 et le 31. VIII. 1923, parles deux parties du Syndicat, sont à la charge des deux parties du syndicat, en proportion du pourcentage fixé au paragraphe I *c)*. Les pensions futures des anciens retraités seront fixées par la partie du syndicat sur le territoire de laquelle les pensionnaires demeurent.

La quote-part des pensions grevant l'autre partie du syndicat, sera communiquée à celle-ci, au plus tard jusqu'au 15 décembre de chaque année.

Les sommes à payer seront soldées par trimestre, au préalable et réciproquement.

Au cas de la mise en retraite des fonctionnaires étant en service au centre du syndicat au 1er avril 1920, leur pension est à la charge des deux parties du Syndicat, en proportion du pourcentage mentionné au paragraphe I *c)*.

ANNEXE IV

RELATIVE AU SYNDICAT DE DÉFENSE CONTRE LES INONDATIONS DU CRIŞUL REPEDE (SEBES-KÖRÖS).

Les données concernant la liquidation du syndicat sont les suivantes :

I. *a)* Territoire total . . .	155.907,— arp. cad.	1.410 toises	
Dont hongrois	136.018,— » »	325 »	87,24 %
roumain	19.889,— » »	1.085 »	12,76 %
I. *b)* Revenu cadastral net, total		1.385.984,74 cour.	
Dont hongrois		1.196.630,92 »	86,34 %
roumain		189.317,82 »	13,66 %
I. *c)* Base de participation aux charges :		4.993.004,67 »	
Dont hongrois		4.532.145,— »	90,77 %
roumain		460.859,67 »	9,23 %

The rent payable and the regular cost of upkeep between November 1, 1923, and the date of the sale of the headquarters, shall be divided between the two parts of the Association on the basis of the percentage given in paragraph I *(c)*.

With reference to II *(g)*. — Movable property shall be divided between the two parts of the Association, in kind, account being taken of the percentage given in paragraph I *(c)*.

With reference to III *(a)* 1. — The loan with the Austrian Land Bank in Vienna shall be divided between the two parts of the Association on the basis of the percentage given in paragraph I *(c)*. The share of each of the two parts of the Association shall be determined by the parts themselves independently one of the other.

With reference to III *(c)*. — The arrears of contributions to the amortisation of the loans shall not be divided. They shall only be considered when settling accounts with the respective financial institutions.

With reference to III *(d)*. The salaries of officials paid by the offices of the Association at Oradia-Mare and at Berettyóujfalu between April 1, 1920, and August 1, 1923, were met out of the balance mentioned in paragraph II *(a)*, partly by the contribution from the Hungarians concerned mentioned in paragraph II *(h)*, and by the advances made by the same persons and mentioned in paragraph III *(f)*, partly by sums borrowed from the financial institutions referred to in paragraph III *(b)* 1 and 2, and, lastly, by other income of the two parts of the Association. The salaries of officials paid out of this income shall be charged to the two parts of the Association in the proportion mentioned in paragraph I *(c)*.

It is understood that when dividing these salaries between the two parts those mentioned in paragraphs II *(h)* and III *(f)* shall be credited in their entirety to the Hungarian parties concerned.

The above applies only to officials who were actually in service at Oradia-Mare on April 1, 1920, or to such of those officials as transferred their residence to Hungarian territory before August 31, 1923.

In determining the salaries of officials employed by the two offices and due up to the date above mentioned, account will be taken, at the time of dissolution, of payments granted and approved by the respective parts of the Association, of travelling expenses incurred in the interest of both parts, and of removal expenses in the case of officials transferring their residence to Hungary.

As regards officials employed at the Oradia-Mare office and their employment after August 31, 1923, it is agreed that MM. Tatár, Horváth and Kovács shall be placed on the retired list as from that date, while the other officials shall remain in the service of the Hungarian part of the Association.

With reference to III *(e)*. — The pensions of officials paid between March 31, 1920, and August 31, 1923, by the two parts of the Association, shall be borne by the two parts in the proportion fixed in paragraph I *(c)*. The future pensions of former retired officials shall be determined by that part of the Association in whose territory the pensioners reside.

The share of pensions to be borne by the other part of the Association shall be communicated to that part not later than December 15 in each year.

Sums due shall be paid quarterly in advance by both parts.

In the event of the retirement of officials employed at the offices of the Association on April 1, 1920, their pension shall be paid by the two parts of the Association in the proportion mentioned in paragraph I *(c)*.

ANNEX IV

RELATING TO THE CRIŞUL REPEDE (SEBES KÖRÖS) FLOODS PROTECTION ASSCCIATION.

The data concerning the dissolution of the Association are as follows :

I *(a)* Total territory : . . .	155,907.— arp. cad.	1,410	toises	
Hungarian	136,018.— » »	325	»	87.24 %
Roumanian	19,889.— » »	1,085	»	12.76 %
I *(b)* Total net income		1,385,984.74	crs.	
Hungarian		1,196,630.92	»	86.34 %
Roumanian		189,317.82	»	13.66 %
I *(c)* Basis of share in expenses		4,993,004.67	»	
Hungarian		4,532,145.—	»	90.77 %
Roumanian		460,859.67	»	9.23 %

Actif.

	Hongrois	Roumain
II *a)* Etat de caisse au 16. VIII. 1923		8.978,80 lei
II *b)* Dépôts :		
1. A la Caisse d'épargne de Oradia-Mare		4.049,— »
2. A la Caisse d'épargne de Oradia-Mare		830,— »
3. A la Caisse d'épargne de Oradia-Mare		5.682,— «
4. A la Caisse d'épargne de Oradia-Mare		274,— »
5. A la Caisse d'épargne de Oradia-Mare, en compte courant		189.400,— »
6. A la Caisse d'épargne et Banque économique du Comitat de Bihor		1.377,— »
7. A la Société de Crédit foncier du Royaume de Hongrie en dépôt	103.582,— cour.	
8. A la Première Union de Caisse d'épargne nationale de Pest	86.433,94 »	
9. A la Caisse d'épargne de Komád	7.302,30 »	
II. *c)*		
II. *d)* Papiers-valeurs :		
1. Emprunt de guerre de 6 ½ %, 1917, Direction des Finances à Oradia-Mare.		2.000.000,— cour.
2. Emprunt de guerre de 6 %, 1917, Direction des Finances à Oradia-Mare		50.000,— »
3. Emprunt de guerre de 6 %, 1914, Direction des Finances, à Oradia-Mare		35.000,— »
(Garantie pour prêt sur gage.)		
II *e)* Fonds de réserve, garanties :		
1. Crédit foncier général autr. priv. i. r. à Vienne pour l'emprunt de 600.000 couronnes, rente 4 % or . .	7.800,— cour.	
2. Banque commerciale hongroise de Pest, pour l'emprunt de 5.400.000 cour. rente 4 % or	314.686,— flor.	
Hongroise, rente 4 % or	118.600,— »	
3. Banque commerciale hongroise de Pest pour l'emprunt de 1.400.000 cour. rente 4 % or	71.000,— »	
4. Banque commerciale hongroise de Pest, pour l'emprunt de 1.766.000 cour. rente 4 % or	100.000,— »	
5. Société de Crédit foncier du Royaume de Hongrie, pour l'emprunt de 1.767.000 cour. rente 4 % or . .	100.000,— »	
6. Première Union de Caisse d'épargne nationale de Pest, pour l'emprunt de 1.767.000 cour. rente 4 % or	100.000,— »	
II *f)* Fonds de retraite :		
1. Argent comptant au 16. VIII. 1923		7.443,37 lei
2. Caisse d'épargne et Banque réunies à Oradia-Mare.		20.482,— »
3. Caisse d'épargne et Banque réunies à Oradia-Mare, dépôt		6.161,— »
4. Banque d'escompte et hypothécaire à Oradia-Mare.		7.720,— »
5. Banque d'escompte et hypothécaire à Oradia-Mare.		8.579,— »
6. Caisse d'épargne de Oradia-Mare		44.123,— »
7. Caisse d'épargne de Oradia-Mare		20.435,— »
8. Caisse d'épargne et Banque économique du Comitat de Bihor		43.695,— »
9. Caisse économique d'épargne à Komád	18.058,30 cour.	
II *g)* Autres fonds de réserve :		
1. Fonds de réserve de pompage, à la Caisse d'épargne de Oradia-Mare		13.715,— »
2. Fonds de réserve d'assurance contre l'incendie, à la Caisse d'épargne et Banques réunies à Oradio-Mare .		4.000,— »

Assets.

	Hungarian	Roumanian
II *(a)* Cash in hand on August 16, 1923		8,978.80 lei
II *(b)* Deposits :		
1. At the Savings Bank at Oradia-Mare		4,049.— »
2. At the Savings Bank at Oradia-Mare		830.— »
3. At the Savings Bank at Oradia-Mare		5,682.— »
4. At the Savings Bank at Oradia-Mare		274.— »
5. At the Savings Bank at Oradia-Mare, current account		189,400.— »
6. At the Savings Bank and Economic Bank of the Comitat of Bihor		1,377.— »
7. At the Hungarian Land Bank on deposit	103,582.— crs.	
8. At the First Union of the National Savings Bank of Pest	86,433.94 »	
9. At the Savings Bank at Komád	7,302.30 »	
II *(c)*		
II *(d)* Securities :		
1. 6 ½ % War Loan, 1917, Department of Finance at Oradia-Mare		2,000,000.— crs.
2. 6 % War Loan, 1917, Department of Finance at Oradia-Mare		50,000.— »
3. 6 % War Loan, 1914, Department of Finance, Oradia-Mare (guarantee for loan on security)		35,000.— »
II *(e)* Reserve funds, guarantees :		
1. Austrian Land Bank at Vienna, for the loan of 600,000 crowns, 4 % gold Government Stock	7,800.— »	
2. Hungarian Commercial Bank at Pest for the loan of 5,400,000 crowns of Government Stock at 4 %, gold	314,686.— flor.	
Hungarian Government Stock at 4 %, gold	118,600.— »	
3. Hungarian Commercial Bank at Pest for the loan of 1,400,000 crowns Government Stock, 4 %, gold	71,000.— »	
4. Hungarian Commercial Bank at Pest for the loan of 1,766,000 crowns Government Stock, 4 %, gold	100,000.— »	
5. Hungarian Land Bank for the loan of 1,767,000 crowns Government Stock, 4 %, gold	100,000.— »	
6. First Union of National Savings Bank at Pest for the loan of 1,767,000 crowns Government Stock, 4 %, gold	100,000.— »	
II *(f)* Pension funds :		
1. Cash on August 16, 1923		7,443.37 lei
2. Combined Bank and Savings Bank at Oradia-Mare		20,482.— »
3. Combined Bank and Savings Bank at Oradia-Mare, on deposit		6,161.— »
4. Discount and Mortgage Bank at Oradia-Mare		7,720.— »
5. Discount and Mortgage Bank at Oradia-Mare		8,579.— »
6. Savings Bank at Oradia-Mare		44,123.— »
7. Savings Bank at Oradia-Mare		20,435.— »
8. Savings Bank and Economic Bank of the Comitat of Bihor		43,695.— »
9. Economic Savings Bank at Komád	18,058.30 crs.	
II *(g)* Other reserve funds :		
1. Pump reserve fund at the Savings Bank at Oradia-Mare		13,715.— »
2. Fire insurance reserve fund at the combined Bank and Savings Bank at Oradia-Mare		4,000.— »

	Hongrois	Roumain
3. Cautionnement pour le téléphone, à la Direction des Postes et Télégraphes à Oradia-Mare		365,— lei
4. Fonds de réserve de défense contre les inondations à la Caisse d'épargne de Komád	31.400,— cour.	
II *h)* Immeubles :		
Siège du syndicat à Oradia-Mare, valeur d'inventaire 44.518,56 cour. or.		
II *i)* Biens meubles :		
Mobilier du bureau, instruments, livres, valeur d'inventaire de 4.061,80 cour. or.		
Passifs.		
III *a)* Emprunts hypothécaires :		
1. Crédit foncier général autr. priv. i. r. à Vienne, pour l'emprunt de 600.000 cour. (1882).		
2. Banque commerciale hongroise de Pest (1888) .	5.400.000,— cour.	
3. Banque commerciale hongroise de Pest (1895) .	1.400.000,— »	
4. Banque commerciale hongroise de Pest (1917) .	1.766.000,—	
5. Société de Crédit foncier du Royaume de Hongrie (1917)	1.767.000,— »	
6. Première Union de Caisse d'épargne nationale de Pest (1917)	1.767.000 »	
III *b)* Prêts sur gage :		
(Sur les emprunts de guerre signés au compte des fonds de retraite.)		
1. à la Caisse d'épargne de Oradia-Mare		182.500,— lei
2. à la Caisse d'épargne du Comitat de Bihor, à Oradia-Mare		50.000,— »
3. à la Caisse d'épargne de Komád	50.000,— cour.	
III *c)* Salaires des fonctionnaires.	payés à la charge commune des deux parties du syndicat.	
III *d)* Pensions des fonctionnaires.	payées à la charge commune des deux parties du syndicat.	

III *e)* L'ancien syndicat est obligé de payer annuellement, sous titre de frais d'entretien du canal récipient, 5.000 couronnes au Syndicat de défense contre les inondations du Crişul Negru (Fekete-Körös). Cette somme est à la charge des parties hongroise et roumaine, en proportion du pourcentage fixé au paragraphe I *c)*.

Dispositions concernant les données susmentionnées.

Ad I. *c)*. — Le pourcentage servant de base pour la liquidation du syndicat sera fixé provisoirement — jusqu'à ce qu'il pourra être modifié d'après le tracé définitif de la frontière — comme suit : partie hongroise : 90,77 %, partie roumaine 9,23 %. L'actif et les passifs du Syndicat seront répartis entre les deux parties du syndicat dans cette proportion.

Ad II *a)*. — La caisse du syndicat sera close à la date du 31 mars 1920 et le reliquat sera réparti sur la base du pourcentage indiqué au paragraphe I *c)*.

Ad II *b)* 1-6. — Les dépôts seront arrêtés à la date du 31 mars 1920; leur répartition aura lieu selon la proportion fixée au paragraphe I *c)*.

Ad II *f)* 1-9. — L'argent comptant et le montant des dépôts seront fixés à la date du 31 mars 1920 et répartis d'après le pourcentage indiqué au paragraphe I *c)*.

Ad II *h)*. — La partie du syndicat se trouvant sur territoire roumain, désirant acquérir en pleine propriété le siège du syndicat à Oradia-Mare, la valeur du siège sera fixée, dans les trois mois à partir de la date de la ratification de la présente convention, par les autorités locales et avec l'assistance des représentants des parties hongroise et roumaine. Lors de l'évaluation, la valeur d'inventaire du siège sera prise en considération. L'évaluation une fois faite, on calculera les intérêts pour le délai entre le 1er septembre 1923 et la date de l'évaluation, au taux fixé par la Banque nationale de Roumanie La quote-part de la valeur évaluée, revenant à la partie hongroise sur la base du pourcentage fixé au paragraphe I *c)*, sera payée à celle-ci par la partie roumaine, au cours d'une année à partir de la date de l'évaluation du siège. Le loyer à payer entre le 1er septembre 1923 et la date de l'évaluation du siège, sera réparti entre

	Hungarian	Roumanian
3. Telephone deposit at the Post and Telegraph Office at Oradia-Mare		365.— lei
4. Reserve fund for flood protection at the Savings Bank at Komád	31,400.— crs.	
II *(h)* Immovable property : Headquarters of Association at Oradia-Mare, value according to the inventory 44,518.56 gold crowns.		
II *(i)* Movable property : Office furniture, instruments, books, value according to the inventory 4,061.80 gold crowns.		
Liabilities.		
III *(a)* Mortgage loans :		
1. Austrian Land Bank, Vienna, for loan of 600,000 crowns (1882).		
2. Hungarian Commercial Bank at Pest (1888) . . .	5,400,000.— »	
3. Hungarian Commercial Bank at Pest (1895) . .	1,400,000.— »	
4. Hungarian Commercial Bank at Pest (1917) . .	1,766,000.— »	
5. Hungarian Land Bank (1917).	1,767,000.— »	
6. First Union of the National Savings Bank at Pest (1917)	1,767,000.— »	
III *(b)* Loans on Security : (On War Loan assigned to the account of the pensions funds.)		
1. At the Savings Bank of Oradia-Mare		182,500.— »
2. At the Savings Bank of the Comitat of Bihor at Oradia-Mare		50,000.— »
3. At the Savings Bank of Komád	50,000.— »	
III *(c)* Salaries of officials.	paid jointly by the two parts of the Association.	
III *(d)* Pensions of officials	paid jointly by the two parts of the Association.	

III *(e)* The former Association is obliged to pay annually to the Crisul Negru (Fekete-Körös) Floods Protection Association the sum of 5,000 crowns towards the cost of upkeep of the receiving canal. This sum shall be paid by the Hungarian and Roumanian parts in the proportion fixed in paragraph I *(c)*.

Provisions regarding the above-mentioned data.

With reference to I *(c)*. — The percentage serving as the basis for the liquidation of the Association shall be fixed provisionally, and until it can be modified according to the frontier as finally traced, as follows : Hungarian part 90.77 %, Roumanian part 9.23 %. The assets and liabilities of the Association shall be divided between the two parts of the Association in this proportion.

With reference to II *(a)*. — The accounts of the Association shall be closed as from March 31, 1920, and the balance divided on the basis of the percentage mentioned in paragraph I *(c)*.

With reference to II *(b)* 1-6. — The deposits shall be determined as on March 31, 1920; they shall be allocated in the proportion fixed in paragraph I *(c)*.

With reference to II *(f)* 1-9. — Cash in bank and deposits shall be determined as on March 31, 1920, and divided in accordance with the percentage mentioned in paragraph I *(c)*.

With reference to II *(h)*. — If that part of the Association situated in Roumanian territory desires to obtain full ownership of the headquarters of the Association at Oradia-Mare, the value of the headquarters shall be fixed during the three months following the date of the ratification of the present Convention by the local authorities with the assistance of representatives of the Hungarian and Roumanian parts. For the purpose of valuation the value of the headquarters according to the inventory shall be taken into account. Once the valuation is made, interest shall be reckoned for the period between September 1, 1923, and the date of valuation, at the rate fixed by the National Bank of Roumania. The share of the estimated value falling to the Hungarian part on the basis of the percentage fixed in paragraph I *(c)*, shall be paid to that part by the Roumanian part in the course of the year following the date of the

les deux parties, sur la base du pourcentage indiqué au paragraphe I *c)* déduction faite des dépenses éventuelles.

Ad II *i)*. — Les biens meubles seront répartis en nature entre les deux parties du Syndicat, en tenant compte du pourcentage mentionné au paragraphe I *c)*.

Ad III *a)*. — L'emprunt subsistant au Crédit foncier général autrichien priv.i.r. à Vienne, sera répartit selon la proportion indiquée au paragraphe I *c)* entre les deux parties du syndicat. Le règlement de la quote-part de chacune des deux parties du syndicat sera fait par celles-ci, indépendamment l'une de l'autre.

Ad III *c)*. — Les salaires des fonctionnaires, payés par les centres du syndicat à Oradia-Mare et à Szeghalom, pendant la période du 1er mai 1920 au 31 août 1923, ont été couverts en partie par le reliquat établi au 31 mars 1920, en partie par les dépôts de la Caisse d'épargne et finalement par les sommes payées par les parties du syndicat à ces fins. Le montant de ces salaires sera à la charge des deux parties du syndicat, en proportion du pourcentage mentionné au paragraphe I *c)*.

Il ne s'agit que des fonctionnaires qui étaient en service effectif au centre de Oradia-Mare, le 1er avril 1920 ou bien de ceux qui, parmi eux, ont transféré leur domicile sur le territoire de la partie hongroise avant le 31 août 1923.

A l'occasion de l'établissement des salaires des fonctionnaires employés aux deux centres, on tiendra compte, lors de la liquidation effective : des payements accordés et approuvés par la partie respective du syndicat, des frais de voyage fait dans l'intérêt commun, ainsi que des frais de déménagement des fonctionnaires qui ont transféré leur domicile en Hongrie.

En ce qui concerne les fonctionnaire employés au centre de Oradia-Mare et leur service après le 31 août 1923, il est entendu que les fonctionnaires Louise Reindl et Catherine Tóth, journalières, et Michel Nagy, huissier, restent au service de la partie roumaine, tandis que les autres fonctionnaires seront employés par la partie hongroise du syndicat.

Ad III *d)*. — Les pensions des fonctionnaires, payées entre le 31 mars 1920 et le 31 août 1923 par les deux parties du syndicat, et qui seront fixées lors de la liquidation effective, seront à la charge des deux parties du syndicat, en proportion du pourcentage indiqué au paragraphe I *c)* sans égard si les sommes nécessaires ont été prises sur les fonds de retraite ou mises à la propre charge des deux parties du syndicat.

Les pensions des fonctionnaires retraités avant le 31 août 1923, sont à la charge des deux parties du syndicat, en proportion du pourcentage prévu au paragraphe I *c)*.

Les pensions éventuellement variables de ces retraités seront fixées par la partie du syndicat sur le territoire duquel ils demeurent.

Au cas de la mise en retraite des fonctionnaires employés au centre d'Oradia-Mare le 1er mars 1920, leur pension sera à la charge des deux parties du syndicat en proportion du pourcentage indiqué au paragraphe I *c)*.

La quote-part des pensions grevant l'autre partie du syndicat, sera communiquée à celle-ci au plus tard le 15 décembre de chaque année.

Les sommes à payer seront soldées par trimestre, au préalable et réciproquement.

Ad III *e)*. — La contribution annuelle aux frais d'entretien du canal récipient, payable par le syndicat au syndicat de défense contre les inondations du Crișul Negru (Fekete-Körös), sera à la charge des deux parties du premier syndicat, en proportion du pourcentage fixé au paragraphe I *c)*.

Afin d'établir le montant de la contribution précitée, un accord spécial sera conclu entre les deux parties du syndicat de défense contre les inondations du Crișul Repede (Sebes-Körös), d'une part, et la partie roumaine du syndicat de défense contre les inondations du Crișul Negru (Fekete-Körös), d'autre part.

ANNEXE V

RELATIVE AU SYNDICAT DE DÉFENSE CONTRE LES INONDATIONS DU CRIȘUL NEGRU (FEKETE-KÖRÖS).

Les données concernant la liquidation de ce syndicat sont les suivantes :

I *a)* Territoire total	150.303,— arp. cad.	504 toises	
Dont hongrois	58.583,— » »	1.470 »	38,977 %
roumain.	91.719,— » »	634 »	61,023 %
I *b)* Revenu cadastral net, total		1.265.450,58 cour.	
Dont hongrois		464.044,91	36,671 %
roumain		801.405,67 »	63,329 %
I *c)* Base de participation aux charges :		863.029,49 »	
Dont hongrois		447.581,61 »	51,862 %
roumain		415.447,88 »	48,138 %

valuation of the headquarters. The rent payable between September 1, 1923, and the date of the valuation shall be divided between the two parts on the basis of the percentage mentioned in paragraph I *(c)*, after deduction is made of any expense.

With reference to II *(i)*. — Movable property shall be divided in kind between the two parts of the Association, account being taken of the percentage mentioned in paragraph I *(c)*.

With reference to III *(a)*. — The loan with the Austrian Land Bank in Vienna shall be divided between the two parts of the Association in the proportion mentioned in paragraph I *(c)*. The share of each of the two parts of the Association shall be determined by these parts independently of one another.

With reference to III *(c)*. — The salaries of officials paid by the offices of the Association at Oradia-Mare and Szeghalom for the period May 1, 1920, to August 31, 1923, were paid in part by the balance existing on March 31, 1920, in part by the deposits of the Savings Bank and, finally, by the sums paid for this purpose by the two parts of the Association. The amount of these salaries shall be charged to the two parts of the Association in the proportion mentioned in paragraph I *(c)*.

The above only applies to officials who were actually employed at the office at Oradia-Mare on April 1, 1920, or to those of them who transferred their residence to the territory of the Hungarian part before August 31, 1923.

In determining the salaries of officials employed at the two offices, account shall be taken at the time of liquidation of payments granted and approved by the respective parts of the Association, of travelling expenses incurred in the interest of both parts, and of removal expenses in the case of officials transferring their residence to Hungary.

As regards officials employed at the office at Oradia-Mare and their services after August 31, 1923, it is understood that the officials Louise Reindl and Catherine Tóth, day workers, and Michel Nagy, office keeper, shall remain in the employment of the Roumanian part while the other officials shall be employed by the Hungarian part of the Association.

With reference to III *(d)*. — The pensions of officials paid between March 31, 1920, and August 31, 1923, by the two parts of the Association, which shall be determined at the time of actual liquidation, shall be payable by the two parts of the Association in the proportion mentioned in paragraph I *(c)* irrespective of whether the sums required were taken from the pensions funds or were specially charged to the two parts of the Association.

The pensions of officials who retired before August 31, 1923, shall be payable by the two parts of the Association in the proportion laid down in paragraph I *(c)*.

Any modifications in the pensions of these retired officials shall be determined by that part of the Association in whose territory they reside.

In the event of the retirement of officials employed at the Oradia-Mare office on March 1, 1920, their pensions shall be payable by the two parts of the Association in the proportion mentioned in paragraph I *(c)*.

The share of pensions due from the other part of the Association, shall be communicated to that part not later than December 15 in each year.

The sums due shall be paid quarterly in advance by both parts.

With reference to III *(e)*. — The annual contribution towards the upkeep of the receiving canal payable by the Association to the Crişul Negru (Fekete-Körös) Floods Protection Association, shall be charged to the two parts of the former Association in the proportion fixed in paragraph I *(c)*.

In order to determine the amount of the above-mentioned contribution, a special agreement shall be concluded between the two parts of the Crişul Repede (Sebes-Körös) Floods Protection Association, on the one hand, and the Roumanian part of the Crişul Negru (Fekete-Förös) Floods Protection Association, on the other hand.

ANNEX V

RELATING TO THE CRISUL NEGRU (FEKETE KÖRÖS) FLOODS PROTECTION ASSOCIATION.

The data concerning the dissolution of this Association are as follows :

I *(a)* Total territory . . .	150,303.— arp. cad.	504 toises	
Hungarian	58 583.— » »	1,470 »	38.977 %
Roumanian	91,719.— » »	634 »	61.023 %
I *(b)* Total net income		1,265,450.58 crs.	
Hungarian		464,044.91 »	36.671 %
Roumanian		801,405.67 »	63.329 %
I *(c)* Basis of participation in expenses		863,029.49 »	
Hungarian share		447,581.61 »	51,862 %
Roumanian share		415,447.88 »	48.138 %

Actif.

	Hongrois	Roumain
II *a)* Etat de caisse au 1. IV. 1920 à Salonta-Mare		125.571,39 cour.
II *b)* Papiers-valeurs :		
A la Banque hongroise générale de Crédit :		
1. Emprunt de guerre de 5 ½ % de 1916.	300.000,— cour.	
2. Emprunt de guerre de 5 ½ % de 1918.	500.000,— »	
3. Emprunt de guerre de 6 % de 1914	200.000,— »	
4. Emprunt de guerre de 6 % de 1915	100.000,— »	
5. Emprunt de guerre de 6 % de 1916	450.000,— »	
II *c)* Fonds de réserve :		
1. Fonds de réserve pour les lettres de gage de 4 % du Crédit foncier de Hongrie, pour l'emprunt de 5.950.000 couronnes au Crédit foncier de Hongrie	895.000,— »	
2. Fonds de garantie d'emprunts de guerre de 6 %, pour l'emprunt de 637.000 cour. à la Société de Crédit Foncier du Royaume de Hongrie	4.850,— »	
3. A la Caisse d'Etat royale hongroise, pour l'emprunt de 637.000 cour., fonds de réserve en lettres de gage du Crédit foncier de Hongrie à 4 %.	34.100,— »	
4. Cautionnement à la Direction des Postes et Télégraphes à Oradia-Mare.		910,— lei
II *d)* Fonds de réserve de défense contre les inondations ; dépôt à la Caisse d'épargne à Salonta-Mare . .		9.000,— »
II *e)* Immeubles :		
Siège du syndicat à Salonta-Mare (prix d'achat 34.719,38 cour.).		
II *f)* Biens meubles :		
(Valeur d'après inventaire.)		
I. Sur le territoire roumain :		
1. Mobilier et installations de bureau		7.989,40 cour.
2. Instruments		6.243,20 »
3. Ustensiles pour l'entretien du téléphone et matériel de réserve		502,10 »
4. Ustensiles pour les travaux en béton		3.706,20 »
5. Moteur à pétrole et pompe centrale (6"), pompe centrale (4"), syphon (8") et deux pompes de construction		10.012,80 »
6. Drague		33.796,66 »
II. Sur territoire hongrois :		
7. Transporteur à drague	11.384,— cour.	
II *g)* 1. Arrérages des contributions à l'amortissement des emprunts, au 1. IV. 1920	50.474,59 »	73.373,96 cour.
2. Arrérages des contributions aux frais de manipulation, au 1. IV. 1920	24.985,55 »	43.732,75 »

Passifs.

III *a)* Emprunts hypothécaires :	
Emprunté le 1. IV. 1891	1.800.000,— cour.
» » 1. IV. 1898	3.000.000,— »
» » 1. IV. 1909	450.000,— »
» » 1. IV. 1917	3.000.000,— »
» » 1. IV. 1917	700.000,— »
2. A la Société de Crédit foncier du Royaume de Hongrie, emprunté au I. VII. 1902	637.000,— »
3. A la Société de Crédit foncier du Royaume de Hongrie, emprunté au 1. I. 1902.	250.000,— »
(Cette dernière somme a été empruntée par le syndicat de défense contre les inondations, pour les intéres-	

Assets.

	Hungarian	Roumanian
II *(a)* Cash in hand on April 1, 1920, at Salonta-Mare		125,571.39 crs.
II *(b)* Securities :		
At the General Hungarian Credit Bank :		
1. 5½ % War Loan 1916	300,000.— crs.	
2. 5½ % War Loan 1918	500,000.— »	
3. 6 % War Loan 1914	200,000.— »	
4. 6 % War Loan 1915	100,000.— »	
5. 6 % War Loan 1916	450,000.— »	
II *(c)* Reserve funds :		
1. Reserve fund for the 4 % bonds of the Hungarian Land Bank for the loan of 5,950,000 crowns by that Bank	895,000.— »	
2. Guarantee Fund of 6 % War Loan for the loan of 637,000 crowns by the Hungarian Land Bank	4,850.— »	
3. In the Royal Hungarian Treasury for the loan of 637,000 crowns the reserve fund in bonds of the Hungarian Land Bank at 4 %	34,100.— »	
4. Deposit with the Department of Posts and Telegraphs at Oradia-Mare		910.— lei
II *(d)* Reserve fund for floods protection : deposit at the Savings Bank Salonta Mare		9,000.— »
II *(e)* Immovable property :		
Headquarters of the Association at Salonta Mare (purchase price 34,719.38 crowns).		
II *(f)* Movable property :		
(value as per inventory).		
I. On Roumanian territory :		
1. Furniture and office installations		7,989.40 crs.
2. Instruments		6,243.20 »
3. Apparatus for the upkeep of the telephone and reserve material		502.10 »
4. Material for concrete work		3,706.20 »
5. Petroleum engine and central pump (6″), central pump (4″), syphon pipe (8″), and two construction pumps		10,012.80 »
6. Dredging machine		33,796.66 »
II. On Hungarian territory :		
7. Carrying apparatus belonging to the dredging machine	11,384.— »	
II *(g)* 1. Arrears of contributions towards amortisation of loans, on April 1, 1920	50,474.59 »	73,373.96 »
2. Arrears of contributions towards cost of working, on April 1, 1920	24,985.53 »	43,732.75 »

Liabilities.

III *(a)* Mortgage loans :	
1. Borrowed on April 1, 1891	1,800,000.— »
» » » 1898	3,000,000.— »
» » » 1909	450,000.— »
» » » 1916	3,000,000.— »
» » » 1917	700,000.— »
2. With the Hungarian Land Bank borrowed, July 1, 1902	637,000.— »
3. With the Hungarian Land Bank borrowed January 1, 1902	250,000.— »
(This last sum was borrowed by the Floods Protection Association for the parties concerned in	

	Hongrois	Roumain
sés de la canalisation. Elle est exclusivement à la charge de la partie roumaine du syndicat.)		
III *b)* Dettes à compte courant :		
1. Prêt sur gage, emprunté avant le 1. IV. 1920 à la Banque hongroise générale de Crédit	331.021,— cour.	
2. Emprunt flottant, emprunté avant le 1. IV. 1920 à la Banque hongroise générale de Crédit, succursale à Oradia-Mare		50.000,— lei
III *c)* Salaires des fonctionnaires qui ont fait leur service dans l'intérêt de toutes les deux parties du syndicat, du 1. IV. 1920 jusqu'au 31. X. 1923		
(Directeur, ingénieur en chef, M. Lazarovits et le garde de digues Cseresnyés)		28.130.13 cour.
En 1920		23.447,— lei
En 1921		58.340,— »
En 1922		74.208,75 »
En 1923		84.120,— »
III *d)* Salaires des fonctionnaires en retraite employés antérieurement par la Centrale du syndicat :		
Du 1. IV. 1920 jusqu'au 1. IX. 1920		15.117,50 cour.
Du 1. IX. 1920 jusqu'au 31. XII. 1920		5.250,— »
		6.047,— lei
En 1921	23.500,— cour.	21.175,75 »
En 1922	40.000,— »	30.024,04 »
Du 1. I. 1923 jusqu'au 31. X. 1923	20.000,—[1] »	25.020,04 »

Dispositions concernant les données susmentionnées.

Ad I *c)*. — Le pourcentage servant de base pour la liquidation du syndicat sera fixé comme suit: partie hongroise 51,862 %, partie roumaine 48,138 %, l'actif et les passifs du syndicat seront répartis entre les deux parties du syndicat, sur la base de ce pourcentage.

Ad II *e)*. — La partie du syndicat se trouvant sur le territoire roumain, désirant acquérir en pleine propriété le siège du syndicat à Salonta-Mare, la valeur du siège sera fixée, dans les trois mois à partir de la date de la ratification de la présente convention, par les autorités locales, avec l'assistance des représentants des parties hongroise et roumaine. Lors de l'évaluation, la valeur d'inventaire du siège sera prise en considération. La valeur fixée sera mise en compte en faveur des deux parties du syndicat en proportion du pourcentage fixé au paragraphe I *c)*. La quote-part revenant à la partie hongroise sera payée à celle-ci par la partie roumaine, au cours d'une année à partir de la date de l'évaluation du siège.

Jusqu'au payement effectif, les intéressés roumains payeront aux intéressés hongrois des intérêts, au taux fixé par la Banque nationale de Roumanie.

Le loyer à payer entre le 1. X. 1923 et la date de l'évaluation du siège et fixé en tenant compte des prix de location usuels à Salonta-Mare, sera réparti entre les deux parties, sur la base du pourcentage indiqué au paragraphe I *c)*, déduction faite des dépenses éventuelles.

Ad II *f)* 1-5. — Les biens meubles seront répartis en nature entre les deux parties du syndicat, en tenant compte du pourcentage mentionné au paragraphe I *c)*. La répartition de ces biens meubles sera faite par les représentants des deux parties du syndicat.

Ad II *f)* 6-7. — La drague se trouvant sur territoire roumain, ainsi que le transporteur faisant partie de la drague et se trouvant sur territoire hongrois, seront vendus autant que possible simultanément, et les rentrées seront à répartir en proportion du pourcentage indiqué au paragraphe I *c)*. Les Parties contractantes auront soin que l'un ou l'autre de ces biens meubles puissent être exportés sur le territoire de l'autre Partie contractante, sans droits ni taxes.

Ad II *g)* 1. — Les arrérages des contributions à l'amortissement des emprunts ne feront pas l'objet d'une répartition.

Ad III *a)* 3. —L'emprunt d'amortissement de 250.000 cour. emprunté à la Société de Crédit foncier du Royaume de Hongrie — ayant servi exclusivement aux intérêts des intéressés du canal d'irrigation se trouvant sur territoire roumain — sera entièrement à la charge de la partie roumaine du syndicat.

[1] En outre, douze quintaux de froment au pris de rachat hongrois du froment.

	Hungarian	Roumanian
canalization. It is exclusively payable by the Roumanian part of the Association.)		
III *(b)* Current Account debts :		
1. Loan on security, borrowed before April 1, 1920, from Hungarian General Credit Bank	331,021.— crs.	
2. Floating loan, borrowed before April 1, 1920, from the Hungarian General Credit Bank, Oradia-Mare Branch		50,000.— lei
III *(c)* Salaries of officials in the employ of both parts of the Association, between April 1, 1920, and October 31, 1923. (M. Lazarovits, Director and Chief Engineer, and Cseresnyés, Dyke-keeper)		28,130.13 crs.
In 1920		23,447.— lei
In 1921		58,340.— »
In 1922		74,208.75 »
In 1923		84,120.— »
III *(d)* Salaries of retired officials previously employed by the central offices of the Association :		
Between April 1, 1920, and September 1, 1920 . . .		15,117.50 crs.
Between September 1, 1920, and December 31, 1920		5,250.— »
		6,047.— lei
In 1921	23,500.— »	21,175.75 »
In 1922	40,000.— »	30,024.04 »
Between January 1, 1923, and October 31, 1923. . .	20,000 [1] »	25,020.04 »

Provisions regarding the above-mentioned data.

With reference to I *(c)*.— The percentage serving as the basis for the liquidation of the Association shall be fixed as follows : Hungarian part 51.862 %, Roumanian part 48.138 %. The assets and liabilities of the Association shall be divided between the two parts of the Association in this proportion.

With reference to II *(e)*. —If that part of the Association situated in Roumanian territory wishes to obtain full ownership of the headquarters of the Association at Salonta-Mare, the value of the headquarters shall be fixed within three months from the date of the ratification of the present Convention by the local authorities, with the assistance of representatives of the Hungarian and Roumanian parts. This valuation shall take account of the value of the headquarters according to the inventory. The value fixed shall be credited to the two parts of the Association in the proportion fixed in paragraph I *(c)*. The share accruing to the Hungarian part shall be paid to it by the Roumanian part within a year from the date of the valuation of the headquarters.

Until payment is made, the Roumanian parties concerned shall pay interest to the Hungarian parties concerned at the rate fixed by the National Bank of Roumania.

The rent to be paid between October 1, 1923, and the date of the valuation of the headquarters, which rent shall be fixed according to the rental prices current at Salonta-Mare, shall be divided between the two parts on the basis of the percentage mentioned in paragraph I *(c)*, after deducting any expenses.

With reference to II *(f)* 1-5. — Movable property shall be divided in kind between the two parts of the Association according to the percentage mentioned in paragraph I *(c)*. The distribution of this movable property shall be effected by representatives of both parts of the Association.

With reference to II *(f)* 6-7. — The dredging machine situated in Roumanian territory and the carrying apparatus belonging to this machine situated in Hungarian territory, shall be sold as far as possible simultaneously, and the proceeds shall be divided in the proportion mentioned in paragraph I *(c)*. The Contracting Parties shall ensure that one or other of these articles will be exported to the territory of the other Contracting Party, free of duties or charges.

With reference to II *(g)* 1. — The arrears of contributions towards the amortisation of loans shall not be divided.

With reference to III *(a)* 3. — The amortisation loan of 250,000 crowns borrowed from the Hungarian Land Bank — having been devoted exclusively to the interests of the irrigation canal on Roumanian territory — shall be charged entirely to the Roumanian part of the Association.

[1] Exclusive of 12 quintals of corn at the purchase price of corn in Hungary.

Ad III *c)*. — Les salaires du directeur, ingénieur en chef Gabriel Lazarovits et de l'inspecteur de digue Joseph Cseresnyés, payés entre le 1. IV. 1920 et le 31. X. 1923 par la Caisse de la partie roumaine du syndicat, seront répartis entre les deux parties d'après le pourcentage indiqué au paragraphe I. *c)*.

Les salaires des fonctionnaires extérieurs du Syndicat sont à la charge de la partie du syndicat sur le territoire de laquelle ils sont en service.

En ce qui concerne les fonctionnaires employés au centre du syndicat à Salonta-Mare, il est entendu que le directeur, ingénieur en chef Gabriel Lazarovits et l'inspecteur de digue Joseph Cseresnyés restent, à partir du 1. XI. 1923, exclusivement au service de la partie hongroise. A partir de cette date, leurs salaires seront fixés par les intéressés hongrois. Le reste des fonctionnaires employés au centre du syndicat restent au service de la partie roumaine.

Ad III *d)*. — Les pensions des fonctionnaires employés au centre du syndicat et payées par les deux parties du syndicat entre le 1. IV. 1920 et le 31. X. 1923, seront réparties d'après le pourcentage indiqué au paragraphe I *c)*.

En ce qui concerne les pensionnaires actuels de l'ancien syndicat, leurs pensions seront payées par la partie du syndicat sur le territoire de laquelle ils demeurent. Les pensions des fonctionnaires employés au centre de l'ancien syndicat, ainsi que les pensions du personnel extérieur, seront payées lors de leur mise en retraite, dans l'avenir, par la partie du syndicat au service de laquelle ils étaient le 1. IX. 1923.

L'ancien Syndicat du Crişul Repede (Sebes Körös) était obligé à payer, à titre de frais d'entretien, la somme annuelle de 5.000 cour. au syndicat de défense contre les inondations du Crişul Negru (Fekete-Körös), dans sa qualité de propriétaire du canal récipient. La dette de la partie hongroise du Syndicat du Crişul Repede (Sebes Körös) subsiste à l'égard de la partie roumaine du syndicat du Crişul Negru (Fekete Körös), en proportion du pourcentage fixé pour la liquidation du syndicat de défense contre les inondations du Crişul Repede (Sebes Körös), le canal en question étant passé dans la propriété de la partie roumaine du syndicat du Crişul Negru (Fekete-Körös).

Sur la base de la concession du livre-matricule d'eaux du Comitat de Bihor N° II—150/1922, ainsi que du contrat respectif, la partie roumaine du syndicat de défense contre les inondations du Crişul Negru (Fekete Körös)) est obligée, en ce qui concerne le canal récipient, de livrer de l'eau au lac de pisciculture de Ugra, situé sur territoire hongrois. Le Gouvernement royal roumain aura soin que l'obligation de livrer de l'eau soit remplie par la partie roumaine du syndicat sous les conditions actuelles et en tenant compte de l'usage établi entre temps. En ce qui concerne l'établissement des taxes à payer pour la livraison de l'eau, eu égard aux circonstances changées éventuelles, la partie roumaine du syndicat et l'association de pisciculture de Ugra s'entendront par voie d'accord spécial.

Les eaux d'irrigation et celles des lacs de pisciculture appartenant aux intéressés à l'irrigation et se trouvant sur le territoire de la partie roumaine du syndicat du Crişul Negru (Fekete Körös), seront conduites, sous les conditions fixées dans la résolution y relative de l'Assemblée générale de 1908, par les canaux situés sur le territoire de la partie hongroise du Syndicat du Crişul Repede (Sebes Körös). Un accord sera conclu entre les intéressés à l'irrigation et la partie hongroise du syndicat du Crişul Repede (Sebes Körös), au sujet des modalités de la conduite des eaux et des autres questions y relatives, en tenant compte des circonstances changées.

ANNEXE VI

RELATIVE AU SYNDICAT DE DÉFENSE CONTRE LES INONDATIONS DU COMITAT D'ARAD.

Les données concernant la liquidation sont les suivantes :

I. *a)*	Territoire total . . .	136.750,— arp. cad.	350 toises	
	Dont hongrois	1.881,— » »	420 »	1,4 %
	roumain	134.868,— » »	1.530 »	98,6 %
I. *b)*	Revenu cadastral net total :		1.049.432,72 cour.	
	Dont hongrois		13.616 50 »	1,3 %
	roumain		1.035.816,22 »	98,7 %
I. *c)*	Base de participation aux charges totales . .		516.008,10 »	
	Dont hongrois		8.086,29 »	1,5 %
	roumain		507.921,81 »	98,5 %

With reference to III *(c)*. — The salary of Gabriel Lazarovits, director and chief engineer, and the wages of Joseph Cseresnyés, dyke-inspector, paid between April 1, 1920, and October 31, 1923, out of the funds of the Roumanian part of the Association, shall be divided between the two parts in the proportion given in paragraph I *(c)*.

The salaries of the local officials of the Association shall be paid by that part of the Association on whose territory they are employed.

As regards the officials employed at the Association's office at Salonta-Mare, it is agreed that Gabriel Lazarovits, director and chief engineer, and Joseph Cseresnyés, dyke-inspector, shall be exclusively in the employ of the Hungarian part as from November 1, 1923. From that date their remuneration shall be fixed and paid by the Hungarian parties concerned. The remainder of the officials employed at the Association's office shall continue in the employ of the Roumanian part.

With reference to III *(d)*. — The pensions of officials employed at the Association' soffices, paid by the two parts of the Association between April 1, 1920, and October 31, 1923, shall be divided in the proportion given in paragraph I *(c)*.

As regards the present pensioners of the former Association, their pensions shall be paid by that part of the Association in whose territory they are resident. The pensions of officials employed in the office of the former Association, and the pensions of local personnel shall in future be paid at the time of their resignation by that part of the Association by whom they were employed on September 1, 1923.

The former Crişul Repede (Sebes Körös) Association was compelled to pay an annual sum of 5,000 crowns to the Crişul Negru (Fekete Körös) Floods Protection Association as owner of the receiving canal, as a contribution towards the cost of upkeep. The debt owing by the Hungarian part of the Crişul Repede (Sebes Körös) Association shall be transferred to the Roumanian part of the Crişul Negru (Fekete Körös) Association in the proportion fixed for the liquidation of the Crişul Repede (Sebes Körös) Floods Protection Association, the canal in question having become the property of the Roumanian part of the Crişul Negru (Fekete Körös) Association.

In accordance with concession No. II-150/1922 entered in the register of waterways for the Comitat of Bihor, and in virtue of the relevant contract the Roumanian part of the Crisul Negru (Fekete Körös) Floods Protection Association is obliged to deliver water from the receiving canal to the lake of Ugra, devoted to the cultivation of fish and situated on Hungarian territory. The Royal Roumanian Government shall ensure that this obligation to supply water is fulfilled by the Roumanian part of the Association under the present conditions, account being taken of whatever usage has in the meantime been established. With regard to the taxes to be paid for the supply of water, The Roumanian part of the Association and the Ugra Pisciculture Company shall conclude special agreements, taking account of any changes in the circumstances.

Irrigation waters and the water from the lakes for the cultivation of fish belonging to parties concerned in irrigation and situated in the territory of the Roumanian part of the Crişul Negru (Fekete Körös) Association shall be conducted, under the conditions laid down in the resolution on this matter adopted by the General Assembly of 1908, by the canals situated on the territory of the Hungarian part of the Crisul Repede (Sebes Körös) Association. An agreement shall be concluded between the parties concerned in irrigation and the Hungarian part of the Crisul Repede (Sebes Körös) Association with regard to the methods for conducting the water and kindred questions, due account being taken of changed conditions.

ANNEX VI

RELATING TO THE COMITAT OF ARAD FLOODS PROTECTION ASSOCIATION.

The data regarding liquidation are as follows :

I *(a)* Total territory . . .	136,750.— arp. cad.	350 toises	
Hungarian	1,881.— » »	420 »	1.4 %
Roumanian	134,868.— » »	1,530 »	98.6 %
I *(b)* Total net income :		1,049,432.72 crs.	
Hungarian share		13,616.50 »	1.3 %
Roumanian share		1,035,816.22 »	98.7 %
I *(c)* Basis of share in total charges		516,008.10 »	
Hungarian		8,086.29 »	1.5 %
Roumanian		507,921.81 »	98.5 %

Actif.

	Hongrois	Roumain
II *a)* Dépôts aux Caisses d'épargne :		
1. Caisse d'épargne « Victoria » à Chişineu . . .		78,— lei
2. Société coopérative à Erdeis		8.096,71 »
3. Compte courant à la Caisse d'épargne du Comitat d'Arad, à Arad		29.116,— »
4. Dépôt à la même caisse		20.000,— mks.
5. Fonds de réserve d'inondation, dépôt à la Caisse d'épargne à Chişineu		18.249,78 lei
6. Cautionnement pour le téléphone à Arad . . .		390,— »
II *b)* Papiers-valeurs :		
Emprunt de guerre à la Caisse d'épargne du Comitat d'Arad, à Arad, valeur nominale		2.060.000,— cour.
II *c)* Fonds de garantie pour les emprunts :		
1. Pour l'emprunt de 3.001.000 cour. du Crédit foncier de Hongrie		174.200,— »
Fonds de réserve de cet emprunt		125.800,— »
2. Pour la somme de 1.200.000 cour., empruntée à la même banque		101.600,— »
Fonds de réserve de cet emprunt		18.400,— »
3. Pour la somme de 1.200.000 cour., empruntée à la même banque		114.000,— »
Fonds de réserve de cet emprunt		6.000,— »
4. Pour la somme de 3.000.000 cour., empruntée à la même banque		290.800,— »
Fonds de réserve de cet emprunt		9.200,— »
II *d)* Fonds de retraite :		
1. Rente hongroise 4 ½ % à la Caisse du syndicat valeur nominale		49.920,— »
2. Emprunt de guerre de 6 % (1914), à la Caisse d'épargne du Comitat d'Arad		50.000,— »
3. Emprunt de guerre de 6 ½ % (1915), à la même caisse		40.000,— »
4. Emprunt de guerre de 6 % (1915), à la même caisse		50.000,— »
5. Dépôt à la même caisse		23.682,80 lei
II *e)* Immeubles :		
1. Siège du syndicat à Erdeis, frais de construction, valeur		24.464,90 cour.
2. Maison d'habitation de l'ingénieur en chef à Erdeis		16.967,02 »
3. 2.680 arp. cad. expropriés pour le récipient d'eau, par le syndicat aux communes de Beliu et Mocirla de la propriété de l'évêché catholique-romain		1.624.160,39 »
(L'Etat roumain a exproprié ce terrain sur la base de la réforme agraire et il l'a distribué.)		
4. Terrain de 2.203 toises-carrées, appartenant à la maison mentionnée au paragraphe II *e)* 2.		
II *f)* Biens meubles :		
1. Installations du bureau du centre du syndicat, prix d'achat		4.109,70 »
2. Instruments techniques, prix d'achat		3.553,50 »
3. Deux excavateurs (Ohrenstein et Koppel, Berlin) 1916-1918		327.133,96 »
4. Voiture, véhicule, deux chevaux, prix d'achat .		19.500,— lei
5. Coupe-roseau		1.855,48 cour.
II *g)* Arrérages des contributions de terrain d'inondation, le 1. X. 1923	1.208,— lei	775.359,53 lei

Assets.

	Hungarian	Roumanian
II *(a)* Savings Bank deposits :		
1. " Victoria " Savings Bank at Chişineu		78.— lei
2. Co-operative Association at Erdeis		8,096.71 »
3. Current account at the Comitat of Arad Savings Bank at Arad		29,116.— »
4. On deposit in the same Bank		20,000.— mks.
5. Flood reserve fund on deposit in the Savings Bank at Chişineu		18,249.78 lei
6. Telephone deposit at Arad		390.— »
II *(b)* Securities :		
War Loan at the Comitat of Arad Savings Bank at Arad, nominal value		2,060,000.— crs.
II *(c)* Guarantee fund for loans :		
1. For the loan of 3,001,000 crowns from the Hungarian Land Bank		174,200.— »
Reserve fund for this loan		125,800.— »
2. For the sum of 1,200,000 crowns borrowed from the same Bank		101,600.— »
Reserve fund for this loan		18,400.— »
3. For the sum of 1,200,000 crowns borrowed from the same Bank		114,000.— »
Reserve fund for this loan		6,000.— »
4. For the sum of 3,000,000 crowns borrowed from the same Bank		290,800.— »
Reserve fund for this loan		9,200.— »
II *(d)* Pensions funds :		
1. Hungarian 4½ % Government stock in the hands of the Association, nominal value		49,920.— »
2. 6 % War Loan (1914) at the Comitat of Arad Savings Bank		50,000.— »
3. 6½ % War Loan (1915) in the same Bank . .		40,000.— »
4. 6 % War Loan (1915) in the same Bank		50,000.— »
5. On deposit at the same Bank		23,682.80 lei
II *(e)* Immovable property :		
1. Headquarters of the Association at Erdeis, cost of building, value		24,464.90 crs.
2. Chief Engineer's house at Erdeis		16,967.02 »
3. 2,680 acres expropriated by the Association for the reservoir from the property of the Roman Catholic Bishopric in the communes of Beliu and Mocirla . . .		1,624,160.39 »
(The Roumanian Government expropriated this land as part of its policy of agrarian reform and distributed it.)		
4. 2.203 square toises belonging to the house mentioned in paragraph II *(e)* 2.		
II *(f)* Movable property :		
1. Office installations at the headquarters of the Association, purchase price		4,109.70 »
2. Technical instruments, purchase price		3,553.50 »
3. Two excavators (Ohrenstein and Koppel, Berlin) 1916-1918		327,133.96 »
4. Carriage, vehicle, two horses, purchase price . .		19,500.— lei
5. Reed-cutter		1,855.48 crs.
II *(g)* Arrears of flood area contributions, October 1, 1923	1,208.— lei	775,359.53 lei

Passifs.

	Hongrois	Roumain
III *a)* Dette de la Caisse du syndicat au 30. IX. 1923		30.184,99 lei
III *b)* Emprunts hypothécaires :		
1. Au Crédit foncier de Hongrie, en 1890.		3.000.000,— cour.
2. Au Crédit foncier de Hongrie, en 1905		1.200.000,— »
3. Au Crédit foncier de Hongrie, en 1916		1.200.000,— »
4. Au Crédit foncier de Hongrie, en 1918		3.000.000,— »
(Les amortissements de ces emprunts, échus à partir du 1. IV. 1919, figurent au Crédit foncier de Hongrie comme dette à compte courant.)		
III *c)* Prêts sur gage :		
emprunté à la Caisse d'épargne du Comitat d'Arad le 26. XI. 1917	382.400,— cour.	
le 30. VI. 1918	910.000,— »	
1. de ces emprunts subsistaient le 1. VII. 1923 . . .		796.559,— lei
2. Dette à compte courant, à la Caisse d'épargne « Victoria » à Chișineu		80.000,— »
III *d)* (Les salaires des employés et des pensionnaires payés jusqu'au 15. X. 1923 par le syndicat commun.)		

Dispositions concernant les données susmentionnées.

Ad I *c)*. — Le pourcentage servant de base pour la liquidation du syndicat commun sera fixé comme suit : partie hongroise 1,5 %, partie roumaine 98,5 %. L'actif et les passifs indiqués dans le relevé précédent, seront répartis entre les parties hongroise et roumaine du syndicat, en proportion de ce pourcentage.

Ad II *e)* 1-4. — La partie du syndicat se trouvant sur le territoire roumain, désirant acquérir en pleine propriété le siège à Erdeis et la maison d'habitation de l'ingénieur en chef, ainsi que le territoire de 2.203 toises appartenant à cette maison, la valeur de ces immeubles sera fixée dans les trois mois, à partir de la date de la ratification de la présente convention, par les autorités locales, avec l'assistance des représentants des parties hongroise et roumaine du syndicat. Lors de la liquidation de la quote-part, 1.5 % de la valeur sera porté au crédit de la partie hongroise (voir le pourcentage, indiqué au paragraphe I *c)*.

Le loyer correspondant aux conditions locales et à payer pour les immeubles à partir du 1. IX. 1923 jusqu'à la fin de la liquidation sera réparti entre les deux parties du syndicat en proportion du pourcentage indiqué au paragraphe I *c)*, déduction faite des frais d'entretien éventuels.

L'ancien syndicat avait exproprié aux fins de la régularisation des eaux extérieures et intérieures un terrain de 2.680 arpents cadastraux. Il est entendu que si la partie roumaine du syndicat utilise ce terrain au cours de cinq années aux fins originaires, sa valeur ne fera pas l'objet d'une répartition. Si, après cinq ans révolus, la partie du syndicat se trouvant sur le territoire roumain désirait acquérir en pleine propriété ce terrain, il devra être évalué et la valeur sera répartie en proportion du pourcentage fixé au paragraphe I *c)*. Le montant de la valeur revenant à la partie hongroise sera payé à celle-ci par la partie roumaine. La même répartition aura lieu dans le cas où ce terrain serait mis en valeur d'une autre manière.

Ad II *f)* 1-5. — Les biens meubles restent en propriété de la partie roumaine du syndicat. Ils seront évalués d'après la valeur courante, 1,5 % étant porté au crédit de la partie hongroise du syndicat.

Ad II *g)*. — Les arréages de contributions de terrain d'inondation ne feront pas l'objet d'une répartition ; ils seront réglés lors de l'arrangement des emprunts d'amortissement.

Ad III *d)*. — Il y a actuellement seize pensionnaires de droit et trois pensionnaires à titre gracieux, qui reçoivent un salaire mensuel de 2.775,02 lei. De ce salaire, sur la base du pourcentage de 1,5 %, indiqué au paragraphe I *c)*, 41,62 lei par mois sont à la charge de la partie hongroise. La partie hongroise payera à la caisse de la partie roumaine du syndicat cette somme par trimestre. Les pensions des retraités seront payées par cette caisse ; les changements de l'effectif des pensionnaires, énumérés dans la liste ci-jointe, seront pris en considération, et la contribution de la partie hongroise sera modifiée pour chaque cas, conformément au changement éventuel. Le montant des salaires des pensionnaires sera fixé par la partie roumaine du syndicat.

Liabilities.

	Hungarian	Roumanian
III *(a)* Debt owed by the Association on September 30, 1923		30,184.99 lei
III *(b)* Mortgage loans :		
1. With the Hungarian Land Bank, 1890		3,000,000.— crs,
2. With the Hungarian Land Bank, 1905		1,200,000.— »
3. With the Hungarian Land Bank, 1916		1,200,000.— »
4. With the Hungarian Land Bank, 1918		3,000,000.— »
(The amortisation of these loans falling due as from April 1, 1919, appear in the books of the Hungarian Land Bank as a current account debt.)		
III *(c)* Loans on security :		
Borrowed from the Comitat of Arad Savings Bank on November 26, 1917	382,400.— crs.	
On June 30, 1918	910,000.— »	
1. Of these loans there still remained on July 1, 1923		796,559.— lei
2. Current account debt at the " Victoria " Savings Bank at Chişineu		80,000.— »
III *(d)* (Wages, salaries and pensions of employees, paid up to October 15, 1923, by the joint Association.)		

Provisions regarding the above-mentioned data.

With reference to I *(c)*. — The percentage serving as the basis for the liquidation of the joint Association shall be fixed as follows : Hungarian part 1.5 %. Roumanian part 98.5 %. The assets and liabilities contained in the foregoing statement shall be divided between the Hungarian and Roumanian parts of the Association in this proportion.

With reference to II *(e)* 1-4. — If the part of the Association on Roumanian territory desires to acquire full ownership of the headquarters at Erdeis, the Chief Engineer's house, and the 2,303 " toises " of land belonging to the said house, the value of this property shall be determined within three months of the ratification of the present Convention by the local authorities with the assistance of representatives of the Hungarian and Roumanian parts of the Association. On liquidation 1.5 % of the value shall be placed to the credit of the Hungarian part (see percentage basis indicated in paragraph I *(c)*.

Rent in accordance with local conditions and due on account of the premises from September 1, 1923, until the dissolution is completed, shall be divided between the two parts of the Association in the proportion mentioned in paragraph I *(c)*, after deducting any costs of upkeep.

The former Association had expropriated 2,680 acres of ground for the conservancy of external and internal waters. It is agreed that if the Roumanian part of the Association utilises this land for its original purpose within five years, its value shall not be subject to distribution. If after five years that part of the Association situated on Roumanian territory should desire to acquire full ownership of this property, it shall be valued and the value shall be divided in the proportion fixed in paragraph I *(c)*. The amount of the value falling to the Hungarian part shall be paid for by the Roumanian part. It shall be similarly divided should the lands be turned to account in some other way.

With reference to II *(f)* 1-5. — Movable property shall remain in the ownership of the Roumanian part of the Association. It shall be valued at current prices, 1.5 % being placed to the credit of the Hungarian part of the Association.

With reference to II *(g)*. — Arrears of flood area contributions shall not be subject to distribution ; they shall be regulated together with the amortisation loans.

With reference to III *(d)*. — There are at present 16 regular pensioners and 3 employees to whom pensions have been voluntarily granted, receiving together a sum of 2,775.02 lei per month. Of this sum 41.62 lei per month shall be charged to the Hungarian part, on the percentage basis of 1.5 % laid down in paragraph I *(c)*. The Hungarian part shall pay this sum into the funds of the Roumanian part of the Association quarterly. The pensions of retired officials shall be paid by this fund ; any changes in the list of pensions given below shall be taken into account and the contribution by the Hungarian part shall be altered to suit any such changes. The amount to be paid to pensioners shall be fixed by the Roumanian part of the Association.

LISTE

DES PENSIONNAIRES DU SYNDICAT DE DÉFENSE CONTRE LES INONDATIONS DU COMITAT D'ARAD.

Numéro	Nom	Domicile	Profession	Etat-civil	Salaire mensuel en lei
	Pensionnaires :				
1	Veuve Jean Ujj	Chișineu	Veuve du Dir.-ing. en chef	Veuve	1.109,11
2	Jules Rissdörfer	»	Ingénieur en chef	Marié	774,40
3	Veuve Emeric Vörös	Sümeg (Hongrie)	Veuve de caissier	Veuve	158,66
4	Veuve Alexandre Zechmeister	Medgyesegy (Hongrie)	» »	»	63,16
5	Lucas Fülöp	Salonta-Mare	Chancelier	Marié	154,46
6	Michel Bakonyi	Varsand	Garde de digue	»	60,—
7	Etienne D. Nagy	Pilul Mare	» » »	»	60,—
8	Théodor Ksezsbán	Cinteiu	» » »	»	55,20
9	Andreas Szilágyi	Zerindul-Mare	» » »	»	50,—
10	George Murzai	Erdeiș	» » »	»	45,60
11	Etienne Csák	Vădaș	» » »	»	42,80
12	Joseph Gyarmathi	Belzerind	» » »	»	40,—
13	Joseph Gál	Zerindul-Mare	» » »	»	31,76
14	Veuve Théodora Florucza	Zarand	Veuve de garde de digue	Veuve	28,81
15	Jean Csukás	Erdeiș	Garde de digue	Marié	25,14
16	Veuve François Csák	Vădaș	Veuve de garde de digue	Veuve	16,46
	Pensionnaires à titre gracieux :				
1	Veuve Antoine Ulrich	Arad	Veuve de caissier	Veuve	50,—
2	Veuve Eugène Eleméry	Alcsut (Hongrie)	» » »	»	49,46
3	Veuve Gerö Arszits	Topa-de-Jos	Veuve d'employé	»	60,—

Chișineu, le 26 février 1924.

(Sceau.) (ss) SCHMIDT, Directeur-ingénieur en chef.

ANNEXE VII

RELATIVE AU SYNDICAT DE DÉFENSE CONTRE LES INONDATIONS, DE RÉGULARISATION ET D'UTILISATION DES EAUX DU CRIȘUL ALB INFÉRIEUR (ALSÓ-FEHÉR-KÖRÖS).

Les données concernant la liquidation du syndicat sont les suivantes :

I *a)*	Territoire total :	88.255,— arp. cad.	
	Dont hongrois	79.401,— » »	89,967 %
	roumain	8.854,— » »	10,033 %
I *b)*	Revenu cadastral net total	1.122.306,82 cour.	
	dont hongrois	1.051.106,27 »	93.656 %
	roumain	71.200,55 »	6,344 %
I *c)*	Base de participation aux charges :	183.788,79 »	
	dont hongrois	176.131,78 »	95,9972 %
	roumain	7.357,01 »	4,0028 %

LIST

OF PERSONS RECEIVING PENSIONS FROM THE COMITAT OF ARAD FLOODS PROTECTION ASSOCIATION.

Number	Name	Residence	Occupation	Married, single, etc.	Monthly salary in lei
	Regularly pensioned :				
1	Mme John Ujj	Chişineu	Widow of Director and Chief Engineer	Widow	1,109.11
2	Julius Rissdörfer	»	Chief Engineer	Married	774.40
3	Mme Emeric Vörös	Sümeg (Hungary)	Cashier's widow	Widow	158.66
4	Mme Alexander Zechmeister	Medgyesegy (Hungary)	»	»	63.16
5	Lucas Fülöp	Salonta-Mare	Keeper of records	Married	154.46
6	Michel Bakonyi	Varsand	Dyke-watchamn	»	60.—
7	Etienne D. Nagy	Pilul-Mare	»	»	60.—
8	Theodore Ksezsbán	Cinteiu	»	»	55.20
9	Andreas Szilágyi	Zerindul-Mare	»	»	50.—
10	George Murzai	Erdeiş	»	»	45.60
11	Etienne Csák	Vădaş	»	»	42.80
12	Joseph Gyarmathi	Belzerind	»	»	40.—
13	Joseph Gál	Zerindul-Mare	»	»	31.76
14	Mme Theodora Florucza	Zarand	Dyke-watchman's widow	Widow	28.81
15	John Csukás	Erdeis	Dyke-watchman	Married	25.14
16	Mme François Csák	Vădaş	Dyke-watchman's widow	Widow	16.46
	In receipt of pensions voluntarily granted :				
1	Mme Antoine Ulrich	Arad	Cashier's widow	Widow	50.—
2	Mme Eugène Eleméry	Alcsut (Hungary)	»	»	49.46
3	Mme Gerö Arszits	Topa-de-Jos	Widow of employee	»	60.—

Chişineu, February 26, 1924.

(Seal) (Signed) SCHMIDT, Director and Chief Engineer.

ANNEX VII

RELATING TO THE LOWER CRIŞUL ALB (ALSÓ-FEHÉR-KÖRÖS) FLOODS PROTECTION AND CONSERVANCY ASSOCIATION.

The data concerning the dissolution of this Association are as follows :

I *(a)* Total territory :	88,255.	arp. cad.	
Hungarian	79,401	» »	89.967 %
Roumanian	8,854.	» »	10.033 %
I *(b)* Total net income :	1,122,306.82	crs.	
Hungarian share	1,051,106.27	»	93.655 %
Roumanian share	71,200.55	»	6.344 %
I *(c)* Basis of participation in costs :	183,788.79	»	
Hungarian share	176,131.78	»	95.9972%
Roumanian share	7,357.01	»	4.0028%

Actif.

	Hongrois	Roumain
II *a)* Argent comptant au 1. I. 1920	67.929,99 cour.	
II *b)*		
II *c)* Papiers-valeurs :		
Rente hongroise en couronnes, à la Caisse d'épargne du Comitat de Békés, à Gyula, valeur nominale	4.800,— »	
II *d)* Fonds de réserve :		
Au Crédit foncier de Hongrie	480.000,— »	
Cautionnement pour le téléphone à la Direction des Postes et Télégraphes à Oradia-Mare		25 lei
II *e)* Fonds de réserve de défense contre les inondations :		
Emprunt de guerre de 6 % de 1914, à la Caisse d'Epargne du Comitat de Békés, à Gyula, valeur nominale	7.000,— »	
Dépôt à la même Caisse d'épargne	7.540,— »	
II *f)* Immeubles :		
1. Siège du syndicat à Gyula (valeur revisée) . . .	25.441,13 »	
2. Maison d'habitation du directeur-ingénieur en chef, à Gyula	62.376,67 »	
(D'après le contrat conclu avec l'ancien propriétaire de cette maison, le Dr Emile de Jancsovitch, ce dernier se réserve, en cas de vente, la priorité de l'acheter au prix de 60.750 couronnes.)		
II *g)* Biens meubles :		
1. Inventaire des instruments	3.164,50 »	10 cour.
2. Mobilier et installation de bureau	9.234,69 »	
3. Pompe centrifuge de 10 cm. (actuellement prêtée au syndicat du Comitat d'Arad).		
II *h)* 1 Arrérages des contributions d'amortissement des emprunts, au 1. I. 1920	37.657,66 »	5.596,46 lei
2. Frais de manipulation	50.533,28 »	5.393,68 »
Anciens frais de manipulation	702,14 »	1.202,78 »

Passifs.

III *a)* 1. Au Crédit foncier de Hongrie, emprunté le 1. IV. 1896	4.000.000,—	
2. Au Crédit foncier de Hongrie, emprunté le 1. IV. 1902	800.000,— »	
III *b)* Arrérages des amortissements des emprunts :		
Jusqu'au 1. X. 1922, la partie hongroise du syndicat a payé les amortissements pour tout le terrain. Du 1. I. 1922 au 1. X. 1922, le syndicat a payé, à titre d'intérêt et d'amortissement, 798.000 couronnes, — 4 % de cette somme, savoir 31.920 cour., devant être remboursé par la partie roumaine à la partie hongroise.		
III *c)* Dette en compte courant :		
1. A la Banque hongroise commerciale à Budapest (y compris les intérêts)	640.145,— »	
2. A la Caisse d'épargne du Comitat de Békés, à Gyula en 1919	48.678,— »	
(Cette somme a été remboursée par la partie hongroise à la Caisse d'épargne, la partie roumaine devant payer 4 % de cette somme à la partie hongroise.) . . .		
III *d)* Salaires des fonctionnaires :		
(La centrale du syndicat à Gyula a élaboré l'assiette pour les années 1920-1923 aussi pour la partie		

Assets.

	Hungarian	Roumanian
II *(a)* Cash on January 1, 1920	67,929.99 crs.	
II *(b)*		
II *(c)* Securities :		
Hungarian Government stock in crowns at the Comitat of Békés Savings Bank at Gyula, nominal value . .	4,800.— »	
II *(d)* Reserve funds :		
At the Hungarian Land Bank	480,000.— »	
Telephone deposit at the Department of Posts and Telegraphs at Oradia-Mare		25 lei
II *(e)* Reserve fund for floods protection :		
6 % War Loan 1914 at the Comitat of Békés Savings Bank at Gyula, nominal value	7,000.— »	
On deposit at the same Savings Bank	7,540.— »	
II *(f)* Immovable property :		
(1) Headquarters of the Association at Gyula (re-estimated value)	25,441.13 »	
(2) House of Director and Chief Engineer at Gyula	62,376.67 »	
(According to the contract concluded with Dr. Emile Jancsovitch, the former owner of this house, the latter has the priority right of purchase, in case of sale, at the price of 60,750 crowns.)		
II *(g)* Movable property :		
(1) Inventory of instruments	3,164.50 »	10 crs.
(2) Office furniture and installations	9,234.69 »	
(3) 10-centimetre centrifugal pump (at present lent to the Comitat of Arad Association)		
II *(h)* Arrears of contributions : (1) for the amortisation of loans, on January 1, 1920	37,657.66 »	5,596.46 lei
(2) Costs of working	50,533.28 »	5,393.68 »
Former costs of working	702.14 »	1,202.78 »

Liabilities.

III *(a)* (1) To the Hungarian Land Bank, borrowed April 1, 1896	4,000,000.— »	
(2) To the Hungarian Land Bank, borrowed April 1, 1902	800,000.— »	
III *(b)* Arrears of loan amortisations :		
Up to October 1, 1922, the Hungarian part of the Association paid for the amortisation in respect of the whole of the land.		
Between January 1, 1922, and October 1, 1922, the Association paid in interest and amortisation 798,000 crowns, 4 % of this sum, i.e., 31,920 crowns, having to be reimbursed to the Hungarian part by the Roumanian part.		
III *(c)* Current account debt :		
(1) To the Hungarian Commercial Bank at Budapest (including interest)	640.145.— »	
(2) To the Comitat of Békés Savings Banks at Gyula, 1919	48.678.— »	
(This sum was reimbursed by the Hungarian part to the Savings Bank, the Roumanian part having to pay 4 % of the amount to the Hungarian part.)		
III *(d)* Officials' pay :		
(The Association at Gyula drew up the scale of pay for the years 1920-1923 for the Roumanian part also.		

	Hongrois	Roumain
roumaine. Les salaires des fonctionnaires occupés à ces travaux, savoir : un employé, un fonctionnaire technique et quatre journaliers, ainsi que les frais pour le papier et les frais d'imprimerie tombent proportionnellement à la charge de la partie roumaine)		47.639.48 cour.
III *e)* Les pensions des fonctionnaires ont été payées par le fonds de retraite des syndicats de défense contre les inondations.		

Dispositions concernant les données susmentionnées.

Ad I *c)*. — Le pourcentage servant de base pour la liquidation du syndicat sera fixé comme suit : partie hongroise 96 %, partie roumaine 4 %. L'actif et les passifs du syndicat seront répartis entre les deux parties du syndicat sur la base de cette proportion.

Ad II *f)* 1, 2. — La partie du syndicat se trouvant sur le territoire hongrois, désirant acquérir en pleine propriété le siège du syndicat et la maison d'habitation du directeur-ingénieur en chef, la valeur du siège, ainsi que celle de la maison d'habitation, seront fixées dans les trois mois à partir de la date de la ratification de la présente convention, par les autorités locales, avec l'assistance des représentants des deux parties du syndicat. Les valeurs fixées seront mises en compte en faveur des deux parties du syndicat, sur la base du pourcentage fixé au paragraphe I *c)*. La quote-part de la valeur évaluée, revenant à la partie roumaine du syndicat, sera payée à celle-ci par la partie hongroise, au cours d'une année à partir de la date de l'évaluation du siège et de la maison d'habitation.

Ad II *f)* 2. — Sur le prix d'achat de la maison d'habitation de 62.376,67 couronnes, le syndicat commun n'a payé, au cours de l'année 1920, que 20.328,52 couronnes, tandis que le reste de 42.088,16 couronnes du prix d'achat et la taxe de 2.755 couronnes, donc en tout 44.803,16 couronnes ont été payées ultérieurement par la partie hongroise du syndicat. La quote-part résultant à la charge de la partie roumaine, sera remboursée par celle-ci, à la partie hongroise, en proportion du pourcentage fixé au paragraphe I *c)*.

Ad II *g)*. — Les biens meubles seront répartis entre les deux parties du syndicat en nature, sur la base du pourcentage indiqué au paragraphe I *c)*.

La pompe centrifuge de 10 cm., prêtée au Syndicat de défense contre les inondations du Comitat d'Arad, sera remise par celui-ci à la partie hongroise du Syndicat du Crişul Alb inférieur (Alsó-Fehér-Körös).

Ad II *h)* 1. — Les arrérages de contributions à l'amortissement des emprunts ne feront pas l'objet d'une répartition ; ils seront pris en considération lors de la répartition des emprunts.

Ad III *b)*. — La partie hongroise du Syndicat a payé, à titre d'amortissement d'emprunts, pour le syndicat commun, dans la période du 1. I. 1920 au I. X. 1922, en tout 798.000 couronnes. De cette somme, d'après le pourcentage indiqué au paragraphe I *c)*, 4 % savoir : 31.920 couronnes seront portées au crédit de la partie hongroise lors du décompte à faire avec les banques.

Ad III *c)* 2. — Depuis l'année 1919, un emprunt de 48.678 couronnes a grevé l'ancien syndicat à la Caisse d'épargne du Comitat de Békés à Gyula. Vu que cette somme a été payée entre temps par la partie hongroise du Syndicat, d'après le pourcentage fixé au paragraphe I *c)*, 4% savoir 1947,12 couronnes, sera remboursé par la partie roumaine à la partie hongroise du syndicat.

Ad III *d)*. — Les salaires des fonctionnaires, de 47.639 48 couronnes, sont à la charge de la partie roumaine du syndicat, et seront portés au crédit de la partie hongroise.

La manipulation de l'écluse du canal d'eau courante se trouvant sur territoire roumain, aura lieu dans l'avenir sur la base du règlement actuellement en vigueur et selon la pratique actuelle, ainsi que d'après les dispositions du centre du syndicat, à Gyula.

Ces dispositions seront communiquées au maître-éclusier, — par l'intermédiaire des agents de police de frontière à Varsand.

Tant que l'écluse servira au but originaire, son entretien et sa manipulation seront à la charge de la partie hongroise du syndicat.

Les intéressés de la partie hongroise du syndicat ont annoncé à la commission mixte des deux gouvernements, lors de la visite des lieux, la construction d'un nouveau canal des eaux intérieures, faite après l'année 1920 sur territoire roumain, canal conduisant au canal d'eau courante des eaux dont la conduite par ce dernier canal n'était pas prévue. Cette déclaration sera examinée sur les lieux par les experts techniques, mentionnés à l'article 8 de la présente convention. Les experts seront chargés de faire leur rapport.

	Hungarian	Roumanian
The pay of the officials engaged on this work, namely : 1 employee, 1 technical official and 4 daily workers, together with the cost of paper and printing, shall be charged to the Roumanian part in proportion)		47,639.48 crs.

III *(e)* Officials' pensions were paid by the Pensions Fund of the Floods Protection Association.

Provisions regarding the above-mentioned data.

With reference to I *(c)*. — The percentage serving as the basis for the dissolution of the Association shall be fixed as follows: Hungarian part 96 %, Roumanian part 4 %. The assets and liabilities of the Association shall be divided between the two parts of the Association in this proportion.

With reference to II *(f)* 1 and 2. — If the part of the Association on Hungarian territory desires to acquire full ownership of the headquarters of the Association and the house of the director and chief engineer, the value of the headquarters and of the house shall be fixed within three months of the ratification of the present Convention by the local authorities with the assistance of representatives of the two parts of the Association. The value arrived at shall be credited to the two parts of the Association on the percentage basis fixed in paragraph I *(c)*. The share of this value due to the Roumanian part of the Association shall be paid to it by the Hungarian part within a year from the date of the valuation of the headquarters and of the house.

With reference to II *(f)* 2. — Out of the total purchase price of 62,376.67 crowns for the house, the joint Association paid during 1920 only 20,328.52 crowns, while the remaining 42,088.16 crowns and the tax of 2,755 crowns, altogether 44,803.16 crowns, were paid later by the Hungarian part of the Association. The share thus payable by the Roumanian part shall be refunded by that part to the Hungarian part in the proportion fixed in paragraph I *(c)*.

With reference to II *(g)*. — Movable property shall be divided between the two parts of the Association in the proportion laid down in paragraph I *(c)*.

The 10-centimetre centrifugal pump lent to the Comitat of Arad Floods Protection Association shall be returned to the Hungarian part of the Lower Crişul Alb (Alsó-Fehér-Körös) Association.

With reference to II *(h)* 1. — The arrears of contributions to the amortisation of loans shall not be divided ; they shall be taken into account when allocating the loans.

With reference to III *(b)*. — Between January 1, 1920, and October 1, 1922, the Hungarian part of the Association paid a total of 798,000 crowns as amortisation of loans to the joint Association. Of this sum 4 %, that is to say, 31,920 crowns, shall be credited to the Hungarian part in accordance with the percentage basis laid down in paragraph I *(c)*, when accounts are settled with the banks.

With reference to III *(c)* 2. — Since 1919 the former Association has owed the repayment of a loan of 48,678 crowns from the Comitat of Békés Savings Bank at Gyula. As this sum has meanwhile been paid by the Hungarian part of the Association, 4 %, that is, 1,947.12 crowns, according to the percentage fixed in paragraph I *(c)*, shall be refunded by the Roumanian part to the Hungarian part of the Association.

With reference to III *(d)*. — Officials' pay amounting to 47,639.48 crowns shall be charged to the Roumanian part of the Association and credited to the Hungarian part.

The running water canal lock on Roumanian territory shall in future be manipulated in accordance with the regulations at present in force, in conformity with present usage and also in accordance with the regulations of the Association's offices at Gyula.

These regulations shall be communicated to the lock-keeper through the frontier police at Varsand.

As long as the lock serves its original purpose, its upkeep and manipulation shall be incumbent upon the Hungarian part of the Association.

The Hungarian part of the Association announced to the mixed Commission of the two Governments, on the occasion of their visit to the spot, the construction of a new canal built on Roumanian territory since 1920. This canal serves to conduct to the running water canal water which it had not been laid down that the latter canal should conduct. This announcement shall be examined on the spot by the technical experts mentioned in Article 8 of the present Convention. The experts shall be instructed to report on the matter.

ANNEXE VIII

RELATIVE AU SYNDICAT DE DRAINAGE DES EAUX INTÉRIEURES DU SZÁRAZÉR (Ier).

Les données concernant la liquidation de ce syndicat sont les suivantes :

I *a)* Territoire total : . . .	31.277,— arp. cad.	623 toises	
Dont hongrois	15.682,— » »	223 »	50,14 %
roumain	15.595,— » »	400 »	49,86 %
I *b)* Revenu cadastral net total :		290.680,06 cour.	
Dont hongrois		139.159,84 »	47,87 %
roumain.		151.520,84 »	52,13 %

I *c)* La base de participation aux charges forme le revenu cadastral net.

Actif.

(La séparation a eu lieu le 1. IV.1920.)

	Hongrois	Roumain
II *a)* Argent comptant au 1. IV. 1920		7.525,92 cour.
II *b)* Dépôts à la Caisse d'épargne :		
1. Banque d'économie publique à Arad, S. A. . .		61.639,71 »
2. Banque d'économie publique à Arad, S. A. . . .		33.479,48 »
3. A la Caisse d'épargne d'Arad-Ceanad, fonds de retraite du Syndicat du Szárazér (Ier)		2.317,50 »
II *c)*		
II *d)* Papiers-valeurs :		
Emprunt de guerre à la Direction des Finances à Arad, valeur nominale		30.000,— »
II *e)* Fonds de garantie à la Caisse d'Etat à Budapest :		
1. Pour les emprunts de 89.200 cour. et de 731.440 couronnes :		
Rente 4 % florins or, valeur nominale		6.800,— fl. or
Rente en couronnes 4 %		48.700,— cour.
Argent comptant		9.114,12 »
2. Pour l'emprunt de 350.000 couronnes		
Lettre de gage de 4 % de la Société de Crédit foncier du Royaume de Hongrie		18.800,— »
Rente hongroise en couronnes de 4 %		900,— »
Argent comptant		588,63 »
3. Pour l'emprunt de 93.178,36 couronnes :		
Lettre de gage de 4 % de la Société de Crédit foncier du Royaume de Hongrie		4.600,— »
Rente hongroise en couronnes, de 4 %		200,— »
Argent comptant		333,— »
II *f)* Fonds de retraite		1.360,— lei
II *g)* Arrérages des contributions du terrain d'inondation au 1. IV. 1920.		
Aux bureaux de contributions roumains, à Arad et Pecica		32.479,96 cour.
Aux bureaux de contributions hongrois à Makó, Orosháza, Hódmezóvásárhely		119.955,23 »
II *h)* Immeubles :		
Valeur d'inventaire du mobilier		2.020,— »
Valeur d'inventaire des instruments		180,— »

ANNEX VIII

RELATING TO THE SZÁRAZÉR (FIRST) DRAINAGE ASSOCIATION.

The data concerning the dissolution of this Association are as follows :

I *(a)* Total territory . . .	31,277.— arp. cad.	623 toises		
Hungarian	15,682.— » »	223 »		50.14 %
Roumanian	15,595.— » »	400 »		49.86 %
I *(b)* Total net income.		290,680.06 crs.		
Hungarian share		139,159.84 »		47.87 %
Roumanian shar		151,520.84 »		52.13 %

I *(c)* Charges shall be borne in proportion to the net income.

Assets.

(The two parts were separated on April 1, 1920.)

	Hungarian	Roumanian	
II *(a)* Cash in Hand on April 1, 1920		7,525.92	crs.
II *(b)* Savings Bank deposits :			
1. The Public Economic Bank at Arad		61,639.71	»
2. The Public Economic Bank at Arad		33,479.48	»
3. In the Arad-Ceanad Savings Bank, pensions funds of the Szàrazér (1) Association		2,317.50	»
II *(c)*			
II *(d)* Securities :			
War loan at the Department of Finance at Arad, nominal value.		30,000.—	»
II *(e)* Guarantee fund in the State Treasury at Budapest :			
1. For loans of 89,200 crowns and 731,440 crowns :			
4 % Government Stock in gold florins, nominal value		6,800.—	gold fl.
Government Stock in crowns, 4 % Cash		48,700.—	crs.
		9,114.12	»
2. For the loan of 350,000 crowns.			
4 % bonds of the Hungarian Land Bank		18,800.—	»
4 % Hungarian Government Stock, in crowns . .		900.—	»
Cash		588.63	»
3. For the loan of 93,178.36 crowns :			
4 % bonds of the Hungarian Land Bank.		4,600.—	»
4 % Hungarian Government Stock in crowns . . .		200.—	»
Cash		333.—	»
II *(f)* Pensions fund		1,360.—	lei
II *(g)* Arrears of contributions of the floods area on April 1st, 1920.			
At the Rumanian contribution offices at Arad and Pecica		32,479.96	crs.
At the Hungarian contribution offices at Makó, Orosháza, Hódmezövásárhely		119,955.23	»
II *(h)* Immovable property :			
Inventory value of the furnishings		2,020.—	»
Inventory value of instruments		180.—	»

Passifs.

	hongrois	roumain
III *a)* Emprunts hypothécaires :		
1. Société de Crédit foncier du Royaume de Hongrie	93.178,46 cour.	
2. Société de Crédit foncier du Royaume de Hongrie	350.000,— »	
3. Banque hongroise commerciale de Pest	731.440,— »	
4. Banque hongroise commerciale de Pest	69.200,— »	
III *b)* Salaires des fonctionnaires du syndicat du 1. IV. 1920 jusqu'au 1. IX. 1923		13.718,72 cour.
De M. Géza Kökényessy, directeur.		50.204,34 lei
III. *c)* Pensions du 1. IV. 1920 jusqu'au 1. XI. 1923		600,— cour.
De M. Géza Kökényessy		4.376,— lei
III *d)* Dette des intéressés hongrois aux intéressés roumains, pour les travaux d'assise des contributions et pour les grands livres, aux termes convenus.	11.361,25 lei.	

Dispositions concernant les données susmentionnées.

Ad I *c)*. — Le pourcentage servant de base pour la liquidation du syndicat sera fixé comme suit : partie hongroise : 47,87 %, partie roumaine : 52,13 %. L'actif et les passifs du syndicat seront répartis entre les deux parties du syndicat, sur la base de ce pourcentage.

Ad II *g)*. — Les arrérages des contributions du terrain d'inondation y énumérés, ne feront pas l'objet d'une répartition ; ils seront réglés lors de l'arrangement des emprunts d'amortissement.

Ad II *h)*. — Les biens meubles seront répartis en nature entre les deux parties du syndicat, en tenant compte du pourcentage mentionné au paragraphe I *b)*.

La répartition des biens meubles sera faite sur la base de l'inventaire, par les représentants des deux parties du syndicat.

Ad III *d)*. — Les dépenses pour les travaux d'assise des contributions, faites dans l'intérêt de la partie hongroise, ainsi que les frais des grands-livres, sont à la charge de la partie hongroise.

M. Géza Kökényessy, directeur en retraite et provisoirement employé par le syndicat, est exempté du service. Son salaire de 28.664 lei par an, payable selon son contrat, lui sera payé à titre de dédommagement définitif. Cette somme sera répartie entre les parties hongroise et roumaine du syndicat, sur la base du pourcentage fixé au paragraphe I *b)*.

Les salaires des fonctionnaires du syndicat seront liquidés, à partir du 1er novembre 1923, par la partie du syndicat où ils font leur service.

En ce qui concerne les employés actuellement en retraite, les pensions suivantes leur sont reconnues :

Géza Kökényessy, demeurant à Arad, pension.	1.456 lei par an
Vve Sigismond Szabó, demeurant à Makó, pension à titre gracieux	300 » » »
Etienne Bodnár, demeurant à Pecica, pension	295 » » »
Balázs Horváth, demeurant à Battonya, pension	168 » » »
Vve André Kisuczki, demeurant à Battonya, pension à titre gracieux	590 » » »
TOTAL	2.809 lei par an

Ces pensions de droit et les pensions à titre gracieux sont à la charge des deux parties, en proportion du pourcentage indiqué au paragraphe 1 *b)*.

Les pensions seront payées par la partie du syndicat sur le territoire de laquelle le pensionnaire demeure. Dans le cas où les sommes à payer par chacune des deux parties ne correspondrait pas au pourcentage fixé, la différence sera réglée par voie d'assignation.

En cas de changement de l'état des pensionnaires, il y aura lieu d'en faire communication à l'autre partie du syndicat et de modifier la contribution aux pensions à payer par les deux parties.

Liabilities.

	Hungarian	Roumanian
III *(a)* Mortgage loans :		
1. Hungarian Land Bank	93,178.46 crs.	
2. Hungarian Land Bank	350,000.— »	
3. Hungarian Commercial Bank at Pest	731,440.— »	
4. Hungarian Commercial Bank at Pest	69,200.— »	
III *(b)* Pay of Association officials from April 1st, 1920, to September 1st, 1923		13,718.72 crs.
Salary of M. Géza Kökényessy, Director		50,204.34 lei
III *(c)* Pensions from April 1st, 1920, until November 1st, 1923		600.— crs.
For M. Géza Kökényessy		4,376.— lei
III *(d)* Debt owed by Hungarian part to Roumanian part for the work of assessing contributions and for the ledgers, on the terms agreed	11,361.25 lei.	

Provisions regarding the above-mentioned data.

With reference to I *(c)*. — The percentage serving as the basis for the dissolution of the Association shall be fixed as follows : Hungarian part 47.87 %, Roumanian 52.13 %. The assets and liabilities of the Association shall be divided between the two parts of the Association in this proportion.

With reference to II *(g)*. — The arrears of floods area contributions herein mentioned shall not be divided ; they shall be settled together with the amortisation loans.

With reference to II *(h)*. — Movable property shall be divided in kind between the two parts of the Association in accordance with the percentage mentioned in paragraph I *(b)*.

The movable property shall be divided in accordance with the inventory by representatives of the two parts of the Association.

With reference to III *(d)*. — The cost of the work of assessing contributions incurred on behalf of the Hungarian part, and also the cost of the ledgers, shall be borne by the Hungarian part.

M. Géza Kökényessy, retired Director and provisionally employed by the Association, shall be discharged from service. His salary of 28,664 lei per annum, payable according to his contract, shall be paid to him by way of final indemnification. This sum shall be divided between the Hungarian and Roumanian parts of the Association in the proportion fixed in paragraph I *(b)*.

The pay of the officials of the Association shall as from November 1, 1923, be liquidated by that part of the Association in which they discharge their duties.

As regards employees at present on the retired list, the following pensions shall be awarded them :

Géza Kökényessy, living at Arad, pension	1,456 lei per annum
Mme Sigismond Szabó, widow, living at Makó, pension voluntarily granted	300 » » »
Etienne Bodnár, living at Pecica, pension	295 » » »
Balázs Horváth, living at Battonya, pension	168 » » »
Mme André Kisuczki, widow, living at Battonya, pension voluntarily granted	590 » » »
TOTAL	2,809 lei per annum

These regular and voluntary pensions shall be payable by the two parts in the proportion mentioned in paragraph I *(b)*.

Pensions shall be paid by that part of the Association in whose territory the pensioner resides. Should the sums to be paid by each of the two parts not correspond to the percentage fixed, the difference shall be settled by an assignation order.

In the event of a change in the position of the pensioner, such change shall be communicated to the other part of the Association and the pension contribution payable by the two parts modified accordingly.

ANNEXE IX

RELATIVE A L'ARTICLE 7 DE LA PRÉSENTE CONVENTION.

1. La répartition de l'actif et des passifs des syndicats communs sera faite généralement sur la base de l'inventaire du 1er avril 1920, sauf le Syndicat de défense contre les inondations du Comitat d'Arad, pour lequel on prendra comme base l'inventaire du 30 septembre 1923, et le Syndicat de défense contre les inondations du Crişul Alb inférieur (Alsó-Fehér-Körös), pour lequel on prendra comme base l'inventaire du 1er janvier 1920.

2. Les dettes et créances réciproques des deux parties des syndicats, résultant des dépenses à la charge des syndicats communs, faites par l'une des parties, seront réglées dans la monnaie et au montant auquel ces dépenses ont été faites.

3. Les dettes et créances libellées en anciennes couronnes, des syndicats de défense contre les inondations, énumérées à l'article 11 de la présente convention, et existant envers des tiers, seront réparties entre les deux parties du syndicat, sur la base des pourcentages indiqués aux paragraphes I *c)* des annexes I à VIII.

Les deux parties du syndicat seront considérées, dans leurs relations avec les tiers créanciers ou débiteurs, comme ressortissants hongrois ou roumains, selon que leur territoire est situé en Hongrie ou en Roumanie.

Le règlement des quotes-parts des dettes et des créances sera fait conformément aux dispositions de la Convention relative à la libération des dépôts et au règlement des dettes et créances libellées en anciennes couronnes autrichiennes ou hongroises. Les conditions personnelles (nationalité et domicile) posées dans la convention précitée, seront considérées, en vertu de l'alinéa 2 du présent paragraphe, comme réunies dans la personne de la partie débitrice ou créancière.

4. Les dépôts rentrant sous les dispositions de la convention susmentionnée, seront délivrés, en entier ou pour la partie correspondante à celle des deux parties du syndicat, à laquelle lesdits dépôts ou une partie de ces dépôts sont attribués en vertu de la présente convention.

La délivrance sera faite conformément aux dispositions de la convention mentionnée à l'alinéa précédent. La nationalité et le domicile des deux parties du syndicat seront déterminés conformément aux dispositions des alinéas 2 et 3 du paragraphe III de la présente annexe.

5. Les dispositions de la présente convention, relatives à la répartition de l'actif et des passifs des syndicats coupés par la frontière, sont obligatoires pour les tierces personnes.

PROTOCOLE DE SIGNATURE

Au moment de procéder à la signature de la convention en date d'aujourd'hui, concernant le régime des eaux des territoires limitrophes et la liquidation des syndicats de défense contre les inondations, coupés par la frontière, les plénipotentiaires soussignés sont tombés d'accord sur les dispositions suivantes :

Les parties roumaines des anciens Syndicats, dont traite la présente convention, auront la faculté d'acquitter leurs obligations de n'importe quelle nature envers les parties hongroises desdits syndicats, en titres d'emprunts de guerre formant leur actif, — résultant de la répartition des biens énumérés aux annexes I à VIII — au cours des titres notifiés en Hongrie, coté à la Bourse de Budapest à la date du payement. Lesdits titres d'emprunts de guerre pourront être employés par les parties roumaines des syndicats même au payement de leurs dettes en lei, au cours moyen entre le leu et la couronne hongroise, coté à la Bourse de Budapest quinze jours avant la date du payement.

Le présent protocole aura la même force et la même durée que la convention susmentionnée, conclue aujourd'hui.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs ont signé le présent protocole et y ont apposé le sceau de leurs armes.

Fait à Bucarest, en double original, le 14 avril 1924.

(L. S.) R. DE WODIANER, m. p.
(L. S.) N. N. FILODOR, m. p.

ANNEX IX

RELATING TO ARTICLE 7 OF THE PRESENT CONVENTION.

1. The assets and liabilities of the joint Associations shall in general be divided on the basis of the inventory of April 1, 1920, except in the case of the Comitat of Arad Floods Protection Association, for which the basis taken shall be the inventory of September 30, 1923, and the Lower Crişul Alb (Alsó-Fehér-Körös) Floods Protection Association, for which the basis shall be the inventory of January 1st, 1920.

2. The reciprocal debts and claims of the two parts of the Association resulting from expenditure incurred by one of the parties and payable by the joint Associations, shall be settled in the currency and up to the amount represented by such expenditure.

3. The debts and claims in former crowns enumerated in Article 11 of the present Convention and owing by or owed to the Floods Protection Associations as against third parties, shall be divided between the two parts of the Association in the proportion mentioned in paragraph I *(c)* of Annexes I-VIII.

The two parts of the Association shall be considered, in their relations with third party creditors or debtors, as Hungarian or Roumanian nationals according as their territory is situated in Hungary or Roumania.

The proportionate share of debts and claims shall be determined in conformity with the regulations of the Convention with regard to the release of deposits and the settlement of debts and claims expressed in former Austrian or Hungarian crowns. The personal conditions (nationality and residence) laid down in the above-mentioned Convention shall, in virtue of sub-paragraph 2 of the present paragraph, be regarded as combined in the person of the debtor or creditor.

4. The deposits coming within the provisions of the above-mentioned Convention shall be delivered, in their entirety or as regards the corresponding part, to that part of the Association to which such deposits or part of such deposits are attributed in virtue of the present Convention.

They shall be delivered in conformity with the provisions of the Convention mentioned in the foregoing sub-paragraph. The nationality and residence of the two parts of the Association shall determined in accordance with the provisions of sub-paragraphs 2 and 3 of paragraph III of the present Annex.

5. The provisions of the present Convention with regard to the allocation of the assets and liabilities of Associations divided by the frontier, are binding upon third parties.

PROTOCOL OF SIGNATURE

On proceding to sign the Convention of to-day's date concerning the hydraulic system of the coterminous territories and the dissolution of Floods Protection Associations divided by the frontier, the undersigned Plenipotentiaries agreed upon the following provisions.

The Roumanian parts of the former Associations dealt with in the present Convention, shall have the right to discharge their obligations of every kind towards the Hungarian parts of these Associations in war loan scrip forming part of their assets — resulting from the allocation of the property enumerated in Annexes I-VIII — at the rate of scrip accepted in Hungary and quoted on the Budapest Stock Exchange on the date of payment. The said war loan scrip may also be employed by the Roumanian parts in payment of their debts in lei, at the average rate obtaining between the leu and the Hungarian crown on the Budapest Stock Exchange fourteen days before the date of payment.

The present Protocol shall have the same force and the same period of validity as the above-mentioned Convention concluded this day.

In faith whereof, the respective Plenipotentiaries have signed the present Protocol and have thereto affixed their seals.

Done at Bucharest in duplicate on April 14, 1924.

(L. S.) (Signed) R. DE WODIANER.
(L. S.) (Signed) N. N. FILODOR.

N° 1114.

HONGRIE ET ROUMANIE

Arrangement commercial avec annexes, signé à Bucarest, le 16 avril 1924.

HUNGARY AND ROUMANIA

Commercial Agreement with Annexes, signed at Bucharest, April 16, 1924.

N° 1114. — ARRANGEMENT[1] COMMERCIAL ENTRE LA HONGRIE ET LA ROUMANIE, SIGNÉ A BUCAREST, LE 16 AVRIL 1924.

Texte officiel français communiqué par le chargé des affaires de la Délégation royale hongroise auprès de la Société des Nations. L'enregistrement de cet arrangement a eu lieu le 27 février 1926.

Son Altesse Sérénissime le Régent de Hongrie et Sa Majesté le Roi de Roumanie, animés d'un égal désir de favoriser les relations commerciales entre la Hongrie et la Roumanie,
Ont nommé pour leurs plénipotentiaires respectifs :

Son Altesse Sérénissime le Régent de Hongrie :

M. R. de Wodianer, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire ;

Sa Majesté le Roi de Roumanie :

M. Nicolas N. Filodor, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire, secrétaire général du Ministère royal des Affaires étrangères ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, reconnus en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier.

Jusqu'à la conclusion d'un traité de commerce, les relations commerciales entre la Hongrie et la Roumanie seront basées sur le principe du traitement de la nation la plus favorisée.

Article 2.

Dans les rapports réciproques en matière de chemins de fer, les deux Parties contractantes exerceront leur politique tarifaire conformément au principe du traitement de la nation la plus favorisée.

L'exécution des transports entre les deux Parties se fera conformément aux dispositions de l'annexe I.

Article 3.

En matière de transit par chemins de fer, les deux Parties contractantes s'engagent à appliquer réciproquement les dispositions de la Convention et du Statut sur la liberté du transit, signés à Barcelone, le 20 avril 1921.

[1] L'échange des ratifications a eu lieu à Budapest, le 3 décembre 1924. Voir N° 1106, vol. XLV, page 325 de ce recueil. Le protocole additionnel qui figure au N° 1106 s'applique à cet arrangement.

[1] TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 1114. — COMMERCIAL AGREEMENT[2] BETWEEN HUNGARY AND ROUMANIA, SIGNED AT BUCHAREST, APRIL 16, 1924.

French official text communicated by the "Chargé des Affaires" of the Royal Hungarian Delegation accredited to the League of Nations. The registration of this Agreement took place February 27, 1926.

HIS MOST SERENE HIGHNESS THE REGENT OF HUNGARY and HIS MAJESTY THE KING OF ROUMANIA, being equally desirous of promoting commercial relations between Hungary and Roumania,
Have appointed as their Plenipotentiaries :

HIS MOST SERENE HIGHNESS THE REGENT OF HUNGARY :

M. R. DE WODIANER, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary ;

HIS MAJESTY THE KING OF ROUMANIA :

M. Nicolas N. FILODOR, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary, Secretary-General of the Royal Ministry for Foreign Affairs ;

Who, having communicated their full powers, found in good and due form, have agreed on the following Articles :

Article 1.

Pending the conclusion of a Treaty of Commerce, commercial relations between Hungary and Roumania shall be based on the principle of most-favoured-nation treatment.

Article 2.

As regards railway communications between the two countries, the Contracting Parties shall, in their railway rates policy, conform to the principle of most-favoured-nation treatment.

Transport between the two countries shall take place in conformity with the provisions of Annex 1.

Article 3.

As regards railway transit, the two Contracting Parties undertake to apply reciprocally the provisions of the Convention and Statute on Freedom of Transit, signed at Barcelona on April 20, 1921.

---

[1] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

[1] Translated by the Secretariat of the League of Nations.

[2] The exchange of ratifications took place at Budapest, December 3, 1924. See No. 1106, Vol. XLV, page 325 of this Series. The additional Protocol to No. 1106 applies to this Agreement.

En ce qui concerne le trafic international réciproque des voyageurs et des marchandises, les deux Parties Contractantes s'engagent à appliquer réciproquement les dispositions de la Convention et du Statut sur le régime international des voies ferrées, arrêtés et signés à Genève par la deuxième Conférence générale des communications et du transit, le 8 décembre 1923, en tant que cette convention et ce statut seraient ratifiés par les deux Parties.

Article 4.

Les Parties contractantes entameront, aussitôt que possible, des négociations en vue de la conclusion d'un accord spécial concernant les ponts et chaussées entrecoupés par la frontière.

Article 5.

Le trafic-frontière local est réglé par l'annexe II.

Article 6.

Le présent arrangement sera ratifié, et les ratifications seront échangées à Budapest aussitôt que faire se pourra.

L'arrangement entrera en vigueur dix jours après l'échange des ratifications et cessera d'être valable trois mois à partir du jour où la dénonciation de l'une des Parties aura été portée à la connaissance de l'autre.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs ont apposé leurs signatures et leurs sceaux.

Fait à Bucarest, en double original, le 16 avril 1924.

(L. S.) R. DE WODIANER, m. p.
(L. S.) N. N. FILODOR, m. p.

ANNEXE I.

DISPOSITIONS CONCERNANT LE TRAFIC FERROVIAIRE.

1. Le trafic des marchandises entre les deux Parties se fera sous le régime de la Convention internationale de Berne sur le transport par chemins de fer, du 14 octobre 1890, y compris toutes les additions et conditions complémentaires.

Dans le cas où une nouvelle convention internationale, pouvant remplacer la Convention de Berne, serait adoptée par les deux Parties contractantes, on appliquera cette nouvelle convention.

On pourra, toutefois, vu les difficultés actuelles de trafic, apporter à la Convention de Berne certaines dérogations, qui feront l'objet d'un accord spécial entre les administrations ferroviaires des deux Parties.

2. Les deux Parties contractantes prendront toutes les mesures utiles pour assurer l'exécution rapide et sûre du trafic des voyageurs, marchandises et envois postaux entre les deux Parties, sur les voies les plus appropriées.

3. Les deux Parties contractantes prendront, conformément aux articles 295 et 313 du Traité de Trianon, les mesures nécessaires pour établir le plus tôt possible des taxes directes, au moins pour les principaux articles et les relations les plus importantes, afin de faciliter le trafic direct des voyageurs et des marchandises.

As regards international passenger and goods traffic between the two countries, the Contracting Parties undertake to apply reciprocally the provisions of the Convention and Statute on the International Régime of Railways, drawn up and signed at Geneva by the Second General Conference on Communications and Transit on December 8, 1923, subject to the ratification of this Convention and Statute by the two Parties.

Article 4.

The Contracting Parties shall, as soon as possible, commence negotiations with a view to concluding a special agreement concerning bridges and highways intersected by the frontier.

Article 5.

The regulations for local frontier traffic are set out in Annex II.

Article 6.

The present Agreement shall be ratified, and the instruments of ratification shall be exchanged at Budapest as soon as possible.

The Agreement shall come into force ten days after the exchange of ratifications, and shall cease to be valid three months after the date on which one of the Parties has informed the other of its intention to denounce it.

In faith whereof the respective Plenipotentiaries have signed the present Agreement and have affixed their seals thereto.

Done at Bucharest in two original copies, on April 16, 1924.

(L. S.) (Signed) R. DE WODIANER.
(L. S.) (Signed) N. N. FILODOR.

ANNEX I.

PROVISIONS CONCERNING RAILWAY TRAFFIC.

(1) Goods traffic between the two States shall be carried on in conformity with the regulations of the Berne International Convention on Railway Transport of October 14, 1890, with all additions and provisions supplementary thereto.

Should a new international convention, capable of replacing the Berne Convention, be adopted by the two Contracting Parties, this new convention shall be applied.

In view, however, of the present traffic difficulties, the Berne Convention may be departed from in certain matters which will form the subject of a special agreement between the railway administrations of the two countries.

(2) The two Contracting Parties shall take all possible steps to ensure a rapid and reliable passenger, goods and postal service between the two countries by the most convenient routes.

(3) The two Contracting Parties shall take, in conformity with Articles 295 and 313 of the Treaty of Trianon, the necessary steps to fix a scale of through charges as soon as possible, at least for the main categories of goods and the most important kinds of traffic, in order to facilitate through passenger and goods traffic.

4. Conformément aux stipulations de l'article 3, alinéa premier, des dispositions réglementaires de la Convention internationale sur le transport des marchandises par chemins de fer, les Parties contractantes entreront en pourparlers, afin d'établir des conditions plus favorables pour les marchandises admises au transport à titre conditionnel ;

5. Vu l'état actuel du trafic et les circonstances économiques spéciales, les liaisons existantes sont jugées suffisantes, savoir les lignes :

1° Kétegyháza–Lőkősháza–Curtici–Arad ;
2° Kőtegyán–Salonta Mare ;
3° Püspökladány–Biharkeresztes–Episcopia Bihorului–Oradia–Mare ;
4° Debreczen–Nyirábrány–Valea lui Mihai ;

pour lesquelles des conventions approuvées par les deux administrations supérieures sont en vigueur.

Toutefois, les deux Parties contractantes sont d'accord sur la nécessité d'étudier en commun l'établissement d'un service de correspondance et de transit sur les autres lignes de chemins de fer reliant le territoire hongrois au territoire roumain, en tant qu'un trafic international régulier de voyageurs et de marchandises assez intense, par rapport aux frais d'exploitation, pourrait justifier cette liaison.

6. Aux points-frontière, le service ferroviaire sera généralement assuré par deux gares, une hongroise et une roumaine.

Exceptionnellement, aux points-frontière ayant des installations complètes (gare-frontière commune avec toutes les annexes nécessaires) ou aux points où les installations actuelles pourraient être complétées avec des frais insignifiants, le fonctionnement d'une station commune pourra être admis dans les conditions qui seront fixées ultérieurement.

7. Pour l'échange du matériel roulant, on appliquera les dispositions du R.I.C. et R. I. V. avec toutes les stipulations afférentes, approuvées conformément au statut de l'Union des wagons.

ANNEXE II.

Dispositions concernant la Facilitation du trafic-frontière local.

Afin de faciliter de part et d'autre le trafic dans les zones-frontière limitrophes, on prendra les dispositions suivantes :

Article premier.

Seront reconnues comme zones-frontière limitrophes, les parties de districts situées des deux côtés de la frontière, dont la limitation plus précise sera réservée à chacune des deux Parties. En principe, la largeur d'un côté de la zone-frontière limitrophe ne devra pas dépasser dix kilomètres, tout en tenant compte des nécessités locales de l'un et de l'autre côté. Toutefois, les deux Parties pourront étendre en largeur la zone limitrophe au delà de dix kilomètres, chaque fois qu'il aura été établi qu'une pareille extension est nécessaire. En tous cas, les villes seront exclues de la zone-frontière.

Article 2.

Des permis de passage de frontière pourront être délivrés dans les cas prévus à l'article 4 et en vue de faciliter le passage de la frontière aux habitants à demeure fixe des zones limitrophes qui, par suite de leur profession ou de leur occupation, sont obligés de traverser la frontière à une ou plusieurs reprises.

Article 3.

Ces permis de passage de frontière ne pourront être délivrés qu'à des personnes reconnues absolument sûres au point de vue de la police criminelle, de la police d'Etat et des prescriptions fiscales.

(4) In conformity with the provisions of Article 3, first paragraph, of the regulations of the International Convention on Railway Goods Traffic, the Contracting Parties shall enter into negotiations with a view to establishing more favourable conditions for goods accepted for transport conditionally.

(5) In view of the present state of traffic and the special economic circumstances, the present connections are held to be sufficient, namely the lines :

(1) Kétegyháza–Lökösháza–Curtici–Arad ;
(2) Kötegyán–Salonta Mare ;
(3) Püspökladány–Biharkeresztes–Episcopia Bihorului–Oradia-Mare ;
(4) Debreczen–Nyirábrány–Valea lui Mihai ;

with regard to which conventions approved by the two central administrations are in force.

The two Contracting Parties agree, however, that it is necessary to examine conjointly the question of establishing a connecting service and through service on the other railway lines connecting Hungarian with Roumanian territory when the regular international passenger and goods traffic attains a sufficient volume, in proportion to running costs, to justify such a step.

(6) In most cases there will be two railway stations, one Hungarian and one Roumanian, at the frontier-points.

In exceptional circumstances, at frontier-points possessing complete equipment (common frontier stations with all necessary adjuncts), or at points at which the existing equipment might be made complete at very small cost, a common station may be worked under conditions to be laid down subsequently.

(7) In regard to the exchange of rolling-stock the provisions of the R. I. C. and R. I. V., with all relevant stipulations approved in conformity with the Statute of the Rolling-Stock Union, shall be applied.

ANNEX II.

Provisions for Facilitating local frontier traffic.

With a view to facilitating traffic in the adjoining frontier-zones, the following arrangements shall be made :

Article 1.

The districts situated on both sides of the frontier shall be recognised as adjoining frontier-zones, the respective Contracting Parties reserving the right to issue further orders specifying these districts. In principle, no frontier-zone shall exceed ten kilometres in depth, but account shall be taken of local necessities on both sides. The two Parties may, however, agree to extend the depth of the frontier-zone beyond ten kilometres wherever it has been shown that such extension is necessary. In all cases towns shall be excluded from the frontier-zones.

Article 2.

Permits to cross the frontier may be issued in the cases provided for in Article 4, for the purpose of facilitating the crossing of the frontier by inhabitants who have their fixed residence in the adjoining zones and who are obliged by their professions or occupations to cross the frontier from time to time.

Article 3.

Permits to cross the frontier shall only be issued to persons recognised by the Criminal Investigation Department, the State police and the fiscal authorities, to be absolutely reliable.

Article 4.

Les permis de passage de frontière pourront être délivrés aux personnes suivantes :

a) Aux agriculteurs, propriétaires et fermiers, aux membres de leur famille et à leurs aides — ces derniers demeurant dans la zone-frontière au moins depuis trois mois — qui exécutent des travaux agricoles sur leurs propres terres (champs, prés, forêts, vignes) situées dans la zone limitrophe de la Partie voisine, ou qui travaillent sur des terres affermées dans la même zone. Dans ce dernier cas, les permis en question ne pourront dépasser l'expiration du contrat actuel ;

b) [1] Aux médecins, vétérinaires, prêtres et sages-femmes autorisés à exercer leur profession dans la zone-frontière ;

c) Aux personnes qui doivent passer une fois la frontière pour des raisons importantes et urgentes (décès, maladies graves, mariages, etc.).

Les permis de passage de frontière des personnes indiquées aux alinéas *a)* et *b)* seront valables trois mois. Le prolongement de ces permis aura lieu sans difficulté, à condition que le titulaire puisse prouver la persistance des raisons ayant servi de base à la délivrance du permis.

Les permis de passage de frontière des personnes indiquées à l'alinéa *c)* seront valables tout au plus trois jours, ce délai pouvant être prolongé pour la même durée suivant l'appréciation des organes locaux.

Pour traverser la frontière, les enfants au-dessous de douze ans n'auront pas besoin de permis de passage de frontière personnel, s'ils figurent dans le permis de passage de frontière du chef de la famille.

Article 5.

Les Parties contractantes sont obligées de se communiquer l'une à l'autre les listes des personnes qui peuvent bénéficier des permis de passage de frontière, — conformément à l'article 4, alinéas *a)* et *b)*, ainsi que les modifications et additions éventuelles à ces listes.

Article 6.

Les permis de passage de frontière pour un ou plusieurs passages seront délivrés par les autorités administratives ou de police compétentes de première instance.

Les permis de passage de frontière, délivrés conformément à l'article 4 *a)* et *b)*, ne sont valables que s'ils sont munis d'un visa des autorités administratives ou de police compétentes de première instance de l'autre Partie contractante.

Les visas seront refusés aux personnes qui ne figurent pas dans les listes prévues à l'article 5 et pour les raisons stipulées à l'article 3.

Les visas sont exempts de taxes.

Les autorités compétentes de l'autre Partie devront être averties immédiatement, et par le moyen le plus rapide, de la délivrance d'un permis de passage de frontière, conformément à l'article 4 *c)*.

Article 7.

Le permis de passage de frontière permettra aux personnes énoncées à l'article 4 *a)* et *b)* de séjourner sans interruption pendant six jours sur le territoire de l'autre Partie. Pour les personnes énoncées à l'article 4 *c)*, le séjour continuera jusqu'à trois jours, ce délai pouvant être prolongé pour la même durée, conformément à l'article 4.

La nécessité d'un séjour continu de six jours devra être indiquée sur le permis de passage de frontière.

Article 8.

Les propriétaires des permis de passage de frontière n'auront aucun droit à payer à l'occasion du passage de la frontière. Ils seront toutefois obligés de se soumettre aux prescriptions de contrôle en vigueur et de présenter le permis de passage de frontière.

---

[1] L'alinéa *b)* n'a pas été ratifié.

Article 4.

Permits to cross the frontier may be issued to the following persons :

(a) Agriculturists, proprietors, and farmers members of their families and their assistants (if the latter reside in the frontier-zone for at least three months), carrying out agricultural work on their own land (fields, meadows, forests, vineyards) situated in the adjoining zone of the neighbouring party, or working on leased land in the same zone. In the latter case, the period of validity of the permit may not extend beyond the term of the existing lease ;

(b)[1] Doctors, veterinary surgeons, priests and midwives, authorised to practise in the frontier-zone ;

(c) Persons requiring to cross the frontier on a single occasion for important and urgent reasons (deaths, serious illnesses, marriages, etc.)

Frontier-permits issued to persons indicated in paragraphs *(a)* and *(b)* shall be valid for three months. These persons should be able to obtain the renewal of their permits without difficulty provided they can prove that the reasons for which the permit was issued are still valid.

Frontier-permits issued to persons referred to in paragraph *(c)* shall be valid for not more than three days ; this time-limit may, at the discretion of the local authorities, be extended for a like period.

For crossing the frontier, children under twelve years of age shall not be required to possess individual permits if they are included in the frontier-permit of the head of the family.

Article 5.

The Contracting Parties undertake to communicate to each other lists of the persons entitled to hold frontier-permits in conformity with Article 4 *(a)* and *(b)*, and any alterations or additions to these lists.

Article 6.

Permits to cross the frontier on one or more occasions shall be issued by the competent administrative police authorities of first instance.

Permits issued in conformity with Article 4 *(a)* and *(b)* shall not be valid until they have been *visés* by the competent administrative or police authorities of first instance of the other Contracting Party.

Visas shall be refused to persons not included in the lists provided for in Article 5, or for the reasons laid down in Article 3.

No charge shall be made for visas.

The competent authorities of the other Party must immediately be notified, by the most rapid means available, of the issue of a frontier-permit in conformity with Article 4 *(c)*.

Article 7.

Frontier-permits shall entitle persons referred to in Article 4 *(a)* and *(b)* to remain for an unbroken period of six days in the territory of the other State. Persons referred to in Article 4 *(c)* may remain up to three days and this time-limit may be extended for a like period as provided in Article 4.

The necessity for an unbroken stay of six days must be indicated on the frontier-permit.

Article 8.

Holders of frontier-permits shall not be required to pay any duty on crossing the frontier. They shall, however, be obliged to submit to the supervisory measures in force and to show their frontier-permits.

---

[1] Paragraph *(b)* has not been ratified.

Article 9.

Le passage de la frontière ne pourra avoir lieu que par les chemins qui seront fixés d'un commun accord, par les autorités administratives des deux territoires limitrophes et les autorités douanières des deux Parties.

Article 10.

Les permis de passage de frontière seront établis d'après le modèle uniforme ci-annexé. Les permis prévus à l'article 4 *a)* et *b)* devront être munis de la photographie du possesseur. Les chemins que le possesseur doit suivre seront indiqués dans son permis.

Article 11.

Dès que les conditions ayant servi de base à la délivrance du permis de passage de frontière seront modifiées, et spécialement, si le possesseur du permis n'offrait plus les mêmes garanties de confiance au point de vue de la police ou des prescriptions fiscales, le permis de passage de frontière lui sera retiré, même avant son expiration, et les autorités compétentes de l'autre Partie en seront informées sans délai.

Article 12.

Sous la garantie stipulée par les autorités douanières respectives, la franchise de douane sera accordée aux sacs et autres emballages servant au transport des marchandises du trafic-frontière local d'une zone-frontière limitrophe à l'autre et qui seraient rapportés vides par le même chemin. Ces emballages seront exempts de tous permis spéciaux d'exportation et d'importation.

Article 13.

Seront exempts, à l'importation et à l'exportation par la frontière commune, de tous droits de douane et autres taxes quelconques, ainsi que de tous permis spéciaux d'importation ou d'exportation, les médicaments, préparés en petites quantités, conformes aux besoins des consommateurs, transportés des pharmacies voisines sur l'ordonnance d'un médecin ou d'un vétérinaire autorisé à exercer ses fonctions sur le territoire de l'une des Parties contractantes, et cela sans autre autorisation spéciale.

On n'exigera cependant pas la présentation d'une ordonnance médicale pour de simples drogues médicales ou produits pharmaceutiques et chimiques ordinaires, en petites quantités, et sous le contrôle douanier, conformes aux besoins des consommateurs, et exactement et clairement désignés comme tels sur l'emballage, à condition que la vente en détail en soit permise par les prescriptions des Parties respectives.

Les deux Parties contractantes s'engagent à se communiquer réciproquement les listes des spécialités pharmaceutiques autorisées et les modifications ou additions éventuelles à ces listes.

Article 14.

Les habitants de la zone limitrophe, qui exécutent des travaux agricoles sur leurs propres terres (champs, prés, forêts, vignes) situées dans la zone limitrophe de la Partie voisine ou qui travaillent sur des terres affermées dans la même zone, sont autorisés, sous réserve des précautions nécessaires pour la garantie des droits de douane respectifs, à transporter par la frontière commune — en franchise de tous droits de douane et de tous autres droits et taxe quelconques et sans permis d'importation ou d'exportation, — les bêtes de labour, instruments, outils, semences, plantations et matières nécessaires à la culture de la vigne ou au travail agricole sur les terres susmentionnées.

Article 15.

Les produits du sol et des forêts (excepté le bois), savoir : le blé en gerbe ou en épis, les légumineuses, les tubercules l'herbe pour la nourriture du bétail le foin, la paille, les fourrages, les raisins et les fruits,

Article 9.

The frontier may only be crossed by routes determined by the common consent of the administrative authorities of the two adjacent territories and the Customs authorities of the two Parties.

Article 10.

Frontier-permits shall be drawn up in accordance with the standard specimen attached hereto. Permits issued under Article 4 *(a)* and *(b)* must bear the holder's photograph. The routes which the holder must follow shall be indicated on the permit.

Article 11.

As soon as the circumstances which warranted the issue of a frontier-permit change, and in particular if the holder of the permit ceases to merit the same confidence on the part of the police or fiscal authorities, the permit shall be withdrawn even if it has not yet expired, and the competent authorities of the other Party shall be informed without delay.

Article 12.

Subject to the guarantee required by the respective Customs authorities, sacks and other packings for the transport of goods in local frontier-traffic from one adjacent frontier-zone to the other shall be allowed to cross the frontier duty-free, provided that they are brought back empty by the same route. No special export or import permits shall be required for these packings.

Article 13.

The following articles shall be exempted from all Customs duties and other charges and all special import or export permits when imported or exported over the common frontier : medicaments made up in small quantities according to the consumer's requirements, despatched by neighbouring pharmacies on the prescription of a physician or a veterinary surgeon qualified to practise within the territory of one of the Contracting Parties. Such consignments shall require no special authorisation.

No doctor's prescription shall be required, however, in the case of simple medical drugs or pharmaceutical products and ordinary chemicals in small quantities according to the consumer's requirements and subject to Customs inspection, which are definitely and clearly stated to be such on the package, provided that the regulations of the respective countries permit their retail sale.

The two Contracting Parties undertake to communicate to one another lists of authorised pharmaceutical products and any changes in or additions to these lists which may subsequently be made.

Article 14.

Inhabitants of one adjacent zone engaged in agriculture on their own land (fields, meadows, forests, vineyards) situated in the adjacent zone of the other Party or working on land leased in that zone, shall be authorised, so far as the necessary precautionary measures for the protection of the respective Customs duties permit, to transport over the common frontier, free of Customs duty and every other sort of duty and charge and without any import or export permit, draught animals, implements, tools, seed, seedlings and other effects required in viticulture or agriculture on the land referred to above.

Article 15.

Produce of the soil and the forests (except wood), as, for instance, wheat in sheaf or in ear, leguminous plants, tubers, grass for feeding livestock, hay, straw, fodder, grapes and fruits, gathered on land

récoltés sur les terrains séparés des bâtiments d'exploitation respectifs par la ligne douanière, pourront être transportés, en franchise de tous droits de douane et de tous autres droits ou taxes quelconques et sans permis d'importation ou d'exportation.

Article 16.

Sera admis, en franchise temporaire de tous droits d'entrée ou de sortie et sans permis d'exportation ou d'importation, le bétail conduit au pâturage d'un territoire à l'autre, avec obligation de le ramener et sous réserve que les ordonnances douanières soient observées et que l'identité des bestiaux soit constatée au retour.

Pourront de même être reconduits en franchise douanière, les produits du bétail au pâturage, tels que lait, beurre, fromage, laine, animaux mis bas dans l'intervalle, toujours en quantité proportionnée au nombre du bétail et à la durée effective du pâturage.

Pour les bêtes qui ne retournent pas, excepté celles qui seraient mortes pendant le pacage, on payera, au retour des troupeaux, les droits d'importation respectifs.

La franchise des droits de douane s'appliquera également aux effets et au mobilier des paysans ou gens accompagnant le bétail.

Article 17.

Le bétail destiné au pesage ou à un travail passager, ainsi que les machines et outils agricoles, destinés à un usage passager, seront francs de droits de douane, taxes, permis d'importation et d'exportation, sous réserve du cautionnement douanier prescrit par les lois respectives.

Article 18.

Les facilités prévues aux articles précédents ne dérogent point aux droits de chaque Partie de prendre les mesures qu'elle trouverait utiles pour des raisons de santé publique, de police vétérinaire, de contrôle douanier ou de tout autre contrôle nécessaire, comme précaution indispensable contre tous abus éventuels.

Article 19.

La franchise de droits d'entrée ou de sortie, et sans permis d'importation ou d'exportation, s'appliquera également aux objets servant au propre usage des habitants et envoyés d'un territoire à l'autre pour être réparés ou travaillés, si ce transport a lieu dans les zones limitrophes, pour satisfaire aux besoins courants des habitants de ces zones et sous la garantie douanière.

Article 20.

Les habitants des zones-frontière de l'une des Parties qui, sur la base d'un contrat de service, exécutent des travaux dans des exploitations agricoles, forestières ou minières de la zone-frontière de l'autre Partie, peuvent — à condition de revenir régulièrement de cette zone-frontière à leur domicile au plus tard avant l'expiration du sixième jour qui suit leur arrivée à leur lieu de travail, et de respecter les prescriptions douanières officielles établies à cet effet — transporter sans droits de douane, taxes ou permis d'importation et d'exportation, les instruments et outils indispensables à leur travail.

Les aliments préparés au domicile des ouvriers de ce genre pourront également leur être portés en franchise de douane et sans permis d'importation ou d'exportation.

Article 21.[1]

Les médecins, vétérinaires et sages-femmes habitant près de la frontière commune, seront autorisés à exercer leur profession même dans la zone-frontière limitrophe de l'autre Partie, dans la même mesure que dans leur propre pays, sauf les réserves ci-après :

[1] L'article 21 n'a pas été ratifié.

separated from the respective farm-buildings by the Customs frontier, may be transported free of all Customs duty and any other sort of duty or charge, and without export or import permit.

Article 16.

Livestock being taken to pasture from one territory to the other shall be admitted temporarily free of all import and export duty and without export or import permit, provided it is brought back, and subject to the reservation that the Customs regulations are observed and the identity of the animals verified on return.

Produce of stock in pasture, such as milk, butter, cheese, wool, and young born during this period, may also be re-introduced Customs free, but only in proportion to the number of the livestock and the actual duration of the pasturage period.

Should any livestock — apart from animals which have died during the pasturage — not be returned, the respective import duties shall be paid on the return of the remaining stock.

The effects and furniture of peasants or herdsmen accompanying the livestock shall also pass Customs free.

Article 17.

Animals to be weighed or required for a short spell of work, and agricultural machinery and tools required for a short spell, shall be exempted from Customs duties, charges, and import and export permits, provided the Customs deposit required by the respective legislations is paid.

Article 18.

The facilities granted under the previous Articles shall not affect the right of each Contracting Party to take such measures as it may consider necessary for reasons of public health, veterinary inspection, Customs supervision or any other necessary supervision deemed to be an essential precaution against possible abuse.

Article 19.

Freedom from import and export duties shall be granted also in respect of articles for the inhabitants' personal use despatched from one territory into the other for repair or treatment, provided that this traffic is limited to adjacent zones and to the current needs of the inhabitants of these zones, and subject to Customs guarantee.

Article 20.

Inhabitants of the frontier-zones of one of the Parties who are working under a labour contract in farming, forestry or mining enterprises in the frontier-zone of the other Party, may — provided they regularly return home from the opposite frontier-zone not later than six days after their arrival at their place of work, and provided they observe the official Customs regulations issued for cases of this kind — transport, free of all Customs duty, charge, or import and export permit, the implements and tools which they require for their work.

Food prepared at the homes of workmen of this category may also be brought to them Customs free and without import or export permit.

Article 21 [1].

Physicians, veterinary surgeons and midwives residing near the common frontier, shall be authorised to practise in the adjacent zone of the other Party to the same extent as in their own country, subject to the following reservations :

[1] Article 21 has not been ratified.

Les personnes énumérées à l'alinéa précédent n'auront pas le droit, en exerçant leur profession sur le territoire de l'autre Partie, de donner aux malades des médicaments apportés par eux, sauf en cas de danger imminent.

Les médecins, vétérinaires et sages-femmes désirant faire usage du droit concédé à l'alinéa premier de cet article, devront se soumettre, pendant l'exercice de leur profession, aux lois et prescriptions en vigueur sur le territoire de la Partie où ils l'exerceront.

Les Parties contractantes se communiqueront réciproquement toutes les prescriptions concernant l'exercice de la pratique médicale et vétérinaire, afin que les médecins, vétérinaires et sages-femmes puissent en avoir connaissance.

Elles se communiqueront également les listes des médecins, vétérinaires et sages-femmes, autorisés à exercer leur profession dans la zone-frontière et se feront savoir les changements ou additions éventuels.

Article 22.

Les restrictions à la liberté du trafic commercial, existant sur le territoire des deux Parties, ainsi que les prescriptions concernant certains produits placés sous le contrôle de l'Etat, ne seront pas atteintes par les règlements établis pour le trafic-frontière local.

Les Parties contractantes s'engagent à ne faire aucune réquisition d'animaux, véhicules, harnachements, outils, machines, importés pour le travail, et à ne pas empêcher leur rentrée dans leur pays d'origine.

Article 23.

Les autorités administratives de première instance des Parties contractantes établiront pour les zones-frontière des listes des exploitations agricoles, des terres et de leurs propriétaires ayant droit à des facilités pour le trafic-frontière local. Ces listes seront échangées dans les deux mois qui suivront l'entrée en vigueur du présent arrangement.

Les changements ou additions survenus éventuellement dans ces listes devront être communiqués réciproquement au plus tard tous les trois mois.

Sur la base des listes susmentionnées, les autorités susnommées établiront pour les animaux passant en trafic-frontière local et en conformité des permis de passage de frontière, une légitimation qui sera présentée sur demande.

Article 24.

Dans le cas où l'utilisation des chemins de leur propre pays serait impossible, les habitants des zones-frontière pourront utiliser également les routes et chemins importants qui traversent en partie le territoire de l'autre Partie ou suivent l'autre côté de la frontière, à condition d'observer les arrangements locaux qui seront conclus à cet effet. En tout cas, lesdits chemins devront être prévus dans le permis de passage de frontière.

Article 25.

Le règlement concernant les facilités spéciales qui sembleraient encore nécessaires au trafic-frontière local — notamment les facilités de dédouanement et de contrôle commercial relatifs aux articles servant aux besoins courants et personnels des habitants des zones-frontière limitrophes — est réservé à une entente entre les deux Parties contractantes.

Article 26.

Les Parties contractantes s'engagent à unir leurs efforts pour prévenir par des mesures appropriées la contrebande sur leur frontière commune. Pour les délits de contrebande, les Parties contractantes appliqueront les sanctions prévues par leurs lois pénales respectives.

Article 27.

Les Parties contractantes feront tous leurs efforts pour que le contrôle douanier soit exercé, dans le trafic-frontière local, par leurs organes respectifs, et, autant que possible, simultanément et au même endroit.

Persons referred to in the preceding paragraph shall not be entitled, when attending cases in the other country, to administer medicine brought by themselves, except in cases of extreme urgency.

Physicians, veterinary surgeons and midwives, who desire to avail themselves of the right accorded under first paragraph of this Article, must conform, when professionally engaged, to the laws and regulations in force in the country in which they happen to be practising.

The Contracting Parties undertake to exchange all information concerning the regulations in force as regards the practice of medicine and veterinary surgery, in order that physicians, veterinary surgeons and midwives may be informed thereof.

They shall also exchange lists of physicians, veterinary surgeons and midwives, authorised to practise in the frontier-zone, as well as any changes therein or additions thereto.

Article 22.

Trade restrictions in force in the territories of the two Parties, and regulations concerning various products subject to State control, shall not be affected by the regulations laid down for local frontier-traffic.

The Contracting Parties undertake not to requisition any animals, vehicles, harness, tools or machinery imported for work, nor to prevent their return to the country of origin.

Article 23.

The administrative authorities of first instance of the Contracting Parties shall draw up, with respect to the frontier-zones, lists of agricultural undertakings, estates, and the owners thereof, entitled to the benefit of local frontier-traffic facilities. These lists shall be exchanged within two months following the coming into force of the present Agreement.

Any changes in or additions to these lists must be communicated to the other Party within three months at the latest.

On the basis of the above-mentioned lists the authorities in question shall establish, for animals crossing the frontier as local frontier-traffic, an identification sheet corresponding with the frontier-permits, which sheet must be shown when required.

Article 24.

If the inhabitants of the frontier-zones are unable to use the roads of their own country, they may use the highways and main roads which partly traverse the territory of the other Party or which pass along the other side of the frontier, provided they conform to such local arrangements as may be concluded for this purpose. In all cases these roads must be indicated in the frontier-permit.

Article 25.

The question of any other special facilities which may still be necessary for local frontier-traffic, such as Customs facilities and facilities for commercial supervision in connection with articles required for the current personal use of the inhabitants of the adjacent frontier-zones, shall be dealt with by future agreement between the two Contracting Parties.

Article 26.

The Contracting Parties undertake to make united efforts to prevent, by means of proper measures, smuggling over their common frontier. Regarding penalties for smuggling, the Contracting Parties will enforce their respective penal legislation.

Article 27.

The Contracting Parties will make every effort to ensure that Customs supervision over local frontier-traffic shall be carried out by the respective organisations as far as possible simultaneously and at the same place.

PERMIS DE PASSAGE DE FRONTIÈRE.

Les autorités soussignées certifient que..... (nom), ... (domicile) ..... (occupation) ..... (lieu de travail) est autorisé à traverser une fois (plusieurs fois) la frontière hongroise-roumaine, par les chemins : .....

Valable jusqu'au ..... 192...

Ce permis est valable pour un séjour de ..... jours.

Signature autographe :

Photographie :

SIGNALEMENT :

Age... ..... Cheveux.....
Taille ..... Signes particuliers.....
Yeux ....

Date : .....

(Place du sceau)

Officier de police de 1re instance.

Visa :

(Place du sceau.)

Signature.

Note. — Le passage de la frontière n'est permis que du lever au coucher du soleil.

FRONTIER PERMIT.

The undersigned authorities certify that .....
of ..... (occupation) .....
(place of work) .....
is authorised to cross the Hungaro-Roumanian frontier-zone once (..... times) by the roads .....

Valid until ..... 192....
This permit is valid for a stay of ..... days.

Signature :

Photograph.

Description :

Age .....
Height .....
Eyes .....
Hair.....
Special characteristics .....
.....

Date : .....

Police officer of the first instance.

Visa.

(Seal)

Signature.

Note. — The frontier may only be crossed between sunrise and sunset.

N° 1115.

HONGRIE ET ROUMANIE

Protocole relatif au recensement des données des valeurs administrées par les caisses des mineurs et interdits, signé à Bucarest, le 16 avril 1924.

HUNGARY AND ROUMANIA

Protocol regarding the Collection of Information concerning Securities administered by Funds for Minors and Persons under Commission, signed at Bucharest, April 16, 1924.

N° 1115. — PROTOCOLE [1] ENTRE LA HONGRIE ET LA ROUMANIE RELATIF AU RECENSEMENT DES DONNÉES DES VALEURS ADMINISTRÉES PAR LES CAISSES DES MINEURS ET INTERDITS, SIGNÉ A BUCAREST, LE 16 AVRIL 1924.

Texte officiel français communiqué par le chargé des affaires de la Délégation royale hongroise auprès de la Société des Nations. L'enregistrement de ce Protocole a eu lieu le 27 février 1926.

Son Altesse Sérénissime le Régent de Hongrie et Sa Majesté le Roi de Roumanie, désirant arriver à la solution la plus équitable des questions concernant les valeurs des mineurs et interdits soumis à l'autorité tutélaire de leurs gouvernements, ont nommé pour leurs Plénipotentiaires respectifs, savoir :

Son Altesse Sérénissime le Régent de Hongrie :

M. R. de Wodianer, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire ;

Sa Majesté le Roi de Roumanie :

M. Nicolas N. Filodor, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire, secrétaire général du Ministère royal des Affaires étrangères ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier.

Les données nécessaires à la préparation et à la facilitation des négociations que les deux Parties contractantes entendent engager au sujet du règlement des valeurs des mineurs et interdits, seront soumises au recensement.

Article 2.

Les caisses dont la circonscription est divisée par la frontière, sont les Caisses des départements (Comitats) suivants :

1° Bihor (Bihar) ;
2° Sătmar (Szatmár) :
3° Arad ;
4° Csanad (Cenad).

[1] Voir N° 1106, vol. XLV, page 325 de ce recueil. L'échange des ratifications a eu lieu à Budapest, le 3 décembre 1924.

[1] TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 1115. — PROTOCOL [2] BETWEEN HUNGARY AND ROUMANIA REGARDING THE COLLECTION OF INFORMATION CONCERNING SECURITIES ADMINISTERED BY FUNDS FOR MINORS AND PERSONS UNDER COMMISSION, SIGNED AT BUCHAREST, APRIL 16, 1924.

French official text communicated by the " Chargé des Affaires " of the Royal Hungarian Delegation accredited to the League of Nations. The registration of this Protocol took place February 27, 1926.

HIS MOST SERENE HIGHNESS THE REGENT OF HUNGARY and HIS MAJESTY THE KING OF ROUMANIA, being desirous of reaching the most equitable solution possible of questions connected with securities belonging to minors and persons deprived of civil rights who are under national wardship, have appointed as their Plenipotentiaries for this purpose :

HIS MOST SERENE HIGHNESS THE REGENT OF HUNGARY ;

M. R. DE WODIANER, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary;

HIS MAJESTY THE KING OF ROUMANIA :

M. Nicolas N. FILODOR, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary, Secretary-General of the Royal Ministry for Foreign Affairs;

Who, having communicated their full powers, found in good and due form, have agreed on the following Articles :

Article 1.

All particulars required for preparing and facilitating the negotiations which the two Contracting Parties intend to commence with a view to the settlement of questions connected with securities belonging to minors and persons deprived of their civil rights shall be ascertained.

Article 2.

The Committees whose jurisdiction is divided by the frontier are the Committees of the following counties :

1. Bihor (Bihar);
2. Sătmar (Szatmár);
3. Arad;
4. Csanad (Cenad).

---

[1] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

[1] Translated by the Secretariat of the League of Nations.

[2] See No. 1106, Vol. XLV, page 325 of this Series. The exchange of ratifications took place at Budapest, December 3, 1924.

Vu que le système d'administration employé par les caisses ci-dessus énumérées, était celui de la gestion cumulative, il est entendu que seulement les valeurs rentrant dans ladite gestion seront soumises au recensement.

Les dispositions nécessaires à la mise en exécution des dispositions du présent Protocole seront prises, pour les Caisses des départements de Bihor (Bihar), Sătmar (Szatmár) et Arad, par le Gouvernement royal roumain ; pour la Caisse du département de Csanad (Cenad), par le Gouvernement royal hongrois.

Article 3.

Auprès des caisses divisées, prévues par l'article 2, on établira, sur la base des livres et autres documents desdites caisses :

1. Le montant des créances, telles qu'elles existaient à la date du 31 décembre 1918, et dont la possession appartient à l'ensemble des mineurs et interdits, en y ajoutant les intérêts échus jusqu'au 31 décembre 1918, mais san tenir compte des valeurs individuellement administrées ;

2. Le montant des créances dues aux mineurs et interdits ressortissants roumains, et le montant des créances dues aux mineurs et interdits ressortissants hongrois, telles qu'elles existaient à la date du 31 décembre 1918, le domicile des mineurs et interdits, dernièrement enregistré au grand livre de la caisse, constituant pour ce recensement la présomption de nationalité ;

3. L'actif des caisses, sans tenir compte des valeurs individuellement administrées, en prenant pour base la situation du 31 décembre 1918, et notamment :

a) Le montant des titres de la dette publique de l'Etat hongrois, émis avant la guerre ;
b) Le montant des titres de la dette publique de l'Etat hongrois, émis pendant la guerre ;
c) Le montant des lettres hypothécaires et autres titres, calculé pour chaque catégorie de titres séparément ;
d) Le montant des dépôts d'épargne et des créances en compte courant ;
e) Le montant des créances hypothécaires ;
f) Le montant des intérêts arriérés dus jusqu'à la fin de l'année 1918 ; et
g) Le montant des fonds se trouvant en caisse.

Le recensement des lettres hypothécaires et autres titres se fera en deux groupes, selon qu'ils ont été émis sur le territoire de la Hongrie ou sur les territoires transférés à la Roumanie par suite du Traité de Trianon. La raison de commerce et le siège débiteur seront indiqués pour chaque catégorie de titres.

Le recensement des dépôts d'épargne et des créances en compte courant se fera également en deux groupes, selon que l'institut débiteur indiqué par la raison de commerce et le siège a son siège sur le territoire de la Hongrie ou sur les territoires transférés à la Roumanie par suite dudit traité.

Les créances hypothécaires seront divisées en deux groupes, dont l'un représentera les créances sur des ressortissants hongrois, et l'autre les créances sur des ressortissants roumains.

Les intérêts seront calculés séparément pour chaque catégorie d'actifs.

Article 4.

Le Gouvernement royal roumain invitera les représentants légaux des mineurs et interdits, ressortissants roumains, à déclarer à l'autorité désignée à cet effet leurs créances faisant partie de la gestion cumulative des caisses hongroises dont la circonscription n'a pas subi de changement à la suite du Traité de Trianon. Les déclarations devront contenir les nom et domicile du déclarant, le montant des créances déclarées, la désignation de la caisse et l'indication du jour où les créances déclarées sont rentrées dans la gestion cumulative.

In view of the fact that the above-mentioned Committees administered the various securities as one whole, it is understood that only particulars of securities thus administered need be ascertained.

The necessary steps for carrying out the provisions of the present Protocol shall be taken by the Royal Roumanian Government in respect of the county Committees of Bihor (Bihar), Sătmar (Szatmár), and Arad, and by the Royal Hungarian Government in respect of the Committee of the Department of Csanad (Cenad).

Article 3.

For each divided Committee referred to in Article 2, the following figures shall be ascertained on the basis of the Committee's account books and other documents :

1. The total sums due as at December 31, 1918, belonging to all minors and persons deprived of their civil rights, plus interest due up to December 31, 1918, but excluding securities administered separately ;

2. The total sums due to minors and persons deprived of their civil rights who are Roumanian nationals, and the total sums due to minors and persons deprived of their civil rights who are Hungarian nationals, as at December 31 1918, the domiciles of the minors and persons deprived of their civil rights last registered in the Committee's main register furnishing, for the purposes of this enquiry, a presumption of nationality ;

3. The assets of the Committees, excluding securities administered separately, on the basis of the position as at December 31, 1918, and in particular :

(a) Amount in Hungarian Government bonds issued before the war ;
(b) Amount in Hungarian Government bonds issued during the war ;
(c) Amount in mortgage bonds and other securities, calculated separately for each category of security ;
(d) Amount in savings deposits and current account balances ;
(e) Amount due from mortgages ;
(f) Amount of arrears of interest due up to the end of the year 1918 ; and
(g) Amount of cash in hand.

For the purposes of the enquiry, mortgage bonds and other securities shall be divided into two groups according as they were issued in Hungarian territory or in territory ceded to Roumania in consequence of the Treaty of Trianon. The registered name and registered offices of the debtor shall be indicated in the case of each class of securities.

For the purposes of the enquiry, savings deposits and current account balances shall also be divided into two groups according as the debtor establishment, shown by its registered name and registered offices, has its registered offices in Hungarian territory or in the territory ceded to Roumania in consequence of the above-mentioned Treaty.

Sums due on mortgages shall be divided into two groups, one consisting of sums owed by Hungarian nationals and the other of sums owed by Roumanian nationals.

Interest shall be calculated separately for each class of assets.

Article 4.

The Royal Roumanian Government shall invite the legal representatives of minors and persons deprived of their civil rights who are Roumanian nationals to furnish the authority designated for this purpose with a statement of sums owing to them which form part of the unified administration of the Hungarian Committees whose administrative areas have not been changed by the Treaty of Trianon. This statement must show the declarant's name and address ; the total value of the sums owing and thus declared ; the name of the Committee and the date on which the sums owing and thus declared passed under the unified administration.

Article 5.

Les créances et autres valeurs à établir ou à recenser seront calculées en anciennes couronnes.

Article 6.

Le recensement des données, visées aux articles 3 et 4, sera terminé dans les trois mois après la signature du présent protocole. Le recensement terminé, les deux Parties se communiqueront réciproquement et sans délai les originaux ou les copies légalisées des relevés, dressés par les caisses compétentes et contenant les données visées à l'article 3, ainsi que le résultat du recensement prévu à l'article 4.

Le présent protocole sera ratifié et l'échange des ratifications aura lieu à Budapest, aussitôt que faire se pourra. Le présent protocole entrera en vigueur dès sa ratification.

Fait à Bucarest, en double original, le 16 avril 1924.

(L. S.) R. DE WODIANER, m. p.
(L. S.) N. N. FILODOR, m. p.

Article 5.

Sums owing and other securities of which particulars are to be ascertained shall be reckoned in old crowns.

Article 6.

The process of ascertaining the particulars referred to in Articles 3 and 4 shall be completed within three months after the signature of the present Protocol. When the enquiry has been completed, the two Parties shall communicate to each other without delay the originals or certified true copies of the returns prepared by the competent Committees, containing the particulars referred to in Article 3, together with the result of the enquiry carried out under Article 4.

The present Protocol shall be ratified and the ratifications shall be exchanged at Budapest. The present Protocol shall come into force as soon as it has been ratified.

Done at Bucharest in two original copies on April 16, 1924.

(L. S.) (Signed) R. DE WODIANER.
(L. S.) (Signed) N. N. FILODOR.

N° 1116.

ALLEMAGNE ET SUÈDE

Convention provisoire concernant la navigation aérienne, et échange de notes y relatif. Stockholm, le 29 mai 1925.

GERMANY AND SWEDEN

Provisional Agreement relating to Aerial Navigation, together with Exchange of Notes relating thereto. Stockholm, May 29, 1925.

TEXTE SUÉDOIS. — SWEDISH TEXT.

No. 1116. — PROVISORISK ÖVERENSKOMMELSE[1] MELLAN TYSKLAND OCH SVERIGE ANGÅENDE LUFTFART UNDERTECKNAD I STOCKHOLM, DEN 29 MAJ 1925.

Textes officiels allemand et suédois communiqués par le ministre des Affaires étrangères de Suède. L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 1er mars 1926.

KUNGL. SVENSKA REGERINGEN och TYSKA REGERINGEN, som önska avsluta en provisorisk överenskommelse angående luftfart, hava till sina ombud utsett :

KUNGL. SVENSKA REGERINGEN :

Ministern för utrikes ärendena, Hans Excellens Bo Östen UNDÉN ; och

TYSKA REGERINGEN :

Tyske Chargé d'Affaires i Stockholm Wipert VON BLÜCHER,

vilka, därtill vederbörligen befullmäktigade av sina regeringar, överenskommit om följande :

Artikel 1.

Vardera av de fördraggslutande staterna medgiver åt den andra fördragsslutande statens vederbörligen inregistrerade luftfartyg rätt att i fredstid under iakttagande av bestämmelserna i denna överenskommelse på ofarligt sätt färdas över sitt område.

[1] L'échange des ratifications a eu lieu à Stockholm, le 23 octobre 1925.

TEXTE ALLEMAND. — GERMAN TEXT.

No. 1116. — VORLÄUFIGES ABKOMMEN[1] ÜBER DEN LUFTVERKEHR ZWISCHEN DEUTSCHLAND UND SCHWEDEN, GEZEICHNET IN STOCKHOLM, AM 29. MAI 1925.

German and Swedish official texts communicated by the Swedish Minister for Foreign Affairs. The registration of this Agreement took place March 1, 1926.

DIE DEUTSCHE REGIERUNG und die KÖNIGL. SCHWEDISCHE REGIERUNG, welche ein vorläufiges Abkommen über den Luftverkehr zu schliessen beabsichtigen, haben zu Bevollmächtigten ernannt :

DIE DEUTSCHE REGIERUNG :

den Deutschen Geschäftsträger zu Stockholm Wipert von BLÜCHER,

DIE KÖNIGL. SCHWEDISCHE REGIERUNG :

den Minister des Äussern Seine Exzellenz Bo Östen UNDÉN,

welche mit gehöriger Ermächtigung ihrer Regierungen folgendes vereinbart haben :

Artikel 1.

Jeder Vertragsstaat gewährt in Friedenszeiten Luftfahrzeugen des anderen Vertragsstaates, die in diesem vorschriftsmässig eingetragen sind, bei Beachtung der in diesem Abkommen enthaltenen Vorschriften das Recht zum unschädlichen Luftverkehr über seinem Gebiet.

[1] The exchange of ratifications took place at Stockholm, October 23, 1925.

Med område förstås i denna överenskommelse jämväl territorialvatten och med luftfartyg endast privata luftfartyg.

Artikel 2.

De båda fördragsslutande staternas gränser må, såvitt ej annorlunda bestämmes, överflygas på vilken punkt som helst.

Artikel 3.

De båda fördragsslutande staterna må förbjuda luftfärd över vissa områden inom sitt territorium. Uppgift å de områden, där luftfärd sålunda är förbjuden, skall meddelas den andra fördragsslutande staten.

Artikel 4.

Varje luftfartyg, som inkommer över ett förbjudet område, skall giva den nödsignal, som är föreskriven i luftfärdsreglerna i den stat, över vilken färden äger rum, och ofördröjligen landa på en utanför det förbjudna området belägen flygplats i nämnda stat.

Artikel 5.

Varje för allmänt bruk öppen flygplats skall under samma betingelser vara tillgänglig för luftfartyg från båda staterna.

In- och utfärd till och från en av de fördragsslutande staterna må endast ske till och från en för allmänt bruk öppen flygplats, som erbjuder möjlighet till tull och passbehandling, och utan landning mellan gränsen och flygplatsen. I särskilda fall må in- och utfärd med vederbörligt tillstånd ske jämväl till och från andra platser, som erbjuda möjlighet till tull- och passbehandling. Förbudet mot mellanlandning gäller också i dylika fall.

Vid nödlandning i det land, varifrån färden sker, efter det tull- och passbehandling ägt rum eller i det land, dit färden sker, innan tull- och passbehandling ägt rum, skall närmaste tull- eller polismyndighet omedelbart underrättas. Intill dess denna hunnit anlända, må från

Als Gebiet im Sinne dieses Abkommens gelten auch die Territorialgewässer, als Luftfahrzeuge nur Privatluftfahrzeuge.

Artikel 2.

Die Grenzen beider Vertragsstaaten können vorbehaltlich anderer Regelung an jedem Punkt überflogen werden.

Artikel 3.

Beide Vertragsstaaten können den Luftverkehr über gewissen Teilen ihres Gebiets verbieten. Die Gebietsteile, über denen der Luftverkehr demgemäss verboten wird, sind dem anderen Vertragsstaate mitzuteilen.

Artikel 4.

Jedes Luftfahrzeug, das über ein verbotenes Gebiet gerät, hat das durch die Luftverkehrsordnung des überflogenen Staates vorgeschriebene Notzeichen zu geben und unverzüglich auf einem ausserhalb des verbotenen Gebiets gelegenen Flughafen dieses Staates zu landen.

Artikel 5.

Dem öffentlichen Luftverkehr zur Verfügung stehende Flughäfen sind den Luftfahrzeugen beider Staaten unter den gleichen Bedingungen zugänglich.

Ein- und Ausflug nach und von einem der beiden Vertragsstaaten dürfen nur nach und von einem dem öffentlichen Luftverkehr zur Verfügung stehenden Flughafen, der Gelegenheit zur Zoll- und Passabfertigung bietet, und zwar ohne Zwischenlandung zwischen Grenze und Flughafen erfolgen. Im Einzelfall können mit behördlicher Genehmigung Ein- und Ausflug auch nach und von anderen Plätzen erfolgen, die Gelegenheit zur Zoll, und Passabfertigung bieten ; das Verbot von Zwischenlandungen gilt auch hier.

Findet eine Notlandung im Abfluglande nach der Zoll- und Passabfertigung oder im Einfluglande vor der Zoll- und Passabfertigung statt, so ist unverzüglich die nächste Zoll- oder Polizeibehörde zu benachrichtigen ; bis zu deren Eintreffen muss die Entfernung der Besatzung,

luftfartyget besättning och passagerare ej avlägsna sig eller gods lossas. Föraren är ansvarig för, att dessa föreskrifter iakttagas.

Vardera av de fördragsslutande staterna meddelar den andra staten en förteckning över de flygplatser, som vid varje tidpunkt stå till förfogande för allmänt bruk, av vilken förteckning jämväl skall framgå, var möjlighet till tull- och passbehandling förefinnes. Varje förändring i denna förteckning och varje inskränkning, även av tillfällig art, i möjligheten att bruka någon av dessa flygplatser skall oförd röjligen delgivas den andra fördragsslutande staten.

Artikel 6.

Varje luftfartyg skall föra tydliga och synliga märken, som möjliggöra dess identifiering under luftfärd.

Varje luftfartyg skall vara försett med de i hemlandet för luftfärd föreskrivna bevis och andra handlingar.

Medlemmarna av besättningen — d. v. s. alla i luftfartyget befintliga personer utom passagerarna — skola, försåvitt de å luftfartyget utöva en i hemlandet av särskilt tillstånd beroende verksamhet, vara försedda med de i hemlandet för luftfart föreskrivna certifikat. Övriga medlemmar av besättningen skola vara försedda med handlingar, som utvisa deras sysselsättning ombord, deras yrke, deras identitet och statsborgarskap.

De för luftfartyg i endera av de fördragsslutande staterna för luftfart utfärdade eller erkända bevis skola i den andra fördragsslutande staten hava samma giltighet som de av denna stat utfärdade eller erkända motsvarande bevis.

Detsamma gäller om för besättningen utfärdade certifikat. Dock förbehåller sig vardera av de fördragsslutande staterna rätt att ifråga om luftfart över dess eget område vägra att erkänna certifikat, som utfärdats för dess egna undersåtar av den andra staten.

Artikel 7.

Besättning och passagerare skola, jämte iakttagandet av föreskrifterna i artikel 6, såvida icke annorlunda bestämmes, vara försedda med de handlingar, som fordras enligt de för mellanstatlig samfärdsel gällande allmänna bestämmelser.

Fluggäste und Waren vom Luftfahrzeug unterbleiben. Für die Durchführung dieser Vorschriften ist der Führer verantwortlich.

Jeder Vertragsstaat teilt dem anderen ein Verzeichnis der zurzeit dem öffentlichen Luftverkehr zur Verfügung stehenden Flughäfen mit, aus dem zugleich ersichtlich ist, wo sich Gelegenheit zur Zoll- und Passabfertigung bietet. Jede Veränderung in diesem Verzeichnis und jede auch nur vorübergehende Einschränkung der Benutzungsmöglichkeit eines dieser Flughäfen ist dem anderen Vertragsstaat unverzüglich anzuzeigen.

Artikel 6.

Luftfahrzeuge müssen deutliche und sichtbare Abzeichen haben, die ihre Feststellung während des Fluges ermöglichen.

Luftfahrzeuge müssen mit den im Heimatland für den Luftverkehr vorgeschriebenen Ausweisen und sonstigen Urkunden versehen sein.

Die Mitglieder der Besatzung — das sind alle im Luftfahrzeug befindlichen Personen ausser den Fluggästen — müssen, soweit sie eine im Heimatland von besonderer Erlaubnis abhängige Tätigkeit im Luftfahrzeug ausüben, mit den im Heimatland für den Luftverkehr vorgeschriebenen Ausweisen versehen sein ; sonstige Mitglieder der Besatzung müssen mit Ausweisen versehen sein, die ihre Beschäftigung an Bord, ihren Beruf, ihre Identität und ihre Staatsangehörigkeit dartun.

Die den Luftfahrzeugen in einem Vertragsstaate für den Luftverkehr ausgestellten oder dort anerkannten Ausweise haben im anderen Vertragsstaate dieselbe Gültigkeit, wie die von diesem ausgestellten oder anerkannten entsprechenden Ausweise.

Das Gleiche gilt von den Ausweisen der Besatzung, jedoch behält sich jeder Vertragsstaat das Recht vor, für den Luftverkehr innerhalb seines Gebiets den an seine Staatsangehörigen vom anderen Vertragsstaat erteilten Fähigkeitsausweisen die Anerkennung zu versagen.

Artikel 7.

Besatzung und Fluggäste müssen, unbeschadet der Vorschriften des Artikels 6, mit den Ausweisen versehen sein, die nach den im zwischenstaatlichen Übergangsverkehr geltenden allgemeinen Bestimmungen verlangt werden, soweit nicht etwas anderes bestimmt wird.

Artikel 8.

Luftfartyg, dess besättning och passagerare må ej befordra eller eljest medföra vapen, skjutmaterial, giftiga gaser, sprängämnen eller andra liknande ämnen, som äro ägnade att skada liv eller hälsa. Brevduvor och fotografiapparater må medföras, endast därest särskilt tillstånd därtill erhållits av vederbörlig myndighet i den stat, över vars område fartyget befinner sig.

Artikel 9.

I fråga om medförande av radioinstallation träffas särskild överenskommelse.

Artikel 10.

Luftfartyg, som för passagerare och gods, skall vara försett med namnförteckning över passagerarna och med förteckningar över godsets art och mängd samt erforderliga tullhandlingar.

Visar sig vid luftfartygs ankomst, att det medförda godset icke överensstämmer med förteckningarna,må tullmyndigheten å ankomstplatsen sätta sig i direkt förbindelse med vederbörlig tullmyndighet i den andra fördragsslutande staten.

Medförandet av post ordnas genom direkta avtal mellan de postala myndigheterna i de båda fördragsslutande staterna.

Artikel 11.

Vardera fördragsslutande staten må å sitt område genom vederbörlig myndighet visitera luftfartyg från den andra staten vid avgång och landning samt pröva de föreskrivna bevisen och andra handlingarna.

Artikel 12.

Varje fördragsslutande stat är berättigad att göra den yrkesmässiga befordran av personer eller gods från eller till sitt område såväl som inom detsamma till föremål för särskilda föreskrifter.

Artikel 8.

Luftfahrzeuge, ihre Besatzungen und Fluggäste dürfen Waffen, Schiessbedarf, giftige Gase, Sprengmittel oder andere ähnliche Stoffe, die geeignet sind, Leben oder Gesundheit zu gefährden, weder befördern noch sonst mit sich führen, Brieftauben sowie Lichtbildgerät nur mit Erlaubnis der zuständigen Behörde desjenigen Staates, in dessen Luftgebiet sich das Fahrzeug befindet.

Artikel 9.

Die Mitführung von Gerät zur drahtlosen Nachrichtenübermittlung bleibt besonderer Vereinbarung vorbehalten.

Artikel 10.

Luftfahrzeuge, die Fluggäste und Sachen mit sich führen, müssen mit einem namentlichen Verzeichnis der Fluggäste, sowie mit Verzeichnissen über Art und Menge der Sachen und den erforderlichen Zollerklärungen versehen sein.

Ergibt sich bei der Ankunft eines Luftfahrzeuges eine Unstimmigkeit zwischen den Verzeichnissen und den mitgeführten Sachen, so kann die Zollbehörde des Ankunfthafens sich mit der zuständigen Zollbehörde des anderen Vertragsstaates unmittelbar in Verbindung setzen.

Mitnahme von Post wird durch besondere Abmachungen unmittelbar zwischen den Postverwaltungen der beiden Vertragsstaaten geregelt.

Artikel 11.

Jeder Vertragsstaat kann in seinem Gebiet die Luftfahrzeuge des anderen Staates in allen Fällen bei Abflug und Landung behördlich untersuchen und die vorgeschriebenen Ausweise und sonstigen Urkunden prüfen.

Artikel 12.

Jeder Vertragsstaat ist berechtigt, die gewerbsmässige Beförderung von Personen oder Sachen aus und nach seinem Gebiet sowie innerhalb desselben besonderen Vorschriften zu unterwerfen.

Yrkesmässig befordran av personer eller gods mellan två punkter inom det egna området kan förbehållas inhemska luftfartyg.

Utmärkandet av luftvägar å och drift av regelbunden luftfartsförbindelse över en fördragsslutande stats område må göras beroende av särskilt tillstånd.

Artikel 13.

De fördragsslutande staterna äro ense därom att luftfartyg från den ena fördragsslutande staten samt dess besättning och passagerare skola, såvitt ej annat är stadgat i denna överenskommelse, medan de befinna sig å den andra statens område, vara underkastade där gällande bestämmelser rörande luftfarten i allmänhet eller rörande tullar och andra avgifter, ansvarighetsförsäkring, in- och utförselförbud, bestämmelser om särskild kontroll vid införsel av vissa varuslag, befordran av personer och gods eller allmän säkerhet och ordning.

Artikel 14.

Annan ballast än fin sand och vatten må under färd icke utkastas från luftfartyg.

Artikel 15.

Under färd må utom ballast andra föremål eller ämnen utkastas eller avlägsnas endast om den stat, å vars område handlingen företages, lämnat särskild tillåtelse därtill.

Artikel 16.

Båda fördragsslutande staterna skola ömsesidigt meddela varandra alla för luftfarten inom deras område gällande bestämmelser.

Artikel 17.

Vardera fördragsslutande staten kan med tre månaders uppsägningstid när som helst uppsäga denna överenskommelse. Dessutom är

Gewerbsmässige Beförderung von Personen oder Sachen zwischen zwei Punkten des eigenen Staatsgebiets kann den heimischen Luftfahrzeugen vorbehalten werden.

Einrichtung gekennzeichneter Luftlinien sowie Betrieb flugplanmässiger Luftverbindungen über das Gebiet eines Vertragsstaates hinweg können von besonderer Genehmigung abhängig gemacht werden.

Artikel 13.

Die Vertragsstaaten sind darüber einig, dass Luftfahrzeuge des einen Vertragsstaates sowie deren Besatzungen und Fluggäste, während sie sich im Hoheitsgebiet des anderen Staates befinden, den dort geltenden Vorschriften über den Luftverkehr im allgemeinen, über Zölle und Abgaben, über Haftpflichtversicherung, über Ein- und Ausfuhrverbote, über besondere Aufsicht bei der Einfuhr von gewissen Waren, über die Beförderung von Personen und Sachen sowie über die öffentliche Sicherheit und Ordnung unterliegen, soweit dieses Abkommen nichts anderes bestimmt.

Artikel 14.

Als Ballast darf während des Fluges nur feiner Sand und Wasser abgeworfen werden.

Artikel 15.

Unterwegs dürfen ausser Ballast andere Sachen oder Stoffe nur abgeworfen oder sonst entfernt werden, wenn der Staat, in dessen Gebiet die Handlung vorgenommen wird, eine besondere Erlaubnis dazu erteilt hat.

Artikel 16.

Beide Vertragsstaaten werden sich gegenseitig alle für den Luftverkehr in ihrem Gebiet massgebenden Vorschriften mitteilen.

Artikel 17.

Jeder Vertragsstaat kann dieses Abkommen zu jedem Zeitpunkt mit einer Frist von drei Monaten kündigen. Ferner soll Schweden, und

Sverige berättigat att med omedelbar verkan uppsäga denna överenskommelse,[1] om Sverige skulle ratificera det i Paris den 13 oktober 1919 av vissa stater undertecknade mellanfolkliga avtalet om luftfart.

Artikel 18.

Denna överenskommelse skall ratificeras och ratifikationerna skola utväxlas i Stockholm snarast möjligt. Den träder i kraft å dagen för ratifikationernas utväxlande.

Till bekräftelse härav hava undertecknade underskrivit denna överenskommelse och försett densamma med sina sigill.

Som skedde i Stockholm den 29 maj 1925 i två exemplar på svenska och tyska språket.

(L. S.) ÖSTEN UNDÉN.

BILAGA.

1) Med hänsyn till artikel 2 skall varje luftfartyg passera den svenska gränsen på sådant sätt, att det kan iakttagas från någon av följande punkter:

Östersund
Karlstad
Strömstad
Göteborg
Hälsingborg
Malmö
Trälleborg
Kristianstad
Kalmar
Stockholm
Gävle
Sundsvall
Umeå
Luleå

2) Denna bilaga utgör del av överenskommelsen.

STOCKHOLM, *den* 29 *maj* 1925.

ÖSTEN UNDÉN.

[1] Vol. XI, page 173, et vol. XXIV, page 174 de ce recueil.

zwar mit sofortiger Wirkung, zur Kündigung berechtigt sein, falls es das in Paris am 13. Oktober 1919 von verschiedenen Staaten unterzeichnete internationale Abkommen[1] über den Luftverkehr ratifizieren sollte.

Artikel 18.

Dieses Abkommen soll ratifiziert und die Ratifikationsurkunden sollen baldmöglichst in Stockholm ausgetauscht werden. Es tritt mit dem Tage des Austausches der Ratifikationsurkunden in Kraft.

Zu Urkund dessen haben die Unterzeichneten dieses Abkommen unterschrieben und mit ihren Siegeln versehen.

Geschehen in Stockholm am 29. Mai 1925 in doppelter Ausfertigung in deutscher und schwedischer Sprache.

(L. S.) VON BLÜCHER.

ANHANG.

1) Im Hinblick auf Artikel 2 soll jedes Luftfahrzeug die schwedische Grenze so überfliegen, dass es von einem der folgenden Punkte aus beobachtet werden kann:

Östersund
Karlstad
Strömstad
Göteborg
Hälsingborg
Malmö
Trälleborg
Kristianstad
Kalmar
Stockholm
Gävle
Sundsvall
Umeå
Luleå

2) Dieser Anhang gilt als Bestandteil des Abkommens.

STOCKHOLM, *den* 29. *Mai* 1925.

VON BLÜCHER.

[1] Vol. XI, page 173, and Vol. XXIV, page 174 of this Series.

Vid undertecknandet växlades följande noter :

A.

TYSKA BESKICKNINGEN I STOCKHOLM TILL MINISTERN FÖR UTRIKES ÄRENDENA.

STOCKHOLM, *den 29. Mai* 1925.

HERR MINISTER,

Vereinbarungsgemäss beehre ich mich, anlässlich des am heutigen Tage unterzeichneten Abkommens zwischen Deutschland und Schweden über den Luftverkehr zu bestätigen, dass unsere Regierungen über folgendes einig sind :

Solange die Beschränkungen für den deutschen Luftfahrzeugbau nicht aufgehoben sind, muss im Hinblick auf Artikel IV der Verordnung vom 5. Mai 1922 jedes schwedische Luftfahrzeug beim Einflug in Deutschland mit einer Bescheinigung der zuständigen Schwedischen Behörde versehen sein, dass das Luftfahrzeug lediglich Handelszwecken dient und keinen militärischen Typ darstellt.

Genehmigen Sie, Herr Minister, den Ausdruckmeiner ausgezeichnetsten Hochachtung.

VON BLÜCHER.

B.

MINISTERN FÖR UTRIKES ÄRENDENA TILL TYSKA BESKICKNINGEN I STOCKHOLM.

STOCKHOLM, *den 29 maj* 1925.

HERR CHARGÉ D'AFFAIRES,

I det jag har äran erkänna mottagandet av den skrivelse av denna dags datum, som Ni behagat tillställa mig i samband med undertecknandet av den provisoriska överenskommelsen rörande luftfart, får jag härmed bekräfta, att våra regeringar äro överens om följande :

Sålänge inskränkningarna i avseende å det tyska luftfartsbyggandet icke upphävts, skall, med hänsyn till art. IV i den tyska förordningen av den 5 maj 1922, varje svenskt luftfartyg vid infärd till Tyskland vara försett med ett av vederbörande svenska myndighet utfärdat bevis, att luftfartyget uteslutande tjänar handelsändamål och icke är av militär typ.

Mottag Herr Chargé d'Affaires, försäkran om min fullkomliga högaktning.

ÖSTEN UNDÉN.

UTVÄXLINGSPROTOKOLL.

Sedan undertecknade sammanträtt i ändamål att företaga utväxling av Hans Majestät Konungens av Sverige och Tyska Rikets Presidents ratifikationer till den i Stockholm den 29 maj 1925 undertecknade provisoriska överenskommelsen angående luftfart, och sedan ratifikationshandlingarna företetts samt granskats och befunnits vara i god och behörig form, har utväxlingen av desamma ägt rum denna dag.

Till bekräftelse härav hava undertecknade upprättat detta protokoll, vilket de hava underskrivit i två exemplar och försett med sina sigill.

Som skedde i Stockholm den 23 oktober 1925.

(L. S.) ÖSTEN UNDÉN.

AUSTAUSCH-PROTOKOLL.

Nachdem die Unterzeichneten zusammengekommen sind, um den Austausch der von Seiner Majestät dem König von Schweden und dem Deutschen Reichspräsidenten vollzogenen Ratifikationsurkunden zu dem am 29. Mai 1925 in Stockholm unterzeichneten vorläufigen Abkommen über den Luftverkehr vorzunehmen, und nachdem die Ratifikationsurkunden vorgelegt, geprüft und in guter und gehöriger Form befunden sind, ist der Austausch dieser Urkunden heute erfolgt.

Zu Urkund dessen haben die Unterzeichneten dieses Protokoll aufgesetzt, in 2 Exemplaren unterschrieben und mit ihren Siegeln versehen.

Geschehen in Stockholm am 23. Oktober 1925.

(L. S.) FREDERIC VON ROSENBERG.

Copie certifiée conforme.

Le Chef des Archives p. i.,
C^te^ LEWENHAUPT.

[1] TRADUCTION.

Nº 1116. — CONVENTION PROVISOIRE ENTRE L'ALLEMAGNE ET LA SUÈDE CONCERNANT LA NAVIGATION AÉRIENNE, SIGNÉE A STOCKHOLM, LE 29 MAI 1925.

LE GOUVERNEMENT ALLEMAND et LE GOUVERNEMENT ROYAL SUÉDOIS, désireux de conclure un accord provisoire sur la navigation aérienne, ont nommé pour leurs plénipotentiaires :

LE GOUVERNEMENT ALLEMAND :

M. Wipert VON BLÜCHER, chargé d'affaires d'Allemagne à Stockholm ;

LE GOUVERNEMENT ROYAL SUÉDOIS :

Son Excellence M. Bo Östen UNDÉN, ministre des Affaires étrangères,

Qui, dûment autorisés par leurs gouvernements respectifs, sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier.

Chaque Etat contractant accordera, en temps de paix, aux aéronefs de l'autre Etat contractant, régulièrement enregistrés dans cet Etat, le droit de navigation aérienne inoffensive au-dessus de son territoire, à condition que ces aéronefs observent les prescriptions contenues dans le présent accord.

Les eaux territoriales sont également considérées comme territoire au sens du présent accord ; le terme « aéronef » vise exclusivement les aéronefs privés.

Article 2.

Les frontières des deux Etats contractants pourront, sauf disposition contraire, être survolées à n'importe quel point.

[1] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

[1] TRANSLATION.

No. 1116. — PROVISIONAL AGREEMENT BETWEEN GERMANY AND SWEDEN RELATING TO AERIAL NAVIGATION, SIGNED AT STOCKHOLM, MAY 29, 1925.

THE GERMAN GOVERNMENT and THE ROYAL SWEDISH GOVERNMENT, being desirous of concluding a Provisional Agreement relating to aerial navigation, have appointed as their Plenipotentiaries :

THE GERMAN GOVERNMENT :

M. Wipert VON BLÜCHER, German Chargé d'Affaires at Stockholm ;

THE ROYAL SWEDISH GOVERNMENT :

His Excellency M. Bo Östen UNDÉN, Minister for Foreign Affairs,

Who, being duly authorised by their respective Governments, have agreed as follows :

Article 1.

Each Contracting State shall in time of peace accord freedom of innocent passage above its territory to the aircraft of the other Contracting State, duly registered in that State, provided that such aircraft observe the regulations laid down in the present Agreement.

The term territory, within the meaning of the present Agreement, shall also include the territorial waters. The term " aircraft " shall only cover private aircraft.

Article 2.

The frontiers of the two Contracting States may, in the absence of regulations to the contrary, be flown over at any point.

[1] Translated by the Secretariat of the League of Nations.

Article 3.

Les deux Etats contractants pourront interdire la navigation aérienne au-dessus de certaines parties de leur territoire. Les zones, au-dessus desquelles la navigation aérienne sera ainsi interdite, devront être notifiées à l'autre Etat contractant.

Article 4.

Tout aéronef qui se trouvera au-dessus d'une zone interdite, devra immédiatement donner le signal de détresse, prévu au règlement de la navigation aérienne de l'Etat survolé, et atterrir au plus tôt sur l'un des aérodromes de cet Etat, situé en dehors de la zone interdite.

Article 5.

Les aérodromes ouverts à la navigation aérienne publique pourront être utilisés par les aéronefs des deux Etats, sous les mêmes conditions.

Les aéronefs à destination et en provenance de l'un des deux Etats contractants ne pourront atterrir ou prendre leur vol que sur un aérodrome ouvert à la navigation aérienne publique, et pourvu des services nécessaires pour la visite douanière et le contrôle des passeports ; aucun atterrissage intermédiaire entre la frontière et l'aérodrome ne sera autorisé. Dans des cas particuliers, l'administration pourra autoriser les aéronefs à destination ou en provenance de l'autre Etat contractant à atterrir ou à prendre leur vol sur d'autres terrains pourvus des services nécessaires pour la visite douanière et le contrôle des passeports ; l'interdiction des atterrissages intermédiaires s'appliquera également dans ce cas.

En cas d'atterrissage forcé dans le pays de départ, après la visite douanière et le contrôle des passeports, ou dans le pays d'arrivée, avant la visite douanière et le contrôle des passeports, l'autorité douanière ou l'autorité de police la plus rapprochée devra immédiatement être avisée ; jusqu'à l'arrivée de ces autorités, ni les membres de l'équipage, ni les passagers ne devront s'éloigner de l'aéronef et aucune partie de la cargaison ne devra être enlevée de ce dernier. Le pilote sera responsable de l'observation de ces prescriptions.

Article 3.

Either Contracting State may prohibit aerial navigation over certain parts of its territory. Such areas must be notified to the other Contracting State.

Article 4.

Any aircraft which finds itself over a forbidden area, must at once give the signal of distress prescribed by the aerial regulations of the State flown over, and must immediately land at an aerodrome of that State situated outside the prohibited area.

Article 5.

Aerodromes open to public aerial navigation may be used by the aircraft of both States on the same conditions.

Aircraft flying between the two Contracting States may only use as starting-points and landing places an aerodrome open to public aerial navigation and provided with facilities for Customs and passport examination, and no intermediate landing may be effected between the frontier and the aerodrome. In special cases official authorisation may be given to land at or start from other aerodromes possessing facilities for Customs and passport examination, but even in these cases the prohibition against intermediate landing shall apply.

In the event of a forced landing in the country of departure subsequent to Customs and passport examination, or in the country of destination prior to Customs and passport examination, the nearest Customs or police authorities must immediately be notified, and, until the arrival of these officials, neither crew, passengers nor goods may be removed from the aircraft. The pilot is responsible for the observance of these regulations.

Chaque Etat contractant communiquera à l'autre Etat une liste des aérodromes actuellement ouverts à la navigation aérienne publique ; cette liste indiquera, en outre, les endroits où sont établis les services chargés de la visite douanière et du contrôle des passeports. Toute modification à cette liste et toute restriction, même passagère, apportée à l'utilisation d'un de ces aérodromes, devront immédiatement être notifiées à l'autre Etat contractant.

Each Contracting State shall furnish the other with a list of the aerodromes at the time open to public aerial navigation, showing where there are facilities for Customs and passport examination. Any change in this list and any restrictions, even of a temporary nature, of the right to use one of these aerodromes, must immediately be notified to the other Contracting State.

Article 6.

Les aéronefs devront porter des marques distinctes et visibles, permettant d'identifier les appareils en cours de voyage.

Les aéronefs devront être munis des certificats et des autres documents prescrits par les règlements sur la navigation aérienne du pays d'origine.

Les membres de l'équipage — à savoir toutes les personnes se trouvant à bord de l'aéronef, autres que les passagers —, pour autant qu'ils exercent à bord de l'aéronef une activité pour laquelle une autorisation spéciale est requise dans le pays d'origine, devront être munis des certificats prescrits par le règlement sur la navigation aérienne du pays d'origine ; les autres membres de l'équipage devront être porteurs de certificats indiquant leurs fonctions à bord de l'aéronef, leur profession, leur identité et leur nationalité.

Les certificats relatifs à la navigation aérienne, délivrés ou admis pour les aéronefs, dans l'un des Etats contractants, auront dans l'autre Etat contractant la même validité que les certificats correspondants, délivrés ou admis par ce dernier Etat.

La même disposition s'applique aux certificats de l'équipage ; pour ce qui concerne la navigation aérienne dans les limites de son propre territoire, chaque Etat contractant se réserve toutefois le droit de refuser de reconnaître les certificats délivrés à l'un de ses ressortissants par l'autre Etat contractant.

Article 6.

Aircraft must bear distinct and visible marks which will allow them to be identified during flight.

Aircraft must be provided with the certificates and other papers prescribed for aerial navigation by the regulations of the country of origin.

Members of the crew, that is to say, all persons on board the aircraft except passengers, must, in so far as they are discharging some function for which a special permit is required by the country of origin, be provided with the certificates prescribed for aerial navigation by the country of origin ; other members of the crew must be in possession of papers indicating their function on board, their occupation, their identity and nationality.

Certificates relating to aerial navigation issued or accepted for aircraft in one of the Contracting States, shall have the same validity in the other Contracting State as the corresponding certificates issued or accepted by the latter State.

The same applies to the crew's papers, but each Contracting State reserves the right to refuse to recognise the certificates issued to its nationals by the other Contracting State, so far as concerns aerial navigation within its own territory.

Article 7.

Sans préjudice des dispositions de l'article 6, l'équipage et les passagers devront, sauf disposition contraire, être munis des certificats qui sont obligatoires aux termes des dispositions générales concernant la circulation internationale.

Article 7.

Without prejudice to the provisions of Article 6, and in the absence of regulations to the contrary, the crew and passengers must be provided with the certificates required by the general regulations applying to international traffic.

Article 8.

Les aéronefs, leurs équipages et passagers, ne pourront transporter, ni comme cargaison, ni d'aucune autre manière, des armes, munitions, gaz asphyxiants, explosifs ou autres substances susceptibles de mettre en danger la vie ou la santé. Les pigeons voyageurs, ainsi que les appareils photographiques, ne pourront être emportés qu'avec la permission de l'autorité compétente de l'Etat dans la zone aérienne duquel se trouve l'aéronef.

Article 9.

Le transport de matériel de télégraphie sans fil fera l'objet d'un accord spécial.

Article 10.

Les aéronefs transportant des passagers et des objets, devront être munis d'une liste nominative des passagers, de listes indiquant la nature et la quantité des objets, ainsi que des déclarations douanières requises.

Au cas où l'on constaterait, lors de l'atterrissage d'un aéronef, une différence quelconque entre les listes et les objets qui se trouvent effectivement à bord, l'autorité douanière de l'aérodrome d'arrivée pourra communiquer directement avec l'autorité douanière compétente de l'autre Etat contractant.

Le transport de la poste fera l'objet d'arrangements spéciaux que les administrations postales des deux Etats contractants concluront directement.

Article 11.

Sur son territoire, chaque Etat contractant pourra, dans tous les cas, au départ et à l'atterrissage, faire visiter administrativement les aéronefs de l'autre Etat et examiner les certificats et autres documents prescrits.

Article 12.

Chaque Etat contractant aura le droit de soumettre à des règles spéciales le transport commercial de personnes ou d'objets en pro-

Article 8.

Aircraft, and their crews and passengers, may not carry, either as cargo or otherwise, arms, ammunition, poisonous gases, explosives, or other similar substances calculated to endanger life or health. Carrier-pigeons and photographic apparatus shall only be carried with the permission of the competent authorities of that State in whose aerial territory the aircraft finds itself.

Article 9.

The carriage of wireless material shall be regulated by special agreement.

Article 10.

Aircraft which carry passengers and goods must be provided with a nominal list of the passengers, with lists showing the nature and quantity of the articles, and with the requisite Customs declarations.

If, on the arrival of an aircraft, there is any discrepancy between the lists and the articles carried, the Customs authorities at the aerodrome of arrival may immediately communicate with the competent Customs authorities in the other Contracting State.

The carriage of postal matter shall be regulated by special agreements concluded directly between the postal administrations of the two Contracting States.

Article 11.

Within its territory each Contracting State may in all cases order the examination of aircraft of the other State on starting or landing, and may inspect the prescribed certificates and other papers.

Article 12.

Each Contracting State shall have the right to impose special regulations on the commercial carriage of persons or articles coming from,

venance et à destination de son territoire, ainsi que le transport dans les limites de son territoire.

Le transport commercial de personnes ou d'objes entre deux points, situés à l'intérieur même du territoire de l'Etat, pourra être réservé aux aéronefs nationaux.

L'établissement de lignes aériennes jalonnées, ainsi que l'exploitation de services aériens réguliers de transit au-dessus du territoire d'un Etat contractant, pourront être subordonnés à l'octroi d'une autorisation spéciale.

proceeding to, or conveyed within its own territory.

The commercial carriage of persons or articles between two points within the territory of either of the Contracting States may be reserved for aircraft belonging to that State.

The establishment of prescribed air routes and the operation of regular aerial transit services over the territory of a Contracting State may be made subject to the granting of special permission.

Article 13.

Les Etats contractants conviennent que les aéronefs appartenant à l'un des Etats contractants, ainsi que leurs équipages et passagers, aussi longtemps qu'ils se trouveront dans les limites du territoire sur lequel s'étend la souveraineté de l'autre Etat, seront soumis, sauf disposition contraire du présent accord, aux règlements de cet Etat relatifs à la navigation aérienne en général, aux droits de douane et taxes, à l'assurance obligatoire contre les risques de responsabilité civile, aux prohibitions d'importation et d'exportation, au contrôle spécial de l'importation de certaines marchandises, au transport de personnes et d'objets, ainsi qu'à la sécurité et à l'ordre publics.

Article 13.

The Contracting States agree that aircraft of the one Contracting State, together with their crews and passengers, shall, as long as they are within the territory of the other State, and in so far as the present Agreement shall not determine otherwise, observe the regulations of that State with regard to aerial navigation in general, Customs duties and charges, compulsory insurance liability, import and export prohibitions, special control of certain imports, the carriage of persons and articles, and public safety and order.

Article 14.

Il est interdit de lancer, d'un aéronef en vol d'autre lest que du sable fin et de l'eau.

Article 14.

No ballast, except fine sand and water, shall be dropped from an aircraft in flight.

Article 15.

En cours de route, des objets ou matières autres que le lest ne pourront être jetés ou évacués d'une autre manière que si l'État sur le territoire duquel l'action est accomplie, a accordé à cette fin une autorisation spéciale.

Article 15.

Except ballast, no other articles or substances may be thrown or otherwise dropped in course of flight, unless the State in whose territory the act is performed shall have granted special permission.

Article 16.

Les deux Etats contractants se communiqueront tous les règlements régissant la navigation aérienne sur leur territoire.

Article 16.

Each of the Contracting States shall communicate to the other all regulations governing aerial navigation within its territory.

Article 17.

Chaque Etat contractant pourra dénoncer le présent accord en tout temps, moyennant un préavis de trois mois. En outre, la Suède aura le droit de dénoncer l'accord, avec effet immédiat, au cas où elle ratifierait la Convention internationale portant réglementation de la navigation aérienne, signée par différents Etats, à Paris, le 13 octobre 1919.

Article 18.

Le présent accord sera ratifié, et les instruments de ratification seront échangés à Stockholm, aussitôt que faire se pourra. Il entrera en vigueur le jour de l'échange des instruments de ratification.

En foi de quoi les soussignés ont signé cet accord et l'ont revêtu de leurs sceaux.

Fait à Stockholm, le 29 mai 1925, en double expédition, en langue allemande et en langue suédoise.

(L. S.) (Signé) ÖSTEN UNDÉN.
(L. S.) (Signé) VON BLÜCHER.

ANNEXE

1. Vu l'article 2, il est convenu que tout aéronef survolant la frontière suédoise devra naviguer de façon à pouvoir être observé de l'un des points suivants :

Östersund
Karlstad
Strömstad
Gothebourg (Göteborg)
Hälsingborg
Malmö
Trälleborg
Khristianstad
Kalmar
Stockholm
Gävle
Sundsvall
Umeå
Luleå.

2. La présente annexe sera considérée comme partie intégrante de l'accord.

STOCKHOLM, *le* 29 *mai* 1925.

(Signé) ÖSTEN UNDÉN.
(Signé) VON BLÜCHER.

Article 17.

Either Contracting State may denounce the present Agreement at any time on giving three months' notice. Further, Sweden shall have the right to denounce the Agreement with immediate effect, should it ratify the International Convention for the Regulation of Aerial Navigation which was signed by certain States in Paris on October 13, 1919.

Article 18.

The present Agreement shall be ratified and the instruments of ratification shall be exchanged at Stockholm as soon as possible. It shall enter into force on the day of the exchange of the instruments of ratification.

In faith whereof the undersigned have signed the present Agreement, and have thereto affixed their seals.

Done at Stockholm in duplicate German and Swedish texts on May 29, 1925.

(L. S.) (Signed) ÖSTEN UNDÉN.
(L. S.) (Signed) VON BLÜCHER.

ANNEX.

(1) With reference to Article 2, every aircraft shall fly over the Swedish frontier in such a way as to be visible from one of the following points :

Östersund
Karlstad
Strömstad
Gothenburg (Göteborg)
Helsingborg
Malmö
Trälleborg
Khristianstad
Kalmar
Stockholm
Gävle
Sundsvall
Umeå
Luleå.

(2) The present Annex shall be regarded as an integral part of the Agreement

STOCKHOLM, *May* 29, 1925.

(Signed) ÖSTEN UNDÉN.
(Signed) VON BLÜCHER.

A l'occasion de la signature de l'accord, les notes suivantes ont été échangées :

A.

NOTE DE LA LÉGATION D'ALLEMAGNE A STOCKHOLM AU MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

STOCKHOLM, *le 29 mai* 1925.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Comme suite à l'accord sur la navigation aérienne, conclu entre l'Allemagne et la Suède et signé ce jour, j'ai l'honneur de vous confirmer que nos deux gouvernements sont d'accord sur le point suivant :

Aussi longtemps que les restrictions apportées à la construction des aéronefs en Allemagne n'auront pas été levées, tout aéronef suédois, vu l'article IV de l'Ordonnance du 5 mai 1922, devra être pourvu, lors de son entrée en Allemagne, d'un certificat de l'autorité suédoise compétente, attestant que l'aéronef sert exclusivement à des fins commerciales et n'est pas un appareil d'un type militaire.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, les assurances de ma haute considération.

(Signé) VON BLÜCHER.

B.

NOTE DU MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES A LA LÉGATION D'ALLEMAGNE A STOCKHOLM.

STOCKHOLM, *le 29 mai* 1925.

MONSIEUR LE CHARGÉ D'AFFAIRES,

En vous accusant réception de la note, en date de ce jour, que vous avez bien voulu me faire parvenir à l'occasion de la signature de l'accord provisoire concernant la navigation aérienne, j'ai l'honneur de vous confirmer que nos gouvernements sont d'accord sur le point suivant :

Aussi longtemps que les restrictions apportées à la construction des aéronefs en Allemagne n'auront pas été levées, tout aéronef suédois, vu l'article IV de l'Ordonnance du 5 mai 1922, devra, lors de son entrée en Allemagne, être pourvu d'un certificat de l'autorité suédoise

On signing the present Agreement, the following notes were exchanged :

A.

NOTE FROM THE GERMAN LEGATION AT STOCKHOLM TO THE MINISTER FOR FOREIGN AFFAIRS.

STOCKHOLM, *May* 29, 1925.

YOUR EXCELLENCY,

In pursuance of the Agreement relating to aerial navigation concluded between Germany and Sweden and signed this day, I have the honour to confirm that our Governments are in agreement on the following point :

So long as the restrictions on the construction of aircraft in Germany shall not have been removed, any Swedish aircraft entering Germany must, in virtue of Article IV of the Ordinance of May 5, 1922, be provided with a certificate from the competent Swedish authority to the effect that the aircraft serves exclusively commercial purposes and is not a machine of a military type.

I have the honour to be, etc.

(Signed) VON BLÜCHER.

B.

NOTE FROM THE MINISTER FOR FOREIGN AFFAIRS TO THE GERMAN LEGATION AT STOCKHOLM.

STOCKHOLM, *May* 29, 1925.

SIR,

In acknowledging the receipt of your note of this day's date, which you have sent me in connection with the signing of the Provisional Agreement relating to aerial navigation, I have the honour to confirm that our Governments are agreed on the following point :

So long as the restrictions on the construction of aircraft in Germany shall not have been removed, any Swedish aircraft entering Germany must, in virtue of Article IV of the German Ordinance of May 5, 1922, be provided with a certificate from the competent Swedish

compétente, attestant que l'aéronef sert exclusivement à des fins commerciales et n'est pas un appareil d'un type militaire.

Veuillez agréer, Monsieur le Chargé d'affaires, l'assurance de ma haute considération.

(Signé) ÖSTEN UNDÉN.

authority to the effect that the aircraft serves exclusively commercial purposes and is not a machine of a military type.

I have the honour to be, etc.

(Signed) ÖSTEN UNDÉN.

PROCES-VERBAL D'ÉCHANGE

Réunis pour procéder à l'échange des instruments de ratification relatifs à l'Accord provisoire concernant la navigation aérienne, signé le 29 mai 1925 à Stockholm, — instruments sanctionnés par Sa Majesté le Roi de Suède et le Président du Reich allemand — les soussignés, après avoir produit et examiné les instruments de ratification, qui ont été trouvés en bonne et due forme, en ont effectué l'échange.

En foi de quoi les soussignés ont dressé le présent procès-verbal, en deux exemplaires l'ont signé et y ont apposé leurs sceaux.

Fait à Stockholm, le 23 octobre 1925.

(Signé) ÖSTEN UNDÉN.
(Signé) FRÉDÉRIC VON ROSENBERG.

PROCES-VERBAL OF EXCHANGE.

The undersigned, having met to exchange the instruments of ratification sanctioned by His Majesty the King of Sweden and the President of the German Reich and relating to the Provisional Agreement on Aerial Navigation signed at Stockholm on May 29, 1925, have submitted and examined the instruments of ratification, which were found in good and due form, and have this day effected their exchange.

In faith whereof the undersigned have drawn up the present Procès-verbal, in two copies, have signed it and have affixed thereto their seals.

Done at Stockholm on October 23, 1925.

(Signed) ÖSTEN UNDÉN.
(Signed) FREDERIC VON ROSENBERG.

N° 1117.

ALLEMAGNE ET POLOGNE

Accord concernant les propriétés de famille, signé à Berlin, le 16 décembre 1925.

GERMANY AND POLAND

Family Estates Agreement, signed at Berlin, December 16, 1925.

Texte polonais — Polish Text.

No. 1117. — UKŁAD[1] POLSKO-NIEMIECKI O DOBRACH RODZINNYCH, PODPISALI W BERLINIE, DNIA 16 GRUDNIA 1925 ROKU.

Textes officiels allemand et polonais communiqués par le délégué de la Pologne auprès de la Société des Nations. L'enregistrement de cet accord a eu lieu le 4 mars 1926.

Polski Zarząd wymiaru sprawiedliwości i Pruski Zarząd wymiaru sprawiedliwości, działający w imieniu Państwa Niemieckiego, zgodziły się na to, by na podstawie upoważnienia udzielonego w art. 3 § 9 i art. 4 § 6 polsko-niemieckiego układu[2] z 20 września 1920 r. w przedmiocie przejęcia wymiaru sprawiedliwości, jako też na podstawie upoważnienia udzielonego w art. 3 § 9 i w art. 5 § 6 polsko-niemieckiego układu[3] z 12 kwietnia 1922 r. w przedmiocie przejęcia wymiaru sprawiedliwości na górnośląskim obszarze plebiscytowym-uregulować stosunki prawne majątków, związanych węzłem powierniczym i znajdujących się częściowo w Polsce a częściowo w Prusach i zamianowały w tym celu Pełnomocnikami :

Polski Zarząd wymiaru sprawiedliwości :

Włodzimierza Jabłońskiego, Naczelnika Wydziału w Ministerstwie Sprawiedliwości i Konstantego Ostrowicza, Prezesa Senatu przy Sądzie Apelacyjnym w Katowicach.

Pruski Zarząd wymiaru sprawiedliwości :

Dr. Carl Goes'a, Tajnego Radcę Legacyjnego w Urzędzie Spraw Zagranicznych i
Dr. Ernsta Kublera, em. Dyrektora Ministerjalnego, Rzeczywistego Tajnego Starszego Radcę Sprawiedliwości, Prezesa Pruskiego Urzędu Krajowego dla dóbr rodzinnych.

Pełnomocnicy przedłożyli sobie wzajemnie pełnomocnictwa, uznali je za dobre i należyte co do formy, poczem ugodzili się co do następujących postanowień :

§ 1.

Jeżeli majątek związany węzłem powierniczym (dobro rodzinne) znajduje się w całości w jednem z obu Państw, to owo dobro rodzinne podlega według art. 3 § 9 polsko-niemieckich układów z 20 września 1920 r. i z 12. kwietnia 1922 r., zawartych w przedmiocie przejęcia wymiaru sprawiedliwości, nadzorowi tego Państwa.

§ 2.

Jeżeli posiadłość ziemska, należąca do dobra rodzinnego, znajduje się w całości w jednem z obu Państw, to owa posiadłość ziemska podlega nadzorowi tego Państwa ; co do nadzoru nad majątkiem ruchomym należy stosować co następuje :

a) nadzór nad rzeczami ruchomemi, które przeznaczone są na to, aby stale służyły gospodarczemu celowi posiadłosci ziemskiej, jako też nadzór nad kapitałami,

[1] Entré en vigueur le 16 février 1926.
[2] Vol. IX, page 103 de ce recueil.
[3] Vol. XXI, page 327 de ce recueil.

TEXTE ALLEMAND. — GERMAN TEXT.

No. 1117. — DEUTSCH-POLNISCHES FAMILIENGÜTERABKOMMEN [1], GEZEICHNET IN BERLIN, AM 16 DEZEMBER 1925.

German and Polish official texts communicated by the Polish Delegate accredited to the League of Nations. The registration of this Agreement took place March 4, 1926.

Die PREUSSISCHE JUSTIZVERWALTUNG, handelnd im Namen des Deutschen Reichs, und die POLNISCHE JUSTIZVERWALTUNG sind übereingekommen, auf Grund der Ermächtigung im Artikel 3, § 9 und im Artikel 4, § 6 des deutsch polnischen Abkommens[2], betreffend die Überleitung der Rechtspflege, vom 20. September 1920 sowie auf Grund der Ermächtigung im Artikel 3, § 9 und im Artikel 5, § 6 des deutsch polnischen Abkommens[3], betreffend die Überleitung der Rechtspflege im oberschlesischen Abstimmungsgebiet, vom 12. April 1922 die Rechtsverhältnisse der fideikommissarisch gebundenen Vermögen, soweit diese sich teils in Preussen, teils in Polen befinden, zu regeln und haben zu ihren Bevollmächtigten ernannt.

Die PREUSSISCHE JUSTIZVERWALTUNG :

den Vortragenden Legationsrat im Auswärtigen Amt Dr. jur. Carl GOES und
den Ministerialdirektor i. R., wirklichen Geheimen Oberjustizrat Dr. jur. Ernst KUEBLER, Präsidenten des Preussischen Landesamts für Familiengüter.

Die POLNISCHE JUSTIZVERWALTUNG :

den Abteilungschef im Justizministerium Wlodzimierz JABLONSKI und
den Senatspräsidenten beim Appelationsgericht in Kattowitz Konstanty OSTROWICZ.

Die Bevollmächtigten haben ihre Vollmachten gegenseitig vorgelegt, diese in guter und gehöriger Form befunden und sich über folgende Bestimmungen geeinigt :

§ 1.

Befindet sich ein fideikommissarisch gebundenes Vermögen (Familiengut) ganz in einem der beiden Staaten, so untersteht gemäss Artikel 3, § 9 der deutsch-polnischen Abkommen vom 20. September 1920 und vom 12. April 1922, betreffend die Überleitung der Rechtspflege, das Familiengut der Aufsicht dieses Staates.

§ 2.

Befindet sich der zum Familiengut gehörige Grundbesitz ganz in einem der beiden Staaten, so untersteht der Grundbesitz der Aufsicht dieses Staates ; für die Aufsicht über das bewegliche Vermögen gilt folgendes :

a) Die Aufsicht über bewegliche Sachen, die dem wirtschaftlichen Zweck des Grundbesitzes dauernd zu dienen bestimmt sind, sowie die Aufsicht über Kapitalien,

[1] Came into force February 16, 1926.
[2] Vol. IX, page 103 of this Series.
[3] Vol. XXI, page 327 of this Series.

które pozostają do tej posiadłości ziemskiej w gospodarczym stosunku (np. fundusze inwentarzowe, meljoracyjne, sumy ubezpieczeniowe za szkody wyrządzone na posiadłosci ziemskiej) przechodzi z upływem roku po wejściu w życie tego układu na to Państwo, w którem posiadłość ziemska się znajduje,

b) nadzór nad kapitałami, których używa się na zaopatrzenia lub wsparcia, pozostawia sie temu Państwu, które wykonywuje nad niemi nadzór w czasie wejścia w życie tego układu, jeżeli w tym czasie odnośne kwoty w przeważnej części w tem Państwie mają być wypłacane.

W wypadkach, wymienionych pod *a)* i *b)*, można w przeciągu jednego roku po wejściu w życie tego układu zwrócić się do dotychczasowej władzy nadzorczej z wnioskiem o odstąpienie w drodze wyjątku od tej zasady. Do wniosku takiego uprawnione są osoby należące do rodziny lub przedstawicielstwo tej rodziny. Wniosek ten można uwzględnić tylko za zgodą władzy nadzorczej drugiego Państwa.

c) nadzór nad innym majątkiem ruchomym przechodzi po upływie roku po wejściu w życie tego układu na to Państwo, w którem znajduje się posiadłość ziemska, o ile w ciągu tego czasu dotychczasowa władza nadzorcza nie wejdzie w układy z władzą nadzorczą drugiego Państwa co do ustalenia wyjątkowych postanowień. Jeżeli co do takiego wyjątku nie osiągnie się porozumienia, to pozostawia się woli Polskiego i Pruskiego Zarządu wymiaru sprawiedliwości zawarcie odrębnych umów w przedmiocie uregulowania takich wypadków.

§ 3.

1. Jeżeli posiadłość ziemska znajduje się częściowo w jednem a częściowo w drugiem Państwie, to każde z obu Państw zatrzymuje nadzór nad majątkiem położonym na jego obszarze.

2. Na wniosek osób, należących do rodziny lub jej przedstawicielstwa, można jednak przekazać nadzór nad majątkiem ruchomym władzy nadzorczej drugiego Państwa, jeżeli ona na to się zgadza. Wniosek taki można przedstawić jedynie w ciągu roku po wejściu w życie tego układu.

3. Jeżeli w ciągu dwu lat po wejściu w życie tego układu nastąpi pozbycie części posiadłosci ziemskiej, znajdującej się w jednem Państwie, a jej równowartość stanie się częścią składową dobra rodzinnego, to może posiadacz powiernictwa w ciągu sześciu miesięcy po pozbyciu wystąpić u władzy nadzorczej z wnioskiem, aby równowartość tę w całości lub w części przekazano pod nadzór drugiego Państwa. Wniosek taki można jedynie wtedy uwzględnić, jeżeli zgodzi się na to władza nadzorcza drugiego Państwa i jeżeli równowartość ma być użyta do lepszego gospodarczego ukształtowania dobra rodzinnego, znajdującego się w drugiem Państwie (np. do wznoszenia budynków gospodarczych, zakupu inwentarza i posiadłości ziemskiej).

§ 4.

1. Jeżeli dobro rodzinne składa się tylko z majątku ruchomego, to jego części składowe — o ile już nie nastąpiło rozwiązanie dobra rodzinnego — podlegają nadzorowi tego Państwa, które nadzór ten wykonywuje w chwili wejścia w życie tego układu.

2. Postanowienie § 3 ust. 2 stosuje się odpowiednio.

§ 5.

1. Jeżeli do dobra rodzinnego należy własność górnicza lub kuksy starego prawa, to nadzór powierniczy nad kopalnią lub kuksami wykonywuje to Państwo, któremu wedle polsko-niemieckego górnosląskiego układu[1] górniczego z 22 czerwca 1922 r. przysługuje nad tą kopalnią nadzór policyjny.

[1] Vol. XXII, page 25 de ce recueil.

die in wirtschaftlicher Beziehung zum Grundbesitz stehen z. B. Inventarfonds, Meliorationsfonds, Versicherungsgelder für Schädigungen des Grundbesitzes, geht mit Ablauf eines Jahres nach dem Inkrafttreten dieses Abkommens auf den Staat über, in dem sich der Grundbesitz befindet.

b) Die Aufsicht über Kapitalien, die zur Versorgung oder Unterstützung verwendet werden, verbleibt dem Staate, der zur Zeit des Inkrafttretens dieses Abkommens die Aufsicht ausübt, wenn die Bezüge zu dieser Zeit überwiegend in diesem Staate zu zahlen sind.

In den Fällen zu *a* und *b* können Ausnahmen innerhalb eines Jahres nach dem Inkrafttreten dieses Abkommens bei der bisherigen Aufsichtsbehörde beantragt werden. Antragsberechtigt sind die Familienangehörigen oder eine Familienvertretung. Dem Antrage kann nur mit Zustimmung der Aufsichtsbehörde des anderen Staates stattgegeben werden.

c) Die Aufsicht über das sonstige bewegliche Vermögen geht mit Ablauf eines Jahres nach dem Inkrafttreten dieses Abkommens an den Staat über, in dem sich der Grundbesitz befindet, soweit nicht innerhalb dieser Frist die bisherige Aufsichtsbehörde mit der Aufsichtsbehörde des anderen Staates wegen Feststellung einer Ausnahme in Verbindung getreten ist. Wird über eine Ausnahme kein Einverständnis erzielt, so bleibt es der Preussischen und der Polnischen Justizverwaltung überlassen, über die Regelung solcher Fälle gesonderte Vereinbarungen zu treffen.

§ 3.

1. Befindet sich der Grundbesitz teils in dem einen Staate, teils in dem anderen Staate, so behält jeder der beiden Staaten die Aufsicht über das in seinem Gebiet befindliche Vermögen.

2. Auf Antrag der Familienangehörigen oder einer Familienvertretung kann jedoch die Aufsicht über bewegliches Vermögen auf die Aufsichtsbehörde des anderen Staates übergeleitet werden wenn diese zustimmt. Der Antrag ist innerhalb eines Jahres nach dem Inkrafttreten dieses Abkommens zulässig.

3. Wird von dem in dem einen Staate befindlichen Grundbesitz ein Teil innerhalb zweier Jahre nach dem Inkrafttreten dieses Abkommens veräussert und wird der Gegenwert Bestandteil des Familiengutes, so kann der Familiengutsinhaber binnen sechs Monaten nach der Veräusserung bei der Aufsichtsbehörde beantragen, dass der Gegenwert ganz oder teilweise in die Aufsicht des anderen Staates übergeleitet wird. Dem Antrage darf nur stattgegeben werden, wenn die Aufsichtsbehörde des anderen Staates zustimmt und der Gegenwert zur besseren wirtschaftlichen Ausgestaltung, z. B. Bau von Wirtschaftsgebäuden, Ankauf von Inventar und Grundbesitz, des in dem anderen Staate befindlichen Familiengutes verwendet wird.

§ 4.

1. Besteht das Familiengut nur aus beweglichem Vermögen, so bleiben seine Bestandteile, soweit nicht bereits eine Auflösung stattgefunden hat, der Aufsicht des Staates unterstellt, der die Aufsicht beim Inkrafttreten dieses Abkommens ausübt.

2. Die Bestimmung des § 3, Abs. 2 gilt entsprechend.

§ 5.

1. Gehört zu einem Familiengut Bergwerkseigentum oder gehören dazu Kuxe älteren Rechts, so wird die Familiengutsaufsicht über das Bergwerk oder die Kuxe von dem Staate ausgeübt, dem nach dem deutsch-polnischen oberschlesischen Bergwerksabkommen [1] vom 22. Juni 1922 die polizeiliche Aufsicht über das Bergwerk zusteht.

[1] Vol. XXII, page 25 of this Series.

2. Jeżeli do dobra rodzinnego należą kuksy nowego prawa, to co do nadzoru powierniczego nad niemi stosują się postanowienia o nadzorze nad majątkiem ruchomym.

§ 6.

1. Fundusze amortyzacyjne, a w szczególności fundusze ziemstw, pozostają aż do uregulowania stosunków odnośnych zakładów kredytowych pod nadzorem tego Państwa, w którem się one znajdują ; późniejsze sprawowanie nadzoru powinno się stosować do ewentualnych przyszłych postanowień umownych, dotyczących tych funduszów.

2. Postanowienie ustępu 1 stosuje się odpowiednio do praw na innych funduszach rolnych i do mas dyspozycyjnych, złożonych u władz przeprowadzających rozdział.

§ 7.

Przekazanie nadzoru nie narusza praw osób trzecich.

§ 8.

1. Jeżeli przy przekazaniu nadzoru zawisło u władz nadzorczych postępowanie co do majątku, który podlega nadzorowi drugiego Państwa, to należy sprawę oddać władzy nadzorczej drugiego Państwa w tym stanie, w jakim sie ona znajduje.

2. Jeżeli postępowanie odnosi się do majątku, nadzorowanego częściowo przez jedno a częściowo przez drugie Państwo, to prowadzić się je będzie dalej tylko co do tej części dobra rodzinnego, która podlega nadzorowi Państwa, w którem postępowanie się toczy. Co do drugiej części tego dobra rodzinnego można postępowanie przekazać na wniosek tego, kto dotychczas postępowanie to popierał.

§ 9.

1. O ile w czasie przekazania nadzoru zawisł spór o przedmiot, należący do dobra rodzinnego, stosuje się odpowiednio przepisy polsko-niemieckich układów z 20 września 1922 r. w przedmiocie przejęcia wymiaru sprawiedliwości.

2. Jeżeli spór o przedmiot, należący do dobra rodzinnego, zawiśnie po przekazaniu nadzoru w tem Panstwie, w którem ten przedmiot się znajduje, to przekazanie nadzoru pozostaje bez wpływu na właściwość sądów tego Państwa.

§ 10.

1. O ile na podstawie tego układu nadzór nie przechodzi automatycznie na drugie Państwo w pewnej oznaczonej chwili, decydującym jest dla tego przejścia dzień uprawomocnienia się odnośnego rozstrzygnięcia.

2. Władze nadzorcze dotychczas właściwe mają o przejściu nadzoru donieść interesowanym, a w szczególności instytucjom, u których znajdują się w urzedowem przechowaniu przedmioty należące do dobra rodzinnego. Instytucje te winny się do zarządzeń nowej władzy stosować w sposób odpowiedni tak, jak do zarządzeń dotychczasowej władzy nadzorczej.

2. Gehören zu einem Familiengut Kuxe neueren Rechts, so gelten für die Familiengutsaufsicht über diese die Bestimmungen für die Aufsicht über bewegliches Vermögen.

§ 6.

1. Die Amortisationsfonds, insbesondere der Landschaften, bleiben bis zur Regelung der Verhältnisse der sie betreffenden Kreditinstitute unter der Aufsicht des Staates, in dem sie sich befinden ; die spätere Aufsichtsführung soll der etwa zu vereinbarenden Bestimmung über diese Fonds folgen.

2. Die Bestimmung des Abs. 1 gilt entsprechend für Rechte an sonstigen landwirtschaftlichen Fonds und für die bei Auseinandersetzungsbehörden ruhenden Dispositionsfonds.

§ 7.

Durch die Überleitung der Aufsicht werden Rechte Dritter nicht berührt.

§ 8.

1. Ist bei Überleitung der Aufsicht bei den Aufsichtsbehörden ein Verfahren über Vermögen anhängig, dass der Aufsicht des anderen Staates untersteht, so ist die Sache in der Lage, in der sie sich befindet, an die Aufsichtsbehörde des anderen Staates abzugeben.

2. Bezieht sich das Verfahren auf Vermögen, das teils von dem einen, teils von dem anderen Staate beaufsichtigt wird, so wird es nur hinsichtlich des Teiles des Familienguts fortgeführt, der der Aufsicht des Staates untersteht, wo das Verfahren schwebt. Hinsichtlich des anderen Teiles des Familienguts kann das Verfahren auf Antrag dessen abgegeben werden, der das Verfahren bisher betrieben hat.

§ 9.

1. Soweit ein Rechtsstreit über einen zum Faimliengut gehörenden Gegenstand zur Zeit der Überleitung der Aufsicht anhängig ist, finden die Bestimmungen der deutsch-polnischen Abkommen vom 20. September 1920 und vom 12. April 1922, betreffend die Überleitung der Rechtspflege, entsprechende Anwendung.

2. Wird nach der Überleitung der Aufsicht ein Rechtsstreit über einen zum Familiengut gehörenden Gegenstand in dem Staate anhängig, in dem sich der Gegenstand befindet, so wird die Zuständigkeit der Gerichte dieses Staates durch die Überleitung der Aufsicht nicht berührt.

§ 10.

1. Soweit die Aufsicht auf Grund dieses Abkommens nicht zu einem bestimmten Zeitpunkt ohne weiteres auf den anderen Staat übergeht, ist für den Übergang der Tag der Rechtskraft der in Betracht kommenden Entscheidung massgebend.

2. Die bisher zuständigen Aufsichtsbehörden haben den Übergang der Aufsicht den Beteiligten, insbesondere den Stellen anzuzeigen, bei denen sich die Familiengutsgegenstände in amtlicher Verwahrung befinden. Diese Stellen haben den Anordnungen der neuen Aufsichtsbehörde in entsprechender Weise Folge zu leisten, wie den Anordnungen der bisherigen Aufsichtsbehörde.

§ 11.

Zarządzenia rozwiązujące dobro rodzinne, wydane przez władze nadzorcze obu Państw do chwili zawarcia tego układu, pozostają skuteczne, o ile odnoszą się do przedmiotów, znajdujących się w Państwie, które wydało wspomniane zarządzenie, albo do przedmiotów, nad któremi w myśl niniejszego układu nadzór temu Państwu przekazano.

§ 12.

1. O ile prawa osob trzecich nie stoją na przeszkodzie, można przedmioty, które z nadzoru jednego Państwa przekazano pod nadzór drugiego Państwa, przewieść na zarządzenie władzy nadzorczej na obszar drugiego Państwa. Do zarządzenia tego ma się dołączyć wniosek posiadacza powiernictwa. Przy przewiezieniu można korzystać z pośrednictwa najwyższej władzy powierniczej tego Państwa, w ktorem przedmioty się znajdują.

2. Władza nadzorcza ma zezwolić posiadaczowi powiernictwa na to, by zamiast złożonych kapitałów przewiózł inne odpowiednie walory.

§ 13.

1. Przy przewiezieniu przedmiotów nie zastosowuje się wydanych w Polsce lub w Niemczech przepisów, które wywozu zakazują, ograniczają go lub opłatami obciążają, o ile z wnioskiem o przewiezienie kapitałów wystąpiono w ciągu pięciu lat, a co do innych przedmiotów w przeciągu dwu lat po przekazaniu nadzoru *(§ 10)*.

2. Postanowienie ustępu 1 nie ma zastosowania w wypadkach § 3 ustęp 3.

3. Obie Strony zgodziły się na to, że przedmioty, które na podstawie tego układu przewozi się do Polski, nie podlegają likwidacji.

§ 14.

1. Za czynności władz nadzorczych przy przekazaniu nadzoru i przy przewiezieniu przedmiotów nie pobiera się należytości ani opłat stemplowych : każde Państwo ponosi swoje wydatki, wyłożone w gotówce.

2. Koszty przewiezienia ponieść ma posiadacz powiernictwa : za zezwoleniem władzy nadzorczej, może on je pobrać z majątku dobra rodzinnego.

§ 15.

1. Jeżeli kapitały wedle ustaw Państwa, w którem one się znajdują, są złożone z zapewnieniem pupilarnego bezpieczeństwa, to także wedle ustaw Państwa, na ktore nadzór przechodzi, uważa się złożenie to za dokonane z zapewnieniem pupilarnego bezpieczeństwa.

2. Także po przewiezieniu takich kapitałów do drugiego Państwa można zatrzymać dotychczasowy sposób złożenia.

3. W żadnym razie nie można kapitałów traktować mniej korzystnie z tego powodu, że nadzór przeniesiono na drugie Państwo.

§ 11.

Die bis zum Abschluss dieses Abkommens erfolgten Auflösungsmassnahmen der Aufsichtsbehörden der beiden Staaten, soweit sie sich auf die in ihrem Staate befindlichen oder in ihre Aufsicht übergeleiteten Gegenstände beziehen, bleiben wirksam.

§ 12.

1. Gegenstände, die aus der Aufsicht des einen Staates in die Aufsicht des anderen Staates übergeleitet worden sind, könenn auf Anordnung der Aufsichtsbehörde, sofern nicht Rechte Dritter entgegenstehen, in das Gebiet des anderen Staates übergeführt werden. Der Anordnung ist der Antrag des Familiengutsinhabers beizufügen. Wegen der Überführung kann die Vermittlung der obersten Familiengutsbehörde des Staates in Anspruch genommen werden, in dem sich die Gegenstände befinden.

2. Dem Familiengutsinhaber ist von der Aufsichtsbehörde zu gestatten, an Stelle der hinterlegten Kapitalien andere entsprechende Werte zu überführen.

§ 13.

1. Bei der Überführung der Gegenstände finden die im Deutschen Reich oder in Polen erlassenen Vorschriften, die die Ausfuhr verbieten, beschränken oder mit Abgaben belegen, keine Anwendung, sofern der Antrag auf Überführung von Kapitalien innerhalb fünf Jahren, von anderen Gegenständen innerhalb zweier Jahre nach Überleitung der Aufsicht (§ 10) gestellt ist.

2. Die Bestimmung des Abs. 1 findet auf die Fälle des § 3, Abs. 3 keine Anwendung.

3. Beide Teile sind darüber einig, dass Gegenstände, die auf Grund dieses Abkommens nach Polen übergeführt werden, der Liquidation nicht unterliegen.

§ 14.

1. Für die Tätigkeit der Aufsichtsbehörden bei Überleitung der Aufsicht und bei Überführung der Gegenstände werden Gebühren und Stempel nicht erhoben ; jeder Staat trägt seine baren Auslagen.

2. Die Kosten der Überführung hat der Familiengutsinhaber zu tragen ; er kann sie mit Genehmigung der Aufsichtsbehörde dem Familiengutsvermögen entnehmen.

§ 15.

1. Wenn Kapitalien nach den Gesetzen des Staates, in dem sie sich befinden, mündelsicher angelegt sind, so gilt diese Anlegung auch nach den Gesetzen des Staates als mündelsicher, auf den die Aufsicht übergeht.

2. Auch nach Überführung solcher Kapitalien in den anderen Staat kann die bisherige Art der Anlegung beibehalten werden.

3. Kapitalien dürfen in keiner Bezichung aus dem Grunde ungünstiger behandelt werden, weil die Aufsicht auf den anderen Staat übergeleitet worden ist.

§ 16.

1. Jeżeli dla powiernictwa przeciętego polskoniemiecką granicą istnieje przedstawicielstwo rodzinne (opiekun rodziny, rada nadzorcza, wydział agnatów, kurator, egzekutor i t. d.), to okoliczność, że ten przedstawiciel rodziny posiada obywatelstwo jednego tylko Państwa lub siedzibę w jednem tylko z obu Państw, nie powinna stanowić przeszkody w zatrzymaniu powiernictwa w drugiem Państwie.

2. To samo stosuje się w wypadku, jeżeli w przyszłości zajdzie potrzeba ustanowienia przedstawicielstwa rodziny w obu Państwach i w tym celu wystąpi się z wnioskiem o zamianowanie tej samej osoby.

3. Po upływie pięciu lat od wejścia w życie tego układu stosować się będzie postanowienia ustępu 1 i 2 tylko o tyle, o ile ustawy jednego z obu Państw czego odmiennego nie postanawiają.

§ 17.

1. Akta władz powierniczych, dotyczące poszczególnych dóbr rodzinnych — w Prusach akta urzędów dla rozwiązania dóbr rodzinnych oraz sądów nadziemiańskich, które sprawowały czynności władz powierniczych — o ile chodzi o dobra rodzinne, w których posiadłość ziemska znajduje się w jednem z obu Państw w całości, należą się temu Państwu i jemu winny być oddane.

2. Jeżeli posiadłość ziemska leży częściowo w jednem a częściowo w drugiem Państwie, to akta pozostawia się temu Państwu, w którem się one znajdują. Państwo to ma udzielić drugiemu Państwu — w każdej chwili na żądanie — odpisów potrzebnych do opracowania spraw albo pozwolić mu na wgląd do aktów.

§ 18.

Grunta należące :

a) do dóbr rodzinnych Wilckens-Sypniewo i hr. Hochberga-Krucz, a położone w Prusach,

b) do dóbr rodzinnych hr. Reichenbach-Goszyce i bar. von Puttkammer-Schoen-Steine, a położone w Polsce, winna uznać władza nadzorcza bez postępowania rozwiązującego za wolne w ręku posiadacza powiernictwa, o ile tenże wystąpi z takim wnioskiem w ciągu roku po wejściu w życie tego układu.

§ 19.

1. Nadzór nad obrazem Sandra Botticellego : Marja z Dzieciątkiem otoczona chórem spiewających aniołów », należącym do dobra rodzinnego Atanazego hr. Raczyńskiego, a znajdującym się w galerji obrazów Muzeum Cesarza Fryderyka w Berlinie, przechodzi na władze polskie.

2. Ponieważ Skarb Pruski rości sobie do posiadania tego obrazu prawa umowne, a Rząd Polski prawom tym zaprzecza, przeto złączone z tem kwestje prawne, jako też czy i w jaki sposób przewiezienie obrazu nastąpić powinno, zastrzega się w odrębnej umowie.

§ 20.

1. Polskie i niemieckie władze sądowe oraz nadzorcze mają w sprawach objętych tym układem użyczać sobie nawzajem i w jaknajszerszym zakresie bezpośredniej pomocy prawnej.

§ 16.

1. Besteht für ein von der deutsch-polnischen Grenze durchschnittenes Familienfideikommis eine Familienvertretung (Familienpfleger, Familienrat, Agnatenausschuss, Kurator, Exekutor usw.), so soll der Umstand, dass der Familienvertreter die Staatsangehörigkeit oder den Wohnsitz nur in einem der beiden Staaten besitzt, der Beibehaltung in dem anderen Staate nicht entgegenstehen.

2. Das gleiche gilt für den Fall, dass künftig eine Familienvertretung in beiden Staaten einzurichten ist und hierfür die Bestellung der gleichen Person beantragt wird.

3. Nach Ablauf von fünf Jahren seit dem Inkrafttreten dieses Abkommens finden die Bestimmungen des Abs. 1 und des Abs. 2 nur insoweit Anwendung, als nicht die Gesetze eines der beiden Staaten Abweichendes vorschreiben.

§ 17.

1. Die über die einzelnen Familiengüter geführten Akten der Familiengutsbehörden — in Preussen der Auflösungsämter für Familiengüter und der als Familiengutsbehörden tätig gewesenen Oberlandesgerichte — stehen, soweit es sich um Familiengüter handelt, deren Grundbesitz sich ganz in einem der beiden Staaten befindet, diesem Staate zu und sind an ihn abzugeben.

2. Liegt der Grundbesitz teils in dem einen, teils in dem anderen Staate, so verbleiben die Akten dem Staate, in dem sie sich befinden. Dieser Staat hat dem anderen Staate auf Verlangen jederzeit Abschriften der für die Bearbeitung der Sachen erforderlichen Schriftstücke zu erteilen oder Einsicht in die Akten zu gestatten.

§ 18.

Die Grundstücke, die

a) zu den Familiengütern von Wilckens-Sypniewo und Graf Hochberg-Krutsch gehören und in Preussen liegen,

b) zu den Familiengütern Graf Reichenbach-Goschütz und Freiherr von Puttkammer-Schön-Steine gehören und in Polen liegen,

sind von der Aufsichtsbehörde ohne Auflösungsverfahren in der Hand des Familiengutsinhabers als frei zu erklären, sofern dieser es innerhalb eines Jahres nach dem Inkrafttreten dieses Abkommens beantragt.

§ 19.

1. Das zum Familienfideikommis Graf Athanasius von Raczynski gehörende Bild des Sandro Botticelli " Maria mit dem Kinde , umgeben von einem Chor singender Engel " das sich in der Gemäldegalerie des Kaiser-Friedrich-Museums in Berlin befindet, wird in polnische Aufsicht übergeleitet.

2. Da der Preussische Fiskus vertragliche Rechte auf den Besitz des Bildes geltend macht, während die Polnische Regierung diese Rechte bestreitet, bleibt eine besondere Vereinbarung über die hiermit zusammenhängenden Rechtsfragen und darüber vorbehalten, ob und unter welchen Umständen eine Überführung des Bildes erfolgen soll.

§ 20.

1. Die deutschen und die polnischen Gerichts- und Aufsichtsbehörden haben in den unter dieses Abkommen fallenden Angelegenheiten einander unmittelbare Rechtshilfe in weitestem Umfange zu leisten.

2. Występując z wnioskami do władz nadzorczych drugiego Państwa można się zwrócić do najwyższej władzy powierniczej tego Państwa o pośrednictwo. O ile chodzi o pomoc prawną należy stosować odpowiednio postanowienia polsko-niemieckiego układu o obrocie prawnym.

§ 21.

O ile przy zastosowaniu tego układu w poszczególnych wypadkach miałyby się okazać jakie trudności, to uregulowanie ich w drodze bezpośredniej pozostawia się Polskiemu i Pruskiemu Zarządowi wymiaru sprawiedliwości.

§ 22.

Postanowienia, zawarte w art. 3 § 9 ustęp 3 polskoniemieckich układów z 20 września 1920 r. i z 12 kwietnia 1922 r. w przedmiocie przejęcia wymiaru sprawiedliwości, pozostają w mocy.

§ 23.

Układ ten wchodzi w życie z upływem dwu miesięcy od dnia podpisania.

W dowód tego Pełnomocnicy układ ten w polskim oraz niemieckim oryginale podpisali i zaopatrzyli go swemi pieczęciami.

Działo się w Berlinie, dnia 16 grudnia 1625 roku.

(L. S.) Włodzimierz JABŁOŃSKI.
(L. S.) Konstanty OSTROWICZ.
(L. S.) Dr. jur. Carl GOES.
(L. S.) Dr. jur. Ernst KUBLER.

2. Soweit Anträge an Aufsichtsbehörden des anderen Staates gestellt werden, kann die Vermittelung der obersten Familiengutsbehörde des anderen Staates in Anspruch genommen werden. Für die Rechtshilfe gelten die Bestimmungen des deutsch-polnischen Vertrags über den Rechtsverkehr entsprechend.

§ 21.

Soweit sich bei Anwendung dieses Abkommens in einzelnen Fällen Schwierigkeiten ergeben sollten, bleibt es der Preussischen und der Polnischen Justizverwaltung überlassen, sich über ihre Regelung unmittelbar zu verständigen.

§ 22.

Die Bestimmungen des Artikel 3, § 9 Abs. 3 der deutsch-polnischen Abkommen vom 20. September 1920 und vom 12. April 1922, betreffend die Überleitung der Rechtspflege, bleiben aufrecht erhalten.

§ 23.

Das Abkommen tritt zwei Monate nach Unterzeichnung in Kraft.

Zu Urkund dessen haben die Bevollmächtigten das Abkommen in deutscher und in polnischer Urschrift unterzeichnet und mit ihren Siegeln versehen.

So geschehen in Berlin, am 16. Dezember 1925.

(L. S.) Dr. jur. CARL GOES.
(L. S.) Dr. jur. ERNST KUEBLER.
(L. S.) WLODZIMIERZ JABLONSKI.
(L. S.) KONSTANTY OSTROWICZ .

[1] TRADUCTION.

N° 1117. — ACCORD ENTRE L'ALLEMAGNE ET LA POLOGNE CONCERNANT LES PROPRIÉTÉS DE FAMILLE, SIGNÉ A BERLIN, LE 16 DÉCEMBRE 1925.

L'ADMINISTRATION JUDICIAIRE PRUSSIENNE, agissant au nom du REICH, et l'ADMINISTRATION JUDICIAIRE POLONAISE, en vertu de l'autorisation contenue au paragraphe 9 de l'article 3 et au paragraphe 6 de l'article 4 de l'Accord germano-polonais du 20 septembre 1920 relatif au transfert de l'administration judiciaire ; en vertu également de l'autorisation contenue au paragraphe 9 de l'article 3 et au paragraphe 6 de l'article 5 de l'Accord germano-polonais du 12 avril 1922 relatif au transfert de l'administration judiciaire dans le territoire plébiscitaire de la Haute-Silésie, ont décidé de régler la situation juridique des fidéicommis qui se trouvent en partie en Prusse et en partie en Pologne, et elles ont désigné pour leurs plénipotentiaires :

L'ADMINISTRATION JUDICIAIRE PRUSSIENNE :

M. Carl GOES, docteur en droit, conseiller de légation référendaire au Ministère des Affaires étrangères ; et

M. Ernst KUEBLER, docteur en droit, conseiller supérieur de Justice réel intime, ancien directeur au Ministère de la Justice, président de l'Office national prussien des biens de famille.

L'ADMINISTRATION JUDICIAIRE POLONAISE :

M. Wlodzimierz JABŁOŃSKI, chef de division au Ministère de la Justice ; et

M. Konstanty OSTROWICZ, président de chambre à la Cour d'appel de Kattowitz ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs reconnus en bonne et due forme, sont convenus de ce qui suit :

§ 1.

Si un fidéicommis (bien de famille) est situé entièrement sur le territoire de l'un des deux Etats, le bien de famille sera placé sous la surveillance dudit Etat en vertu du paragraphe 9 de l'article 3 des Accords germano-polonais du 20 septembre 1920 et du 12 avril 1922 relatifs au transfert de l'administration judiciaire.

§ 2.

Si la propriété foncière appartenant au bien de famille est située entièrement sur le territoire d'un des deux Etats, ladite propriété foncière sera soumise à la surveillance de cet Etat ; en ce qui concerne la surveillance des biens mobiliers, il y aura lieu d'appliquer les dispositions suivantes :

a) La surveillance des objets mobiliers destinés à servir d'une manière permanente à l'exploitation de la propriété foncière, ainsi que la surveillance des capitaux affectés à l'exploitation de la propriété foncière (par exemple, fonds pour l'entretien du cheptel mort et vif, fonds d'amélioration, fonds réservés au paiement des primes d'assurance

[1] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

[1] TRANSLATION.

No. 1117. — AGREEMENT BETWEEN GERMANY AND POLAND CONCERNING FAMILY ESTATES, SIGNED AT BERLIN, DECEMBER 16, 1925.

THE PRUSSIAN JUDICIAL ADMINISTRATION, acting on behalf of the GERMAN REICH, and THE POLISH JUDICIAL ADMINISTRATION have agreed, on the basis of the authorisation conferred by paragraph 9 of Article 3 and paragraph 6 of Article 4 of the Germano-Polish Agreement relating to the transfer of the administration of justice of September 20, 1920, and on the basis of the authorisation conferred by paragraph 9 of Article 3 and paragraph 6 of Article 5 of the Germano-Polish Agreement relating to the transfer of the administration of justice in the Upper Silesian plebiscite area of April 12, 1922, to regulate the legal position of trust estates in cases in which such estates are situated partly in Prussia and partly in Poland, and have appointed as their Plenipotentiaries :

THE PRUSSIAN JUDICIAL ADMINISTRATION :

M. Carl GOES, Doctor of Laws, Vortragender Legationsrat in the Foreign Office, and

M. Ernst KUEBLER, Doctor of Laws, Wirklicher Geheimer Oberjustizrat, a former Ministerial Director, Head of the Prussian National Office for Family Estates ;

THE POLISH JUDICIAL ADMINISTRATION :

M. Wlodzimierz JABŁOŃSKI, Director of Department in the Ministry of Justice, and
M. Konstanty OSTROWICZ, President of the Senate at the Court of Appeal in Kattowitz.

The Plenipotentiaries, after communicating their full powers found in good and due form, have agreed as follows :

Paragraph 1.

If a trust estate (a family estate — Familiengut) is situated entirely in one of the two States, it shall be subject, in accordance with paragraph 9 of Article 3 of the Germano-Polish Agreements of September 20, 1920, and April 12, 1922, relating to the transfer of the administration of justice, to the control of the State in question.

Paragraph 2.

If the immovable property belonging to the family estate is situated entirely in one of the two States, such immovable property shall be subject to the control of the State in question ; control over movable property shall be governed by the following rules :

(a) Control over movable objects which are intended to be used permanently for the economic exploitation of the immovable property, together with control over funds directly connected with the economic exploitation of the immovable property, such as stock and equipment funds, improvement funds and insurance money for

[1] Translated by the Secretariat of the League of Nations.

contre les risques de dommages à la propriété foncière) sera, à l'expiration d'un délai d'un an à partir de la mise en vigueur du présent accord, transférée à l'Etat sur le territoire duquel se trouve la propriété foncière.

b) La surveillance des capitaux affectés au paiement de pensions ou d'allocations continuera d'incomber à l'Etat qui exerce cette surveillance au moment de l'entrée en vigueur du présent accord, si lesdites pensions et allocations sont, à cette date, payables en majeure partie dans ledit Etat.

Il pourra être demandé à l'autorité chargée jusqu'alors d'exercer la surveillance, pendant un délai d'un an à dater de la mise en vigueur du présent accord, d'accorder des dérogations pour les cas mentionnés aux alinéas *a)* et *b)*. Les membres de la famille, ou les représentants de la famille, seront fondés à formuler cette demande. Il ne pourra être donné suite à la demande qu'avec le consentement de l'autorité de surveillance de l'autre Etat.

c) La surveillance des autres biens mobiliers sera, à l'expiration d'un délai d'un an à partir de la mise en vigueur du présent accord, transférée à l'Etat sur le territoire duquel est située la propriété foncière, à moins qu'au cours de ce délai l'autorité qui a, jusqu'alors, assuré la surveillance, ne se soit mise en rapport avec l'autorité de surveillance de l'autre Etat en vue d'établir une dérogation. Si ces organismes ne peuvent arriver à une entente au sujet d'une dérogation, les cas d'espèce feront l'objet d'accords séparés entre les administrations judiciaires prussienne et polonaise.

§ 3.

1. Si la propriété foncière est située en partie dans l'un des deux Etats et en partie dans l'autre, chacun des deux Etats conservera la surveillance des biens situés sur son territoire.

2. Toutefois, sur la demande des membres de la famille, ou des représentants de la famille, la surveillance des biens mobiliers pourra être transférée à l'autorité de surveillance de l'autre Etat, si celle-ci y consent. La demande sera recevable pendant un délai d'un an à partir de la mise en vigueur du présent accord.

3. Si, pendant une période de deux ans à compter de la mise en vigueur du présent accord, une partie de la propriété foncière située dans l'un des deux Etats est aliénée, et si la contre-valeur devient partie intégrante du bien de famille, le détenteur dudit bien pourra, dans un délai de six mois à partir de l'aliénation, demander à l'autorité de surveillance que la contre-valeur passe, en tout ou en partie, sous la surveillance de l'autre Etat. Il ne pourra être donné suite à cette demande que si l'autorité de surveillance de l'autre Etat y consent et si la contre-valeur sert à améliorer l'exploitation du bien de famille situé dans l'autre Etat (par exemple, construction de bâtiments d'exploitation, acquisition de cheptel mort et vif ou de biens-fonds).

§ 4.

1. Si le bien de famille ne se compose que de biens mobiliers, les éléments de ces biens, pour autant que ceux-ci n'auront pas été déjà dispersés, resteront soumis à la surveillance de l'Etat qui exerce cette surveillance lors de la mise en vigueur du présent accord.

2. La disposition de l'alinéa 2 du paragraphe 3 sera applicable par analogie.

§ 5.

1. Si une propriété minière ou des parts de mine *(Kuxen)* ancien régime, appartiennent à un bien de famille, la surveillance dudit bien, en ce qui concerne la mine ou les parts de mine,

damage done to the immovable property, shall be taken over at the expiration of one year after the coming into force of the present Agreement by the State in which the immovable property is situated.

(b) Control over funds employed for purposes of maintenance or assistance shall continue to be exercised by the State which exercises control at the time of the coming into force of the present Agreement, provided that the sums payable at that time are payable predominantly in the said State.

As regards cases arising under paragraphs *(a)* and *(b)*, requests for exceptional treatment may be made within one year after the coming into force of the present Agreement to the authorities who have hitherto exercised control. Such requests may be made by members or representatives of the family concerned. A request can only be granted provided that the supervising authorities of the other State give their consent.

(c) Control over the remaining movable property shall be taken over on the expiration of one year from the coming into force of the present Agreement by the State in which the immovable property is situated, unless within that period the authorities who have hitherto exercised control are in communication with the supervising authorities of the other State, with a view to the granting of exceptional treatment. If no agreement is reached in regard to such exceptional treatment, it shall be permissible for the Prussian and Polish Judicial Administrations to conclude special agreements with regard to the settlement of such cases.

Paragraph 3.

(1) If the immovable property is situated partly in one State and partly in the other, each of the two States shall retain control over the property situated in its territory.

(2) At the request of members or representatives of the family concerned, the control over movable property may be transferred to the supervising authorities of the other State, subject to the consent of such authorities. Applications to this effect may be made within one year after the coming into force of the present Agreement.

(3) If part of the immovable property situated in one of the two States be alienated within two years after the coming into force of the present Agreement, and if the equivalent received therefor becomes an integral part of the family estate, the owner of the family estate may, within six months after alienation, submit an application to the supervising authorities for the transfer of the whole or part of the equivalent to the control of the other State. The application may only be granted if the supervising authorities of the other State give their consent, and if the equivalent in question is employed in furthering the economic development (*e. g.* the construction of farm buildings or the purchase of equipment and stock or land) of the family estate situated in the other State.

Paragraph 4.

(1) If the family estate consists entirely of movable property, the constituent parts thereof shall remain, in so far as they have not already been dispersed, under the control of the State which exercises control at the time of the coming into force of the present Agreement.

(2) The provisions of paragraph 3, paragraph 2, shall apply *mutatis mutandis*.

Paragraph 5.

(1) If mining property or mining shares *(Kuxen)* instituted under the old legal system form part of a family estate, family estate control over the mines or the mining shares shall be exercised by the

sera exercée par l'Etat dont la police, en vertu de l'accord germano-polonais du 22 juin 1922, relatif aux mines de la Haute-Silésie, possède le droit de surveillance sur la mine.

2. Si des parts de mine *(Kuxen)* nouveau régime, appartiennent à un bien de famille, les dispositions relatives à la surveillance des biens mobiliers, seront également applicables à ces parts.

§ 6.

1. Les fonds d'amortissement, et notamment ceux des « Landschaften », resteront, jusqu'au règlement de la situation des instituts de crédit qui les administrent, sous la surveillance de l'Etat où ils se trouvent ; la surveillance ultérieure dépendra de la disposition dont il y aura éventuellement lieu de convenir au sujet de ces fonds.

2. La disposition de l'alinéa 1 sera applicable par analogie aux droits afférents à d'autres fonds agricoles et aux fonds disponibles confiés à des commissions de partage.

§ 7.

Le transfert de la surveillance n'affectera pas les droits des tiers.

§ 8.

1. Si, lors du transfert de la surveillance, les autorités de surveillance sont saisies d'une affaire relative à des biens soumis à la surveillance de l'autre Etat, l'affaire devra être transmise telle quelle à l'autorité de surveillance de l'autre Etat.

2. Si l'instance concerne des biens placés en partie sous la surveillance d'un Etat et en partie sous la surveillance de l'autre, elle ne sera poursuivie qu'en ce qui concerne la partie du bien de famille soumise à la surveillance de l'Etat sur le territoire duquel l'instance est pendante. Pour l'autre partie du bien de famille, l'affaire pourra, à la demande de la personne qui l'aura poursuivie jusqu'alors, faire l'objet d'un dessaisissement en faveur de l'autorité compétente de l'autre Etat.

§ 9.

1. Si un procès, relatif à un objet appartenant au bien de famille, est pendant au moment du transfert de la surveillance, il y aura lieu d'appliquer, par analogie, les dispositions des Accords germano-polonais du 20 septembre 1920 et du 12 avril 1922 relatifs au transfert de l'administration judiciaire.

2. Si, postérieurement au transfert de la surveillance, un procès relatif à un objet appartenant au bien de famille, est intenté dans l'Etat où se trouve ledit objet, la compétence des tribunaux de cet Etat ne sera pas affectée par le transfert de la surveillance.

§ 10.

1. Pour autant que la surveillance ne se trouve pas, en vertu du présent accord, transférée sans autre formalité à l'autre Etat à une date déterminée, ce transfert aura lieu le jour où la décision en question aura acquis force de chose jugée.

2. Les autorités de surveillance compétentes jusqu'alors devront notifier le transfert de la surveillance aux intéressés et notamment aux administrations chargées de la garde des objets appartenant au bien de famille. Ces administrations devront se conformer aux instructions de la nouvelle Autorité comme à celles de l'ancienne.

State which is responsible for the police supervision of the mine under the terms of the Germano-Polish Agreement relating to the mines of Upper Silesia of June 22, 1922.

If mining shares *(Kuxen)* instituted under the new legal system form part of a family estate, the regulations concerning control over movable property shall apply to family estate control over such shares.

Paragraph 6.

(1) Amortisation funds, in particular those of the " Landschaften " shall, until the position of the credit institutions with which they are connected has been regulated, remain under the control of the State in which they are deposited ; control over them shall subsequently be exercised in accordance with such regulations as may be agreed upon with regard to the said funds.

(2) The provisions of paragraph 1 shall apply *mutatis mutandis* to rights in respect of other agricultural funds and to the cash assets in the hands of the liquidation authorities.

Paragraph 7.

The transfer of control shall not affect the rights of third parties.

Paragraph 8.

(1) If at the time of the transfer of control, proceedings are pending before the supervising authorities with regard to property which is subject to the control of the other State, the case shall be transferred as it stands to the supervising authorities of the other State.

(2) If the proceedings relate to property which is partly subject to the control of the one State and partly to the control of the other, the case shall only be proceeded with as regards that part of the family estate which is subject to the control of the State in which the proceedings are pending. The proceedings with regard to the other part of the family estate may, at the request of the person who instituted them, be transferred to the competent authority of the other State.

Paragraph 9.

(1) If an action with regard to an object forming part of the family estate is pending at the time of the transfer of control, the provisions of the Germano-Polish Agreements of September 20, 1920, and April 12, 1922, relating to the transfer of the administration of justice shall apply *mutatis mutandis*.

(2) If after the transfer of control an action with regard to an object forming part of the family estate is pending in the State in which the object is situated, the competence of the courts of the State in question shall not be affected by the transfer of control.

Paragraph 10.

(1) In cases in which control is not transferred automatically to the other State at a given date by virtue of the present Agreement, the transfer shall take place on the day on which the decision in question took effect.

(2) The supervising authorities who have hitherto been competent must notify the transfer of control to the persons concerned, in particular to the offices in whose official custody the objects belonging to the family estate have been deposited. These offices must comply with the instructions of the new supervising authorities in the same manner as with those of the authorities who have hitherto exercised control.

§ 11.

Les mesures de partage prises jusqu'à la conclusion du présent accord par les commissions de surveillance des deux Etats, resteront en vigueur pour autant que les commissions auront visé, dans ces mesures, des objets situés dans leur Etat ou transférés sous leur surveillance.

§ 12.

1. Les objets dont la surveillance a passé d'un Etat à l'autre pourront, en vertu d'une ordonnance de l'autorité de surveillance et si les droits de tiers ne s'y opposent pas, être transférés effectivement d'un Etat dans l'autre. La demande du détenteur du bien de famille sera jointe à l'ordonnance. Il pourra être fait appel, en vue de ce transfert, à l'entremise de l'autorité suprême de surveillance des biens de famille de l'Etat dans lequel se trouvent les objets.

2. L'autorité de surveillance devra permettre au détenteur du bien de famille de transférer dans l'autre territoire, à la place des capitaux déposés, d'autres valeurs équivalentes.

§ 13.

1. Pour le transfert des objets, les prescriptions en vigueur dans le Reich allemand ou en Pologne, interdisant les exportations, les restreignant, ou les frappant de droits ne seront pas applicables, pourvu que la demandede transfert soit présentée pour les capitaux dans un délai de cinq ans et pour les autres objets dans un délai de deux ans, à dater du transfert de la surveillance (paragraphe 10).

2. La disposition de l'alinéa 1 ne s'appliquera pas au cas prévu à l'alinéa 3 du paragraphe 3.

3. Les deux Parties contractantes conviennent que les objets transférés en Pologne en vertu du présent accord ne pourront pas être soumis à la liquidation.

§ 14.

1. En ce qui concerne les opérations des autorités de surveillance, lors du transfert de la surveillance et du transfert des objets, il ne sera perçu ni frais ni droits de timbre ; chaque Etat supportera ses débours.

2. Le détenteur du bien de famille devra supporter les frais du transfert des objets ; il pourra, avec le consentement de l'autorité de surveillance les prélever sur l'actif du bien de famille.

§ 15.

1. Si les capitaux sont, aux termes de la législation de l'Etat dans lequel ils se trouvent, placés en valeurs pupillaires *(mündelsicher)*, ce placement sera également considéré comme pupillaire aux termes de la législation de l'Etat auquel la surveillance est transférée.

2. Même après le transfert de ces capitaux dans l'autre Etat, ceux-ci pourront être placés de la même manière que jusqu'alors.

3. Les capitaux ne devront à aucun égard subir un traitement moins favorable du fait que la surveillance a été transférée à l'autre Etat.

Paragraph 11.

Liquidation measures taken before the conclusion of the present Agreement by the supervising authorities of the two States shall, in so far as they relate to objects situated in their State or transferred to their control, remain in force.

Paragraph 12.

(1) Objects which have been transferred from the control of the one State to the control of the other may be transferred by virtue of an order of the supervising authorities to the territory of the other State, provided that the rights of third parties are not infringed thereby. The application of the owner of the family estate must be attached to the order. The supreme family estate authorities of the State in which the objects are situated may be used as intermediaries in connection with the transfer.

(2) The owner of the family estate will be permitted by the supervising authorities to transfer other equivalent securities in place of the deposited funds.

Paragraph 13.

(1) The regulations issued in the German Reich or in Poland, prohibiting, restricting or imposing duties in respect of exportation, shall not apply to the transfer of the objects, provided that the application for such transfer be presented in the case of cash assets within five years and in the case of other objects within two years after the transfer of control (paragraph 10).

(2) The provisions of paragraph 1 shall not apply to the cases mentioned in paragraph 3 of paragraph 3.

(3) Both parties agree that objects which are transferred to Poland on the basis of the present Agreement shall not be subject to liquidation.

Paragraph 14.

(1) No fees or stamp duty shall be charged in respect of the operations of the supervising authorities in connection with the transfer of control and the transfer of the objects ; each State shall be responsible for its own expenses.

(2) The owner of the family estate shall bear the costs of the transfer of the objects. He may with the consent of the supervising authorities charge them against the family estate.

Paragraph 15.

(1) If funds are invested in securities which are suitable for the investment of trust funds *(mündelsicher)* under the laws of the State in which they are placed, such investments shall also be deemed to be trustee investments under the laws of the State which takes over control.

(2) The method of investment hitherto in force may also be retained after the transfer of such funds to the other State.

(3) These funds may not be subject to treatment less favourable in any way in consequence of control having been transferred to the other State.

§ 16.

1. Si un fidéicommis familial, divisé par la frontière germano-polonaise, est administré par des représentants de la famille (curateur de famille, conseil de famille, conseil d'agnats, curateur, exécuteur, etc.), le fait que le représentant de la famille ne possède que la nationalité d'un des deux Etats ou n'est domicilié que dans l'un des deux Etats ne devra pas empêcher qu'il soit maintenu dans ses fonctions sur le territoire de l'autre Etat.

2. Il en sera de même au cas où un représentant de la famille devrait être constitué ultérieurement dans les deux Etats et où la désignation, à cet effet, de la même personne, serait demandée.

3. A l'expiration d'un délai de cinq ans à partir de la mise en vigueur du présent accord, les dispositions de l'alinéa 1 et de l'alinéa 2 ne seront applicables que sauf stipulation contraire des lois de l'un des deux Etats.

§ 17.

1. Les dossiers établis pour les divers biens de famille par les autorités de surveillance des biens de famille — en Prusse, les dossiers des offices de partage des biens de famille et des cours provinciales *(Oberlandesgerichte)* qui ont fait fonctions d'autorité de surveillance des biens de famille — appartiendront à cet Etat et devront lui être transmis en tant qu'il s'agit de biens de famille dont la propriété foncière est entièrement située sur le territoire de l'un des deux Etats.

2. Si la propriété foncière est située en partie dans un Etat et en partie dans l'autre, les dossiers resteront dans l'Etat sur le territoire duquel ils se trouvent. Cet Etat devra, en tout temps, communiquer à l'autre, sur demande, des expéditions des documents nécessaires à l'étude des affaires ou lui permettre de prendre connaissance des dossiers.

§ 18.

a) Les terres qui appartiennent aux biens de famille von Wilckens-Sypniewo et Graf Hochberg-Krutsch et sont situés en Prusse ;

b) les terres qui appartiennent aux biens de famille Graf Reichenbach-Goschütz et Freiherr von Puttkammer Schön-Steine et sont situés en Pologne.

Devront, sans procédure de partage, être déclarés libres aux mains du détenteur du bien par l'autorité de surveillance, à condition que ledit détenteur présente une demande à cet effet dans un délai d'un an à partir de la mise en vigueur du présent accord.

§ 19.

1. Le tableau de Sandro Botticelli : «La Vierge à l'Enfant entourée d'un chœur d'anges», appartenant au fidéicommis de famille Graf Athanasius de Raczynski, qui se trouve dans la galerie de peinture du Kaiser-Friedrich-Museum, à Berlin passera sous la surveillance de la Pologne,

2. Etant donné que le fisc prussien fait valoir des droits contractuels sur la possession du tableau, tandis que le Gouvernement polonais conteste ces droits, les deux Parties se réservent de conclure un accord particulier sur les points de droit relatifs à cette affaire et sur la question de savoir si et dans quelles conditions, il devra être procédé à un transfert du tableau.

§ 20.

1. Les autorités judiciaires et les autorités de surveillance allemandes et polonaises devront se prêter un concours réciproque direct aussi étendu que possible dans les affaires visées par le présent accord.

Paragraph 16.

(1) If there is a family representative (a family administrator, a family council, a committee of agnates, a curator, an executor, etc.) for a family trust estate divided by the Germano-Polish frontier, the fact that the family representative only possesses the nationality of, or is only domiciled in, one of the two States shall not prevent his continuing to exercise his functions in the other State.

(2) The same rule shall apply in cases in which a family representative is to be appointed in future in both States and application is made for the appointment of the same person.

(3) On the expiration of five years after the coming into force of the present Agreement the provisions of paragraphs 1 and 2 shall only apply in so far as they are not contrary to the laws of either of the two States.

Paragraph 17.

(1) The records kept by the family estate authorities in respect of individual family estates — in Prussia the liquidation office for family estates and the provincial courts of appeal *(Oberlandesgerichte)* which acted as family estate authorities — shall, in the case of family estates of which the immovable property is entirely situated in one of the two States, belong to the State in question and be handed over to it.

(2) If the immovable property is situated partly in one State and partly in the other, the records shall remain in the possession of the State in which they are deposited. The said State shall at any time, on request, furnish the other State with copies of the documents required for purposes of investigation or allow it to examine the records.

Paragraph 18.

All land :

(a) Belonging to the family estates " von Wilckens-Sypniewo " and " Graf Hochberg-Krutsch " and situated in Prussia ; or

(b) Belonging to the family estates of " Graf Reichenbach-Goschütz " and " Freiherr von Puttkammer Schön-Steine " and situated in Poland,

shall be declared by the supervising authorities, without liquidation procedure, to belong free of conditions to the holder of the family estate, provided that he makes application to that effect within one year after the coming into force of the present Agreement.

Paragraph 19.

(1) The picture by Sandro Botticelli entitled " Madonna and Child, surrounded by a choir of singing angels ", belonging to the family trust estate " Graf Athanasius von Raczynski " which is in the picture gallery of the Kaiser Friedrich Museum in Berlin, shall be transferred to Polish control.

(2) Inasmuch as the Prussian revenue authorities assert contractual rights to the possession of the picture in question while the Polish Government contests these rights, the parties reserve the right to conclude a special agreement with regard to the legal questions involved and with regard to the question whether, and under what circumstances, the transfer of the picture is to be effected.

Paragraph 20.

(1) The German and Polish judicial authorities and supervising authorities shall accord to each other direct legal assistance to the greatest possible extent in connection with the matters referred to in the present Agreement.

2. Si les demandes sont adressées à des autorités de surveillance de l'autre Etat, l'intervention de l'autorité suprême de surveillance des biens de famille de l'autre Etat pourra être réclamée. En ce qui concerne le concours réciproque entre ces administrations, les dispositions de la Convention germano-polonaise sur les rapports d'ordre judiciaire seront applicables par analogie.

§ 21.

Au cas où l'application du présent accord soulèverait des difficultés dans des cas particuliers, il incombera aux administrations judiciaires prussienne et polonaise de s'entendre directement au sujet du règlement desdites difficultés.

§ 22.

Les dispositions de l'alinéa 3 du paragraphe 9 de l'article 3 des Conventions germano-polonaises du 20 septembre 1920 et du 12 avril 1922 relatives au transfert de l'administration judiciaire resteront en vigueur.

§ 23.

Le présent accord entrera en vigueur deux mois après la date de sa signature.

En foi de quoi les plénipotentiaires ont signé le présent accord, dont les originaux ont été établis en allemand et en polonais, et y ont apposé leur sceau.

Fait à Berlin, le 16 décembre 1925.

(L. S.) Dr jur. Carl GOES.
(L. S.) Dr jur. Ernst KUEBLER.
(L. S.) Włodzimierz JABLOŃSKI.
(L. S.) Konstanty OSTROWICZ.

(2) If applications are made to the supervising authorities of the other State, the supreme family estate authorities of the other State may be used as intermediaries. Legal assistance shall be governed by the provisions of the Germano-Polish Treaty with regard to legal relations.

Paragraph 21.

In the event of difficulties arising in connection with the application of the present Agreement in individual cases, it shall be the duty of the Prussian and Polish judicial administrations to come to an agreement directly with regard to their settlement.

Paragraph 22.

The provisions of Article 3, paragraph 9, paragraph 3 of the Germano-Polish Agreements of September 20, 1920, and April 12, 1922, relating to the transfer of the administration of justice shall remain in force

Paragraph 23.

The present Agreemen shall come into force two months after the date of signature.

In witness whereof the Plenipotentiaries have signed the present Agreement in a German and a Polish copy and have attached their seals thereto.

Done at Berlin on December 16, 1925.

(L. S.) Dr. CARL GOES.
(L. S.) Dr. ERNST KUEBLER.
(L. S.) WLODZIMIERZ JABLOŃSKI.
(L. S.) KONSTANTY OSTROWICZ.

N° 1118.

ALLEMAGNE ET TCHÉCOSLOVAQUIE

Echange de notes comportant un accord relatif à la publication des mandats d'arrêt. Prague, le 6 février 1924.

GERMANY AND CZECHOSLOVAKIA

Exchange of Notes constituting an Agreement regarding the Notification of Warrants of Arrest; Prague, February 6, 1924.

Nº 1118. — ÉCHANGE DE NOTES ENTRE LES GOUVERNEMENTS ALLEMAND ET TCHÉCOSLOVAQUE COMPORTANT UN ACCORD RELATIF A LA PUBLICATION DES MANDATS D'ARRÊT. PRAGUE, LE 6 FÉVRIER 1924.

No. 1118. — EXCHANGE OF NOTES BETWEEN THE GERMAN AND CZECHOSLOVAK GOVERNMENTS, CONSTITUTING AN AGREEMENT REGARDING THE NOTIFICATION OF WARRANTS OF ARREST. PRAGUE, FEBRUARY 6, 1924.

Textes officiels allemand et tchèque communiqués par le consul général d'Allemagne à Genève[1]. *L'enregistrement de cet échange de notes a eu lieu le* 8 *mars* 1926.

German and Czech official texts communicated by the German Consul-General at Geneva[1]. *The registration of this Exchange of Notes took place March* 8, 1926.

Texte allemand. — German Text.

Deutsche Gesandtschaft.
Nr. B. III. 7.

Die Deutsche Gesandtschaft beehrt sich im Auftrage der Regierung des Deutchen Reiches mitzuteilen, dass der Modus der Veröffentlichung der Fahndungsersuchen und der Abbildung der verfolgten Personen zwischen der Tschechoslowakischen Republik und dem Deutschen Reich ab 15. Februar 1924 auf diese Weise eingerichtet werden wird :

A.

1. Fahndungsersuchen der tschechoslowakischen Justizbehörden, d. h. der Gerichte einschliesslich der Untersuchungsrichter und auf dem Gebiete der Slowakei und Karpathorusslands auchder Staats anwälte und der Direktoren der Strafanstalten und Besserungsinstitute, werden im « Deutschen Fahndungsblatte » veröffentlicht werden, Fahndungsersuchen der deutschen Gerichtsbehörden, d. h. der Gerichte (einschliesslich der Untersuchungsrichter) sowie der Staatsanwaltschaften werden in dem « *Ústřední Policejní věstník* » und in dem « *Policejní oznamovatel* » veröffentlicht werden, sofern es sich um wichtige Straffälle handelt und sich die Aufenthaltsmöglichkeit des Gesuchten nicht auf einen bestimmten Teil des anderen Landes begrenzen oder sonst näher bestimmen lässt und daher die Ersuchen an einzelne Behörden nicht gerichtet werden können.

2. Die Veröffentlichung setzt voraus, dass ein rechtskräftiges Strafurteil ergangen oder ein Haftbefehl erlassen worden ist, und dass es sich um Straftaten handelt, welche

[1] Voir renvoi, vol. II, page 60 de ce recueil.

[1] See foot note Vol. II page 60 of this Series.

die Auslieferung nach dem tschechoslowakisch-deutschen Auslieferungsvertrage[1] vom 8. Mai 1922 begründen. In dem Ersuchen ist anzugeben, ob diese Voraussetzungen vorliegen. Ausserdem sind Zeit und Ort der Begehung der Straftat sowie Zeit und Ort der gerichtlichen Verfügung zu bezeichnen.

3. Die Ersuchen sind von den zuständigen Behörden des ersuchenden Staates auf schriftlichem oder telegraphischem Wege oder unmittelbar an die Schriftleitung des Fahndungsblattes des ersuchten Staates zu richten, d. h. die Ersuchen der tschechoslowakischen Justizbehörden an die Schriftleitung des « Deutschen Fahndungsblattes » Berlin NO 43, Georgenkirchstrasse 30, die Ersuchen der deutschen Justizbehörden an die Polizeidirektion in Prag.

4. Die Schriftleitungen der beiderseitigen Fahndungsblätter haben den Ersuchen um Veröffentlichung schleunigst zu willfahren, sofern sie den Voraussetzungen unter Nr. 1 und 2 entsprechen. Im Falle der Ablehnung ist die ersuchende Behörde unverzüglich zu benachrichtigen.

5. Die Ersuchen um Ausschreibung sind in der Sprache der ersuchenden Behörde abzufassen. Die Veröffentlichung selbst erfolgt in der Sprache des ersuchten Staates.

6. Für die Veröffentlichung werden Kosten nicht berechnet ; auch trägt jede Behörde die ihr durch den Schriftwechsel entstehenden Portokosten.

7. Bei Zurückziehung der Fahndungsersuchen ist entsprechend zu verfahren.

B.

1. Die tschechoslowakischen Justizbehörden können in besonderen Fällen die in ihren Händen oder auf den Schriftleitungen des « *Ústřední Policejní věstník* » oder des « *Policejní oznamovatel* » befindlichen Klischees von Abbildungen tschechoslowakischer Justizflüchtlinge, die in Deutschland vermutet werden, und deren Auslieferung aus Deutschland in Frage kommt, zur Veranlassung der Verwertung im « Deutschen Fahndungsblatte » der Schriftleitung des « Deutschen Fahndungsblattes » Berlin NO 43, Georgenkirchstrasse 30, unmittelbar oder durch Vermittelung der Polizeidirektion in Prag übersenden.

2. Die deutschen Justizbehörden können in besonderen Fällen die in ihren Händen oder auf der Schriftleitung des « Deutschen Fahndungsblattes » befindlichen Klischees von Abbildungen deutscher Justizflüchtlinge, die in der Tschechoslowakei vermutet werden, und deren Auslieferung aus der Tschechoslowakei in Frage kommt, zur Veranlassung der Verwertung für den « *Ústřední Policejní věstník* » oder dem « *Policejní oznamovatel* » der Polizeidirektion in Prag unmittelbar oder durch Vermittlung des Polizeipräsidenten in Berlin übersenden.

3. Die Klischees sind nach ihrer Verwertung unverzüglich und portofrei zurückzusenden.

Die Deutsche Gesandtschaft benutzt auch diesen Anlass das geehrte Ministerium für auswärtige Angelegenheiten seiner besonderen Hochachtung zu versichern.

PRAG, *den* 6 *Februar* 1924.

Siegelinschrift.

[1] Vol. XXIII, page 171 de ce recueil.

Texte tchèque. — Czech Text.

Ministerstvo
Československé republiky.
zahraničních věcí
Č. Sv. 11717/III-1/24.

Ministerstvo zahraničních věcí dovoluje si po dohodě s resortními ministerstvy sděliti, že způsob uveřejňování stihacích listů a vyobrazení stihaných osob mezi Říší Německou a Republikou Československou bude zařízen s platností od 15. února 1924 tímto způsobem:

A.

1. Žádosti o stihání podávané německými soudními úřady, to jest soudy, vyšetřující soudce v to počítajíc, jakož i státními zastupitelstvími budou uveřejňovány v « Ústředním policejním věstníku » a « Policejním oznamovateli », žádosti o stihání podávané československými úřady justičními, to jest soudy, vyšetřující soudce v to počítajíc, a na území Slovenska a Podkarpatské Rusi také státními zástupci a řediteli trestnic a polepšovacích ústavů, budou uveřejňovány v « Deutsches Fahndungsblatt », bude-li se jednati o důležité trestní případy a nedá-li se možnost pobytu hledané osoby omeziti na určitou část druhé země, či nelze-li ji jinak blíže určiti a není-li možno z toho důvodu obrátit se se žádostí na jednotlivé úřady.

2. Uveřejnění předpokládá, že vynesen byl pravoplatný odsuzující rozsudek nebo vydán zatykač a že se jedná o trestné činy, které odůvodňuji vydání podle německo-československé smlouvy[1] a vydávání zločinců ze dne 8. května 1922. V žádosti nutno udati, zda tyto předpoklady stávají. Mimo to nutno udati, kdy a kde trestný čin byl spáchán, jakož i čas a místo sousního opatření.

3. Žádosti buď též příslušnými úřady státu dožadujícího podávány písemně nebo telegraficky bezprostředně redakci stihacího listu státu dožadovaného to jest žádosti německých justičních úřadů policejnímu ředitelství v Praze, žádosti justičních úřadů československých redakci « Des Deutschen Fahndungsblattes » v Berlíně N. O. 43, Georgenkirchstrasse 30.

4. Jest na redakcích stihacích listů obou stran, aby co nejdříve vyhověly žádostem o uveřejnění, pokud obpovidají náležitostem uvedeným pod č. 1. a 2. V případě odepření uveřejněni budiž úřadu dožadujícímu ihned podána zpráva.

5. Žádosti za vyhlášení buďtež vyhotobeny v řeči státu dožadujícího. Uveřejnění samo budiz provedeno v řeči státu dožádaného.

6. Za uveřejnění nebude účtováno ničeho ; také nese každý úrad výlohy pořstovní vzešlé mu výměnou spisů.

7. Při odvolání žádosti o stihání budiž postupováno obdobně.

B.

1. Ve zvláštních případech mohou německé úřady justiční, když se v jich rukou neb v redakci «Des Deutschen Fahndungsblattes» nalézají stočky vyobrazení takových osob německými soudnímu úřady stihaných, o nichž lze se domnívati, že jsou v Československu, a jejichž vydání z Československa béře se v úvahu, zasílati tyto stočky, bezprostředně nebo prostřednictvím policejního presidenta v Berlíně, policejnímu ředitelství v Praze za účelem použiti jich pro « Ústřední policejní věstník » a « Policejní oznamovatel ».

[1] Vol. XXIII, page 171 of this Series.

2. Ve zvláštních případech mohou československé úřady justiční, když se v jich rukou neb v redakci « Ústředního policejního věstníku » a « Policejního oznamovatele » nalézají stočky vyobrazení takových osob stihaných československými soudními úřady, o nichž Ize se domnivati, že jsou v Německu a jichž vydání z Německa béře se v úvahu, zasílati tyto stočky bezprostředně nebo prostřednictvím policejního ředitelství a Praze redakci « Des Deutschen Fahndungsblattes » Berlin N. O. 43 Georgenkirchstrasse 30, za účelem použití iich v « Deutsches Fahndungsblatt ».

3. Stočky buďtež po použití vráceny bez průtahu a prosty postovného.

Ministerstvo zahraničnich věcí používá i této přileżitosti, aby ujistilo vážené vysla nectví svojí hlubokou úctou.

V Praze, *dne* 6. *února* 1924.

(L. S.).

Vyslanectví Říše Německé v Praze.

[1] Traduction.

I.

Légation d'Allemagne.
N° B- III. 7.

La Légation d'Allemagne, d'ordre du Gouvernement du Reich allemand, a l'honneur de vous faire savoir qu'entre la République tchécoslovaque et le Reich allemand, la procédure de publication des demandes d'arrestation et des photographies des personnes poursuivies, sera réglée, à partir du 15 février 1924, comme il est dit ci-après :

A.

1° Les demandes d'arrestation émanant des autorités judiciaires tchécoslovaques, c'est-à-dire : les demandes des tribunaux, y compris les juges d'instruction et, en ce qui concerne le territoire de la Slovaquie et de la Russie subcarpathique, celles également des représentants du ministère public *(Staatsanwälte)* et des directeurs de pénitenciers et d'établissements d'éducation correctionnelle, seront publiées dans le *Deutsches Fahndungsblatt,* et les demandes d'arrestation émanant des autorités judiciaires allemandes, c'est-à-dire : des tribunaux (y compris les juges d'instruction

[1] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

[1] Translation.

I.

German Legation
No. B. III. 7.

The German Legation is instructed by the Government of the German Reich to inform you that on and after February 15, 1924, the procedure in force between the Czechoslovak Republic and the German Reich regarding the publication of requisitions for arrest and photographs of wanted persons will be as follows :

A.

(1) Requisitions for arrest made by the Czechoslovak judicial authorities, i. e. requisitions of courts (including examining magistrates) and also, in the territory of Slovakia and Sub-Carpathian Russia, requisitions made by public prosecutors and directors of penitentiary and reformatory establishments, shall be published in the *Deutsches Fahndungsblatt,* and requisitions for arrest made by the German judicial authorities, i.e., courts (including examining magistrates) and public prosecutors' offices, shall be published in the *Ústřední Policejní věstník* and the *Policejní oznamovatel,* pro-

[1] Translated by the Secretariat of the League of Nations.

et des parquets, seront publiées dans le *Ústřední Policejní věstník* et dans le *Policejni oznamovatel*, à la condition qu'il s'agisse d'affaires pénales importantes et que le lieu de séjour possible du prévenu ne puisse être circonscrit dans une région définie de l'autre pays ou établi plus exactement encore, en sorte que les demandes ne puissent être adressées à des autorités déterminées.

2° La publication suppose, soit un jugement pénal, passé en force de chose jugée, soit un mandat d'arrêt ; il faut, en outre, qu'il s'agisse d'actes délictueux donnant lieu à l'extradition, d'après le Traité d'extradition du 8 mai 1922 entre la Tchécoslovaquie et l'Allemagne. Il conviendra d'indiquer dans la demande si ces conditions se trouvent remplies. En outre, il y aura lieu de faire mention de la date et du lieu du crime ou délit, ainsi que de la date et du lieu de l'ordonnance judiciaire.

3° Les demandes devront être adressées par les autorités compétentes de l'Etat requérant, soit par écrit, soit par la voie télégraphique, soit directement à la rédaction du « bulletin des poursuites » de l'Etat requis, à savoir : les demandes des autorités judiciaires tchécoslovaques à la rédaction du *Deutsches Fahndungsblatt*, Berlin, N° 43, Georgenkirchstrasse 30, et les demandes des autorités judiciaires allemandes à la direction de la police à Prague.

4° Les rédactions des « bulletins des poursuites » des deux pays devront donner suite, aussitôt que possible, aux demandes de publication, si les conditions prévues aux numéros 1 et 2 sont remplies. En cas de refus, l'autorité requérante devra être informée immédiatement.

5° Les demandes de publication devront être rédigées dans la langue de l'autorité requérante. La publication elle-même aura lieu dans la langue de l'Etat requis.

6° Il ne sera pas perçu de frais pour la publication ; chaque autorité supportera également les frais d'affranchissement de la correspondance.

7° La même procédure sera suivie en cas de retrait des demandes d'arrestation.

vided that the offences in question are of a serious penal nature and that the possible where-abouts of the wanted person cannot be traced to a definite part of the other country or be otherwise more specifically determined, so that the requisition cannot be sent to any particular authorities.

(2) Requisitions shall only be published if a penal sentence has been duly passed or if a warrant of arrest has been issued, and also if the offence in question is an extraditable offence under the Extradition Treaty concluded on May 8, 1922, between Czechoslovakia and Germany. The requisition must state whether these conditions are fulfilled. Further, the date when and the place where the offence was committed must be stated, and also the date when and the place where judgment was given.

(3) Requisitions shall be sent by the competent authorities of the requesting State, either in writing, by telegram or direct to the editorial office of the official police gazette of the State applied to, i.e., requisitions of Czechoslovak judicial authorities shall be sent to the editorial office of the " Deutsches Fahndungsblatt ", Berlin No. 43, Georgenkirchstrasse 30, and requisitions of German judicial authorities to the police headquarters at Prague.

(4) The editorial offices of the police gazettes of both countries shall comply as soon as possible with requests for publication, provided that the conditions laid down in (1) and (2) are fulfilled. The requesting authority shall at once be informed in the case of refusal to publish.

(5) Requests for publication shall be worded in the language of the requesting authority. The published text shall be worded in the language of the State applied to.

(6) No charge shall be made for publication ; each authority shall also bear the cost of postage of its own correspondence.

(7) The same procedure shall be followed if a requisition for arrest is withdrawn.

B.

1° Lorsque des clichés photographiques de prévenus fugitifs tchécoslovaques qu'on soupçonne être en Allemagne et dont l'extradition par l'Allemagne entre en ligne de compte, se trouveront entre les mains des autorités judiciaires tchécoslovaques ou des rédactions de l'*Ústřední Policejní věstník* ou du *Policejní oznamovatel*, les autorités judiciaires tchécoslovaques pourront les envoyer, soit directement, soit par l'intermédiaire de la direction de la police à Prague, à la rédaction du *Deutsches Fahndungsblatt*, Berlin, N° 43, Georgenkirchstrasse, 30, en vue de l'insertion de ces photographies dans ce bulletin.

2° Lorsque des clichés photographiques de prévenus fugitifs allemands qu'on soupçonne être en Tchécoslovaquie et dont l'extradition par la Tchécoslovaquie entre en ligne de compte, se trouveront entre les mains des autorités judiciaires allemandes ou de la rédaction du *Deutsches Fahndungsblatt*, les autorités judiciaires allemandes pourront les envoyer, soit directement, soit par l'intermédiaire du président de police à Berlin, à la direction de la police à Prague, en vue de l'insertion de ces photographies dans le *Ústřední policejní věstník* ou le *Policejní oznamovatel*.

3° Après leur utilisation, les clichés devront immédiatement être renvoyés en franchise.

La Légation d'Allemagne saisit cette occasion pour exprimer au Ministère des Affaires étrangères les assurances de sa haute considération.

PRAGUE, *le* 6 *février* 1924.

(Sceau officiel.)

Au Ministère
des Affaires étrangères
de la République tchécoslovaque,
Prague.

B.

(1) In special cases the Czechoslovak judicial authorities may send, either direct or through the police headquarters at Prague, to the editorial office of the *Deutsches Fahndungsblatt*, Berlin No. 43, Georgenkirchstrasse 30, for publication in that journal, any photographic negatives which either they or the editorial offices of the *Ústřední Policejní věstník* or *Policejní oznamovatel* may possess of Czechoslovak fugitives from justice, if such persons are believed to be in Germany and if their extradition from that country is under consideration.

(2) In special cases the German judicial authorities may send, either direct or through the Chief of Police at Berlin, to the police headquarters at Prague, for publication in the "*Ústřední Policejní věstník*" or "*Policejní oznamovatel*", any photographic negatives which either they or the editorial office of the *Deutsches Fahndungsblatt* may possess of German fugitives from justice, if such persons are believed to be in Czechoslovakia and if their extradition from that country is under consideration.

(3) Such negatives shall be returned post-free immediately after use.

The German Legation has the honour to be, etc.

PRAGUE, *February* 6, 1924.

(Official seal.)

To
The Ministry of Foreign Affairs
of the Czechoslovak Republic,
Prague.

II.

MINISTÈRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES
DE LA RÉPUBLIQUE TCHÉCOSLOVAQUE.

N° 11717/III/1/24.

Le Ministère des Affaires étrangères, d'accord avec les ministres intéressés, se permet de vous faire savoir qu'entre le Reich allemand et la République tchécoslovaque, la procédure de publication des demandes d'arrestation et des photographies des personnes poursuivies, sera réglée, à partir du 15 février 1924, comme il est dit ci-après :

A.

1° Les demandes d'arrestation émanant des autorités judiciaires allemandes, c'est-à-dire : des tribunaux (y compris les juges d'instruction), ainsi que des parquets, seront publiées dans le *Ústředni Policejní věstník* et dans le *Policejní ozamovatel*, et les demandes d'arrestation émanant des autorités judiciaires tchécoslovaques, c'est-à-dire : les demandes des tribunaux, y compris les juges d'instruction, et, en ce qui concerne le territoire de la Slovaquie et de la Russie subcarpathique, celles également des représentants du ministère public et des directeurs de pénitenciers et d'établissements d'éducation correctionnelle, seront publiées dans le *Deutsches Fahndungsblatt*, à la condition qu'il s'agisse d'affaires pénales importantes et que le lieu de séjour possible du prévenu ne puisse être circonscrit dans une région définie de l'autre pays ou établi plus exactement encore, en sorte que les demandes ne puissent être adressées à des autorités déterminées.

2° La publication suppose un jugement pénal, passé en force de chose jugée, ou un mandat d'arrêt ; il faut, en outre, qu'il s'agisse d'actes délictueux donnant lieu à l'extradition, d'après le Traité d'extradition du 8 mai 1922 entre la Tchécoslovaquie et l'Allemagne. Il conviendra d'indiquer dans la demande si ces conditions se trouvent remplies. En outre, il y aura lieu de faire mention de la date et du lieu du crime

II.

MINISTRY
OF FOREIGN AFFAIRS
OF THE CZECHOSLOVAK REPUBLIC.

No. 11,717/III/1/24.

The Ministry of Foreign Affairs, in agreement with the Ministers concerned, begs to inform you that on and after February 15, 1924, the procedure in force between the German Reich and the Czechoslovak Republic regarding the publication of requisitions for arrest and photographs of wanted persons will be as follows :

A.

(1) Requisitions for arrest made by the German judicial authorities, i.e. courts (including examining magistrates) and public prosecutors' offices shall be published in the *Ústředni Policejní věstník* and the *Policejní oznamovatel* and requisitions for arrest made by the Czechoslovak judicial authorities i.e., requisitions of courts (including examining magistrates) and also, in the territory of Slovakia and Sub-Carpathian Russia, requisitions made by public prosecutors and directors of penitentiary and reformatory establishments, shall be published in the " Deutsches Fahndungsblatt ", provided that the offences in question are of a serious penal nature and that the possible whereabouts of the wanted person cannot be traced to a definite part of the other country or be otherwise more specifically determined, so that the requisition cannot be sent to any particular authorities.

(2) Requisitions shall only be published if a penal sentence has been duly passed or if a warrant of arrest has been issued and also if the offence in question is an extraditable offence under the Extradition Treaty concluded on May 8, 1922, between Czechoslovakia and Germany. The requisition must state whether these conditions are fulfilled. Further, the date when and the place where the offence was

ou délit, ainsi que de la date et du lieu de l'ordonnance judiciaire.

3° Les demandes devront être adressées par les autorités compétentes de l'Etat requérant, soit par écrit, soit par la voie télégraphique, soit directement à la rédaction du « bulletin des poursuites » de l'Etat requis, à savoir : les demandes des autorités judiciaires allemandes à la direction de la police à Prague, et les demandes des autorités judiciaires tchécoslovaques à la rédaction du *Deutsches Fahndungsblatt*, Berlin, N° 43, Georgenkirchstrasse, 30.

4° Les rédactions des « bulletins de poursuites » des deux pays devront donner suite, aussitôt que possible, aux demandes de publication, si les conditions prévues aux numéros 1 et 2 sont remplies. En cas de refus, l'autorité requérante devra être informée immédiatement.

5° Les demandes de publication devront être rédigées dans la langue de l'autorité requérante. La publication elle-même aura lieu dans la langue de l'Etat requis.

6° Il ne sera pas perçu de frais pour la publication ; chaque autorité supportera également les frais d'affranchissement de la correspondance.

7° La même procédure sera suivie en cas de retrait des demandes d'arrestation.

committed must be stated, and also the date when and the place where judgment was given.

(3) Requisitions shall be sent by the competent authorities of the requesting State, either in writing, by telegram, or direct to the editorial office of the official police gazette of the State applied to, i.e., requisitions of German judicial authorities shall be sent to the police headquarters at Prague and requisitions of Czechoslovak judicial authorities to the editorial office of the *Deutsches Fahndungsblatt*, Berlin, No. 43, Georgenkirchstrasse 30.

(4) The editorial offices of the police gazettes of both countries shall comply as soon as possible with requests for publication, provided that the conditions laid down in (1) and (2) are fulfilled. The requesting authority shall at once be informed in the case of refusal to publish.

(5) Requests for publication shall be worded in the language of the requesting authority. The published text shall be worded in the language of the State applied to.

(6) No charge shall be made for publication ; each authority shall also bear the cost of postage of its own correspondence.

(7) The same procedure shall be followed if a requisition for arrest is withdrawn.

B.

1° Lorsque des clichés photographiques de prévenus fugitifs allemands qu'on soupçonne être en Tchécoslovaquie et dont l'extradition par la Tchécoslovaquie entre en ligne de compte, se trouveront entre les mains des autorités judiciaires allemandes ou de la rédaction du *Deutsches Fahndungsblatt*, les autorités judiciaires allemandes pourront les envoyer, soit directement, soit par l'intermédiaire du président de police à Berlin, à la Direction de la police à Prague, en vue de l'insertion de ces photographies dans le *Ústřední policejní věstník* ou le *Policejní oznamovatel*.

2° Lorsque des clichés photographiques de prévenus fugitifs tchécoslovaques qu'on

B.

(1) In special cases the German judicial authorities may send either direct or through the Chief of Police at Berlin to the police headquarters at Prague, for publication in the *Ústřední Policejní věstník* or the *Policejní oznamovatel*, any photographic negatives which either they or the editorial office of the *Deutsches Fahndungsblatt* may possess of German fugitives from justice, if such persons are believed to be in Czechoslovakia and if their extradition from that country is under consideration.

(2) In special cases the Czechoslovak judicial authorities may send either direct

soupçonne être en Allemagne et dont l'extradition par l'Allemagne entre en ligne de compte, se trouveront entre les mains des autorités judiciaires tchécoslovaques ou des rédactions de l'*Ústředjní Policejní věstník* ou du *Policejní oznamovatel*, les autorités judiciaires tchécoslovaques pourront les envoyer soit directement, soit par l'intermédiaire de la direction de la police à Prague, à la rédaction du *Deutsches Fahndungsblatt*, Berlin, N° 43, Georgenkirschstrasse, 30, en vue de l'insertion de ces photographies dans ce bulletin.

3. Après leur utilisation, les clichés devront immédiatement être renvoyés en franchise.

Le Ministère des Affaires étrangères saisit cette occasion pour exprimer à la Légation les assurances de sa haute considération.

PRAGUE, *le* 6 *février* 1924.

(Sceau officiel.)

A la Légation
du Reich allemand,
Prague.

or through the police headquarters at Prague to the editorial office of the *Deutsches Fahndungsblatt* Berlin, No. 43, Georgenkirchstrasse 30, for publication in that journal, any photographic negatives which either they or the editorial offices of the *Ústřední Policejní věstník* or the *Policejní oznamovatel* may possess of Czechoslovak fugitives from justice, if such persons are believed to be in Germany and if their extradition from that country is under consideration.

(3) Such negatives shall be returned post free immediately after use.

The Ministry of Foreign Affairs has the honour to be, etc.

PRAGUE, *February* 6, 1924.

(Official seal.)

To
The German Legation,
Prague.

N° 1119.

ALLEMAGNE ET AUTRICHE

Echange de notes comportant un accord concernant l'échange des renseignements épidémiologiques. Vienne, le 30 avril 1924.

GERMANY AND AUSTRIA

Exchange of Notes constituting an Agreement regarding the Exchange of Epidemiological Information. Vienna, April 30, 1924.

N° 1119. — ÉCHANGE DE NOTES [1] ENTRE LES GOUVERNEMENTS ALLEMAND ET AUTRICHIEN COMPORTANT UN ACCORD CONCERNANT L'ÉCHANGE DES RENSEIGNEMENTS ÉPIDÉMIOLOGIQUES. VIENNE, LE 30 AVRIL 1924.

No. 1119. — EXCHANGE OF NOTES [1] BETWEEN THE GERMAN AND AUSTRIAN GOVERNMENTS, CONSTITUTING AN AGREEMENT REGARDING THE EXCHANGE OF EPIDEMIOLOGICAL INFORMATION. VIENNA, APRIL 30, 1924.

Texte officiel allemand communiqué par le consul général d'Allemagne à Genève [2]. L'enregistrement de cet échange de notes a eu lieu le 8 mars 1926.

German official text communicated by the German Consul General at Geneva [2]. The registration of this Exchange of Notes took place March 8, 1926.

Texte allemand. — German Text.

Deutsche Gesandtschaft
B 602.

Wien, *den 30. April* 1924.

Nachdem die Deutsche Regierung und die Bundesregierung der Republik Österreich übereingekommen sind, ein Abkommen, betreffend den Austausch von Nachrichten über das Vorkommen übertragbarer Krankheiten in den beiderseitigen Grenzgebieten zu schliessen, beehrt sich der unterzeichnete ausserordentliche Gesandte und bevollmächtigte Minister des Deutschen Reiches in Wien dem Herrn Bundesminister für die Auswärtigen Angelegenheiten mitzuteilen, dass die Deutsche Regierung mit den nachfolgenden Bestimmungen einverstanden ist :

1. Zum Zwecke der rechtzeitigen Einleitung geeigneter Schutzmassnahmen wurde vereinbart, Fälle von übertragbaren Krankheiten in den beiderseitigen Grenzgebieten durch regelmässigen Nachrichtenaustausch zur gegenseitigen Kenntnis zu bringen.

2. Diese Mitteilungen, die zwischen den Verwaltungsbehörden der österreichischen und deutschen Grenzbezirke nach Massgabe der vorliegenden Vereinbarung zu erstatten sind, haben sich auf nachbenannte übertragbare Krankheiten zu erstrecken :

3. Asiatische Cholera, Pest, Blattern (Pocken), Windpocken (Varizellen), Flecktyphus (Fleckfieber), Abdominaltyphus einschliesslich Paratyphus, Ruhr (Dysenterie), Diphtherie, Scharlach, übertragbare Genickstarre (Meningitis, Meningitis cerebro-spinalis epidemica), spinale Kinderlähmung, Rückfalltyphus (Rückfallfieber), Ägyptische Augenentzündung (Trachom, Körnerkrankheit), Aussatz (Lepra), Wutkrankheit sowie Bissverletzung durch wutkranke oder wutverdächtige Tiere bei Menschen, Malaria (Wechselfieber).

4. Die Benachrichtigung hat wöchentlich mittels beschleunigter Zusendung von Nachweisungen der aufgetretenen Krankheitsfälle unter Angabe der befallenen Orte und der ermittelten Herkunft (nach beiliegendem Muster) zu erfolgen, wobei belangvolle Mitteilungen über getroffene Massnahmen in dem befallenen Bezirk kurz anzuführen sind.

[1] Entré en vigueur le 1er mai 1924.
[2] Vol. II, page 60 de ce recueil.

[1] Came into force May 1, 1924.
[2] Vol. II, page 60 of this Series.

5. Andererseits sind auch diejenigen Vorsichtsmassregeln mitzuteilen, welche daraufhin in dem von der Krankheit lediglich bedrohten Bezirk gegen den von ihr befallenen Bezirk des Nachbarlandes ergriffen worden sind.

6. Als Berichtswoche ist stets eine ganze Woche von Sonntag bis Samstag zu zählen.

7. Von der Zusendung negativer Ausweise ist abzusehen.

8. Hinsichtlich Blattern, Asiatischer Cholera, Pest und Flecktyphus findet die Verständigung — unbeschadet der weiteren wöchentlichen Berichterstattung — sogleich beim Auftreten des ersten Falles auf kürzestem, telegraphischem Wege statt. Der ersten Mitteilung sind genaue Angaben über Ort, Zeitpunkt und Ursprung der Krankheit beizufügen oder sehr rasch nachzusenden.

9. Bei Erkrankungen an Asiatischer Cholera sind auch die Bazillenträger und zwar getrennt von den Kranken auszuweisen.

10. Erkrankungen an Malaria, Spinaler Kinderlähmung, Varizellen (Windpocken) und Trachom sind mitzuteilen, sofern die Anzeigepflicht besteht [1].

11. Beide Teile räumen sich für die Grenzbezirke gegenseitig die Befugnis ein, durch Kommissare in den Gebieten des anderen Teiles über den Stand der erwähnten Krankheiten und über die zu ihrer Bekämpfung ergriffenen Massregeln an Ort und Stelle Erkundigungen einzuziehen, die ausschliesslich zur amtlichen Information der beiderseitigen Behörden zu dienen haben.

12. Die beabsichtigte Entsendung eines Kommissars ist jedesmal tunlichst vorher oder doch mindestens gleichzeitig durch eine amtliche Anmeldung, die auch dem Kommissar mitgegeben werden kann, der zuständigen Behörde desNachbarstaates anzuzeigen. Letztere hat alsdann dem Kommissar, der sich als solcher legitimiert, zur Erfüllung seiner Aufgabe auf Wunsch nach Möglichkeit Unterstützung zu gewähren und Auskunft zu erteilen.

13. Als Grenzbezirke gelten die den unteren Verwaltungsbehörden unterstellten Verwaltungsbezirke, deren Gebiet unmittelbar an die Grenze stösst oder sich diesei auf eine Entfernung von 5 Kilometern nähert. Wo zwei oder mehrere Nachbarbezirke an das Gebiet der zur Mitteilung verpflichteten Behörde grenzen, haben alle auf diese Mitteilung Anspruch.

14. Die für den vereinbarten Nachrichtenaustausch in Betracht kommenden beiderseitigen Behörden sind aus dem angeschlossenen Verzeichnis ersichtlich.

15. Durch die vorliegenden Bestimmungen bleiben die einschlägigen Vorschriften der jeweils bestehenden internationalen Sanitätsübereinkünfte unberührt.

16. Diese Vereinbarung tritt am 1. Mai 1924 in Kraft. Gleichzeitig werden die Bestimmungen, betreffend den Nachrichtenaustausch zwischen den österreichischen und deutschen Behörden in den Grenzbezirken über Cholerafälle und Choleramassnahmen und die gegenseitige Einräumung der Befugnis zur Entsendung von Kommissaren an die nahe an der Grenze gelegenen Choleraorte vom Jahre 1897 ausser Wirksamkeit gesetzt.

Der Unterzeichnete sieht der Abgabe einer gleichlautenden Erklärung entgegen und benutzt auch diesen Anlass, den Herrn Bundesminister für die Auswärtigen Angelegenheiten seiner ausgezeichneten Hochachtung zu versichern.

(Gez.) Dr. PFEIFFER.

An

den Oesterreichischen Bundesminister
für die Auswärtigen Angelegenheiten
Herrn Dr. Alfred GRÜNBERGER
in Wien.

---

[1] Anmerkung : *Oesterreich :* Trachom und Malaria, letztere bis auf weiteres, sind anzeigepflichtig. Für spinale Kinderlähmung besteht zur Zeit nur in Kärnten, für Varizellen (Windpocken) nur in Vorarlberg, Tirol und Salzburg die Anzeigepflicht.

Deutsches Reich : Varizellen (Windpocken) sind in Bayern, Württemberg und Baden nicht anzeigepflichtig. Für Malaria besteht eine Anzeigepflicht nur in Württemberg. Trachom ist in Bayern nur dann anzeigepflichtig, wenn Eiterabsonderung vorhanden ist. Für spinale Kinderlähmung besteht in Bayern, Württemberg und Baden die Anzeigepflicht.

VERZEICHNIS,

der für den Nachrichtenaustausch über übertragbare Krankheiten in Betracht kommenden Grenzbezirke nebst Angabe der Behörden, an welche die Mitteilungen zu richten sind.

I. DEUTSCHES REICH.

1. *Bayern.*

Politischer Bezirk :	Behörde :
Lindau	Stadtrat und Bezirksamt
Sonthofen	Bezirksamt
Kempten	»
Füssen	»
Garmisch	»
Tölz	»
Miesbach	»
Rosenheim	»
Traunstein	»
Berchtesgaden	»
Laufen	»
Altötting	»
Pfarrkirchen	»
Griesbach	»
Passau	Stadtrat und Bezirksamt
Wegscheid	Bezirksamt
Wolfstein	»

2. *Württemberg.*

Tettnang	Oberamtsarzt

3. *Baden.*

Konstanz	Bezirksamt
Überlingen	»
Stockach	»

II. ÖSTERREICH.

1. *Vorarlberg.*

Bregenz	Bezirkshauptmannschaft

2. *Tirol.*

Reutte	»
Imst	»
Innsbruck	»
Schwaz	»
Kufstein	»

3. *Salzburg.*

Politischer Bezirk :	Behörde :
St. Johann	Bezirkshauptmannschaft
Salzburg	»
Zell am See	»

4. *Oberösterreich.*

Braunau	»
Ried	»
Schärding	»
Rohrbach	»

MUSTERFORMULAR.

WOCHENAUSWEIS ÜBER ÜBERTRAGBARE KRANKHEITEN

für die Woche vom..... bis .....

Land (Staat) ..... Kreis usw. Stadtmagistrat .....

Bezeichnung der Krankheit	Gemeinde	Anzahl der aus der Vorwoche verbliebenen Kranken	Anzahl der Neuerkrankungen	Anzahl der Gestorbenen	Angaben über die Herkunft der Krankheit und über getroffene Abwehrmassnahmen
1	2	3	4	5	6

Spalte 3 ist nur für Asiatische Cholera und Pest auszufüllen. Bei Erkrankungen an Asiatischer Cholera sind auch die Bazillenträger und zwar getrennt von den Kranken auszuwerfen.

BUNDESKANZLERAMT
FÜR AUSWÄRTIGE ANGELEGENHEITEN.

WIEN, *am* 30. *April* 1924.

Nachdem DIE BUNDESREGIERUNG DER REPUBLIK ÖSTERREICH und DIE DEUTSCHE REGIERUNG übereingekommen sind, ein Abkommen, betreffend den Austausch von Nachrichten über das Vorkommen übertragbarer Krankheiten in den beiderseitigen Grenzgebieten zu schliessen, beehrt sich der unterzeichnete Bundesminister für die Auswärtigen Angelegenheiten Seiner Exzellenz dem Herrn ausserordentlichen Gesandten und bevollmächtigten Minister des Deutschen Reiches in Wien

mitzuteilen, dass die Bundesregierung der Republik Österreich mit den nachfolgenden Bestimmungen einverstanden ist :

1. Zum Zwecke der rechtzeitigen Einleitung geeigneter Schutzmassnahmen wurde vereinbart, Fälle von übertragbaren Krankheiten in den beiderseitigen Grenzgebieten durch regelmässigen Nachrichtenaustausch zur gegenseitigen Kenntnis zu bringen.

2. Diese Mitteilungen, die zwischen den Verwaltungsbehörden der österreichischen und deutschen Grenzbezirke nach Massgabe der vorliegenden Vereinbarung zu erstatten sind, haben sich auf nachbenannte übertragbare Krankheiten zu erstrecken :

3. Asiatische Cholera, Pest, Blattern (Pocken), Windpocken (Varizellen), Flecktyphus (Fleckfieber) Abdominaltyphus einschliesslich Paratyphus, Ruhr (Dysenterie), Diphterie, Scharlach, übertragbare Genickstarre (Meningitis cerebro-spinalis epidemica), spinale Kinderlähmung, Rückfalltyphus (Rückfallfieber), Ägyptische Augenentzündung (Trachom, Körnerkrankheit), Aussatz (Lepra), Wutkrankheit sowie Bissverletzung durch wutkranke oder wutverdächtige Tiere bei Menschen, Malaria (Wechselfieber).

4. Die Benachrichtigung hat wöchentlich mittels beschleunigter Zusendung von Nachweisungen der aufgetretenen Krankheitsfälle unter Angabe der befallenen Orte und der ermittelten Herkunft (nach beiliegendem Muster) zu erfolgen, wobei belangvolle Mitteilungen über getroffene Massnahmen in dem befallenen Bezirk kurz anzuführen sind.

5. Anderseits sind auch diejenigen Vorsichtsmassregeln mitzuteilen, welche daraufhin in dem von der Krankheit lediglich bedrohten Bezirk gegen den von ihr befallenen Bezirk des Nachbarlandes ergriffen worden sind.

6. Als Berichtswoche ist stets eine ganze Woche von Sonntag bis Samstag zu zählen.

7. Von der Zusendung negativer Ausweise ist abzusehen.

8. Hinsichtlich Blattern, Asiatischer Cholera, Pest und Flecktyphus findet die Verständigung — unbeschadet der weiteren wöchentlichen Berichterstattung — sogleich beim Auftreten des ersten Falles auf kürzestem, telegraphischen Wege statt. Der ersten Mitteilung sind genaue Angaben über Ort, Zeitpunkt und Ursprung der Krankheit beizufügen oder sehr rasch nachzusenden.

9. Bei Erkrankung an Asiatischer Cholera sind auch die Bazillenträger und zwar getrennt von den Kranken auszuweisen.

10. Erkrankungen an Malaria, spinaler Kinderlähmung, Varizellen (Windpocken) und Trachom sind mitzuteilen, sofern die Anzeigepflicht besteht. [1]

11. Beide Teile räumen sich für die Grenzbezirke gegenseitig die Befugnis ein, durch Kommissare in den Gebieten des anderen Teiles über den Stand der erwähnten Krankheiten und über die zu ihrer Bekämpfung ergriffenen Massregeln an Ort und Stelle Erkundigungen einzuziehen, die ausschliesslich zur amtlichen Information der beiderseitigen Behörden zu dienen haben.

12. Die beabsichtigte Entsendung eines Kommissars ist jedesmal tunlichst vorher oder doch mindestens gleichzeitig durch eine amtliche Anmeldung, die auch dem Kommissar mitgegeben werden kann, der zuständigen Behörde des Nachbarstaates anzuzeigen. Letztere hat alsdann dem Kommissar, der sich als solcher legitimiert, zur Erfüllung seiner Aufgabe auf Wunsch nach Möglichkeit Unterstützung zu gewähren und Auskunft zu erteilen.

13. Als Grenzbezirke gelten die den unteren Verwaltungsbehörden unterstellten Verwaltungsbezirke, deren Gebiet unmittelbar an die Grenze stösst oder sich dieser auf eine Entfernung

---

[1] Anmerkung : *Oesterreich :* Trachom und Malaria, letztere bis auf weiteres sind anzeigepflichtig. Für spinale Kinderlähmung besteht zur Zeit nur in Kärnten, für Varizellen (Windpocken) nur in Voralberg, Tirol und Salzburg die Anzeigepflicht.

Deutsches Reich : Varizellen (Windpocken) sind in Bayern, Württemberg und Baden nicht anzeigepflichtig. Für Malaria besteht eine Anzeigepflicht nur in Württemberg ; Trachom ist in Bayern nur dann anzeigepflichtig, wenn Eiterabsonderung vorhanden ist. Für spinale Kinderlähmung besteht in Bayern, Württemberg und Baden die Anzeigepflicht.

von 5 km nähert. Wo zwei oder mehrere Nachbarbezirke an das Gebiet der zur Mitteilung verpflichteten Behörde grenzen, haben alle auf diese Mitteilung Anspruch.

14. Die für den vereinbarten Nachrichtenaustausch in Betracht kommenden beiderseitigen Behörden sind aus dem angeschlossenen Verzeichnis ersichtlich.

15. Durch die vorliegenden Bestimmungen bleiben die einschlägigen Vorschriften der jeweils bestehenden internationalen Sanitätsübereinkünfte unberührt.

16. Diese Vereinbarung tritt am 1. Mai 1924 in Kraft. Gleichzeitig werden die Bestimmungen, betreffend den Nachrichtenaustausch zwischen den österreichischen und deutschen Behörden in den Grenzbezirken über Cholerafälle und Choleramassnahmen und die gegenseitige Einräumung der Befugnis zur Entsendung von Kommissaren an die nahe an der Grenze gelegenen Choleraorte vom Jahre 1897 ausser Wirksamkeit gesetzt.

Der Unterzeichnete sieht der Abgabe einer gleichlautenden Erklärung entgegen und benützt auch diesen Anlass, seine Exzellenz den Herrn ausserordentlichen Gesandten und bevollmächtigten Minister des Deutschen Reiches in Wien seiner ausgezeichneten Hochachtung zu versichern.

(Gez.) Dr. GRÜNBERGER.

An
Seine Exzellenz
den Herrn ausserordentlichen Gesandten
und bevollmächtigten Minister des Deutschen Reiches
Dr. Maximilian PFEIFFER
in Wien.

VERZEICHNIS,

der für den Nachrichtenaustausch über übertragbare Krankheiten in Betracht kommenden Grenzbezirke nebst Angabe der Behörden, an welche die Mitteilungen zu richten sind.

I. DEUTSCHES REICH.

1. *Bayern.*

Politischer Bezirk :	Behörde :
Lindau	Stadtrat und Bezirksamt
Sonthofen	Bezirksamt
Kempten	»
Füssen	»
Garmisch	»
Tölz	»
Miesbach	»
Rosenheim	»
Traunstein	»
Berchtesgaden	»
Laufen	»
Altötting	»
Pfarrkirchen	»
Griesbach	»
Passau	Stadtrat und Bezirksamt
Wegscheid	Bezirksamt
Wolfstein	»

2. *Württemberg.*

Polltischer Bezirk :	Behörde «
Tettnang	Oberamtsarzt

3. *Baden.*

Konstanz	Bezirksamt
Überlingen	»
Stockach	»

II. ÖSTERREICH.

1. *Vorarlberg.*

Bregenz	Bezirkshauptmannschaft

2. *Tirol.*

Reutte	»
Imst	»
Innsbruck	»
Schwaz	»
Kufstein	»

3. *Salzburg.*

St. Johann	»
Salzburg	»
Zell am See.	»

4. *Oberösterreich.*

Braunau	»
Ried	»
Schärding.	»
Rohrbach	»

MUSTERFORMULAR.

WOCHENAUSWEIS ÜBER ÜBERTRAGBARE KRANKHEITEN

für die Woche vom ..... bis .....

Land (Staat)..... Kreis usw. Stadtmagistrat.....

Bezeichnung der Krankheit	Gemeinde	Anzahl der aus der Vorwoche verbliebenen Kranken	Anzahl der Neuerkrankungen	Anzahl der Gestorbenen	Angaben über die Herkunft der Krankheit und über getroffene Abwehrmassnahmen
1	2	3	4	5	6

Spalte 3 ist nur für Asiatische Cholera und Pest auszufüllen. Bei Erkrankungen an Asiatischer Cholera sind auch die Bazillenträger und zwar getrennt von den Kranken auszuwerfen.

[1] TRADUCTION.

LÉGATION D'ALLEMAGNE.
B. 602.

VIENNE, *le* 30 *avril* 1924.

LE GOUVERNEMENT ALLEMAND et LE GOUVERNEMENT FÉDÉRAL DE LA RÉPUBLIQUE AUTRICHIENNE ayant convenu de conclure un accord concernant l'échange d'informations sur les cas de maladies contagieuses dans les zones-frontière de deux pays, l'envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire soussigné du Reich allemand à Vienne a l'honneur d'informer Monsieur le Ministre fédéral des Affaires étrangères que le Gouvernement allemand approuve les dispositions suivantes :

1. Afin de permettre d'adopter, en temps utile, des mesures de protection appropriées, il a été convenu de signaler réciproquement, par des échanges réguliers d'informations, les cas de maladies contagieuses dans les zones-frontière des deux pays.

2. Ces communications devront être échangées, conformément au présent accord, entre les autorités administratives des zones-frontière autrichienne et allemande, pour les maladies contagieuses suivantes :

3. Choléra asiatique, peste, variole, varicelle, typhus exanthématique, typhus abdominal, y compris le paratyphus, dysenterie, diphtérie, fièvre scarlatine, méningite cérébro-spinale épidémique, paralysie spinale infantile, fièvre récurrente, ophtalmie d'Egypte (trachome, conjonctivite granuleuse), lèpre, rage et morsures d'animaux atteints ou suspects de rage, paludisme.

4. Ces échanges de renseignements auront lieu chaque semaine par l'envoi accéléré de relevés des cas constatés ; ces relevés indiqueront, d'après le modèle ci-joint, les endroits contaminés et la provenance de la maladie telle qu'elle résulte de l'enquête ; en outre, ils feront brièvement mention de tous les renseignements importants relatifs aux mesures prises dans les zones contaminées.

5. De son côté, l'autre Partie devra également faire connaître les mesures de précaution qui auront été prises, à la suite de cette communication, dans la zone qui n'est que menacée de la maladie, à l'égard de la zone du pays voisin dans laquelle sévit la maladie.

6. Les relevés devront toujours s'appliquer à une semaine entière, allant du dimanche au samedi.

7. Il ne sera pas envoyé de relevé lorsqu'aucun cas de maladie n'aura été constaté.

8. En ce qui concerne la variole, le choléra asiatique, la peste et le typhus exanthématique, le premier cas constaté — sans préjudice de l'envoi ultérieur du relevé hebdomadaire — devra être immédiatement notifié par la voie télégraphique la plus directe. Des renseignements précis sur l'endroit infecté, la date de l'apparition et l'origine de la maladie devront être joints à la première communication ou être expédiés immédiatement après cette dernière.

9. Quant aux cas de choléra asiatique, le relevé devra indiquer également les porteurs de germes, dans une colonne distincte de celle des malades.

[1] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

[1] TRANSLATION.

GERMAN LEGATION.
B. 602.

VIENNA, *April* 30, 1924.

Whereas THE GERMAN GOVERNMENT and THE FEDERAL GOVERNMENT OF THE REPUBLIC OF AUSTRIA have decided to conclude an agreement concerning the exchange of information with regard to the occurrence of infectious diseases in the frontier areas of the two countries, the undersigned Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of the German Reich in Vienna has the honour to inform the Federal Minister for Foreign Affairs that the German Government approves the following provisions :

(1) With a view to the adoption in time of suitable protective measures, the Contracting Parties have agreed to notify each other regularly of any cases of infectious disease occurring in the frontier areas of the two countries.

(2) These communications shall be made by the administrative authorities of the Austrian and German frontier districts in accordance with the provisions of the present Agreement and shall contain information with regard to the following diseases :

(3) Asiatic cholera, plague, smallpox, chicken-pox, typhus, typhoid fever and paratyphus. dysentery, diphtheria, scarlet fever, infectious cerebro-spinal meningitis, spinal infantile paralysis, relapsing fever, Egyptian ophthalmia (trachoma, granular conjunctivitis), leprosy, hydrophobia, together with cases of persons bitten by animals suffering or suspected to be suffering from rabies, and malaria.

(4) Communications shall be forwarded once a week by the quickest possible method and shall indicate in the manner shown in the annexed specimen form any cases of disease which have occurred, the places in which the disease has broken out and its ascertained origin. They shall also indicate briefly any points of importance in connection with the measures adopted in the district affected.

(5) Each Party shall also inform the other of the precautionary measures it has taken in a district which is only threatened by a disease in regard to a district of the neighbouring country in which the disease has actually broken out.

(6) The reports shall always relate to an entire week from Sunday to Saturday.

(7) No report need be submitted in the absence of any case of disease.

(8) In the case of smallpox, Asiatic cholera, plague and typhus, information shall be given at once — without prejudice to the despatch of the subsequent weekly report — by the most direct telegraphic route, as soon as the first case is reported. Details of the place, time and origin of the disease shall be given in the first communication or sent very soon afterwards.

9) In the event of an outbreak of Asiatic cholera the germ-carriers shall be indicated separately in addition to the persons suffering from the disease.

---

[1] Translated by the Secretariat of the League of Nations.

10. Les cas de paludisme, de paralysie spinale infantile, de varicelle et de trachome devront être signalés, si la déclaration en est obligatoire[1].

11. Les deux Parties se concèdent mutuellement, pour les zones-frontière, le droit d'envoyer des commissaires dans les territoires de l'autre Partie pour recueillir sur place des renseignements sur la situation en ce qui concerne les maladies mentionnées et sur les mesures prises pour les combattre ; ces renseignements sont exclusivement destinés aux autorités administratives des deux pays.

12. L'envoi projeté d'un commissaire devra toujours être notifié, préalablement, si possible, ou du moins simultanément, à l'autorité compétente de l'Etat voisin, au moyen d'un avis officiel, qui pourra aussi être remis au commissaire lui-même. Lorsque ce dernier aura établi son identité, l'autorité compétente de l'Etat voisin devra, sur sa demande, lui donner dans la mesure du possible l'assistance et les renseignements qui lui seront nécessaires pour l'accomplissement de sa mission.

13. Seront considérées comme zones-frontière les circonscriptions administratives qui dépendent des autorités administratives subalternes et qui touchent directement à la frontière ou n'en sont pas éloignées de plus de cinq kilomètres. Lorsque deux ou plusieurs circonscriptions voisines toucheront à la circonscription qui est tenue d'envoyer les communications en question, elles auront toutes droit à recevoir ces communications.

14. La liste ci-jointe indique les autorités des deux pays qui seront chargées d'assurer l'échange d'informations convenu.

15. Les présentes dispositions ne porteront pas atteinte aux prescriptions correspondantes des conventions sanitaires internationales qui seront en vigueur à un moment donné.

16. Le présent accord entrera en vigueur le 1er mai 1924. Seront abrogées simultanément les dispositions concernant l'échange d'informations entre les autorités autrichiennes et les autorités allemandes des zones-frontière sur les cas de choléra et les mesures de protection contre cette maladie, ainsi que les dispositions de 1897 concernant la concession réciproque du droit d'envoyer des commissaires dans les localités rapprochées de la frontière et atteintes par le choléra à cette époque.

Le soussigné vous prie de bien vouloir lui faire parvenir une déclaration concordante, et il saisit cette occasion pour transmettre à Monsieur le Ministre fédéral des Affaires étrangères, les assurances de sa haute considération.

(Signé) Dr PFEIFFER.

A Monsieur le Dr Alfred GRÜNBERGER
Ministre fédéral des Affaires
étrangères d'Autriche,
à Vienne.

[1] NOTE. — *Autriche :* La déclaration est obligatoire pour le trachome et le paludisme ; en ce qui concerne ce dernier, la déclaration obligatoire n'est exigée que jusqu'à nouvel ordre. Quant à la paralysie spinale infantile, la déclaration n'est actuellement obligatoire qu'en Carinthie, tandis que la varicelle est soumise à la déclaration obligatoire dans le Vorarlberg, au Tyrol et à Salzbourg.
Reich allemand : La déclaration de la varicelle n'est pas obligatoire en Bavière, en Wurtemberg et en Bade. Quant au paludisme, la déclaration n'est exigée qu'en Wurtemberg ; en Bavière, le trachome ne doit être obligatoirement déclaré que si l'on constate des secrétions purulentes. En ce qui concerne la paralysie spinale infantile, la déclaration est obligatoire en Bavière, en Wurtemberg et en Bade.

(10) Information shall be furnished with regard to cases of malaria, spinal infantile paralysis, chicken-pox and trachoma, in so far as the notification of these diseases is obligatory. [1]

(11) The two Parties agree to grant to each other the right, as regards the frontier districts, to send commissioners into their territory in order to obtain information on the spot with regard to the diseases already referred to and the measures adopted for combating them, it being understood that such information is intended solely for the official use of the authorities of the two countries.

(12) The fact that a commissioner is to be sent shall be notified on each occasion to the competent authorities of the neighbouring State, if possible, beforehand or, at any rate, simultaneously with his arrival, by means of an official notice to that effect. Such notice may be taken with him by the commissioner. The authorities in question shall, so far as possible, furnish the commissioner at his request, when he has proved his identity, with such assistance and information as may be necessary for the fulfilment of his mission.

(13) The expression " frontier districts " shall be understood to mean the administrative districts which are placed under subordinate administrative authorities and which touch the frontier directly or are not more than five kilometres distant therefrom. In cases in which two or more neighbouring districts are contiguous to the territory of the authority which is required to make the communications in question, they shall all be entitled to receive such communications.

(14) The authorities of the two countries who are responsible for the prescribed exchange of information are indicated in the accompanying list.

(15) The present stipulations shall not affect the corresponding provisions of any international sanitary conventions which may be in force at the time.

(16) The present Agreement shall come into force on May 1, 1924. As from that date the stipulations concerning the exchange of information between the Austrian and German authorities in the frontier districts with regard to cases of cholera and the protective measures adopted in respect of that disease, together with the stipulations agreed to in 1897 with regard to the reciprocal permission to send commissioners to cholera areas situated in the neighbourhood of the frontier, shall cease to have effect.

The undersigned awaits a similar declaration and avails himself of this opportunity to assure the Federal Minister for Foreign Affairs of his highest consideration.

(Signed) Dr. PFEIFFER.

Dr. Alfred GRÜNBERGER,
Austrian Federal Minister for
Foreign Affairs,
Vienna.

---

[1] NOTE. — *Austria :* The notification of trachoma and malaria is obligatory — in the case of the latter disease until further notice. The notification of spinal infantile paralysis is at present only obligatory in Carinthia, and the notification of chicken-pox only in Vorarlberg, the Tyrol and Salzburg.

The German Reich : The notification of chicken-pox is not obligatory in Bavaria, Wurtemberg and Baden. The notification of malaria is only obligatory in Wurtemberg. The notification of trachoma is only obligatory in Bavaria in cases in which there is a discharge of pus. The notification of spinal infantile paralysis is obligatory in Bavaria, Wurtemberg and Baden.

LISTE

des zones-frontière entre lesquelles des échanges d'informations sur les maladies contagieuses devront avoir lieu, avec indication des autorités auxquelles les communications devront être adressées.

I. REICH ALLEMAND.

Circonscription administrative :	Autorité :
1. Bavière.	
Lindau	Municipalité *(Stadtrat)* et Office de district
Sonthofen	Office de district
Kempten	»
Füssen	»
Garmisch	»
Tölz	»
Miesbach	»
Rosenheim	»
Traunstein	»
Berchtesgaden	»
Laufen	»
Altötting	»
Pfarrkirchen	»
Griesbach	»
Passau	Municipalité et Office de district
Wegscheid	Office de district
Wolfstein	»
2. Würtemberg.	
Tettnang	Inspecteur des services d'hygiène *(Oberamtsarzt)*
3. Bade.	
Constance	Office de district
Ueberlingen	»
Stockach	»

II. AUTRICHE.

1. Vorarlberg.	
Bregenz	Administration de district *(Bezirkshauptmannschaft)*
2. Tyrol.	
Reutte	»
Imst	»
Innsbruck	»
Schwaz	»
Kufstein	»

LIST

of the frontier districts in respect of which an exchange of information is to be made with regard to infectious diseases and of the authorities to which the communications are to be addressed.

I. GERMAN REICH.

Political District :	Authority :
1. Bavaria.	
Lindau	Town Council *(Stadtrat)* and District Office (Bezirksamt).
Sonthofen	District Office
Kempten	»
Füssen	»
Garmisch	»
Töls	»
Miesbach	»
Rosenheim	»
Traunstein	»
Berchtesgaden	»
Laufen	»
Altötting	»
Pfarrkirchen	»
Griesbach	»
Passau	Town Council and District Office
Wegscheid	District Office
Wolfstein	»
2. Wurtemberg.	
Tettnang	Chief Medical Officer *(Oberamtsarzt)*
3. Baden.	
Constance	District Office
Ueberlingen	»
Stockach	»

II. AUSTRIA.

1. Vorarlberg.	
Bregenz	District Administrative Authority *(Bezirkshauptmannschaft).*
2. Tyrol.	
Reutte	»
Imst	»
Innsbruck	»
Schwaz	»
Kufstein	»

Circonscription administrative :	Autorité :
3. *Salzbourg.*	
St. Johann	Administration de district
Salzbourg	*(Bezirkshauptmannschaft)*
Zell am See	»
4. *Haute-Autriche.*	
Braunau	»
Ried	»
Schärding	»
Rohrbach	»

MODÈLE.

RELEVÉ HEBDOMADAIRE DES CAS DE MALADIES CONTAGIEUSES

pour la semaine du ..... au .....

Pays (Etat) ..... Cercle *(Kreis)* etc. ..... Municipalité .....

Nom de la maladie	Commune	Nombre de malades à la fin de la semaine précédente	Nombre de cas nouveaux	Nombre de décès	Renseignements sur la provenance de la maladie et les mesures prises pour la combattre
1	2	3	4	5	6

La colonne 3 ne doit être remplie que pour les cas de choléra asiatique et de peste. Pour le choléra asiatique, il conviendra d'indiquer également le nombre des porteurs de germes, dans une colonne distincte de celle des malades.

CHANCELLERIE FÉDÉRALE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

VIENNE, *le* 30 *avril* 1924.

LE GOUVERNEMENT FÉDÉRAL DE LA RÉPUBLIQUE AUTRICHIENNE et LE GOUVERNEMENT ALLEMAND ayant convenu de conclure un accord, concernant l'échange d'informations sur les cas de maladies contagieuses dans les zones-frontière des deux pays, le ministre fédéral soussigné des Affaires étrangères a l'honneur d'informer Son Excellence l'Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire du Reich allemand à Vienne que le Gouvernement fédéral de la République autrichienne approuve les dispositions suivantes :

1. Afin de permettre d'adopter, en temps utile, des mesures de protection appropriées, il a été convenu de signaler réciproquement, par des échanges réguliers d'informations, les cas de maladies contagieuses dans les zones-frontière des deux pays.

Political District :	Authority :
3. Salzburg.	
St. Johann	District Administrative Authority *(Bezirkshauptmannschaft)*
Salzburg	»
Zell am See	»
4. Upper Austria.	
Braunau	»
Ried	»
Schärding	»
Rohrbach	»

SPECIMEN FORM.

WEEKLY REPORT ON INFECTIOUS DISEASES

for the period ..... to .....

Province (State)..... District *(Kreis)*, etc., Urban Municipality.....

Name of disease	Commune	Number of sick persons at the end of the previous week	Number of new cases	Number of deaths	Particulars of origin of disease and protective measures adopted
1	2	3	4	5	6

Column 3 is only to be filled in in the case of Asiatic cholera and plague. In the case of Asiatic cholera the germ-carriers should be indicated separately in addition to the persons suffering from the disease.

FEDERAL CHANCELLORY FOR FOREIGN AFFAIRS.

VIENNA, *April* 30, 1924.

Whereas THE FEDERAL GOVERNMENT OF THE REPUBLIC OF AUSTRIA AND THE GERMAN GOVERNMENT have decided to conclude an Agreement concerning the exchange of information with regard to the occurrence of infectious diseases in the frontier areas of the two countries, the undersigned Federal Minister for Foreign Affairs has the honour to inform His Excellency the Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of the German Reich in Vienna that the Federal Government of the Republic of Austria approves the following provisions :

(1) With a view to the adoption in time of suitable protective measures the Contracting Parties have agreed to notify each other regularly of any cases of infectious disease occurring in the frontier areas of the two countries.

2. Ces communications devront être échangées, conformément au présent accord, entre les autorités administratives des zones-frontière autrichienne et allemande, pour les maladies contagieuses suivantes :

3. Choléra asiatique, peste, variole, varicelle, typhus exanthématique, typhus abdominal, y compris le paratyphus, dysenterie, diphtérie, fièvre scarlatine, méningite cérébro-spinale épidémique, paralysie spinale infantile, fièvre récurrente, ophtalmie d'Egypte (trachome, conjonctivite granuleuse), lèpre, rage et morsures d'animaux atteints ou suspects de rage, paludisme.

4. Ces échanges de renseignements auront lieu chaque semaine par l'envoi accéléré de relevés des cas constatés ; ces relevés indiqueront, d'après le modèle ci-joint, les endroits contaminés et la provenance de la maladie, telle qu'elle résulte de l'enquête ; en outre, ils feront brièvement mention de tous les renseignements importants relatifs aux mesures prises dans les zones contaminées.

5. De son côté, l'autre Partie devra également faire connaître les mesures de précaution qui auront été prises, à la suite de cette communication, dans la zone qui n'est que menacée de la maladie, à l'égard de la zone du pays voisin dans laquelle sévit la maladie.

6. Les relevés devront toujours s'appliquer à une semaine entière, allant du dimanche au samedi.

7. Il ne sera pas envoyé de relevé lorsqu'aucun cas de maladie n'aura été constaté.

8. En ce qui concerne la variole, le choléra asiatique, la peste et le typhus exanthématique, le premier cas constaté — sans préjudice de l'envoi ultérieur du relevé hebdomadaire — devra être immédiatement notifié par la voie télégraphique la plus directe. Des renseignements précis sur l'endroit infecté, la date de l'apparition et l'origine de la maladie devront être joints à la première communication ou être expédiés immédiatement après cette dernière.

9. Quant aux cas de choléra asiatique, le relevé devra indiquer également les porteurs de germes, dans une colonne distincte de celle des malades.

10. Les cas de paludisme, de paralysie spinale infantile, de varicelle et de trachome devront être signalés, si la déclaration en est obligatoire [1].

11. Les deux Parties se concèdent mutuellement, pour les zones-frontière le droit d'envoyer des commissaires dans les territoires de l'autre Partie pour recueillir sur place des renseignements sur la situation en ce qui concerne les maladies mentionnées et sur les mesures prises pour les combattre ; ces renseignements sont exclusivement destinés aux autorités administratives des deux pays.

12. L'envoi projeté d'un commissaire devra toujours être notifié, préalablement, si possible, ou du moins simultanément, à l'autorité compétente de l'Etat voisin, au moyen d'un avis officiel, qui pourra aussi être remis au commissaire lui-même. Lorsque ce dernier aura établi son identité, l'autorité compétente de l'Etat voisin devra, sur sa demande, lui donner dans la mesure du possible l'assistance et les renseignements qui lui seront nécessaires pour l'accomplissement de sa mission.

13. Seront considérées comme zones-frontière, les circonscriptions administratives qui dépendent des autorités administratives subalternes et qui touchent directement à la frontière ou n'en sont pas éloignées de plus de cinq kilomètres. Lorsque deux ou plusieurs circonscriptions voisines

[1] NOTE. — *Autriche :* La déclaration est obligatoire pour le trachome et le paludisme ; en ce qui concerne ce dernier, la déclaration obligatoire n'est exigée que jusqu'à nouvel ordre. Quant à la paralysie spinale infantile, la déclaration n'est actuellement obligatoire qu'en Carinthie, tandis que la varicelle est soumise à la déclaration obligatoire dans le Vorarlberg, au Tyrol et à Salzbourg.

Reich allemand : La déclaration de la varicelle n'est pas obligatoire en Bavière, en Wurtemberg et en Bade. Quant au paludisme, la déclaration n'est exigée qu'en Wurtemberg ; en Bavière, le trachome ne doit être obligatoirement déclaré que si l'on constate des secrétions purulentes. En ce qui concerne la paralysie spinale infantile, la déclaration est obligatoire en Bavière, en Wurtemberg et en Bade.

(2) These communications shall be made by the administrative authorities of the Austrian and German frontier districts in accordance with the provisions of the present Agreement and shall contain information with regard to the following diseases :

(3) Asiatic cholera, plague, smallpox, chicken-pox, typhus, typhoid fever and paratyphus, dysentery, diphtheria, scarlet fever, infectious cerebro-spinal meningitis, spinal infantile paralysis, relapsing fever, Egyptian ophthalmia (trachoma, granular conjunctivitis), leprosy, hydrophobia, together with cases of persons bitten by animals suffering or suspected to be suffering from rabies and malaria.

(4) Communications shall be forwarded once a week by the quickest possible method and shall indicate in the manner shown in the annexed specimen form any cases of disease which have occurred, the places in which the disease has broken out and its ascertained origin. They shall also indicate briefly any points of importance in connection with the measures adopted in the district affected.

(5) Each Party shall also inform the other of the precautionary measures it has taken in a district which is only threatened by a disease in regard to a district of the neighbouring country in which the disease has actually broken out.

(6) The reports shall always relate to an entire week from Sunday to Saturday.

(7) No report need be submitted in the absence of any case of disease.

(8) In the case of smallpox, Asiatic cholera, plague and typhus, information shall be given at once — without prejudice to the despatch of the subsequent weekly report — by the most direct telegraphic route, as soon as the first case is reported. Details of the place, time and origin of the disease shall be given in the first communication or sent very soon afterwards.

(9) In the event of an outbreak of Asiatic cholera the germ-carriers shall be indicated separately in addition to the persons suffering from the disease.

(10) Information shall be furnished with regard to cases of malaria, spinal infantile paralysis, chicken-pox and trachoma, in so far as the notification of these diseases is obligatory. [1]

(11) The two Parties agree to grant to each other the right, as regards the frontier districts, to send commissioners into their territory in order to obtain information on the spot with regard to the diseases already referred to and the measures adopted for combating them, it being understood that such information is intended solely for the official use of the authorities of the two countries.

(12) The fact that a commissioner is to be sent shall be notified on each occasion to the competent authorities of the neighbouring State, if possible, beforehand or, at any rate, simultaneously with his arrival, by means of an official notice to that effect. Such notice may be taken with him by the commissioner. The authorities in question shall, so far as possible, furnish the commissioner at his request, when he has proved his identity, with such assistance and information as may be necessary for the fulfilment of his mission.

(13) The expression " frontier districts " shall be understood to mean the administrative districts which are placed under subordinate administrative authorities and which touch the frontier directly or are not more than five kilometres distant therefrom. In cases in which two or

---

[1] NOTE. — *Austria :* The notification of trachoma and malaria is obligatory — in the case of the latter disease until further notice. The notification of spinal infantile paralysis is at present only obligatory in Carinthia, and the notification of chicken-pox only in Vorarlberg, the Tyrol and Salzburg.

The German Reich. The notification of chicken-pox is not obligatory in Bavaria, Wurtemberg and Baden. The notification of malaria is only obligatory in Wurtemberg. The notification of trachoma is only obligatory in Bavaria in cases in which there is a discharge of pus. The notification of spinal infantile paralysis is obligatory in Bavaria, Wurtemberg and Baden.

toucheront à la circonscription qui est tenue d'envoyer les communications en question, elles auront toutes droit à recevoir ces communications.

14. La liste ci-jointe indique les autorités des deux pays qui seront chargées d'assurer l'échange d'informations convenu.

15. Les présentes dispositions ne porteront pas atteinte aux prescriptions correspondantes des conventions sanitaires internationales qui seront en vigueur à un moment donné.

16. Le présent accord entrera en vigueur le 1er mai 1924. Seront abrogées simultanément les dispositions concernant l'échange d'informations entre les autorités autrichiennes et les autorités allemandes des zones-frontière sur les cas de choléra et les mesures de protection contre cette maladie, ainsi que les dispositions de 1897 concernant la concession réciproque du droit d'envoyer des commissaires dans les localités rapprochées de la frontière et atteintes par le choléra à cette époque.

Le soussigné vous prie de bien vouloir lui faire parvenir une déclaration concordante, et il saisit cette occasion pour transmettre à Son Excellence l'Envoyé extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire du Reich allemand à Vienne, les assurances de sa haute considération.

(Signé) Dr GRÜNBERGER.

A Son Excellence
Monsieur le Dr Maximilian PFEIFFER,
Envoyé extraordinaire et
Ministre plénipotentiaire
du Reich allemand,
à Vienne.

LISTE

des zones-frontière entre lesquelles des échanges d'informations sur les maladies contagieuses devront avoir lieu, avec indication des autorités auxquelles les communications devront être adressées.

I. REICH ALLEMAND.

Circonscription administrative :	Autorité :
1. *Bavière.*	
Lindau	Municipalité *(Stadtrat)* et Office
Sonthofen	de district *(Bezirksamt)*
Kempten	Office de district
Füssen	»
Garmisch	»
Tölz	»
Miesbach	»
Rosenheim	»
Traunstein	»
Berchtesgaden	»
Laufen	»
Altötting	»
Pfarrkirchen	»
Griesbach	»
Passau	Municipalité et Office de district
Wegscheid	Office de district
Wolfstein	»

more neighbouring districts are contiguous to the territory of the authority which is required to make the communications in question, they shall all be entitled to receive such communications.

(14) The authorities of the two countries who are responsible for the prescribed exchange of information are indicated in the accompanying list.

(15) The present stipulations shall not affect the corresponding provisions of any international sanitary conventions which may be in force at the time.

(16) The present Agreement shall come into force on May 1, 1924. As from that date the stipulations concerning the exchange of information between the Austrian and German authorities in the frontier districts with regard to cases of cholera and the protective measures adopted in respect of that disease, together with the stipulations agreed to in 1897 with regard to the reciprocal permission to send commissioners to cholera areas situated in the neighbourhood of the frontier, shall cease to have effect.

The undersigned awaits a similar declaration and avails himself of this opportunity to assure His Excellency the Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of the German Empire of his highest consideration.

(Signed) Dr. GRÜNBERGER.

His Excellency
Dr. Maximilian PFEIFFER,
Envoy Extraordinary and
Minister Plenipotentiary
of the German Reich,
Vienna.

LIST.

of the frontier districts in respect of which an exchange of information is to be made with regard to infectious diseases and of the authorities to which the communications are to be addressed.

I. GERMAN REICH.

Political District :	Authority :
1. *Bavaria.*	
Lindau	Town Council *(Stadtrat)* and District
Sonthofen	Office *(Bezirksamt)*
Kempten	District Office
Füssen	»
Garmisch	»
Tölz	»
Miesbach	»
Rosenheim	»
Traunstein	»
Berchtesgaden	»
Laufen	»
Altötting	»
Pfarrkirchen	»
Griesbach	»
Passau	Town Council and District Office
Wegscheid	District Office
Wolfstein	»

Circonscription administrative :	Autorité :
2. Wurtemberg.	
Tettnang	Inspecteur des services d'hygiène *(Oberamtsarzt)*
3. Bade.	
Constance	Office de district
Ueberlingen	»
Stockach	»

II. AUTRICHE.

1. Vorarlberg.	
Bregenz	Administration de district *(Bezirkshauptmannschaft)*
2. Tyrol.	
Reutte	»
Imst	»
Innsbruck	»
Schwaz	»
Kufstein	»
3. Salzbourg.	
St. Johann	»
Salzbourg	»
Zell am See	»
4. Haute-Autriche.	
Braunau	»
Ried	»
Schärding.	»
Rohrbach.	»

Political District :	Authority :
2. *Wurtemberg.*	
Tettnang	Chief Medical Officer *(Oberamtsarzt)*
3. *Baden.*	
Constance	District Office
Ueberlingen	»
Stockach	»
II. Austria.	
1. *Vorarlberg.*	
Bregenz	District Administrative Authority *(Bezirkshauptmannschaft).*
2. *Tyrol.*	
Reutte	»
Imst	»
Innsbruck	»
Schwaz	»
Kufstein	»
3. *Salzburg.*	
St. Johann	»
Salzburg	»
Zell am See	»
4. *Upper Austria.*	
Braunau	»
Ried	»
Schärding	»
Rohrbach	»

MODÈLE.

RELEVÉ HEBDOMADAIRE DES CAS DE MALADIES CONTAGIEUSES

pour la semaine du ..... au .....

Pays (Etat) ..... Cercle *(Kreis)*, etc..., Municipalité .....

Nom de la maladie	Commune	Nombre de malades à la fin de la semaine précédente	Nombre de cas nouveaux	Nombre de décès	Renseignements sur la provenance de la maladie et les mesures prises pour la combattre
1	2	3	4	5	6

La colonne 3 ne doit être remplie que pour les cas de choléra asiatique et de peste. Pour le choléra asiatique, il conviendra d'indiquer également le nombre des porteurs de germes, dans une colonne distincte de celle des malades.

SPECIMEN FORM.

WEEKLY REPORT ON INFECTIOUS DISEASES

for the period ..... to .....

Province (State) ..... District *(Kreis)*, etc., Urban Municipality.....

Name of disease	Commune	Number of sick persons at the end of the previous week	Number of new cases	Number of deaths	Particulars of origin of disease and protective measures adopted
1	2	3	4	5	6

Column 3 is only to be filled in in the case of Asiatic Cholera and plague. In the case of Asiatic cholera the germ carriers should be indicated separately in addition to the persons suffering from the disease.

N° 1120.

POLOGNE
ET TCHÉCOSLOVAQUIE

Convention relative au règlement des rapports judiciaires en matière civile, pénale et non contentieuse, avec protocole additionnel et annexe, signés à Prague, le 6 mars 1925.

POLAND
AND CZECHOSLOVAKIA

Agreement with regard to the settlement of Legal Relations in civil, penal and non-contentious cases, with Additional Protocol and Annex, signed at Prague, March 6, 1925.

TEXTE POLONAIS. — POLISH TEXT.

N° 1120. — UMOWA[1] MIĘDZY RZECZĄPOSPOLITĄ POLSKĄ A REPUBLIKĄ CZESKOSŁOWACKĄ Z DNIA 6 MARCA 1925 r. W PRZEDMIOCIE UREGULOWANIA OBROTU PRAWNENO W SPRAWACH CYWILNYCH, KARNYCH I NIESPORNYCH.

Textes officiels polonais et tchèque communiqués par le délégué de la Pologne à la Société des Nations. L'enregistrement de cet accord a eu lieu le 11 *mars* 1926.

RZECZPOSPOLITA POLSKA i REPUBLIKA CZESKOSŁOWACKA w dążeniu do wzajemnego uregulowania obrotu prawnego w sprawach cywilnych, karnych i niespornych postanowiły zawrzeć umowę. W tym celu :

PREZYDENT RZECZYPOSPOLITEJ POLSKIEJ mianował pełnomocnikami :

Pana Dr. Zygmunta LASOCKIEGO, Posła nadzwyczajnego i Ministra pełnomocnego, i
Pana Włodzimierza JABŁOŃSKIEGO, Dyrektora Departamentu w Ministerstwie Sprawiedliwości ;

PREZYDENT REPUBLIKI CZESKOSŁOWACKIEJ mianował pełnomocnikami :

Pana Dra Václava GIRSE. Posła nadzwyczajnego i Ministra pełnomocnego, i
Pana Dra Emila SPIRE, Szefa Sekcji w Ministerstwie Sprawiedliwości,

którzy po wymianie pełnomocnictw uznanych za dobre i sporządzone w należytej formie zgodzili się na następujące postanowienia :

ROZDZIAŁ I.

SPRAWY CYWILNE.

TYTUŁ PIERWSZY.

OCHRONA PRAWNA W SPRAWACH CYWILNYCH.

Artykuł 1.

Zasada równości.

1. Obywatele każdej ze Stron umawiających się będą na obszarze drugiej Strony w sprawach cywilnych pod względem ustawowej i sądowej ochrony osoby i mienia traktowani jak krajowcy.

2. W tym celu zapewnia się im swobodny i nieskrępowany dostęp do sądów, przed któremi mogą występować pod temi samemi warunkami, jak krajowcy.

---

[1] L'échange des ratifications a eu lieu le 14 décembre 1925.

TEXTE TCHÈQUE. — CZECH TEXT.

No. 1120. — SMLOUVA[1] MEZI REPUBLIKOU POLSKOU A ČESKOSLOVENSKOU REPUBLIKOU ZE DNE 6. BŘEZNA 1925 OHLEDNĚ ÚPRAVY PRÁVNÍCH STYKŮ VE VĚCECH OBCANSKÝCH, TRESTNÍCH A NESPORNÝCH.

Polish and Czech official texts communicated by the Polish Delegate accredited to the League of Nations. The registration of this Agreement took place March 11, 1926.

REPUBLIKA POLSKÁ a ČESKOSLOVENSKÁ REPUBLIKA přejíce si upraviti vzájemně právní styk ve věcech občanských, trestních a nesporných, dohodly se ujednati o tom smlouvu.

K tomu cíli jmenovali svými zmocněnci : PRESIDENT STÁTU POLSKÉHO :

Pana Dra Zygmunta LASOCKÉHO, mimořádného vyslance a splnomocněného ministra, a pana Wlodzimierze JABLONSKÉHO, ředitele departementu v ministerstvu spravedlnosti ;

PRESIDENT ČESKOSLOVENSKÉ REPUBLIKY :

pana Dra Václava GIRSU, mimořádného vyslance a splnomocněného ministra, a pana Dra Emila SPIRU, odborového přednostu v ministerstvu spravedlnosti,

kteří vyměnivše si plné moci a shledavše je v dobré a náležité formě shodli se na těchto ustanoveních :

ODDÍL I.

VĚCI CIVILNÍ.

HLAVA PRVNÍ.

PRÁVNÍ OCHRANA VE VĚCECH CIVILNÍCH.

Článek 1.

Stejné nakládání.

1. Státní příslušníci každé ze smluvních stran požívají v území druhé strany v záležitostech občanských co do zákonné a soudní ochrany jich osob a majetku stejného nakládání jako vlastní státní občané.

2. Za tím účelem budou míti bez překážky svobodný přístup k soudům a mohou vystupovati před nimi za týchže podmínek jako tuzemci.

[1] The exchange of ratifications took place December 14, 1925.

Artykuł 2.

Uchylenie kaucji i zaliczek.

1. Na obywateli jednego z Państw umawiających się, którzy występują przed sądami drugiej Strony jako powodowie lub interwenienci, nie wolno nakładać obowiązku zabezpieczenia lub deponowania pod jakąkolwiek nazwą, czy to z tytułu ich charakteru cudzoziemców, czy też z powodu, iż nie mają w danem panstwie miejsca zamieszkania lub pobytu.

2. Ta sama zasada stosuje się do składania zaliczki, której należałoby zażądać od powoda lub interwenienta celem zabezpieczenia kosztów sądowych.

Artykuł 3.

1. Jeżeli w jednem z Państw umawiających się zasądzono na zwrot kosztów sporu powoda lub interwenienta, który w myśl art. 2 niniejszej umowy lub w myśl ustawy obowiązującej w państwie, gdzie wniesiono skargę, był uwolniony od dania zabezpieczenia, deponowania lub złożenia zaliczki, wówczas wspomniane orzeczenia o zwrocie kosztów sporu będą na obszarze drugiej Strony umawiającej się wykonalne stosownie do przepisów o wykonalności orzeczeń zagranicznych.

2. Ta sama zasada stosuje się, do orzeczeń sądowych, któremi później ustalono wysokość kosztów sporu.

Artykuł 4.

Prawo ubogich.

Obywatele jednej Strony umawiającej się będą na obszarze drugiej Strony dopuszczeni do korzystania z prawa ubogich pod temi samemi warunkami, jak krajowcy.

Artykuł 5.

1. Świadectwo ubóstwa musi być wystawione przez władze zwykłego miejsca pobytu proszącego albo w braku takiego miejsca pobytu przez władze chwilowego miejsca pobytu.

2. Jeżeli proszący nie przebywa na obszarze jednej ze Stron umawiających się, wówczas wystarcza swiadectwo właściwego przedstawiciela dyplomatycznego lub konsularnego.

Artykuł 6.

1. Władza powołana do wydawania świadectwa ubóstwa może u władz drugiej Strony umawiającej się zasięgnąć wyjaśnień o stosunkach majątkowych proszącego.

2. Władzy, która ma rozstrzygnąć o wniosku w przedmiocie przyznania prawa ubogich, służy w granicach jej atrybucii urzędowych prawo badania przedłożonych jej świadectw i wyjasnień.

3. Jeżeli obywatelowi jednej ze Stron umawiających się przyznały właściwe władze prawo ubogich, w takim razie prawo to będzie mu przysługiwało także przy wszystkich czynnościach procesowych, dotyczących tej samej sprawy, które będą przedsięwzięte przed sądami drugiej Strony.

Článek 2.

Osvobození od jistot a záloh.

1. Od příslušníků jedné ze smluvních stran, kteří před soudy druhé strany smluvní budou jednati jako žalobci nebo intervenienti, nebude žádána jakákoli jistota a či složení k soudu z toho důvodu, že jsou cizinci nebo že nemají v tuzemsku bydliště nebo sídla.

2. Totéž platí o skládání zálohy, kterou by bylo vyžadovati od žalobce nebo intervenienta za účelem zabezpečení soudních útrat.

Článek 3.

1. Byl-li žalobce nebo intervenient, který ve smyslu článku 2 této smlouvy nebo dle zákona platného ve státě, kde žaloba byla podána, osvobozen jest od placení jistoty, složení k soudu či od zálohy, odsouzen soudy jednoho ze smluvních států k náhradě útrat sporu, bude takové rozhodnutí rovněž vykonavatelné na území druhé smluvní strany dle předpisů o vykonatelnosti cizích rozsudků.

2. Totéž platí o soudních rozhodnutích, kterými byla později stanovena výše nákladů sporu.

Článek 4.

Právo chudých.

Příslušníkům jedné strany smluvní přiznává se na území druhé strany právo chudých dle těchže předpisů, jež platí tam pro vlastní příslušníky.

Článek 5.

1. Vysvědčení chudoby bude vydáno úřady stálého pobytu žadatelova, nebo, nemá-li ho, úřady onoho místa, kde se právě dočasně zdržuje.

2. Není-li žadatel na území jedné ze smluvních stran, postačí vysvědčení příslušného proň diplomatického nebo konsulárního zástupce.

Článek 6.

1. Úřad příslušný k vydávání vysvědčení chudoby může si vyžádati u úřadů druhé smluvní strany informace o majetkových poměrech žadatelových.

2. Úřad, který rozhodne o žádosti za přiznání práva chudých, oprávněn jest, by v mezích své úřední působnosti prozkoumal předložená jemu vysvědčení a informace.

3. Bylo-li příslušníku jedné strany smluvní povoleno od příslušného úřadu právo chudých, bude ho účasten také ve všech procesních jednáních před soudy druhé strany smluvní, týkajících se téže věci.

TYTUŁ DRUGI.

Orzecznictwo w sprawach małżeńskich.

Artykuł 7.

1. Do orzekania o ważności małżeństwa, o rozwodzie lub rozdziale od stołu i łoża wyłącznie właściwe są władze państwa, którego obywatelami są małżonkowie w czasie wniesienia skargi lub prośby. Jeżeli małżonkowie w tym czasie s obywatelami różnych państw, wyłącznie właściwe są władze państwa, do którego małżonkowie wspólnie należeli w ostatnim czasie.

2. Jeżeli małżonkowie zmienili przynależność państwową, to okoliczność, która tę zmianę wyprzedziła, może być przyczyną rozwodu lub rozdziału tylko o tyle, o ile uzasadnia rozwód lub rozdział także według prawa przedtem dla nich właściwego.

3. Orzeczenia wymienionych w ustępie pierwszym władz będą uznawane obszarach na drugiej Strony.

Artykuł 8.

1. Celem uzyskania tymczasowych zarządzeń, jak określenia obowiązków utrzymania, zezwolenia na oddzielne mieszkanie lub zarządzenia przyjęcia do wspólności domowej, każdy z małżonków może zwrócić się do właściwej władzy panstwa, w którem przebywa, chociaż dla samej skargi o rozwód lub rozdział właściwe są władze państwa ojczystego.

2. Zarządzenia powyższe pozostają w mocy, dopóki ich nie uchylą władze państwa ojczystego małżonków.

TYTUŁ TRZECI.

Spory w przedmiocie slubności pochodzenia.

Artykuł 9.

1. Spory w przedmiocie slubności pochodzenia dziecka należą do władz tej Strony umawiającej się, której dziecko jest obywatelem.

2. Orzeczenia tych władz będą uznawane na obszarze drugiej Strony.

TYTUŁ CZWARTY.

Opieka i kuratela.

Artykuł 10.

1. Władze każdej z umawiających się Stron sprawują opiekę (kuratelę) nad osobą i całym majątkiem własnych obywateli.

2. Jeżeli zajdzie potrzeba ustanowienia opieki (kurateli) nad obywatelem jednej ze Stron umawiających się, który lub którego majątek znajduje się na obszarze jednej lub drugiej Strony, władze tej Strony ograniczą się same tylko do niecierpiących zwłoki zarządzeń opiekuńczych i zawiadomią o tem właściwą władzę.

HLAVA DRUHÁ.

Nálezy ve věcech manželských.

Článek 7.

1. Uznati o platnosti manželství, o rozluce neb rozvodu od stolu a lože jsou výlučně příslušny úřady státu, jehož příslučníky jsou manželé v čas podání žaloby neb žádosti. Jsou-li manželé v tu dobu různého státního občanství, jsou výlučně příslušny úřady státu, do kterého manželé naposled společně náleželi.

2. Změní-li manželé státní příslušnost, tu okolnost, která nastala před touto změnou, může býti důvodem rozluky neb rozvodu jen potud, pukud odůvodňovala rozluku nebo rozvod též dle práva před tím pro ně platného.

3. Nálezy úřadů jmenovaných v odst. 1 budou uznány na území druhé strany.

Článek 8.

1. Za vydání prozatímních opatření, jako určení povinnosti alimentační, povolení odděleného bydliště nebo nařízení o přijetí do společně domácnosti, může každý z manželů žádati též u příslušného úřadu státu, ve kterém přebývá, byť by pro samu žalobu na rozluku neb rozvod příslušen byl úřad jeho státu.

2. Opatření tato zůstanou v platnosti, dokud jich nezruší příslušné úřady státu, jehož občany manželé jsou.

HLAVA TŘETÍ.

Spory o manželský původ dítěte.

Článek 9.

1. Spory o manželský původ dítěte náležejí před úřady onoho ze smluvních států, jehož dítě je státním příslušníkem.

2. Nálezy těchto úřadů budou uznány na území druhé smluvní strany.

HLAVA ČTVRTÁ.

Poručenství a opatrovnictví.

Článek 10.

1. Úřadům každé ze smluvních stran přísluší poručenská (opratovnická) péče o osobu a veškeré jmění vlastních příslušníků.

2. Nastane-li potřeba zahájiti poručenství (opatrovnictví) nad příslušníkem jedné strany smluvní, který nebo kterého jmění nachází se na území jedné neb druhé strany, úřady této strany, omezíce se samy toliko na bezodkladná opatření poručenská, učiní o tom příslušnému úřadu neprodleně sdělení.

3. Właściwa władza państwa, której obywatelem jest pupil, może zarządzenie takie uchylić. Może jednak także, jeśli to leży w interesie pupila, całą opiekę (kuratelę) lub poszczególne zarządzenia opiekuńcze (kuratelarne) odnośnie do osoby, lub odnośnie do majątku, przenieść na władze drugiej Strony za ich zgodą stosownie do obowiązujących tam przepisów.

4. Jeżeli opieka (kuratela) została przeniesiona w ten sposób na władze jednej ze Stron umawiających się, orzeczenia tych władz będą uznane na obszarze drugiej Strony.

TYTUŁ PIĄTY.

Uznanie osoby za zmarłą, względnie znikłą.

Artykuł 11.

1. Do uznania osoby za zmarłą, względnie znikłą, właściwe są władze państwa, którego obywatelem osoba ta była w czasie zaginienia.

2. Orzeczenia wydane przez te władze będą uznawane na obszarach drugiej Strony umawiającej się.

Artykuł 12.

1. W razie konieczności władze polskie mogą według praw obowiązujących w Polsce uznać obywatela czeskosłowackiego za znikłego lub zmarłego, o ile chodzi o skutki w obrębie Państwa Polskiego.

2. Takież same prawa przysługują władzom czeskosłowackim odnośnie do obywateli polskich.

TYTUŁ SZÓSTY.

Pomoc prawna w sprawach cywilnych.

I.

Postanowienia ogólne.

Artykuł 13.

Bezpośrednia korespondencja.

1. Obie Strony umawiające się będą sobie wzajemnie na żądanie udzielały pomocy prawnej w sprawach cywilnych, handlowych i sądownictwa niespornego, przyczem władze sądowe będą ię porozumiewały bezpośrednio.

2. Zarówno do bezpośredniego wysyłania wniosków o doręczenie i pism rekwizycyjnych, jak do ich przyjmowania są powołane : w Rzeczypospolitej Polskiej wszystkie władze sądowe, w Republice Czeskosłowackiej Prezydja Trybunałów pierwszej instancji. Załatwienie należy zawsze wysyłać bezpośrednio do władzy wzywającej.

3. W razie niewłaściwości władzy wezwanej należy wezwanie przesłać z urzędu do właściwej władzy tego samego państwa i zawiadomić o tem równocześnie władzę wzywającą.

3. Příslušný úřad státu, jehož občanem jest poručenec, může opatření tato zrušiti. Může však též, je-li to v zájmu poručencově, celé poručenství (opatrovnictví) nebo jednotlivá opatření poručenská (opatrovnická), ať již ohledně osoby ať již ohledně jmění, přenésti s jejich souhlasem na úřady druhé strany dle platných tam předpisů.

4. Bylo-li poručenství (opatrovnictví) takto přeneseno na úřady jedné strany smluvní, budou rozhodnutí jejich uznána na území strany druhé.

HLAVA PÁTÁ.

Prohlášení osoby za mrtvou (nezvěstnou).

Článek 11.

1. Prohlásiti osobu za mrtvou (nezvěstnou) přísluší úřadům státu, jehož občanem byla, když se stala nezvěstnou.

2. Výroky vydané těmito úřady budou uznány na území druhé strany smluvní.

Článek 12.

1. V případech nutných mohou úřady československé dle práva platného v Československé republice prohlásiti státního příslušníka polského za mrtvého, pokud účinky tohoto prohlášení nastati mají na území Československé republiky.

2. Totéž právo přísluší úřadům polským ohledně státních příslušníků československých.

HLAVA ŠESTÁ.

Právní pomoc ve věcech civilních.

I.

Ustanovení všeobecná.

Článek 13.

Přímý styk.

1. Obě smluvní strany budou si k žádosti vzájemně poskytovati právní pomoc v záležitostech civilních, obchodních a soudnictví nesporného a to v přímém styku soudních úřadů.

2. Jak k bezprostřednímu zasílání žádosti za doručení a za právní pomoc, tak i k jejich přijímání jsou příslušna v Československé republice presidia sborových soudů první stolice, v republice Polské všechny soudní úřady. Vyřízení dožádání zaslati jest v každém případě bezprostředně dožadujícímu úřadu.

3. Je-li dožádaný ý úřad nepříslušný, zašle dožádání z moci úřední příslušnému úřadu svého státu a vyrozumí o tom současně dožadující úřad.

Artykuł 14.

Język wniosków.

1. Wnioski o doręczenie i pisma rekwizycyjne należy wystosowywać w języku państwowym (oficjalnym) Strony wzywającej. Uwierzytelnienia nie potrzeba ; pismo należy jednak zaopatrzyć pieczęcią urzędową władzy wzywającej.

2. Dokumenty i inne pisma sporządzone w wykonaniu rekwizycyji należy wystowywać w języku państwowym (oficjalnym) Strony wezwanej albo zaopatrzyć w uwierzytelniony przekład na ten język.

3. Za język państwowy (oficjalny) w znaczeniu tej umowy będzie uważany po stronie polskiej język polski, po stronie czeskosłowackiej język czeskosłowacki.

Artykuł 15.

Treść.

Pismo rekwizycyjne winno zawierać : określenie przedmiotu wezwania, a w razie potrzeby krótkie przedstawienie sprawy i oznaczenie stron według ich nazwiska, zawodu i miejsca zamieskania lub pobytu. We wnioskach o doręczenie należy wymienić także adres odbiorcy i rodzaj pisma, które należy doręczyć.

Artykuł 16.

Wykonanie.

1. Doręczenia będą wykonywane a pisma rekwizycyjne załatwiane według ustaw państwa wezwanego.

2. Wnioskowi władzy wzywającej, aby zastosowano pewną formę szczególną, należy jednak uczynić zadość, jeżeli ustawy Strony wezwanej formy tej nie zabraniają.

Artykuł 17.

Koszty.

1. Za wykonanie doręczeń i załatwianie pism rekwizycyjnych nie będą żądane żadne należytości ani zwrot jakichkolwiek wydatków. Wyjątek stanowią należytości wypłacone przez Państwo wezwane świadkom i znawcom.

2. Opłatę pocztową pokrywa władza wysyłająca pismo.

II.

Doręczenia.

Artykuł 18.

1. Pisma, przeznaczone do doręczenia, o ile są sporządzone w języku państwowym (oficjalnym) Strony wzywającej lub zaopatrzone w uwierzytelniony przekład na ten język, będą doręczane w sposób przewidziany w art. 16.

2. W przeciwnym razie władza wezwana może ograniczyć się do tego, że wykona doręczenie przez oddanie pisma odbiorcy, o ile on zechce je przyjąć.

Článek 14.

Kterým jazykem sepsati žádosti.

1. Žádosti za doručení a za právní pomoc jest sepsati jazykem státním (oficielním) strany dožadující. Ověřiti jich není potřeba, budou však opatřeny razítkem úřadu dožadujícího.

2. Listiny a jiné spisy, jimiž se vyřizuje dožádání, sepsati jest v jazyku státním (oficielním) strany dožádané nebo opatřiti ověřeným překladem do tohoto jazyka.

3. Jazykem státním (oficielním) ve smyslu této smlouvy rozumí se na straně československé jazyk československý, na straně polské jazyk polský.

Článek 15.

Jejich obsah.

V dožádání bude udati předmět dožádání a, pokud třeba, věc krátce vylíčiti, strany pak označiti dle jména, povolání a místa stálého bydliště nebo pobytu. V žádostech o doručení bude udati také adresu příjemcovu a druh spisu,který jest doručiti.

Článek 16.

Způsob vyřízení.

1. Doručení a dožádání o právní pomoc budou vyřízena dle zákonů státu dožadovaného.

2. Nicméně bude lze vyříditi je k návrhu dožadujícího úřadu také formou zvláštní, pokud tato neodporuje zákonům státu dožádaného.

Článek 17.

Náklady.

1. Za provedení doručení a za vyřízení dožádání o právní pomoci nebudou požadovány nijaké poplatky ani náhrada jakýchkoliv výloh. Výjimku činí poplatky, které dožadovaný srát vyplatil svědkům a znalcům.

2. Poštovní poplatky hradí úřad odesílající.

II.

Doručení.

Článek 18.

2. Spisy, které jest doručiti, budou, pokud jsou sepsány jazykem státním (oficielním) strany dožadující anebo opatřeny ověřeným překladem do tohoto jazyka, doručeny způsobem naznačeným v. čl. 16.

2. Není-li tomu tak, může dožádaný úřad omeziti se na to, že provede doručení dodáním spisu příjemci, pokud tento chce spis přijmouti.

Artykuł 19.

Wykonania doręczenia można odmówić, jeżeliby ono według zapatrywania Państwa, na którego obszarze ma być wykonane, mogło naruszyć jego prawa zwierzchnicze lub jego bezpieczeństwo.

Artykuł 20.

1. Jako dowód doręczenia służyć będzie albo zaopatrzone datą i uwierzytelnione potwierdzenie odbioru ze strony odbiorcy, albo też poświadczenie władzy wezwanej, stwierdzające fakt, formę i czas doręczenia.

2. Jeżeli pismo przeznaczone do doręczenia przesłano w dwóch egzemplarzach, należy potwierdzenie odbioru lub poświadczenie umieścić na jednym z tych egzemplarzy lub do niego dołączyć.

Artykuł 21.

Każda Strona umawiająca się może na obszarze drugiej Strony wykonywać doręczenia bezpośrednio przez pocztę a dla własnych obywateli także przez dyplomatycznych lub konsularnych zastępców.

III.

ZAŁATWIANIE ODEZW REKWIZYCYJNYCH.

Artykuł 22.

1. Władza sądowa, do której skierowano rekwizycję, winna przy jej wykonaniu użyć takich samych środków przymusowych, jak przy załatwianiu rekwizycyj własnych władz albo wniosku przedstawionego w tym samym celu przez stronę interesowaną.

2. Władzę, wzywającą należy na jej żądanie zawiadomić o czasie i miejscu wykonania żądanej czynności, aby strona interesowana mogła być przy tem obecną,

Artykuł 23.

1. Wykonania rekwizycji można odmówić, jeżeli wykonanie żądanej czynności w państwie wezwanem nie należy do zakresu działania władzy sądowej, albo jeżeli załatwienie rekwizycji mogłoby według zapatrywania państwa wezwanego naruszyć jego prawa zwierzchnicze lub bezpieczeństwo.

2. Przesłania akt i innych dokumentów można nadto odmówić, jeżeli są one potrzebne w sądzie wezwanym, albo jeżeliby z innych ważnych powodów zachodziły w tym względzie szczególniejsze wątpliwości, a Ministerstwo Sprawiedliwości Państwa wezwanego odmowę zatwierdzi.

Artykuł 24.

Wyjaśnienia o prawie.

1. Ministerstwo Sprawiedliwości jednej Strony bedzie na żądanie władz sądowych drugiej Strony udzielało wyjaśnień co do prawa obowiązującego na obszarze jego państwa.

2. W rekwizycji takiej należy dokładnie określić kwestję prawną, w której wyjaśnienie ma być udzielone.

Článek 19.

Výkon doručení lze odepříti, pokládá-li je stát, na jehož území má býti proveden, za způsobilé, aby ohrozilo jeho práva výsostní nebo jeho bezpečnost.

Článek 20.

1. Doručení bude prokázáno bud potvrzením příjemcovým, které jest opatřiti datem a ověřiti, nebo osvědčením dožádaného úřadu o tom, že, jak a kdy bylo provedeno.

2. Byl-li spis, který měl býti doručen, zaslán ve dvou vyhotoveních, jest toto potvrzení příjmu neb osvědčení buď napsati na jednom z těchto vyhotovení nebo k němu připojiti.

Článek 21.

Každá ze smluvních stran může na území strany druhé doručovati spisy přímo poštou a vlastním příslušníkům také svými diplomatickými nebo konsulárními zástupci.

III.

VYŘÍZENÍ DOŽÁDÁNÍ O PRÁVNÍ POMOC.

Článek 22.

1. Dožádaný soudní úřad použije při vyřízení dožádání těchže prostředků donucovacích jako při vyřízení dožádání úřadů vlastního státu neb žádostí podaných za tímže účelem stranou súčastněnou.

2. Přeje-li si toho, bude dožadující úřad zpraven o tom, kdy a kde bude provedeno žádané opatření, aby strana interesovaná mohla býti přítomna.

Článek 23.

1. Vyřízení dožádání lze odepříti, jestliže žádané opatření v dožádaném státě nenáleží do úkolů soudní pravomoci, aneb má-li stát ten za to, že je s to ohroziti jeho práva výsostní nebo jeho bezpečnost.

2. Zaslání spisů i jiných listin lze mimo to odepříti též, je-li jich potřebí u dožádaného soudu nebo jsou-li proti němu ze zvláštních důvodů závažné pochyby a ministerstvo spravedlnosti dožádaného státu odmítnutí potvrdí.

Článek 24.

Informace právní :

1. Ministerstvo spravedlnosti jedné smluvní strany dodá k žádosti soudních úřadů druhé smluvní strany informace o právu platném na území svého státu.

2. V žádosti bude přesně vylíčiti právní otázku, v níž informace má býti udělena.

TYTUŁ SIÓDMY.

O DOKUMENTACH.

Artykuł 25.

Dokumenty Sądowe.

1. Dokumenty sporządzone lub wystawione przez sądy jednej Strony, zaopatrzone pieczęcią urzędową nie potrzebują do użycia ich na obszarze drugiej Strony uwierzytelnienia (legalizacji).

2. To samo odnosi się :

a) do dokumentów urzędów ksiąg gruntowych i urzędów depozytowych, o ileby urzędy te nie należały do władz wymienionych już w ustępie 1 ;

b) do protestów wekslowych notarjuszy, sekretarzy sądowych (urzędników kancelaryjnych) i komorników sądowych.

Artykuł 26.

Dokumenty sporządzone lub wystawione przez notarjusza, komornika lub innego urzędnika, który w sądzie do tego jest upoważniony, wyjąwszy protesty wekslowe (art. 25, ustęp 2, litera *b)*, winny być uwierzytelnione, jeżeli mają być użyte na obszarze drugiej Strony. Uwierzytelnienia dokonuje Prezes Sądu Okręgowego, w którego okręgu notarjusz, komornik lub urzędnik ma swą siedzibę urzędową.

Artykuł 27.

Dokumenty prywatne.

1. Przepisy art. 25 i 26 należy odpowiednio stosować do dokumentów prywatnych, na których podpis jest uwierzytelniony przez sąd, notarjusza lub sekretarza sądowego (urzędnika kancelaryjnego).

2. Uwierzytelnienie służy jednak tylko jako dowód, że podpis pochodzi od wystawcy.

Artykuł 28.

Dokumenty władz administracyjnych.

1. Dokumenty sporządzone, wystawione lub uwierzytelnione na obszarze jednej Strony przez najwyższą lub inną centralną władzę administracyjną i zaopatrzone jej pieczęcią urzędową, nie potrzebują uwierzytelnenia (legalizacji) do użycia ich na obszarze drugiej Strony. Wykaz tych władz dołączony jest do protokółu dodatkowego do niniejszej umowy, może być jednak za zgodą obu Ministerstw Sprawiedliwości zmieniony lub uzupełniony, co będzie publicznie ogłoszone.

2. Dokumenty sporządzone, wystawione lub uwierzytelnione przez inną władzę, administracyjną, winny być uwierzytelnione przez jedną z wymienionych w wykazie władz, która jest przełożoną tamtej władzy.

Artykuł 29.

Akty stanu cywilnego.

1. Dokumenty wystawione na podstawie urzędowych rejestrów stanu cywilnego przez urzędnika stanu cywilnego jednej Strony, mogą być użyte na obszarze drugiej Strony, o ile są uwierzytelnione przez właściwy sąd lub przez właściwą władzę administracyjną pierwszej instancji, która jest powołaną do wykonywania nadzoru nad urzędnikiem stanu cywilnego.

HLAVA SEDMÁ.

Listiny.

Článek 25.

Listiny soudní a jim na roveň postavené.

1. Listiny vystavené soudy jedné strany nebo před nimi zřízené a opatřené úředním razítkem, jichž má býti použito na území druhé strany, není třeba ověřiti (legalisovati).

2. Totéž platí

a) o listinách úřadů knihovních a depositních, pokud úřady ty nespadají mezi úřady uvedené již v odst. 1;

b) o směnečných protestech u notářů, kancelářských úředníků (soudních tajemníků) a soudních vykonavatelů.

Článek 26.

Listiny vystavené notářem, soudním vykonavatelem nebo jiným u soudu k tomu zmocněným úředníkem nebo před nimi zřízené, vyjímajíc směnečné protesty (článek 25. odst. 2 lit. *b*) nutno ověřiti, má-li jich býti použito na území druhé strany. Ověří je předseda sborového soudu první stolice, v jehož obvodě má své úřední sídlo notář, soudní vykonavatel nebo zmíněný úředník.

Článek 27.

Listiny soukromé.

1. Ustanovení článku 25 nebo 26 platí obdobně o listinách soukromých, jejichž podpis jest ověřen soudem, notářem nebo kancelářským úředníkem (soudním tajemníkem).

2. Ověření dokazuje však toliko, že podpis pochází od vystavitele.

Článek 28.

Listiny úřadů správních.

1. Listiny vystavené, zřízené nebo ověřené na území jedné strany ústředním neb jiným jemu na roveň postaveným úřadem správním a opatřené jeho úředním razítkem nepotřebují ověření (legalisace), má-li jich býti použito na území strany druhé. Seznam těchto úřadů jest připojen k dodatkovému protokolu této smlouvy, může však po dohodě obou ministerstev spravedlnosti býti změněn anebo doplněn, což bude veřejně vyhlášeno.

2. Listiny vystavené, zřízené neb ověřené jiným správním úřadem ověřiti jest oním z úřadů v seznamu tom uvedených, který je tomuto úřadu nadřízen.

Článek 29.

Listiny matriční.

1. Listin zřízených na podkladě úředních občanských matrik matričním úředníkem jedné strany může býti použito na území strany druhé, jsou-li ověřeny příslušným soudem nebo správním úřadem první stolice, kterému přísluší dozor nad matričním úředníkem.

2. Wyciągi z ksiąg kościelnych, dotyczące stanu cywilnego, zaopatrzone pieczęcią kościelną a nie objęte przepisem ustępu 1, winny być uwierzytelnione przez sąd miejscowo właściwy dla odnośnego zarządu kościelnego lub przez jedną z wymienionych w art. 28 ust. 1 władz centralnych i zaopatrzone poświadczeniem, że wystawca wyciągu jest uprawniony do udzielenia tegoż.

Artykuł 30.

Odpisy.

1. Wierzytelne odpisy dokumentów, służące do użytku na obszarze drugiej Strony, winny być sporządzone przez tę samą władzę, która dokument sporządziła lub wystawiła. Jeżeli art. 26 do 29 przepisują szczególny sposób uwierzytelnienia, natenczas należy go zastosować również do wierzytelnych odpisów.

2. Jeżeli władza, która dokument sporządziła lub wystawiła, już nie istnieje, uwierzytelnienia odpisu winna dokonać władza w miejsce tamtej właściwa.

3. Gdyby i taka władza nie istniała, uwierzytelnienie należy do Ministerstwa Spraw Wewnętrznych, a w Republice Czeskosłowackiej ewentualnie także do Urzędu Ministra upełnomocnionego do Zarządu Słowaczyzną.

TYTUŁ ÓSMY.

Udzielanie odpisów z aktów stanu cywilnego.

Artykuł 31.

1. Urzędy stanu cywilnego będą na żądanie władz sądowych drugiego państwa przesyłały im bezpłatnie odpisy lub wyciągi z aktów urodzenia, ślubu i śmierci, oraz aktów legitymacji dzieci nieślubnych.

2. Jeżeli takich odpisów lub wyciągów zażądano dla osoby prywatnej, sporządza się je i przesyła im bezpłatnie tylko wówczas, gdy chodzi o osobę ubogą, której ubóstwo zostało potwierdzone przez właściwą władzę miejscową.

ROZDZIAŁ II.

Sprawy karne.

TYTUŁ PIERWSZY.

Wydawanie przestępców.

Artykuł 32.

Przestępstwa uzasadniające wydanie.

Strony zawierające umowę zobowiązują się na wezwanie wydawać sobie wzajemnie znajdujące się na ich obszarze osoby ścigane lub skazane przez sądy drugiej Strony za czyny karygodne, które według ustaw państwa wzywającego i wezwanego — obowiązujących chociażby tylko w jednej ich dzielnicy — zagrożone są karą jako zbrodnie lub występki.

2. Výtahy z knih církevních, týkající se osobního stavu a opatřené kostelním razítkem, pokud nespadají již pod ustanovení odst. 1., třeba ověřiti soudem pro dotyčnou církevní správu místně příslušným nebo jedním z ústředních úřadů uvedených v článku 28. odst. 1 a opatřiti osvědčením, že výtah pořízen byl osobou k tomu oprávněnou.

Článek 30.

Ověření opisu listin.

1. Ověřené opisy listin, kterých má býti použito na území druhé strany, pořídí týž úřad, který listinu tu vystavil, neb před nímž byla zřízena. Kde články 26. až 29. předpisují zvláštní způsob ověření, jest jej zachovati také ohledně ověření opisů.

2. Není-li již úřadu, který listinu vystavil, nebo před kterým byla zřízena, náleží ověřiti opis onomu úřadu, který se stal příslušným místo něho.

3. Nebylo-li by ani takového úřadu, sluší ověřiti opis ministerstvu vnitra a v Československé republice po případě úřadu ministra s plnou mocí pro správu Slovenska.

HLAVA OSMÁ.

Sdělení opisů z matrik.

Článek 31.

1. Matriční úřady zašlou ku požádání soudních úřadů druhé smluvní strany bezplatně ověřené opisy nebo takové výpisy listů rodných, snubních, a úmrtních. jakož i listin o legitimaci nemanželských dětí.

2. Byly-li opisy neb výpisy takové požadovány pro osoby soukromé, budou bezplatně vyhotoveny a zaslány jen tehdy, jde-li o stranu chudou, jejíž chudoba potvrzena jest příslušným úřadem.

ODDÍL II.

Věci trestní.

HLAVA PRVNÍ.

Vydávání zločinců.

Článek 32.

Trestné činy odůvodňující vydání.

Smluvní strany se zavazují, že si k žádosti navzájem vydají osoby, které, jsouce stíhány nebo odsouzeny soudem druhé strany smluvní pro činy, jež dle zákonů státu jak dožadujícího, tak i dožádaného, byť i platny byly jen v některé části jeho, jsou trestny jako zločiny nebo přečiny, nacházejí se na území druhé strany smluvní.

Artykuł 33.

Wyjątek co do własnych obywateli.

1. Rzeczpospolita Polska nie wydaje obywateli własnych tudzież obywateli Wolnego Miasta Gdańska. Republika Czeskoslowacka nie wydaje własnych obywateli.

2. Jeżeli przed nadejściem żądania wydania osoba wymieniona w tem żądaniu podała u Strony wezwanej prosbę o nadanie jej obywatelstwa, natenczas załatwienie żądania można odłożyć aż do ostatecznego załatwienia prośby o nadanie obywatelstwa.

Artykuł 34.

Wyjątki co do niektórych przestępstw.

1. Wydanie jest niedopuszczalne :

a) z powodu czynów karygodnych, zagrożonych karą tylko w wojskowych ustawach karnych ;

b) z powodu przestępstw politycznych lub przestępstw pozostających z nimi w związku ; za przestępstwo polityczne nie będzie jednak uważany zamach na życie naczelnika jakiegokolwiek państwa ;

c) z powodu czynów, które ulegają karze wyłącznie według ustaw prasowych ;

d) z powodu wykroczeń przeciw ustawom celnym, podatkowym, lub innym ustawom skarbowym.

2. Strona wezwana osądza sama, czy istnieją znamiona przewidziane wyzej pod *a)* do *c)*.

Artykuł 35.

Wyjątki ze względu na własne postępowanie.

Ponadto wydanie nie nastąpi :

a) jeżeli ściganie z powodu tego czynu według ustaw państwa wezwanego zastrzeżone jest wyłącznie własnemu sądownictwu ;

b) jeżeli na obszarze Strony wezwanej przeciw osobie, wymienionej we wniosku o wydanie, z powodu tego samego przestępstwa toczyło się postępowanie karne i zostało zakończone wyrokiem lub w inny sposób — chyba, że zachodzą warunki, pod któremi według ustaw państwa wezwanego dopuszczalne jest wznowienie postępowania karnego. Wyrok uwalniający lub umorzenie postępowania nie są jednak przeszkodą w wydaniu, jeżeli takie orzeczenie zapadło tylko z powodu, że przestępstwo popełniono zagranicą.

Artykuł 36.

Wydania można odmówić, jeżeli przeciw osobie, której wydania zażądano, na obszarze Strony wezwanej toczy się postępowanie karne z powodu tego samego przestępstwa.

Artykuł 37.

Przedawnienie.

Wydania można odmówić, jeżeli według ustaw obowiązujących we wszystkich dzielnicach Strony wezwanej czyn karygodny lub wykonanie kary uległo przedawnieniu.

Článek 33.

Nevydání vlastních příslušníků.

1. Československá republika nevydá vlastních státních příslušníků, republika Polská nevydá vlastních státních příslušníků ani státních příslušníků svobodného města Gdanska.

2. Podá-li osoba požadovaná dříve, než došlo dožádání za její vydání, u strany dožádané žádost za udělení státního občanství, může vyřízení žádosti za vydání býti odročeno až do konečného vyřízení žádosti za udělení státního občanství.

Článek 34.

Pro které činy nenastane vydání.

1. Vydání je nepřípustno :

a) pro činy, které jsou trestny toliko dle trestních zákonů vojenských ;

b) pro trestné činy politické nebo činy s nimi související ; za trestný čin politický nebude však pokládán útok na život hlavy kteréhokoli státu ;

c) pro činy trestné výlučně dle zákonů o tisku ;

d) pro trestné činy proti zákonům celním, daňovým nebo jiným zákonům finančním ;

2. Zda-li trestné činy zmíněné shora pod *a* (až *c)* mají povahu tam uvedenou, posoudí výhradně strana dožádaná.

Článek 35.

Výjimky vzhledem k příslušnosti vlastních úřadů.

Vydání je dále nepřípustno,

a) je-li stíhání trestného činu, o nějž jde, vyhraženo dle zákonů státu dožádaného výlučně jeho vlastnímu soudnictví ;

b) jestliže pro týž trestný čin konalo se proti osobě požadované na území strany dožádané trestní řízení a skončilo rozsudkem nebo jiným způsobem, leč že by tu byly podmínky, za kterých dle zákonů státu dožádaného, přípustna jest obnova trestního řízení. Rozsudek osvobozující neb zastavení řízení nebrání však vydání, bylo-li na ně uznáno jedině proto, že trestný čin spáchán byl v cizině.

Článek 36.

Vydání lze odepříti, jestliže proti osobě požadované koná se na území strany dožádané řízení trestní pro týž čin trestný.

Článek 37.

Promlčení.

Vydání lze odepříti, je-li trestný čin nebo výkon uloženého trestu dle zákonů platných ve všech částech oblasti strany dožádané již promlčen.

Artykuł 38.

Wstrzymanie wydania.

Jeżeli osoba, której wydania zażądano, na obszarze Strony wezwanej z powodu innego przestępstwa jest ścigana lub zasądzona albo jest tam uwięziona z innej przyczyny, natenczas można wstrzymać wydanie aż do ukończenia wdrożonego postępowania i wykonania lub darowania kary. Mimo to o wydaniu należy orzec jak najrychlej.

Artykuł 39.

Zbieg wniosków ekstradycyjnych.

Jeżeli kilka państw żąda równocześnie wydania pewnej osoby z powodu tego samego lub z powodu różnych czynów karygodnych, natenczas pozostawione jest uznaniu Strony wezwanej, któremu z tych żądań zadosyćuczynić.

Artykuł 40.

Zakres ścigania wydanego.

1. Osobę wydaną wolno z powodu czynu karygodnego popełnionego przed wydaniem ścigać, skazać lub wydać trzeciemu państwu tylko o tyle, o ile z powodu tego czynu zgodzono się na wydanie lub na dalsze wydanie trzeciemu państwu.

2. Osobę wydaną można ścigać lub dalej wydać za inne przestępstwa tylko wtedy :

a) jeżeli Strona, która przestępcę wydała, na to dodatkowo zezwoli, przyczem zezwolenia nie można odmówić, jeżeli wydanie także z powodu tego czynu karygodnego w myśl tej umowy musiałoby być dozwolone ;

b) jeżeli osoba wydana wyrazi do protokółu sądowego swą zgodę na to Stronie, która przestępcę wydała, należy przesłać uwierzytelniony odpis tego protokółu.

3. Jeżeli osoba wydana w ciagu miesiąca od chwili, kiedy z powodu czynu, za który ją wydano, postępowanie karne przeciw niej ukończono lub karę wykonano lub darowano, z własnej winy nie opuści obszaru państwa, któremu ją wydano, albo jeżeli osoba wydana dobrowolnie tam powróci, natenczas sądowe ściganie i wykonanie kary dopuszczalne jest także z powodu takich czynów karygodnych, do których wydanie się odnosiło.

Artykuł 41.

Wniosek o wydanie.

1. Wniosek o wydanie złoży Ministerstwo Sprawiedliwości (zaś co do osób poszukiwanych przez sądy wojskowe, najwyższy wojskowy zarząd sprawiedliwosci) państwa proszącego — wprost w Ministerstwie Sprawiedliwości państwa wezwanego.

Wniosek o wydanie wraz z załącznikami należy sporządzić w języku państwowym (oficjalnym) Strony wzywającej.

2. Do wniosku o wydanie należy dołączyć sędziowski nakaz aresztowania osoby, której wydania żąda się, albo prawomocny przeciw niej wydany wyrok. W dokumentach tych winno być określone przestępstwo, z powodu którego żąda się wydania, z przedstawieniem stanu rzeczy i powołaniem przepisów karnych, które mają być zastosowane. Przy przestępstwach przeciw własności należy, o ile możności, podać wysokość wyrządzonej lub zamierzonej szkody. Jeżeli powyższe okoliczności nie wynikają ze wspomnianych dokumentów, należy dołączyć dalsze pismo sądowe, które zawiera okoliczności brakujące.

3. Wymienione pisma należy sporządzić w formie przepisanej dla Strony wzywającej, zaopatrzyć w pieczęć urzędową i dołączyć w oryginale lub uwierzytelnionym odpisie.

Článek 38.

Odročení vydání.

Je-li osoba, o jejíž vydání bylo žádáno, stíhána nebo odsouzena ma území strany dožádané pro jiný trestný čin, nebo je-li tam z jiné příčiny ve vazbě, lze vydání odročiti do té doby, kdy řízení již zahájené bude ukončeno, trest odpykán nebo prominut. Nicméně bude o vydání rozhodnuto co nejdříve.

Článek 39.

Dožádání o vydání z různých stran.

Žádá-li za vydání pro týž neb pro různé činy trestné současně několik států, zůstaveno je straně dožádané, které z těchto žádostí vyhoví.

Článek 40.

Meze stíhání osoby vydané.

1. Osobu již vydanou bude lze stíhati nebo odsouditi aneb vydati jinému státu pro trestný čin spáchaný před vydáním jen tehdy, bylo-li povoleno vydání nebo předání třetímu státu pro tento trestný čin.

2. Pro jiné trestní činy lze osobu vydanou stíhati nebo dále vydati jen tehdy,

a) jestliže strana, která pachatele vydala, dodatečně k tomu svolí. Svolení toho nelze odepříti, jestliže by také pro tento trestný čin ve smyslu této smlouvy bylo bývalo vydání povoliti ;

b) projevila-li osoba vydaná svůj souhlas v soudním protokolu. Smluvní straně, která ji vydala, zaslán bude ověřený opis tohoto protokolu.

3. Neopustila-li vydaná osoba vlastní vinou území státu, jemuž byla vydána, do jednoho měsíce ode dne, kdy trestní řízení pro čin, pro nějž byla vydána, bylo ukončeno, nebo trest odpykán neb prominut, nebo vrátila-li se tam dobrovolně, lze ji soudně stíhati nebo vykonati trest také pro takové trestné činy, na které se vydání nevztahovalo.

Článek 41.

Žádost o vydání.

1. Žádost o vydání podá ministerstvo spravedlnosti (jde-li o osoby, stíhané vojenskými soudy, nejvyšší vojenská soudní správa) dožadujícího státu přímo u ministerstva spravedlnosti strany dožádané.

Žádost o vydání a přílohy její jest sepsati v jazyku státním (oficielním) strany dožadující.

2. Žádosti o vydání připojiti jest soudní zatykač na osobu požadovanou nebo pravoplatný rozsudek proti ní vydaný. V těchto listinách naznačiti jest povahu trestného činu, pro nějž bylo žádáno o vydání, s popisem činu a s poukazem k trestním předpisům, jichž bude použíti. Jde-li o trestný čin proti majetku, budiž pokud možno udána výše škody skutečně způsobené neb zamýšlené. Pokud zmíněné okolnosti z uvedených listin nejsou zřejmy, nutno přiložiti k nim další soudní listinu, která obsahuje scházející udaje.

3. Uvedené listiny budou vyhotoveny ve formě předepsané pro dožadující stranu, opatřeny úředním razítkem, a připojeny v prvopisu nebo ověřeném opisu.

4. Brzmienie przepisów karnych, które mają być zastosowane, należy również dołączyć w uwierzytelnionym odpisie.

5. We wniosku należy, o ile możności, zamieścić również opis osoby, której wydania się żąda, dołączyć jej fotografję oraz przytoczyć inne okoliczności, mające znaczenie dla stwierdzenia jej tożsamości.

Artykuł 42.

Dodatkowe wyjaśnienia.

1. W razie wątpliwości, czy zachodzą warunki wydania przewidziane w niniejszej umowie, należy zażądać od Strony wzywającej dodatkowych wyjaśnień.

2. Jeżeli ściganą osobę z powodu wniosku o jej wydanie aresztowano, można ją wypuścić na wolność, skoro w ciągu 6 tygodni po wysłaniu pisma żądającego wyjasnień przez Ministerstwo Sprawiedliwości Strony wezwanej potrzebne wyjaśnienia nie nadejdą.

Artykuł 43.

Zabezpieczenie wydania.

O ile wydanie przedstawia się zgóry jako niedopuszczalne, należy niezwłocznie po otrzymaniu wniosku o wydanie zarządzić środki potrzebne do zabezpieczenia wydania.

Artykuł 44.

Przytrzymanie tymczasowe.

1. Osobę ściganą należy nawet przed otrzymaniem wniosku o wydanie tymczasowo przytrzymać, jeżeli tego zażądano z powołaniem się na sędziowski nakaz aresztowania lub prawomocny wyrok i wymieniono rodzaj czynu karygodnego, a wydanie nie przedstawia się zgóry jako niedopuszczalne.

2. Sądy i urzędy prokuratorskie Strony wzywającej mogą wniosek taki przesłać na piśmie lub telegraficznie bezpośrednio do właściwych władz Strony wezwanej.

3. Także i bez takiego wniosku należy zarządzić tymczasowe przytrzymanie osoby wyśledzonej w państwie w którego dzienniku policyjnym zamieszczono o niej ogłoszenie na żądanie drugiego państwa.

Artykuł 45.

1. O dniu tymczasowego przytrzymania (art. 44) oraz o miejscu aresztu należy niezwłocznie i bezpośrednio zawiadomić władzę wzywającą lub ścigającą tudzież własne Ministerstwo Sprawiedliwości.

2. Osobę tymczasowo przytrzymaną należy wypuścić na wolność, jeżeli najpóźniej w przeciągu 14 dni od dnia przytrzymania nie nadejdzie nakaz aresztowania lub wyrok karny do władzy, w której areszcie dana osoba się znajduje. Jeżeli jednak chodzi o szczególnie niebezpiecznych zbrodniarzy, można przytrzymanie przedłużyć o dalszych dni 14.

3. Ministerstwo Sprawiedliwości tej Strony, która dokonała przytrzymania, może zarządzić uwolnienie osoby tymczasowo przytrzymanej, jeżeli w przeciągu 6 tygodni od dnia przytrzymania nie otrzyma wniosku o wydanie.

Artykuł 46.

Zawiadomienie o wyniku postępowania karnego.

Strona, której przestępcę wydano, winna Stronę wydającą na jej żądanie zawiadomić o ostatecznym wyniku postępowania karnego.

4. Znění trestních předpisů, jichž bude použito, jest připojiti v ověřeném opise.

5. Žádosti připojiti jest, pokud možno, též popis osoby požadované, její podobiznu a které koli jiné údaje způsobilé k zjištění její totožnosti.

Článek 42.

Dodatečná objasnění.

1. Je-li pochybno, zda jsou tu podmínky vydání uvedené v této smlouvě, bude dožadující strana dodatečně požádána o případná objasnění.

2. Byla-li stíhaná osoba následkem žádosti o vydání vzata do vazby, bude lze ji propustiti, nedojde-li objasnění toto do šesti neděl ode dne, kdy dožádání o objasnění bylo odesláno ministerstvem spravedlnosti státu o vydání dožádaného.

Článek 43.

Opatření k zajištění vydání.

Jakmile dojde žádost o vydání, předsevzato bude neprodleně vše, čeho jest třeba k jeho zabezpečení, leč že by se vydání jevilo předem nepřípustno.

Článek 44.

Prozatímní zatčení.

1. Osoba stíhaná bude, ačli vydání nejeví se předem nepřípustno, ještě než dojde žádost o vydání, prozatímně zatčena, bylo-li o to žádáno s odvoláním na soudní zatykač nebo pravoplatný rozsudek a současně trestný čin udán.

2. Žádost ta může býti podána soudem nebo státním zastupitelstvím strany dožadující af písemně af telegraficky přímo u příslušných úřadů strany dožádané.

3. I když takováto žádost podána nebyla, jest prozatímně zatknouti osobu, která ku přání druhé strany byla stíhána v policejním listě státu, na jehož území byla vypátrána.

Článek 45.

1. Den prozatímního zatčení (článek 44) a místo vazby budou úřadu dožadujícímu nebo stíhajícímu jakož i vlastnímu ministerstvu spravedlnosti neprodleně a přímo oznámeny.

2. Osoba prozatímně zatčená bude propuštěna na svobodu, nedojde-li zatykač nebo trestní rozsudek onoho úřadu, u něhož jest osoba ta ve vazbě, nejpozději do 14 dnů ode dne zatčení. Jde-li však o zločince zvláště nebezpečné, lze prodloužiti vazbu o dalších 14 dní.

3. Ministerstvo spravedlnosti smluvní strany, která provedla zatčení, může nařídíti propuštění prozatímně zatčené osoby, nedošla-li ho během 6 týdnů ode dne zatčení žádost o vydání.

Článek 46.

Sdělování výsledků trestního řízení.

Smluvní strana, které osoba stíhaná byla vydána, zpraví vydávající stranu k její žádosti o konečném výsledku trestního řízení.

Artykuł 47.

Przewiezienie.

1. Na żądanie jednej Strony zezwoli druga Strona na przewiezienie przez swój obszar osoby, którą trzecie państwo wydało państwu wzywającemu.

2. W tym wypadku stosują się odpowiednio przepisy artykułu 33 do 37 i 41 ust. 1 do 3 w przedmiocie wydania.

TYTUŁ DRUGI.

Pomoc prawna w sprawach karnych.

Artykuł 48.

Bezpośrednia korespondencja.

Strony umawiające się będą sobie wzajemnie na żądanie udzielały pomocy prawnej w sprawach karnych, przyczem władze sądowe będą się porozumiewały bezpośrednio. W szczególności będą one wzajemnie doręczały pisma odnoszące się do postępowania karnego, nie wyłączając wyroków, przeprowadzały czynności śledcze, jak badanie obwinionych, świadków i biegłych, naocznię sądową, rewizję i zajęcie przedmiotów, oraz będą wydawały sobie wzajemnie akta i przedmioty odnoszące się do postępowania karnego.

Artykuł. 49

Wydanie dowodów rzeczowych.

1. Władze obu Stron umawiających się będą sobie wzajemnie wydawały przedmioty, które obwiniony nabył przez czyn karygodny oraz przedmioty potrzebne do celów dowodowych, chociażby te przedmioty podlegały konfiskacie, zepsuciu lub uznaniu za przepadłe ; władza wydająca może sobie zastrzec rychły zwrot tych przedmiotów.

2. Jeżeli wydania takich przedmiotów zażądano przy sposobności wydania lub przewiezienia przestępcy, to winno ono nastąpić o ile możności przy wykonaniu tej czynności.

Artykuł 50.

Do pomocy prawnej w sprawach karnych stosują się odpowiednio przepisy art. 13 ust. 3, art. 14 do 16, art. 18 do 20 i art. 23 niniejszej umowy.

Artykuł 51.

Odmowa pomocy prawnej.

Pomocy prawnej w sprawach karnych można odmówić w tych wypadkach, w których według postanowień niniejszej umowy niema obowiązku wydawania przestępców.

Artykuł 52.

Wezwanie świadka zagranicę.

1. Swiadek lub biegły, bez względu na to, jakiego państwa jest obywatelem, który na wezwanie doręczone mu przez władze Strony wezwanej stawi się dobrowolnie przed władzami sądowemi państwa wzywającego, nie może być tam ścigany za poprzednio popełniony czyn karygodny

Článek 47.

Průvoz.

1. K žádosti jedné strany smluvní povolí strana druhá průvoz osoby, která vydána byla straně dožadující od jiného státu, vlastním územím.

2. O průvozu platí obdobně předpisy článků 33. až 37. a 41. odstavec 1 až 3 o vydání.

HLAVA DRUHÁ.

Právní pomoc ve věcech trestních.

Článek 48.

Přímý styk.

Smluvní strany poskytnou si k dožádání navzájem právní pomoc ve věcech trestních a to přímým stykem mezi soudními úřady. Zejména dají navzájem doručiti spisy týkající se trestního řízení včetně rozsudků a budou prováděti úkony vyšetřovací, jako výslech osob obviněných, svědků a znalců, soudní ohledání, prohlídku i zabavení věcí a předávati sobě spisy a věci, mající vztah k trestnímu řízení.

Článek 49.

Vydání věcí doličných.

1. Úřady obou smluvních stran vydají si navzájem věci, jichž obviněný nabyl trestným činem, jakož i věci, které slouží k provedení důkazů, byť i podléhaly zabavení, zkáze nebo propadnutí ; vydávající úřad může si vyhraditi, že věci ty budou mu co nejdříve vráceny.

2. Byly-li věci takové vyžádány vzhledem ku vydání nebo průvozu zločince, budou předány, pokud možno, současně s jeho vydáním nebo průvozem.

Článek 50.

O právní pomoci ve věcech trestních platí obdobně předpisy článku 13. odst. 3., 14. až 16., 18. až 20. a článku 23.

Článek 51.

Kdy lze odepříti právní pomoc.

Právní moc ve věcech trestních lze odepříti v těch případech, kde by dle ustanovení smlouvy nebylo povinnosti k vydání stíhaného.

Článek 52.

Obeslání do ciziny.

1. Svědek nebo znalec, kterékoli státní příslušnosti, který na obsílku jemu doručenou úřady dožádané strany dostaví se dobrovolně před soudní úřady dožadujícího, nesmí tu býti stíhán pro trestný čin dříve spáchaný ani zatčen z jiného právního důvodu dříve vzniklého. Uvedené osoby

ani aresztowany z innej przyczyny prawnej przedtem powstałej. Jeżeli świadek lub biegły w przeciągu trzech dni po przesłuchaniu z własnej winy nie opuści obszaru Strony wzywającej, natenczas traci powyższe przywileje.

2. W odezwie o doręczenie wezwania osobom wymienionym w poprzednim ustępie, które nie może zawierać żadnego rygoru na wypadek niestawiennictwa, należy wymienić sumę, którą Strona wzywająca wypłaci tytułem zwrotu kosztów podróży i pobytu. Władza wzywająca winna wraz z odezwą nadesłać odpowiednią zaliczkę dla osoby wezwanej.

3. Jeżeli osoba wezwana na obszarze państwa wezwanego jest uwięziona, można prosić Ministerstwo Sprawiedliwości tego państwa o dostawienie jej na pewien czas, przyczem należy się zobowiązać do jaknajśpieszniejszego jej odesłania. Takie dostawienie jest dopuszczalne, o ile osoba aresztowana temu wyraźnie się nie sprzeciwia.

TYTUŁ TRZECI.

Zawiadomienia o skazaniu i wiadomości z rejestru karnego.

Artykuł 53.

1. Obie Strony będą sobie wzajemnie przesyłały odpisy karty karnej lub wyciągi z prawomocnych wyroków skazujących, które dotyczą obywateli drugiej Strony i wedle przepisów obowiązujących w sądzie orzekającym są wpisywane do rejestru karnego. Nadto będą sobie obie Strony przesyłały zawiadomienia o dalszych orzeczeniach, odnoszących się do takich wyroków, o ile orzeczenia te notowane są również w rejestrze karnym.

2. Wspomniane odpisy i wyciągi przesyłane będą do władzy prowadzącej w drugiem państwie rejestr karny, a gdyby ta władza nie była znaną, do Ministerstwa Sprawiedliwości tego państwa.

Artykuł 54.

1. Obie Strony będą sobie na żądanie udzielały wiadomości z rejestru karnego.

2. Pod względem przesyłania wniosków o udzielenie takich wiadomości obowiązuje przepis ust. 2 art. 53.

TYTUŁ CZWARTY.

Koszty pomocy prawnej w sprawach karnych.

Artykuł 55.

1. Koszty wynikłe wskutek żądania wydania lub udzielenia innej pomocy prawnej w sprawach karnych ponosi Strona wezwana, o ile powstały na jej obszarze.

2. Jedynie wydatki, poczynione wskutek zażądania opinji biegłych lub fakultetu wyższej szkoły oraz wskutek dostawienia osoby przebywającej w areszcie na obszarze państwa wezwanego (art. 52 ust. 3), jak niemniej koszty przewiezienia przestępcy (art. 47) ponosi państwo wzywające.

3. Strona wydająca może nadto zażądać ściągnięcia i nadesłania kosztów wydania na wypadek, jeżeliby Strona wzywająca własne koszta postępowania karnego ściągnęła od zasądzonego.

pozbudou však této výhody, neopustí-li z vlastní viny během tří dnů po výslechu území státu je obeslavšího.

2. V žádosti za doručení obsílky osobám uvedeným v předcházejícím odstavci, která nesmí obsahovati kteroukoli vyhrůžku pro případ, že by se nedostavily, nutno uvésti peníz, který dožadující strana zaplatí na úhradu cesty a pobytu. Dožadující úřad zašle současně s dožádáním přiměřenou zálohu pro osobu obeslanou.

3. Je-li osoba obeslaná ve vazbě na území státu dožádaného, lze žádati ministerstvo spravedlnosti tohoto státu o dočasné její dodání se závazkem, že bude co nejdříve nazpět poslána. Dodání její jest přípustno, jen pokud mu sama výslovně neodporuje.

HLAVA TŘETÍ.

Sdělování odsouzení a výtahů z rejstříků.

Článek 53.

1. Obě strany budou si navzájem sdělovati opisy trestních lístků nebo výtahy z pravoplatných rozsudků odsuzujících, pokud budou se týkati příslušníků druhé strany smluvní a pokud podle předpisů platných pro soud rozsudek vydavší zapisovány bývají do trestního rejstříku. Rovněž budou sobě sdělovati vyrozumění o dalších rozhodnutích, jež by se mohla týkati takových rozsudků a jež bývají zapisována do trestního rejstříku.

2. Tyto opisy a výtahy budou zasílány úřadu trestního rejstříku druhé strany a, nebude-li úřad tento znám, ministerstvu spravedlnosti této strany.

Článek 54.

1. Obě strany vydají si k dožádání zprávy z trestního rejstříku.

2. O tom, kam zasílati dožádání o tyto zprávy, platí ustanovení článku 53., odst. 2.

HLAVA ČTVRTÁ.

Náklady právní pomoci ve věcech trestních.

Článek 55.

1. Výlohy, způsobené dožádáním za vydání nebo za jinou právní pomoc ve věcech trestních, ponese strana dožádaná, pokud vzešly na jejím území.

2. Toliko výlohy, které vzešly následkem dožádání o dobrozdání znalců a fakult vysokých škol, jakož i obesláním osoby, která jest ve vazbě na území státu dožádaného (článek 52., odst. 3), a náklady průvozu osoby stíhané (článek 47.), hrazeny budou státem dožadujícím.

3. Strana vydávající může kromě toho požadovati, aby byly vymoženy a ji zaslány výlohy vydání v tom případě, že by stát, který o vydání žádal, vymohl na odsouzenci útraty trestního řízení.

TYTUŁ PIĄTY.

Pościg.

Artykuł 56.

Zakres prawa pościgu.

1. Organom służby bezpieczeństwa wolno, jeżeli zwłoka grozi niebezpieczeństwem, ścigać uchodzących zbrodniarzy oraz śledzić za nimi bezposrednio po spełnieniu czynu karygodnego lub po wykryciu sprawcy-w drodze poscigu z obszaru jednej Strony na obszar drugiej Strony. Organa te mogą osobę, sciganą na obszarze drugiej Strony przytrzymać i odebrać jej narzędzia użyte przy spełnieniu przestępstwa oraz wszelkie inne przedmioty służące do celów dowodowych.

2. Do samoistnego dokonywania rewizji domowej organa scigające nie są uprawnione.

3. Organa ścigające mają prawo podczas pościgu nosić broń służbową i w razie koniecznej obrony zrobić z niej użytek.

Artykuł 57.

Terytorjalne ograniczenie pościgu.

1. Ściganie przestępcy stosownie do ust. 1, art. 56 na obszarze drugiego państwa dozwolone jest jedynie do miejsca, w którem organ scigający na drodze poscigu natrafił na organ lub władzę, bezpieczeństwa drugiego państwa.

2. Gdyby jednak organ scigający na drodze pościgu nie natrafił na organ lub władzę bezpieczeństwa drugiego państwa, w takim razie poscig nie może przekroczyć pasa granicznego szerokości dziesięciu kilometrów. Pas ten może być za wzajemnem porozumieniem obu rządów rozszerżony.

Artykuł 58.

Obowiązki organu ścigającego.

1. Organ ścigający jest obowiązany w drugiem państwie u najbliższej spotkanej władzy bezpieczeństwa lub przed jej organem zgłosić się i okazać swą legitymację służbową oraz z tą chwilą przerwać dalsze urzędowanie na obcym obszarze i wrócić niezwłocznie na własne terytorjum. Dalszy pościg dopuszczalny jest tylko za zezwoleniem władzy lub organu bezpieczeństwa tego państwa, na którego obszarze pościg się odbywa.

2. W wypadku, o którym mowa w ust. 2. art. 57, zgłoszenie winno nastąpić dodatkowo u tej władzy bezpieczeństwa, która w obrębie dziesięciokilometrowego pasa pogranicznego znajduje się najbliżej miejsca przerwania pościgu.

Artykuł 59.

Dalsze postępowanie.

1. W razie schwytania osoby ściganej należy ją wraz z przedmiotami, które od niej odebrano, oddać najbliższej władzy bezpieczeństwa lub najbliższemu sądowi.

2. Władze te winny osobę schwytaną tymczasowo przytrzymać, o ile wydanie jej nie przedstwiaa się zgóry jako niedopuszczalne. Do dalszego postępowania stosują się przepisy niniejszej umowy o tymczasowem przytrzymaniu.

HLAVA PÁTÁ.

Postih.

Článek 56.

Rozsah práva postihu.

1. Orgánové bezpečnostní služby mohou, je-li nebezpečí v prodlení, pronásledovati postihem zločince na útěku z území jednoho státu do území státu druhého a pátrati tam po jejich stopách ihned, jakmile trestný čin byl spáchán, nebo pachatel odkryt. Mohou osoby stíhané na území druhého státu zadržeti a odníti jim nástroje upotřebené k činu, jakož i všechny předměty, sloužící k jich usvědčení.

2. Provésti samostatně domovní prohlídku nejsou stíhající orgány oprávněny.

3. Stíhající orgány mohou po dobu postihu nositi služební výzbroj a ji použíti v případě nutné obrany.

Článek 57.

Místní omezení postihu.

1. Pronásledovati po rozumu článku 56., odst. 1, lze na území druhého státu jen až do místa, ve kterém pronásledující orgán ve směru postihu zastihne orgán bezpečnostní nebo bezpečnostní úřad druhého státu.

2. Nezastihne-li ve směru postihu ani bezpečnostní orgán ani bezpečnostní úřad druhého státu, nesmí postih konající překročiti pohraniční pásma zšíří deseti kilometrů. Vzájemnou dohodou obou vlád může toto pásmo býti rozšířeno.

Článek 58.

Povinnost stíhajícího orgánu.

1. Stíhající orgán jest povinnen hlásiti se v druhém státu u bezpečnostního úřadu neb orgánů, které nejdříve zastihne, a předloží jim svůj služební průkaz. Tím jeho úřední činnost na cizím území je skončena a stíhající jest povinen navrátiti se ihned na území vlastního státu. Smí pokračovati ve stíhání toliko se svolením bezpečnostního úřadu neb bezpečnostních orgánů státu, na jehož území se koná postih.

2. V případě uvedeném v článku 57., odst. 2 přihlásí se stíhající orgán dodatečně u bezpečnostního úřadu, který jest v desetikilometrovém pohraničním pásmu nejbližší místu, kde skončil svůj postih.

Článek 59.

Další postup ohledně zadrženého.

1. Byl-li stíhaný zadržen, jest jej s předměty, které mu byly odňaty, odevzdati nejbližšímu bezpečnostnímu úřadu nebo soudu.

2. Zadržený bude od těchto úřadů prozatímně zatčen, pokud jeho vydání již od počátku nejeví se nepřístupným. Pro další řízení platí předpisy této smlouvy o prozatímním zatčení.

TYTUŁ SZÓSTY.

Ratyfikacja i wypowiedzenie umowy.

Artykuł 60.

Umowa niniejsza sporządzona w językach państwowych obu stron umawiających się, której oba teksty sa autentyczne, będzie ratyfikowana i dokumenty ratyfikacyjne będą wymienione w Pradze w czasie możliwie najkrótszym.

Umowa ta wejdzie w życie w miesiąc po dniu wymiany dokumentów ratyfikacyjnych i pozostanie w mocy aż do upływu sześciu miesięcy po dniu wypowiedzenia jej przez jedną ze Stron.

Na dowód czego pełnomocnicy obu Stron umowę niniejszą podpisali i wycisnęli na niej swe pieczęcie.

Sporządzono w Pradze w dwóch oryginalnych egzemplarzach dnia 6 marcia 1925 r.

(L. S.) Dr. Zygmunt LASOCKI m. p.
(L. S.) Włodzimierz JABŁOŃSKI m. p.

PROTOKÓŁ DODATKOWY DO UMOWY MIĘDZY RZECZĄPOSPOLITĄ POLSKĄ I REPUBLIKĄ CZESKOSŁOWACKĄ W PRZEDMIOCIE UREGULOWANIA OBROTU PRAWNEGO W SPRAWACH CYWILNYCH, KARNYCH I NIESPORNYCH.

Upełnomocnieni zastępcy Rzeczypospolitej Polskiej i Republiki Czeskosłowackiej, podpisując umowę w przedmiocie uregulowania obrotu prawnego w sprawach cywilnych, karnych i nies pornych, stwierdzają imieniem swych państw zgodę co do następujących punktów :

1. Postanowienia Oddziału 1. Umowy odnoszą się w Republice Czeskosłowackiej także do opiekuńczych (sierocych) urzędów na Słowaczyznie i Rusi Przykarpackiej.

2. Pod wyrazem Sądy rozumie się w tej umowie również sądy wojskowe obu Stron.

3. Strony zakomunikują sobie wzajemnie podział okręgów sądów cywilnych i wojskowych.

4. Postanowienia art. 31 nie przesądzają w żadnym razie ewentualnego uregulowania w innej umowie sprawy wymiany *urzędowej* wyciągów metrykalnych.

5. Obie delegacje stwierdziły, że nie można ustalić jednolitej formuły dla wypadków ekstradycji osób, które skazano prawomocnym wyrokiem na karę łączną za przestępstwo pospólite i jedno z przestępstw wymienionych w art. 34. W sprawach takich państwo wezwane w każdym wypadku rozstrzygnie, czy stosownie do zachodzących okoliczności wydanie nastąpi lub nie.

6. Wydaniu za zbrodnię lub występek, nie będzie stała na przeszkodzie okoliczność, że osoba, której wydania zażądano, została skazaną również za wykroczenie tym samym prawomocnym wyrokiem na karę łączną.

7. Ustawodawstwo niektórych dzielnic w obu państwach oznacza jako występki również czyny karygodne, które w innych dzielnicach tych państw są określone jedynie jako przekroczenia. Wobec tego obie Strony uważają odnośnie do art. 32 za rzecz wskazaną, by w praktyce w wypadkach drobnych tylko wtedy w całej pełni korzystano z prawa żądania wydania, jeżeli tego wymaga szczególny interes wymiaru sprawiedliwości. Czy taki interes szczególny istnieje, rozstrzyga Strona wzywająca.

HLAVA ŠESTÁ.

O RATIFIKACI A VÝPOVĚDI SMLOUVY.

Článek 60.

Tato smlouva, sepsaná jazykem státním obou smluvních stran, jejíž znění v obou jazycích je autentické, bude ratifikována a listiny ratifikační budou co nejdříve v Praze vyměněny. Nabude působnosti měsíc po výměně ratifikačních listin a zůstane v platnosti ještě šest měsíců ode dne, kdy bude vypovězena jednou ze stran.

Na důkaz toho zmocněnci obou stran tuto smlouvu podepsali a opatřili vlastní pečetí.

Sepsáno ve dvojím prvopisu v Praze, dne 6. března 1925.

(L. S.) Dr. V. GIRSA m. p.
(L. S.) Dr. EMIL SPIRA m. p.

DODATKOVÝ PROTOKOL KE SMLOUVĚ MEZI REPUBLIKOU POLSKOU A ČESKOSLOVENSKOU REPUBLIKOU OHLEDNĚ ÚPRAVY PRÁVNÍCH STYKŮ VE VĚCECH OBČANSKÝCH, TRESTNÍCH A NESPORNÝCH.

Splnomocnění zástupci republiky Polské a Československé republiky podepisující smlouvu ohledně úpravy právních styků ve věcech občanských, trestních a nesporných zjišťují jménem svých vlád souhlas v těchto bodech :

1. Ustanovení oddílu I. smlouvy vztahují se v Československé republice i na poručenské (sirotčí) úřady na Slovensku a Podkarpatské Rusi.

2. Výrazem soudy v této smlouvě rozumějí se také vojenské soudy obou smluvních stran.

3. Smluvní strany si sdělí vzájemně rozdělení obvodů občanských i vojenských soudů.

4. Ustanovením čl. 31. nepředbíhá se nikterak případné úpravě úřední výměny výpisů z matrik.

5. Obě delegace souhlasí, že jest těžko nalézti všeobecnou formuli pro vydání osob, které byly odsouzeny pravomocným rozsudkem k jednotnému trestu pro trestný čin obecný a současně pro některý z trestných činů uvedených v čl. 34. Usnesly se proto, že v takových případech rozhodne stát dožádaný podle okolností případu, zda žádosti vyhoví čili nic.

6. Vydání pro zločin anebo přečin nebude na překážku, že požadovaná osoba byla odsouzena rovněž pro přestupek, a to týmže pravoplatným rozsudkem k jednotnému trestu.

7. Zákonodárství jednotlivých území obou států označuje jako přečiny rovněž takové trestné činy, které v jiných územích těchže států jsou označeny pouze jako přestupky. V důsledku toho pokládají obě strany s ohledem na článek 32. za účelno, aby v praxi v nepatrných případech používáno bylo práva žádati o vydání v plném rozsahu toliko tehdy, vyžaduje-li toho zvláštní zájem soudnictví. O tom, zda tu je takovýto zvláštní zájem, rozhodne dožadující stát.

8. Przy ocenie obowiązku wydania nie rozstrzyga okoliczność, czy sprawca w państwie wezwanem może byc ścigany, lecz jedynie czy czyn tego rodzaju jest tam zagrożony karą (art. 32. i nast).

9. Wykaz najwyższych i innych centralnych władz administracyjnych wspomnianych w art. 28 jest dołączony do niniejszego protokołu.

Na dowód czego pełnomocnicy obu Stron podpisali niniejszy protokół, który ma równą ważność, jak umowa sama.

Sporządzono w Pradze w dwóch oryginalnych egzemplarzach dnia 6 marca 1925 r.

(L. S.) Dr. ZYGMUNT LASOCKI m. p.
(L. S.) WŁODZIMIERZ JABŁOŃSKI m. p.

Aneks do protokółu dodatkowego.

WYKAZ CENTRALNYCH WŁADZ ADMINISTRACYJNYCH RZECZYPOSPOLITEJ POLSKIEJ I REPUBLIKI CZESKOSŁWACKIEJ, KTÓRYCH DOKUMENTY NIE WYMAGAJĄ ŻADNEGO UWIERZYTELNIENIA DLA UŻYTKU TERYTORJUM DRUGIEJ STRONY UMAWIAJĄCEJ SIĘ.

A. Rzeczpospolita Polska.

1. Wszystkie Ministerstwa włącznie z Prezydjum Rady Ministrów.
2. Prokuratorja Generalna Rzeczypospolitej Polskiej.
3. Główny Urząd Statystyczny.
4. Główny Urząd Likwidacyjny.
5. Najwyższa Izba Kontroli Państwa.
6. Kancelarja Prezydenta Rzeczypospolitej.
7. Kancelarja Sejmu i Senatu.

B. Republika Czeskosłowacka.

1. Wszystkie Ministerstwa włącznie z Prezydjum Rady Ministrów i Urzędem Ministra Upełnomocnionego dla spraw Słowaczyzny w Bratislawie.
2. Najwyższy Kontrolny Urząd Rachunkowy.
3. Państwowy Urząd Ziemski.
4. Państwowy Urząd Statystyczny.
5. Cywilna Administracja Podkarpackiej Rusi.
6. Kancelarja Prezydenta Republiki.
7. Kancelarja Poselskiej Izby Sejmowej Narodowego Zgromadzenia.
8. Kancelarja Senatu Narodowego Zgromadzenia.

8. Pro posouzení povinnosti k vydání nerozhoduje, zda pachatel činu ve státě dožádaném může býti stíhán, nýbrž toliko, že čin takový jest tam trestný (článek 32. a násl).

9. Seznam ústředních neb jiných jim na roveň postavených úřadů správních zmíněný v článku 28. jest zvláště připojen k tomuto protokolu.

Na doklad toho podepsali zmocněnci obou stran tento dodatkový protokol, který má stejnou platnost jako smlouva sama.

Dáno v Praze ve dvojím vyhotovení dne 6. března 1925.

(L. S.) Dr. V. GIRSA m. p.
(L. S.) Dr. Emil SPIRA m. p.

Příloha k dodatkovému protokolu.

SEZNAM ÚSTŘEDNÍCH SPRÁVNÍCH ÚŘADŮ REPUBLIKY ČESKOSLOVENSKÉ A REPUBLIKY POLSKÉ, JIMIŽ VYSTAVENÉ LISTINY NEVYŽADUJÍ ŽÁDNÉHO OVĚŘENÍ, MÁ-LI JICH BÝTI POUŽITO NA ÚZEMÍ DRUHÉ SMLUVNÍ STRANY.

A. Republika Československá.

1. Všechna ministerstva včetně s předsednictvem ministerské rady a úřadem ministra s plnou mocí pro správu Slovenska v Bratislavě.
2. Nejvyšší účetní kontrolní úřad.
3. Státní úřad pozemkový.
4. Státní úřad statistický.
5. Civilní správa Podkarpatské Rusi.
6. Kancelář presidenta Republiky.
7. Kancelář poslanecké sněmovny Národního Shromáždění.
8. Kancelář senátu Národního Shromáždění.

B. Republika Polská.

1. Všechna ministerstva včetně s předsednictvem ministerské rady.
2. Generální prokuratura Republiky Polské.
3. Hlavní úřad statistický.
4. Hlavní úřad likvidační.
5. Nejvyšší komora kontroly státu.
6. Kancelář Presidenta republiky.
7. Kancelář Sejmu a Senátu.

[1] TRADUCTION.

Nº 1120. — CONVENTION RELATIVE AU RÈGLEMENT DES RAPPORTS JUDICIAIRES EN MATIÈRE CIVILE, PÉNALE ET NON CONTENTIEUSE, CONCLUE ENTRE LA RÉPUBLIQUE POLONAISE ET LA RÉPUBLIQUE TCHÉCOSLOVAQUE, SIGNÉE A PRAGUE, LE 6 MARS 1925.

LA RÉPUBLIQUE POLONAISE et LA RÉPUBLIQUE TCHÉCOSLOVAQUE, désireuses de régler leurs rapports judiciaires en matière civile, pénale et non contentieuse, ont résolu de conclure une convention à cet effet.

A cette fin, elles ont nommé pour leurs plénipotentiaires :

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE POLONAISE :

Le Dr Zygmunt LASOCKI, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire ; et
M. Włodzimierz JABŁOŃSKI, chef de Département au Ministère de la Justice ;

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE TCHÉCOSLOVAQUE :

Le Dr Vaclav GIRSA, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire, et
Le Dr Emile SPIRA, chef de section au Ministère de la Justice,

Lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs, reconnus en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

PREMIÈRE PARTIE

AFFAIRES CIVILES.

CHAPITRE I

PROTECTION LÉGALE EN MATIÈRE CIVILE.

Article premier.

Parité de traitement.

1. En matière civile, les ressortissants de l'une des Parties contractantes jouiront, sur le territoire de l'autre Partie, en ce qui concerne la protection légale et judiciaire de leur personne et de leurs propriétés, du même traitement que les nationaux.

2. A cet effet, ils auront libre accès aux tribunaux et pourront ester en justice dans les mêmes conditions que les nationaux.

[1] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

[1] TRANSLATION.

No. 1120. — AGREEMENT WITH REGARD TO THE SETTLEMENT OF LEGAL RELATIONS IN CIVIL, PENAL AND NON-CONTENTIOUS CASES, CONCLUDED BETWEEN THE POLISH REPUBLIC AND THE CZECHOSLOVAK REPUBLIC, SIGNED AT PRAGUE, MARCH 6, 1925.

THE POLISH REPUBLIC and THE CZECHOSLOVAK REPUBLIC, desirous of settling their legal relations with regard to civil, penal and non-contentious cases, have agreed to conclude an Agreement to that effect.

For this purpose they have appointed as their Plenipotentiaries :

THE PRESIDENT OF THE POLISH REPUBLIC :

Dr. Zygmunt LASOCKI, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary ;
M. Wlodzimierz JABLOŃSKI, Head of Department in the Ministry of Justice ;

THE PRESIDENT OF THE CZECHOSLOVAK REPUBLIC :

Dr. Vaclav GIRSA, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary ;
Dr. Emil SPIRA, Head of Section in the Ministry of Justice ;

Who, having exchanged their full powers found in good and due form, have agreed upon the following provisions :

PART I.

CIVIL CASES.

CHAPTER I.

LEGAL SAFEGUARDS IN CIVIL CASES.

Article 1.

Equal Treatment.

(1) The nationals of either Contracting State shall receive in the territory of the other State the same treatment in civil matters as nationals, as regards the legal and judicial protection of their persons and property.

(2) For the above purpose they shall be allowed free and unrestricted access to the Courts and shall be entitled to appear before them under the same conditions as the nationals of the State in question.

[1] Translated by the Secretariat of the League of Nations.

Article 2.

Exemption de caution et de dépôt.

1. Aucune caution ni dépôt ne pourra être imposé à raison, soit de leur qualité d'étranger, soit du défaut de domicile ou de résidence dans le pays, aux ressortissants de l'une des Parties contractantes, qui seront demandeurs ou intervenants devant les tribunaux de l'autre Partie contractante.

2. La même disposition s'appliquera en ce qui concerne les provisions de frais de justice qui pourraient être réclamées aux demandeurs ou aux intervenants.

Article 3.

1. Les condamnations aux frais et dépens du procès prononcées par les tribunaux de l'une des Parties contractantes contre un demandeur ou intervenant dispensé de la caution, du dépôt ou de l'avance, en vertu soit de la loi de l'Etat où l'action a été intentée, soit de l'article 2 de la présente convention, seront rendues exécutoires sur le territoire de l'autre Partie contractante, conformément aux prescriptions relatives à l'exécution des jugements prononcés par les tribunaux étrangers.

2. La même règle sera appliquée aux décisions des tribunaux sur la liquidation ultérieure des dépens.

Article 4.

Assistance judiciaire gratuite aux indigents.

Les ressortissants d'une des Parties contractantes seront admis, sur le territoire de l'autre Partie, au bénéfice de l'assistance judiciaire gratuite suivant les mêmes prescriptions que les nationaux eux-mêmes.

Article 5.

1. Le certificat d'indigence sera délivré par les autorités de la résidence habituelle du réclamant ou, à défaut de résidence habituelle, par les autorités de sa résidence actuelle.

2. Dans le cas où la résidence du réclamant ne serait pas située sur le territoire d'une des Parties contractantes, il suffira d'une déclaration délivrée par un agent diplomatique ou un fonctionnaire consulaire du pays auquel appartient le réclamant.

Article 6.

1. L'autorité compétente pour délivrer le certificat d'indigence pourra prendre des renseignements sur la situation de fortune du réclamant auprès des autorités de l'autre Partie contractante.

2. L'autorité chargée de statuer sur la demande d'assistance judiciaire gratuite conserve, dans les limites de ses attributions, le droit de contrôler les déclarations et renseignements fournis.

3. Quand un ressortissant de l'une des Parties contractantes reçoit l'assistance judiciaire gratuite, il en bénéficiera devant les tribunaux de l'autre Partie pour tous les actes de procédure concernant la même affaire.

Article 2.

Exemption from Security and Deposit.

(1) No security or deposit may be exacted of the nationals of either Contracting Party who appear before the Courts of the other Party as plaintiffs or interveners on the ground that they are foreigners or that they possess no domicile or residence in the country in question.

(2) The same provision shall apply to any payments in advance which may be demanded from plaintiffs or interveners to cover judicial costs.

Article 3.

(1) If costs are awarded by the Courts of one of the Contracting Parties against a plaintiff or intervener who is exempted from security, deposit or payment in advance by virtue either of the law of the State in which the case was brought or of Article 2 of the present Agreement, such judgment shall be made executory in the territory of the other Contracting Party in accordance with the regulations governing the execution of sentences given by foreign courts.

(2) The same rule shall apply to judicial decisions by which the amount of the costs is subsequently determined.

Article 4.

Free Legal Assistance to the Poor.

Nationals of either of the Contracting Parties shall, in the territory of the other Party, be given free legal assistance in accordance with the same rules as nationals of that State.

Article 5.

(1) The certificate of insufficient means shall be issued by the authorities of the place in which the applicant's habitual residence is situated, or, in default of such residence, by the authorities of the place in which he is for the time being resident.

(2) Should the applicant not be resident in the territory of either of the Contracting Parties, it will be sufficient for a declaration to be made by a diplomatic agent or consular official of the country to which the applicant belongs.

Article 6.

(1) The authority competent to issue the certificate of insufficient means may make enquiries of the authorities of the other Contracting Party regarding the financial position of the applicant.

(2) The authority appointed to adjudicate upon an application for free legal assistance shall be entitled, within the limits of its competence, to verify the declarations and information submitted to it.

(3) When a national of one of the Contracting Parties receives free legal assistance, he shall also be entitled to free legal assistance before the Courts of the other Party in respect of all proceedings relating to the same case.

CHAPITRE II.

Dispositions concernant les affaires matrimoniales.

Article 7.

1. La décision concernant la validité du mariage et la demande en divorce ou en séparation de corps, est de la compétence exclusive des autorités de l'Etat dont sont ressortissants les époux au moment de la présentation de la plainte ou de la demande. Dans le cas où les époux seraient à ce moment de nationalités différentes, les autorités de l'Etat dont ils étaient en dernier lieu les ressortissants communs, seront exclusivement compétentes.

2. En cas de changement de nationalité des époux, une circonstance survenue avant ce changement ne pourra être invoquée comme raison de divorce ou de séparation de corps que dans le cas où elle aurait pu motiver le divorce ou la séparation de corps selon les lois auxquelles les époux étaient antérieurement soumis.

3. Les décisions émanant des autorités mentionnées au premier alinéa de cet article seront reconnues valables sur le territoire de l'autre Partie contractante.

Article 8.

1. Chacun des époux pourra demander à l'autorité compétente de l'Etat sur le territoire duquel il se trouve, de prendre des mesures provisoires, telles que : fixation d'une rente alimentaire, permission d'habitation séparée ou admission dans le ménage commun, même dans le cas où la demande en divorce ou en séparation de corps serait de la compétence des autorités de l'Etat dont il est ressortissant.

2. Ces mesures resteront en vigueur aussi longtemps qu'elles n'auront pas été rapportées par les autorités compétentes de l'Etat dont les époux sont ressortissants.

CHAPITRE III.

Litiges concernant la légitimité des enfants.

Article 9.

1. Les autorités de la Partie contractante dont l'enfant est ressortissant sont compétentes en matière de litige concernant la légitimité de cet enfant.

2. Les décisions émanant de ces autorités seront valables sur le territoire de l'autre Partie contractante.

CHAPITRE IV.

Tutelle et curatelle.

Article 10.

1. Il appartient aux autorités des deux Parties contractantes d'organiser la tutelle ou la curatelle concernant les personnes et les biens de toute nature de leurs propres ressortissants.

CHAPTER II.

Provisions concerning Marriage.

Article 7.

(1) The authorities of the State of which the parties are nationals, when the suit is brought or the application made, shall have exclusive competence to give decisions on the validity of marriages and on suits for divorce or judicial separation. Should the parties at such time be of different nationalities, the authorities of the State of which they were last both nationals shall have exclusive competence.

(2) Should the parties have changed their nationality, no circumstance which arose before such change may be adduced as a plea for divorce or judicial separation unless it could have been brought forward as a reason for divorce or judicial separation under the laws to which the parties were previously subject.

(3) Decisions of the authorities mentioned in the first paragraph of this Article shall be recognised as valid in the territory of the other Contracting Party.

Article 8.

(1) Either party may apply to the competent authorities of the State in whose territory he or she for the time being is resident requesting them to take provisional measures such as fixing of alimony, or granting a provisional separation order or an order for restitution of conjugal rights, even if an application for divorce or legal separation would have to be made to the authorities of the State of which the person in question is a national.

(2) Such measures shall remain in force until revoked by the competent authorities of the State of which the parties are nationals.

CHAPTER III.

Cases concerning legitimacy of children.

Article 9.

(1) The authorities of the Contracting Party of which the child is a national, shall be competent in cases concerning the legitimacy of children.

(2) Decisions of such authorities shall be valid in the territory of the other Contracting Party.

CHAPTER IV.

Guardianship and Trusteeship.

Article 10.

(1) It shall be the duty of the authorities of the two Contracting Parties to provide guardianship and trusteeship for their nationals and for property of every description belonging to their nationals.

2. Pour les ressortissants d'une des deux Parties contractantes qui séjournent sur le territoire de l'autre Partie ou y possèdent des biens, les autorités se borneront à prendre les mesures de tutelle (curatelle) indispensables, et en informeront, dans le plus bref délai possible, les autorités compétentes de l'autre Partie contractante.

3. L'autorité compétente de l'Etat dont le pupille est ressortissant, pourra rapporter ces mesures ; toutefois, si l'intérêt du pupille l'exige, cette autorité pourra, conformément aux prescriptions en vigueur, et après entente, confier aux autorités de l'autre Partie l'organisation de la tutelle (curatelle) ou de certaines mesures de tutelle (curatelle) tant pour la personne que pour les biens.

4. Si la tutelle (curatelle) a été confiée aux autorités d'une Partie contractante, les décisions émanant de cette dernière seront reconnues valables sur le territoire de l'autre Partie contractante.

CHAPITRE V.

Déclaration de décès.

Article 11.

1. Une personne sera déclarée décédée par les autorités de l'Etat dont elle était ressortissante au moment de sa disparition.

2. Les décisions émanant de ces autorités seront valables sur le territoire de l'autre Partie contractante.

Article 12.

1. Au besoin, les autorités tchécoslovaques pourront, conformément aux prescriptions en vigueur dans la République tchécoslovaque, déclarer décédé un ressortissant polonais, si cette déclaration produit des effets dans le territoire de la République tchécoslovaque.

2. Les autorités polonaises pourront se prévaloir du même droit à l'égard des ressortissants tchécoslovaques.

CHAPITRE VI.

Concours réciproque entre les tribunaux en matière civile.

I.

Stipulations générales.

Article 13.

Relations directes.

1. Les deux Parties contractantes se prêteront, sur demande, aide judiciaire en matières civile, commerciale et non litigieuse, au moyen de rapports directs entre les autorités judiciaires.

2. Dans la République tchécoslovaque, les bureaux des présidences des tribunaux collégiaux de première instance sont compétents pour la transmission directe de demandes de signification et de commissions rogatoires ; dans la République polonaise, toutes les autorités judiciaires. Dans tous les cas, l'autorité requérante sera directement avisée de la suite donnée à sa demande.

(2) In the case of nationals of one of the two Contracting Parties residing in the territory of the other Contracting Party, or possessing property there, the authorities shall merely adopt the measures of guardianship (trusteeship) which are indispensable, and shall as soon as possible inform the competent authority of the other Contracting Party of such action.

(3) The competent authority of the State of which the ward is a national may annul such measures. It may also, however, if the interests of the ward render such action necessary, transfer the entire guardianship (trusteeship) or certain measures thereof, whether affecting the person or the property of the ward, to the authorities of the other Party with their consent and in accordance with the regulations in force.

(4) Should the guardianship (trusteeship) have been entrusted to the authorities of a Contracting Party, the decisions of that authority shall be recognised in the territory of the other Contracting Party.

CHAPTER V.

Declaration of Death.

Article 11.

(1) The declaration of death shall be made by the authorities of the State of which the deceased was a national at the time of his disappearance.

(2) Decisions given by such authorities shall also be valid in the territory of the other Contracting Party.

Article 12.

(1) In case of need, the Czechoslovak authorities may, in accordance with the regulations in force in the Czechoslovak Republic, declare a Polish national to be presumed dead, if such declaration has effects in the territory of the Czechoslovak Republic.

(2) The Polish authorities shall have the same right in respect of Czechoslovak nationals.

CHAPTER VI

Co-operation between the Courts in Civil Cases.

I.

General Clauses.

Article 13.

Direct relations.

(1) Each of the two Contracting Parties shall, if requested to do so, give the other Contracting Party legal assistance in civil, commercial and non-contentious cases by direct communication between the legal authorities.

(2) In the case of the Czechoslovak Republic the offices of the Presidents of the Collegiate Courts of First Instance shall be competent to transmit direct applications for the service of documents and for other forms of legal assistance ; in the case of the Polish Republic all legal authorities shall be competent to that effect. The reply to a request shall in every case be communicated direct to the authority making application.

3. En cas d'incompétence de l'autorité requise, les demandes seront transmises d'office à l'autorité compétente du même Etat et l'autorité requérante en sera immédiatement avisée.

Article 14.

Langue employée dans les requêtes.

1. Les requêtes aux fins de signification et les commissions rogatoires seront rédigées dans la langue officielle de l'Etat requérant. Elles seront dispensées de la légalisation et seront revêtues du sceau officiel de l'autorité requérante.

2. Les actes et autres pièces nécessaires à l'exécution seront rédigés dans la langue officielle de l'Etat requis ou accompagnés d'une traduction dans cette langue.

3. Seront considérées comme langues officielles, au sens de la présente convention: pour la Tchécoslovaquie, la langue tchécoslovaque; pour la Pologne, la langue polonaise.

Article 15.

Contenu des requêtes.

La requête mentionnera l'objet pour lequel elle a été faite et contiendra, au besoin, un bref exposé de la question ; elle contiendra les noms, la profession et le domicile permanent ou, le cas échéant, la résidence ou le lieu d'habitation des parties. Une requête aux fins de signification indiquera, en outre, l'adresse du destinataire et mentionnera la nature de la pièce à signifier.

Article 16.

Exécution d'une requête.

1. Les requêtes aux fins de signification et les commissions rogatoires seront exécutées suivant les règles établies par la législation de l'Etat requis.

2. Sur la demande de l'autorité requérante, l'exécution pourra cependant se faire dans des formes spéciales pourvu que ces formes ne soient pas contraires aux lois de l'Etat requis.

Article 17.

Frais.

1. Les significations d'actes ainsi que l'exécution des commissions rogatoires ne pourront donner lieu au remboursement de taxes ou de frais de quelque nature que ce soit, à l'exception des indemnités payées par l'Etat requis aux témoins et aux experts.

2. Les frais de poste seront à la charge de l'autorité expéditrice.

II.

SIGNIFICATION.

Article 18.

1. La signification d'un acte devra être effectuée dans la forme prescrite par l'article 16 si l'acte est rédigé dans la langue officielle de la partie requise ou accompagné d'une traduction dans cette langue.

(3) If the authority applied to is not competent, the application shall be forwarded without further formality to the competent authority of the same State, and the authority making application shall be notified forthwith.

Article 14.

Language to be used in submitting applications.

(1) Requests for service and " commissions rogatoires " shall be drawn up in the official language of the State making application. They shall not require legalisation and shall bear the official seal of the authority submitting them.

(2) The acts and other documents necessary for execution shall be drawn up in the official language of the State to which application is made or accompanied by a certified translation in that language.

(3) The official languages for the purpose of the present Agreement shall be, in Czechoslovakia the Czechoslovak language, and in Poland the Polish language.

Article 15.

Contents of requests.

Every request shall mention the object of the request and shall, if necessary, contain a brief statement of the question ; it shall give the names and occupations of the parties, and, if possible, their permanent domicile, or, failing such, their place of habitual residence or the place where they are actually living. Requests for service shall also give the name of the recipient and the nature of the document to be served.

Article 16.

Execution of requests.

(1) Requests for service and " commissions rogatoires " shall be executed in accordance with the laws of the State to which application is made.

(2) If, however, the authority making application so requests, execution may be effected in accordance with a special procedure, provided that such procedure is not contrary to the law of the State applied to.

Article 17.

Costs.

(1) No fees or charges of any description shall be repayable in respect of the service of documents or the execution of " commissions rogatoires " except expenses payable to witnesses and experts by the State to which application is made.

(2) Postal charges shall be borne by the authority despatching the correspondence.

II.

SERVICE OF LEGAL DOCUMENTS.

Article 18.

(1) Documents shall be served in accordance with the procedure laid down in Article 16 if they are drawn up in the official language of the Party applied to or accompanied by a translation in that language.

2. Faute de quoi, l'autorité requise pourra se borner à effectuer la communication par la remise de l'acte au destinataire si celui-ci est disposé à l'accepter.

Article 19.

L'exécution de la signification pourra être refusée si l'Etat sur le territoire duquel elle devrait être faite la juge de nature à porter atteinte à sa souveraineté ou à sa sécurité.

Article 20.

1. La preuve de la signification se fera au moyen soit d'un récépissé daté et légalisé, émanant du destinataire, soit au moyen d'une attestation de l'autorité requise constatant le fait, la forme et la date de la signification.

2. Si l'acte à signifier a été remis en double exemplaire, le récépissé ou l'attestation devra figurer sur l'un des doubles, ou y être annexé.

Article 21.

Chacune des Parties contractantes pourra, sur le territoire de l'autre Partie, assurer la signification par la poste ; pour les significations destinées à ses propres ressortissants, elle pourra les assurer par les soins de ses agents diplomatiques ou de ses fonctionnaires consulaires.

III.

Exécution des commissions rogatoires.

Article 22.

1. Pour exécuter une commission rogatoire, l'autorité requise usera des mêmes moyens de contrainte que pour l'exécution soit d'une commission émanant des autorités de son propre Etat, soit d'une demande formée, à cet effet, par une partie intéressée.

2. L'autorité requérante sera, si elle le demande, informée de la date et du lieu où il sera procédé à la mesure sollicitée, afin que la partie intéressée puisse être mise en mesure d'y assister.

Article 23.

1. L'exécution d'une commission rogatoire pourra être refusée si, dans l'Etat requis, l'exécution de la mesure sollicitée ne rentre pas dans les attributions du pouvoir judiciaire, ou si l'Etat requis la juge de nature à porter atteinte à sa propre souveraineté ou à sa propre sécurité.

2. L'envoi d'actes ou d'autres documents pourra, en outre, être refusé si le tribunal requis a besoin de ces actes ou documents ou si le Ministère de la Justice de l'Etat requis en approuve le refus pour des raisons sérieuses.

(2) In other cases, the authority applied to may merely effect service by handing over the document to the recipient, provided that the latter agrees to accept it.

Article 19.

The execution of a request for service may be refused if the State in whose territory it is to be effected considers it such as to compromise its sovereignty or safety.

Article 20.

(1) Proof of service shall be furnished either by a dated and legalised receipt given by the recipient, or by an attestation by the authority of the State to which application is made certifying the fact, the manner and the date of service.

(2) If the document to be served is transmitted in duplicate, the receipt or attestation should be given on one of the copies or be attached thereto.

Article 21.

Either of the Contracting Parties may serve notices by post within the territory of the other; it may also serve notices on its own nationals through its diplomatic representatives or consular agents.

III.

Execution of " Commissions Rogatoires ".

Article 22.

(1) In the execution of " commissions rogatoires " the competent authority shall employ the same measures of compulsion as would be applied in the case of the execution of a commission emanating from the authorities of its own State or of a request to that effect made by an interested party.

(2) The authority making the request shall, if it so desires, be informed of the date and place where the proceedings asked for will take place, in order that the interested party may be able to be present.

Article 23.

(1) Execution of a " commission rogatoire " may be refused if, in the State to which application is made, such execution does not lie within the competence of the judicial authorities, or if the said State considers that its sovereignty or safety might be affected thereby.

(2) The forwarding of acts or other documents may also be refused should the Court to which application is made have need of such acts or documents, or should the Ministry of Justice of the State to which application is made approve such refusal, having weighty reasons for so doing.

Article 24.

Informations juridiques.

1. Le Ministère de la Justice de l'une des Parties contractantes renseignera, sur demande, les autorités judiciaires de l'autre Partie contractante sur le droit en vigueur dans son Etat.

2. Une demande, à cet effet, contiendra la description exacte de la question juridique au sujet de laquelle le renseignement est demandé.

CHAPITRE VII.

Documents.

Article 25.

Actes judiciaires et actes équivalents.

1. Lorsque les actes établis par les autorités judiciaires de l'une des Parties contractantes auront été revêtus du sceau officiel, aucune légalisation ne sera nécessaire en vue de leur production sur le territoire de l'autre partie.

2. La même règle sera appliquée :

a) Aux actes établis par les bureaux du livre foncier et par les administrations des dépôts et consignations dans le cas où ces institutions n'appartiendraient pas à la catégorie indiquée au premier alinéa ;

b) Aux protêts dressés par un notaire, un employé de chancellerie (secrétaire de tribunal) ou un huissier.

Article 26.

Pour les actes dressés par des notaires, des huissiers ou autres fonctionnaires judiciaires compétents, à l'exception des protêts (article2 5, 2, *b)*, la légalisation sera nécessaire en vue de leur production sur le territoire de l'autre Etat. La légalisation sera faite par le président du tribunal collégial de première instance dans le district duquel se trouve la résidence officielle dudit notaire, huissier ou fonctionnaire.

Article 27.

Documents privés.

1. Les stipulations contenues à l'article 25 ou 26 seront appliquées, *mutatis mutandis*, aux documents privés dont la signature est légalisée par un tribunal, un notaire ou un employé de chancellerie (secrétaire de tribunal).

2. La légalisation, cependant, ne prouvera que l'authenticité de la signature.

Article 28.

Documents émanant des autorités administratives.

1. Les documents dressés, délivrés ou légalisés par les autorités administratives centrales ou les autorités administratives équivalentes d'une des deux Parties contractantes, et destinés à servir sur le territoire de l'autre Partie, n'auront pas besoin d'être légalisés s'ils sont revêtus du sceau officiel. Une liste de ces autorités est jointe au protocole additionnel annexé à la présente

Article 24.

Information regarding Legislation.

(1) The Ministry of Justice of either of the Contracting Parties shall, on application, furnish the legal authorities of the other Contracting Party with information regarding the legislation in force in its territory.

(2) An application to this effect shall contain an exact description of the legal question on which information is desired.

CHAPTER VII.

Documents.

Article 25.

Legal and other equivalent documents.

(1) Documents drawn up by the Courts of one Contracting Party and sealed with the official seal need not be legalised before production in the territory of the other Party.

(2) The same rule shall apply :

(a) To documents prepared by the land register offices or by the administrations dealing with deposits and trusts, should such authorities not come under the category referred to in the first paragraph ;

(b) To official protests made by a notary, official of the chancellery (clerk of the Court) or by a sheriff's officer.

Article 26.

In the case of documents drawn up by notaries, sheriff's officers or other competent legal officials, with the exception of protests (Art. 25, paragraph (2) *(b)*, legalisation shall be necessary before they can be produced in the territory of the other State. Such legalisation shall be carried out by the President of the Collegiate Court of First Instance in whose area the official residence of the said notary, sheriff's officer or other official is situated.

Article 27.

Private Documents.

(1) The provisions of Articles 25 or 26 shall apply, *mutatis mutandis*, to private documents, the signature to which is attested by a Court, a notary or an official of the chancellery (clerk of the Court).

(2) Such legalisation shall, however, be held to prove nothing further than the fact that the signature is authentic.

Article 28.

Documents proceeding from administrative authorities.

(1) Documents drawn up, delivered or attested by the central administrative authorities or the equivalent administrative authorities in either Contracting State and intended for use in the territory of the other State, shall not require legislation if they bear the official seal. A list of the said authorities is attached to the Additional Protocol annexed to the present Agreement. This

Convention. Cette liste pourra être modifiée ou complétée pas les Ministères de la Justice des deux pays, après entente. Lesdites modifications ou additions devront être publiées.

2. Les documents dressés, délivrés ou légalisés par une autre autorité administrative devront être légalisés par l'autorité immédiatement supérieure mentionnée à l'annexe à la présente convention.

Article 29.

Extrait des registres.

1. Les extraits des registres établis par les bureaux de l'état-civil de l'un des Etats contractants pourront être produits sur le territoire de l'autre Etat, à condition d'être légalisés par le tribunal compétent ou par l'autorité administrative de première instance chargée du contrôle du bureau de l'état civil.

2. Les extraits des registres ecclésiastiques relatifs à l'état civil, délivrés sous le sceau de l'église seront légalisés, si les prescriptions du premier alinéa ne sont pas applicables à leur égard, par le tribunal compétent, *ratione loci*, pour l'autorité ecclésiastique en question, ou par l'autorité administrative centrale mentionnée au premier alinéa de l'article 28, et seront munis d'une déclaration certifiant que l'extrait a été fait par la personne compétente.

Article 30.

Légalisation des copies de documents.

1. Les copies légalisées des documents qui doivent être produits sur le territoire de l'autre Etat seront délivrées pas l'autorité qui a dressé le document en question ou devant laquelle ce document a été établi. Les prescriptions des articles 26 à 29, établissant une forme spéciale de légalisation, seront également appliquées à la légalisation des copies.

2. Si l'autorité qui a dressé l'original ou devant laquelle l'original a été établi n'existe plus, la copie sera légalisée par l'autorité qui est devenue compétente à sa place.

3. A défaut de cette dernière autorité, le Ministère de l'Intérieur légalisera la copie et, en ce qui concerne la République tchécoslovaque, ladite légalisation sera faite, le cas échéant, par le ministre plénipotentiaire pour l'administration de la Slovaquie.

CHAPITRE VIII.

Communication des extraits des registres.

Article 31.

1. Les autorités chargées du registre de l'état civil délivreront gratuitement, à la demande des autorités judiciaires de l'autre Partie contractante, des copies ou des extraits légalisés relatifs à des naissances, des mariages et des décès, ainsi qu'à la légitimation des enfants naturels.

2. Au cas où ces copies ou extraits seraient demandés par des particuliers, ils ne seront délivrés et expédiés gratuitement que s'il s'agit d'une personne dont l'indigence a été certifiée par l'autorité compétente.

list may be altered or added to by agreement between the Ministries of Justice of the two countries. Such alterations or additions shall be published.

(2) Documents drawn up, delivered or attested by any other administrative authority must be legalised by the immediately superior authority mentioned in the Annex to the present Agreement.

Article 29.

Extracts from Registers.

(1) The extracts from the registers drawn up by the public registrars' offices of one of the Contracting States may be produced on the territory of the other State, provided that they are legalised by the competent Court, or by the administrative authorities of first instance, whose duty it is to supervise the registrar's office in question.

(2) Extracts from ecclesiastical registers dealing with legal status and delivered bearing the seal of the Church shall be legalised, should the provisions of paragraph 1 not apply to them, by the Court territorially competent in respect of the ecclesiastical authority in question, or by the central administrative authority referred to in paragraph 1 of Article 28, and shall be accompanied by a declaration certifying that the extract has been made by the person competent to do so.

Article 30.

Legalisation of copies of documents.

(1) Legalised copies of documents which are to be produced on the territory of the other State shall be delivered by the authority which delivered the documents in question or before which the said documents were drawn up. The stipulations of Articles 26-29 providing for a special form of legalisation shall also apply to the legalisation of copies.

(2) Should the authority which delivered up the original, or before which the original was drawn up, no longer exist, a copy shall be legalised by the authority which has become competent in its stead.

(3) Failing such authority, the Ministry of the Interior shall legalise the copy, and, in the Czechoslovak Republic, the said legalisation shall, where necessary, be carried out by the Minister Plenipotentiary in charge of the administration of Slovakia.

CHAPTER VIII.

Communication of Extracts of Registers.

Article 31.

(1) The authorities in charge of the records of the public registrar's office shall, on application by the legal authorities of the other Contracting Party, deliver, without charge, legalised copies or extracts of registers concerning births, marriages and deaths and legitimation of natural children.

(2) Where such copies or extracts are applied for by private persons, they shall only be delivered and forwarded free of charge if the means of the person in question are certified by the competent authority to be insufficient.

DEUXIÈME PARTIE

Affaires pénales.

CHAPITRE I.

Extradition des malfaiteurs.

Article 32.

Actes punissables donnant lieu à l'extradition.

Les Parties contractantes s'engagent à se livrer réciproquement, sur demande, les individus qui se trouvent sur le territoire de l'autre Partie et qui sont poursuivis ou qui ont été condamnés par les autorités judiciaires de l'autre Etat pour un acte qualifié crime ou délit et punissable suivant la législation des deux pays — même si cet acte n'est punissable que dans une partie de leurs territoires.

Article 33.

Les propres nationaux ne seront pas extradés.

1. La République tchécoslovaque ne livrera pas ses propres nationaux et la République polonaise ne livrera ni ses propres nationaux ni les ressortissants de la Ville libre de Dantzig.

2. Dans le cas où la personne dont l'extradition est demandée aurait sollicité, antérieurement à l'arrivée de la demande d'extradition, l'octroi de la nationalité de l'Etat requis, la décision relative à la demande d'extradition pourra être différée jusqu'à ce qu'une décision ait été prise au sujet de la nationalité de la personne en question.

Article 34.

Actes punissables pour lesquels il n'y aura pas lieu à extradition.

1. L'extradition ne sera pas accordée :

a) Pour des délits qui ne sont punissables que d'après les lois militaires ;

b) Pour des délits politiques ou des faits connexes à un délit de ce genre. Les actes dirigés contre la vie ou la sécurité personnelle du chef d'Etat de l'une des Parties contractantes ne seront pas considérés comme délits politiques ;

c) Pour des délits qui sont punissables exclusivement d'après les lois de presse ;

d) Pour des infractions aux lois douanières, fiscales ou autres lois financières.

2. Il appartiendra exclusivement à l'Etat requis de statuer sur le point de savoir si les actes punissables peuvent être qualifiés crimes ou délits au sens des alinéas *a)* à *c)* du présent article.

Article 35.

Refus d'extradition motivé par la compétence des autorités nationales.

En outre, l'extradition ne sera pas accordée :

a) Pour des actes punissables dont la poursuite, d'après les lois de l'Etat requis, est réservée exclusivement aux tribunaux dudit Etat ;

PART II.

Criminal Cases.

CHAPTER I.

Extradition of certain offenders.

Article 32.

Crimes leading to extradition.

Each of the Contracting Parties undertakes to deliver to the other Contracting Party, if requested to do so, any persons in its territory proceeded against or sentenced by the judicial authorities of the State making application for a crime or misdemeanour punishable under the laws of both Contracting States, even if the offence is punishable only in part of their territories.

Article 33.

Own nationals not to be extradited.

(1) The Czechoslovak Republic shall not deliver up its own nationals, and the Polish Republic shall not deliver up its own nationals or nationals of the Free City of Danzig.

(2) Should the person whose extradition is demanded have applied, previous to the arrival of the request for extradition, for the granting of nationality of the State to which application is made, the decision on the request for extradition may be postponed until a decision has been taken as to his nationality.

Article 34.

Offences for which extradition will not be granted.

(1) Extradition will not be granted :

(a) For offences only punishable under military law.

(b) For political offences or acts connected with such offences. Attempts against the life or personal safety of the head of the State of one of the Contracting Parties shall not be regarded as political offences.

(c) For offences only punishable under the Press laws.

(d) For offences against Customs, fiscal and other financial laws.

(2) The State to which application is made shall possess exclusive competence to decide whether the act in respect of which extradition has been applied for constitutes an offence within the meaning of paragraphs *(a)* to *(c)* of the present Article.

Article 35.

Refusal of extradition based on the competence of the national authorities.

Extradition shall also not be granted :

(a) In respect of offences in regard to which, under the laws of the State to which application is made, proceedings can be taken only by the Courts of the said State.

b) Lorsque l'individu a été poursuivi sur le territoire de l'Etat requis pour le même acte punissable et lorsqu'il a été condamné, ou mis hors de cause, et qu'il n'y a pas lieu, d'après les lois de l'Etat requis, de reprendre la procédure criminelle. Cependant, un acquittement ou une ordonnance de non-lieu, motivé uniquement par le fait que l'acte punissable aurait été commis à l'étranger, n'empêchera pas l'extradition.

Article 36.

L'extradition pourra être refusée lorsque l'individu réclamé est poursuivi sur le territoire de l'Etat requis pour le même acte punissable.

Article 37.

Prescriptions.

L'extradition pourra être refusée lorsque, d'après le droit en vigueur dans toutes les parties du territoire de l'Etat requis, l'acte punissable ou l'exécution de la peine prononcée sont prescrits.

Article 38.

Suspension de la procédure d'extradition.

Lorsque l'individu réclamé est poursuivi ou condamné dans l'Etat requis pour une autre infraction que celle qui a motivé la demande d'extradition, ou que cet individu se trouve en état d'arrestation pour d'autres motifs, son extradition pourra être différée jusqu'à ce que la procédure soit close, la peine purgée ou remise. La Partie requise devra cependant prendre, le plus tôt possible, une décision au sujet de la demande d'extradition.

Article 39.

Pluralité de demandes d'extradition.

Si l'extradition d'une personne pour le même acte ou pour différents actes punissables est réclamée simultanément par plusieurs gouvernements, l'Etat requis choisira entre ces demandes.

Article 40.

Limite d'extradition.

1. L'individu extradé ne pourra être poursuivi, puni, ou livré à une tierce Puissance pour un acte punissable commis avant l'extradition, que si l'extradition a été accordée expressément pour cet acte.

2. Pour d'autres actes punissables, la personne extradée pourra être poursuivie ou réextradée :

a) Si l'Etat qui a accordé l'extradition y consent subséquemment ; ce consentement ne pourra être refusé dans le cas où l'extradition pour cet acte punissable devrait être accordée aux termes de la présente Convention ;

b) Si l'extradé y a consenti et si son consentement a été consigné dans un procès-verbal. Une copie légalisée de ce procès-verbal sera transmise à l'Etat qui a livré l'extradé.

(b) When a person whose extradition is demanded has been proceeded against for the same punishable offence in the territory of the State to which application is made or has been convicted or discharged and, when there is no occasion, under the laws of the State to which application is made, to re-open criminal proceedings. Nevertheless, an acquittal or a decision to the effect that there was no case for prosecution, if solely based on the fact that the punishable offence was committed in a foreign country, shall not prevent extradition.

Article 36.

Extradition may be refused should the person required be prosecuted for the same offence in the territory of the State to which application is made.

Article 37.

Prescription.

Extradition may be refused if, under the laws in force in all parts of the territory of the State to which application is made, the period of prescription has expired in respect of the punishable offence or the execution of the sentence pronounced.

Article 38.

Suspension of extradition proceedings.

If the person whose surrender is claimed is prosecuted or sentenced in the State to which application is made for any other offence than that which gave rise to the application for extradition, or if he is in custody for other reasons, his extradition may be postponed until the proceedings are concluded or until the sentence has been served or remitted. The Party to which application is made shall, however, take a decision as soon as possible concerning the application for extradition.

Article 39.

Different applications for the surrender of the same person.

If the extradition of a person for the same offence or for different offences is claimed at the same time by more than one Government, the State to which application is made shall decide which of the applications shall be granted.

Article 40.

Limits of extradition.

(1) A person surrendered may not be prosecuted, punished or surrendered to a third Power for an offence committed before extradition, unless extradition has been granted expressly in respect of such offence.

(2) The person surrendered may, however, be prosecuted or re-extradited for other offences :

(a) If the State which granted extradition subsequently gives its consent thereto. Such consent may not be refused in cases in which extradition for an offence must be granted under the terms of the present Agreement ;

(b) Should the extradited person consent thereto and should his consent be officially put on record. A legalised copy of the said record shall be forwarded to the State which surrendered the person extradited.

3. Si l'extradé, par sa propre faute, n'a pas quitté le territoire de l'Etat auquel l'extradition a été accordée, avant l'expiration d'un délai d'un mois à partir du jour où la procédure pénale, ayant pour objet l'acte punissable qui a motivé l'extradition de la personne, a été close, la peine purgée ou remise, ou si l'extradé est revenu de son plein gré, après l'avoir quitté, sur le territoire de l'Etat requérant, il pourra être poursuivi ou puni pour des actes punissables pour lesquels l'extradition n'a pas été expressément demandée.

Article 41.

Demande d'extradition.

1. La demande d'extradition sera adressée par le Ministère de la Justice (l'autorité administrative militaire suprême en ce qui concerne les personnes poursuivies par les tribunaux militaires) de l'Etat requérant directement au Ministère de la Justice de l'Etat requis.

La demande d'extradition et les annexes devront être établies dans la langue nationale (officielle) de la partie requérante.

2. La demande d'extradition devra être accompagnée d'un mandat d'arrêt décerné contre la personne réclamée, ou du jugement de condamnation de cette personne. Ces actes indiqueront la nature du fait incriminé, contiendront la description de ce fait et indiqueront les prescriptions pénales appliquées ou applicables à l'infraction dont il s'agit. S'il s'agit d'un acte punissable dirigé contre la propriété, le montant du dommage causé ou voulu sera, autant que possible, indiqué. Si ces indications ne sont pas contenues dans les documents mentionnés, d'autres actes judiciaires contenant les renseignements qui font défaut, seront annexés à la demande d'extradition.

3. Les pièces mentionnées, en original ou en copie légalisée, seront établies dans la forme prescrite de l'Etat requérant et devront être munies du sceau officiel.

4. Une copie légalisée du texte de la loi pénale applicable à l'infraction dont il s'agit devra être annexée à la demande d'extradition.

5. La demande d'extradition sera accompagnée, autant que possible, du signalement et d'une photographie de la personne réclamée et d'autres indications pouvant servir à établir son identité.

Article 42.

Renseignements complémentaires.

1. Lorsqu'il y a lieu de douter que les conditions d'extradition dont il est question plus haut soient remplies, la partie requérante sera priée de fournir des renseignements complémentaires.

2. Lorsque l'individu réclamé a été arrêté à la suite de la demande d'extradition le concernant, il pourra être mis en liberté si les renseignements complémentaires ne sont pas communiqués dans un délai de six semaines à partir du jour où le Ministère de la Justice de la partie requise a expédié la demande à ce sujet.

Article 43.

Mesures destinées à assurer l'extradition.

Lorsque la partie requise aura été saisie d'une demande d'extradition, elle devra aussitôt prendre toutes les mesures pour assurer l'extradition et procéder à l'arrestation de l'individu réclamé, à moins qu'elle ne constate immédiatement que l'extradition serait contraire aux dispositions en vigueur.

Article 44.

Arrestation provisoire.

1. On procédera à l'arrestation provisoire de la personne réclamée, avant même que la demande d'extradition ait été déposée, lorsque cette mesure a été demandée à la suite d'un mandat d'arrêt

(3) If the person extradited has failed, through his own fault, to leave the territory of the State to which extradition has been granted before the expiry of one month from the date upon which the criminal proceedings taken in respect of the offence which led to extradition are concluded or the sentence served or remitted, or if the person extradited has voluntarily returned to the territory of the State making application after having left that territory, he may be prosecuted or punished for offences in respect of which extradition has not been expressly requested.

Article 41.

Requests for extradition.

(1) The request for extradition shall be made direct by the Ministry of Justice (or by the supreme military administrative authority in the case of persons prosecuted by courts-martial) of the State making application to the Ministry of Justice of the State applied to.

The request for extradition and documents attached thereto shall be worded in the national (official) language of the Party making application.

(2) The request for extradition shall be accompanied by a warrant for the arrest of the person whose surrender is claimed or by the judgment recording his conviction. These documents shall state the nature of the charge, shall contain a description of the act, and shall indicate the penal provisions which have been applied or are applicable to the offence in question. If the offence is an offence against property, the amount of damage done or intended shall as far as possible be stated. Should this information not be contained in the above-mentioned documents, other legal documents containing the missing information shall be attached to the request for extradition.

(3) The documents referred to, whether originals or legalised copies, shall be drawn up according to the procedure customary in the State making application and shall bear the official seal.

(4) A legalised copy of the text of the penal law applicable to the offence in question shall be annexed to the request for extradition.

(5) The request for extradition shall be accompanied, when possible, by a description and photograph of the person whose surrender is claimed and other particulars which may help to establish his identity.

Article 42.

Supplementary information.

(1) When there is reason to believe that the conditions concerning extradition referred to above have not been satisfied, the Party making application shall be requested to furnish supplementary information.

(2) When the person whose surrender is claimed has been arrested pursuant to a request for extradition, he may be released if the supplementary information is not communicated within a period of six weeks from the date upon which the Ministry of Justice of the Party applied to despatched the request for such information.

Article 43.

Measures for carrying out the extradition.

When a request for extradition has been submitted to one of the Contracting Parties, the said Party shall immediately take all the measures necessary to effect extradition and shall proceed to arrest the person whose surrender is claimed, unless it immediately declares that extradition would be contrary to the laws in force.

Article 44.

Temporary arrest.

(1) The person whose surrender is claimed shall be temporarily placed under arrest even before the application for extradition has been lodged, if such action has been requested in virtue

ou d'un jugement de condamnation valable et que le fait incriminé a été en même temps indiqué.

2. Une telle demande pourra être adressée directement, sous forme de lettre ou de télégramme, par un tribunal ou par une autre autorité compétente de la partie requérante, à l'autorité compétente de la partie requise.

3. Chacune des deux Parties contractantes procédera, sans être saisie d'une demande, à l'arrestation provisoire d'une personne, lorsque cette personne a été inscrite, à la demande de l'autre Partie contractante, dans le « bulletin des poursuites judiciaires » de l'Etat sur le territoire duquel elle a été signalée.

Article 45.

1. La date de l'arrestation provisoire d'une personne (Article 44) et le lieu de la détention seront notifiés sans retard et directement à l'autorité requérante ou aux autorités chargées de la poursuite, ainsi qu'au Ministère de la Justice du pays.

2. La personne arrêtée provisoirement pourra être mise en liberté si, dans le délai de deux semaines à partir de la date de son arrestation, l'autorité qui a procédé à l'arrestation ne reçoit pas un mandat d'arrêt ou un jugement de condamnation. Lorsqu'il s'agit de criminels dangereux, la durée de l'arrestation pourra cependant être prolongée de deux semaines.

3. Le Ministère de la Justice de la Partie contractante qui a procédé à l'arrestation pourra mettre en liberté la personne provisoirement arrêtée si, dans un délai de six semaines à partir de l'arrestation, la demande d'extradition de la personne arrêtée n'a pas été reçue.

Article 46.

Communication des résultats de la procédure pénale.

La Partie contractante à laquelle la personne poursuivie a été livrée, informera, sur demande, l'autorité requise du résultat définitif de la procédure pénale.

Article 47.

Transit de malfaiteurs.

1. A la demande d'une Partie contractante, l'autre Partie permettra le transit, à travers son territoire, d'une personne extradée livrée à la partie requérante par une tierce Puissance.

2. Les dispositions contenues dans les articles 33 à 37, et 41, alinéas 1 à 3, seront également applicables, *mutatis mutandis*, à l'extradition en transit.

CHAPITRE II.

Concours réciproque entre les tribunaux en matière criminelle.

Article 48.

Relations directes.

Sur demande, les Parties contractantes se prêteront un concours réciproque en matière criminelle, par voie de rapports directs entre les autorités judiciaires. En particulier, elles assureront la signification réciproque des actes de procédure pénale, y compris les jugements, et procéderont

of a warrant of arrest or valid judgment recording the conviction, and if theas charge has been stated.

(2) Such request may be made direct in writing or by telegram to the competent authority of the Party applied to by a Court or other competent authority of the Party making application.

(3) Each of the Contracting Parties shall proceed, even though no request has been made, to place any person under temporary arrest when the name of such person has, at the request of the other Contracting Party, been entered in the " Legal Proceedings Gazette " of the State in whose territory the presence of that person has been reported.

Article 45.

(1) The date of the provisional arrest of any person (Article 44) and the place of detention shall be notified without delay direct to the authority making application or to the authorities entrusted with the prosecution and to the Ministry of Justice of the country.

(2) A person who has been provisionally arrested may be released if, within two weeks from the date of his arrest, the authority which effected arrest has not received a warrant for arrest or a judgment sentencing the person in question. In the case of dangerous criminals, however, the period of arrest may be extended for a further two weeks.

(3) The Ministry of Justice of the Contracting Party which effected arrest may release persons provisionally arrested if a request for their extradition is not received within six weeks from the date of the arrest.

Article 46.

Communication of the results of the penal procedure.

The Contracting Party to which the person proceeded against has been surrendered shall, if asked to do so, inform the Party applied to of the final result of the criminal proceedings.

Article 47.

Conveyance of Offenders.

(1) At the request of one of the Contracting Parties, the other Party shall permit the conveyance across its territory of an extradited person surrendered by a third Power to the Party making application.

(2) The provisions contained in Articles 33 to 37 and 41, paragraphs 1 to 3, shall also apply, *mutatis mutandis*, to extradition in transit.

CHAPTER II.

Co-operation between courts of law in respect of criminal proceedings.

Article 48.

Direct Relations.

The Contracting Parties shall, if requested to do so, render each other assistance in criminal cases by direct relations between the judicial authorities. More especially, they shall, each on the other's behalf, effect the service of documents connected with criminal proceedings, including

à des opérations d'instruction, par exemple à l'interrogatoire des inculpés, des témoins et des experts, aux constats judiciaires, aux perquisitions et mises sous séquestre et à la remise des pièces et objets relatifs à la procédure pénale.

Article 49.

Remise des pièces à conviction.

1. Les autorités des deux Parties contractantes se remettront réciproquement, sur demande, les objets dont l'accusé s'est procuré la possession par l'acte punissable, ou qui servent de pièces à conviction, même si ces objets ont fait l'objet d'un arrêté de confiscation ou de destruction. La Partie qui remet les objets pourra faire des réserves visant leur restitution dans le plus bref délai.

2. Si la remise de ces objets est demandée à l'occasion de l'extradition, soit directe soit en transit, d'un criminel, elle devra avoir lieu, autant que possible, en même temps que l'extradition directe ou en transit.

Article 50.

Les dispositions des articles 13, alinéas 3, 14 à 16, 18 à 20 et 23, seront également applicables, *mutatis mutandis*, au concours réciproque entre les tribunaux en matière pénale.

Article 51.

Motifs de refus.

Le concours réciproque en matière criminelle pourra être refusé lorsque, aux termes des dispositions de la présente convention, l'extradition de la personne poursuivie n'est pas obligatoire.

Article 52.

Citations à comparaître par devant des autorités étrangères.

1. Les témoins ou experts — quelle que soit leur nationalité — qui, à la suite d'une citation, comparaissent de leur plein gré devant les autorités de l'Etat requérant, ne pourront être poursuivis ou arrêtés dans cet Etat pour des faits ou condamnations criminelles antérieurs. Ces personnes ne pourront toutefois invoquer ce privilège si, par leur propre faute, elles n'ont pas quitté le territoire de l'Etat requérant dans le délai de trois jours à partir du moment où elles ont été entendues par les autorités de l'Etat requérant.

2. La citation des personnes mentionnées à l'alinéa précédent — citation qui ne devra contenir aucune menace de sanction pour le cas de non-comparution — indiquera la somme à allouer à titre de frais de déplacement et de séjour. L'autorité requérante enverra, en même temps que la citation, une avance raisonnable destinée à la personne citée.

3. Si la personne citée est en état d'arrestation dans l'Etat requis, son extradition temporaire pourra être demandée au ministre de la Justice de cet Etat, sous l'obligation de la renvoyer dans le plus bref délai. Il ne pourra être fait droit à une demande de ce genre que si le détenu ne s'oppose pas expressément à son extradition.

sentences, and shall themselves take preliminary proceedings; for example, they shall examine the accused, witnesses and experts, make legal attestations, carry out searches, effect sequestration, and hand over documents and articles connected with the criminal proceedings.

Article 49.

Handing-over of incriminating evidence.

(1) The authorities of the two Contracting Parties shall, if requested to do so, hand over to each other articles acquired by the accused as a result of the offence or constituting incriminating evidence, even if an order has been issued for the confiscation or destruction of such articles. The Party handing over the articles may stipulate conditions as to their return at the earliest possible date.

(2) If application has been made for the handing-over of the articles in question in connection with the extradition of a criminal, whether direct or across the territory of a Contracting Party, it shall be complied with as far as possible at the same time as the extradition is effected.

Article 50.

The provisions of Articles 13, paragraph 3, 14 to 16, 18 to 20, and 23, shall also apply, *mutatis mutandis*, to co-operation between the courts in criminal proceedings.

Article 51.

Reasons for refusal.

Co-operation in criminal matters may be refused if under the provisions of the present Agreement the extradition of the person proceeded against is not obligatory.

Article 52.

Summonses to appear before foreign authorities.

(1) No witness or expert, whatever his nationality, who attends of his own free will in answer to a summons before the authorities of the State making application, can be prosecuted or detained in that State in connection with previous criminal offences or convictions. Such persons may not, however, claim this privilege if they fail, through their own fault, to leave the territory of the State making application within three days from the time when their evidence was heard by the authorities of the State making application.

(2) The summons of the persons mentioned in the preceding paragraph — which shall contain no threat of penalties in the event of failure to attend — shall state the amount allowed for travelling expenses and subsistence. The authority making application shall send with the summons a reasonable advance on account of the expenses of the person concerned.

(3) If the person summoned is under detention in the State to which application is made, the Ministry of Justice of that State may be requested to extradite him temporarily on condition that he is sent back as soon as possible. Such application shall only be granted if the prisoner does not expressly object to extradition.

CHAPITRE III.

COMMUNICATION DES JUGEMENTS DE CONDAMNATION ET DES EXTRAITS DE CASIERS JUDICIAIRES.

Article 53.

1. Les deux Parties contractantes se communiqueront réciproquement les copies des actes judiciaires ou des extraits des jugements de condamnation passés en force de chose jugée, qui concernent les ressortissants de l'autre Partie contractante et qui doivent être inscrits dans les casiers judiciaires aux termes des règlements en vigueur sur le territoire du tribunal qui a prononcé le jugement de condamnation. De même, elles se communiqueront les décisions complémentaires qui ont trait auxdits jugements et figurent au casier judiciaire.

2. Lesdits copies et extraits seront communiqués aux autorités chargées de tenir les casiers judiciaires de l'autre Partie contractante, et, au cas où cette autorité ne serait pas connue, au Ministère de la Justice de cet Etat.

Article 54.

1. Les deux Parties contractantes se communiqueront, sur demande, des renseignements puisés au casier judiciaire.

2. Les prescriptions de l'alinéa 2 de l'article 53 indiquent l'autorité à laquelle ces renseignements devront être adressés.

CHAPITRE IV.

FRAIS DU CONCOURS RÉCIPROQUE ENTRE LES TRIBUNAUX EN MATIÈRE CRIMINELLE.

Article 55.

1. Les frais résultant d'une demande d'extradition ou d'une demande de concours judiciaire en matière criminelle seront supportés par l'Etat requis dans la mesure où ils ont été encourus sur le territoire de cet Etat.

2. Ne seront remboursés par la Partie requérante que les frais résultant d'une demande de consultation d'experts ou d'avis de la Faculté, de la citation d'une personne qui purge une peine de détention sur le territoire de l'Etat requis (Article 52, alinéa 3) et les frais résultant de l'extradition en transit d'une personne poursuivie (Article 47).

3. La Partie contractante qui a livré la personne poursuivie pourra, en outre, réclamer le recouvrement des frais occasionnés par l'extradition et l'envoi de la somme en question, si l'Etat requérant a recouvré sur le condamné les frais occasionnés par la procédure pénale.

CHAPITRE V.

POURSUITE.

Article 56.

Droit de poursuite.

1. Les organes de sûreté pourront, s'il y a péril en la demeure, poursuivre sur le territoire de l'autre Etat les criminels qui se sont échappés sur le territoire de cet Etat, dès que le crime aura

CHAPTER III.

Communication of sentences and extracts from records of previous convictions.

Article 53.

(1) The two Contracting Parties shall communicate to each other copies of records of previous convictions or extracts from sentences on nationals of the other contracting party which are, under the regulations in force in the territorial area under the court which pronounced the judgment, to be entered in the records of previous convictions. Similarly, they shall communicate to each other supplementary decisions referring to the said sentences and included in the records of previous convictions.

(2) The said copies and extracts shall be communicated to the authorities in charge of records of previous convictions in the territory of the other Contracting Party, or, should the identity of the said authorities be unknown, to the Ministry of Justice of that State.

Article 54.

(1) The two Contracting Parties shall communicate to each other, on request, particulars from the records of previous convictions.

(2) The authority to which requests for such information should be addressed is specified in paragraph 2 of Article 53.

CHAPTER IV.

Costs of co-operation between courts in criminal cases.

Article 55.

(1) The costs arising from a request for extradition or from any other request for judicial co-operation in criminal cases shall be borne by the State to which application is made, so far as they have been incurred in its territory.

(2) The only costs that shall be refunded by the Party making application shall be those arising from a request for expert advice or medical opinion or from the subpoenaing of a person undergoing imprisonment in the territory of the State to which application is made (Article 52, paragraph 3), and also the costs of the extradition across the territory of the other Party of a person who has been proceeded against (Article 47).

(3) The Contracting Party which has surrendered the person proceeded against shall also be entitled to claim for repayment of expenses occasioned by extradition, and the transmission of the sum in question, should the State to which application is made have recovered the costs of the criminal proceedings from the person convicted.

CHAPTER V.

Criminal Proceedings.

Article 56.

Right to take criminal proceedings.

(1) The authorities responsible for public order may, should delay involve any danger to public order, take action in the territory of the other State against criminals who have fled to the territory

été commis, ou le criminel découvert. Ils pourront arrêter les personnes poursuivies sur le territoire de l'autre Etat et s'emparer des instruments qui ont servi à perpétrer le crime, ainsi que de toutes les pièces à conviction.

2. Les organes de poursuite ne seront pas qualifiés pour procéder, de leur propre autorité, à une perquisition domiciliaire.

3. Les organes de poursuite pourront, pendant la poursuite, porter leurs armes réglementaires et s'en servir en cas de légitime défense.

Article 57.

Limites territoriales de la poursuite.

1. La poursuite, au sens du premier alinéa de l'article 56, ne sera permise, sur le territoire de l'autre Etat, que jusqu'à l'endroit où les organes de poursuite atteindront, dans la direction de la poursuite, un organe de police ou une autorité de sûreté de l'autre Etat.

2. Dans le cas où des organes de police ou l'autorité de sûreté ne seraient pas atteints dans la direction de la poursuite, les organes de poursuite ne pourront avancer au-delà d'une zone-frontière de dix kilomètres. Cette zone-frontière pourra être élargie d'un commun accord entre les deux gouvernements.

Article 58.

Devoirs des organes de poursuite.

1. L'organe de poursuite sera tenu de se présenter sur le territoire de l'autre Etat à l'autorité ou à l'organe de sûreté le plus proche et à lui présenter son mandat officiel. Sa mission sur le territoire étranger étant terminée de ce fait, l'organe de poursuite devra immédiatement réintégrer son territoire national. Il ne pourra continuer la poursuite que si les autorités ou les organes de sûreté, sur le territoire desquels la poursuite est effectuée, l'y autorisent.

2. Dans le cas indiqué à l'alinéa 2 de l'article 57, l'organe de poursuite devra se présenter après coup à l'autorité de sûreté la plus proche de l'endroit où il a terminé la poursuite, dans ladite zone de dix kilomètres.

Article 59.

Procédure à suivre à l'égard des individus appréhendés.

1. Si l'individu poursuivi a été appréhendé, il sera consigné, ainsi que les objets pris sur lui, à l'autorité de sûreté ou au tribunal le plus proche.

2. Ces autorités procéderont à l'arrestation provisoire de l'individu appréhendé, à moins que l'extradition de cet individu ne soit *a priori* inadmissible. Quant à la procédure ultérieure, les stipulations de la présente Convention, relatives à l'arrestation provisoire, seront applicables.

CHAPITRE VI.

Ratification et dénonciation de la convention.

Article 60.

La présente convention, établie dans la langue officielle de chacune des deux Parties contractantes, les deux textes faisant également foi, sera ratifiée, et les instruments de ratification seront

of that State, at any time after the crime has been committed or the criminal discovered. They shall be entitled to arrest the person whom they pursue in the territory of the other State and to seize the instruments which have been used to carry out the crime and anything that may serve as evidence.

(2) The authorities taking such action shall not be entitled to search houses on their own authority.

(3) Such authorities may, when pursuing criminals, carry the arms laid down in the regulations and use them in lawful self-defence.

Article 57.

Territorial limits of such pursuit of criminals.

(1) Pursuit of criminals within the meaning of the first paragraph of Article 56 shall only be allowed to take place in the territory of the other State up to the point at which the officers pursuing the criminal come into contact during that pursuit with police or other authorities responsible for public order in the other State.

(2) Should they not come into contact with police or other authorities responsible for public order during their pursuit of the criminal, the officers pursuing the criminal shall not be entitled to go outside a frontier-zone of ten kilometres. The said frontier-zone may be extended by agreement between the two Governments.

Article 58.

Duties of officers pursuing criminals.

(1) Officers pursuing criminals shall be obliged to appear before the nearest authority or body responsible for public order in the territory of the other State, and to produce their official warrant. Their duties in foreign territory being thereby terminated, the said officers shall immediately return to the territory of their own country. They shall only be entitled to continue the pursuit of the criminal should the authorities or bodies responsible for public order in the territory in which the pursuit is being carried out so permit.

(2) In the case referred to in paragraph 2 of Article 57, the officers pursuing the criminal shall report later to the nearest authority responsible for public order to the place at which the pursuit ended, within the said 10-kilometre zone.

Article 59.

Procedure to be followed with regard to persons arrested.

(1) If the criminal who is being pursued has been arrested, he shall be handed over, along with all articles found on his person, to the nearest authority responsible for public order or to the nearest court.

(2) The said authorities shall put the accused under temporary arrest unless his extradition is *a priori* inadmissible. As regards further proceedings, the provisions of the present Agreement concerning temporary arrest shall apply.

CHAPTER VI.

Ratification and denunciation of the Agreement.

Article 60.

The present Agreement, which is drawn up in the official languages of both Contracting Parties, both texts being equally authentic, shall be ratified and the instruments of ratification shall be

échangés à Prague, dans le plus bref délai possible. Elle entrera en vigueur un mois après l'échange des instruments de ratification et conservera sa validité jusqu'à l'expiration d'un délai de six mois à dater du jour où elle aura été dénoncée par l'une des deux Parties contractantes.

En foi de quoi les plénipotentiaires ont signé la présente convention et y ont apposé leur sceau.

Fait en double original à Prague, le 6 mars 1925.

(L. S.) (Signé) Dr Zgmunt LASOCKI.
(L. S.) (Signé) Włodzimierz JABŁOŃSKI.
(L. S.) (Signé) Dr V. GIRSA.
(L. S.) (Signé) Dr Emil SPIRA.

PROTOCOLE ADDITIONNEL A LA CONVENTION RELATIVE AU RÈGLEMENT DES RAPPORTS JUDICIAIRES EN MATIÈRE CIVILE, PÉNALE ET NON CONTENTIEUSE, CONCLUE ENTRE LA RÉPUBLIQUE POLONAISE ET LA RÉPUBLIQUE TCHÉCOSLOVAQUE.

Au moment de signer la convention relative au règlement des rapports judiciaires en matière civile, pénale et non contentieuse, les plénipotentiaires de la République polonaise et de la République tchécoslovaque déclarent, au nom de leurs gouvernements, qu'un accord a été réalisé sur les points suivants :

1° Les stipulations contenues dans la première partie de la convention seront, dans la République tchécoslovaque, également applicables aux autorités de tutelle en Slovaquie et en Subcarpathie.

2° Le terme « tribunaux », dans la présente convention, comprend également les tribunaux militaires des deux Parties contractantes.

3° Les Parties contractantes se communiqueront réciproquement un tableau indiquant les circonscriptions territoriales des tribunaux civils et militaires.

4° Les dispositions de l'article 31 ne préjudicieront en aucune façon du règlement éventuel de l'échange officiel des extraits des registres.

5° Les deux délégations considérant qu'il est difficile de trouver une formule générale en ce qui concerne l'extradition des personnes condamnées, en vertu d'un jugement passé en force de chose jugée, à une peine unique pour un acte punissable suivant les lois des deux Etats et pour l'un des actes punissables visés à l'article 34, ont stipulé que l'Etat requis décidera dans chaque cas, d'après les circonstances, s'il doit admettre ou rejeter la demande d'extradition.

6° Un jugement passé en force de chose jugée et portant condamnation à une peine unique pour un crime ou délit et pour une contravention n'empêchera pas l'extradition.

7° La législation des quelques territoires des deux Etats qualifiant de délits les actes punissables qui, sur d'autres territoires des deux Etats, sont considérés comme de simples contraventions, les deux Parties, tenant compte de l'article 32, ont convenu que, dans la pratique, et dans des cas insignifiants, le droit de demander l'extradition illimitée ne sera reconnu que si l'intérêt spécial de l'administration de la justice l'exige. L'Etat requérant décidera si cet intérêt spécial existe ou non.

exchanged at Prague as soon as possible. It shall come into force one month after the exchange of the instruments of ratification, and shall remain valid until the expiration of six months following the date on which it is denounced by either of the Contracting Parties.

In faith whereof the Plenipotentiaries have signed the present Agreement and have affixed their seals thereto.

Done in duplicate at Prague on March 6, 1925.

(Signed) Dr ZGMUNT LASOCKI. (Signed) Dr V. GIRSA.
(Signed) WŁODZIMIERZ JABŁOŃSKI. (Signed) Dr EMIL SPIRA.

ADDITIONAL PROTOCOL TO THE CONVENTION WITH REGARD TO THE SETTLEMENT OF LEGAL RELATIONS IN CIVIL, CRIMINAL AND NON-CONTENTIOUS CASES, CONCLUDED BETWEEN THE POLISH REPUBLIC AND THE CZECHO-SLOVAK REPUBLIC.

The Plenipotentiary Representatives of the Polish Republic and of the Czechoslovak Republic, being about to sign the Agreement with regard to the settlement of legal relations in civil, criminal and non-contentious cases, desire to declare on behalf of their respective Governments their agreement on the following points :

(1) The provisions contained in the first part of the Agreement shall also apply in the Czechoslovak Republic to authorities dealing with cases of wardship in Slovakia and Sub-Carpathian Ruthenia.

(2) The term " courts " shall also include, for the purposes of the present Agreement, the courts-martial of the two Contracting Parties.

(3) The Contracting Parties shall communicate to each other a schedule showing the territorial areas of their civil courts and courts-martial.

(4) The provisions of Article 31 shall in no way affect any future regulations with regard to the official exchange of extracts from registers.

(5) Both delegations are of opinion that it is difficult to find a general form of words in connection with the extradition of persons sentenced by a judgment having the force of law to a single penalty for a crime against the laws of both States and for one of the crimes referred to in Article 34. They have therefore laid down that the State to which application is made shall decide in each individual case according to the circumstances whether the application for extradition shall be granted or refused.

(6) A judgment which has acquired the force of law and which involves a sentence to a single penalty both for a crime or misdemeanour and for an offence against police regulations shall not constitute an obstacle to extradition.

(7) The legislation of several territories belonging to the two States regards as misdemeanours punishable acts which in the other territories belonging to the two States are regarded as mere offences against police regulations. Therefore the two Parties, taking account of Article 32, have agreed that in practice, in cases of little importance, the unlimited right to demand extradition shall only be recognised if the vital interests of the administration of justice so require. The State making application shall decide whether such interests are or are not at stake.

8° Pour établir l'obligation d'extradition, on n'examinera pas, avant de prendre une décision, si la personne qui a commis l'acte peut être poursuivie dans l'Etat requis, mais seulement si l'acte y est punissable (Article 32 et suivants).

9° Une liste des autorités administratives centrales ou équivalentes mentionnées à l'article 28 est jointe en annexe spéciale au présent protocole.

En foi de quoi les plénipotentiaires des deux Parties ont signé le présent protocole additionnel dont la validité sera la même que celle de la convention.

Fait en double original, à Prague, le 6 mars 1925.

(L. S.) (Signé) Dr Zgmunt LASOCKI. (L. S.) (Signé) Dr V. GIRSA.
(L. S.) (Signé) Włodzimierz JABŁOŃSKI. (L. S.) (Signé) Dr Emil SPIRA.

ANNEXE AU PROTOCOLE ADDITIONNEL

Liste des autorités administratives centrales de la République tchécoslovaque et de la République polonaise dont les documents destinés a servir pour le territoire de l'autre Partie contractante n'auront pas besoin d'être légalisés.

A. République tchécoslovaque.

1. Tous les ministères, y compris la présidence du Conseil des ministres et le bureau du ministre plénipotentiaire pour l'administration de la Slovaquie à Bratislava.
2. Cour suprême des comptes ;
3. Bureau foncier d'Etat ;
4. Bureau statistique d'Etat ;
5. Administration civile de la Subcarpathie ;
6. Chancellerie du président de la République ;
7. Chancellerie de la Chambre des députés ;
8. Chancellerie du Sénat.

B. République polonaise.

1. Tous les ministères, y compris la présidence du Conseil des ministres ;
2. Procurature générale de la République polonaise ;
3. Bureau statistique central ;
4. Bureau central de liquidation ;
5. Cour suprême de contrôle d'Etat ;
6. Chancellerie du président de la République ;
7. Chancellerie du Sejm et du Sénat.

(8) For the purposes of establishing the fact that extradition is obligatory, no enquiry prior to the decision being taken shall be made as to whether the person who committed the act is liable to prosecution in the State to which application is made ; it shall be sufficient to establish that the offence is a punishable one in that State (See Article 32 *et seq.*).

(9) A special Annex containing a list of the central administrative offices and equivalent authorities referred to in Article 28 is attached to the present Protocol.

In faith whereof the Plenipotentiaries of the two States have signed the present additional Protocol, which shall have the same validity as the Agreement.

Done in duplicate at Prague on March 6, 1925.

(L. S.) (Signed) Dr ZGMUNT LASOCKI. (L. S.) (Signed) Dr V. GIRSA.
(L. S.) (Signed) WŁODZIMIERZ JABŁOŃSKI. (L. S.) (Signed) EMIL SPIRA.

ANNEX TO THE ADDITIONAL PROTOCOL.

LIST OF THE CENTRAL ADMINISTRATIVE AUTHORITIES OF THE CZECHOSLOVAK REPUBLIC AND THE POLISH REPUBLIC, WHOSE PREPARATION OF DOCUMENTS FOR USE ON THE TERRITORY OF THE OTHER CONTRACTING PARTY SHALL NOT REQUIRE LEGALISATION.

A. CZECHOSLOVAK REPUBLIC.

(1) All the Ministries, including the Prime Minister's Office and the Office of the Minister Plenipotentiary for the Administration of Slovakia-Bratislava ;
(2) High Court of the Exchequer ;
(3) State Land Office ;
(4) State Statistical Office ;
(5) Civil Administration of Sub-Carpathian Ruthenia ;
(6) Chancellery of the President of the Republic ;
(7) Chancellery of the Chamber of Deputies ;
(8) Chancellery of the Senate.

B. POLISH REPUBLIC.

(1) All the Ministries, including the Prime Minister's Office ;
(2) Public Prosecutor's Office of the Polish Republic ;
(3) Central Statistical Office ;
(4) Central Office for Liquidation ;
(5) Auditor-General's Department ;
(6) Chancellery of the President of the Republic ;
(7) Chancellery of the Chamber of Deputies and of the Senate.

N° 1121.

AUTRICHE ET POLOGNE

Arrangement concernant la navigation aérienne, avec annexe, signé à Varsovie, le 5 mai 1925.

AUSTRIA AND POLAND

Arrangement concerning Aerial Navigation with Annex, signed at Warsaw, May 5, 1925.

N° 1121. — ARRANGEMENT[1] ENTRE L'AUTRICHE ET LA POLOGNE CONCERNANT LA NAVIGATION AÉRIENNE, SIGNÉ A VARSOVIE, LE 5 MAI 1925.

Texte officiel français communiqué par le délégué de la Pologne à la Société des Nations. L'enregistrement de cet arrangement a eu lieu le 11 *mars* 1926.

Sous réserve de l'adhésion du GOUVERNEMENT AUTRICHIEN, respectivement du GOUVERNEMENT POLONAIS, les soussignés sont convenus des dispositions suivantes :

1° Le Gouvernement autrichien permet, pour la durée de la validité du présent Arrangement, aux aéronefs employés par une entreprise de navigation aérienne unique, autorisée par le Gouvernement polonais, de survoler son territoire ainsi que de transporter des voyageurs, des marchandises ou des nouvelles, en tant qu'il s'agit du trafic entre Vienne et Cracovie, conformément aux stipulations de l'annexe ci-jointe.

2° Le Gouvernement polonais permet, pour la durée de validité du présent arrangement, aux aéronefs employés par une entreprise de navigation aérienne unique, autorisée par le Gouvernement autrichien, de survoler son territoire ainsi que de transporter des voyageurs, des marchandises ou des nouvelles, en tant qu'il s'agit du trafic entre Cracovie et Vienne, conformément aux stipulations de l'annexe ci-jointe.

Par les dispositions précédentes contenues aux paragraphes 1 et 2, il ne sera pas fait obstacle à la conclusion d'arrangements parmi les deux entreprises autorisées à la navigation aérienne entre Vienne et Cracovie tendant à assurer mutuellement le service sur des lignes autres que celle entre Cracovie et Vienne. Il reste toutefois entendu, entre les Gouvernements autrichien et polonais, que cette constatation n'implique aucune obligation ni engagement quelconque pour aucun des deux gouvernements.

3° L'entreprise de navigation aérienne visée au paragraphe 1, sera désignée librement par le Gouvernement polonais, sans qu'il ait à s'entendre à ce sujet avec le Gouvernement autrichien, et l'entreprise de navigation aérienne visée au paragraphe 2, sera désignée par le Gouvernement autrichien librement et sans la nécessité d'une entente préalable avec le Gouvernement polonais.

4° Dans le cas où l'entreprise de navigation aérienne autrichienne serait empêchée, sans qu'il y ait faute de sa part, par une mesure du Gouvernement polonais, d'exercer les droits qui lui sont reconnus sur le territoire polonais en vertu de l'autorisation du Gouvernement polonais, le Gouvernement autrichien se réserve le droit de révoquer l'autorisation de l'entreprise de navigation aérienne polonaise sur le territoire autrichien.

Le Gouvernement polonais se réserve pour l'éventualité réciproque un droit analogue à l'égard de l'entreprise de navigation aérienne autrichienne.

---

[1] Approuvé par le Gouvernement polonais, le 28 juin 1925, et par le Gouvernement autrichien, le 16 juillet 1925.

[1] TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 1121. — AGREEMENT [2] BETWEEN AUSTRIA AND POLAND CONCERNING AERIAL NAVIGATION, SIGNED AT WARSAW, MAY 5, 1925.

French official text communicated by the Polish Delegate accredited to the League of Nations. The registration of this Agreement took place March 11, 1926.

Subject to the approval of the AUSTRIAN and POLISH GOVERNMENTS, the undersigned have agreed upon the following provisions :

(1) While the present Agreement remains in force, the Austrian Government shall permit the aircraft of a single aerial navigation company, authorised by the Polish Government, to fly over its territory and to carry passengers, goods or news between Vienna and Cracow only, in conformity with the provisions of the attached Annex.

(2) While the present Agreement remains in force, the Polish Government shall permit the aircraft of a single aerial navigation company, authorised by the Austrian Government, to fly over its territory and to carry passengers, goods or news between Cracow and Vienna only, in conformity with the provisions of the attached Annex.

The provisions contained in Sections 1 and 2 above shall not prevent the conclusion of arrangements between the two companies authorised to carry on aerial navigation between Vienna and Cracow with a view to working joint air services on lines other than that between Cracow and Vienna. It is, nevertheless, understood between the Austrian and Polish Governments that the above statement imposes no obligation or engagement of any kind on either of the two Governments.

(3) The aerial navigation company referred to in paragraph 1 shall be freely designated by the Polish Government, which need not consult the Austrian Government, and the aerial navigation company referred to in paragraph 2 shall be freely designated by the Austrian Government, which need not previously consult the Polish Government.

(4) In the event of the Austrian aerial navigation company being prevented, through no fault of its own, by a measure taken by the Polish Government, from exercising the rights in Polish territory accorded to it in virtue of the Polish Governments' authorisation, the Austrian Government reserves the right to cancel the authorisation granted to the Polish aerial navigation company in Austrian territory.

In the converse eventuality the Polish Government reserves a similar right with regard to the Austrian aerial navigation company.

---

[1] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

[1] Translated by the Secretariat of the League of Nations.

[2] Approved by the Polish Government, June 28, 1925, and by the Austrian Government, July 16, 1925.

5° Les certificats délivrés ou reconnus à un aéronef et aux membres de son équipage par le gouvernement de son Etat d'origine, pour exercer la navigation aérienne sur son territoire, seront valides dans l'autre Etat contractant à l'égal des certificats analogues délivrés ou reconnus par cet Etat.

Chacune des Hautes Parties contractantes se réserve toutefois le droit de se refuser à reconnaître, sur son territoire, les brevets d'aptitude délivrés à ses ressortissants par l'autre Partie contractante.

6° Les autorités préposées à la navigation aérienne dans les deux Etats contractants se communiqueront réciproquement, aussitôt que possible après l'entrée en vigueur du présent arrangement, les sections de frontière, visées au paragraph 7 de l'annexe; elles se réservent toutefois, chacune pour sa part, de fixer de tout temps par une déclaration unilatérale, après préavis de huit jours, les sections de frontière d'une manière différente de celle déterminée antérieurement.

7° Les Parties contractantes conviennent que les autorités compétentes de chacun des deux Etats s'entendront et correspondront par voie directe au sujet des dispositions prévues par le présent arrangement, sans recourir à la voie diplomatique usuelle, en vue de l'application dans un bref délai des dispositions susmentionnées.

8° Le présent arrangement, qui entre en vigueur aussitôt qu'il aura été approuvé, tant par le Gouvernement autrichien que par le Gouvernement polonais, reste en vigueur jusqu'à la fin de l'année 1926, à moins qu'il ne soit invalidé à une date antérieure par la conclusion d'un nouvel arrangement.

9° Chacune des deux Parties contractantes pourra dénoncer le présent arrangement protocolaire, de tout temps, moyennant un préavis de trois mois. Toutefois chacune des Parties contractantes se réserve la faculté, en cas de circonstances exceptionnelles, de restreindre ou d'interdire soit totalement, soit en partie, et avec effet immédiat, la navigation aérienne au-dessus de son territoire.

Fait à Varsovie, en deux exemplaires, le 5 mai 1925.

(—) POST.
(—) Al. SKRZYŃSKI.

ANNEXE A L'ARRANGEMENT PROTOCOLAIRE.

1. Le Gouvernement autrichien (polonais) accorde à l'entreprise de navigation aérienne visée au point 1 de l'arrangement protocolaire (visée au point 2 de l'arrangement protocolaire) désignée ensuite sous le nom d'entreprise polonaise (autrichienne), le droit de survoler le territoire autrichien (polonais), ainsi que le droit de transporter des voyageurs, marchandises et nouvelles, au moyen d'aéronefs, en tant qu'il s'agit du trafic entre Vienne et Cracovie.

2. L'entreprise polonaise (autrichienne) est autorisée à effectuer une fois par jour, dans chaque direction, un trajet prévu par l'horaire. Pour ce trajet, peuvent être affectés plusieurs aéronefs, dont le départ a lieu simultanément.

L'entreprise polonaise (autrichienne) est autorisée à effectuer sur le parcours Cracovie-Vienne, outre les vols prévus par l'horaire, pour chaque année 1925 et 1926, encore quatre cents vols facultatifs au plus dans les deux directions. Toutefois les vols facultatifs sans voyageurs et sans marchandises ne sont pas compris dans le nombre précité.

Le nombre indiqué de vols réguliers et facultatifs peut être modifié par entente entre les autorités aériennes autrichienne et polonaise.

3. Le transport sera effectué par des appareils appartenant à l'entreprise polonaise (autrichienne), sauf exception admise par l'autorité compétente autrichienne (polonaise).

(5) Certificates issued or accepted for aircraft and the members of their crews by the Government of their country of origin for the purpose of aerial navigation over its territory shall have the same validity in the other Contracting State as the corresponding certificates issued or accepted by the latter State.

Each of the High Contracting Parties, nevertheless, reserves the right to refuse to recognise in its territory pilots' certificates issued to its nationals by the other Contracting Party.

(6) As soon as possible after the entry into force of the present Agreement, the authorities in charge of aerial navigation in the two Contracting States shall notify each other of the frontier sectors referred to in paragraph 7 of the Annex; each State, nevertheless, reserves the right at any time, after eight days' notice, to alter the previous disposition of the frontier sectors by a unilateral declaration.

(7) The Contracting Parties agree that the competent authorities of each of the two States shall confer and correspond directly with regard to the measures provided for in the present Agreement, without having recourse to the usual diplomatic channel, in order that the above-mentioned measures may be carried out as soon as possible.

(8) The present Agreement, which shall enter into force immediately it has been approved by both the Austrian and the Polish Governments, shall remain in force until the end of the year 1926, unless it has previously been superseded by the conclusion of a new Agreement.

(9) Either of the Contracting Parties may at any time denounce the present Agreement at three months' notice. Nevertheless, each of the Contracting Parties reserves the right, in exceptional circumstances, to restrict or prohibit aerial navigation above its territory either totally or in part and without previous notice.

Done at Warsaw in duplicate on May 5, 1925.

(—) POST.
(—) AL. SKRZYŃSKI.

ANNEX TO THE AGREEMENT.

(1) The Austrian (Polish) Government grants to the aerial navigation company referred to in paragraph 1 of the Agreement (referred to in paragraph 2 of the Agreement), hereinafter described as the Polish (Austrian) company, the right to fly over Austrian (Polish) territory and the right to carry passengers, goods and news by means of aircraft between Vienna and Cracow only.

(2) The Polish (Austrian) company is authorised to make one journey a day in each direction as specified in the time-table. This journey may be made by several aircraft, provided that they start simultaneously.

The Polish (Austrian) company is authorised to make, in addition to the flights provided for in the time-table, not more than four hundred extra flights in either direction between Cracow and Vienna, in each of the years 1925 and 1926. Nevertheless, extra flights without passengers or goods shall not be included in the above number.

The specified number of ordinary and extra flights may be altered by agreement between the Austrian and Polish air authorities.

(3) Conveyance shall be effected by machines belonging to the Polish (Austrian) company, unless an exception is allowed by the competent Austrian (Polish) authority.

4. Du courrier, ainsi que des objets relevant du monopole des postes, peuvent être transportés par voie aérienne en tant que les règlements postaux y relatifs le permettent.

5. Sur la demande de l'administration autrichienne (polonaise) des postes, l'entreprise polonaise (autrichienne) se chargera du transport des envois postaux. Un accord spécial sera conclu à ce sujet entre l'administration des postes autrichienne (polonaise) et l'entreprise polonaise (autrichienne).

6. L'entreprise polonaise (autrichienne) est tenue à ne point soumettre les ressortissants autrichiens (polonais), ou les objets constituant leur propriété, à des conditions moins favorables de transport et de traitement que celles qui se rapportent aux ressortissants polonais (autrichiens) et à leur propriété.

7. La frontière autrichienne (polonaise) pourra être franchie uniquement dans des sections de frontière fixées.

8. La route à suivre en Autriche (Pologne) pour l'entreprise polonaise (autrichienne) sera communiquée à cette dernière par l'autorité compétente.

9. Les aéronefs arrivant en Autriche ou quittant ce pays ne pourront atterrir ou prendre départ que sur un aérodrome indiqué officiellement à cet effet, sans atterrir entre la frontière et l'aérodrome d'atterrissage. En cas d'atterrissage forcé au pays du départ, après la visite douanière, ou au pays d'arrivée avant cette visite, l'autorité de douane, de police, ou l'autorité locale la plus proche devra en être immédiatement avisée.

Jusqu'aux dispositions ultérieures de cette autorité, l'équipage et les voyageurs ne peuvent s'éloigner de l'appareil et aucune des pièces faisant partie du matériel de l'aéronef ou de ses accessoires ne peut être enlevée et la cargaison déchargée. Le pilote et l'entreprise sont solidairement responsables de l'observation des dispositions susdites.

10. Les aéronefs doivent porter les marques de nationalité et autres marques prescrites dans leur Etat d'origine. Ces marques doivent être nettement visibles pour permettre l'identification pendant le vol.

Les aéronefs doivent être munis des documents prescrits pour la navigation aérienne dans leur Etat d'origine. Les membres de l'équipage, c'est-à-dire toutes les personnes se trouvant dans l'aréonef outre les voyageurs, en tant qu'y exerçant des fonctions subordonnées à une licence spéciale, doivent être munis de pièces prescrites pour la navigation aérienne dans leur Etat d'origine. Les autres membres de l'équipage doivent être porteurs de documents attestant leur identité ainsi que leur nationalité.

11. Les membres de l'équipage et les voyageurs doivent, sans qu'il soit porté atteinte aux stipulations du point 10, être munis de passeports dûment délivrés et visés ainsi que de toutes les pièces prescrites par les dispositions réglant les communications internationales.

12. Les aéronefs peuvent employer à leur bord des appareils de T. S. F. en tant que ceci est autorisé par les deux Etats.

13. Les aéronefs, leur équipage et leurs voyageurs, ne peuvent transporter des armes, des munitions, des gaz asphyxiants ou des explosifs. Les pigeons voyageurs et les appareils photographiques ne peuvent être transportés que moyennant une autorisation de l'autorité compétente de l'Etat survolé.

14. Les aéronefs utilisés pour le transport des voyageurs et des marchandises, doivent être munis d'une liste nominale des voyageurs, d'un bordereau spécifiant la qualité et la quantité des marchandises, ainsi que des déclarations douanières prescrites.

15. Des objets ne peuvent être projetés de l'appareil qu'en tant que l'Etat survolé a accordé une autorisation spéciale à cet effet.

16. L'entreprise polonaise (autrichienne) est tenue à se conformer à toutes les lois, règlements et prescriptions actuellement en vigueur et pouvant être promulgués ultérieurement en Autriche (Pologne) et particulièrement à observer le plus strictement toute disposition ayant trait à la navigation aérienne et aux questions y relatives.

(4) Mails and articles covered by the postal monopoly may be conveyed by air so far as the relevant postal regulations allow.

(5) If the Austrian (Polish) postal administration so requests, the Polish (Austrian) company shall undertake the conveyance of postal matter. A special agreement shall be concluded on this subject between the Austrian (Polish) postal administration and the Polish (Austrian) company.

(6) The Polish (Austrian) company shall not subject Austrian (Polish) nationals, or articles belonging to them, to less favourable conditions of transport and treatment than those accorded to Polish (Austrian) nationals and their property.

(7) The Austrian (Polish) frontier may only be crossed in specified frontier sectors.

(8) The Polish (Austrian) company shall be informed by the competent authority of the route to be followed by it in Austria (Poland).

(9) Aircraft arriving in Austria or leaving that country may not land or start elsewhere than at an aerodrome officially designated for the purpose, and may not land between the frontier and the aerodrome of destination. In the event of a forced landing in the country of departure after Customs inspection, or in the country of destination before such inspection, the nearest Customs or police authority or the nearest local authority must immediately be notified.

Pending further instructions from this authority, the crew and passengers may not leave the vicinity of the machine, and no part of the material of the aircraft or its accessories may be removed, nor may its cargo be unloaded. The pilot and the company are jointly and severally responsible for the observance of the above regulations.

(10) Aircraft must bear the nationality and other marks prescribed in their State of origin. These marks must be clearly visible so as to permit of identification during flight.

Aircraft must carry the papers prescribed for aerial navigation in their State of origin. Those members of the crew — the crew being all persons other than passengers on board the aircraft — who perform duties for which a special licence is required, must be provided with the papers prescribed for aerial navigation in their State of origin. The other members of the crew must carry papers furnishing evidence of identity and nationality.

(11) Without prejudice to the stipulations of Section 10, the crews and passengers must hold passports duly delivered and endorsed and all other papers prescribed by the international traffic regulations.

(12) Aircraft may carry wireless apparatus so far as this is authorised by the two States.

(13) Aircraft and their crews and passengers may not carry arms, ammunition, asphyxiating gases or explosives. Carrier-pigeons and photographic apparatus shall only be carried with the permission of the competent authority of the State which is flown over.

(14) Aircraft which carry passengers and goods must be provided with a list of the passengers by name, with a schedule showing the nature and quantity of the goods and with the requisite Customs declarations.

(15) No objects may be dropped from the machine unless the State flown over has given special authorisation to that effect.

(16) The Polish (Austrian) company shall be obliged to comply with all the laws, regulations and prescriptions which are at present in force or may be promulgated in Austria (Poland), and in particular to observe strictly all rules concerning aerial navigation and questions connected therewith.

17. L'entreprise polonaise (autrichienne) est tenue, en raison de son revenu provenant du trafic en Autriche (Pologne) à verser l'impôt sur le revenu *(Erwerbssteuer)* prescrit en Autriche (Pologne).

L'entreprise polonaise est tenue à instituer, pour la durée de son exploitation en Autriche, un organe représentatif à Vienne, conformément au Décret impérial du 29 novembre 1865 (*Journal des Lois*, N° 127).

18. L'entreprise polonaise (autrichienne) ne peut pas transférer à des tierces personnes, sans autorisation expresse accordée par l'autorité compétente autrichienne (polonaise), ses droits, octroyés par l'autorité précitée, et les obligations en résultant, ainsi que l'exercice de ces droits et obligations.

19. L'autorisation accordée à l'entreprise polonaise (autrichienne) de survoler le territoire autrichien (polonais) sera délivrée à condition que la Pologne (Autriche) pratique la réciprocité à l'égard de l'entreprise autrichienne (polonaise) en ce qui concerne le parcours visé au point 2. L'autorisation susdite expire à la fin de l'année 1926.

Le Gouvernement autrichien (polonais) se réserve toutefois le droit de révoquer l'autorisation accordée à l'entreprise polonaise (autrichienne) sans aucun dédommagement, avant la fin de l'année 1926, soit en vertu d'une entente éventuelle avec le Gouvernement polonais (autrichien), soit au cas où l'entreprise polonaise (autrichienne) ne tiendrait pas un des engagements assumés en raison de l'autorisation accordée par le Gouvernement autrichien (polonais), bien qu'elle y ait été invitée par l'autorité aérienne compétente.

(17) The Polish (Austrian) company must pay the income tax *(Erwerbssteuer)* prescribed in Austria (Poland) in respect of its income derived from traffic in Austria (Poland).

The Polish company must establish an agency at Vienna, in conformity with the Imperial Decree of November 29, 1865 *(Legal Gazette* No. 127*)* for the duration of its activities in Austria.

(18) The Polish (Austrian) company may not transfer to third persons, without special authorisation from the competent Austrian (Polish) authority, the rights granted to it by that authority and the obligations resulting therefrom, or the exercise or fulfilment thereof.

(19) The authorisation to fly over Austrian (Polish) territory granted to the Polish (Austrian) company shall be delivered on condition that Poland (Austria) observes reciprocity with regard to the Austrian (Polish) company as regards the route referred to in Section 2. The above-mentioned authorisation shall expire at the end of the year 1926.

The Austrian (Polish) Government, nevertheless, reserves the right to withdraw the authorisation granted to the Polish (Austrian) company, without any compensation, before the end of the year 1926, either in virtue of an agreement concluded with the Polish (Austrian) Government or if the Polish (Austrian) company fails to fulfil any one of the obligations assumed in consequence of the authorisation granted by the Austrian (Polish) Government, after being called upon to do so by the competent air authority.

N° 1122.

NORVÈGE ET PAYS-BAS

Convention provisoire concernant la navigation aérienne, signée à La Haye, le 8 janvier 1925.

NORWAY AND THE NETHERLANDS

Provisional Agreement concerning Aérial Navigation, signed at the Hague, January 8, 1925.

N° 1122. — CONVENTION PROVISOIRE [1] ENTRE LA NORVÈGE ET LES PAYS-BAS CONCERNANT LA NAVIGATION AÉRIENNE, SIGNÉE A LA HAYE, LE 8 JANVIER 1925.

Texte officiel français communiqué par le ministre des Affaires étrangères de Norvège et par le ministre des Pays-Bas à Berne. L'entregistrement de cette convention a eu lieu le 12 mars 1926.

Sa Majesté le Roi de Norvège et Sa Majesté la Reine des Pays-Bas,

Egalement animés du désir de régler la navigation aérienne entre la Norvège et les Pays-Bas, ont résulu de conclure à cet effet une convention provisoire et ont nommé pour leurs plénipotentiaires, savoir :

Sa Majesté le Roi de Norvège :

Son Excellence M. Emil Huitfeldt, son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près Sa Majesté la Reine des Pays-Bas ;

Sa Majesté la Reine des Pays-Bas :

Son Excellence le Jonkheer H. A. van Karnebeek, son ministre des Affaires étrangères ;

Lesquels, dûment autorisés, sont convenus des articles suivants :

Article premier.

Chacun des Etats contractants accordera en temps de paix aux aéronefs, dûment enregistrés dans l'autre Etat contractant, la liberté de passage inoffensif au-dessus de son territoire, pourvu que les conditions établies dans la présente convention soient observées.

Au sens de cette convention, le « territoire des Etats contractants » sera entendu comme comprenant les eaux territoriales ; le mot « aéronef » ne désignera que les aéronefs privés et les aéronefs d'Etat commerciaux.

Article 2.

Jusqu'à nouvel ordre, il sera permis de survoler les frontières des deux Etats contractants à n'importe quel point.

---

[1] L'échange des ratifications a eu lieu à Oslo, le 16 février 1926.

[1] TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 1122. — PROVISIONAL AGREEMENT [2] BETWEEN NORWAY AND THE NETHERLANDS CONCERNING AERIAL NAVIGATION, SIGNED AT THE HAGUE JANUARY 8, 1925.

French official text communicated by the Norwegian Minister for Foreign Affairs and by the Netherlands Minister at Berne. The registration of this Agreement took place March 12, 1926.

HIS MAJESTY THE KING OF NORWAY and HER MAJESTY THE QUEEN OF THE NETHERLANDS,

Being equally desirous of regulating aerial navigation between Norway and the Netherlands, have resolved to conclude a Provisional Agreement to this effect and have appointed as their Plenipotentiaries :

HIS MAJESTY THE KING OF NORWAY :

His Excellency M. Emil HUITFELDT, His Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary to Her Majesty the Queen of the Netherlands ;

HER MAJESTY THE QUEEN OF THE NETHERLANDS :

His Excellency Jonkheer H. A. VAN KARNEBEEK, Her Minister for Foreign Affairs ;

Who, being duly authorised, have agreed upon the following Articles :

Article 1.

Each of the Contracting States shall, in time of peace, accord free innocent passage above its territory to aircraft duly registered in the other Contracting State, provided that the regulations laid down in the present Agreement are observed.

The expression " territory of the Contracting States " within the meaning of the present Agreement, shall also include territorial waters ; the term " aircraft " shall only cover private aircraft and Government commercial aircraft.

Article 2.

Until further notice, the frontiers of the two Contracting States may be flown over at any point.

---

[1] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

[1] Translated by the Secretariat of the League of Nations.

[2] The exchange of ratifications took place at Oslo February 16, 1926.

Article 3.

Chacun des Etats contractants aura le droit d'interdire le survol de certaines zones de son territoire, sous réserve qu'il ne sera fait aucune distinction à cet égard entre les aéronefs des deux Etats.

En outre, chaque Etat aura le droit, en cas de circonstances exceptionnelles, de restreindre ou interdire le survol de son territoire ou de parties de son territoire. Dans ce cas, la réserve mentionnée ci-dessus ne sera pas applicable.

Les interdictions et restrictions de cet article devront être notifiées à l'autre Etat contractant.

Article 4.

Chaque aéronef s'engageant au-dessus d'une zone interdite devra donner le signal de détresse prescrit par l'Etat survolé, et atterrira immédiatement sur l'un des aérodromes ou aéroports de cet Etat et en dehors de la zone interdite.

Article 5.

Les aérodromes et aéroports ouverts à l'usage public seront ouverts aux aéronefs des deux Etats.

Après l'entrée dans et avant la sortie de l'un des deux pays le premier atterrissage et le dernier départ ne devront avoir lieu que sur, ou de l'un, des aérodromes ou aéroports ouverts à l'usage public, où les formalités douanières pourront être remplies, tout atterrissage entre la frontière et l'aérodrome ou l'aéroport étant interdit.

Dans des cas exceptionnels et avec la permission de l'autorité compétente, il sera permis d'effectuer le premier atterrissage et le dernier départ sur un autre terrain, ou d'un autre terrain, où les formalités douanières pourront être remplies, l'atterrissage entre la frontière et le terrain susvisé étant également interdit.

Chacun des Etats contractants communiquera à l'autre une liste des aérodromes ou aéroports, ouverts à l'usage public, avant la mise en vigueur de cette convention. Cette liste désignera en plus des endroits où les formalités douanières pourront être effectuées.

Toute modification de cette liste et toute restriction, même temporaire, dans l'usage des aérodromes et des aéroports indiqués seront notifiées immédiatement à l'autre Etat contractant.

Article 6.

Les aéronefs devront porter des marques distinctives apparentes, permettant de les identifier en plein vol.

Les aéronefs devront être pourvus des certificats et des documents prescrits pour la circulation aérienne dans leur pays.

Autant qu'elles remplissent dans l'aéronef des fonctions pour lesquelles une licence spéciale est exigée dans leur pays, les personnes composant l'équipage — c'est-à-dire toutes les personnes se trouvant à bord de l'aéronef, à l'exception des passagers, — devront être munies des certificats prescrits pour la circulation aérienne dans leur pays ; les autres membres de l'équipage devront être pourvus de documents d'où apparaîtra leur fonction à bord de l'aéronef, leur métier, leur identité et leur nationalité.

Les documents délivrés ou reconnus valables pour les aéronefs et leur équipage par l'un des deux Etats contractants auront dans l'autre Etat la même validité que les documents correspondants délivrés ou reconnus valables par ce dernier.

Chacun des Etats contractants se réserve le droit de ne pas reconnaître valables, pour la circulation aérienne dans les limites de son territoire, les brevets d'aptitude conférés à ses ressortissants par l'autre Etat contractant.

Article 3.

Either Contracting State may prohibit aerial navigation over certain areas of its territory, provided that no distinction is made in this connection between the aircraft of the two States.

Each State shall further be entitled in exceptional cases to restrict or prohibit aerial navigation over its territory or parts thereof. In such case the stipulation made above shall not be applicable.

Prohibitions and restrictions under this Article shall be notified to the other Contracting State.

Article 4.

Any aircraft which finds itself flying over a forbidden area must give the signal of distress prescribed by the air regulations of the State flown over, and must immediately land at an aerodrome or air-port of that State situated outside the forbidden area.

Article 5.

Aerodromes and air-ports open for public use shall be open to the aircraft of both States. After entering and before leaving one of the two countries, the first landing and the last departure may only be made at or from one of the aerodromes or air-ports open for public use and having facilities for Customs examination, and no intermediate landing may be made between the frontier and the aerodrome or air-port.

In special cases official authorisation may be given to make the first landing at, or the last departure from, another ground possessing facilities for Customs examination, but again no intermediate landing may be made between the frontier and the ground in question.

Each of the Contracting States shall communicate to the other, before the present Convention comes into force, a list of the aerodromes or air-ports open for public use. This list shall also mention places at which Customs formalities may be complied with.

All changes in this list and all restrictions, even temporary, on the use of the aerodromes or air-ports indicated, shall be immediatly notified to the other Contracting State.

Article 6.

Aircraft must bear distinct and visible marks allowing of their identification during flight.

Aircraft must carry the certificates and other papers prescribed for aerial navigation in their own country.

Those members of the crew — the crew being all persons other than passengers on board the aircraft — who perform duties for which a special licence is required by their country, must be provided with the certificates prescribed for aerial navigation by their country ; the other members of the crew must carry papers indicating their function on board, occupation, identity and nationality.

Certificates issued or accepted for aircraft and their crews by one of the Contracting States shall have the same validity in the other State as the corresponding certificates issued or accepted by the latter State.

Each Contracting State reserves the right to refuse to recognise pilots' certificates issued to its nationals by the other Contracting State as valid for aerial navigation within its own territory.

Article 7.

Faute de prescriptions spéciales et sauf les prescriptions de l'article 6, les personnes composant l'équipage et les passagers devront être pourvus des documents exigés par les règlements généraux concernant le trafic entre les deux pays.

Article 8.

Il sera interdit à l'aéronef de porter un appareil radioélectrique, quel qu'il soit, sans une licence spéciale délivrée par l'Etat, dont l'aéronef possède la nationalité. L'usage de ces appareils est soumis, au-dessus du territoire de chacun des Etats contractants, aux prescriptions édictées à cet effet par l'autorité compétente de cet Etat. En outre, ces appareils ne pourront être employés que par des membres de l'équipage munis d'une licence spéciale délivrée à cet effet par le gouvernement de leur pays.

Les deux Etats contractants se réservent de conclure, pour des raisons de sécurité, des arrangements relatifs à l'installation obligatoire d'appareils radioélectriques dans les aéronefs.

Article 9.

Il sera interdit aux aéronefs, à leur équipage et aux passagers de transporter comme cargaison ou d'autre manière des armes, des munitions, des gaz asphyxiants ou des explosifs. Le transport de pigeons voyageurs dans les limites du territoire de l'Etat contractant, dont l'aéronef ne possède pas la nationalité, ne s'effectuera pas sans une permission de l'autorité compétente de cet Etat.

Chacun des Etats contractants sera libre d'interdire le transport ou l'emploi des appareils photographiques et cinématographiques à bord des aéronefs, ou pourra donner des règles concernant un tel transport ou emploi.

Article 10.

Les aéronefs transportant des personnes et des marchandises devront être munis d'une liste nominative des passagers, d'un manifeste indiquant la nature et la quantité des marchandises, ainsi que des déclarations de douane nécessaires.

Si, à l'arrivée de l'aéronef, il est constaté une différence entre le manifeste et les marchandises transportées, l'autorité douanière de l'aérodrome ou de l'aéroport d'arrivée pourra se mettre en rapport avec l'autorité douanière compétente dans l'autre Etat contractant.

Le transport du courrier postal pourra être réglé directement par des accords spéciaux entre les administrations postales des deux Etats contractants.

Article 11.

Au départ et à l'atterrissage, les autorités compétentes de chacun des Etats contractants auront le droit, dans tous les cas, de visiter les aéronefs de l'autre Etat et de vérifier les certificats et les documents prescrits.

Article 12.

Chacun des Etats contractants aura le droit de soumettre à des réglementations spéciales le transport commercial de personnes et de marchandises de son territoire et à son territoire, ainsi que dans les limites de son territoire.

Le transport commercial de personnes et de marchandises entre deux points dans l'intérieur du territoire de l'Etat pourra être réservé aux aéronefs nationaux.

Article 7.

In the absence of special provisions and without prejudice to the provisions of Article 6, passengers and crew must carry the papers required by the general regulations governing traffic between the two countries.

Article 8.

No aircraft may carry a wireless apparatus of any kind without a special licence delivered by the State to which the aircraft belongs. The use of such apparatus over the territory of each of the Contracting States shall be subject to the regulations issued on this subject by the competent authority of that State. Moreover, such apparatus must not be used except by members of the crew in possession of a special licence for the purpose issued by the Government o ftheir country.

The two Contracting States reserve the right to conclude, for reasons of safety, arrangements for the compulsory installations of wireless apparatus on board aircraft.

Article 9.

Aircraft, and their crews and passengers, may not carry, either as cargo or otherwise, arms, ammunition, asphyxiating gases or explosives. Carrier-pigeons may not be carried within the limits of the territory of the Contracting State to which the aircraft does not belong without the permission of the competent authority of the latter State.

Each of the Contracting States shall be free to prohibit the carrying or use of photographic or cinematographic apparatus on board aircraft or may issue regulations concerning such carriage or use.

Article 10.

Aircraft which carry passengers and goods must be provided with a list of the passengers by name, with a manifest showing the nature and quantity of the goods and with the requisite Customs declarations.

If on the arrival of an aircraft there is found to be any discrepancy between the manifest and the goods carried, the Customs authorities at the aerodrome or air-port of arrival may communicate with the competent Customs authorities of the other Contracting State.

The carriage of mails may be regulated by special agreements concluded directly between the postal administrations of the two Contracting States.

Article 11.

The competent authorities of each of the Contracting States shall in all cases be entitled to examine the aircraft of the other State on departure or landing, and to inspect the prescribed certificates and other papers.

Article 12.

Each of the Contracting States shall have the right to impose special regulations on the commercial carriage of passengers or goods coming from, proceeding to, or conveyed within its own territory.

The commercial carriage of passengers or goods between two points within the territory of one State may be reserved for aircraft belonging to that State.

L'établissement de voies aériennes jalonnées, ainsi que l'exploitation d'un service aérien régulier au-dessus du territoire de l'un des deux Etats contractants pourront être soumis à une autorisation spéciale.

Article 13.

Des aéronefs en vol, ne sera lancé d'autre lest que du sable fin ou de l'eau.

Article 14.

Les déchargements ou les jets en cours de route autres que ceux du lest n'auront lieu qu'avec une autorisation spéciale de l'Etat sur le territoire duquel a lieu le déchargement ou le jet.

Article 15.

Les aéronefs appartenant à l'un des Etats contractants, leurs équipages et passagers, lorsqu'ils se trouvent sur le territoire de l'autre Etat, seront soumis aux obligations résultant des dispositions en vigueur dans l'Etat en question relativement à la navigation aérienne en général, aux droits de douane et autres droits, interdictions d'exportation et d'importation, transport de personnes et de marchandises, à la sécurité et l'ordre public, à moins qu'il n'en ait été prévu autrement dans cet accord. Ils y seront soumis encore aux autres obligations résultant de la législation générale en vigueur.

Les deux Etats contractants se communiqueront mutuellement tous les lois et règlements régissant la navigation aérienne sur leur territoire.

Article 16.

Chacun des Etats contractants pourra dénoncer cette convention en tout temps avec préavis de trois mois.

En outre, chacun des Etats contractants se réserve le droit de dénoncer cette convention avec effet immédiat de cette dénonciation dès que les deux Etats auront ratifié la Convention internationale[1] relative à la navigation aérienne, signée à Paris le 13 octobre 1919.

Article 17.

La présente convention sera ratifiée et l'échange des instruments de ratification devra avoir lieu aussitôt que possible. Elle entrera en vigueur le jour où les ratifications auront été échangées.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs ont signé la présente convention provisoire et y ont apposé leurs sceaux.

Fait en double exemplaire à La Haye, le 8 janvier 1925.

(Signé) EMIL HUITFELDT.
(Signé) KARNEBEEK.

Pour copie conforme :
Ministère des Affaires étrangères à Oslo,
le 4 mars 1926.

Le directeur des Affaires politiques et commerciales :
G. VON TANGEN.

[1] Vol. XI, page 173, et vol. XXIV, page 174 de ce recueil.

The establishment of marked air routes and the operation of regular aerial services over the territory of either of the Contracting States may be made subject to the granting of special permission

Article 13.

No ballast except fine sand or water shall be dropped from aircraft in flight.

Article 14.

Except ballast, no other articles or substances may be dropped or thrown in course of flight unless the State in whose territory the act is performed shall have granted special permission.

Article 15.

Aircraft belonging to one of the Contracting States, together with their crews and passengers, shall, as long as they are within the territory of the other State, and except as otherwise provided in the present Agreement, be subject to the obligations resulting from the regulations of that State with regard to aerial navigation in general, Customs duties and other dues, export and import prohibitions, the carriage of passengers and goods, and public safety and order. They shall also be subject to all the other obligations resulting from the general legislation in force.

The two Contracting States shall communicate to each other all the laws and regulations governing aerial navigation over their territory.

Article 16.

Either Contracting State may denounce the present Agreement at any time at three months' notice.

Further, each of the Contracting States reserves the right to denounce the present Agreement, with immediate effect, as soon as both States have ratified the International Convention[1] for the Regulation of Aerial Navigation signed at Paris on October 13, 1919.

Article 17.

The present Agreement shall be ratified, and the instruments of ratification shall be exchanged as soon as possible. It shall enter into force on the day of the exchange of the instruments of ratification.

In faith whereof the respective Plenipotentiaries have signed the present Provisional Agreement and have thereto affixed their seals.

Done in duplicate at The Hague on January 8, 1925.

(Signed) EMIL HUITFELDT.
(Signed) KARNEBEEK.

[1] Vol. XI, page 173, and vol. XXIV, page 174 of this Series.

N° 1123.

ESTHONIE ET SUÈDE

Convention de conciliation, signée à Reval, le 29 mai 1925.

ESTHONIA AND SWEDEN

Conciliation Convention, signed at Reval, May 29, 1925.

Nº 1123. — CONVENTION [1] DE CONCILIATION ENTRE L'ESTHONIE ET LA SUÈDE, SIGNÉE A REVAL, LE 29 MAI 1925.

Texte officiel français communiqué par les ministres des Affaires étrangères d'Esthonie et de Suède. L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 15 *mars* 1926.

Sa Majesté le Roi de Suède et le Chef d'Etat de la République d'Esthonie, animés du désir de favoriser le développement de la procédure de conciliation des différends internationaux dans un esprit conforme au Pacte de la Société des Nations, décidés à réaliser, dans les rapports entre les deux Etats, les principes de la résolution de l'Assemblée de la Société des Nations en date du 22 septembre 1922, tendant à l'institution de commissions de conciliation par voie de conventions entre les Etats, ont résolu de conclure à cet effet une convention et ont nommé leurs plénipotentiaires, savoir :

Sa Majesté le Roi de Suède :

Monsieur Ulf Torsten Undén, son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire à Tallinn ; et

Le Chef d'Etat de la République d'Esthonie :

Monsieur Charles Robert Pusta, ministre des Affaires étrangères ;

Lesquels, dûment autorisés à cet effet, sont convenus des articles suivants :

Article premier.

Les Parties contractantes s'engagent à soumettre, aux fins d'enquête et de conciliation, à une commission permanente, constituée dans les conditions prévues ci-dessous, tous différends, de quelque nature qu'ils soient, qui n'auraient pu être résolus par la voie diplomatique dans un délai raisonnable et qui ne doivent pas être déférés, aux termes, soit du statut de la Cour permanente de Justice internationale, soit de tout autre accord conclu entre elles, à ladite cour ou à un tribunal d'arbitrage.

Article 2.

Si un différend, dont l'une des Parties a saisi la commission, est porté par l'autre Partie, conformément aux dispositions visées à l'article premier, devant la Cour permanente ou un tribunal d'arbitrage, la commission suspendra l'examen du différend jusqu'à ce que la cour ou le tribunal ait statué sur la compétence.

[1] L'échange des ratifications a eu lieu à Reval, le 25 février 1926.

[1] TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 1123. — CONCILIATION CONVENTION [2] BETWEEN ESTHONIA AND SWEDEN, SIGNED AT REVAL, MAY 29, 1925.

French official text communicated by the Esthonian and Swedish Ministers for Foreign Affairs. The registration of this Convention took place March 15, 1926.

HIS MAJESTY THE KING OF SWEDEN and THE CHIEF OF STATE OF THE ESTHONIAN REPUBLIC, being desirous of promoting the development of the procedure of conciliation in international disputes in accordance with the spirit of the Covenant of the League of Nations, and of carrying into effect the principles laid down with this object in the resolution regarding the conclusion of conciliation Conventions which were adopted by the Assembly of the League of Nations on September 22, 1922, have for this purpose agreed to conclude a Convention, and have named as their Plenipotentiaries :

HIS MAJESTY THE KING OF SWEDEN :

Monsieur Ulf TORSTEN UNDÉN, His Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary at Tallinn ;

THE CHIEF OF STATE OF THE ESTHONIAN REPUBLIC :

Monsieur Charles Robert PUSTA, Minister for Foreign Affairs ;

Who, being duly authorised for the purpose, have agreed on the following articles :

Article 1.

The Contracting Parties undertake to refer to a Permanent Commission, to be appointed in the manner set forth below, for investigation and settlement by conciliation, all disputes of any nature whatever which it has not been possible to settle within reasonable time through diplomatic channels, and which cannot, under the terms of the Statute of the Permanent Court of International Justice or of any other agreement between the Parties, be submitted either to the Permanent Court or to a court of arbitration.

Article 2.

When a dispute, which has been referred to the Commission by one of the Parties, has been brought before the Permanent Court or a court of arbitration by the other Party under the terms of Article 1, the Commission shall postpone its investigation of the dispute until the Permanent Court or the court of arbitration shall have determined the question of competence in the case.

---

[1] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

[1] Translated by the Secretariat of the League of Nations.

[2] The exchange of ratifications took place at Reval, February 25, 1926.

Article 3.

S'il s'agit d'un différend qui, à teneur de la législation interne de l'une des Hautes Parties contractantes, relève de la compétence des tribunaux, les tribunaux administratifs y compris, la Partie défenderesse pourra s'opposer à ce qu'il soit soumis à une procédure d'enquête ou de conciliation avant qu'un jugement définitif ait été rendu par l'autorité judiciaire compétente.

Article 4.

La commission se compose de cinq membres. Chaque Etat en désigne deux, dont l'un peut être choisi parmi ses propres nationaux. Le cinquième, qui remplit les fonctions de président, doit appartenir à une autre nationalité qu'à celles des autres membres de la commission. Le président est désigné d'un commun accord par les Parties. Au cas où cet accord ne pourrait s'établir, sa nomination sera effectuée à la requête de l'une des Parties par le président de la Cour permanente de Justice internationale ou, si celui-ci est ressortissant d'un des Etats contractants, par le vice-président de la cour.

La commission devra être constituée dans les six mois qui suivront l'échange des ratifications de la présente convention.

Article 5.

Les membres de la commission sont nommés pour trois ans. Sauf accord contraire entre les Parties, ils ne pourront pas être révoqués pendant la durée de leur mandat. En cas de décès ou de retraite de l'un d'eux, il devra être pourvu à son remplacement pour le reste de la durée de son mandat, si possible dans les deux mois qui suivront et, en tout cas, aussitôt qu'un différend aura été soumis à la commission.

Article 6.

Dans un délai de quinze jours, à dater de celui où l'un des Etats contractants aura porté un différend devant la commission, chacune des Parties pourra, pour l'examen du litige visé, remplacer l'un des membres désignés par elle par une personne possédant une compétence spéciale dans la matière, sous réserve, toutefois, de la règle stipulée à l'article 4 concernant la nationalité des membres de la commission.

La Partie qui voudrait user de ce droit, en avertira immédiatement la Partie adverse ; dans ce cas, celle-ci a la faculté d'user du même droit, dans un délai de quinze jours à partir de celui où l'avertissement lui est parvenu.

Article 7.

Si, à l'expiration du mandat d'un membre, il n'est pas pourvu à son remplacement, son mandat est censé renouvelé pour une période de trois ans ; toutefois, sur la demande de l'une des Parties, les fonctions du président doivent cesser à la fin de son mandat.

Un membre dont le mandat expire pendant la durée d'une procédure en cours, continue à prendre part à l'examen du différend jusqu'à ce que la procédure soit terminée, nonobstant le fait que son remplaçant ait été désigné.

Article 8.

Les différends sont portés devant la commission par la notification qui en est faite par l'une des Parties au président de la commission. Cette notification doit être portée immédiatement à la connaissance de la Partie adverse. Le président doit convoquer la commission dans le plus bref délai.

La Partie ayant saisi la commission du différend en avisera le Secrétaire général de la Société des Nations.

Article 3.

In the case of a dispute which, in accordance with the domestic legislation of either of the High Contracting Parties, falls within the jurisdiction of the courts, including administrative courts, the defending Party may decline to accept any procedure of enquiry or conciliation until such times as final judgment has been given on the dispute by the competent legal authorities.

Article 4.

The Commission shall be composed of five members. Each Party shall appoint two members, one of whom may be a national of the appointing State. The fifth member, who shall act as Chairman of the Commission, shall be a national of a State not otherwise represented on the Commission. He shall be appointed jointly by the Parties. Should the Parties be unable to agree the Chairman shall, at the request of one of the Parties, be appointed by the President of the Permanent Court of International Justice, or, should the latter be a national of one of the Contracting States, by the Vice-President of the Court.

The Commission shall be appointed within six months after the ratifications of the present Convention have been exchanged.

Article 5.

The members of the Commission shall be appointed for three years. They shall not be removable during their period of office unless the Parties agree otherwise. In the event of the death or retirement of a member, the vacancy must be filled for the remainder of his term of office within the next two months if possible, but, in any case, as soon as a dispute has been submitted to the Commission.

Article 6.

Either of the Parties may, within fifteen days after one of them has submitted a dispute to the Commission, replace one of the members whom it has appointed by a person specially qualified to deal with the particular case before the commission, subject, however, to the rules laid down in Article 4 with regard to the nationality of members.

If one Party desires to avail itself of this right, it shall at once inform the other Party, which may take a similar step within fourteen days of receiving such notification.

Article 7.

If, at the end of his term of office, a member of the Commission has not been replaced, his term shall be considered as renewed for a period of three years. The Chairman, however, shall at the request of one of the Parties, cease to hold office at the end of his appointed term.

If a member's term of office expires in the course of proceedings in connection with a dispute, he shall continue to take part in such proceedings until the dispute has been settled, even if his substitute has been appointed.

Article 8.

When one of the Parties desires to submit a dispute to the Commission, it shall notify the Chairman. The other Party shall also be informed at once of such notification. The Chairman shall convene the Commission as soon as possible.

The Party which has submitted the dispute to the Commission shall notify the Secretary-General of the League of Nations.

Article 9.

La commission se réunit dans l'endroit que les Parties désignent d'un commun accord ou, à défaut d'accord, au siège de la Société des Nations.

Article 10.

Les Parties s'engagent à fournir à la commission toutes les informations utiles et à lui faciliter, à tous égards, l'accomplissement de sa tâche.

La commission pourra demander au Secrétaire général de la Société des Nations l'assistance du Secrétariat, si la commission en a besoin pour ses travaux.

Article 11.

Les Parties ont le droit de nommer des agents spéciaux auprès de la commission qui devront en même temps servir d'intermédiaires entre elles et la commission.

Article 12.

Les débats devant la commission ne sont publics que si la commission, d'accord avec les Parties, en décide ainsi.

Article 13.

La procédure devant la commission est contradictoire.

La commission réglera elle-même la procédure, en tenant compte, à défaut d'une décision contraire prise à l'unanimité, des dispositions contenues au titre III de la Convention [1] de La Haye pour le règlement pacifique des conflits internationaux, du 18 octobre 1907.

Article 14.

Sous réserve des dispositions contraires de la présente convention, les décisions de la commission sont prises à la majorité simple. Chaque membre dispose d'une voix, celle du président étant décisive en cas de partage. La commission peut délibérer valablement si tous les membres ont été dûment convoqués et si le président et au moins deux autres membres sont présents.

Article 15.

La commission fera un rapport sur chaque différend qui lui a été soumis. Le rapport comportera un projet de règlement du différend, si les circonstances y donnent lieu et si trois au moins des membres de la commission se mettent d'accord sur un tel projet.

L'avis motivé des membres restés en minorité sera consigné dans le rapport.

---

[1] De Martens, *Nouveau Recueil général de Traités*, troisième série, tome III, page 360.

Article 9.

The Commission shall meet at a place selected by agreement between the Parties or, in the absence of such agreement, at the seat of the League of Nations.

Article 10.

The Parties shall supply the Commission with all relevant information, and shall assist it in every way in the accomplishment of its task.

The Commission may apply to the Secretary-General of the League of Nations for the assistance of the Secretariat should such assistance be required.

Article 11.

The Parties shall be entitled to appoint special representatives on the Commission. These representatives shall also act as intermediaries between the Parties and the Commission.

Article 12.

Proceedings before the Commission shall not be public unless a decision to that effect is taken by the Commission with the consent of the Parties.

Article 13.

In proceedings before the Commission both Parties shall be heard.

The Commission shall draw up rules to govern its procedure, subject to the proviso that the regulations laid down in Chapter III of The Hague Convention [1] of October 18, 1907, for the pacific settlement of international disputes shall be applied unless the Commission unanimously agrees to depart from these regulations.

Article 14.

Unless otherwise provided in the present Convention the Commission shall take its decisions by a majority vote of its members. Each member shall have one vote, and in the case of an equal number of votes being given, the Chairman shall have a casting vote.

A quorum shall be constituted if all the members have been duly summoned and if the Chairman and not fewer than two other members are present.

Article 15.

The Commission shall make a report on each dispute submitted to it. The report shall include a proposal for the settlement of the dispute if a settlement is possible and if at least three members agree to the proposal.

The opinion of the members who are in the minority together with a statement of the reasons for this opinion shall be recorded in the report.

---

[1] *British and Foreign State Papers*, Vol. 100, page 298.

Article 16.

Sous réserve du droit des Parties de prolonger ce délai, la commission doit achever ses travaux dans un délai de six mois, à dater du jour où le différend a été porté devant la commission.

Le temps durant lequel les travaux de la commission sont suspendus selon les dispositions de l'article 2 n'est pas compris dans le délai susmentionné.

Article 17.

Le rapport de la commission est signé par le président et porté sans délai à la connaissance des Parties et du Secrétaire général de la Société des Nations.

Les Parties s'engagent à porter à leur connaissance réciproque, dans un délai raisonnable, si elles acceptent les constatations du rapport et les propositions qu'il renferme.

Il appartient aux Parties de décider, d'un commun accord, si le rapport de la commission doit être publié immédiatement. Toutefois, même à défaut de cet accord, la commission pourra, en cas de raisons spéciales, procéder à la publication immédiate du rapport sur décision prise à l'unanimité des voix ou contre une seule voix dissidente.

Article 18.

Chacune des Parties indemnisera les membres de la commission nommés par elle et fournira la moitié de l'indemnité du président.

Les Parties doivent chercher à s'entendre pour que, des deux côtés, les indemnités des membres de la commission soient fixées d'après les mêmes chiffres.

Chaque Partie supportera les frais de procédure encourus par elle et la moitié de ceux déclarés communs par la commission.

Article 19.

La présente convention sera ratifiée et les ratifications seront échangées à Tallinn aussitôt que faire se pourra. Elle entrera en vigueur immédiatement après l'échange des ratifications et aura une durée de cinq années à dater de l'échange des ratifications. Si elle n'a pas été dénoncée six mois au moins avant l'expiration de ce délai, elle restera en vigueur pendant une nouvelle période de cinq ans et sera ainsi de suite censée renouvelée chaque fois pour cinq ans, sauf dénonciation six mois au moins avant l'expiration de la précédente période de cinq ans.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs ont signé la présente convention et y ont apposé leurs cachets.

Fait à Tallinn, en deux exemplaires, le 29 mai 1925.

(L. S.) UNDÉN. (L. S.) C. R. PUSTA.

Pour copie conforme :
Stockholm, au Ministère des Affaires étrangères,
le 10 mars 1926.

Le Chef des Archives p. i. :
Sten LEWENHAUPT.

Article 16.

The Commission shall complete its task within six months from the day when the dispute is submitted to it, unless the Parties agree to an extension of this period.

The above period shall not include any time during which the Commission's work is interrupted for reasons arising out of the provisions of Article 2.

Article 17.

The Commission's report shall be signed by the Chairman, who shall immediately bring it to the knowledge of the Parties and of the Secretary-General of the League.

The Parties undertake to inform each other within a reasonable time whether they accept the findings of the report and the settlement proposed therein.

The Parties shall decide, in agreement with one another, whether the Commission's report shall be published immediately. Nevertheless, even in the absence of such agreement, the Commission may proceed to the immediate publication of the report if it takes a decision to that effect by a vote of all its members or of all its members with a single exception.

Article 18.

Each Party shall pay the allowances of the members of the Commission which it has appointed, and shall also pay half of the allowances of the Chairman.

The Parties shall endeavour to arrange that the allowances of the members of the Commission on both sides shall be fixed at the same figure.

Each Party shall bear the costs of the proceedings which it has incurred, and half of those which the Commission may declare to be joint costs.

Article 19.

The present Convention shall be ratified and the ratifications shall be exchanged at Tallinn as soon as possible. It shall come into force as soon as the instruments of ratifications have been exchanged, and shall remain in force for five years from that date. Unless denounced within six months before the expiration of this period, it shall remain in force for a further period of five years and shall thereafter be regarded as renewed for successive periods of five years unless denounced within six months before the expiration of the preceding period of five years.

In faith whereof the Plenipotentiaries have signed the present Convention and thereto affixed their seals.

Done in duplicate, at Tallinn, on May 29, 1925.

(L. S.) UNDÉN. (L. S.) C. R. PUSTA.

N° 1124.

AUTRICHE ET SUISSE

Traité de commerce, avec annexes, signé à Berne, le 6 janvier 1926.

AUSTRIA AND SWITZERLAND

Commercial Treaty with Annexes, signed at Berne, January 6, 1926.

TEXTE ALLEMAND. — GERMAN TEXT.

No. 1124. — HANDELSVERTRAG [1] ZWISCHEN DER SCHWEIZ UND ÖSTERREICH, GEZEICHNET IN BERN AM 6. JANUAR 1926.

Texte officiel allemand communiqué par le Conseil Fédéral Suisse. L'enregistrement de ce traité a eu lieu le 18 mars 1926.

German official text communicated by the Swiss Federal Council. The registration of this Treaty took place March 18, 1926.

DER BUNDESRAT DER SCHWEIZERISCHEN EIDGENOSSENSCHAFT und DER BUNDESPRÄSIDENT DER REPUBLIK ÖSTERREICH haben beschlossen, zur wechselseitigen Erleichterung und Förderung der Handelsbeziehungen zwischen der Schweiz und Österreich einen Vertrag zu schliessen und haben zu ihren Bevollmächtigten ernannt,

DER BUNDESRAT DER SCHWEIZERISCHEN EIDGENOSSENSCHAFT :

Herrn W. STUCKI, Direktor der Handelsabteilung im Eidgenössischen Volkswirtschaftsdepartement,
Herrn Prof. Dr. E. LAUR, Direktor des Schweizerischen Bauernverbandes,
Herrn Dr. E. WETTER, Delegierter des Vororts des Schweizerischen Handels- und Industrievereins,
Herrn A. GASSMANN, Oberzolldirektor ;

DER BUNDESPRÄSIDENT DER REPUBLIK ÖSTERREICH :

Herrn Dr. L. DI PAULI, Ausserordentlicher Gesandter und Bevollmächtigter Minister in Bern,

welche, nachdem sie ihre Vollmachten in guter and gehöriger Form befunden haben, die nachstehenden Artikel vereinbart haben :

Artikel 1.

Die vertragschliessenden Teile sichern sich gegenseitig für die Einfuhr, die Ausfuhr und die Durchfuhr die Rechte und die Behandlung der meistbegünstigten Nation zu.

Jeder der vertragschliessenden Teile verpflichtet sich demnach, den andern unentgelich und sofort an allen Vorrechten und Begünstigungen teilnehmen zu lassen, die er in den genannten Beziehungen, namentlich was den Betrag, die Sicherstellung und die Erhebung der Zölle, die Zollniederlagen (einschliesslich der Behandlung der Einfuhr, Ausfuhr und Bewahrung der Waren in Freihäfen, Freibezirken oder öffentlichen Lagerhäusern), die innern Abgaben, die Zollformalitäten und die zollamtliche Behandlung der Güter und die auf Rechnung des Staates, der Bundesländer, der Kantone oder der Gemeinden erhobenen Akzisen oder Verbrauchssteuern anbetrifft, einem dritten Staat zugestanden hat oder noch zugestehen wird.

[1] L'échange des ratifications a eu lieu à Berne le 1er mars 1926.

[1] The exchange of ratifications took place at Berne, March 1, 1926.

Ausgenommen sind jedoch die Begünstigungen, die zur Erleichterung des Grenzverkehrs und für die Bewohner gewisser Gebietsteile anderen Nachbarstaaten gegenwärtig bewilligt sind oder künftig bewilligt werden könnten, sowie diejenigen, die sich aus einer von einem der vertragschliessenden Teile bereits abgeschlossenen oder erst in Zukunft abzuschliessenden Zollunion ergeben.

Der gegenwärtige Vertrag erstreckt sich auch auf das Fürstentum Liechtenstein, solange dieses mit der Schweiz durch einen Zollanschlussvertrag verbunden ist.

Artikel 2.

Die vertragschliessenden Teile verpflichten sich, den gegenseitigen Handel nicht durch Einfuhr-, Ausfuhr- oder Durchfuhrverbote oder -Beschränkungen irgendwelcher Art zu hindern.

Ausnahmen von dieser Regel dürfen stattfinden :

1. unter ausserordentlichen Umständen in Beziehung auf Kriegsbedarf ;

2. aus Gründen der öffentlichen Sicherheit ;

3. aus gesundheits- und viehseuchenpolizeilichen Gründen, sowie zum Schutz der Pflanzen gegen Krankheiten, Insekten, Parasiten und andere Schädlinge jeder Art ;

4. zu dem Zwecke, für fremde Waren Verbote oder Beschränkungen durchzuführen, die durch die innere Gesetzgebung für die Erzeugung, den Vertrieb, die Beförderung oder den Verbrauch gleichartiger einheimischer Waren im Inland festgesetzt sind oder festgesetzt werden. Dies trifft insbesondere zu bei Waren, die im Gebiete eines der vertragschliessenden Teile Gegenstand eines Staatsmonopols sind. Im Verkehr mit dem andern Teil darf jedoch die Durchfuhr von Waren irgendwelcher Art, für die im Durchfuhrland ein Staatsmonopol oder eine monopolähnliche Regelung besteht, nur insoweit erschwert oder behindert werden, als es durch die Sicherung des Monopolzweckes bedingt ist.

Artikel 3.

Die österreichischen Einfuhrzölle auf den in der Beilage A des gegenwärtigen Vertrags bezeichneten Erzeugnissen schweizerischen Ursprungs oder schweizerischer Fabrikation und die schweizerischen Einfuhrzölle auf den in der Beilage B bezeichneten Erzeugnissen österreichischen Ursprungs oder österreichischer Fabrikation dürfen die in den erwähnten Beilagen angegebenen Ansätze nicht übersteigen.

Von der Behandlung als Gewerbserzeugnis des einen der vertragschliessenden Teile sind die in dessen Gebiet durch Verarbeitung ausländischer Stoffe im Veredlungsverkehr hergestellten Gegenstände nicht ausgeschlossen.

Artikel 4.

Wenn der eine der beiden vertragschliessenden Teile die Erzeugnisse eines dritten Landes mit höhern Zöllen belegt als sie auf die gleichen Erzeugnisse, die aus dem andern Teil stammen, anzuwenden sind, oder falls er die Waren eines dritten Landes Einfuhrverboten oder Einfuhrbeschränkungen unterwirft, die auf die gleichen Waren des andern vertragschliessenden Teils keine Anwendung finden, so ist er berechtigt, sofern es die Umstände erfordern sollten, die Anwendung der niedrigen Zölle auf die Erzeugnisse aus dem andern Teil oder deren Zulassung zur Einfuhr davon abhängig zu machen, dass Ursprungszeugnisse vorgelegt werden, die von den zu diesem Zweck durch das Ausfuhrland bezeichneten Stellen ausgefertigt sind.

Wenn das Einfuhrland für die Ursprungszeugnisse das Konsularvisum verlangt, so darf die Gebühr für jedes Visum den Betrag eines Goldfrankens oder einer Goldkrone nicht übersteigen. Diese Gebühr soll auf jeden Fall so bemessen werden, dass der Verkehr dadurch nicht behindert wird.

Artikel 5.

Bei der Durchfuhr sollen Waren aller Art gegenseitig von jeder Durchfuhrabgabe befreit sein, ob sie nun direkt transitieren oder während der Durchfuhr abgeladen, eingelagert, unter zollamtlicher Aufsicht umgepackt und wieder aufgeladen werden.

Die vertragschliessenden Teile verpflichten sich ferner, die Durchfuhr keinen Formalitäten oder andern Massnahmen zu unterwerfen, durch welche sie gehemmt werden könnte.

Artikel 6.

Zur Erleichterung des Stickereiveredlungsverkehrs zwischen der Schweiz und dem Bundeslande Vorarlberg haben die vertragschliessenden Teile die Bestimmungen der Anlage D vereinbart, die einen Bestandteil dieses Vertrags bilden.

Sie treten gleichzeitig mit diesem Vertrag in Kraft, können jedoch selbständig mit den gleichen Fristen wie dieser gekündigt werden.

Artikel 7.

Jeder der beiden vertragschliessenden Teile behält sich das Recht vor, diejenigen aus dem andern Teil eingeführten Erzeugnisse, die im Inland mit einer Fabrikations- oder andern Abgabe belastet sind, oder die aus solchen Abgaben unterliegenden Stoffen hergestellt werden, Abgaben zu unterwerfen.

Die Abgaben dürfen aber für die eingeführten Waren nicht höher und nicht lästiger sein als für die inländischen Erzeugnisse. Vorbehalten bleiben die Bestimmungen des Artikels 8.

Keiner der vertragschliessenden Teile wird Gegenstände, welche in den eigenen Gebieten nicht erzeugt werden und die in den Tarifen zum gegenwärtigen Vertrag enthalten sind, unter dem Vorwand der inneren Besteuerung mit neuen oder erhöhten Abgaben bei der Einfuhr belegen.

Artikel 8.

Die Erzeugnisse, die den Gegenstand von Staatsmonopolen bilden, sowie die zur Herstellung von monopolisierten Erzeugnissen verwendbaren Stoffe können zur Sicherung des Monopols bei der Einfuhr einer Zuschlagstaxe auch in dem Fall unterworfen werden, in welchem die gleichartigen Erzeugnisse oder Stoffe des Inlands einer solchen nicht unterliegen.

Diese Taxe soll zurückerstattet werden, wenn innerhalb der vorgeschriebenen Frist nachgewiesen wird, dass die besteuerten Stoffe eine die Herstellung eines Monopolartikels ausschliessende Verwendung gefunden haben.

Artikel 9.

Jeder der vertragschliessenden Teile verpflichtet sich, ohne die Einwilligung des andern Teils für keinen Artikel Ausfuhrprämien zu gewähren, unter welcher Bezeichnung oder in welcher Form es auch sein möchte.

Die Zölle, die auf den zur Erzeugung oder Zubereitung einheimischer Waren verwendeten Stoffen lasten, sowie die innern Abgaben, welche die Erzeugung oder Zubereitung der gleichen Waren oder der bei ihrer Herstellung gebrauchten Stoffe belasten, dürfen jedoch bei der Ausfuhr der Waren, welche die fraglichen Abgaben entrichtet haben oder welche aus Stoffen hergestellt wurden, welche die erwähnten Zölle oder Abgaben entrichtet haben, ganz oder teilweise zurückerstattet werden.

Artikel 10.

Jeder der beiden vertragschliessenden Teile wird dafür Sorge tragen, dass an der Grenze gegen das Gebiet des andern Teils eine genügende Anzahl Zollämter mit ausreichenden Kompetenzen unterhalten wird.

Artikel 11.

Stapel- und Umschlagsrechte sind in den Gebieten der vertragschliessenden Teile unzulässig und es darf, vorbehältlich schiffahrts- und gesundheitspolizeilicher, sowie der zur Sicherung der Abgaben erforderlichen Vorschriften, kein Warenführer gezwungen werden, an einem bestimmten Orte anzuhalten, aus- oder umzuladen.

Zur Befahrung aller natürlichen und künstlichen Wasserstrassen in den Gebieten der vertragschliessenden Teile sollen Schiffsführer und Fahrzeuge, welche einem derselben angehören, unter denselben Bedingungen und gegen dieselben Abgaben von Schiff oder Ladung zugelassen werden, wie Schiffsführer und Fahrzeuge des eigenen Landes.

Die Benützung der Chausseen und sonstigen Strassen, Kanäle, Schleusen, Fähren, Brücken und Brückenöffnungen, der Häfen und Landungsplätze, der Bezeichnung und Beleuchtung des Fahrwassers, des Lotsenwesens, der Krane und Wageanstalten, der Niederlagen, der Anstalten zur Rettung und Bergung von Schiffsgütern u. dgl. m., insoweit die Anlagen oder Anstalten für den öffentlichen Verkehr bestimmt sind, soll, gleichviel ob dieselben vom Staat oder von Privatberechtigten verwaltet werden, den Angehörigen des andern vertragschliessenden Teils unter gleichen Bedingungen und gegen gleiche Gebühren wie den Inländern gestattet werden.

Betreiben Angehörige des einen der vertragschliessenden Teile, ohne im Gebiet des andern Teils den Geschäftssitz oder eine Zweigniederlassung zu haben, die Schiffahrt zwischen Plätzen verschiedener Staatsgebiete und erstrecken sie dabei den Schiffahrtsbetrieb durch Anlaufen von Häfen oder Landungsplätzen des andern Vertragsstaats auf das Gebiet des letztern, so dürfen sie für diesen Gewerbebetrieb in den Gebieten des andern Teils irgend einer Gewerbesteuer nicht unterworfen werden. Die gleichen Grundsätze gelten sinngemäss auch für das Frachtfuhrgewerbe.

Artikel 12.

Um den gegenseitigen Grenzverkehr nach Möglichkeit zu erleichtern, haben die vertragschliessenden Teile die Zusatzbestimmungen zu diesem Artikel vereinbart.

Artikel 13.

Unter der Bedingung der Wiederausfuhr, bzw. der Wiedereinfuhr innerhalb der festgesetzten Fristen und unter Vorbehalt der Kontrollmassnahmen und der Befugnis zur Unterdrückung im Fall von Hintergehungen wird das vom Gebiet des einen der beiden Länder in das andere gemäss den Vorschriften des letzern zur Winterung, zur Sömmerung oder auf Märkte geführte Vieh gegenseitig von den Einfuhr- und Ausfuhrzöllen befreit.

Die beiden vertragschliessenden Teile haben das in der Anlage E enthaltene Tierseuchenabkommen geschlossen, das einen integrierenden Bestandteil dieses Vertrags bildet.

Es tritt gleichzeitig mit diesem Vertrag in Kraft, kann aber von jedem der vertragschliessenden Teile selbständig mit dreimonatiger Frist gekündigt werden.

Artikel 14.

Unter der Bedingung der Wiederausfuhr, bzw. der Wiedereinfuhr innerhalb der Frist von sechs Monaten und unter Vorbehalt der Kontrollmassnahmen sollen Fahrzeuge jeder Art (ein-

schliesslich der Fahrräder und Motorfahrräder) und Lasttiere, welche die Grenze nur zu dem Zweck überschreiten, Personen oder Waren von dem einen der beiden Länder ins andere zu befördern, gegenseitig von allen Einfuhr- und Ausfuhrzöllen befreit sein. Zu den gleichen Bedingungen wird die zeitweilige zollfreie Zulassung der Gespanne und des zum üblichen Gebrauch während des Transports auf diesen Fahrzeugen befindlichen Zubehörs gewährt.

Die vorstehend erwähnten Verkehrsmittel, die Personen oder Waren vom einen Land ins andere verbringen, haben auf die vorgesehene Zollfreiheit auch dann ein Anrecht, wenn sie auf ihrer Rückreise eine neue Ladung tragen, und zwar ohne Rücksicht auf den Ort, wo diese neue Ladung aufgenommen wurde.

Es besteht ausserdem Einverständnis darüber, dass die Bestimmungen dieses Artikels auch auf Möbelwagen jeder Art, sowie auf Möbelkasten Anwendung finden, ob sie nun die Grenze auf der Strasse oder auf der Eisenbahn überschreiten.

Artikel 15.

Unter der Bedingung der Wiederausfuhr, bzw. der Wiedereinfuhr innerhalb der Frist von zwölf Monaten und unter Vorbehalt der Kontrollmassnahmen wird gegenseitig die zollfreie Einfuhr und Ausfuhr zugestanden :

1. für Gegenstände zur Reparatur ;

2. für an sich zollpflichtige Muster, inbegriffen solche von Handelsreisenden, aber mit Ausnahme von Lebensmitteln, Getränken und Tabak ;

3. für gezeichnete und schon gebrauchte Säcke, Kisten, Fässer (aus Holz, Eisen, Steingut oder andern Stoffen), Korbflaschen, Körbe und andere ähnliche Behältnisse, die leer eingebracht werden, um gefüllt wieder zur Ausfuhr zu gelangen, oder die leer wieder eingeführt werden, nachdem sie gefüllt ausgeführt wurden ;

4. für die Werkzeuge, Instrumente und mechanischen Geräte, die ein schweizerisches Haus nach Österreich oder ein österreichisches Haus in die Schweiz einführt, um dort durch sein Personal Montierungs-, Probe- oder Reparaturarbeiten ausführen zu lassen, gleichviel, ob die genannten Gegenstände in Sendungen oder durch das Personal selbst zur Einfuhr gelangen ;

5. für Maschinenteile, die zur Probe aus dem einen der beiden Länder in das andere gesandt werden ;

6. für Modelle zum Gebrauch in Giessereien, aus Holz oder andern Stoffen ;

7. für Waren (mit Ausnahme von Verzehrungsgegenständen), welche auf Märkte oder Messen gebracht oder auf ungewissen Verkauf ausser dem Mess- oder Marktverkehr versandt werden.

Artikel 16.

Kaufleute, Fabrikanten und andere Produzenten des einen der beiden Länder, sowie ihre Reisenden haben gegen Vorweisung einer von den Behörden ihres Landes ausgestellten Ausweiskarte und unter Beachtung der im Gebiet des andern Landes vorgeschriebenen Formalitäten das Recht, in diesem andern Land Ankäufe für ihren Handel, ihre Fabrikation oder eine andere Unternehmung zu machen und dort bei Personen oder Häusern, welche die angebotenen Waren wieder verkaufen oder sie in ihrem Beruf oder Gewerbe verwenden, Bestellungen aufzusuchen, ohne dafür irgendwelche Abgabe oder Taxe entrichten zu müssen. Sie dürfen Muster oder Modelle mit sich führen, aber keine Waren, ausser in den Fällen, in denen dies den einheimischen Handelsreisenden gestattet ist.

Edelmetallwaren, die vom Handelsreisenden lediglich als Muster zum Zwecke des Vorzeigens im Eingangsvormerkverfahren gegen Zollsicherstellung eingeführt werden und daher nicht in den freien Verkehr übergehen dürfen, sind auf Verlangen vom Punzierungszwange zu befreien, wenn

entsprechende Sicherstellung geleistet wird, die im Falle des nicht fristgemässen Wiederaustritts der Muster verfällt.

Die vertragschliessenden Teile werden sich die Formulare für die im ersten Absatz dieses Artikels erwähnte Ausweiskarte gegenseitig mitteilen.

Was den Gewerbebetrieb im Umherziehen, den Hausierhandel und das Aufsuchen von Bestellungen bei Personen, die weder ein Gewerbe ausüben noch Handel treiben, betrifft, so finden die obigen Bestimmungen darauf keine Anwendung, und die vertragschliessenden Teile behalten sich in dieser Hinsicht die volle Freiheit der Gesetzgebung vor.

Artikel 17.

Aktiengesellschaften und andere kommerzielle, industrielle oder finanzielle Gesellschaften einschliesslich der Versicherungsgesellschaften, welche in den Gebieten des einen vertragschliessenden Teiles ihren Sitz haben und nach dessen Gesetzen rechtlich bestehen, sollen auch in den Gebieten des andern Teils gegen Beobachtung der daselbst geltenden einschlägigen Gesetze und Verordnungen befugt sein, alle ihre Rechte geltend zu machen und namentlich vor Gericht als Kläger oder Beklagte Prozesse zu führen. Die Frage, ob und inwieweit solche Gesellschaften in den Gebieten des andern vertragschliessenden Teils Grundstücke und sonstiges Vermögen erwerben können, ist nach den in diesen Gebieten geltenden Gesetzen zu bestimmen. Betreffs der Zulassung zum Betriebe ihrer Geschäfte in den Gebieten des andern Teiles haben die daselbst geltenden gesetzlichen und reglementarischen Bestimmungen Anwendung zu finden. In jedem Falle sollen die gedachten Gesellschaften in den Gebieten des andern Teils dieselben Rechte geniessen, welche den als rechtlich bestehend anerkannten gleichartigen Gesellschaften irgend eines dritten Landes zustehen oder künftig zugestanden werden.

Die erwähnten Gesellschaften und ihre Filialen, Geschäftsstellen und Agenturen dürfen im Gebiet des andern Landes keinen andern und höhern Angaben, Taxen und Steuern unterworfen werden, unter welcher Bezeichnung dies auch geschehen möchte, als sie von den Gesellschaften des Inlands zu tragen sind.

Artikel 18.

Jedem der vertragschliessenden Teile steht es frei, Generalkonsuln, Konsuln, Vizekonsuln und Konsularagenten zu ernennen, die in denjenigen Städten und Orten des andern Teils Sitz haben können, wo die Errichtung von Konsularvertretungen überhaupt zugelassen ist.

Die Generalkonsuln, Konsuln, Vizekonsuln und Konsularagenten müssen, um ihre Amtstätigkeit aufnehmen zu können, von der Regierung des Empfangsstaates das Exequatur oder irgendeine andere gültige Ermächtigung zur Amtsausübung erhalten haben. Die Regierung, die das Exequatur oder eine entsprechende Ermächtigung erteilt hat, kann dies unter Angabe der Gründe widerrufen.

Die Konsularbeamten der beiden Länder geniessen die gleichen Rechte, Begünstigungen, Freiheiten und Immunitäten, wie sie den der meistbegünstigten Nation angehörenden Konsularbeamten gleichen Grades und gleicher Art eingeräumt worden sind oder je eingeräumt werden.

Hinsichtlich der Konsularbeamten, die nicht Angehörige des entsendenden Staates sein sollten, sowie hinsichtlich aller Honorarkonsularfunktionäre besteht Einverständnis darüber, dass sich die im vorhergehenden Absatz vereinbarten Vorrechte auf die freie Ausübung ihrer Amtstätigkeit und die Unverletzlichkeit der Konsulararchive beschränken.

Artikel 19.

Wenn über die Auslegung dieses Vertrags, mit Einschluss der Anlagen A bis E, Streitigkeiten entstehen sollten und der eine der vertragschliessenden Teile verlangt, dass sie einem Schiedsgericht

zur Entscheidung vorgelegt werden, so soll der andere Teil hierzu seine Einwilligung geben, und zwar auch für die Entscheidung der Vorfrage, ob die Streitigkeit sich auf die Auslegung des Vertrags beziehe. Der Beschluss der Schiedsrichter soll verbindliche Kraft haben.

Artikel 20.

Dieser Vertrag tritt am Tag der Auswechslung der Ratifikationsurkunden, die in Bern erfolgen soll, in Kraft. Er ist für die Dauer eines Jahrs, von seinem Inkrafttreten an gerechnet, abgeschlossen. Falls er jedoch nicht drei Monate vor Ablauf dieser Frist gekündigt wird, gilt er stillschweigend für unbestimmte Zeit verlängert. Er kann dann jederzeit gekündigt werden und wird während drei Monaten, vom Tag der Kündigung an, gültig bleiben.

Zollerhöhungen des einen Teils, die nach der Unterzeichnung des vorliegenden Handelsvertrags erlassen werden und die geeignet sind, dem andern Teil gegenüber einfuhrhindernd zu wirken, sind auf dessen Wunsch zum Gegenstand von Besprechungen zu machen. Kann dabei eine Einigung über die Zollerhöhungen nicht erzielt werden, so ist der andere Teil unter Beobachtung einer dreimonatigen Kündigungsfrist jederzeit zum Rücktritt von diesem Vertrag befugt.

Zu Urkund dessen haben die Bevollmächtigten den gegenwärtigen Vertrag unterzeichnet und demselben ihre Siegel beigedrückt.

So geschehen zu Bern, in doppelter Ausfertigung, am sechsten Januar neunzehnhundertundschsundzwanzig.

(L.S.) (gez.) STUCKI.
(L.S.) (gez.) ERNST LAUR.
(L.S.) (gez.) ERNST WETTER.
(L.S.) (gez.) A. GASSMANN.

(L.S.) (gez.) L. DI PAULI.

ANLAGE A.

ZÖLLE BEI DER EINFUHR IN DAS ÖSTERREICHISCHE ZOLLGEBIET.

Nr. des österreichischen Tarifs	Bezeichnung der Ware	Zollsatz Kronen
		für 100 kg
	TARIFKLASSE VII. OBST, GEMÜSE, SÄMEREIEN, PFLANZEN UND PFLANZENTEILE	
	Obst :	
aus 35	aus *b)* Obst, nicht besonders benanntes, frisch, anderes :	
	Äpfel, Birnen, Quitten, unverpackt, vom 1. September bis 30. November	2.—
	Anmerkung : Äpfel, Birnen, Quitten werden auch dann als unverpackt zum Zoll von 2 Kronen zugelassen, wenn sie lose in Wagen eingehen, die mit nicht mehr als acht Abteilungen versehen sind. Die Wagenabteilungen dürfen mit Stroh belegt oder bedeckt oder mit Papier oder Stroh ausgeschlagen sein und können auch durch Strohlagen hergestellt sein.	
	TARIFKLASSE VIII. LEBENDE SCHLACHT-, NUTZ- UND ZUCHTTIERE.	
aus 52	Rindvieh :	für 1 Stück
	aus *b)* Nutz- und Zuchtvieh der Simmentaler-, Freiburger-, Braun- und Eringer-Viehrasse	25.—
	aus *c)* Jungvieh der Simmentaler-, Freiburger-, Braun- und Eringer-Viehrasse	15.—
	aus *d)* Kälber der Simmentaler-, Freiburger-, Braun- und Eringer-Viehrasse	4.—
aus 53	Ziegen, auch Böcke	2.—
	TARIFKLASSE X. TIERISCHE ROHSTOFFE.	für 100 kg
63	Milch und frischer Rahm	frei
	Anmerkung : Die Gefässe, in denen Milch oder Rahm zur Einfuhr gelangen, werden zollfrei zur Einfuhr zugelassen, unter der Bedingung, dass die Wiederausfuhr innerhalb einer Frist von sechs Monaten stattfindet.	
	TARIFKLASSE XIII. ESSWAREN.	
aus 98	Käse :	
	1. Emmentaler-, Greyerzer- (Schnitt- und Reib-), Sbrinz- (Spalen- und Reib-) Käse in mühlsteinförmigen Laiben und Schachtelkäse aus Emmentaler- und Greyerzer-Käse	30.—
	Anmerkung : Falls Österreich irgendeinem dritten Staat für irgendwelche Käsesorten oder -spezialitäten einen niedereren Zoll zugestehen sollte als er für die obgenannten Käsesorten festgesetzt ist, so soll der gleiche Zoll auch für die obgenannten schweizerischen Käsesorten je nach Art angewendet werden.	
	2. Appenzeller Vollfett- und Viertelfett-Käse in zylindrischen Laiben, das Stück von 6 bis 10 kg, die in der Grenzzone oder in den Kantonen Appenzell Inner- und Ausser-Rhoden erzeugt worden sind	20.—
	Anmerkung : Dieser Käse kennzeichnet sich durch den typischen Geruch nach der Behandlung in Salzlake (Käsesulz).	

Nr. des österreichischen Tarifs	Bezeichnung der Ware	Zollsatz Kronen
		für 100 kg
	3. Glarner Kräuterkäse (Schabzieger), geformt oder gemahlen, auch in Schachteln	8.—
	Anmerkung : Als Kräuterkäse wird Magerkäse mit Zusatz von Ziegerklee (melilotus coerulea) zugelassen.	
104	Kakaomasse ; Schokolade, Schokoladeersatz und -erzeugnisse . . .	165.—
aus 107	Esswaren, nicht besonders benannte und alle luftdicht verschlossenen Genussmittel, soweit sie nicht anderweitig höher tarifieren :	
	a) Kondensmilch und Trockenmilch :	
	1. Kondensmilch, gezuckert	25.—
	2. Kondensmilch, ungezuckert	10.—
	3. Trockenmilch in Blöcken oder in Pulverform, auch gezuckert	17.—
	4. Milch und Rahm, sterilisiert, in luftdicht verschlossenen Gefässen	10.—
	Anmerkungen :	
	1. Bei der Verzollung von Trockenmilch in Blöcken wird der zum Schutz dienende Überzug von Kakaobutter oder andern Substanzen ausser acht gelassen.	
	2. Die Gefässe, in denen sterilisierte Milch oder Rahm zur Einfuhr gelangen, werden zollfrei zur Einfuhr zugelassen unter der Bedingung, dass die Wiederausfuhr innerhalb einer Frist von sechs Monaten stattfindet.	
	aus *g)* Kindermehle, mit oder ohne Zucker	85.—
	TARIFKLASSE XVI. GUMMEN UND HARZE.	
118	1. Asphaltbitumen	1.50
	2. Asphaltkitt, Asphaltmastix, Harzzemente (Holzzement)	2.50
	TARIFKLASSE XVIII. BAUMWOLLE, GARNE UND WAREN DARAUS, auch mit Beimengung von anderen pflanzlichen Spinnstoffen oder mit unwesentlicher Beimengung von Wolle oder Seide.	
	Baumwollgarne :	
	Anmerkung zu Nr. 137. Die Zuschläge dieser Nummer sind den Vertragszöllen der rohen Garne zuzurechnen.	
139	Garne, in Aufmachung für den Kleinverkauf.	100.—
	Baumwollwaren :	
143	Feine, das sind Gewebe aus Garn über Nr. 50 bis einschliesslich Nr. 100 :	
	a) roh	160.—
	b) gebleicht, merzerisiert oder gefärbt :	
	1. gebleicht, merzerisiert	245.—
	2. gefärbt	255.—
	c) bedruckt oder bunt gewebt :	
	1. bedruckt mit 1 bis 4 Farben oder in 2 Farben bunt gewebt .	300.—
	2. bedruckt mit 5 oder mehr Farben oder in mehr als 2 Farben bunt gewebt	330.—
144	Feinste, das sind Gewebe aus Garn über Nr. 100 :	
	a) roh	200.—
	b) gebleicht, merzerisiert oder gefärbt	290.—
	c) bedruckt oder bunt gewebt :	
	1. bedruckt mit 1 bis 4 Farben oder in 2 Farben bunt gewebt .	330.—
	2. bedruckt mit 5 oder mehr Farben oder in mehr als 2 Farben bunt gewebt	360.—

Nr. des österreichischen Tarifs	Beziechnung der Ware	Zollsatz Kronen für 100 kg
	Anmerkung zu Nr. 144 :	
	Plattstichgewebe aller Art :	
	1. buntgewebt :	
	α) Kleiderstoffe	280.—
	β) andere	310.—
	2. andere	250.—
	Hierunter fallen alle Plattstichgewebe (auch gefärbte, bedruckte oder buntgewebte, ohne Rücksicht auf die Beschaffenheit und Feinheit der zu ihrer Herstellung verwendeten Garne), das sind broschierte Gewebe mit stickereiähnlichen Mustern, bei denen die Figurschussfäden innerhalb der Grenzen der eingewebten Figuren mindestens auf einer Seite vollständig und auf der andern Seite teilweise flott liegen. Sie unterscheiden sich von Stickereien dadurch, dass bei ihnen der Figurfaden bei der Wiederkehr des Musters stets genau dieselben Fäden des Grundgewebes umfasst und von diesen webartig gebunden erscheint, was bei den Stickereien nicht der Fall ist. Bei jenen Plattstichgeweben, deren Grundgewebe aus Garn von Nr. 100 englisch und darunter hergestellt sind, kann die Verzollung nach Beschaffenheit des Grundgewebes dann eintreten, wenn sich dadurch ein Zoll von weniger als 280, bzw. 310, bzw. 250 Kronen für 100 kg ergibt und die Broschierfaden auf dem zur Erhebung des Gewichtes dieses Grundgewebes erforderlichen Coupon vorher entfernt worden sind.	
	Bei doppeltbreit gewebten Plattstichgeweben, die zur Aufmachung in Stücke der Länge nach halbiert werden, bleiben die zur Verhinderung des Ausfransens des Gewebes an diesen Trennungsstellen angebrachten einfachen Säume (Notsäume) bei der Zollbehandlung ausser Betracht.	
aus 147	Bandwaren (mit Ausschluss der Samtbänder) :	
	b) andere	210.—
aus 150	Spitzen, Spitzenstoffe und -tücher, auch bestickt ;	
	Luftstickereien (Ätzware) :	
	b) andere	800.—
151	Stickereien :	
	b) Tülle, bestickt	750.—
	b) andere	500.—
	Anmerkung zu Nr. 151 : Artikel der Kettenstichstickerei	450.—
aus 152	1. Hutgeflechte	200.—
	2. Posamentierwaren	230.—
aus 153	Hutstoffe aus Hanf, nicht über 50 cm breit :	
	a) roh	20.—
	b) gebleicht, geäschert, gefärbt, bedruckt oder bunt gewirkt . . .	60.—
	Anmerkung zu Nr. 153 : Der Zuschlag für gemustert durchbrochene Wirkwaren ist den Vertragszöllen dieser Nummer zuzurechnen.	
	TARIFKLASSE XIX. FLACHS, HANF, JUTE UND ANDERE NICHT BESONDERS BENANNTE PFLANZLICHE SPINNSTOFFE, GARNE UND WAREN DARAUS,	
	auch mit unwesentlicher Beimengung von andern Spinnstoffen.	
	Leinen-, Hanf-, Jute- usw. Waren :	
aus 161	Hutstoffe aus Hanf, nicht über 50 cm breit :	
	a) ungemustert :	
	1. roh, bis 160 Fäden in Kette und Schuss auf 2 cm im Geviert	20.—

Nr. des österreichischen Tarifs	Bezeichnung der Ware	Zollsatz Kronen für 100 kg
	2. gebleicht, geäschert, gefärbt, bedruckt oder bunt gewebt, bis 160 Fäden in Kette und Schuss auf 2 cm im Geviert . . .	60.—
	b) gemustert, mit Ausnahme der Damaste	60.—
166	Tülle, Spitzen, Spitzenstoffe und -tücher, auch bestickt ; Luftstickereien (Ätzware)	800.—
167	Stickereien	500.—
	Anmerkung : Artikel der Kettenstichstickerei	450.—
168	Anmerkung : Tagalgeflechte oder Hutgeflechte aus Hanf, einfach, auch mit unwesentlicher, d. h. 8 % nicht übersteigender Beimischung von Rosshaar, Seide oder andern Textilstoffen	frei
	Tarifklasse XX. Wolle, Wollengarne und Wollenwaren,	
	auch gemengt mit pflanzlichen Spinnstoffen oder mit unwesentlicher Beimengung von Seide.	
172	Wolle und Abfälle, roh, gewaschen, gekämmt, gebleicht, gefärbt, gemahlen	frei
	Anmerkung : Als gekämmte Wolle der Nr. 172 ist nur solche im Gewicht von 12 g. oder mehr für das Meter zu behandeln. Gekämmte Wolle im Gewicht unter 12 g für das Meter sowie Vorgespinste sind als Garne zu verzollen.	
	Wollengarne :	
aus 176	Kammgarne, nicht besonders benannte :	
	a) roh, einfach :	
	1. bis Nr. 45 metrisch	20.—
	2. über Nr. 45 metrisch	30.—
	b) roh, dubliert oder mehrdrähtig :	
	1. bis Nr. 45 metrisch	32.—
185	Stickereien :	
	a) mit Seide bestickt	600.—
	b) anders bestickt	500.—
aus 186	Hutgeflechte aus reinem Rosshaar	100.—
aus 187	Wirk- und Strickwaren :	
	d) nicht besonders benannte	320.—
aus 189	Filze und Filzwaren (mit Ausnahme von derlei Fussteppichen) : . .	
	b) andere Filze und Filzwaren	180.—
	Anmerkung : Stückfilze (Meterware) für Schuherzeugung und Klavierfilze für die Erzeugung von Hammerköpfen auf Erlaubnisschein	frei
	Tarifklasse XXI. Seide und Seidenwaren,	
	auch mit Beimengung von andern Spinnstoffen.	
193	Seide (abgehaspelt oder filiert), Abfallseide (Florettseide, Bourettseide), auch gezwirnt :	
	a) roh, auch weiss gemachte Abfallseide	frei
	b) gefärbt :	
	1. schwarz	90.—
	2. in anderen Farben, auch weiss gemachte (degummierte) Seide	110.—
	Anmerkung : Violettgarne sind wie rohe zu behandeln.	

Nr. des österreichischen Tarifs	Beziechnung der Ware	Zollsatz Kronen
		für 100 kg
aus 194	Kunstseide, auch gezwirnt:	Zuschlag von 85.— zum Zoll f. Kunstseide, auch gezwirnt, rohweiss, nicht gefärbt.
	b) gefärbt	
196	Zwirn aus Seide, Abfall- oder Kunstseide, auch in Verbindung mit andern Spinnstoffen, weiss gemacht oder gefärbt, in Aufmachungen für den Kleinverkauf:	
	a) aus Kunstseide	Zuschlag von 200.— zum Zoll f. Kunstseide, auch gezwirnt, rohweiss, nicht gefärbt.
	b) andere	200.—
	Ganzseidenwaren aus Seide, Abfall- oder Kunstseide, oder nur mit geringer Beimengung von andern Spinnstoffen :	
197	Kreppe und kreppartige Gewebe, Gaze und undichte Gewebe :	
	a) bestickt oder bedruckt	1250.—
	b) andere	1000.—
	Anmerkung : Hutkreppstoffe aus Kunstseide, nicht über 50 cm breit	650.—
198	Tülle, Spitzen, Spitzenstoffe und -tücher, auch bestickt ; Luftstickereien (Ätzware)	1800.—
199	Seidenbeuteltuch	500.—
202	Gewebe, nicht besonders benannte :	
	a) ungemustert, glatt (nicht fassoniert) :	
	1. ungefärbt oder schwarz gefärbt	650.—
	2. andersfarbig oder bunt gewebt	750.—
	3. bedruckt	950.—
	b) gemustert, fassoniert :	
	1. ungefärbt oder schwarz gefärbt	800.—
	2. andersfarbig oder bunt gewebt	900.—
	3. bedruckt	1100.—
	c) bestickt	1300.—
aus 203	Bandwaren (mit Ausschluss der Samtbänder) :	
	b) andere	1300.—
aus 204	1. Hutgeflechte aus Kunstseide oder Kunstseidensparterie	Zuschlag von 650.— zum Zoll f. Kunstseide, auch gezwirnt, rohweiss, nicht gefärbt.
	2. Hutgeflechte aus realer Seide oder Seidensparterie aus realer Seide	850.—
aus 205	Wirk- und Strickwaren :	
	b) andere	2000.—
	Krawatten aus Kunstseide	1600.—
	Halbseidenwaren aus Seide, Abfall-;oder Kunstseide mit wesentlicher Beimengung von andern Spinnstoffen :	
206	Kreppe und kreppartige Gewebe, Gaze und undichte Gewebe :	
	a) bestickt oder bedruckt	1000.—
	b) andere	700.—
	Anmerkung : Hutkreppstoffe aus Kunstseide, nicht über 50 cm breit	500.—
207	Tülle, Spitzen, Spitzenstoffe und -tücher, auch bestickt, Luftstickereien (Ätzware)	1200.—
210	Halbseidengewebe, nicht besonders benannte :	
	a) ungemustert, glatt (nicht fassoniert) :	
	1. ungefärbt	550.—

Nr. des österreichischen Tarifs	Bezeichnung der Ware	Zollsatz Kronen
		für 100 kg
	2. gefärbt oder bunt gewebt	700.—
	3. bedruckt	700.—
	b) gemustert :	
	1. ungefärbt	650.—
	2. gefärbt oder bunt gewebt	750.—
	3. bedruckt	850.—
	c) bestickt	1200.—
aus 211	Bandwaren (mit Ausschluss der Samtbänder) :	
	b) ripsartig gewebte graue, braune, grüne und schwarze Bänder in der Breite von 6,5 cm oder darunter (Herrenhutbänder) . . .	550.—
	c) andere	700.—
aus 212	1. Hutgeflechte aus Kunstseide oder Kunstseidensparterie	Zuschlag von 500.– zum Zoll f. Kunstseide, auch gezwirnt, rohweiss, nicht gefärbt.
	2. Hutgeflechte aus realer Seide oder Seidensparterie aus realer Seide	700.—
aus 213	Wirk- und Strickwaren :	
	b) andere	1000.

ANMERKUNG ZU TARIFKLASSE XXI. SEIDE UND SEIDENWAREN.

Als ganzseidene, bzw. halbseidene ungemusterte (nicht fassonierte) Gewebe und Armüren im Sinn der Nr. 202 *a* bzw. 210 *a*, werden jene anerkannt, die unabhängig davon, ob sie einfarbig, längs- oder quergestreift oder karriert sind, in der Bindung eine einheitlich regelmässige Oberfläche zeigen, die durch eine Kreuzung der Ketten- und Schussfäden, welche sich nach einer gewissen beschränkten Anzahl von Fäden immer wiederholt, hergestellt ist, und welche Stoffe mittels der gleichzeitigen Verwendung mehrerer Litzen erzeugt werden können, nämlich :

Taffetgewebe (Taffete, Louisines, Sarsenets, Marcelines, Lustrines, Failles, Gros-Grains, Ottomans, Gros de Londres, Gros de Suez, Gros de Tours u. dgl.) ;

Köpergewebe (Levantines, Surahs, Serges, Tricotines, Cotes satinées, Peau de soies u. dgl.) ;

Atlas- und Satingewebe (Satin de Lyon, Satin turc, Satin de Chine, Messaline, Satin grec, Satin merveilleux, Satin duchesse, Satin soleil, Satin marquise, Satin Rhadamès, Satin double face u. dgl.) ;

Armüren (Armures royales, armures régences, armures précieuses, armures piquées, Kettreps, Schussreps, Gros d'Italie u. dgl.).

Stoffe und Tüchel, bei denen in der Form von Randstreifen (Bordüren) zwei oder mehrere Armüren (Bindungen) getrennt auftreten, gehören zu den ungemusterten Geweben. Als solche sind insbesondere auch die Stoffe zu Regen- und Sonnenschirmen anzusehen, welche in der ganzen Breite aus einheitlicher Bindung (z. B. Taffet) bestehen und differierende Bindung (zumeist Atlas oder Cannelé) nur in der Form und Ausdehnung von Randstreifen (Bordüren) aufweisen. Der Charakter von Randstreifen (Bordüren) kann den getrennt auftretenden Bindungen der Stoffe zu Regen- und Sonnenschirmen oder Tücheln nur dann zuerkannt werden, wenn jeder Randstreifen schmäler ist als der achte Teil der Stoff- oder Tüchelseite, auf welcher er senkrecht steht. Als Breite einer Bordüre ist die ganze Entfernung vom Rand des Spiegels bis zum äussersten Rand des Stoffs oder Tüchels nur

Nr. des österreichischen Tarifs	Bezeichnung der Ware	Zollsatz Kronen
	dann anzusehen, wenn der äusserste Streifen längs der Tüchel- oder Stoffkante gleichfalls abweichende Bindung gegenüber dem eigentlichen Fonds (Spiegel) aufweist. Die Bindung und Zusammensetzung der Enden (Sahlleisten, Lisières), sofern nicht dadurch für die weitere Verwendung der Gewebe bestimmte Effekte (z. B. Bordüren u. dgl.) erzielt werden, fällt für die Verzollung nicht in Betracht. Als gemustert (fassoniert) sind ausser den Jacquardgeweben solche Gewebe zu betrachten, die aus der Verbindung zweier oder mehrerer getrennt auftretender Armüren (Bindungen) bestehen, seien es Ketteneffekte (Pékins), seien es Schuss-Effekte (Lancés). Seidenwaren aller Art in Verbindung mit Metallfäden unterliegen einem Zuschlag von 30 vom Hundert des Zolls der betreffenden Seiwaren.	
	TARIFKLASSE XXII. KONFEKTIONSWAREN.	für 1 Stück
aus 220	aus *a)* 1. Binsen- oder Röhrlihüte, geknüpft, nicht ausgerüstet . .	—.45
aus 221	aus *a)* 1. Binsen- oder Röhrlihüte, geknüpft, nicht ausgerüstet . .	—.35
aus 225	Leibwäsche und andere Unterkleider aus Gesundheitskrepp von der Art der hinterlegten Stoffmuster :	für 100 kg
	a) baumwollene	240.—
	b) wollene	260.—
	c) seidene	750.—
	d) halbseidene	585.—
	Anmerkungen zu Nr. 225 : 1. Leibwäsche und andere Unterkleider aus Gesundheitskrepp werden hinsichtlich ihrer Zutaten wie Wirk- und Strickwaren behandelt. 2. Der Berechnung des Zolls samt Aufschlag nach Nr. 225 sind die Vertragszölle des für die Verzollung massgebenden Bestandteils zugrunde zu legen.	
	ALLGEMEINE ANMERKUNGEN ZU DEN TARIFKLASSEN XVIII bis XXII.	
	1. Garne in geschlichteten oder geleimten Ketten unterliegen einem Zuschlag von 5 vom Hundert zum Zoll des verwendeten Garnes. 2. Eingewebte, eingewirkte, eingestrickte u. dgl. Glas-, Porzellan- oder Metallperlen, Glasschmelz, Flitter, Glasgespinste, Fischbeinfäden u. dgl. bleiben bei der Tarifierung von Gespinstwaren ausser Betracht. 3. Für die Verzollung von Stickereien ist der Grundstoff massgebend und bleiben die zum Sticken verwendeten Garne, soweit im Tarife hierüber nicht besondere Bestimmungen enthalten sind, ausser Betracht. Dies gilt auch für als Stickmaterial verwendete Metallfäden (Draht oder Lahn), Metallgespinste, Perlen u. dgl. Bei der Verzollung von Artikeln der Kettenstichstickerei bleiben andere Zierstiche, welche nach dem Prinzip der Kettenstichstickerei hergestellt sind, und Spachtelstiche (Spinnen), Langstiche, Schnurstiche oder Höhlstiche und Applikationen von Cambric, Musselin und dergleichen Geweben, ferner aufgenähte Effekte, wie Ringe, Rosetten, Bollen usw., wie auch unwesentliche Zutaten von Ätzstickereien oder Phantasietüllen ausser Betracht. Applikationsstickereien, bei denen der Grundstoff mit Mull oder Tüll durch Aufsticken von Mustern derart verbunden ist, dass die	

Nr. des österreichischen Tarifs	Bezeichnung der Ware	Zollsatz Kronen

Muster durch Ausschneiden des auf- oder darunterliegenden Stoffes sichtbar werden, gehören nicht zu den genähten Gegenständen der Nr. 225, sondern sind als Stickereien zu verzollen.

Bei Meterware bleiben Nähstiche, mittels welcher einzelne Stickerei-, Spitzen- oder Luftstickereirapporte oder Teile (Motive) davon der Fläche oder der Höhe nach zusammengesetzt und zu Meterware aneinandergereiht sind, ausser Betracht. Hingegen werden Konfektionsartikel, z. B. Kragen, Manschetten u. dgl. aus Stickerei- oder Luftstickereirapporten mittels Näharbeit zusammengesetzte Artikel als genähte Gegenstände behandelt und nach ihrem höchstbelasteten Bestandteil mit einem Aufschlag von 40 vom Hundert verzollt.

4. Bestickte Wirk- und Strickwaren, Flecht-, Posamentier- und Knopfwaren sind nicht als Stickereien, sondern nach ihrer sonstigen Beschaffenheit zu verzollen. Mit Seide bestickte oder mit Seide durch Näharbeit verzierte baumwollene, leinene und wollene Wirk- und Strickwaren sind wie halbseidene Wirk- und Strickwaren der Nr. 213 zu behandeln ; desgleichen sind mit Seide bestickte oder mit Seide durch Näharbeit verzierte baumwollene, leinene und wollene Flecht-, Posamentier- und Knopfwaren wie halbseidene Flecht-, Posamentier-und Knopfwaren der Nr. 212 in Verzollung zu nehmen.

5. Zu den Wirk- und Strickwaren (auch Strumpf-, Trikotwaren) gehören, mit Ausnahme von gehäkelten, gestrickten, gewirkten Spitzen sowohl gewirkte (Kulier-oder Kettenware), als auch gestrickte, gehäkelte, genetzte (Filet- oder Knüpfarbeit), z. B. dgl. Stoffe in Stücken (Meterware), Bänder, Geldbörsen, Handschuhe, Hauben, Hemden, Hosen, Joppen, Kapuchons, Kragen, Leibchen, Pelerinen, Puls-, Knie- und Taillenwärmer, Babyschuhe, Schürzen, Socken, Strümpfe, Taschen, Trikotanzüge, Tücher u. dgl., sowohl Fassonwaren, das ist regulär gearbeitete, als auch aus gewirkten Zeugstoffen zugeschnittene und genähte.

Bei Wirk- und Strickwaren bleiben Näharbeit sowie die zum Gebrauch erforderlichen Zutaten wie Einfassbänder, Besätze, benähte Knopflöcher, Knöpfe, Schlingen, Hafteln, Schnallen, Lederstreifen, einfache Zugschnüre, Bindebänder, Quasten, Ringe u. dgl. ausser Betracht.

Darüber hinausgehende Zutaten haben die Anwendung eines Zuschlags von 20 vom Hundert zum Zoll der Wirkwaren zur Folge.

Bei Handschuhen bleiben Tamburiernähte ausser Betracht.

Zu den Wirk- und Strickwaren gehören auch gewirkte oder gestrickte Mützen.

6. Gewebe, die nur mit einfachen Säumen oder mit einzelnen Nähten versehen sind, werden nicht nach den Zollsätzen für genähte Gegenstände, sondern nur mit einem Zuschlag von 10 vom Hundert zu dem Zoll für das betreffende Gewebe belegt.

Gespinstwaren, in die nur Buchstaben, wenn auch verschlungen oder in sich selbst verziert (Monogramme, Zierbuchstaben u. dgl.) oder Namen, Nummern u. dgl. eingestickt sind, werden nicht als Stickereien verzollt, sondern nach ihrer Beschaffenheit behandelt.

Für gestickte Taschentücher mit einfachen Säumen wird kein Zollzuschlag, für solche mit einfachen Ajoursäumen (Halbstäbchensäumen oder Ganzstäbchensäumen) ein Zollzuschlag von 10 vom Hundert zu den nach den einschlägigen Zolltarifnummern entfallenden Zollsätzen für Stickereien erhoben.

7. Bandartig geschnittene geradlinige Gewebestreifen sind zum Zollsatz des betreffenden Gewebes abzufertigen.

Nr. des österreichischen Tarifs	Bezeichnung der Ware	Zollsatz Kronen
		für 100 kg
	8. Die Berechnung des Zolles samt Aufschlag nach dem vorstehenden vertragsmässigen, bezw. autonomen Anmerkungen zu den Tarifklassen XVIII bis XXII sind die Vertragszölle für die betreffenden Waren zugrunde zu legen.	
	TARIFKLASSE XXIV. NICHT IN ANDEREN TARIFKLASSEN BENANNTE WAREN AUS BAST, BINSEN, ROHR, SCHILF, SPAN, STROH UND DERGLEICHEN.	
232	Hutgeflechte und andere Geflechte	frei
	Anmerkung: Geflechte in Verbindung mit Gespinstfäden, Rosshaar, Sparterie, Metallfäden oder Gespinstwaren sowie Sparterieplatten fallen unter die Nr. 234.	
aus 234	Sonstige Flechtwaren, auch Korbflechtwaren:	
	aus *c)* feine, dann alle in Verbindung mit feinen Stoffen:	
	1. feine, ohne Verbindung mit feinen Stoffen	36.—
	2. Geflechte in Verbindung mit Gespinstfäden	85.—
	d) alle in Verbindung mit feinsten Stoffen	200.—
	TARIFKLASSE XXV. PAPIER UND PAPIERWAREN.	
	Anmerkung zu den Nrn. 237 und 252: Sogenannte Automatenkartons für Stickmaschinen in Rollen oder in Streifen von 13,5 bis 18 cm Breite, beim Bezug durch Stickereiunternehmer oder Sticker auf Erlaubnisschein.	10.—
aus 242	Isolierpapiere und anderes imprägniertes oder lackiertes Papier für elektrotechnische Zwecke, auch Bänder aus solchen Papieren, beim Bezug durch Erzeuger elektrotechnischer Bedarfsgegenstände auf Erlaubnisschein.	7.—
	TARIFKLASSE XXVI. KAUTSCHUK, GUTTAPERCHA UND WAREN DARAUS.	
260	*a)* Schläuche aus oder mit Kautschuk, auch mit Gewebelagen oder Drahteinlagen	75.—
	b) Dichtungsmaterial, auch mit Asbest; Isolierstreifen aus Patentplatten, auch vulkanisiert.	80.—
aus 265	Gewebe und Wirkstoffe mit Kautschuk überzogen, getränkt, bestrichen oder durch Zwischenlagen von Kautschuk verbunden:	
	aus *b)* aus andern Gespinststoffen:	
	1. Isolierstreifen	50.—
	Anmerkung zu Nr. 267: Der Berechnung des Zolles samt Aufschlag nach Nr. 267 sind die Vertragszölle der Nrn. 265 und 266 zugrunde zu legen.	
	TARIFKLASSE XXVII. WACHSTUCH UND WAREN DARAUS.	
271	Fussbodenbeläge aus Wachstuch, Linoleum und Stoffen ähnlicher Zusammensetzung:	
	a) Inlaid-Linoleum; Linoleum in der Stärke über 2,2 mm . . .	40.—
	b) andere	70.—
	Anmerkung zu den Nrn. 273 und 274: Isoliergewebe (das sind mit Firnissen oder Lacken für elektrotechnische Zwecke imprägnierte	

Nr. des österreichischen Tarifs	Bezeichnung der Ware	Zollsatz Kronen
		für 100 kg
	Seiden-oder andere Gewebe) und Isolierbänder (das sind geschnittene, auch aneinandergestückelte Streifen oder Bänder aus Isoliergeweben) beim Bezug durch Erzeuger elektrotechnischer Bedarfsgegenstände auf Erlaubnisschein	90.—
	TARIFKLASSE XXVIII. LEDER UND LEDERWAREN.	
	Lederwaren :	
aus 287	Schuhwaren, aus oder mit Leder, auch in Verbindung mit feinsten Stoffen, das Paar im Gewicht :	
	c) unter 900 g bis 500 g, ferner Knaben-, Mädchen- und Kleinkinderschuhe sowie Sandalen	160.—
	d) unter 500 g	250.—
	TARIFKLASSE XXX. HOLZ UND HOLZWAREN ; DRECHSLER- UND SCHNITZSTOFFE UND WAREN DARAUS.	
aus 304	Geschnitzte oder mit Intarsien oder Verzierungen versehene Arbeiten aus Holz, wie die Interlakener, Brienzer oder Berneroberländer Artikel genannten Gegenstände und ähnliche, nach Art der vorgelegten Muster, mit oder ohne Beschläge :	
	1. Souvenirs	40.—
	2. andere	60.—
aus 305	Geschnitzte oder mit Intarsien oder Verzierungen versehene Arbeiten aus Holz, wie die Interlakener, Brienzer oder Berneroberländer Artikel genannten Gegenstände und ähnliche, nach Art der vorgelegten Muster, mit oder ohne Beschläge :	
	1. Souvenirs	70.—
	2. andere	80.—
	TARIFKLASSE XXXI. GLAS UND GLASWAREN.	
318	Glaskolben (Glasbirnen) für elektrische Glühlampen	30.—
	TARIFKLASSE XXXII. STEINE UND STEINWAREN.	
aus 333	Steinplatten in der Stärke unter 16 cm (mit Ausnahme von Schieferplatten und Lithographiesteinen) :	
	aus *b)* weiter bearbeitet, auch geschliffen oder poliert :	
	aus 3. Mika- und Mikanitplatten	7.—
aus 351	Mika- und Mikanitgewebe, auch in Bändern	25.—
	TARIFKLASSE XXXIV. EISEN UND EISENWAREN.	
	Eisenwaren :	
375	Röhren und Röhrenverbindungsstücke aus nicht schmiedbarem Guss	frei
aus 381	Blechwaren :	
	aus *b)* aus Blech in der Stärke unter 2 mm :	
	3. sonst fein bearbeitet, wie mit andern unedlen Metallen überzogen oder poliert mit eingepressten oder gestanzten	

Nr. des österreichischen Tarifs	Bezeichnung der Ware	Zollsatz Kronen für 100 kg
	Mustern, emailliert, fein angestrichen, lackiert, bemalt, bedruckt :	
	α. Tisch-, Haus-, Küchengeräte ; Emailgeschirr	66.50
	β. Emballagen	70.—
	γ. andere	80.—
aus 388	Werkzeuge :	
	f) Feilen und Raspeln, mit einer Hieblänge :	
	1. von 300 mm oder mehr	30.—
	2. unter 300 mm bis 150 mm	50.—
	3. unter 150 mm	60.—
aus 389	Nägel und Drahtstifte :	
	aus *a)* roh oder gewöhnlich bearbeitet :	
	2. Schuhnägel (ausgenommen handgeschmiedete) :	
	α. Tacks	15.—
	β. andere	20.—
aus 390	Schrauben, Schraubenmuttern und Bolzen :	
	aus *a)* Gleitschutznieten für Automobilreifen mit flachem Kopf und konischem Schliff, oben zum Börteln eingerichtet, mit glashart gehärtetem Kopf, der von der Feile nicht angeritzt wird	15.—
	b) mit Gewinde :	
	1. roh, mit einer Schaftdicke oder Lochweite :	
	α. von 14 mm oder mehr	18.—
	β. unter 14 mm bis 7 mm	26.—
	γ. unter 7 mm	42.—
	2. gewöhnlich oder fein bearbeitet, mit einer Schaftdicke oder Lochweite :	
	α. von 14 mm oder mehr	28.—
	β. unter 14 mm bis 7 mm	36.—
	γ. unter 7 mm	70.—
409	Waren aus schmiedbarem Eisen, nicht besonders benannte :	
	a) roh, gescheuert oder grob angestrichen, bei einem Stückgewicht :	
	1. von 25 kg oder mehr	10.—
	2. unter 25 kg bis 3 kg	12.—
	3. unter 3 kg bis 0,5 kg	14.—
	4. unter 0,5 kg	16.—
	b) in anderer Weise gewöhnlich bearbeitet, bei einem Stückgewicht :	
	1. von 25 kg oder mehr	20.—
	2. unter 25 kg bis 3 kg	22.—
	3. unter 3 kg bis 0,5 kg	24.—
	4. unter 0,5 kg	28.—
	c) fein bearbeitet, bei einem Stückgewicht :	
	1. von 25 kg oder mehr	28.—
	2. unter 25 kg bis 3 kg	32.—
	3. unter 3 kg bis 0,5 kg	36.—
	4. unter 0,5 kg	40.—
	TARIFKLASSE XXXV. UNEDLE METALLE UND WAREN DARAUS.	
aus 414	Bleche und Platten :	
	aus *a)* roh, nicht zugeschnitten, gebogen, vertieft oder gelocht :	
	3. aus Kupfer, Nickel, Aluminium und andern unedlen Metallen oder Metallegierungen in der Stärke :	
	α. von 0,5 mm oder mehr	19.—
	β. unter 0,5 mm	24.—

Nr. des österreichischen Tarifs	Bezeichnung der Ware	Zollsatz Kronen für 100 kg
aus 416	Stangen, Stäbe und Drähte :	
	aus *a)* roh :	
	3. aus Kupfer, Nickel, Aluminium und andern unedlen Metallen oder Metallegierungen in der Stärke :	
	α. von 0,5 mm oder mehr	19.—
	β. unter 0,5 mm	24.—
	Metallwaren :	
419	Blei- und Zinnfolien (Stanniol) ; Flaschenkapseln, Tuben und Spritzkorke aus Blei, verzinntem oder zinnplattiertem Blei oder Zinn :	
	a) blank, ausgenommen Zinnfolien	50.—
	b) andere :	
	1. Zinnfolien	70.—
	2. sonstige	80.—
aus 428	Waren, nicht besonders benannte, aus Kupfer oder anderweitig nicht genannten unedlen Metallen und Metallegierungen :	
	c) andere :	
	1. roh oder gewöhnlich bearbeitet	75.—
	2. fein bearbeitet :	
	α. Heisswasserapparate, auch vernickelt	130.—
	β. andere	150.—
430	Waren, nicht besonders benannte, aus Aluminium oder aluminiumähnlichen Legierungen :	
	a) für technische Zwecke, ausgenommen Folien und Tuben . . .	100.—
	b) andere :	
	1. Folien	180.—
	2. sonstige	160.—

Allgemeine Anmerkungen zu den Tarifklassen XXXIV und XXXV.

1. Unter schmiedbarem Eisen ist auch Stahl, Weich- und Stahlguss begriffen.

2. Das Beseitigen der Guss- und Pressnähte (Grate) durch Abmeisseln, Abschleifen, auch auf Schmirgelscheiben, Feilen oder Bestossen, das Ebnen von Bruchflächen, das Abstechen der Gussköpfe, das Vorschruppen zum Zwecke der Prüfung auf Fehlerfreiheit bei Stahlguss wird nicht als Bearbeitung angesehen.

3. Als gewöhnliche Bearbeitung im Gegensatz zu roh gilt : Scheuern, Feilen, Abschmirgeln, Abdrehen, Hobeln, grober Schliff und grober Anstrich ; überdies bei Eisenwaren (Nr. 373 bis 411) und Metallwaren (Nr. 417 bis 432) noch das Lochen, Bohren, Einschneiden von Gewinden, Nieten und Verschrauben.

4. Alle andern Bearbeitungen, wie das Überziehen mit unedlen Metallen, feiner Anstrich, feiner Schliff usw. gelten als feine Bearbeitung.

5. Insofern im Tarif nicht besondere Bestimmungen getroffen sind, unterliegen alle gravierten, ziselierten, guillochierten, vernickelten, verkobalteten Waren einem Zuschlag von 50 vom Hundert zum Zoll für die betreffende Ware. Sind bei der betreffenden Ware besondere Zollansätze für die gewöhnliche oder feine Bearbeitung vorgesehen, so ist der Berechnung des Zuschlags der Zollsatz für die feine Bearbeitung zugrunde zu legen. Der Berechnung des Zolles samt Zuschlag sind die Vertragszölle für die betreffenden Waren zugrunde zu legen.

6. Mit Gold oder Silber plattierte Waren sind wie vergoldete oder versilberte Waren zu behandeln.

Nr. des österreichischen Tarifs	Bezeichnung der Ware	Zollsatz Kronen
		für 100 kg
	Tarifklasse XXXVI. Maschinen, Apparate	
	aus Holz, Eisen oder unedlen Metallen, mit Ausnahme der in die Klassen XXXVII und XXXVIII gehörigen.	
aus 438	Dampfmaschinen, Dampf- und Wasserturbinen, Verbrennungsmotoren im Stückgewicht :	
	a) von 100,000 kg oder mehr :	
	1. Dampfturbinen	16.—
	2. Dampfmaschinen	18.—
	3. Wasserturbinen und Verbrennungsmotoren	20.—
	b) unter 100,000 kg bis 10,000 kg :	
	1. Dampfturbinen	18.—
	2. Dampfmaschinen	24.—
	3. Wasserturbinen und Verbrennungsmotoren	25.—
	c) unter 10,000 kg bis 2500 kg :	
	1. Dampfmaschinen	26.—
	2. Dampfturbinen, Wasserturbinen und Verbrennungsmotoren	30.—
	d) unter 2500 kg bis 200 kg :	
	Verbrennungsmotoren	38.—
aus 440	Maschinen und Apparate für die Vorbereitung, Verarbeitung oder Veredlung von Gespinststoffen und Gespinstwaren :	
	a) Nähmaschinen und Strickmaschinen :	
	1. mit Gestell	50.—
aus	2. Köpfe und bearbeitete Bestandteile von Köpfen :	
	α. Schiffchen, Greifer, Spulenhülsen	frei
aus	β. Köpfe und andere bearbeitete Bestandteile von Köpfen für Flachstrickmaschinen	80.—
	γ. andere	60.—
	3. Gestelle, auch zerlegt	30.—
	b) Webstühle und Hilfsmaschinen für die Weberei :	20.—
	1. Baumwoll- und Leinenwebstühle, Schlichtmaschinen . . .	16.—
	2. alle andern Webstühle, mit Ausnahme der Tuchwebstühle, und andere Hilfsmaschinen für die Weberei	13.—
	c) andere, wie Spinnerei- und Zwirnereimaschinen, Wirkstühle, Stickmaschinen, Klöppelmaschinen für die Spitzenerzeugung, Hilfsmaschinen für die Wirkerei und Strickerei, Maschinen und Apparate für die Bleicherei, Färberei, Druckerei, Zurichtung u. dgl.	frei
aus 441	Maschinen und Apparate, nicht besonders benannte :	
	aus *c)* aus Eisen, im Stückgewicht	
	aus 1. von 10,000 kg oder mehr :	
	α. Kakaobutterpressen	20.—
	β. Eismaschinen, Kältemaschinen ; Flachdruckrotationsmaschinen, Rotationsmaschinen	22.—
	γ. Zentrifugalpumpen	24.
	δ. Papiermaschinen ; Pressen und Kollergänge für Teigwarenfabrikation ; Kollergänge für Ziegel- und Zementfabriken	26.—
	aus 2. unter 10,000 kg bis 1000 kg. :	
	α. Maschinen zur Herstellung von Wicklungen aller Art und zum Bandagieren von Wicklungen für elektrische Maschinen und Apparate ; Schriftgiess- und Setzmaschinen	25.—

Nr. des österreichischen Tarifs	Beziechnung der Ware	Zollsatz Kronen
		für 100 kg
	β. Walzwerke und Mischmaschinen für Schokoladefabrikation ; Pressen und Kollergänge für Teigwarenfabrikation im Stückgewicht über 7000 kg ; Flachdruckrotationsmaschinen im Stückgewicht über 7000 kg.	30.—
	γ. Eismaschinen, Kältemaschinen ; Papiermaschinen ; Zentrifugalpumpen ; Ventilatoren ; Kompressoren ; Geschwindigkeitswechselgetriebe ; Hand- und Schnellpressen, Rotationsmaschinen ; Spezialmaschinen und Apparate für Mühlen (wie insbesondere Getreidereinigungs- und Sortiermaschinen für Mühlen und Speicher Getreide- Konditionierungs-apparate, Müllereiwalzenstühle, Plansichter, Griessputzmaschinen, Mischmaschinen) ; Trockenapparate und Pressen für Teigwarenfabrikation ; Maschinen für Bäckereien und Konditoreien (wie insbesondere Misch- und Knetmaschinen) ; Schneckenpressen, Revolverpressen für Ziegel- und Zementfabriken ; Walzwerke und Mischmaschinen für Seifen- und Farbenfabrikation	35.—
	aus 3. unter 1000 kg bis 200 kg :	
	α. Maschinen zur Herstellung von Wicklungen aller Art und zum Bandagieren von Wicklungen für elektrische Maschinen und Apparate	30.—
	β. Schleifmaschinen für Metalle	33.—
	γ. Walzwerke und Mischmaschinen für Schokoladefabrikation ; Schriftgiess- und Setzmaschinen	38.—
	δ. Eismaschinen, Kältemaschinen ; Papiermaschinen ; Zentrifugalpumpen ; Ventilatoren ; Kompressoren ; Geschwindigkeitswechselgetriebe ; Spezialmaschinen und Apparate für Mühlen (wie insbesondere Getreidereinigungs- und Sortiermaschinen für Mühlen und Speicher, Mehlpackmaschinen, Auflöser und Detacheure, Griessputzmaschinen, Mischmaschinen, Filter, Ventilatoren, Schnecken und Elevatoren) ; Trockenapparate für Teigwarenfabrikation ; Maschinen für Bäckereien und Konditoreien (wie insbesondere Misch- und Knet-, Rühr- und Schlag-, Reib- und Schneidmaschinen) ; Hand- und Schnellpressen, Rotationsmaschinen	40.—
	aus 4. unter 200 kg :	
	α. Maschinen zur Herstellung von Wicklungen aller Art und zum Bandagieren von Wicklungen für elektrische Maschinen und Apparate	35.—
	β. Schleifmaschinen für Metalle	38.—
	γ. Eismaschinen, Kältemaschinen ; Papiermaschinen ; Zentrifugalpumpen ; Ventilatoren ; Kompressoren ; Geschwindigkeitswechselgetriebe ; Maschinen für Bäckereien und Konditoreien (wie insbesondere Rühr- und Schlag-, Reib- und Schneid-, sowie Teigteilmaschinen) .	45.—
	TARIFKLASSE XXXVII. ELEKTRISCHE MASCHINEN UND APPARATE ; ELEKTROTECHNISCHE BEDARFSGEGENSTÄNDE.	
aus 442	Dynamomaschinen und Elektromotoren, auch in untrennbarer Verbindung mit mechanischen Vorrichtungen und Apparaten im Stückgewicht :	
	a) von 8000 kg oder mehr	24.—
	b) unter 8000 kg bis 3000 kg	33.—

Nr. des österreichischen Tarifs	Bezeichnung der Ware	Zollsatz Kronen
		für 100 kg
	c) unter 3000 kg bis 1000 kg	40.—
	d) unter 1000 kg bis 500 kg	45.—
	e) unter 500 kg bis 200 kg	56.—
	f) unter 200 kg bis 25 kg	70.—
	g) unter 25 kg :	
	1. unter 25 kg bis 5 kg	90.—
	2. unter 5 kg	120.—
443	Ruhende Transformatoren im Stückgewicht :	
	a) von 3000 kg oder mehr	45.—
	b) unter 3000 kg bis 500 kg	65.—
	c) unter 500 kg bis 25 kg	90.—
	d) unter 25 kg	120.—
444	Apparate :	
	a) für Telegraphie oder Telephonie, Läute- und Signalapparate	150.—
	b) für drahtlose Fernvermittlung	800.—
	c) Röntgen- und elektromedizinische Apparate und Hilfsgeräte im Gewicht :	
	1. von 250 kg oder mehr	100.—
	2. unter 250 kg bis 20 kg	120.—
	3. unter 20 kg.	150.—
446	Elektrizitätsmess-, zähl und- registrierapparate, auch mit Zeituhren oder auf Schalttafeln befestigt :	
	a) von 5 kg und darüber	150.—
	b) unter 5 kg	200.—
aus 448	Nicht besonders benannte elektrische Apparate und Vorrichtungen, wie Schalt- und Kontaktvorrichtungen, Anlasser, Regulatoren, Widerstände, Sicherungen, Schalter, Heiz- und Kochapparate im Stückgewicht :	
	a) von 250 kg oder mehr	65.—
	b) unter 250 kg bis 20 kg	90.—
	c) unter 20 kg bis 5 kg	120.—
	Heiz- und Kochapparate	110.—
	d) unter 5 kg bis 500 g	150.—
	Heiz- und Kochapparate	125.—
	e) unter 500 g.	180.—
	Heiz- und Kochapparate	160.—
	Anmerkung : Die Zölle der Nummern 442 bis 446 und 448 finden auch auf fertige Bestandteile der in diesen Nummern enthaltenen Maschinen, Apparate und Vorrichtungen Anwendung, wenn sie keinen andern Gebrauch als zur Zusammensetzung von solchen zulassen und nicht in dieser Klasse besonders genannt sind. Unfertige Bestandteile von Dynamomaschinen und Elektromotoren sind nach den Bestimmungen für Maschinen und Apparate der Klasse XXXVI, solche Bestandteile zu andern elektrischen Maschinen und Apparaten nach Beschaffenheit des Stoffes zu verzollen.	
aus 449	Isolierrohre zur Aufnahme elektrischer Leitungen, auch mit Anschlussmuffen, sowie Verbindungsstücke zu solchen :	
	a) ohne Eisen- oder Metallbewehrung (schwarze Rohre)	30.—
	b) mit Eisen- oder Metallbewehrung	35.—
	Anmerkung : Unter die Nr. 449 fallen auch Isolierrohre aus Papier oder Hartgummi mit oder ohne Bewehrung, ferner Isolierrohre aus Mika- und Mikanitpapier.	
450	Kabel und isolierte Drähte :	
	a) mit Bleiumpressung (Bleikabel), mit oder ohne Eisen- oder Metallbewehrung	36.—
	b) mit einer Isolierung aus Seide oder in Verbindung mit Seide	145.—

Nr. des österreichischen Tarifs	Bezeichnung der Ware	Zollsatz Kronen
		für 100 kg
	c) andere :	
	1. ohne Gummi-Isolierung	100.—
	2. mit Gummi-Isolierung	100.—
451	Elektrizitätssammler (Akkumulatoren) sowie Platten hierzu, ausgenommen Taschenakkumulatoren	60.—
	TARIFKLASSE XXXVIII. FAHRZEUGE.	
458	Fahrradbestandteile, bearbeitet :	
	a) Freilaufnaben und deren Bestandteile, Freilaufzahnkränze, starre Nabenkränze, Achsen, Fahrradketten, Kugellager, Kugelhalterringe, Griffe, Kettenkasten, Kotschützer, gebohrte Felgen	60.—
	b) Speichen, Speichennippel	120.—
	c) andere	200.—
aus 460	aus *a)* Räder und Vollräder für Kraftfahrzeuge aus schmiedbarem Eisen, im Stückgewicht von 4,5 kg oder mehr	35.—
	Anmerkung zu den Nrn. 465 und 466 : Bei der Abfertigung nach lit. *b* der Tarifanmerkung zu den Nrn. 465 und 466 ist der Zuschlag den Vertragszöllen dieser Nummern zuzurechnen.	für 1 Bruttoregistertonne
aus 468	Schiffe aus Eisen	12.—
	TARIFKLASSE XL. INSTRUMENTE UND ANDERE ERZEUGNISSE DER FEINMECHANIK ; UHREN.	
479	Instrumente, mathematische, physikalische, chirurgische, medizinische und andere nicht besonders benannte Erzeugnisse der Feinmechanik :	für 1 kg
	a) Reisszeuge	6.—
	b) andere	3.—
	mathematische, physikalische	2.—
aus 480	Optische Instrumente und Fassungen hierzu, ausgenommen solche aus Edelmetall :	
	aus *b)* photographische Kameras	4.50
aus 486	Sprechmaschinen und deren Bestandteile, mit Ausnahme der Platten und Walzen ; Spieldosen	für 100 kg 70.—
	Uhren :	
489	Taschenuhren und Uhren für Armbänder u. dgl. :	für 1 Stück
	a) mit Gehäusen aus Platin	10.—
	b) mit Gehäusen aus Gold	5.60
	c) mit Gehäusen aus Silber, auch vergoldet oder mit vergoldeten oder plattierten Rändern, Bügeln oder Knöpfen	2.60
	d) andere, auch vergoldet oder versilbert	1.20
490	Gehäuse zu Taschenuhren und Uhren für Armbänder u. dgl. :	
	a) aus Platin	8.50
	b) aus Gold	4.50
	c) aus Silber, auch vergoldet oder mit vergoldeten oder plattierten Rändern, Bügeln oder Knöpfen	1.50
	d) andere, auch vergoldet oder versilbert	—.30
	Anmerkung : Hierher gehören auch Mittelstücke von Uhrgehäusen (sogenannte Carrures).	
491	Uhrwerke zu Taschenuhren und Uhren für Armbänder u. dgl., sowie Rohwerke	—.80

Nr. des österreichischen Tarifs	Bezeichnung der Ware	Zollsatz Kronen für 1 Stück
	TARIFKLASSE XLII. CHEMISCHE HILFSSTOFFE UND ERZEUGNISSE ; ARZNEI- UND PARFÜMERIESTOFFE, SOWIE WAREN DARAUS ; FARBWAREN, KERZEN, SEIFEN.	
	Chemische Hilfsstoffe und Erzeugnisse :	
aus 500	Kalium-, Natrium- und Ammoniumverbindungen :	
	k 2 Kalium- und Natriumchlorat (chlorsaures Kalium und Natrium), Kaliumperchlorat und Natriumperchlorat	10.—
aus 510	Andere chemische Erzeugnisse :	
	aus *a)* Turicol, über besonders ermächtigte Zollämter	14.—
	d) Leim aller Art	14.50
aus 511	aus *a)* und *b)*.	
	1. Metaldehyd, fest (fester Brennstoff « Meta »)	25.—
	2. Bariumchlorat	10.—
	Arznei- und Parfümeriestoffe, sowie Waren daraus :	
513	Arzneien, zubereitet, sowie alle durch ihre Inschriften, Etiketten, Umschläge u. dgl. sich als Arznei-, auch Tierheilmittel ankündigenden Stoffe, soweit sie nicht einem höheren Zoll unterliegen ; ferner ausschliesslich für arzneiliche Verwendung bestimmte chemisch einheitliche, nicht besonders benannte Stoffe	50.—
	Farbwaren :	
525	Teerfarbstoffe, reine, mit höchstens 30 vom Hundert Streckungsmittel	frei
	Anmerkung : Der Zusatz von Streckungsmitteln im Ausmass von über 30 vom Hundert schliesst die Behandlung nach dieser Nummer nicht aus.	
534	Lacke und Lackfirnisse mit oder ohne Farbe	80.—
	TARIFKLASSE XLIV. SPIELWAREN UND CHRISTBAUMSCHMUCK.	
aus 548	Spielwaren und Christbaumschmuck, sowie Teile davon :	
	aus *a)* aus Holz :	
	2. fein gearbeitet, gebeizt, gefärbt, lackiert, poliert, bemalt . . .	50.—

ANLAGE B.

ZÖLLE BEI DER EINFUHR IN DAS SCHWEIZERISCHE ZOLLGEBIET.

Nr. des schweizerischen Tarifs	Bezeichnung der Ware	Zollsatz Franken
		per q
	I. Nahrungs- und Genussmittel.	
	B. Früchte und Gemüse.	
aus 23	Äpfel, Birnen, Quitten, offen, frisch, vom 1. September bis 30. November	2.—
	NB. ad 23. Äpfel, Birnen, Quitten werden auch dann als offen nach dieser Nummer zugelassen, wenn sie lose in Wagen eingehen, die mit nicht mehr als acht Abteilungen versehen sind. Die Wagenabteilungen dürfen mit Stroh belegt oder bedeckt oder mit Papier oder Stroh ausgeschlagen sein und können auch durch Strohlagen hergestellt sein.	
	D. *Animalische Nahrungsmittel.*	
84	Geflügel, getötet, anderes als Federwild	30.—
	II. Tiere und tierische Stoffe ; Düngstoffe und animalische Abfälle.	
	A. *Tiere.*	per Stück
145	Schafe	5.—
	III. Häute und Felle, Leder-, Lederwaren, Schuhwaren.	per q
177	Bodenleder aller Art, mit Einschluss von Kopf- und Bauchleder . . .	50.—
aus 182	Treibriemenleder, schwarz oder naturfarbig, nicht in Bahnen zugeschnitten	65.—
aus 188	Taschnerwaren aus Leder, ausgenommen Reiseartikel, auch in Verbindung mit Seide u. dgl.	200.—
200	Schuhe und Pantoffeln aus Seide, Seidensammet, Seidenplüsch, mit Ledersohle oder mit Lederbesatz	400.—
	V. Holz.	
	Bau- und Nutzholz, in der Längsrichtung gesägt oder gespalten, auch fertig behauen, roh, nicht gehobelt, nicht zusammengesetzt, anderes als Schwellen :	
237	— Nadelholz	2.50

Nr. des schweizerischen Tarifs	Bezeichnung der Ware	Zollsatz Franken per q
	Kistchen und Schachteln aus Holz, zur Verpackung von Kanditen und Zuckerwaren oder von Nähseide, auch mit eingepresster Firma oder Inhaltsbezeichnung, nicht in Verbindung mit Textilien, nach Art der vorgelegten Muster :	
aus 246	— rohe	20.—
aus 247	— andere	30.—
aus 248	Packfässer aus bloss gesägten, nicht gehobelten Brettern, ferner rohe, nicht gehobelte Bretter zu Packkisten, gebündelt, aus weichem Holz, für trockene Gegenstände	4.—
aus 250	Kreuzverleimte Holzplatten mit Aussenplatten von Erle oder Buche, nicht furniert, nicht veredelt, nicht den Charakter von Möbelteilen aufweisend	10.—
aus 253	Wäscheklammern aus Holz, mit Federn	30.—
	Möbel und Möbelteile (mit Ausnahme der Korbmöbel, sowie der unter Nr. 264 *b* genannten Sitzmöbel aus gebogenem Buchenholz), massiv oder furniert, auch ganz oder teilweise aus gebogenem Holze :	
aus 260	— glatt, andere als rohe	45.—
aus 262	— gekehlt, mit Stäben verziert : andere als rohe	60.—
aus 264 *a*	— geschnitzt oder eingelegt : andere als rohe	100.—
	Luxus-, Galanterie- und Phantasieartikel ; sog. Kleinmöbel (Nipp- und Rauchtischchen, Blumentische, Schatullen, Kassetten, Etuis, Dosen, etc.) :	
268*b*	— nicht in Verbindung mit Textilstoffen, Posamentier- oder Polsterarbeit	100.—
aus 271	Skis, andere als rohe	50.—
	VI. Papier und graphische Erzeugnisse.	
	A. *Rohstoffe zur Papierbereitung.*	
	Faserstoffe zur Papierfabrikation, auf chemischem Wege hergestellt (Zellulose, Stroh-, Alfastoff u. dgl.), nass oder trocken :	
290	— ungebleicht	4.—
291	— gebleicht	5.—
	B. *Unbedruckte Papiere, Kartons und Pappen.*	
	1. Ohne nachträgliche Bearbeitung.	
292	Pappen, graue, sowie Holz-, Stroh- und Lederpappen, etc., im Gewicht von mehr als 400 g per m^2 : in Bogen von 0,5 m^2 Flächeninhalt und mehr, auf mindestens einer Seite den Naturrand aufweisend	9.—
aus 299	Seidenpapier von 25 g und darunter per m^2, mit einer Breite von mindestens 25 cm, nicht für den Detailverkauf hergerichtet, mit Ausnahme von Zigarettenpapier	25.—
	2. Mit nachträglicher Bearbeitung.	
aus 306 *e*	Seidenpapier (in Bogen oder Rollen), gekreppt, einfarbig, mit einer Breite von mindestens 25 cm, nicht für den Detailverkauf hergerichtet	20.—

Nr. des schweizerischen Tarifs	Bezeichnung der Ware	Zollsatz Franken per q
	C. *Bedruckte Papiere, Kartons und Pappen.*	
aus 312	Falzkapseln aus Papier, einfarbig typographisch bedruckt	90.—
	Modezeitschriften, auch mit lose eingelegten Modebildern und Schnittmustern, lose oder broschiert :	
	— typographisch oder lithographisch bedruckt :	
aus 312	— — einfarbig	30.—
aus 314	— — mehrfarbig	30.—
aus 316	— nach andern Verfahren bedruckt (Lichtdruck, photographischer Druck, Stahl- oder Kupferdruck, etc.)	30.—
	NB. ad 312, 314, 316. Unter diese Nummern fallen auch die Modezeitschriften, die lediglich Abbildungen mit kurzer beigefügter Beschreibung oder mit Verweis auf eine an anderer Stelle des Heftes befindliche Beschreibung enthalten.	
	E. *Buchbinder- und Kartonnagearbeiten.*	
aus 331	Falzkapseln und Tekturen, unbedruckt	80.—
333	Enveloppen in Schachteln, Kassetten, etc., mit oder ohne Briefbogen (Papeterien u. dgl.), unbedruckt	100.—
aus 340 *b*	Lederalbums zum Einstecken von Bildern und Karten	150.—
	VII. Spinn- und Flechtstoffe ; Konfektion.	
	A. *Baumwolle.*	
aus 381	Wickelbänder und Tischborten, aus Baumwolle, am Stück, nach Art der vorgelegten Muster	200.—
aus 391	Klöppelspitzen aus Baumwolle	200.—
	B. *Flachs, Hanf, Jute, Ramie, etc.*	
	Hanfgarne, rohe, nicht für den Detailverkauf hergerichtet :	
397*a*	— einfach, bis und mit Nr. 5 englisch	12.—
aus 403	— gezwirnt	40.—
	D. *Wolle.*	
479	Decken (Bett- und Tischdecken etc.), abgepasst, ohne Näharbeit oder Posamentierarbeit, auch mit offenen oder mit bloss geknüpften Gewebefransen	210.—
	Filzplatten aus Wolle, vermischt mit andern Fasern, auch zugeschnitten, ohne Näharbeit :	
aus 492	— roh	70.—
aus 493	— gebleicht, gefärbt, bedruckt	90.—
	E. *Haare aller Art, nicht anderweit genannt.*	
aus 501	Filzplatten aus den unter Nr. 500 fallenden Tierhaaren oder ähnlichen geringen Stoffen, nicht mit Wollfasern vermischt	30.—

Nr. des schweizerischen Tarifs	Bezeichnung der Ware	Zollsatz Franken per q
	VIII. Mineralische Stoffe.	
aus 586	Gebrochener Walzschotter aus Gault	—.10
587	Pflastersteine, zugerichtet	—.30
	NB. ad 591 *a)* Hierher gehört auch Untersberger Marmor.	
	Magnesit, gebrannt :	
aus 609	— in Stücken ; Sintermagnesit	—.03
aus 613	— gemahlen, nicht chemisch rein (kaustischer Magnesit)	—.50
aus 620	Wärmeschutzmasse aus Kieselgur, auch mit Asbest, Haaren, Sägespänen u. dgl. vermischt	2.—
aus 623	*a)* Bausteine (auch Platten und Schalen) aus Kieselgur, auch vermischt mit andern Stoffen, Kork ausgenommen	4.—
	b) Magnesitplatten und Heraklithplatten, nach Art der vorgelegten Muster, bei der Einfuhr über die Zollämter St. Margrethen und Buchs	2.—
aus 624	Korksteine und Korksteinplatten für Bauzwecke, auch mit Zusatz von andern Materialien	15.—
aus 632*b*	Fabrikate aus künstlichem Schmirgel, andere als die unter den Nrn. 630, 632*a* genannten	25.—
	IX. Ton, Steinzeug ; Töpferwaren.	
	A. *Ton.*	
aus 660	Magnesitsteine, -düsen, -röhren und -röhrenformstücke : feuerfest	2.50
	XI. Metalle.	
	A. *Eisen.*	
	NB. ad 712-714. Unter diese Nummern fällt auch sog. gereelter Rundstahl, nach Art der vorgelegten Muster, der warmgewalzt noch im warmen Zustand gerichtet und egalisiert wurde.	
	NB. ad 742. Unter diese Nummer fällt auch roher Hohlbohrstahl (rund, sechs- oder achtkantig).	
	Feilen und Raspeln, mit Hiebflächenlänge von :	
748	— 35 cm und darüber	25.—
749	— 16 bis auf 35 cm	35.—
750	— weniger als 16 cm	50.—
aus 751	Sensen und Sicheln	15.—
	Drahtzieheisen, das Stück im Gewichte von :	
aus 757	5 kg und darüber	20.—
aus 758	2 bis auf 5 kg	30.—
aus 759	0,5 bis auf 2 kg	35.—
779	Pfannen und Pfannenschalen, roh, geschliffen oder verzinnt	25.—
785*b*	Eisendrahtgeflechte, auch verzinkt	25.—
aus 802*b*	Bohrstahl, Hohlbohrstahl (rund, sechs- oder achtkantig), roh, mit Einsteckenden ; Schlangenbohrstahl (voll oder hohl), roh, mit Einsteckenden	10.—
	NB. ad 802*b*. Unter diese Nummer fallen auch Gewehrlaufstäbe roh, geschmiedet, ungelocht.	
aus 809	Hufeisengriffe und -stollen	40.—

Nr. des schweizerischen Tarifs	Bezeichnung der Ware	Zollsatz Franken per q
	B. *Kupfer.*	
aus 835	Firmenschilder aus Messing, poliert oder mattiert	80.—
aus 836	Firmenschilder aus Messing, vernickelt, oxydiert, bemalt, gefirnisst .	90.—
aus 837	Firmenschilder und Hohlwaren aus Messing, versilbert	120.—
	E. *Zinn.*	
856	Stanniol	50.—
	Tuben aus Zinn :	
aus 857	— roh	40.—
aus 858*c*	— andere	90.—
	Flaschenkapseln aus Zinn :	
aus 857	— roh	40.—
aus 858*b*	— andere	80.—
	F. *Nickel.*	
aus 860	Packfongblech und -draht	20.—
	NB. ad 860. Unter diese Nummer fallen auch Rondellen aus Packfongblech.	
	H. *Edle Metalle.*	
aus 873 *a*	Firmenschilder aus anderen unedlen Metallen als Kupfer und Messing, versilbert ; Hohlwaren aus Packfong oder Alpacca, versilbert . . .	120.—
	XII. Maschinen, mechanische Geräte und Fahrzeuge.	
	A. *Maschinen und mechanische Geräte.*	
aus 893 *a*	Siebmaschinen und Sortiermaschinen für Getreide und Sämereien, landwirtschaftliche	15.—
aus 893 *b*	Dengelmaschinen	20.—
	Werkzeugmaschinen für die Holzbearbeitung, das Stück im Gewicht von :	
aus 895 b M 6	— 2500 bis auf 10,000 kg	20.—
aus 896 b M 6	— 500 bis auf 2500 kg	20.—
	Konditoreimaschinen mit Kraftbetrieb, vorwiegend aus Eisen (Massenschlag- und Rührmaschinen, Mandel- und Schokoladereibmaschinen, Mandelschälmaschinen, Gefrorenesmaschinen, Fondanttabliermaschinen), das Stück im Gewicht von :	
aus 897 b M 7	— 100 bis 500 kg	30.—
aus 898 b M 7	— 50 bis 100 kg	35.—
	Gerbstoffmühlen, Gerberei- und Lederzurichtmaschinen, das Stück im Gewicht von :	
aus 895 b M 9	— 2500 bis auf 5000 kg	20.—
aus 896 b M 9	— 500 bis auf 2500 kg	20.—
aus 897 b M 9	— 100 bis auf 500 kg	30.—
	B. *Fahrzeuge.*	
aus 909	Handschlitten ohne Lenkvorrichtung, mit einer Sitzlänge von mehr als 65 cm	40.—

Nr. des schweizerischen Tarifs	Bezeichnung der Ware	Zollsatz Franken per q
	XIII. Uhren ; Instrumente und Apparate.	
	B. *Instrumente und Apparate.*	
aus 956	Magnete aller Art, nicht unter die Nummern 894 898 fallend	40.—
958	Kirchenorgeln und nicht anderweit genannte fertige Bestandteile von solchen	80.—
	XIV. Drogen, Chemikalien, Farbwaren und verwandte Produkte.	
	B. *Chemikalien für gewerblichen Gebrauch.*	
1046	Wasserstoffsuperoxyd, technisch rein, für gewerblichen Gebrauch . .	5.—
	D. *Technische Fette, Öle und Wachsarten ; Mineral-, Teer- und Harzöle ; Seifen.*	
1137	Wachsarbeiten aller Art, andere als die unter Nrn. 1135/1136 genannten . . . . . NB. ad 1137. Wachsfiguren, auch mit Perücke aus Wollhaar, oder in Verbindung mit Papier oder unedlem Metall werden nach dieser Nummer zugelassen.	40. -
	XV. Nicht anderweit genannte Waren.	
aus 1145	Holzperlen und Waren daraus ; Spritzkorke aus Zinn, auch in Verbindung mit Kork	120.—
	Reiseartikel aller Art :	
1152	— aus Leder	200.—
1153	— andere	120.—
1161*a*	Binden aller Art für Verbandzwecke	100.—

ANLAGE C.

ZUSATZBESTIMMUNGEN.

Zu Artikel 3.

Die vertragschliessenden Teile behalten sich gegenseitig das Recht vor, die Einfuhr- und Ausfuhrzölle in Gold zu erheben ; sie sichern sich aber in dieser Hinsicht die Behandlung der meistbegünstigten Nation zu. Wenn der eine oder der andere der vertragschliessenden Teile die Erhebung der Zölle in Gold anordnet, so können diese Zölle in Papiergeld des betreffenden Landes mit einem Aufgeld, das der allfälligen Entwertung des genannten Geldes entspricht, entrichtet werden.

Zu Artikel 7 *und* 9.

Es besteht Einverständnis darüber, dass die Bestimmungen des letzten Absatzes des Artikels 7 hinsichtlich der Warenumsatzsteuer keine Anwendung finden und dass die aus Anlass der Ausfuhr von

Waren stattfindenden Vergütungen an der genannten Steuer nicht als Gewährung von Ausfuhrprämien im Sinne des ersten Absatzes des Artikels 9 anzusehen sind.

Zu Artikel 11.

Unter Frachtfuhrgewerbe im Sinne des letzten Absatzes des Artikels 11 ist die gewerbsmässige Beförderung von Gütern und Personen auf Landwegen, mit Ausschluss der Eisenbahn, zu verstehen. Unter Gewerbesteuer soll jede steuerliche Belastung des Gewerbebetriebs, einschliesslich der Besteuerung des Einkommens aus demselben verstanden werden, gleichviel ob die Steuer für Rechnung des Staates oder der Kommunen usw. erhoben wird.

Soweit der Gewerbetreibende Transporte zwischen einzelnen innerhalb der Gebiete des andern vertragschliessenden Teils gelegenen Orten vermittelt, unterliegt er der Besteuerung nach den Landesgesetzen unter Berücksichtigung der etwa bestehenden Bestimmungen zur Vermeidung von Doppelbesteuerungen. Wenn der Gewerbetreibende in den Gebieten des andern vertragschliessenden Teils neben dem Frachtfuhr- oder dem Schiffahrtsgewerbe einen selbständigen nicht unmittelbar durch die Ausübung dieser Gewerbe bedingten Nebenbetrieb hält oder Grundeigentum besitzt, unterliegt er hierfür ebenfalls der Besteuerung nach den Landesgesetzen ohne Einschränkung.

Beim Schiffahrtsgewerbe ist ein selbständiger Nebenbetrieb nicht darin zu finden, dass der Gewerbetreibende auf den in den Gebieten des andern Teils gelegenen Stationen die mit seinen Transportmitteln ankommenden Güter an die am Ort selbst befindlichen Empfänger unmittelbar oder an die ausserhalb befindlichen Empfänger durch Vermittlung der Eisenbahnen usw. weiter befördert und umgekehrt, dass er die zur Beförderung mit seinen Transportmitteln bestimmten Güter am Ort selbst in Empfang nehmen und zur Verladung auf seine Transportmittel bringen lässt ; ebensowenig kann ein solcher Betrieb schon darin gefunden werden, dass der Gewerbetreibende mit einem in den Gebieten des andern Teils ansässigen selbständigen Spediteur eine dauernde Geschäftsverbindung unterhält.

Zu Artikel 12.

§ 1.

Als Grenzbezirke (Grenzzonen) werden auf beiden Seiten der gemeinschaftlichen Zollgrenze gelegene Gebietsteile bis zu einer Ausdehnung von je 10 km anerkannt. Die nähere Festsetzung dieser Gebietsteile bleibt den beiden Regierungen vorbehalten, wobei in Ausnahmefällen eine Ausdehnung bis höchstens 15 km zulässig ist. Die Bewohner der Grenzbezirke sind Grenzbewohner im Sinne der Vereinbarungen.

§ 2.

Kleiner Grenz- und Marktverkehr.

1. Im beiderseitigen Einfuhrverkehr innerhalb der Grenzbezirke sind täglich einmal frei von Ein- und Ausfuhrzöllen oder irgendwelchen andern Abgaben zuzulassen :

a) in Mengen von höchstens 2 kg, bzw. 2 Litern :
Fleisch von Vieh, frisch oder einfach zubereitet ;
frische Milch, saure Milch, Topfen.

b) in Mengen von höchstens 3 kg :
Müllereierzeugnisse aus Getreide ;
Hülsenfrüchte ;
frisches Obst, mit Ausnahme der Weintrauben ;
gewöhnliches Brot oder Backwerk.

Die vorstehenden Begünstigungen beziehen sich nur auf Waren, die innerhalb des ausländischen Grenzbezirks erzeugt wurden und von Grenzbewohnern für den Bedarf des eigenen Haushalts — unter Ausschluss der Versendung durch eine Transportanstalt — im Strassenverkehr eingebracht werden.

2. Im gegenseitigen Verkehr der Grenzbezirke dürfen folgende, aus dem Grenzbezirk stammende Waren in Mengen, die den eigenen Bedarf der Grenzbewohner nicht übersteigen, frei von Ein- und Ausfuhr-abgaben, unter Anmeldung bei den Zollämtern, auf den Zollstrassen über die Grenze gebracht werden :

Natürliche und künstliche Düngemittel, Flachs und Hanf in Stengeln, Grün- und Rauhfutter (Futterkräuter, Heu, Häckerling), Stroh, Waldstreu, Moos, Riedstreu, gemeiner Bausand, Kieselsteine, gemeine Ton-und Töpfererde, Torf und Moorerde.

Mit Bewilligung der Zollverwaltung dürfen diese Waren auf bestimmten Grenzstrecken, wo dies die örtlichen Verhältnisse wünschenswert und zulässig erscheinen lassen, auch auf Nebenwegen über die Grenze gebracht werden.

3. Getreide, Ölsamen, Hanf, Flachs, Holz, Lohe und ähnliche landwirtschaftliche Erzeugnisse, die von Grenzbewohnern zum Vermahlen, Stampfen, Schneiden, Reiben oder dgl. in den jenseitigen Grenzbezirk verbracht und im verarbeiteten Zustand zurückgeführt werden, bleiben unter den im Einzelfall festzusetzenden Kontrollbedingungen frei von Ein- und Ausfuhrabgaben.

Die Mengen der aus diesen Rohstoffen erzeugten Produkte, die wieder eingeführt werden dürfen oder wieder ausgeführt werden müssen, sind erforderlichenfalls von den beiderseitigen Zollverwaltungen im Einvernehmen festzusetzen.

4. Zur Erleichterung des Verkehrs der beiderseitigen Grenzbewohner mit Gegenständen des eigenen Bedarfs, die zur handwerksmässigen Bearbeitung aus einem Grenzbezirk in den gegenüberliegenden gebracht werden und zurückkommen, werden die beiderseitigen Grenzzollämter ermächtigt werden, diesen Verkehr in beiden Richtungen zuzulassen, wenn die örtlichen und wirtschaftlichen Verhältnisse ihn erfordern. Der handwerksmässigen Bearbeitung ist die häusliche Lohnarbeit gleichzustellen. Die handwerksmässige Bearbeitung darf bei Garnen und Geweben auch im Färben bestehen. Im Bearbeitungsverkehr mit Stoffen zur Herstellung von Kleidungsstücken erstreckt sich die Zollfreiheit auch auf die bei der Herstellung verwendeten Zutaten.

5. Zubereitete Arzneiwaren, welche Grenzbewohner gegen Rezepte von den laut Übereinkunft vom 29. Oktober 1885 zur Ausübung der Praxis berechtigten Ärzten und Tierärzten in, den Verhältnissen der Beziehenden entsprechenden, kleinen Mengen aus benachbarten Apotheken holen oder welche die genannten Sanitätspersonen nach Zulass der bezüglichen in dem betreffenden Gebiet geltenden Sanitätsvorschriften mit sich führen, dürfen, unter Vorbehalt der Anmeldung beim Zollamt, ohne besondere Bewilligung frei von Abgaben über die erlaubten Zollstrassen, in dringenden Fällen unter Berücksichtigung der örtlichen Verhältnisse auch auf Nebenwegen, eingebracht werden. Bei einfachen, zu Medizinalzwecken dienenden Drogen und einfachen pharmazeutischen und chemischen Produkten, die auf der Umhüllung eine genaue und deutliche pharmazeutische Bezeichnung tragen und nach den in den betreffenden Gebieten geltenden Bestimmungen im Handverkauf verabreicht werden dürfen, wird überdies von dem Erfordernisse der Beibringung von Rezepten abgesehen.

6. Die im Grenzbezirk ansässigen Ärzte, Tierärzte und Hebammen dürfen in Ausübung ihres Berufes die Grenze mit Pferdefuhrwerken, und wenn sie mit besondern zollamtlichen Legitimationskarten ausgestattet sind, auch mit Fahrrädern, Motorrädern oder Automobilen, ohne jeweilige Stellung zu einem Zollamt und ohne Beschränkung auf die Tageszeit, in dringenden Fällen auch auf Nebenwegen, überschreiten. Nähere Anordnungen bezüglich dieser Erleichterungen werden die beiderseitigen Zollverwaltungen im Einvernehmen treffen.

§ 3.

Landwirtschaftlicher Grenzverkehr.

1. Vieh, das auf nahe Weideplätze geführt und noch am selben Tag wieder zurückgebracht wird, bleibt gegen Anmeldung der Viehbestände durch die in Betracht kommenden Grenzbewohner und Festsetzung der Auf- und Abtriebstunden, ohne Einleitung des Vormerkverfahrens, frei von Abgaben.

Für diesen Verkehr sind die von den zuständigen Verwaltungsbehörden im gegenseitigen Einvernehmen als Viehtriebwege bezeichneten Strassen einzuhalten.

2. Unter Vorbehalt der zollamtlichen An- und Abmeldung und der für das Vormerkverfahren vorgeschriebenen Zollsicherung, sowie der Bestimmung von Ziffer 1, Absatz 2, werden frei von Ein- und Ausfuhrabgaben belassen :

a) Vieh zum Verwiegen, zum Belegen, zum Beschneiden, zur tierärztlichen Behandlung oder zur vorübergehenden Arbeit im Fusstrieb, sowie landwirtschaftliche Maschinen und Geräte zur vorübergehenden Benützung ;

b) Ochsen, Kühe und Jungviehtiere, die auf eine bestimmte, vom Beteiligten festzusetzende Frist, die zwei Jahre nicht überschreiten darf, aus österreichischem Gebiet nach dem Samnaunertal zur Verwendung als Arbeitsvieh eingeführt werden.

3. Rohe Bodenprodukte und Erzeugnisse der Viehzucht jenes Teils grenzdurchschnittener Besitzungen, der durch den Zug der Grenze von den Wohn- und Wirtschaftsgebäuden getrennt ist, bleiben beim Transporte in diese Wohn- und Wirtschaftsgebäude frei von allen Ein- und Ausfuhrzöllen oder irgendwelchen andern Abgaben.

Die gleiche Begünstigung gilt für das zu diesen Besitzungen gehörende Vieh und die Wirtschaftsgeräte, die von einem Teil der Besitzungen in den andern gebracht werden, sowie für die zur Bestellung mit Feldfrüchten erforderliche Aussaat.

4. Grenzbewohner, die diesseits der Grenze ihren Wohnsitz haben und im jenseitigen Grenzbezirk auf eigenen oder gepachteten Äckern oder Wiesen oder sonst, jedoch nur in der Nähe ihres Wohnorts, Feldarbeiten zu verrichten haben, können das für diese Arbeiten erforderliche Vieh und Gerät, die erforderliche Aussaat und die auf den bearbeiteten jenseitigen Grundstücken gewonnenen rohen Bodenprodukte, mit Ausnahme der Weintrauben, frei von Ein-oder Ausfuhrabgaben über die Grenze bringen. Die Verbringung über die Grenze kann gegen vorherige zollamtliche Anmeldung oder gegen Spezialbewilligung ausnahmsweise auch auf Nebenwegen erfolgen, wenn die örtlichen Verhältnisse oder die Art der zu verrichtenden Arbeiten es als notwendig erscheinen lassen, die zur Zollsicherung getroffenen Anordnungen befolgt werden und der Grenzbewohner aus dem jenseitigen Grenzbezirk an demselben Tag zurückkehrt, an dem er ihn betreten hat. Die Beförderung von Vieh ist jedoch nur auf solchen Wegen zulässig, die im gegenseitigen Einvernehmen von den zuständigen Verwaltungsbehörden als Viehtriebwege bestimmt werden.

5. Grenzbewohner, welche auf Grund von Dienstverträgen in der Nähe ihres Wohnsitzes in land- und forstwirtschaftlichen Betrieben des jenseitigen Grenzbezirks zeitweilig land- oder forstwirtschaftliche Arbeiten verrichten, können, wenn sie aus dem jenseitigen Grenzbezirk regelmässig spätestens vor Ablauf des 6. Tages nach Betreten des Arbeitsorts in ihren Wohnort zurückkehren, bei Beobachtung der zur Zollsicherung getroffenen behördlichen Anordnungen ungehindert die Zollgrenze auch auf Nebenwegen überschreiten und die zur Arbeit erforderlichen Geräte zoll- und abgabenfrei über die Grenze bringen.

Die für solche Arbeiter in ihrem Wohnort zubereiteten Speisen können ihnen ebenfalls zoll- und abgabenfrei über die Grenze zugetragen werden, vorausgesetzt, dass der Zuträger noch an demselben Tag, an dem er den jenseitigen Grenzbezirk betreten hat, zurückkehrt.

§ 4.

Allgemeiner Grenzverkehr.

1. Beim Eingang an Bewohner der inländischen Grenzzone zum Verbrauch innerhalb dieser Zone bleiben gegen Nachweis der Erzeugung in der ausländischen Grenzzone von allen Ein- und Ausgangszöllen befreit :

Äpfel, Birnen, Quitten und Zwetschgen,
unverpackt, auch in abgeteilten, mit Stroh oder Papier belegten oder ausgeschlagenen Wagen, oder in Säcken oder offen in Kisten oder Körben.

Nachstehende Waren, die nachweislich in der österreichischen Grenzzone erzeugt worden sind und an Bewohner der schweizerischen Grenzzone zum Verbrauch innerhalb dieser Zone eingehen, werden zu folgenden Zollsätzen zugelassen :

Nr. des schweizerischen Tarifs	Warenbezeichnung	Zollsatz Franken
		per q
aus 116	Obstwein (Most) in Fässern	3.—
	Dachziegel :	
	—roh oder engobiert	
647	— — Falzziegel	1.50
648	— — andere	1.50
	Backsteine :	
	— roh oder engobiert	
651	— — ungelocht oder quergelocht	—.80
	— — längsgelocht	
652	— — — von 30 cm Länge und darunter	1.50
653	— — — andere ; Hourdis	1.50

Obstwein und Obstmost aus Äpfeln und Birnen in Fässern, der nachweislich in der schweizerischen Grenzzone erzeugt worden ist und an Bewohner der österreichischen Grenzzone zum Verbrauch innerhalb dieser Zone eingeht, wird zum Zollsatz von 3 K. für 100 kg zugelassen.

Solange als das Fürstentum Liechtenstein durch einen Zollanschlussvertrag mit der Schweiz verbunden ist, wird Österreich jährlich über einvernehmlich festzusetzende Zollämter :

1. 500 q liechtensteinischen Sauerkäse zollfrei,
2. 200 q gemuckerte Ofenkacheln zum Zollsatz von 1 K. 10 für 100 kg gegen Nachweis des liechtensteinischen Ursprungs durch ein Zeugnis der Behörde des Erzeugungsorts zulassen.

2. Bei der Einfuhr in die Schweiz gelten für die nachstehenden Waren, welche nachweislich innerhalb der österreichischen Grenzzone erzeugt worden sind, folgende Jahreskontingente und Zollsätze :

Nr. des schweizerischen Tarifs	Warenbezeichnung	Kontingent	Zollsatz Franken
		in q	per q
	Fische :		
	— frisch oder gefroren		
87*a*	— — Süsswasserfische	250	2.—
	Bau- und Nutzholz :		
240	— abgebunden	4,000	6.—
	— Fertige Bodenteile aller Art für Parketterie		
242	— — unverleimt	1,000	15.—
256 *a c*	Küfer- und Küblerwaren, montiert oder demontiert, ohne oder mit Eisenbeschlägen	150	20.—
aus 585	Unzerkleinerter Kies und Sand in offenen Wagen oder Schiffsladungen	500,000	frei
aus 586	Gebrochener Walzschotter aus Gault	50,000	0,06
aus 588	Rohe Bruchsteine aus Gault	100,000	0,05
aus 817	Kupfer- oder Messingschalen, roh, ausgeschlagen zu Pfannen und Kesseln	50	10.—

Bei der Einfuhr in die Schweiz wird über die Zollämter Buchs und St. Margrethen Bau- und Nutzholz aus Nadelholz, in der Längenrichtung gesägt oder gespalten, auch fertig behauen, anderes als Schwellen (Nr. 237 des schweizerischen Tarifs), gegen Nachweis des Ursprungs aus dem Bundesland Vorarlberg bis zu einer Jahreshöchstmenge von 80,000 q zum Zollsatz von Fr. 1.70 per q zugelassen.

Grobe wollene Strumpfwaren, Strümpfe, Socken, Handschuhe u. dgl., aus dem Paznauner-, Montafoner- und Stanzertal, sowie in diesen Tälern erzeugte Loden am Stück werden beim Eingang in die Schweiz über die Zollämter St. Margrethen, Buchs und Martinsbruck, welche mit Mustern dieser Waren versehen sind, gegen Nachweis ihres Ursprungs durch Bescheinigung der Behörde ihres Erzeugungsorts, in einer Jahresmenge von 40 q Strumpfwaren zum Zollsatz von Fr. 200. — per q und von 80 q Loden zum Zollsatz von Fr. 150.— per q zugelassen. Werden die erwähnten Waren von Händlern oder Hausierern selbst mitgeführt, so wird nicht gefordert, dass eine spezielle Ursprungsbescheinigung für die jedesmal vorgeführte Menge ausgestellt sei, sondern es wird bei Übereinstimmung der charakteristischen Merkmale der Ware mit den beim Zollamt befindlichen Mustern eine Bescheinigung der Behörde des Erzeugungsorts über die Gesamtmenge der betreffenden Waren, welche der Händler oder Hausierer aus den Erzeugungsorten mitführte, für ausreichend angesehen.

Beim Eingang in die Schweiz über einvernehmlich festzustellende Zollämter werden gegen Nachweis des Ursprungs aus den Bundesländern Oberösterreich oder Vorarlberg zugerichtete Pflastersteine (Nr. 587 des schweizerischen Tarifs) bis zu einer Jahreshöchstmenge von 25,000 q zum Zollsatz von 20 Rp. per q zugelassen.

§ 5.

Allgemeine Bestimmungen.

1. Die beiden Regierungen behalten sich die Kontrolle über die Einhaltung der Zusatzbestimmungen zu Art. 12, sowie die Befugnis zur Aufhebung oder Einschränkung dieser Begünstigungen im Fall von Hintergehungen vor.

2. Die Begünstigungen dieses Übereinkommens erstrecken sich nicht auf die Erzeugnisse, welche die Staatsmonopole eines der vertragschliessenden Teile bilden oder zur Erzeugung von monopolisierten Waren bestimmt sind ; für diese bleiben die einschlägigen Bestimmungen vorbehalten.

Ebenso sollen durch die in den vorstehenden Bestimmungen für den Grenzverkehr getroffene Regelung die in den beiden Staaten jeweils bestehenden sonstigen Einschränkungen der Verkehrsfreiheit, sowie die polizeilichen Vorschriften über den Grenzübertritt nicht berührt werden.

Zu Artikel 15.

Zur Feststellung der Nämlichkeit der Waren werden die amtlichen Erkennungszeichen, welche beim Ausgang aus einem der beiden Länder auf Waren, die Gegenstand eines Freipasses oder einer Vormerkung sind, eventuell angebracht wurden, von den Stellen des andern Landes anerkannt. Immerhin haben die Zollstellen der beiden Länder das Recht, noch ihre Erkennungszeichen anzubringen, wenn sie dies für notwendig erachten. Die Wiederausfuhr der Muster von Handelsreisenden und gebrauchter Umschliessungen darf auch über ein anderes als das Zollamt der Einfuhr erfolgen, ohne dass bei Mustersendungen der Handelsreisende anwesend zu sein braucht.

Zu Artikel 19.

Über die Zusammensetzung und das Verfahren des Schiedsgerichts wird folgendes vereinbart :

1. Das Gericht besteht aus drei Mitgliedern. Jeder der beiden Teile hat innerhalt vierzehn Tagen nach der Notifikation des Schiedsgerichtsbegehrens einen der Richter zu ernennen.

Diese beiden Schiedsrichter wählen den Obmann, der weder Angehöriger eines der beiden Staaten sein noch auf deren Gebiet wohnen oder in deren Dienst stehen darf. Wenn sie sich über die Wahl des Obmanns nicht innerhalb acht Tagen einigen können, so ist seine Ernennung unverzüglich dem Präsidenten des Verwaltungsrats des ständigen Schiedsgerichtshofs im Haag anzuvertrauen.

Der Obmann ist Vorsitzender des Gerichts ; dieses wird seine Entscheide mit Stimmenmehrheit treffen.

2. Für den ersten Schiedsgerichtsfall soll das Schiedsgericht im Gebiet desjenigen Teils Sitzungen halten, der sich zu verteidigen hat, für den zweiten Fall im Gebiet des andern Teils und so weiter abwechselnd im einen und andern Staatsgebiet in einer Stadt, die jeweilen das Land des Sitzes zu bezeichnen hat. Dieses hat für die Lokalitäten zu sorgen, sowie das für die Arbeiten des Schiedsgerichts erforderliche Bureau- und Dienstpersonal zu stellen.

3. Die vertragschliessenden Teile werden sich in jedem einzelnen Fall oder ein für allemal über das Verfahren des Schiedsgerichts verständigen. Mangels einer solchen Verständigung soll das Verfahren vom Gericht selbst bestimmt werden. Das Verfahren kann schriftlich sein, wenn von keinem der Teile hiergegen Einwendungen erhoben werden ; in diesem Fall finden die Bestimmungen von Ziffer 2 hiervor nur insoweit Anwendung, als es die Umstände erfordern.

4. Für die Vorladung und die Anhörung von Zeugen und Sachverständigen werden die Behörden eines jeden der vertragschliessenden Teile auf ein Begehren des Schiedsgerichts an die Regierung des Landes, in dem die erwähnte Vorladung oder Anhörung vorzunehmen ist, ihren Beistand in gleicher Weise leisten wie bei Inanspruchnahme durch die Zivilgerichte des Landes.

ZU ANLAGE A.

(Zölle bei der Einfuhr in das österreichische Zollgebiet).

Die Zölle der Nr. 202 verstehen sich für die Dauer des der Tschechoslowakischen Republik von Österreich gewährten zollfreien Veredlungsverkehrs zur Herstellung von Seidengeweben.

Im Fall der Aufhebung dieses Veredlungsverkehrs werden für Gewebe der Nr. 202 folgende Vertragszölle zur Anwendung gelangen :

	Kronen für 100 kg
a) ungemustert, glatt (nicht fassoniert) :	
1. ungefärbt	700.—
schwarz gefärbt	750.—
2. andersfarbig oder buntgewebt	850.—
3. bedruckt	1050.—
b) gemustert, fassoniert :	
1. ungefärbt	850.—
schwarz gefärbt	900.—
2. andersfarbig oder buntgewebt	1000.—
3. bedruckt	1200.—
c) bestickt	1400.—

ANLAGE D.

VEREINBARUNG ÜBER DEN STICKEREIVEREDLUNGSVERKEHR ZWISCHEN DER SCHWEIZ UND DEM BUNDESLAND VORARLBERG.

Unter der Bedingung, dass die Wiederausfuhr, bzw. die Wiedereinfuhr spätestens innerhalb der ersten sechs Monate des auf die Ein-, bzw. Ausfuhr folgenden Jahres stattfindet und unter Vorbehalt des Kontrollmassnahmen bleiben

Gewebe, ungesäumte und gesäumte Tüchli, die von der Schweiz nach Vorarlberg zum Besticken

oder zum Besticken und Fertigstellen eingeführt werden, wobei unter Fertigstellen Ausschneiden und Ausrüsten oder auch nur Ausschneiden oder Ausrüsten verstanden wird,

sowie Kettenstichstickereien (Vorhangartikel), die von der Schweiz nach Vorarlberg zum Bleichen eingeführt werden,

Gewebe, ungesäumte und gesäumte Tüchli, die von Vorarlberg nach der Schweiz zum Besticken eingeführt werden

sowie Plattstichstickereien, die von Vorarlberg nach der Schweiz zum Bleichen eingeführt werden,

um hierauf in das Versandland zurückgeführt zu werden, von allen Ein- und Ausfuhrzöllen befreit. Für die Vormerkkontrolle wird beidersets keine ausserordentliche Gebühr erhoben.

Zu diesem Stickereiveredlungsverkehr sind die in der Schweiz und in Vorarlberg etablierten oder ansässigen Geschäftshäuser und Personen unter den gleichen Bedingungen zugelassen, und es begründet insbesondere auch hinsichtlich der Zulassung zu den zollamtlichen Deklarationen der Umstand keinen Unterschied, ob die betreffenden Personen Angehörige des einen oder des andern vertragschliessenden Teils seien und ob dieselben als Vollmachtträger von Auftraggebern in der Schweiz oder in Vorarlberg handeln.

Der zollfreie Stickereiveredlungsverkehr erstreckt sich auch auf das zum Besticken der Stickstücke notwendige Stickmaterial.

Unverwendet zurückkehrendes, aus der Schweiz nach Vorarlberg oder aus Vorarlberg nach der Schweiz im Stickereiveredlungsverkehr zum Versticken ausgeführtes Stickmaterial wird zollfrei wieder eingelassen werden. Nachbezüge vom Stickmaterial zum Sticken sind im Bedürfnisfall beiderseits zollfrei gestattet.

Ganze oder halbe Sticketen (Coupons), welche wegen fehlerhafter Ausführung nochmals zum Nachsticken versendet werden, sollen vom Stickereiveredlungsverkehr nicht ausgeschlossen sein.

Die im Stickereiveredlungsverkehr ein- und wieder ausgeführten, zu den Stickstücken gehörende Stickmusterblätter (Kartons) werden beiderseits zollfrei abgefertigt werden.

ANLAGE E.

TIERSEUCHENÜBEREINKOMMEN.

Artikel 1.

Die Bewohner der in den Grenzbezirken (Grenzzonen) gelegenen Ortschaften können mit ihren eigenen Tieren zur Vornahme landwirtschaftlicher Arbeiten, zur Ausübung ihres Gewerbes, zum Belegen, Verschneiden, Verwiegen oder zur tierärztlichen Behandlung die Grenze jederzeit nach beiden Richtungen überschreiten.

Jede Vertragspartei wird diesen nachbarlichen Grenzverkehr in einem möglichst einfachen Verfahren regeln.

Artikel 2.

Im gegenseitigen Verkehr über die Grenze werden unter der Bedingung der Wiederausfuhr bzw. Wiedereinfuhr die Sömmerung und Bestossung von Alpweiden gestattet, sofern die Tiere von amtlichen Gesundheitsscheinen begleitet sind.

Jede Vertragspartei wird von Jahr zu Jahr bestimmen, auf welche Grenzgebiete sich die Besetzung durch Tiere aus dem Gebiet des andern Landes zu erstrecken hat, und dies sowie die zulässige Höchstdauer der Besetzung der andern Vertragspartei rechtzeitig zur Kenntnis bringen.

Für die Durchführung der Sömmerung und Alpbestossung über die Grenze gelten die nachfolgenden Bestimmungen der Art. 3 bis 7.

Artikel 3.

Die Tiere müssen 20 Tage vor dem Grenzübertritt beim Vorsteher der Gemeinde, in die sie verbracht werden sollen, schriftlich angemeldet werden.

Die Anmeldung muss enthalten :

a) Namen, Vornamen und Wohnort des Tierbesitzers ;
b) Tiergattung ;
c) Anzahl der Tiere jeder Gattung ;
d) Standort der Tiere zur Zeit der Anmeldung ;
e) die Gemeinde und die Weide, wohin die Tiere getrieben werden sollen ;
f) den von den Tieren zurückzulegenden Weg zum Weideplatz, sowie die Art und Weise, wie dieser bezogen werden soll (Auftrieb zu Fuss oder Beförderung mit der Eisenbahn usw.) ;
g) Eingangszollamt des Bestimmungslandes und Tag des Grenzübertrittes.

Der Gemeindevorsteher hat von der Anmeldung Kenntnis zu nehmen und sie unverzüglich an die von jeder Vertragspartei zu bezeichnende zuständige Stelle weiterzuleiten.

Artikel 4.

Der Grenzübertritt hat soweit tunlich an einem Zollamt, sonst möglichst nahe bei einem solchen zu erfolgen.

Beim Grenzübertritt müssen die Tiere von Gesundheitsscheinen begleitet sein, die höchstens 5 Tage zuvor von amtlichen Tierärzten ausgestellt worden sind und bezeugen, dass die Tiere gesund sind und dass in der Herkunftsgemeinde seit wenigstens 40 Tagen keine auf die betreffende Tiergattung übertragbare anzeigepflichtige Seuche vorgekommen ist.

Das vereinzelte Auftreten von Milzbrand, Rauschbrand, Wild- und Rinderseuche, Bläschenausschlag, Rotlauf und Wutkrankheit, sowie von Tuberkulose bildet, wenn diese Seuchen mit Ausnahme der Tuberkulose, nicht in Höfen vorkommen, aus denen die Tiere aufgetrieben werden, für die Ausstellung eines derartigen Gesundheitsscheines kein Hindernis, ist jedoch darauf zu vermerken.

An der Grenze sind die Tiere von einem amtlichen Tierarzt zu besichtigen, der ihre Begleitpapiere prüft und ihren Gesundheitszustand untersucht.

Sind die Begleitpapiere in Ordnung und gibt der Gesundheitszustand der Tiere zu keinem seuchenpolizeilichen Bedenken Anlass, so gestattet der amtliche Tierarzt den Übertritt über die Grenze. Die Gesundheitsscheine werden von ihm vidiert und von der zuständigen Behörde in Verwahrung genommen.

Artikel 5.

Die Gesundheitsscheine können für eine Mehrzahl von Tieren ausgestellt werden, sofern alle Tiere demselben Besitzer gehören und in die gleiche Gemeinde geführt werden. In andern Fällen ist für jedes Tier ein besonderer Schein notwendig.

Artikel 6.

Jeder Besitzer hat den Zollbehörden beider Vertragsparteien ein doppelt ausgefertigtes und eigenhändig unterzeichnetes Verzeichnis der Tiere zu übergeben.

Soweit es sich um Grossvieh handelt, sind die einzelnen Tiere nicht bloss nach Gattung, sondern auch nach Geschlecht, Alter und besondern Kennzeichen, wie namentlich auch Trächtigkeit, genau anzugeben.

Artikel 7.

Bei der Heimkehr der Tiere händigt der amtliche Tierarzt die Gesundheitsscheine dem Begleitpersonal wieder aus. Er vermerkt auf ihnen den Tag des Rückübertritts, sowie Angaben über den Gesund-

heitszustand der Tiere und die seuchenunbedenkliche Herkunft. Wenn während der Weidezeit eine für die betreffende Tiergattung ansteckende Krankheit unter einem Teil der Herden oder in einem Ort auftritt, durch den die Rückkehr der Tiere erfolgen soll, so ist die Rückkehr nach dem Gebiet des andern Teils untersagt, sofern nicht zwingende Verhältnisse (Futtermangel, schlechte Witterung usw.) eine Ausnahme erheischen. In solchen Fällen darf die Rückkehr der Tiere nur unter Anwendung von Sicherheitsmassnahmen erfolgen, welche die massgebenden Behörden zur Verhinderung der Seuchenverschleppung einvernehmlich festlegen.

Artikel 8.

Der tägliche Weidgang ist gestattet, sofern die Tiere mit Gesundheitsscheinen versehen sind. Die beiden vertragschliessenden Teile behalten sich vor, für den Nämlichkeitsnachweis der aus ihrem Gebiete stammenden Tiere die Kennzeichnung mit metallenen Ohrmarken vorzuschreiben.

Die Besitzer haben den Zollbeamten von allen zur Weide gehenden Tieren eine eigenhändig unterzeichnete Liste mit genauer Beschreibung zu übergeben.

Während des Weidgangs sind die Tiere periodischen Untersuchungen durch einen amtlichen Tierarzt in ihrem Herkunftsstandort zu unterziehen.

Artikel 9.

Beim Ausbruch oder dringendem Verdacht von Seuchen steht es jeder Vertragspartei frei, nach Massgabe ihrer Tierseuchengesetzgebung für den in den vorstehenden Artikeln bezeichneten Verkehr einschränkende Verfügungen zu treffen.

Artikel 10.

Abgesehen von den im Vorstehenden besonders geregelten Verhältnissen werden auf den gegenseitigen Verkehr mit Tieren des Rinder-, Schaf-, Ziegen- und Schweinegeschlechts sowie mit Einhufern, ferner mit tierischen Teilen, Erzeugnissen und Rohstoffen, sowie mit Gegenständen, die Träger des Ansteckungsstoffs von Tierseuchen sein können, die Bestimmungen der Seuchengesetzgebungen der beiden Vertragsparteien Anwendung finden.

Insbesondere unterliegen Tiere, die aus dem Gebiete der einen nach dem Gebiete der andern Vertragspartei eingeführt werden sollen, der tierärztlichen Grenzkontrolle ; sie müssen mit Gesundheitsscheinen gedeckt sein, die von einem amtlichen Tierarzte ausgestellt worden sind und bezeugen, dass diese Tiere gesund sind und aus einer Gegend kommen, in welcher seit wenigstens 40 Tagen keine auf die betreffende Tiergattung übertragbare Seuche vorgekommen ist.

Artikel 11.

Die unmittelbare Durchfuhr von Haustieren jeder Art aus dem Gebiete des einen durch das Gebiet des andern vertragschliessenden Teils unterliegt keiner Beschränkung, wenn die Tiere mit den im Ursprungland gesetzlich vorgeschriebenen Bescheinigungen der individuellen Gesundheit und seuchenunbedenklichen Herkunft gedeckt sind, an der Grenze frei von jeder auf die betreffende Tiergattung übertragbaren anzeigepflichtigen Krankheit befunden werden und Sicherheit besteht, dass das Bestimmungsland und etwaige Durchfuhrländer die Transporte übernehmen.

Die unmittelbare Durchfuhr von tierischen Teilen, Erzeugnissen und Rohstoffen sowie Gegenständen, die Träger des Ansteckungsstoffs von Tierseuchen sein können, aus dem Gebiet des einen durch das Gebiet des andern vertragschliessenden Teils auf der Eisenbahn in plombierten umschlossenen Wagen ist ohne Beschränkung zulässig.

Artikel 12.

Die unmittelbare Durchfuhr von Haustieren jeder Art aus dritten Ländern nach dem Gebiet oder durch das Gebiet einer der beiden Vertragsparteien wird unter folgenden Bedingungen gestattet werden

a) Die Transporte sind zum voraus zwecks Erteilung der Durchfuhrbewilligung amtlich anzumelden. In der Anmeldung sind anzugeben die Zahl und Gattung der Tiere, deren Herkunfts- und Bestimmungsort, die Ein- und Ausgangsstation.

b) Die Tiere müssen von amtlichen Gesundheitsscheinen begleitet sein.

c) Beim Eintritt der Tiere in das Gebiet derjenigen Vertragspartei, durch welches die Durchfuhr stattfinden soll, wird eine amtstierärztliche Untersuchung vorgenommen. Wird dabei festgestellt, dass Tiere an einer anzeigepflichtigen Seuche erkrankt sind, so ist der Transport zurückzuweisen.

d) Ist der Transport von der einen Vertragspartei zur Durchfuhr angenommen worden, so ist die andere Vertragspartei verpflichtet, ihn an der Grenze ohne Rücksicht auf den Gesundheitszustand der Tiere zu übernehmen.

e) Der Transit kann gegenüber einem Land gesperrt werden, wenn dies wegen des Seuchenstandes auch für die Einfuhr geschehen ist.

Die unmittelbare Durchfuhr von tierischen Teilen, Erzeugnissen und Rohstoffen, sowie von Gegenständen, die Träger des Ansteckungsstoffs von Tierseuchen sein können, aus dritten Ländern nach dem Gebiet oder durch das Gebiet einer der beiden Vertragsparteien wird in plombierten Wagen ohne Beschränkungen gestattet werden, falls Sicherheit besteht, dass das Bestimmungsland und etwaige Durchfuhrländer die Transporte übernehmen.

Die beiden Vertragsparteien werden sich stets rechtzeitig und zwar auf telegraphischem Weg, alle auf diesen Verkehr bezughabenden Verbote und Beschränkungen bekanntgeben.

Artikel 13.

Die Vertragsparteien verpflichten sich, gemäss ihrer landesrechtlichen Vorschriften alle zweckdienlichen Massnahmen zur Vermeidung der Verschleppung von Tierseuchen zu treffen.

Insbesondere verpflichten sie sich, die Desinfektion der für den Tierverkehr benutzten Transportmittel mit aller Sorgfalt vorzunehmen.

Artikel 14.

Die Vertragsparteien werden sich über den Seuchenstand gegenseitig fortlaufend unterrichten. Die amtlichen Berichte hierüber sind mindestens alle 14 Tage und mit möglichster Raschheit unmittelbar auszutauschen.

Wenn in den Gebieten eines der vertragschliessenden Teile die Rinderpest oder Lungenseuche oder in den Grenzgebieten die Maul- und Klauenseuche ausbricht, wird die zuständige Zentralbehörde des andern Teils von dem Ausbruch und der Verbreitung der Seuche sofort auf telegraphischem Wege direkt verständigt werden.

Über die Seuchenausbrüche in den Grenzverwaltungsbezirken werden sich ausserdem die Grenzbezirksbehörden gegenseitig sofort direkt verständigen.

Wird bei Tieren, die aus dem Gebiet der einen nach dem Gebiet der andern Vertragspartei eingeführt werden, nach erfolgtem Grenzübertritt eine Seuche festgestellt, so ist der Tatbestand unter Zuziehung eines beamteten Tierarztes (Staatstierarztes) protokollarisch festzustellen und eine Abschrift des Protokolls dem andern vertragschliessenden Teil unverweilt zuzusenden.

Artikel 15.

Das vorliegende Übereinkommen bezieht sich auch auf das Fürstentum Liechtenstein, solange dieses mit der Schweiz durch einen Zollanschlussvertrag verbunden ist.

Für getreue Abschrift :

Bern, den 17. März 1926.

Der Bundeskanzler :

KÄSLIN.

TRADUCTIONS — TRANSLATIONS

[1] Traduction.

N° 1124. — TRAITÉ DE COMMERCE ENTRE LA SUISSE ET L'AUTRICHE, SIGNÉ A BERNE, LE 6 JANVIER 1926.

Le Conseil fédéral de la Confédération suisse et le Président de la République d'Autriche ont résolu, dans le but de faciliter et de favoriser le développement des échanges entre la Suisse et l'Autriche, de conclure un traité et ont désigné, dans ce but, pour leurs plénipotentiaires, savoir :

Le Conseil fédéral de la Confédération suisse :

Monsieur W. Stucki, directeur de la Division du commerce du Département fédéral de l'Economie publique ;
Monsieur le professeur Dr E. Laur, directeur de l'Union suisse des paysans ;
Monsieur le Dr E. Wetter, délégué du Directoire de l'Union suisse du Commerce et de l'Industrie ;
Monsieur A. Gassmann, directeur général des Douanes ;

Le Président de la République d'Autriche :

Monsieur le Dr Di Pauli, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire à Berne ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

Article premier.

Les Parties contractantes se garantissent réciproquement, en ce qui concerne l'importation, l'exportation et le transit, les droits et le traitement de la nation la plus favorisée.

Chacune des Parties contractantes s'engage, en conséquence, à faire profiter l'autre, gratuitement et immédiatement, de tous les privilèges et faveurs que, dans les domaines précités, elle a concédés ou concéderait à un Etat tiers, notamment quant au montant, à la garantie et à la perception des droits de douane, aux entrepôts de douane (y compris le régime concernant l'entrée, la sortie et la conservation des marchandises dans les ports francs, points francs ou magasins généraux), aux taxes intérieures, aux formalités et au traitement des expéditions en douane, ainsi qu'aux droits d'accise ou de consommation perçus pour le compte de l'Etat, des provinces, des cantons ou des communes.

Sont exceptées, toutefois, les faveurs actuellement accordées ou qui pourraient être accordées ultérieurement à d'autres Etats limitrophes pour faciliter le trafic-frontière et pour les habitants de certaines régions, ainsi que celles résultant d'une union douanière déjà conclue ou qui pourrait être conclue à l'avenir par l'une des Parties.

Le présent traité étend également ses effets à la Principauté de Liechtenstein, aussi longtemps que celle-ci sera liée à la Suisse par un traité d'union douanière.

[1] Communiquée par le Conseil fédéral suisse.

[1] Communicated by the Swiss Federal Council.

[1] TRANSLATION.

No. 1124. — COMMERCIAL TREATY BETWEEN SWITZERLAND AND AUSTRIA, SIGNED AT BERNE, JANUARY 6, 1926.

THE FEDERAL COUNCIL OF THE SWISS CONFEDERATION AND THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF AUSTRIA, having resolved to conclude a treaty with a view to facilitating and promoting commercial relations between Switzerland and Austria, appointed as their Plenipotentiaries :

THE FEDERAL COUNCIL OF THE SWISS CONFEDERATION :

M. W. STUCKI, Director of the Commercial Section in the Federal Department of Economic Affairs,
Dr. E. LAUR, Director of the Swiss Peasants' Union,
Dr. E. WETTER, Delegate of the Directorate of the Swiss Union of Commerce and Industry,
M. A. GASSMANN, Director-General of Customs ;

THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF AUSTRIA :

Dr. L. DI PAULI, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary at Berne ;

Who, having communicated their full powers found in good and due form, agreed upon the following articles :

Article 1.

The Contracting Parties undertake to grant each other most-favoured-nation rights and treatment as regards importation, exportation and transit.

Each of the Contracting Parties accordingly undertakes to apply unconditionally and immediately in favour of the other Party all the privileges and advantages in these respects which it has granted or may in the future grant to any third State, particularly as regards the amount of, security for and collection of duties, Customs warehouses (including regulations governing the import, export and storage of goods in free ports, free areas, or general warehouses), internal taxes, Customs formalities and treament of goods at Customs offices, also excise or consumption taxes, charged by the State, provinces, cantons or communes.

This undertaking, however, shall not apply to privileges which are or may in the future be granted to other adjacent States with a view to facilitating frontier trade and for the benefit of the inhabitants of certain districts, or to those accorded in virtue of any Customs union which has been or may in the future be concluded by one of the Contracting Parties.

The present Treaty also applies to the Principality of Lichtenstein for as long as it remains joined with Switzerland by a Customs Union Treaty.

[1] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

[1] Translated by the Secretariat of the League of Nations.

Article 2.

Les Parties contractantes s'engagent à ne pas entraver le commerce réciproque par des prohibitions ou restrictions quelconques d'importation, d'exportation ou de transit.

Il peut être fait exception à cette règle :

1° Dans des circonstances exceptionnelles en ce qui concerne les provisions de guerre ;

2° Pour des raisons de sûreté publique ;

3° Pour des raisons de police sanitaire et vétérinaire et en vue de protéger les plantes contre les maladies, les insectes, les parasites et autres ennemis de toute espèce ;

4° Afin de soumettre les marchandises étrangères aux prohibitions ou restrictions qui ont été établies ou seront établies dans le pays par la législation intérieure et qui frappent la production, le trafic, l'expédition et la consommation de produits nationaux de même nature. Cela concerne notamment les marchandises qui font l'objet d'un monopole d'Etat sur le territoire de l'une des Parties contractantes. Cependant, dans le trafic avec l'autre Partie, le transit de marchandises quelconques qui font l'objet d'un monopole d'Etat, ou d'une réglementation analogue au monopole, ne peut être entravé ou empêché que dans la mesure nécessaire pour assurer l'efficacité du monopole.

Article 3.

Les droits d'entrée en Autriche sur les objets d'origine ou de fabrication suisse désignés dans l'annexe A au présent traité, et les droits d'entrée en Suisse sur les objets d'origine ou de fabrication autrichienne désignés dans l'annexe B, ne pourront dépasser les taux indiqués dans lesdites annexes.

Seront considérés comme produits de l'une des Parties contractantes, les objets fabriqués sur son territoire dans le trafic de perfectionnement, par la mise en œuvre de matières de provenance étrangère.

Article 4.

Si l'une des Parties contractantes frappe les marchandises d'un tiers pays de droits plus élevés que ceux applicables aux mêmes marchandises originaires de l'autre Partie ou si elle soumet les marchandises d'un tiers pays à des prohibitions ou restrictions d'importation qu'elle n'applique pas aux mêmes marchandises de l'autre Partie contractante, elle est autorisée, au cas où les circonstances l'exigeraient, à faire dépendre l'application des droits les plus réduits aux marchandises provenant de l'autre Partie ou leur admission à l'entrée, de la présentation de certificats d'origine délivrés par les autorités qui seront à cet effet désignées par le pays d'exportation.

Si le pays d'importation exige le visa consulaire des certificats d'origine, l'émolument de ce visa ne pourra dépasser un franc-or ou une couronne-or par pièce. Cet émolument devra en tout cas être fixé de manière à ne point empêcher les échanges.

Article 5.

Les marchandises de toute nature, en transit, seront réciproquement affranchies de tout droit de transit, soit qu'elles transitent directement, soit que pendant le transit, elles soient déchargées, déposées, déballées et remballées sous la surveillance de la douane, et rechargées.

Les Parties contractantes s'engagent, en outre, à ne pas soumettre le transit à des formalités ou autres mesures qui seraient de nature à l'entraver.

Article 2.

The Contracting Parties undertake not to hamper reciprocal trade by imposing import, export or transit prohibitions or restrictions of any kind.

Exceptions to this rule may be admitted :

(1) In exceptional circumstances, in regard to war supplies;

(2) For reasons of public security;

(3) To meet the requirements of health and veterinary regulations and with a view to the protection of plants against diseases, insects, parasites and other dangers of every kind;

(4) In order to subject foreign goods to prohibitions or restrictions which are or may in the future be imposed within the country by internal legislation on the production of, traffic in, consignment or consumption of native products of the same kind. This applies particularly to goods which are the subject of a State monopoly in the territory of one of the Contracting Parties. In trade with the other Party, however, the transit of any goods whatever which in the country of transit are a State monopoly or governed by regulations resembling those applying to monopolies, may not be hampered or prevented further than is necessary in order to safeguard the monopoly.

Article 3.

Import duties imposed in Austria on products originating or manufactured in Switzerland and enumerated in Annex A of the present Treaty, and import duties imposed in Switzerland on products originating or manufactured in Austria and enumerated in Annex B., shall not exceed the rates given in the said Annexes.

Industrial products of one of the Contracting Parties shall include foreign materials worked up within the country by finishing processes into manufactured articles.

Article 4.

If one of the two Contracting Parties imposes on the goods of a third country duties higher than those imposed on the same goods originating in the other country, or if it subjects the goods of a third country to import prohibitions or restrictions not applicable to the same goods of the other Contracting Party, it shall be entitled, should the circumstances require it, to make the application of the lower duties to the goods coming from the other Party or their acceptance at the frontier conditional on the production of certificates of origin, issued by the authorities designated for this purpose by the exporting country.

If the importing country requires the consular visa in the case of certificates of origin, the fee for each visa shall not exceed one gold franc or one gold crown. This fee shall in any case be fixed so as not to hamper trade.

Article 5.

Goods of every kind in transit shall be reciprocally exempted from any transit duties, whether the transit is direct or whether during transit the goods are unloaded, warehoused, unpacked and packed again under the supervision of the Customs authorities and re-loaded.

The Contracting Parties further undertake not to subject transit traffic to any formalities or other measures of a nature to hamper it.

Article 6.

Afin de faciliter le trafic de perfectionnement pour la broderie entre la Suisse et le Vorarlberg, les Parties contractantes sont convenues des dispositions de l'annexe D qui font partie intégrante du présent traité.

Ces dispositions entrent en vigueur en même temps que le traité; elles peuvent cependant être dénoncées indépendamment de celui-ci, moyennant l'observation des mêmes délais.

Article 7.

Chacune des Parties contractantes se réserve la faculté de soumettre à des taxes les produits importés du territoire de l'autre Partie, si les mêmes produits sont grevés à l'intérieur du pays d'une taxe de fabrication ou autre, ou fabriqués avec des matières soumises à une telle taxe.

Toutefois, les taxes sur les articles importés ne peuvent être ni plus élevées ni plus onéreuses que pour les produits indigènes. Demeurent réservées les dispositions de l'article 8.

Aucune des Parties contractantes ne pourra, sous prétexte d'imposition de caractère interne, frapper à l'importation, de taxes nouvelles ou majorées, des articles qui ne sont pas produits sur son territoire et qui figurent sur le tarif annexé au présent traité.

Article 8.

Les produits faisant l'objet de monopoles d'Etat, ainsi que les matières propres à la fabrication de produits monopolisés pourront, en garantie des monopoles, être assujettis à une taxe d'entrée supplémentaire, même si les produits ou les matières similaires indigènes n'y sont pas soumis.

Cette taxe sera remboursée si, dans les délais prescrits, il est prouvé que les matières imposées ont été employées d'une manière qui exclut la fabrication d'un article monopolisé.

Article 9.

Chacune des Parties contractantes s'engage à n'accorder aucune prime d'exportation pour n'importe quel article et sous quelque titre ou quelque forme que ce soit, sauf consentement de l'autre Partie.

Toutefois, les droits de douane grevant les matières employées dans la production ou la préparation de marchandises indigènes, ainsi que les taxes intérieures grevant la production ou la préparation des mêmes marchandises ou des matières employées dans leur fabrication, peuvent être restitués en tout ou en partie, lors de l'exportation des marchandises qui ont acquitté les taxes susdites ou qui ont été fabriquées avec des matières ayant payé lesdits droits ou taxes.

Article 10.

Chacune des deux Parties contractantes assume la charge d'entretenir, à la frontière commune, un nombre suffisant de bureaux de douane munis des compétences utiles.

Article 11.

Aucun droit d'escale ni de transbordement ne pourra être perçu sur le territoire des Parties contractantes et les conducteurs de marchandises ne pourront être contraints de s'arrêter, de dé-

Article 6.

In order to facilitate the finishing trade in embroidery between Switzerland and the Vorarlberg, the Contracting Parties have agreed on the provisions of Annex D, which shall form an integral part of the present Treaty.

These provisions shall enter into force at the same time as the present Treaty, but they may be denounced independently of the Treaty subject to the observance of the same time-limits.

Article 7.

Each of the two Contracting Parties reserves the right to impose duties on products imported from the territory of the other Party, if these products are liable to some manufacturing or other tax within the country, or if they are manufactured from materials liable to such tax.

Nevertheless, duties on imported articles may not be higher or more burdensome than those imposed on the native products. The provisions of Article 8 remain unaffected.

Neither of the Contracting Parties may, for reasons of internal taxation, impose any new or increased taxes on the import of articles which are not produced within its own territory and which appear in the tariffs annexed to the present Treaty.

Article 8.

Products which form the subject of State monopolies and materials capable of being used in the manufacture of monopoly products may, in order to safeguard the monopoly, be made liable to a supplementary import duty, even when the corresponding native products or materials are not liable to such duty.

This duty shall be refunded if, within the prescribed time-limit, it is proved that the materials thus taxed have been used in a manner which precludes the manufacture of a monopoly article.

Article 9.

Each of the Contracting Parties undertakes not to grant any export bounty on any article for any reason or in any form whatever without the consent of the other Party.

Nevertheless, the Customs duties imposed on materials employed in the production or preparation of native goods, and the internal taxes imposed on the production or preparation of the same goods or of materials employed in their manufacture, may be refunded in whole or in part on the exportation of the goods on which such duties have been paid or which have been manufactured from materials on which the said duties or taxes have been paid.

Article 10.

Each of the two Contracting Parties undertakes to maintain at the common frontier a sufficient number of customs offices provided with the requisite staff.

Article 11.

No special port fees or transhipping duties may be imposed within the territory of the Contracting Parties, and carriers may not be compelled to stop, or to unload or tranship goods at any

charger, ni de transborder à un endroit déterminé. Sont réservées, toutefois, les dispositions concernant la police de la navigation et la police sanitaire, ou celles nécessaires pour garantir la perception des impôts.

Les conducteurs de bateaux et les barques appartenant à l'une des Parties contractantes seront libres de naviguer sur toutes les voies de communications par eau, soit naturelles, soit artificielles du territoire de l'autre Partie contractante aux mêmes conditions et en payant les mêmes taxes sur les bâtiments ou sur la cargaison que les conducteurs et les bateaux nationaux.

Les ressortissants de l'une des Parties contractantes pourront se servir aux mêmes conditions et en payant les mêmes taxes que les nationaux des chaussées et autres routes, canaux, écluses, bacs, ponts et ponts tournants, des ports et endroits de débarquement, signaux et feux servant à désigner les eaux navigables, du pilotage, des grues et poids publics, des magasins et des établissements pour le sauvetage et le magasinage de la cargaison des bateaux et d'autres objets, en tant que ces installations ou établissements sont destinés à l'usage du public, qu'ils soient administrés par l'Etat ou par des particuliers.

Si des ressortissants de l'une des Parties contractantes qui n'ont pas dans le territoire de l'autre Partie le siège de leurs affaires ou une succursale, se livrent à la navigation entre des places situées dans différents Etats et étendent leur industrie au territoire de l'autre Etat contractant, en touchant les ports et les places de débarquement de cet Etat, ils ne peuvent être soumis à aucune taxe industrielle pour leur activité professionnelle dans le domaine de l'autre Partie. Les mêmes principes sont applicables par analogie à l'industrie des transports.

Article 12.

Afin de favoriser, dans la mesure du possible, le trafic-frontière réciproque, les Parties contractantes ont stipulé les dispositions additionnelles relatives au présent article.

Article 13.

Sous condition de réexportation ou de réimportation dans les délais fixés et sous réserve des mesures de contrôle et de la faculté de répression en cas de fraude, sera réciproquement affranchi des droits d'entrée et de sortie le bétail conduit du territoire de l'un des deux pays dans l'autre, conformément aux prescriptions de ce dernier, à l'hivernage, à l'estivage ou sur les marchés.

Les deux Parties contractantes ont conclu la Convention sur les épizooties contenue dans l'annexe E, qui fait partie intégrante du présent traité.

Cette convention entre en vigueur avec le traité lui-même; elle peut cependant être dénoncée indépendamment par chacune des Parties contractantes, moyennant préavis de trois mois.

Article 14.

Sous condition de réexportation ou de réimportation dans le délai de six mois et de la preuve d'identité, sont admis réciproquement en franchise de tout droit d'entrée et de sortie les véhicules de tout genre (y compris les bicyclettes et motocyclettes) et les bêtes de somme, qui passent la frontière à seule fin de transporter de l'un des deux pays dans l'autre des personnes ou des marchandises. Est concédée aux mêmes conditions l'admission temporaire des attelages et des accessoires se trouvant sur lesdits véhicules pour l'usage habituel pendant le transport.

Les moyens de transport mentionnés ci-dessus et amenant des personnes ou marchandises de l'un des pays dans l'autre ont droit à la franchise douanière prévue, même s'ils portent à leur voyage de retour un nouveau chargement et sans égard au lieu où ce nouveau chargement a été pris.

En ce qui concerne les voitures de déménagement de toute espèce, ainsi que les cadres de déménagement, il est en outre convenu que les dispositions du présent article leur sont applicables, que ces véhicules passent la frontière sur route ou par chemin de fer.

given place, except in so far as may be required by shipping and sanitary regulations and regulations necessary to guarantee payment of duties.

Shipmasters and vessels belonging to one of the Contracting Parties shall be allowed to navigate on all natural and artificial waterways in the territory of the other Contracting Party on the same terms and on payment of the same duties on the ship or the cargo as national shipmasters and vessels.

Nationals of one of the Contracting Parties may make use, on the same conditions and on paying the same charges as nationals of the other Party, of the highways and other roads, canals, locks, ferries, bridges and pivot-bridges, of the ports and landing-places, the signals and lights serving to indicate the navigable channel, pilotage, cranes and weighing-machines, warehouses and installations for the salvage and storage of ship's cargo and various other objects, in so far as these installations or establishments are intended for public use and irrespective of whether they are administered by the State or by private persons.

If nationals of one of the Contracting Parties, not having their business headquarters or a branch in the territory of the other Party, navigate between places situated in different States, and if they extend their business to the territory of the other Contracting Party and put in at ports or landing-places in that other State, they shall not be subject to any industrial tax in respect of this business activity in the territory of that State. The same principles apply *mutatis mutandis* to the transport industry.

Article 12.

In order to facilitate reciprocal frontier trade as far as possible, the Contracting Parties have agreed upon the provisions supplementing the present Article.

Article 13.

On condition that they are re-exported or re-imported within the periods fixed and subject to measures of control and to the right of refusal in case of fraud, cattle driven from one of the two countries into the other for the winter, for the summer or to markets in accordance with the regulations of the other country, shall be exempted by both countries from import and export duties.

The two Contracting Parties have concluded the agreement on epizootic diseases contained in Annex E., which forms an integral part of the present Treaty.

It shall enter into force at the same time as the present Treaty, but may be denounced independently by either of the Contracting Parties on giving three months' notice.

Article 14.

On condition that they are re-exported or re-imported within six months and subject to measures of control, vehicles of every kind (including bicycles and motor-bicycles) and beasts of burden crossing the frontier for the sole purpose of conveying persons or goods from one country into the other, shall be admitted by both countries free of all import and export duties. Temporary admission free of duty shall be granted on the same conditions in respect of draught animals and accessories which such vehicles carry for ordinary use during the journey.

When conveying persons or goods from one country to the other, these means of transport shall be entitled to exemption from duty as already provided, even if on the return journey they carry a different load and irrespective of the place at which such new load was taken up.

It is further agreed that the provisions of this Article shall apply to removal vans of every kind and pantechnicons, whether they cross the frontier by road or by rail.

Article 15.

Sous condition de réexportation ou de réimportation dans le délai de douze mois et sous réserve des mesures de contrôle, la franchise de tout droit d'entrée et de sortie est stipulée réciproquement :

1. Pour les objets à réparer ;

2. Pour les échantillons en soi passibles de droits de douane, y compris ceux de voyageurs de commerce, mais à l'exception des denrées alimentaires, boissons et tabacs ;

3. Pour les sacs, caisses, tonneaux (en bois, fer, grès ou autre matière), dames-jeannes, paniers et autres récipients semblables marqués et ayant déjà servi, importés vides pour être réexportés remplis ou réimportés vides après avoir été exportés remplis ;

4. Pour les outils, instruments et engins mécaniques qu'une maison suisse importe en Autriche ou qu'une maison autrichienne importe en Suisse, pour y faire accomplir, par son personnel, des travaux de montage, d'essais ou de réparations, que lesdits objets soient importés par envoi ou introduits par le personnel lui-même ;

5. Pour les parties de machines expédiées de l'un des pays dans l'autre, à l'essai ;

6. Pour les modèles en bois ou autre matière, à l'usage des fonderies ;

7. Pour les marchandises (à l'exception des articles comestibles), qui sont apportés sur les marchés et les foires ou expédiées pour être vendues à l'occasion en dehors du trafic des marchés et des foires.

Article 16.

Les négociants, les fabricants et autres producteurs de l'un des deux pays, ainsi que leurs commis voyageurs, auront le droit, sur la production d'une carte de légitimation délivrée par les autorités de leur pays et en observant les formalités prescrites dans le territoire de l'autre pays, de faire dans ce dernier les achats pour leur commerce, fabrication ou autre entreprise, et d'y rechercher des commandes auprès des personnes ou maisons opérant la revente ou faisant un usage professionnel ou industriel des marchandises offertes, sans être soumis, à ce titre, à aucun droit ou taxe. Ils pourront avoir avec eux des échantillons ou modèles, mais non des marchandises, sauf dans les cas où les voyageurs de commerce nationaux y sont autorisés.

Les marchandises en métaux précieux qui, importées par les voyageurs de commerce et dédouanées par une simple inscription et contre cautionnement en douane, ne doivent servir que d'échantillons pour être montrées à la clientèle, et, par conséquent, ne peuvent être livrées au commerce libre sont, sur demande, exemptes du poinçonnement, si une garantie suffisante est fournie. Cette garantie est acquise au fisc si l'échantillon n'est pas réexporté dans le délai fixé.

Les Parties contractantes se communiqueront les formulaires pour la carte de légitimation mentionnée au premier alinéa du présent article.

Les dispositions ci-dessus ne sont pas applicables aux industries ambulantes, au colportage et à la recherche de commandes chez les personnes n'exerçant ni industrie ni commerce ; les Parties contractantes se réservent, à ce sujet, l'entière liberté de leur législation.

Article 17.

Les sociétés par actions et autres sociétés commerciales, industrielles et financières, y compris les compagnies d'assurances qui ont leur siège sur le territoire de l'une des Parties contractantes et y sont légalement constituées, pourront aussi faire valoir tous leurs droits et notamment plaider en justice comme demanderesses ou défenderesses sur le territoire de l'autre Partie, à condition de s'y conformer aux lois et règlements sur la matière. La question de savoir si, et dans quelles conditions, ces sociétés peuvent acquérir des immeubles et d'autres biens sur le territoire de l'autre

Article 15.

Subject to re-exportation or re-importation within twelve months and to measures of control, exemption from all import and export duties shall be granted by both Parties in respect of :

(1) Articles to be repaired ;

(2) Samples of goods in themselves liable to Customs duty, including commercial travellers' samples, but excluding foodstuffs, beverages and tobacco ;

(3) Sacks, crates, casks (wooden, iron, stone or other), demi-johns, baskets, and other similar receptacles, bearing marks and already used, when such receptacles are imported empty to be re-exported full, or which are re-imported empty after having been exported full ;

(4) Tools, implements and mechanical apparatus imported into Austria by a Swiss firm or into Switzerland by an Austrian firm in order to be assembled, tested or repaired by employees of the firm, whether such articles are sent or are imported by the employees in person ;

(5) Portions of machinery, sent from one country to the other for testing ;

(6) Wooden or other models for use in foundries ;

(7) Goods (except foodstuffs) brought to markets or fairs or consigned for sale outside fairs or markets.

Article 16.

Traders, manufacturers and other producers in either country and their commercial travellers shall, on producing a trader's licence issued by the authorities of their country and on fulfilling the formalities prescribed in the territory of the other country, be entitled to make purchases in the latter country for the purposes of their trade, manufacture or other business, and to solicit orders from persons or firms who re-sell these goods or make use of them in their business or industry without liability to any duties or charges on that ground. They may take with them samples or specimens, but not goods, except in cases in which commercial travellers of the other country are entitled to do so.

Goods made of precious metals, which are temporarily imported by commercial travellers on payment of security to serve only as samples to show to customers and which therefore may not be placed on the market, are, on a request to that effect being made, to be exempted from stamping, if sufficient security is offered. This security is confiscated if the samples are not re-exported within the prescribed time-limit.

The Contracting Parties shall communicate to each other the forms to be used for the trader's licence mentioned in the first paragraph of the present Article.

The foregoing provisions shall not apply to itinerant traders, hawkers and persons soliciting orders from others who are not engaged in trade or industry, the Contracting Parties reserving full liberty to legislate on this subject as they think fit.

Article 17.

Joint-stock companies and other commercial, industrial or financial associations, including insurance companies, having their headquarters in the territory of one of the Contracting Parties and duly constituted in that country, may exercise all their rights in the territory of the other Party and in particular appear in the Courts as plaintiffs or defendants, on condition that they observe the relevant laws and regulations in that country. The question whether and under what conditions these associations may acquire land and other property in the territory of the other

Partie contractante, est réglée par les lois qui y sont en vigueur. En ce qui concerne l'admission à faire leurs opérations sur le territoire de l'autre Partie, les dispositions légales et réglementaires en vigueur sur ce territoire sont applicables. En tout cas, les sociétés dont il s'agit jouiront sur le territoire de l'autre Partie des mêmes droits que ceux dont bénéficient ou bénéficieront par la suite les sociétés similaires, reconnues légalement constituées, d'une tierce Puissance quelconque.

Lesdites sociétés, ainsi que leurs filiales, succursales et agences, ne seront pas assujetties sur le territoire de l'autre pays à des droits, taxes, impôts, sous quelque dénomination que ce soit, autres ou plus élevés que ceux appliqués aux sociétés du pays.

Article 18.

Chacune des Parties contractantes aura le droit de nommer des consuls généraux, consuls, vice-consuls et agents consulaires, qui pourront résider dans les villes et places de l'autre Partie où l'installation de postes consulaires est admise.

Les consuls généraux, consuls, vice-consuls et agents consulaires devront, pour pouvoir entrer en fonction, avoir obtenu du gouvernement du pays de leur résidence, l'exequatur ou toute autre autorisation. Le gouvernement qui a accordé l'exequatur ou une autorisation analogue aura la faculté de les retirer en indiquant les motifs de cette mesure.

Les fonctionnaires consulaires des deux pays jouiront des mêmes droits, privilèges, exemptions et immunités que ceux qui sont ou pourront être accordés aux fonctionnaires consulaires de même grade et de même catégorie de la nation la plus favorisée.

Les Parties contractantes conviennent que les privilèges stipulés au paragraphe précédent sont limités, pour les fonctionnaires consulaires qui ne sont pas ressortissants de l'Etat qui les envoie et pour tous les fonctionnaires consulaires honoraires, au libre exercice des fonctions et à l'inviolabilité des archives consulaires.

Article 19.

Si des contestations venaient à surgir au sujet de l'interprétation du présent traité, y compris les annexes A à E et que l'une des Parties contractantes demandât qu'elles fussent soumises à la décision d'un tribunal arbitral, l'autre Partie devra y consentir même pour la question préjudicielle de savoir si la contestation se rapporte à l'interprétation du traité. La décision des arbitres aura force obligatoire.

Article 20.

Le présent traité entrera en vigueur le jour de l'échange des instruments de ratification, qui aura lieu à Berne. Il est conclu pour la durée d'une année à partir de son entrée en vigueur ; cependant, s'il n'est pas dénoncé trois mois avant l'expiration de ce délai, il sera prolongé par tacite reconduction pour une durée indéterminée. Il pourra alors être dénoncé en tout temps, en restant en vigueur pendant trois mois à partir du jour de la dénonciation.

Tout relèvement de taxes douanières édicté par l'une des Parties après la signature du présent traité de commerce et qui est de nature à entraver les importations de l'autre Partie, fera, sur le vœu exprimé par cette dernière, l'objet de pourparlers. Si une entente ne peut être réalisée concernant ce relèvement de droits de douane, l'autre Partie pourra, sous réserve de l'observation d'un délai de trois mois, dénoncer le présent traité.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs ont signé la présente convention et y ont apposé leurs cachets.

Fait en double expédition, à Berne, le six janvier mil neuf cent vingt-six.

(L. S.) (Signé) STUCKI.
(L. S.) (Signé) ERNST LAUR.
(L. S.) (Signé) ERNST WETTER.
(L. S.) (Signé) A. GASSMANN.
(L. S.) (Signé) L. DI PAULI.

Contracting Party is regulated by the laws in force in that country. Permission to transact their operations in the territory of the other Party shall be governed by the legal and executive regulations in force in that country. In any case, the associations in question shall enjoy in the territory of the other Party the same rights as are or may in future be enjoyed by the similar legally-constituted associations of any third State.

The said associations and their affiliated companies, branches and agencies shall not be subject in the territory of the other country to any charges, fees or duties of any kind whatsoever, other or higher than those imposed upon that country's own associations.

Article 18.

Each of the Contracting Parties shall have the right to appoint consuls-general, consuls, vice-consuls and consular agents, who may reside in the towns and districts of the other Party in which the establishment of consular posts is permitted.

Consuls-general, consuls, vice-consuls and consular agents, before entering upon their duties, must have obtained from the Government of the country in which they are residing an exequatur or some other valid authorisation. The Government which has granted the exequatur or similar authorisation shall be entitled to withdraw it upon stating its reasons for doing so.

Consular officials of the two countries shall enjoy the same rights, privileges, exemptions and immunities as are or may be granted to consular officials of the same rank and the same class belonging to the most favoured nation.

The Contracting Parties agree that the privileges provided in the foregoing paragraph are limited, as regards consular officials who are not nationals of the State which appoints them, and as regards all honorary consular officials, to the free exercise of their duties and the inviolability of the consular archives.

Article 19.

If, in the event of a dispute as to the interpretation of the present Treaty, including Annexes A to E, one of the Contracting Parties requests that such dispute, or even the prior question whether the dispute relates to the interpretation of the Treaty, should be submitted to a court of arbitration for decision, the other Party shall be bound to consent. The award of the arbitrators shall be binding.

Article 20.

The present Treaty shall come into force on the day of the exchange of the instruments of ratification at Berne. It is concluded for one year fom the date on which it comes into force. If, however, it is not denounced three months before the expiration of this period, it shall be prolonged by tacit agreement for an indefinite period. It may thereafter be denounced at any time and shall then remain in force for three months after the date of denunciation.

Any increase in Customs duties which is enacted by one of the Parties after the signature of the present Commercial Treaty and which is of a nature to interfere with the imports of the other Party, shall, if the latter so desires, form the subject of negotiations. If an agreement cannot be reached on this increase in Customs duties the other Party may, on the expiration of a period of three months, denounce the present Treaty.

In faith whereof the Plenipotentiaries have signed the present Treaty and have thereto affixed their seals.

Done in duplicate at Berne on January 6, 1926.

(L.S.) (Signed) STUCKI.
(L.S.) (Signed) ERNST LAUR.
(L.S.) (Signed) ERNST WETTER.
(L.S.) (Signed) A. GASSMANN.

(L.S.) (Signed) L. DI PAULI.

ANNEXE A.

DROITS D'ENTRÉE EN AUTRICHE.

Numéros du tarif autrichien	Dénomination des marchandises	Droits d'entrée Couronnes
		par 100 kg.
	CLASSE VII. FRUITS, LÉGUMES, SEMENCES, PLANTES ET PARTIES DE PLANTES.	
	Fruits :	
ex 35	ex *b)* Fruits non spécialement dénommés, frais, autres :	
	Pommes, poires, coings, non emballés, du 1er septembre au 30 novembre	2,—
	Remarque : On admettra encore au taux de deux couronnes, comme non emballés, les pommes, poires et coings importés en vrac en wagons qui ne sont pas pourvus de plus de huit compartiments. Le fond, le dessus et les parois des compartiments peuvent être garnis de paille ou de papier ; ces compartiments peuvent aussi être formés avec de la paille.	
	CLASSE VIII. BÉTAIL VIVANT DE BOUCHERIE, DE RENTE ET D'ÉLEVAGE.	
ex 52	Bovidés :	par pièce
	ex *b)* Bétail de rente et d'élevage des races tachetée rouge (prototype Simmenthal), tachetée noire (fribourgeoise), brune et Hérens . . .	25,—
	ex *c)* Jeune bétail des races tachetée rouge (prototype Simmenthal), tachetée noire (fribourgeoise), brune et Hérens	15,—
	ex *d)* Veaux des races tachetée rouge (prototype Simmenthal), tachetée noire (fribourgeoise), brune et Hérens	4,—
ex 53	Chèvres et boucs	2,—
	CLASSE X. MATIÈRES ANIMALES, BRUTES.	par 100 kg.
63	Lait et crème fraîche	exempts
	Remarque : Les récipients dans lesquels le lait ou la crème sont importés sont admis en franchise de droits à condition qu'ils soient réexportés dans le délai de six mois.	
	CLASSE XIII. COMESTIBLES.	
ex 98	Fromages :	
	1. Emmenthal, Gruyère (de couteau et à râper), Sbrinz (Spalen, fromages à râper) en meules ; Emmenthal et Gruyère en boîtes . . .	30,—
	Remarque : Dans le cas où un droit inférieur à celui fixé pour les fromages dénommés ci-dessus serait accordé par l'Autriche à un tiers Etat quelconque, pour n'importe quel autre genre ou spécialité de fromages, le même droit sera appliqué aux fromages suisses susindiqués, selon l'espèce.	
	2. Fromages d'Appenzell, gras ou quart-gras, en pains cylindriques de 6 à 10 kg., fabriqués dans la zone-frontière ou dans les cantons d'Appenzell, Rhodes-Intérieures ou Extérieures.	20,—
	Remarque : Ce fromage se distingue par son odeur typique qui provient du saumurage.	

ANNEX A.

IMPORT DUTIES IN AUSTRIA.

Austrian Tariff No.	Description of Goods	Duty in Crowns
		per 100 kilos
	VII. Fruit, Vegetables, Seeds, Plants, and Parts of Plants.	
	Fruit :	
ex 35	ex *(b)* Fruit not specially mentioned, fresh, other.	
	Apples, pears, quinces, unwrapped, from September 1 to November 30	2.—
	Note : Apples, pears and quinces will still be admitted unwrapped at the rate of two crowns, if they enter in bulk in trucks not containing more than eight compartments. The compartments may be strewn, covered or lined with paper or straw, and may also consist of layers of straw.	
	VIII. Live Animals for Slaughter, Utility Animals and Animals for Breeding.	
ex 52	Horned cattle :	Each
	ex *(b)* Cattle for draught and breeding belonging to the Simmenthal, Friburg, brown and Ering breeds	25.—
	ex *(c)* Young cattle of the Simmental, Friburg, brown and Ering breeds	15.—
	ex *(d)* Calves of the Simmental, Friburg, brown and Ering breeds	4.—
ex 53	Goats	2.—
	X. Animal Raw Materials.	per 100 kilos
63	Milk and fresh cream	free
	Note : The receptacles in which milk or cream is imported will be admitted free on condition that they are re-exported within six months.	
	XIII. Comestibles.	
ex 98	Cheese :	
	(1) Emmenthal and Gruyère (for table purposes and grating), Sbrinz cheese (Spalen and for grating) in flat round form, and Emmenthal and Gruyère cheeses in boxes	30.—
	Note : Should Austria grant to any third State a lower rate of duty for any kinds of cheeses or cheese specialities than that fixed for the above-mentioned kinds, the same rate shall also be applied to Swiss cheeses of the above-mentioned sorts, each according to the kind.	
	(2) Appenzell cheeses, full and quarter-full, in cylindrical cheeses of 6—10 kilos each, manufactured in the frontier zone or in the Cantons of Appenzell and Inner and Outer Rhoden	20.—
	Note : This cheese is distinguished by its characteristic smell, the result of pickling.	

Numéros du tarif autrichien	Dénomination des marchandises	Droits d'entrée Couronnes par 100 kg.
	3. Fromage vert de Glaris (Schabzieger) en pains ou moulu, aussi en boîtes	8,—
	Remarque : On entend par fromage vert de Glaris un fromage maigre avec adjonction de mélilot *(Melitotus cærulea).*	
104	Cacao en pâte ; chocolat, succédanés du chocolat et articles en chocolat	165,—
ex 107	Comestibles non spécialement dénommés et aliments de toute sorte contenus dans des récipients hermétiquement fermés, pourvu qu'ils ne soient pas soumis ailleurs à des droits plus élevés :	
	a) Lait condensé et lait desséché :	
	1. Lait condensé sucré	25,—
	2. Lait condensé non sucré	10,—
	3. Lait desséché, en pains ou en poudre, aussi sucré	17,—
	4. Lait et crème stérilisés, en récipients hermétiquement fermés	10,—
	Remarques : 1. Lors de l'acquittement du lait desséché en pains, on ne tiendra pas compte de l'enveloppe protectrice en beurre de cacao ou autres substances.	
	2. Les récipients dans lesquels le lait et la crème stérilisés sont importés sont admis en franchise de droits, à condition qu'ils soient réexportés dans le délai de six mois.	
	ex *g)* Farines alimentaires pour les enfants, sucrées ou non	85,—
	CLASSE XVI. GOMMES ET RÉSINES.	
118	1. Bitume d'asphalte	1,50
	2. Ciment d'asphalte, mastic d'asphalte, ciment résineux (ciment de bois)	2,50
	CLASSE XVIII. COTON, FILS ET ARTICLES EN COTON, même mélangés d'autres matières textiles végétales ou avec adjonction de quantités insignifiantes de laine ou de soie.	
	Fils de coton :	
	Remarque ad N° 137 : Les taxes additionnelles fixées pour cenu méro seront ajoutées aux droits conventionnels sur les fils écrus correspondants.	
139	Fils accommodés pour la vente en détail	100,—
	Articles en coton :	
143	Fins, c'est-à-dire tissus en fils au-dessus du N° 50 jusqu'au N° 100 inclusivement :	
	a) Écrus	160,—
	b) Blanchis, mercerisés ou teints :	
	1. Blanchis, mercerisés	245,—
	2. Teints	255,—
	c) Imprimés ou de fils teints :	
	1. Imprimés, de 1 à 4 couleurs ou de fils teints de 2 couleurs	300,—
	2. Imprimés, de 5 couleurs ou plus ou de fils teints de plus de 2 couleurs	330,—
144	Très fins, c'est-à-dire tissus en fils au-dessus du N° 100 :	
	a) Écrus	200,—
	b) Blanchis, mercerisés ou teints	290,—
	c) Imprimés ou de fils teints :	
	1. Imprimés, de 1 à 4 couleurs ou de fils teints de 2 couleurs	330,—

Austrian Tariff No.	Description of Goods	Duty in Crowns
		per 100 kilos
	(3) Green cheese from Glaris (Schabzieger) flat or cylindrical, also in boxes	8.—
	Note : By green cheese from Glaris is to be understood a thin cheese with the addition of melilot *(melilotus cærulea)*.	
104	Cocoa in paste ; chocolate, chocolate substitutes and products of chocolate	165.—
ex 107	Comestibles, not specially mentioned, and foodstuffs of all kinds in hermetically sealed receptacles, unless subject to higher duties :	
	(a) Condensed milk and dried milk :	
	(1) Condensed milk, sweetened	25.—
	(2) Condensed milk, unsweetened	10.—
	(3) Dried milk in blocks or powdered, whether sweetened or not	17.—
	(4) Milk and cream, sterilised, in hermetically sealed receptacles	10.—
	Notes : (1) In fixing the duty on dried milk in blocks, the protective covering of cocoa butter or other substances will be disregarded.	
	(2) Receptacles in which sterilised milk or cream are imported, will be admitted free of duty on condition that they are re-exported within six months.	
	ex *(g)* Children's foods, with or without sugar	85.—
	XVI. Gums and Resins.	
118	(1) Asphalt bitumen	1.50
	(2) Asphalt cement ; asphalt mastic ; resin (wood) cement	2.50
	XVIII. Cotton, Yarn and Wares thereof,	
	mixed or not with other vegetable textile materials, or with a slight admixture of wool or silk.	
	Cotton yarn :	
	Note to No. 137 : The supplementary duties under this number will be added to the treaty duties on the corresponding raw yarns.	
139	Yarn, prepared for retail sale	100.—
	Cotton goods :	
143	Fine, i. e., tissues made of yarns over No. 50 up to and including No. 100 :	
	(a) Unbleached	160.—
	(b) Bleached, mercerised or dyed :	
	(1) Bleached, mercerised	245.—
	(2) Dyed	255.—
	(c) Printed or woven in colours :	
	(1) Printed in 1, 2, 3 or 4 colours or woven in 2 colours	300.—
	(2) Printed in 5 or more colours or woven in more than 2 colours	330.—
144	Very fine, i. e., tissues made of yarn over No. 100 :	
	(a) Unbleached	200.—
	(b) Bleached, mercerised or dyed	290.—
	(c) Printed or woven in colours :	
	(1) Printed in 1, 2, 3 or 4 colours or woven in 2 colours	330.—

Numéros du tarif autrichien	Dénomination des marchandises	Droits d'entrée Couronnes
		par 100 kg.
	2. Imprimés, de 5 couleurs ou plus ou de fils teints de plus de 2 couleurs	360,—
	Remarque ad N° 144 :	
	Plumetis de tout genre :	
	1. De fils teints :	
	α) Tissus pour vêtements	280,—
	β) Autres.	310,—
	2. Autres	250,—
	Rentrent sous cette rubrique tous les plumetis, même teints, imprimés ou tissés de fils teints, sans égard au conditionnement et à la finesse des fils employés à leur fabrication. Ce sont des tissus brochés imitant la broderie, dans lesquels le fil de trame brocheur reste entièrement flottant, au moins d'un côté du motif broché et en partie de l'autre côté. Ils se distinguent des broderies en ce sens que le fil brocheur, à chaque raccord du dessin, prend toujours exactement les mêmes fils du tissu de fond, comme dans tout autre tissu broché, ce qui n'est pas le cas pour les broderies. Pour les plumetis dont le tissu de fond est fait de fils du N° 100 anglais et au-dessous, le dédouanement peut avoir lieu suivant la nature du tissu de fond, lorsque le droit qui en résulte est inférieur à 280, 310 ou 250 couronnes par 100 kg. et que les fils brocheurs ont été enlevés sur le coupon servant à établir le poids de ce tissu de fond.	
	Dans les plumetis tissés à double largeur et qui sont partagés en deux dans le sens de la longueur pour être mis en pièce, le simple ourlet de sûreté cousu sur le bord coupé pour empêcher le tissu de s'effilocher n'entre point en ligne de compte pour la taxation.	
ex 147	Rubanerie (à l'exception des rubans en velours) :	
	b) Autres	210.—
ex 150	Dentelles, tissus-dentelles et fichus en dentelle, même brodés ; broderies aériennes (broderies chimiques) :	
	b) Autres.	800,—
151	Broderies :	
	a) Tulles brodés	750,—
	b) Autres	500,—
	Remarque ad N° 151 : Articles brodés au point de chaînette . . .	450,—
ex 152	1. Tresses pour chapeaux	200,—
	2. Passementeries	230,—
ex 153	Etoffes pour chapeaux, en chanvre, ne dépassant pas 50 cm. de largeur:	
	a) Écrues.	20,—
	b) Blanchies, lessivées, teintes, imprimées, ou à mailles de plusieurs couleurs	60,—
	Remarque ad N° 153 : La surtaxe pour la bonneterie ajourée à dessins sera ajoutée aux droits conventionnels de ce numéro.	
	CLASSE XIX. LIN, CHANVRE, JUTE ET AUTRES MATIÈRES TEXTILES VÉGÉTALES NON SPÉCIALEMENT DÉNOMMÉES, FILS ET ARTICLES DE CES MATIÈRES,	
	même avec adjonction de quantités insignifiantes d'autres matières textiles.	
	Articles en lin, chanvre, jute, etc. :	
ex 161	Etoffes pour chapeaux, en chanvre, ne dépassant pas 50 cm. de largeur :	
	a) Non façonnées :	
	1. Écrues, présentant jusqu'à 160 fils (trame et chaîne) par carré de 2 cm. de côté	20,—

Austrian Tariff No.	Description of Goods	Duty in Crowns
		per 100 kilos
	(2) Printed in 5 or more colours or woven in more than 2 colours.	360.—
	Note to No. 144 :	
	" Plumetis " of all kinds :	
	(1) Woven in colours :	
	(α) Clothing materials	280.—
	(β) Other.	310.—
	(2) Other	250.—
	This work includes all " plumetis " (dyed or not, printed or woven in colours, without regard to the nature and quality of the yarns used in their manufacture) i.e., tissues *brochés* in imitation of embroidery, of which the weft within the pattern remains entirely loose on one side and partly loose on the other side. "Plumetis" differs from embroidery in that the figure threads at each repetition of the pattern include every time exactly the same threads of the ground fabric and appear woven in with these threads, which is not the case with embroidery. In the case of " plumetis " the ground fabric of which is manufactured from yarn of No. 100 English and under, duty may be levied according to the nature of the ground fabric, if the result is a duty of less than 280, 310 or 250 crowns per 100 kilos, and if the pattern threads have previously been removed from the part of the fabric serving to determine the weight of this ground fabric.	
	In the case of " plumetis " woven in double width and longitudinally bisected to be made in the piece, the simple safety stitch sewn on the cut edge to prevent the fabric from becoming unravelled is not taken into account in fixing the duty.	
ex 147	Ribbons (except velvet ribbons) :	
	(b) Other.	210.—
ex 150	Lace, lace fabrics and lace kerchiefs, embroidered or not ; "aérienne" (chemical embroideries) :	
	(b) Other.	800. -
151	Embroideries :	
	(a) Tulle, embroidered	750.—
	(b) Other.	500.—
	Note to No. 151. Chain-stitch embroidery	450.—
ex 152	(1) Hat plaits	200.—
	(2) Drimmings	230.—
ex 153	Materials for hats made of hemp, not more than 50 cm. wide :	
	(a) Unbleached	20. -
	(b) Bleached, lye-washed, dyed, printed or woven in colours . .	60. -
	Note to No. 153 : The supplementary duty on open-work patterned hosiery will be added to the treaty duties under this number.	
	XIX. Flax, Hemp, Jute and other Vegetable Textile Materials not specially mentioned, Yarns and Wares thereof,	
	with or without a slight admixture of other textiles.	
	Wares of linen, hemp, jute, etc. :	
ex 161	Materials for hats, made of hemp, not more than 50 cm. wide :	
	(a) Plain :	
	(1) Unbleached, up to 160 threads in warp and weft in a square of 2 cm. side	20.—

Numéros du tarif autrichien	Dénomination des marchandises	Droits d'entrée Couronnes
		par 100 kg.
	2. Blanchies, lessivées, teintes, imprimées, ou tissées de fils teints, présentant jusqu'à 160 fils (trame et chaîne) par carré de 2 cm. de côté	60,—
	b) Façonnées, à l'exception des damas	60,—
166	Tulles, dentelles, tissus-dentelles et fichus en dentelle, même brodés ; broderies aériennes (broderies chimiques)	800,—
167	Broderies	500,—
	Remarque : Articles brodés au point de chaînette	450,—
168	*Remarque :* Tresses de tagal et tresses pour chapeaux, en chanvre, simples, même mélangées de quantités insignifiantes, c'est-à-dire ne dépassant pas 8 %, de crin, de soie ou d'autres matières textiles	exemptes
	CLASSE XX. LAINE, FILS DE LAINE ET ARTICLES EN LAINE, même mélangés de matières textiles végétales ou avec adjonction de quantités insignifiantes de soie.	
172	Laine et déchets de laine, bruts, lavés, peignés, blanchis, teints, moulus	exempts
	Remarque : Ne rentre sous le N° 172 comme laine peignée que celle qui pèse 12 gr. ou plus par mètre. La laine peignée pesant moins de 12 gr. par mètre, ainsi que les boudins, suivent le régime des fils.	
	Fils de laine :	
ex 176	Fils peignés, non spécialement dénommés :	
	a) Écrus, simples :	
	1. Jusqu'au N° 45 métrique	20,—
	2. Au-dessus du N° 45 métrique	30,—
	b) Écrus, doubles ou à plusieurs bouts :	
	1. Jusqu'au N° 45 métrique	32,—
185	Broderies :	
	a) Exécutées avec de la soie	600,—
	b) Exécutées autrement	500,—
ex 186	Tresses pour chapeaux en crin pur	100,—
ex 187	Bonneterie et articles en tricot :	
	d) Non spécialement dénommés	320,—
ex 189	Feutres et articles en feutre (à l'exception des tapis de pieds) :	
	b) Autres feutres et articles en feutre	180,—
	Remarque : Feutre en pièce (au mètre) pour la confection des chaussures et feutre de piano pour la fabrication des têtes de marteaux, sur permis	exempts
	CLASSE XXI. SOIE ET ARTICLES EN SOIE, aussi mélangés d'autres matières textiles.	
193	Soie (dévidée ou filée), soie de déchets (bourre et bourrette de soie), même moulinées :	
	a) Écrues, de même que la soie de déchets dégommée	exemptes
	b) Teintes :	
	1. En noir	90,—
	2. En d'autres couleurs, de même que la soie dégommée	110,—
	Remarque : Les fils dits violets sont considérés comme écrus.	

Austrian Tariff No.	Description of Goods	Duty in Crowns
		per 100 kilos
	(2) Bleached, lye-washed, dyed, printed or woven in colours up to 160 threads in warp or weft in a square of 2 cm. side	60.—
	(b) Variegated, except damasked	60.—
166	Tulle, lace, lace materials and lace kerchiefs, embroidered or not; "aérienne"	800.—
167	Embroidery	500.—
	Note : Articles of chain-stitch embroidery	450.—
168	*Note :* Tagal plaits or hat plaits of hemp, plain, whether or not mixed with not more than 8 % of horse-hair, silk or other textile materials	free
	XX. Wool, Woollen Yarn and Woollen Wares	
	mixed or not with vegetable textile materials, or with a slight admixture of silk.	
172	Wool, woollen waste, raw, washed, combed, bleached, dyed, milled	free
	Note : Combed wool under No. 172 includes only wool weighing 12 gr. or more per metre. On combed wool weighing less than 12 gr. per metre and on slub, duty will be charged as on yarns.	
	Woollen yarns :	
ex 176	Combed yarn, not specially mentioned :	
	(a) Unbleached, single :	
	(1) Up to No. 45 metric	20.—
	(2) Over No. 45 metric	30.—
	(b) Unbleached, of two or more threads :	
	(1) Up to No. 45 metric	32.—
185	Embroidery :	
	(a) Embroidered with silk	600.—
	(b) Otherwise embroidered	500.—
ex 186	Hat plaits of pure horse-hair	100.—
ex 187	Hosiery and knitted wares :	
	(d) Not specially mentioned	320.—
ex 189	Felt and felt wares (except carpets).	
	(b) Other felt and felt wares	180.—
	Note : Felt in the piece (by the metre) for the manufacture of shoes and piano felt used in the manufacture of hammerheads, on a licence being obtained	free
	XXI. Silk and Silk Wares,	
	mixed or not with other textile materials.	
193	Silk (reeled or spun), silk waste (floss silk) twisted or not :	
	(a) Unbleached, also with waste silk boiled off	free
	(b) Dyed :	
	(1) Black	90.—
	(2) Other colours, also silk boiled off	110.—
	Note : Violet yarns will be treated as unbleached.	

Numéros du tarif autrichien	Dénomination des marchandises	Droits d'entrée Couronnes
		par 100 kg.
ex 194	Soie artificielle, même retorse :	85,—
	b) Teinte	de taxe additionnelle au droit sur la soie artificielle, même retorse, blanche-écrue, non teinte.
196	Fils de soie, de soie de déchets ou de soie artificielle, même combinés avec d'autres matières textiles, dégommés ou teints, accommodés pour la vente en détail :	200,—
	a) En soie artificielle	de taxe additionnelle au droit sur la soie artificielle, même retorse, blanche-écrue, non teinte.
	b) Autres	200,—
	Articles entièrement en soie (en soie pure, soie de déchets ou soie artificielle) ou avec adjonction de quantités insignifiantes d'autres matières textiles :	
197	Crêpes et tissus crêpés, gazes et tissus non serrés :	
	a) Brodés ou imprimés	1.250,—
	b) Autres	1.000,—
	Remarque : Etoffes crêpées pour chapeaux, en soie artificielle, ne dépassant pas 50 cm. de largeur	650,—
198	Tulles, dentelles, tissus-dentelles et fichus en dentelle, même brodés ; broderies aériennes (broderies chimiques)	1.800,—
199	Toile à bluter	500,—
202	Tissus non spécialement dénommés :	
	a) Non façonnés, unis :	
	1. Non teints ou teints en noir	650,—
	2. Teints autrement ou tissés de fils teints	750,—
	3. Imprimés	950,—
	b) Façonnés :	
	1. Non teints ou teints en noir	800,—
	2. Teints autrement ou tissés de fils teints	900,—
	3. Imprimés	1.100,—
	c) Brodés	1.300,—
ex 203	Rubanerie (à l'exclusion des rubans de velours) :	
	b) Autres	1.300,—
ex 204	1. Tresses pour chapeaux, en soie artificielle ou en sparterie de soie artificielle	650,— de taxe additionnelle au droit sur la soie artificielle, même retorse, blanche-écrue, non teinte.
	2. Tresses pour chapeaux, en soie pure ou en sparterie de soie pure. .	850,—
ex 205	Bonneterie et articles en tricot :	
	b) Autres.	2.000,—
	Cravates en soie artificielle	1.600,—
	Articles en mi-soie (en soie pure, soie de déchets ou soie artificielle) avec mélange important d'autres matières textiles :	
206	Crêpes et tissus crêpés, gazes et tissus non serrés :	
	a) Brodés ou imprimés	1.000,—
	b) Autres	700,—
	Remarque : Etoffes crêpées pour chapeaux, en soie artificielle, ne dépassant pas 50 cm. de largeur	500,—

Austrian Tariff No.	Description of Goods	Duty in Crowns
		per 100 kilos
ex 194	Artificial silk, twisted or not : *(b)* Dyed	A surtax of 85 crowns on artificial silk, twisted or not, unbleached (white), not dyed.
196	Twist of silk, floss silk or artificial silk, combined or not with other textile materials, bleached or dyed, prepared for retail sale : *(a)* Of artificial silk	A surtax of 200 crowns on artificial silk, twisted or not, unbleached (white), not dyed.
	(b) Other	200.—
	Wares wholly of silk, floss silk or artificial silk or with only a slight admixture of other textile materials :	
197	Crepe and woven fabrics similar to crepe, gauze and loosely woven fabrics : *(a)* embroidered or printed	1,250.—
	(b) other	1,000.—
	Note : crepe materials for hats, of artificial silk, not more than 50 cm. wide	650.—
198	Tulle, lace, lace materials and lace kerchiefs, embroidered or not : aérienne (chemical embroidery)	1,800.
199	Silk bolting cloth	500.
202	Woven tissues, not specially mentioned : *(a)* Plain (not figured) :	
	(1) Not dyed, or dyed black	650.—
	(2) Other colours or woven in colours	750.—
	(3) Printed	950.—
	(b) Figured :	
	(1) Not dyed or dyed black	800.—
	(2) Other colours or woven in colours	900.—
	(3) Printed	1,100.—
	(c) Embroidered	1,300.—
ex 203	Ribbons (except velvet ribbons) : *(b)* Other	1,300.—
ex 204	(1) Hat plaits of artificial silk or sparterie of artificial silk	A surtax of 650 crowns on artificial silk, twisted or not, unbleached (white), not dyed.
	(2) Hat Plaits of real silk or sparterie of real silk	850.—
ex 205	Knitted wares and hosiery : *(b)* Other	2,000.—
	Ties of artificial silk	1,600.—
	Wares of half-silk (of silk, floss silk, or artificial silk, with substantial admixture of other textile materials) :	
206	Crepe and fabrics similar to crepe, gauze and loosely woven fabrics : *(a)* Embroidered or printed	1,000.
	(b) Other	700.—
	Note : Crepe materials for hats, of artificial silk, not more than 50 cm. wide	500.—

Numéros du tarif autrichien	Dénomination des marchandises	Droits d'entrée Couronnes
		par 100 kg.
207	Tulles, dentelles tissus-dentelles et fichus en dentelle, même brodés : broderies aériennes (broderies chimiques)	1.200,—
210	Tissus mi-soie, non spécialement dénommés :	
	a) Non façonnés, unis :	
	1. Non teints	550,—
	2. Teints ou tissés de fils teints	700,—
	3. Imprimés	700,—
	b) Façonnés :	
	1. Non teints	650,—
	2. Teints ou tissés de fils teints	750,—
	3. Imprimés	850,—
	c) Brodés	1.200,—
ex 211	Rubanerie (à l'exclusion des rubans de velours) :	
	b) Rubans tissés genre faille, gris, bruns, verts et noirs, d'une largeur de 6,5 cm. ou moins (rubans pour chapeaux d'hommes) . .	550,—
	c) Autres	700,—
ex 212	1. Tresses pour chapeaux, en soie artificielle ou en sparterie de soie artificielle	500,— de taxe additionnelle au droit sur la soie artificielle, même retorse, blanche-écrue, non teinte.
	2. Tresses pour chapeaux, en soie pure ou en sparterie de soie pure.	700,—
ex 213	Bonneterie et articles en tricot :	
	b) Autres	1.000,—

REMARQUES SUR LA CLASSE XXI. SOIE ET ARTICLES EN SOIE.

Sont considérés comme tissus de soie ou de mi-soie, non façonnés, dans le sens des N^os^ 202 *a)* et 210 *a)*, qu'ils soient d'une seule couleur, rayés longitudinalement ou transversalement ou quadrillés, les tissus qui présentent dans leur contexture une surface unie et régulière formée par un entrecroisement des fils de chaîne et de trame se répétant d'après un nombre limité de fils et qui peuvent être fabriqués par l'emploi simultané de plusieurs lisses, soit les :

Tissus taffetas (taffetas, louisines, sarcenets, marcelines, lustrines, failles, gros-grains, ottomanes, gros de Londres, gros de Suez, gros de de Tours et autres) ;

Tissus croisés (levantines, surahs, serges, tricotines, côtes satinées, peau de soie, etc.) ;

Tissus satin (satin de Lyon, satin turc, satin de Chine, messaline, satin grec, satin merveilleux, satin duchesse, satin soleil, satin marquise, satin rhadamès, satin double face et autres) ;

Armures (armures royales, armures régences, armures précieuses, armures piquées, reps de chaîne, reps de trame, gros d'Italie, etc.).

Les étoffes et foulards qui présentent deux ou plusieurs armures différentes sous forme de bordures sont considérés comme tissus non façonnés. Les étoffes pour parapluies ou ombrelles, en particulier, sont aussi assimilées aux tissus non façonnés, lorsqu'elles présentent sur toute leur largeur une contexture unie (celle du taffetas, par exemple) et qu'elles ne contiennent d'armures différentes (en général, celle du satin ou du cannelé) que sous la forme et dans les dimensions d'une bordure. Les armures différentes des étoffes pour parapluies ou ombrelles et des foulards ne peuvent être admises comme bordures que si chaque rayure présente une largeur inférieure à la huitième

Austrian Tariff No.	Description of Goods	Duty in Crowns
		per 100 kilos
207	Tulle, lace, lace materials and lace kerchiefs, embroidered or not, *aérienne* (chemical embroidery)	1,200.—
210	Wares of half-silk, not specially mentioned :	
	(a) Plain (not figured) :	
	(1) Not dyed	550.—
	(2) Dyed or woven in colours	700.—
	(3) Printed	700.—
	(b) Figured :	
	(1) Not dyed	650.—
	(2) Dyed or woven in colours	750.—
	(3) Printed	850.—
	(c) Embroidered	1,200.
ex 211	Ribbons (except velvet ribbons) :	
	(b) Corded ribbon, grey, brown, green and black, not more than 6.5 cm. broad (men's hat bands)	550.—
	(c) Other.	700.—
ex 212	(1) Hat trimmings of artificial silk or sparterie of artificial silk . .	500.— as a surtax of crowns on artificial silk, twisted or not, unbleached (white), not dyed.
	(2) Hat trimmings of real silk or sparterie of real silk	700.—
ex 213	Knitted wares and hosiery :	
	(b) Other.	1,000.—

NOTE ON CLASS XXI : SILK AND SILK WARES.

As plain tissues and "*armures*" wholly of silk, dutiable under No. 202 *(a)* or 210 *(a)* are considered those which exhibit a uniform surface, without regard to the question whether they are of one colour, or have stripes lengthways or crossways or are checkered, and which are made of a crossing of warp and weft threads which is always repeated after a definite limited number of threads : also stuffs produced by the use of several threads on both sides, namely :

Taffeta tissues (taffetas, *louisines*, sarcenets, marcelines, lustrines, *failles, gros-grains*, ottomans, *gros-de-Londres, gros-de-Suez, gros-de-Tours*, etc.) ;

Twilled tissues (levantines, surahs, serges, tricotines, *côtes satinées, peau-de-soie*, etc. ;

Atlas and satin tissues *(satin de Lyon, satin turc, satin de chine, Messaline, satin grec, satin merveilleux, satin duchesse, satin soleil, satin marquise, satin rhadamès, satin double face*, etc.) ;

Armures *(armures royales, armures régences, armures précieuses, armures piquées*, warp reps, weft reps, *gros-d'Italie*, etc.).

Stuffs and cloths in which two or several armures (arrangements of threads) are present in the form of strips of edging, are classed with smooth tissues. Umbrella and parasol materials are also, in particular, to be regarded as smooth tissues if they consist, in their whole breadth, of a uniform intersection of threads (for example, taffetas) and show a varying intersection of threads (mostly "Atlas" or "Cannele") only in the form, and to the extent, of edgings. The character of borderings can only be accorded to isolated arrangements of threads occurring on umbrella and parasol materials and cloths, when each edge is narrower than one-eighth

Numéros du tarif autrichien	Dénomination des marchandises	Droits d'entrée Couronnes
		par 100 kg.
	partie du côté de l'étoffe ou du foulard auquel elle est perpendiculaire. On ne considère toute la distance du bord intérieur du fond à l'extrême bord de l'étoffe ou du foulard comme largeur de la bordure que dans le cas où la rayure extérieure le long du bord du tissu contient également une armure différente de celle du fond.	
	La contexture et la combinaison des lisières n'entrent pas en ligne de compte pour la taxation des tissus, à moins qu'elles ne soient destinées à produire des effets spéciaux (tels que bordures, etc.) lors de l'emploi ultérieur des tissus.	
	Outre les étoffes Jacquard, on considère comme tissus façonnés les tissus obtenus par la combinaison de deux ou de plusieurs armures différentes, soit qu'il s'agisse d'effets de chaîne (pékins) ou d'effets de trame (lancés).	
	Les articles en soie, de tout genre, combinés avec des fils métalliques sont assujettis à une surtaxe de 30 pour cent sur le droit qui grève l'article correspondant.	
	CLASSE XXII. ARTICLES CONFECTIONNÉS.	
		par pièce
ex 220	ex *a)* 1. Chapeaux-tuyaux, noués, non garnis	—,45
ex 221	ex *a)* 1. Chapeaux-tuyaux, noués, non garnis	—,35
ex 225	Lingerie et autres sous-vêtements en crêpe de santé du genre des échantillons de tissus déposés :	par 100 kg.
	a) De coton	240,—
	b) De laine	260,—
	c) De soie	750,—
	d) De mi-soie	585,—
	Remarques ad N° 225 :	
	1. En ce qui concerne leurs garnitures, la lingerie et autres sous-vêtements en crêpe de santé sont traités comme la bonneterie et les articles en tricot.	
	2. Pour le calcul des droits et de la surtaxe suivant le N° 225, ce sont les droits conventionnels applicables à la partie entrant en ligne de compte pour le dédouanement qui serviront de base.	
	REMARQUES GÉNÉRALES SUR LES CLASSES XVIII A XXII.	
	1. Les fils en chaînes apprêtées ou collées sont assujettis à une surtaxe de 5 % en sus des droits afférents aux fils mêmes.	
	2. Les perles de verre, de porcelaine ou de métal, l'émail de verre, les paillettes, les fils de verre, les fibres de baleine, etc., combinés avec les tissus, la bonneterie, les articles en tricot, etc., ne sont pas pris en considération dans la tarification des articles en matières textiles.	
	3. Pour le dédouanement des broderies, le tissu de fond seul doit être pris en considération, tandis que les fils servant à broder restent sans influence, à moins que le tarif ne contienne des dispositions spéciales à ce sujet. Cela s'applique également aux fils métalliques (ronds ou plats), toiles métalliques, perles et articles similaires employés comme matière à broder.	
	Lors du dédouanement d'articles de broderie au point de chaînette, les autres points de broderie reposant sur le principe de la broderie au point de chaînette, de mêmes que les araignées, la broderie au plu-	

Austrian Tariff No.	Description of Goods	Duty in Crowns
		per 100 kilos
	part of the side of the tissue on which it is perpendicularly placed. The whole distance from the edge of the main material up to the outermost edge of the tissue is to be regarded as the breadth of the border only, if the outermost striping along the edge of the cloth also shows an arrangement of threads differing from that of the real base material.	
	The pattern and arrangement of the edges (selvedges, *lisières)* is not taken into account in assessing duties, unless certain effects, for example, borders, etc., intended to affect the ultimate further use of the tissues, are obtained thereby.	
	Besides Jacquard tissues, tissues consisting of the combination of two or several isolated armure patterns, whether they be patterns in the warp *(pékins)* or patterns in the wefts *(lancés)*, are to be considered as figured.	
	Silk wares of all kinds in combination with metallic threads are subject to a surtax of 30 % on the rate leviable on the silk wares in question.	
	XXII. — Made-up Articles.	
		each
ex 220	ex *(a)* (1) Hats of straw or bast, knotted, untrimmed	0.45
ex 221	ex *(a)* (1) Hats of straw or bast, knotted, untrimmed.	0.35
ex 225	Underlinen and other underclothing of crepe de santé, of the same kind as the samples deposited :	per 100 kilos
	(a) Cotton	240.—
	(b) Woollen.	260.—
	(c) Silk	750.—
	(d) Half-silk	585.—
	Notes to No. 225 :	
	1. Underlinen and other underclothing of crepe de santé will as regards their accessories be treated as knitted goods and hosiery.	
	2. In assessing the duty, together with surtax according to No. 225, the rate to be taken as the basis will be that levied on the principal component material.	
	General Notes to Classes XVIII to XXII.	
	(1) Yarns with dressed or sized warp are subject to a surtax of 5 % on the rate leviable on the yarn used.	
	(2) Beads of glass, china or metal, glazed enamel, tinsel, glass threads, whalebone thread, etc., woven in or knitted in textile wares, do not affect the tariff classification of these goods.	
	(3) In the case of the assessment for duty of embroidered materials, the material itself is to be considered and the yarns used in the embroidery are not to be considered, unless the tariff contains special regulations on the point. This applies also to metal threads (wire, round or flattened), beads, etc., used as material for embroidery.	
	In assessing the duty on articles of chain-stitch embroidery, no account will be taken of other ornamental stitching on the principle of chain-stitch embroidery, or of spider-web stitching, satin-stitch	

Numéros du tarif autrichien	Dénomination des marchandises	Droits d'entrée Couronnes par 100 kg.

metis, la broderie avec soutache, à-jour, applications de percale, mousseline et autres tissus similaires, puis les effets superposés, tels qu'anneaux, rosaces, pois, etc., et les accessoires peu importants de broderies aériennes ou de tulles de fantaisie restent sans influence.

Les broderies application dans lesquelles le tissu de fond est réuni par un point de broderie à un tissu d'application, mousseline ou tulle formant dessin au moyen du découpage de l'un ou de l'autre de ces tissus, ne seront pas considérées comme articles confectionnés du N° 225, mais seront dédouanées comme broderies.

Dans les articles vendus au mètre courant, les points de couture à l'aide desquels des dessins isolés de broderies, dentelles ou broderies chimiques ou parties de ceux-ci (motifs) sont réunis horizontalement ou verticalement afin de former l'article de vente au mètre, sont sans influence sur la taxation. Par contre, les articles de confection, tels que cols, manchettes, etc., composés de motifs de broderies ou de broderies chimiques, assemblés par un travail de couture, sont considérés comme articles confectionnés et dédouanés d'après la partie la plus imposée, avec une surtaxe de 40 %.

4. La bonneterie, les articles en tricot, les articles tressés, les passementeries et les boutons, brodés, ne sont pas taxés comme broderie, mais suivent le régime des mêmes articles non brodés. La bonneterie et les tricotages en coton, lin ou laine, brodés de soie ou ornés d'un travail de couture en soie sont traités comme la bonneterie et les tricotages en mi-soie du N° 213 ; de même, les articles tressés, les passementeries et les boutons, en coton, lin ou laine, brodés de soie ou ornés d'un travail de couture en soie, sont taxés comme les articles tressés, les passementeries et les boutons en mi-soie du N° 212.

5. Sont considérés comme bonneterie et articles en tricot (à l'exception des dentelles crochetées, tricotées ou faites sur le métier à bonneterie) les articles tricotés et fabriqués sur le métier à bonneterie, les articles crochetés, les filets, tels que : étoffes en pièce, rubans, bourses, gants, bonnets, chemises, caleçons, gilets de chasse, capuchons, cols, camisoles, pèlerines, poignets, genouillères, mantelets, souliers de bébés, tabliers, chaussettes, bas, poches, tricots, fichus, etc., sont compris aussi bien les articles façonnés, c'est-à-dire diminués et augmentés que ceux qui sont coupés dans la pièce et cousus ensuite.

Dans la bonneterie et les articles en tricot, il n'est pas tenu compte du travail de couture, ni des fournitures nécessaires à leur usage, telles que rubans de bordure, appliques, boutonnières, boutons, ganses, agrafes, boucles, bandes de cuir, tirants simples, rubans de fermeture, glands, anneaux et articles similaires.

Les fournitures autres que celles dénommées ci-dessus entraînent l'application d'une surtaxe de 20 % sur le droit qui grève les articles en tricot.

Pour les gants, les baguettes au tambour restent sans influence sur la taxation.

Les casquettes en bonneterie ou en tricot sont aussi rangées parmi les articles en tricot.

6. Les tissus pourvus de simples ourlets ou de coutures isolées ne suivent pas le régime des objets cousus ; ils sont seulement assujettis à une surtaxe de 10 % sur le droit applicable au tissu dont il s'agit.

Les matières textiles ornées uniquement de lettres, même entrelacées et ornementées (monogrammes, etc.) de noms ou de numéros, brodés, ne suivent pas le régime de la broderie, mais sont dédouanées d'après leur nature propre.

Austrian Tariff No.	Description of Goods	Duty in Crowns
		per 100 kilos
	embroidery, braiding, open-work stitching, appliqué work of cambric, muslin and similar fabrics, also articles superimposed such as rings, rosettes, etc., and other unimportant accessories of chemical embroidery or fancy knitting. Appliqué embroideries on a foundation material in which the foundation material is united with muslin or tulle by the embroidering upon it of patterns in such a manner that the patterns become visible on the cutting away of the underlying or superimposed material are dutiable, not as sewn articles under No. 225, but as embroidery. In the case of wares sold by the meter, no account will be taken of stitching whereby separate embroidery, lace or *aérienne* designs or parts of them (motifs) are joined horizontally or vertically, so as to constitute the article to be sold by the meter. On the other hand made-up articles, such as collars, cuffs, etc., consisting of embroidery or *aérienne* designs put together by sewing, will be treated as sewn articles and a surtax of 40 % will be levied on the most highly taxed component part.	
	4. Embroidered knitted wares and hosiery, woven goods, trimmings and button-makers' wares are not to pay duty as embroidery, but according to their nature. Cotton, linen and woollen knitted wares and hosiery embroidered with silk or ornamented therewith by sewing, are to be treated as half-silk knitted wares and hosiery under No. 213. Similarly, cotton, linen and woollen woven goods, trimmings and button-makers' wares embroidered with silk or ornamented therewith by sewing, are to be treated as half-silk woven goods, trimmings and button-makers' wares under No. 212. 5. As knitted wares and hosiery are dutiable (with the exception of crocheted and knitted lace) knitted goods and crocheted and netted (netted or knotted) wares, e.g., such stuffs in the piece, ribbons, purses, gloves, caps, shirts, trousers, corsets, hoods, collars, body-belts, pelerines, mittens, knee-warmers, waistcoats, baby-shoes, aprons, socks, stockings, satchels, knitted wearing apparel, kerchiefs, etc., as also regularly shaped goods *(Fassonwaren)* and wares cut out from knitted stuffs and sewn. In the case of knitted wares and hosiery no account will be taken of sewing and of indispensable accessories such as bordering with ribbon, trimming, sewn button-holes, buttons, loops, hooks, buckles, thongs, plain strings, bonnet strings, etc., tassels, rings and the like. Further accessories are liable to a surtax of 20 % on the rate for knitted wares. Tambour-stitching on gloves is not taken into consideration. Knitted goods also included knitted caps. 6. Tissues merely provided with plains eams or hems are not to pay duty according to the rate for sewn articles, but are merely to be subject to a surtax of 10 % on the duty leviable on the tissue itself. Textile manufactures on which are embroidered only letters, even interlaced or severally ornamented (monograms, ornamental letters, etc.), or names, numbers, or the like, are not considered as embroideries, but dutiable according to kind.	

Numéros du tarif autrichien	Dénomination des marchandises	Droits d'entrée Couronnes
		par 100 kg.
	Les mouchoirs brodés munis d'un ourlet ordinaire ne sont assujettis à aucune surtaxe. Ceux qui présentent un ourlet à-jour simple (ourlet demi-échelle ou ourlet échelle) sont soumis à une surtaxe de 10 % sur le droit afférent à la broderie.	
	7. Les bandes de tissus coupées en ligne droite en forme de rubans suivent le régime du tissu correspondant.	
	8. Pour le calcul des droits et des surtaxes fixées par les remarques conventionnelles ou autonomes sur les classes XVIII à XXII, ce sont les droits conventionnels afférents aux marchandises correspondantes qui doivent servir de base.	
	CLASSE XXIV. ARTICLES EN LIBER, JONC, ROTIN, ROSEAU, COPEAUX, PAILLES, ETC., NON DÉNOMMÉS DANS LES AUTRES CLASSES DU TARIF.	
232	Tresses pour chapeaux et autres tresses	exemptes
	Remarque : Les tresses combinées avec des fils textiles, du crin, de la sparterie, des fils métalliques ou des matières textiles, ainsi que les plaques de sparterie, suivent le régime du N° 234.	
ex 234	Articles tressés, autres, y compris la vannerie :	
	ex *c)* Fins, ainsi que tous ceux en combinaison avec des matières fines :	
	1. Fins, non en combinaison avec des matières fines	36,—
	2. Tresses en combinaison avec des fils textiles	85,—
	d) Tous ceux en combinaison avec des matières très fines	200,—
	CLASSE XXV. PAPIER ET ARTICLES EN PAPIER.	
	Remarque ad N°s 237 *et* 252 : Cartons pour métiers à broder automatiques, en rouleaux ou en bandes de 13,5 à 18 cm. de largeur, importés par les fabriques de broderie ou par les brodeurs, sur autorisation spéciale	10,—
ex 242	Papiers isolants et autres papiers imprégnés ou laqués pour usages électro-techniques, aussi en forme de rubans, importés par les fabricants d'articles électro-techniques, sur autorisation spéciale . .	7,—
	CLASSES XXVI. CAOUTCHOUC ET GUTTA-PERCHA ET ARTICLES DE CES MATIÈRES.	
260	*a)* Tuyaux entièrement ou partiellement en caoutchouc, même renforcés de tissu ou avec fils métalliques intercalés	75,—
	b) Bourrages, même avec amiante ; bandes isolantes faites de feuilles anglaises (*Patentplatten*), même vulcanisées.	80,—
ex 265	Tissus et étoffes faites sur le métier à bonneterie, recouverts, imprégnés, enduits de caoutchouc ou réunis au moyen de couches intercalaires de caoutchouc :	
	ex *b)* En autres matières textiles :	
	1. Bandes isolantes	50,—
	Remarque ad N° 267 : Pour le calcul des droits et de la surtaxe d'après le N° 267, ce sont les droits conventionnels des N°s 265 et 266 qui serviront de base.	

Austrian Tariff No.	Description of Goods	Duty in Crowns
		per 100 kgs
	Embroidered pocket-handkerchiefs made with plain hems are subject to no surtax and handkerchiefs with simple open-work hem (half or " ladder " hem) will be subject to a surtax of 10 % on the rate for embroidery work included under the relevant Customs tariff numbers. 7. Strips of stuff cut out in straight lines after the manner of ribbons are to pay duty at the rate for the stuff in question. 8. The duties and surtaxes, leviable in accordance with the above notes to Classes XVIII to XXII, whether these notes are the subject of treaty agreements or are autonomous, will be based on the rates for the wares in question.	
	XXIV. Wares of Straw, Cane, Bast, Wood Shavings and the Like, not mentioned in other Classes of the Tariff.	
232	Hat plaits and other plaits	free
	Note : Plaits in combination with textile threads, horse-hair, sparterie, metal threads or textile materials, also sparterie plates, are included under No. 234.	
ex 234	Other plaited wares, also basket-makers' wares :	
	ex *(c)* Fine and all wares combined with fine materials :	
	(1) Fine, not combined with fine materials	36.—
	(2) Plaited wares combined with textile threads	85.—
	(d) All such wares combined with very fine materials	200.—
	XXV. Paper and Paper Wares.	
	Note to Nos. 237 and 252 : So-called " automatic " cardboard for embroidery machines, in rolls or in bands of 13.5 to 18 cm. wide, imported by embroidery factories or embroidery workers on a licence	10.—
ex 242	Insulating paper and other paper impregnated or lacquered for electro-technical purposes, also ribbons of such paper, imported by producers of electro-technical articles on a licence	7.—
	XXVI. India-rubber and Gutta-Percha and Wares thereof.	
260	*(a)* Tubing of or combined with india-rubber, with or without layers of tissues or inlaid wire	75.—
	(b) Packing, with or without asbestos ; insulating material of patent sheets, vulcanised or not	80.—
ex 265	Woven and knitted materials covered, impregnated or coated with india-rubber or joined by internal layers of india-rubber :	
	ex *(b)* Of other textile materials :	
	(1) Insulating bands	50.—
	Note to No. 267 : The duty and surtax under No. 267 will be based on the rates for Nos. 265 and 266.	

Numéros du tarif autrichien	Dénomination des marchandises	Droits d'entrée Couronnes par 100 kg.
	CLASSE XXVII. TOILE CIRÉE ET ARTICLES EN TOILE CIRÉE.	
271	Toile cirée, linoléum et autres matières de composition similaire, pour recouvrir les planchers :	
	a) Linoléum incrusté (Inlaid) ; linoléum ayant plus de 2,2 mm. d'épaisseur	40,—
	b) Autres	70,—
	Remarque ad N^os^ 273 et 274 : Tissus isolants (c'est-à-dire tissus de soie ou autres imprégnés de vernis ou de laques, pour usages électro-techniques) et rubans isolants (c'est-à-dire bandes ou rubans de tissus isolants, coupés ou mis bout à bout), importés par les fabricants d'articles électro-techniques, sura utorisation spéciale	90,—
	CLASSE XXVIII. CUIR ET ARTICLES EN CUIR.	
	Articles en cuir :	
ex 287	Chaussures, entièrement ou partiellement en cuir, même combinées avec des matières très fines, pesant par paire :	
	c) Moins de 900 jusqu'à 500 g., en outre chaussure pour garçonnets, fillettes et enfants en bas âge ; sandales	160,—
	d) Moins de 500 g.	250,—
	CLASSE XXX. BOIS ET ARTICLES EN BOIS ; MATIÈRES A TOURNER ET A SCULPTER, ET ARTICLES DE CES MATIÈRES.	
ex 304	Ouvrages en bois, sculptés ou avec incrustations ou ornements, tels que les articles caractéristiques d'Interlaken, de Brienz ou de l'Oberland bernois et autres semblables, conformes aux échantillons déposés, avec ou sans ferrures :	
	1. Souvenirs.	40,—
	2. Autres	60,—
ex 305	Ouvrages en bois, sculptés ou avec incrustations ou ornements, tels que les articles caractéristiques d'Interlaken, de Brienz ou de l'Oberland bernois et autres semblables, conformes aux échantillons déposés, avec ou sans ferrures :	
	1. Souvenirs.	70,—
	2. Autres	80,—
	CLASSE XXXI. VERRE ET ARTICLES EN VERRE.	
318	Ampoules en verre pour lampes électriques à incandescence	30,—
	CLASSE XXXII. PIERRES ET OUVRAGES EN PIERRES.	
ex 333	Plaques de pierre d'une épaisseur inférieure à 16 cm. (à l'exception des plaques d'ardoise et des pierres lithographiques) :	
	ex *b)* Ayant subi un travail ultérieur, même égrisées ou polies :	
	ex 3. Plaques de mica et de micanite	7,—
ex 351	Tissus en mica et en micanite, même en rubans	25,—

Austrian Tariff No.	Description of Goods	Duty in Crowns
		per 100 kilos
	XXVII. Oilcloth and Wares thereof.	
271	Floor-cloth of oilcloth, linoleum and similar compositions :	
	(a) Inlaid linoleum ; linoleum more than 2.2 mm. thick	40.—
	(b) Other	70.—
	Note to Nos. 273 and 274 : Insulating fabrics (i.e., silk or other tissues impregnated with varnish or polish for electro-technical purposes) and insulating bands (i.e., strips or bands of insulating material cut or pieced together), imported by the manufacturer of electro-technical articles on special licence	90.—
	XXVIII. Leather and Leather Wares.	
	Leather wares :	
ex 287	Boots and shoes of all kinds, with or without leather, combined or not with very fine materials, weighing per pair :	
	(c) between 900 grs. and 500 grs., also boots and shoes for boys, girls and small children, also sandals	160.—
	(d) less than 500 grs.	250.—
	XXX. Wood and Wooden Wares. Wares of Materials for Turning and Carving.	
ex 304	Carved wooden wares or wood with inlaid work or ornamentation such as is known as Interlaken, Brienz or Bernese Oberland work and other similar wares, of the same kind as the samples declared, with or without iron work :	
	(1) Souvenirs	40.—
	(2) Other	60.—
ex 305	Carved wooden wares or wood with inlaid work or ornamentation such as is known as Interlaken, Brienz or Bernese Oberland work and similar wares, of the same kind as the samples declared, with or without iron work :	
	(1) Souvenirs	70.—
	(2) Other	80.—
	XXXI. Glass and Class-Ware.	
318	Glass bulbs for electric lamps	30.—
	XXXII. Stone and Wares of Stone.	
ex 333	Stone slabs less than 16 cm. thick (except slabs of slate and lithographic stone) :	
	ex *(b)* Further worked, whether smoothed or polished or not :	
	ex (3) Mica and micanite plates	7.—
ex 351	Mica and micanite fabrics, in strips or not	25.—

Numéros du tarif autrichien	Dénomination des marchandises	Droits d'entrée Couronnes
		par 100 kg.
	CLASSE XXXIV. FER ET ARTICLES EN FER.	
	Articles en fer :	
375	Tuyaux et raccords en fonte non malléable (grise)	exempts
ex 381	Articles en tôle :	
	ex *b)* En tôle ayant moins de 2 mm. d'épaisseur :	
	3. Avec autre travail fin, tels que recouverts d'autres métaux communs ou polis, avec dessins pressés ou estampés, émaillés, recouverts d'un enduit fin, vernis, peints, imprimés :	
	α) Services de table, ustensiles de cuisine et de ménage ; ustensiles émaillés	66,50
	β) Emballages.	70,—
	γ) Autres.	80,—
ex 388	Outils :	
	f) Limes et râpes, taillées sur une longueur de	
	1. 300 mm. ou plus	30,—
	2. Moins de 300 jusqu'à 150 mm.	50,—
	3. Moins de 150 mm.	60,—
ex 389	Clous et pointes :	
	ex *a)* Bruts ou ayant subi un travail ordinaire :	
	2. Clous pour chaussures (à l'exception des clous forgés à la main) :	
	α) Punaises (tacks)	15,—
	β) Autres	20,—
ex 390	Vis, écrous et boulons :	
	ex *a)* rivets pour antidérapants d'automobiles, à tête plate et profil conique, prêts à être bordés, avec tête trempée à la dureté du verre et inattaquable à la lime	15,—
	b) Filetés :	
	1. Bruts, dont l'épaisseur de la tige ou le diamètre de l'ouverture de l'écrou est de :	
	α) 14 mm. ou plus	18,—
	β) Moins de 14 jusqu'à 7 mm.	26,—
	γ) Moins de 7 mm.	42,—
	2. Ayant subi un travail ordinaire ou fin et dont l'épaisseur de la tige ou le diamètre de l'ouverture de l'écrou est de :	
	α) 14 mm. ou plus	28,—
	β) Moins de 14 jusqu'à 7 mm.	36,—
	γ) Moins de 7 mm.	70,—
409	Articles en fer malléable, non spécialement dénommés :	
	a) Bruts, blanchis ou passés à la couleur d'apprêt, pesant par pièce :	
	1. 25 kg. ou plus	10,—
	2. Moins de 25 jusqu'à 3 kg.	12,—
	3. Moins de 3 jusqu'à 0,5 kg.	14,—
	4. Moins de 0,5 kg.	16,—
	b) Ayant subi un autre travail ordinaire, pesant par pièce :	
	1. 25 kg. ou plus	20,—
	2. Moins de 25 jusqu'à 3 kg.	22,—
	3. Moins de 3 jusqu'à 0,5 kg.	24,—
	4. Moins de 0,5 kg.	28,—
	c) Finement travaillés, pesant par pièce :	
	1. 25 kg. ou plus	28,—
	2. Moins de 25 jusqu'à 3 kg.	32,—
	3. Moins de 3 jusqu'à 0.5 kg.	36,—
	4. Moins de 0,5 kg.	40,—

Austrian Tariff No.	Description of Goods	Duty in Crowns
		per 100 kilos
	XXXIV. Iron and Iron Wares.	
	Iron wares :	
375	Pipes and joints for same, of non-malleable cast-iron	free
ex 381	Wares of sheet iron :	
	ex *(b)* Of sheet less than 2 mms. thick	
	(3) Otherwise finely worked, also overlaid with other common metals or polished with imprinted or stamped designs, enamelled, finely coated, polished, painted, printed :	
	(α) Table services, household and kitchen utensils : enamel utensils	66.50
	(β) Packing-tins, etc.	70.—
	(γ) Other.	80.—
ex 388	Tools and implements, etc. :	
	(f) Files and rasps, the working (cut) part of the file being :	
	(1) 300 mm. or more long	30.—
	(2) Between 150 and 300 mm. long	50.—
	(3) Less than 150 mm. long	60.—
ex 389	Nails and tacks :	
	ex *(a)* Rough or ordinarily worked :	
	(2) Root nails (except handworked) :	
	(α) Tacks	15.—
	(β) Other	20.—
ex 390	Screws, nuts and bolts :	
	ex *(a)* Skid studs for motor tyres with flat heads and conical in shape, ready to be fitted with head hardened to the hardness of glass which cannot be scratched by a file	15.—
	(b) With thread :	
	(1) Rough, the thickness of the pin (or width of hole) being :	
	(α) 14 mm. or more	18.—
	(β) Less than 14 mm. and down to 7 mm.	26.—
	(γ) Less than 7 mm.	42.—
	(2) Ordinarily or finely worked, the thickness of the pin (or width of hole) being :	
	(α) 14 mms. or more	28.—
	(β) Less than 14 mm. and down to 7 mm.	36.—
	(γ) Less than 7 mm.	70.—
409	Wares of malleable iron, not specially mentioned :	
	(a) Rough or scoured or coarsely painted, weighing :	
	(1) 25 kgs. or more each	10.—
	(2) More than 3 and up to 25 kgs. each	12.—
	(3) More than 0.5 and up to 3 kgs. each	14.—
	(4) Less than 0.5 kg. each	16.—
	(b) Otherwise ordinarily worked, weighing :	
	(1) 25 kgs. or more each	20.—
	(2) More than 3 and up to 25 kgs. each	22.—
	(3) More than 0.5 and up to 3 kgs. each	24.—
	(4) Less than 0.5 kg. each	28.—
	(c) Finely worked, weighing :	
	(1) 25 kgs. or more each	28.—
	(2) More than 3 and up to 25 kgs. each	32.—
	(3) More than 0.5 and up to 3 kgs each	36.—
	(4) Less than 0.5 kg. each	40.—

Numéros du tarif autrichien	Dénomination des marchandises	Droits d'entrée Couronnes
		par 100 kg.
	CLASSE XXXV. MÉTAUX COMMUNS ET ARTICLES EN MÉTAUX COMMUNS.	
ex 414	Tôles et plaques :	
	ex *a)* Brutes, non découpées, non cintrées, non embouties, non percées :	
	3. En cuivre, nickel, aliminium et autres métaux communs ou alliages de métaux communs, ayant une épaisseur de :	
	α) 0,5 mm. ou plus	19,—
	β) Moins de 0,5 mm.	24,—
ex 416	Barres, tiges et fils :	
	ex *a)* Bruts :	
	3. En cuivre, nickel, aluminium et autres métaux communs ou alliages de métaux communs, ayant une épaisseur de :	
	α) 0,5 mm. ou plus	19,—
	β) Moins de 0,5 mm.	24,—
419	Articles en métal :	
	Plomb et étain en feuilles minces (tain) ; capsules pour bouteilles, tubes et bouchons compte-gouttes en plomb, en plomb étamé ou plaqué d'étain ou en étain :	
	a) Bruts d'étirage, à l'exception de l'étain en feuilles minces (tain)	50,—
	b) Autres :	
	1. Etain en feuilles minces (tain)	70,—
	2. Autres	80,—
ex 428	Articles non spécialement dénommés, en cuivre et en métaux communs alliages de métaux communs non dénommés ailleurs :	
	c) Autres :	
	1. Bruts ou ayant subi un travail ordinaire	75,—
	2. Finement travaillés :	
	α) Appareils à eau chaude, aussi nickelés	130,—
	β) Autres	150,—
430	Articles non spécialement dénommés, en aluminium ou alliages semb'ables à l'aluminium :	
	a) Pour usages industriels, à l'exception des feuilles minces et des tubes	100,—
	b) Autres :	
	1. Feuilles minces	180,—
	2. Autres	160,—

REMARQUES GÉNÉRALES AUX CLASSES XXXIV ET XXXV.

1. Par fer malléable, on entend également l'acier, la fonte douce et la fonte d'acier.

2. Ne sera pas considéré comme travail l'enlèvement au ciseau, à la meule, à la lime ou au maillet, des bavures résultant de la fonte ou de l'estampage, l'aplanissement des cassures, le détachement des masselottes de fonte, et dans la fonte d'acier, le dégrossissage effectué pour constater l'absence de défauts

3. Par opposition aux articles bruts, on entend par articles ayant subi un travail ordinaire : les articles blanchis, limés, passés à l'émeri, tournés, rabotés, grossièrement adoucis à la meule ou passés à la couleur d'apprêt ; en outre, parmi les articles en fer (Nos 373 à 411) et les articles en métal (Nos 417 à 432), ceux qui sont percés, perforés, filetés, rivés et vissés.

Austrian Tariff No.	Description of Goods	Duty in Crowns
		per 100 kgs
	XXXV. Base Metals and Wares thereof.	
ex 414	Sheets and plates :	
	ex *(a)* Rough, not shaped, bent, hollowed or perforated :	
	(3) Of copper, nickel, aluminium and other base metals or alloys thereof :	
	(α) 0.5 mm. thick or more	19.—
	(β) Less than 0.5 mm. thick	24.—
ex 416	Bars, rods and wire :	
	ex *(a)* Rough :	
	(3) Of copper, nickel, aluminium and other base metals or alloys thereof :	
	(α) 0.5 mm. thick or more	19.—
	(β) Less than 0.5 mm. thick	24.—
419	Metal wares :	
	Lead foil, tin foil : bottle capsules, tubes and drop-counting stoppers of lead, tinned lead-tin, plated lead or tin :	
	(a) Polished, except tin foil	50.—
	(b) Other :	
	(1) Tin foil	70.—
	(2) Other	80.—
ex 428	Wares, not specially mentioned of copper, or base metals and metal alloys not mentioned elsewhere :	
	(c) Other :	
	(1) Rough or ordinarily worked	75.—
	(2) Finely worked :	
	(α) Hotwater utensils, nickelled or not	130.—
	(β) Other	150.—
430	Wares of all kinds, not specially mentioned, of aluminium or alloys of the nature of aluminium :	
	(a) For technical purposes, except foils and tubes.	100.—
	(b) Other :	
	(1) Foils	180.—
	(2) Other	160.—

General Notes on Classes XXXIV and XXXV.

(1) Wrought iron includes steel, soft cast-iron and cast steel.

(2) The removal of casting and moulding seams by chiselling, sand-papering, filing or knocking-off, smoothing broken surfaces, removing runners, knobs, etc., due to casting and, in the case of cast steel, roughly scouring for the purpose of testing for freedom from flaws, are not to be considered as working.

(3) The following are considered as being *ordinarily worked* in contrast to rough : all articles scoured, filed, pierced, turned, planed, roughly ground or roughly painted : also in the case of iron wares (Nos. 373-411), and metal wares (Nos. 417-432) perforating, boring and cutting drills, rivets and screw joints.

Numéros du tarif autrichien	Dénomination des marchandises	Droits d'entrée Couronnes
		par 100 kg.
	4. Tous les articles travaillés autrement, tels que ceux recouverts de métaux communs, finement enduits, finement adoucis, etc., sont considérés comme finement travaillés.	
	5. A moins de dispositions spéciales du tarif, les articles gravés, ciselés, guillochés, nickelés ou cobaltisés sont soumis à une surtaxe de 50 % du droit applicable à ces articles. Si, pour un article quelconque, des droits spéciaux sont prévus pour le travail ordinaire ou fin, on prendra pour base du calcul de la surtaxe le droit établi pour le travail fin. Pour le calcul du droit et de la surtaxe, ce sont les droits conventionnels afférents aux marchandises correspondantes qui doivent servir de base.	
	6. Les articles plaqués d'or ou d'argent suivent le régime des articles dorés ou argentés.	
	CLASSE XXXVI. MACHINES, APPAREILS EN BOIS, EN FER OU EN MÉTAUX COMMUNS, A L'EXCEPTION DE CEUX QUI SONT RANGÉS DANS LES CLASSES XXXVII ET XXXVIII.	
ex 438	Machines à vapeur, turbines à vapeur, turbines hydrauliques, moteurs à combustion, pesant par pièce :	
	a) 100.000 kg. ou plus :	
	1. Turbines à vapeur	16,—
	2. Machines à vapeur	18,—
	3. Turbines hydrauliques et moteurs à combustion.	20,—
	b) Moins de 100.000, jusqu'à 10.000 kg. :	
	1. Turbines à vapeur	18,—
	2. Machines à vapeur	24,—
	3. Turbines hydrauliques et moteurs à combustion	25,—
	c) Moins de 10.000 jusqu'à 2.500 kg. :	
	1. Machines à vapeur	26,—
	2. Turbines à vapeur, turbines hydrauliques et moteurs à combustion	30,—
	d) Moins de 2500 jusqu'à 200 kg. :	
	Moteurs à combustion	38,—
ex 440	Machines et appareils pour la préparation, le travail ou le perfectionnement des matières textiles et des tissus :	
	a) Machines à coudre et à tricoter :	
	1. Avec bâtis	50,—
	ex 2. Têtes et parties travaillées de têtes :	
	α) Navettes, chasse-navettes et garde-navettes	exempts
	ex *β)* Têtes et autres parties travaillées de têtes pour machines à mailles retournées	80,—
	γ) Autres	60,—
	3. Bâtis, même démontés	30,—
	b) Métiers à tisser et machines auxiliaires pour le tissage	20,—
	1. Métiers à tisser le coton et le lin, machines à parer	16,—
	2. Tous les autres métiers à tisser, à l'exception des métiers à draps, et autres machines auxiliaires pour le tissage	13,—
	c) Autres, tels que machines pour la filature et le retordage, métiers à bonneterie, machines à broder, machines à lacets pour la fabrication des dentelles, machines auxiliaires pour le tissage à points de maille et le tricotage, machines et appareils pour le blanchîment, la teinture, l'impression, la préparation, etc. . .	exempts

Austrian Tariff No.	Description of Goods	Duty in Crowns
		per 100 kgs.
	(4) All other work, such as coating with base metals, fine painting, coating etc. is considered as fine work.	
	(5) So far as special regulations do not apply in the tariff, all engraved, chiselled, engine-turned, nickelled and cobalt wares are subject to a surtax of 50 % on the rate for the goods in question. If in the case of the articles concerned special rates are provided for ordinary and fine working, the surtax is to be calculated on the rate provided for the *fine* working. The rate plus the surtax is to be calculated according to the agreed rates for the wares in question.	
	(6) Wares plated with gold or silver are to be treated as gilt or silver wares.	
	XXXVI. Machinery and Apparatus of Wood, Iron or Base metal, except those included under XXXVII and XXXVIII.	
ex 438	Steam engines, steam turbines and water turbines, combustion engines, weighing each :	
	(a) 100,000 kilos or more :	
	(1) Steam turbines	16.—
	(2) Steam engines	18.—
	(3) Water turbines and combustion engines	20.—
	(b) Over 10,000 and up to 100,000 kilos :	
	(1) Steam turbines	18.—
	(2) Steam engines	24.—
	(3) Water turbines and combustion engines	25.—
	(c) Over 2,500 and up to 10,000 kilos :	
	(1) Steam engines	26.—
	(2) Steam turbines, water turbines and combustion engines .	30.—
	(d) Between 200 and 2,500 kilos :	
	Combustion engines	38.—
ex 440	Machines and apparatus for the preparation, working up or finishing of textile materials and wares :	
	(a) Sewing and knitting machines :	
	(1) With stands	50.—
	ex (2) Tops and finished parts of tops :	
	(α) shuttles, loopers, spoolers	free
	ex *(β)* Tops and other finished parts of tops for knitting machines	80.—
	(γ) Other	60.—
	(3) Stands, in pieces or not	30.—
	(b) Looms and accessory machinery for weaving	20.—
	(1) Cotton and linen looms, and dressing machines	16.—
	(2) All other looms, except cloth looms and other accessory machines for weaving	13.—
	(c) Other machines, such as spinning and threading machines, stocking frames, embroidery machines, lacemaking machines, accessory machines for knitting and hosiery, machinery and apparatus for bleaching, dyeing, printing, dressing, etc. . . .	free

Numéros du tarif autrichien	Dénomination des marchandises	Droits d'entrée Couronnes
		par 100 kg.
ex 441	Machines et appareils, non spécialement dénommés :	
	ex *c)* en fer, pesant par pièce :	
	ex 1. 10.000 kg. ou plus :	
	α) Presses à beurre de cacao	20,—
	β) Machines à glace, machines frigorifiques ; machines rotatives à plat, machines rotatives	22,—
	γ) Pompes centrifuges	24,—
	δ) Machines pour la fabrication du papier ; presses et moulins à meules verticales pour la fabrication des pâtes alimentaires ; moulins à meules verticales pour la fabrication des tuiles et du ciment.	26,—
	ex 2. moins de 10.000 jusqu'à 1.000 kg. :	
	α) Machines pour l'exécution de bobinages de tout genre et pour bandager les bobinages de machines et d'appareils électriques ; machines à fondre les caractères d'imprimerie et machines à composer	25,—
	β) Laminoirs et mélangeuses pour la fabrication du chocolat ; presses et moulins à meules verticales pour la fabrication des pâtes alimentaires, pesant plus de 7.000 kg. par pièce ; machines rotatives à plat, pesant plus de 7.000 kg. par pièce	30,—
	γ) Machines à glace, machines frigorifiques ; machines à fabriquer le papier ; pompes centrifuges ; ventilateurs ; compresseurs ; changements de vitesse ; presses à bras et presses en blanc, machines rotatives ; machines et appareils spéciaux pour moulin (tels que notamment : tarares et trieurs pour moulins et greniers, appareils à conditionner les céréales, moulins à cylindres, blutoirs, machines à nettoyer la semoule, mélangeuses) ; appareils à sécher et presses pour la fabrication des pâtes alimentaires ; machines pour boulangeries et pâtisseries (telles que notamment mélangeuses et malaxeurs) ; presses à vis sans fin, presses-revolvers pour la fabrication des tuiles et du ciment ; laminoirs et mélangeuses pour la fabrication du savon et des couleurs	35,—
	ex. 3. Moins de 1.000 jusqu'à 200 kg. :	
	α) Machines pour l'exécution de bobinages de tout genre et pour bandager les bobinages de machines et d'appareils électriques	30,—
	β) Machines à meuler les métaux	33,—
	γ) Laminoirs et mélangeuses pour la fabrication du chocolat ; machines à fondre les caractères d'imprimerie et machines à composer.	38,—
	δ) Machines à glace, machines frigorifiques ; machines pour la fabrication du papier ; pompes centrifuges ; ventilateurs ; compresseurs ; changements de vitesse ; machines et appareils spéciaux pour moulins (tels que notamment : tarares et trieurs pour moulins et greniers, machines à emballer la farine, détacheurs, machines à nettoyer la semoule, mélangeuses, filtres, ventilateurs, vis sans fin et élévateurs) ; appareils à sécher les pâtes alimentaires ; machines pour boulangeries et pâtisseries (telles que notamment : mélangeuses, malaxeurs, agitateurs, batteuses, broyeuses, machines à couper) ; presses à bras et presses en blanc, machines rotatives	40,—

Austrian Tariff No.	Description of Goods	Duty in Crowns
		per 100 kgs.
ex 441	Machines and apparatus, not specially mentioned :	
	ex (c) Of iron, weighing each :	
	ex (1) 10,000 kilos or more :	
	(α) Cocoa butter presses	20.—
	(β) Ice machines, refrigerators, rotary presses, etc. . .	22.—
	(γ) Centrifugal pumps	24.—
	(δ) Paper machines ; presses and vertical mills for the manufacture of macaroni, etc. ; vertical mills for manufacturing tiles and cement	26.—
	ex (2) Between 1,000 and 10,000 kilos :	
	(α) Machinery for the manufacture of windings of every kind and for the making fast of windings for electrical machines and apparatus : machinery for letter founding and setting up type	25.—
	(β) Rolling presses and mixing machines for manufacturing chocolate ; presses and vertical mills for making macaroni, etc., weighing each more than 7,000 kilos ; rotary presses weighing each more than 7,000 kilos .	30.—
	(γ) ice machines ; refrigerators ; paper machines ; centrifugal pumps ; ventilators ; compressors ; speed-changing apparatus ; presses, hand and mechanical ; rotary machines ; special machinery and apparatus for milling (in particular, corn cleansing and sorting machinery for mills and granaries, apparatus for drying and weighing corn, cylinder mills, bolting machines, grain sifting machines, mixing machines) ; drying and pressing machinery for making macaroni ; machines for bakers and confectioners (in particular, mixing and kneading machinery) ; spiral presses ; revolving presses for making tiles and cement ; rolling presses and mixing machines for the manufacture of soap and dyes	35.—
	ex (3) Between 200 and 1,000 kilos :	
	(α) Machinery for the manufacture of windings of all kinds and for the making fast of windings for electrical machinery and apparatus	30.—
	(β) Machinery for the milling of metals.	33.—
	(γ) Rolling presses and mixing machines for making chocolate ; machines for letter founding and setting up of type	38.—
	(δ) Ice machines ; refrigerators ; paper machines ; centrifugal pumps ; ventilators ; compressors ; speed changing apparatus ; special machinery and apparatus for mills (in particular, corn cleansing and sorting machinery for mills and granaries ; machines for packing flour, scourers, grain sifters, mixers, filters, ventilators, spiral screws and elevators) ; drying machinery for manufacturing macaroni ; machinery for bakers and confectioners (in particular, machinery for mixing, kneading, whipping and beating, rasping and cutting) ; presses, hand and mechanical, rotary presses.	40.—

Numéros du tarif autrichien	Dénomination des marchandises	Droits d'entrée Couronnes
		par 100 kg.
	ex 4. Moins de 2.000 kg. :	
	α) Machines pour l'exécution de bobinages de tout genre et pour bandager les bobinages de machines et d'appareils électriques	35,—
	β) Machines à meuler les métaux	38,—
	γ) Machines à glace, machines frigorifiques ; machines à fabriquer le papier ; pompes centrifuges ; ventilateurs ; compresseurs ; changements de vitesse ; machines pour boulangeries et pâtisseries (telles que, notamment : agitateurs, batteuses, broyeuses, machines à couper, machines à partager la pâte)	45,—
	CLASSE XXXVII. MACHINES ET APPAREILS ÉLECTRIQUES ; OBJETS SERVANT A DES USAGES ÉLECTROTECHNIQUES.	
ex 442	Dynamos et moteurs électriques, aussi lorsqu'ils font corps avec des dispositifs et appareils mécaniques, pesant par pièce :	
	a) 8.000 kg. ou plus	24,—
	b) Moins de 8.000 jusqu'à 3.000 kg.	33,—
	c) Moins de 3.000 jusqu'à 1.000 kg.	40,—
	d) Moins de 1.000 jusqu'à 500 kg.	45,—
	e) Moins de 500 jusqu'à 200 kg.	56,—
	f) Moins de 200 jusqu'à 25 kg.	70,—
	g) Moins de 25 kg. :	
	1. Moins de 25 jusqu'à 5 kg.	90,—
	2. Moins de 5 kg.	120,—
443	Transformateurs fixes, pesant par pièce :	
	a) 3.000 kg. ou plus	45,—
	b) Moins de 3.000 jusqu'à 500 kg.	65,—
	c) Moins de 500 jusqu'à 25 kg.	90,—
	d) Moins de 25 kg.	120,—
444	Appareils :	
	a) De télégraphie, de téléphonie, sonneries, appareils à signaux. .	150,—
	b) De télégraphie et de téléphonie sans fil	800,—
	c) Appareils Röntgen, appareils et accessoires pour l'électrothérapie, pesant par pièce :	
	1° 250 kg. ou plus	100,—
	2° Moins de 250 à 20 kg.	120,—
	3° Moins de 20 kg.	150,—
446	Appareils de mesure, compteurs et enregistreurs d'électricité, aussi avec horloge ou fixés sur des tableaux de distribution, pesant par pièce :	
	a) 5 kg. ou plus	150,—
	b) Moins de 5 kg.	200,—
ex 448	Appareils et dispositifs électriques non spécialement dénommés, tels que dispositifs de commutation et de contact, appareils de démarrage, régulateurs, résistances, coupe-circuits, commutateurs, appareils pour le chauffage et la cuisson, pesant par pièce :	
	a) 250 kg. ou plus	65,—
	b) Moins de 250 à 20 kg.	90,—
	c) Moins de 20 à 5 kg.	120,—
	Appareils pour le chauffage et la cuisson	110,—
	d) Moins de 5 kg. à 500 g.	150,—
	Appareils pour le chauffage et la cuisson	125,—

Austrian Tariff No.	Description of Goods	Duty in Crowns
		per 100 kilos
	ex (4) Less than 2,000 kilos :	
	(α) Machinery for the manufacture of windings of all kinds and for the making fast of windings for electrical machinery and apparatus	35.—
	(β) Machinery for milling metals	38.—
	(γ) Ice machines ; refrigerators ; paper machines : centrifugal pumps ; ventilators ; compressors ; speed changing apparatus ; machines for bakers and confectioners (in particular, machines for whipping and beating, rasping and cutting ; also machinery for cutting macaroni, etc.	45.—
	XXXVII. Electrical Machines and Apparatus and Electro-Technical Necessities.	
ex 442	Dynamos and electro-motors, whether or not permanently combined with mechanical contrivances or apparatus, weighing each :	
	(a) 8,000 kilos or more	24.—
	(b) Between 3,000 and 8,000 kilos	33.—
	(c) Between 1,000 and 3,000 kilos	40.—
	(d) Between 500 kilos and 1,000 kilos	45.—
	(e) Between 200 kilos and 500 kilos	56.—
	(f) Between 25 kilos and 200 kilos	70.—
	(g) Less than 25 kilos :	
	(1) Between 5 kilos and 25 kilos	90.—
	(2) Less than 5 kilos	120.—
443	Static transformers, weighing each :	
	(a) 3,000 kilos or more	45.—
	(b) Between 500 and 3,000 kilos	65.—
	(c) Between 25 kilos and 500 kilos	90.—
	(d) Less than 25 kilos	120.—
444	Apparatus :	
	(a) For telegraphy or telephony, ringing and signalling	150.—
	(b) For wireless transmission	800.—
	(c) X-ray and electro-medical apparatus and accessories, weighing each :	
	(1) 250 kilos or more	100.—
	(2) Between 20 kilos and 250 kilos	120.—
	(3) Less than 20 kilos	150.—
446	Electrical measuring, calculating and registering apparatus, with or without time-pieces or attached to switches :	
	(a) 5 kilos or more	150.—
	(b) Less than 5 kilos	200.—
ex 448	Electrical apparatus and installations not specially mentioned, such as switch and contact devices, starters, regulators, resistances, safety switches, contact switches, heating and cooking apparatus, weighing each :	
	(a) 250 kilos or more	65.
	(b) Between 20 kilos and 250 kilos	90.—
	(c) Between 5 kilos and 20 kilos	120.—
	Heating and cooking apparatus	110.—
	(d) Between 500 grammes and 5 kilos	150.—
	heating and cooking apparatus.	125.—

Numéros du tarif autrichien	Dénomination des marchandises	Droits d'entrée Couronnes
		par 100 kg.
	e) Moins de 500 g.	180,—
	Appareils pour le chauffage et la cuisson	160,—
	Remarque : Les droits des Nos 442 à 446 et 448 sont également applicables aux pièces détachées, finies, des machines, appareils et dispositifs rangés sous ces numéros, pourvu qu'elles ne puissent servir qu'au montage de ces machines, appareils et dispositifs et qu'elles ne soient pas spécialement dénommées dans la présente classe. Les pièces détachées, non finies, de dynamos et de moteurs électriques suivent le régime des machines et appareils de la classe XXXVI, tandis que les pièces détachées, non finies, d'autres machines et appareils électriques suivent le régime de la matière qui les compose.	
ex 449	Tubes isolants pour conduites électriques, même avec manchons d'accouplement ; raccord pour tubes isolants :	
	a) Sans armature en fer ou en métal (tubes noirs)	30,—
	b) Avec armature en fer ou en métal	35,—
	Remarque : Rentrent aussi sous le No 449 les tubes isolants en papier ou en caoutchouc durci, avec ou sans armature, de même que les tubes isolants en papier de mica ou de micanite.	
450	Câbles et fils isolés :	
	a) Avec enveloppe de plomb pressée (câbles sous plomb), avec ou sans armature en fer ou en métal	36,—
	b) Avec isolement en soie ou en combinaison avec de la soie. . .	145,—
	c) autres :	
	1. Sans isolement en caoutchouc	100,—
	2. Avec isolement en caoutchouc	100,—
451	Accumulateurs et plaques d'accumulateurs, à l'exception des accumulateurs de poche.	60,—
	CLASSE XXXVIII. VÉHICULES.	
458	Pièces détachées de cycles, ouvrées :	
	a) Moyeux pour roues libres et leurs pièces détachées, couronnes de roues dentées pour roues libres, disques de moyeux rigides, essieux, chaînes pour cycles, paliers à billes, anneaux de paliers à billes, poignées, carters, garde-boue, jantes perforées	60,—
	b) Rayons, douilles de rayons	120,—
	c) Autres	200,—
ex 460	ex *a)* Roues à rayons et roues pleines pour véhicules-automobiles, en fer forgé, pesant par pièce 4,5 kg. ou plus.	35,—
	Remarque ad Nos 465 et 466 : Lors du dédouanement suivant lit. *b)* de la remarque ad Nos 465 et 466, la surtaxe sera ajoutée aux droits conventionnels.	par tonne de registre brute
ex 468	Bateaux en fer	12,—
	CLASSE XL. INSTRUMENTS ET AUTRES OUVRAGES DE LA MÉCANIQUE DE PRÉCISION ; HORLOGERIE.	
479	Instruments de mathématiques, de physique, de chirurgie, de médecine et autres ouvrages non spécialement dénommés de la mécanique de précision :	par kg.
	a) Etuis de mathématiques	6,—
	b) Autres	3,—
	De mathématiques, de physiques	2,—

Austrian Tariff No.	Description of Goods	Duty in Crowns
		per 100 kgs
	(e) Less than 500 grammes	180.—
	Heating and cooking apparatus	160.—
	Note : The duties leviable under Nos. 442 to 446 and 448 also apply to finished parts of the machines, apparatus and devices included under these numbers, provided they serve no other purpose than to put these together, and provided they are not specially mentioned in this class. Unfinished parts of dynamos and electro-motors are dutiable according to the provisions for machinery and apparatus in Class XXXVI ; unfinished parts of other electrical machines and apparatus will be taxed according to the nature of the material.	
ex 449	Insulating tubes for electric circuits, with or without coupling boxes, also connecting pieces for same :	
	(a) Without iron or metal casing (black tubes)	30.—
	(b) With iron or metal casing	35.—
	Note : No. 449 also includes insulating tubes of paper or vulcanite with or without casing, also insulating tubes of mica paper and micanite paper.	
450	Cables and insulated wire :	
	(a) With casing of compressed lead, with or without iron or metal casing	36.—
	(b) Insulated by means of silk or in combination with silk	145.—
	(c) Other :	
	(1) Without rubber insulation	100.—
	(2) With rubber insulation	100.—
451	Accumulators with plates, except pocket accumulators	60.—
	XXXVIII. Vehicles.	
458	Cycle parts, worked :	
	(a) Free-wheel hub rims and parts, free-wheel cogwheel rims, axles, cycle chains, ball-bearings, ball-bearing rings, steering-bars, gear-cases, mud-guards, bored felloes	60.—
	(b) Spokes and spoke-nipples	120.—
	(c) Other	200.—
ex 460	ex *(a)* Spoke wheels and solid wheels for motor vehicles of malleable iron, each weighing 4.5 kilos or more	35.—
	Note to Nos. 465 *and* 466 : As regards fixing the duty under *(b)* of tariff note to Nos. 465 and 466, the surtax is to be added to the duty rates for these numbers.	per gross registered ton
ex 468	Ships of iron	12.—
	XL. Instruments and other Products of Fine Mechanism; Clocks and Watches.	
479	Mathematical, physical, surgical, medical and other products of fine mechanism not specially mentioned :	per kilo
	(a) Cases of mathematical instruments	6.—
	(b) Other	3.—
	Mathematical, physical	2.—

Numéros du tarif autrichien	Dénomination des marchandises	Droits d'entrée Couronnes
		par kg.
ex 480	Instruments d'optique et leurs montures, à l'exception de ceux en métaux précieux :	
	ex *b)* Appareils photographiques	4,50
ex 486	Machines parlantes et leurs pièces détachées, à l'exception des plaques et rouleaux ; boîtes à musique	par 100 kg. 70,—
	Horlogerie :	
489	Montres de poche, montres-bracelets et articles similaires :	par pièce
	a) Avec boîtes en platine	10,—
	b) Avec boîtes en or	5,60
	c) Avec boîtes en argent, même dorées ou dont les lunettes, anneaux et couronnes sont dorés ou plaqués	2,60
	d) Autres, aussi dorées ou argentées	1,20
490	Boîtes de montres de poche, de montres-bracelets et articles similaires :	
	a) En platine	8,50
	b) En or	4,50
	c) En argent, même dorées ou dont les lunettes, anneaux et couronnes sont dorés ou plaqués.	1,50
	d) Autres, aussi dorées ou argentées.	—,30
	Remarque : Les carrures de boîtes de montres rentrent aussi sous ce numéro.	
491	Mouvements de montres de poche, de montres-bracelets et articles similaires ; ébauches	—,80
	CLASSE XLII. MATIÈRES CHIMIQUES AUXILIAIRES ET PRODUITS CHIMIQUES ; MATIÈRES POUR MÉDICAMENTS ET PARFUMERIES ET ARTICLES FAITS DE CES MATIÈRES ; COULEURS, BOUGIES, SAVONS.	
	Matières chimiques auxiliaires et produits chimiques :	par 100 kg.
ex 500	Combinaisons de potassium, de sodium et d'ammonium :	
	k) 2. Chlorates de potassium et de sodium, perchlorates de potassium et de sodium	10,—
ex 510	Produits chimiques, autres :	
	ex *a)* Turicol, importé par les bureaux spécialement autorisés . .	14,—
	d) Colle de tout genre	14,50
ex 511	ex *a)* et *b)* :	
	1. Métaldéhyde solide (combustible solide « Meta »)	25,—
	2. Chlorate de baryum	10,—
	Matières pour médicaments et parfumeries et articles faits de ces matières :	
513	Médicaments préparés, ainsi que toutes matières présentées par leurs inscriptions, étiquettes, enveloppes, etc., comme médicaments ou médicaments vétérinaires, à moins qu'ils ne soient passibles d'un droit plus élevé ; en outre, matières chimiquement homogènes, exclusivement destinées à des usages médicinaux et non spécialement dénommées	50,—
	Couleurs :	
525	Matières colorantes dérivées du goudron, pures, ne contenant pas plus de 30 % de substances de remplissage	exemptes
	Remarque : L'adjonction de substances de remplissage dans une proportion dépassant 30 % n'exclut pas la taxation sous cette rubrique.	
534	Laques et vernis à la laque, avec ou sans couleur	80,—

Austrian Tariff No.	Description of Goods	Duty in Crowns
		per kil.
ex 480	Optical instruments and mountings for such, except those of precious metal :	
	ex *(b)* Photographic cameras	4.50
ex 486	Talking machines and parts thereof with the exception of discs and cylindrical records ; musical boxes	per 100 kilos 70.—
	Clocks and watches :	
489	Watches and wristlet watches, etc.	each
	(a) With platinum cases	10.—
	(b) With gold cases	5.60
	(c) With silver cases or gilt cases or with gilt or plated rims, rings or crowns	2.60
	(d) Other, gilt or silver	1.20
490	Cases for pocket and wrist-watches, etc. :	
	(a) Of platinum	8.50
	(b) Of gold	4.50
	(c) Of silver, also gilt, or with rims, rings or crowns gilt or plated .	1.50
	(d) Other, also gilt or silver	—.30
	Note : This number also includes middle pieces of watch cases (so-called " carrures ").	
491	Works for pocket watches, wrist-watches, etc., also in the rough	—.80
	XLII. Chemical Auxiliary Substances and Chemical Products ; Pharmaceutical Wares and Perfumery ; Colours, Candles, Soap.	
	Chemical auxiliary substances and chemical products :	
ex 500	Potassium, sodium and ammonium combinations :	
	(k) (2) Potassium and sodium chlorate (potassium and sodium hydrochlorate), potassium perchlorate and sodium perchlorate	per 100 kilos 10.—
ex 510	Other chemical products :	
	ex *(a)* Turicol, imported through specially authorised Customs offices	14.—
	(d) Glue of all kinds	14.50
ex 511	ex *(a)* and *(b)* :	
	(1) Solid metaldehyde (solid fuel called " Meta ")	25.—
	(2) Barium chlorate	10.—
	Pharmaceutical products and perfumery, and wares thereof :	
513	Pharmaceutical wares, prepared, and all substances which by the inscriptions thereon, by their labels or wrappers, etc., purport to be medicines (even for animals), in so far as they are not subject to higher duty ; also homogeneous chemical substances, not specially mentioned, intended exclusively for medicinal use	50.—
	Colours :	
525	Coal-tar dyes, pure, containing not more than 30 % of other substances	free
	Note : More than 30 % admixture of other substances will not exclude Customs treatment under this number.	
534	Lacs and lac varnishes, with or without dyes	80.—

Numéros du tarif autrichien	Dénomination des marchandises	Droits d'entrée Couronnes
		par 100 kg.
	CLASSE XLIV. JOUETS ET ARTICLES D'ORNEMENTATION POUR ARBRES DE NOËL.	
ex 548	Jouets et articles d'ornementation pour arbres de Noël, ainsi que leurs parties : ex *a)* En bois : 2. Finement travaillés, passés au mordant, coloriés, vernis, polis, peints	50,—

ANNEXE B.

DROITS D'ENTRÉE EN SUISSE.

Numéros du tarif suisse	Dénomination des marchandises	Droits d'entrée Fr. Cts.
		par q.
	I. COMESTIBLES ET BOISSONS.	
	B. *Fruits et légumes.*	
ex 23	Pommes, poires, coings : frais, à découvert, du 1er septembre au 30 novembre	2,—
	N. B. ad 23 : On admettra encore sous cette rubrique comme « à découvert » les pommes, poires et coings importés en vrac en wagons qui ne sont pas pourvus de plus de huit compartiments. Le fond, le dessus et les parois des compartiments peuvent être garnis de paille ou de papier ; ces compartiments peuvent aussi être formés avec de la paille.	
	D. *Produits alimentaires de provenance animale.*	
84	Volailles mortes	30,—
	II. ANIMAUX ET MATIÈRES ANIMALES ; ENGRAIS ET DÉCHETS DE PROVENANCE ANIMALE.	
	A. *Animaux.*	par pièce
145	Moutons	5,—
	III. CUIRS ET PEAUX, BRUTS ET FABRIQUÉS, OUVRAGES EN CUIR, CHAUSSURES.	par q.
177	Cuirs pour semelles, de tout genre, y compris les collets et les flancs .	50,—
ex 182	Cuirs pour courroies de transmission, noir ou de couleur naturelle, non découpé en bandes	65,—

Austrian Tariff No.	Description of Goods	Duty in Crowns
		per 100 kgs.
	XLIV. Toys and Christmas-Tree Decorations :	
ex 548	Toys and Christmas-tree decorations, and parts thereof :	
	ex *(a)* Of wood :	
	(2) Finely worked, treated with mordant, dyed, varnished, polished, painted	50.—

ANNEX B.

IMPORT DUTIES IN SWITZERLAND.

Swiss Tariff No.	Description of Goods	Rate of duty in francs
		per quintal
	I. Comestibles, Beverages.	
	B. *Fruits and Vegetables.*	
ex 23	Fresh apples, pears, quinces, unpacked, from September 1 to November 30.	2.—
	Note to No. 23 : Apples, pears and quinces will also be admitted as unpacked under this number if they are imported loose in trucks, provided with not more than eight compartments. The compartments may be strewn, covered or lined with paper or straw and may also consist of layers of straw.	
	D. *Alimentary Produce of Animal Origin.*	
84	Poultry, dead, excepting game	30.—
	II. Animals and Animal Substances. Manure and animal waste.	
	A. Animals.	each
145	Sheep	5.—
	III. Hides and Skins, Leather, Leather Wares, Boots and Shoes.	
		per quintal
177	Sole leather of all kinds, including flank and neck pieces	50.—
ex 182	Leather for straps, black or natural colour, not cut in bands	65.—

Numéros du tarif suisse	Dénomination des marchandises	Droits d'entrée Fr. Cts. par q.
ex 188	Gainerie et maroquinerie en cuir, à l'exception des articles de voyage, aussi en combinaison avec de la soie, etc.	200,—
200	Souliers et pantoufles en soie, velours de soie, peluche de soie : avec semelles en cuir ou garnis de cuir	400,—
	V. Bois.	
	Bois de construction et bois d'œuvre, sciés de long ou refendus, même complètement équarris : bruts, non rabotés, non assemblés, autres que traverses :	
237	— d'essences résineuses.	2,50
	Caissettes et boîtes en bois pour l'emballage de fruits candis, de confiseries ou de soie à coudre, même si elles portent estampé le nom d'une raison sociale ou la désignation du contenu, non en combinaison avec des matières textiles, conformes aux échantillons déposés :	
ex 246	— brutes	20,—
ex 247	— autres	30,—
ex 248	Tonneaux faits de planches simplement sciées, non rabotées, en outre, planches brutes, non rabotées, liées par caisse, le tout en bois tendre pour l'emballage de marchandises sèches	4,—
ex 250	Plaques de bois contreplaquées avec planches extérieures en bois d'aune ou de hêtre, non plaquées, non perfectionnées, ne présentant pas le caractère de parties de meubles	10,—
ex 253	Pinces à linge, en bois, avec ressort	30,—
	Meubles et parties de meubles (sauf les meubles en vannerie et les sièges en bois de hêtre courbé, dénommés au N° 264 *b)*, massifs ou plaqués, même en tout ou en partie en bois courbé :	
ex 260	— unis, autres que bruts	45,—
ex 262	— avec moulures ou baguettes : autres que bruts	60,—
ex 264 *a)*	— sculptés ou incrustés : autres que bruts	100,—
	Articles de luxe et de fantaisie ; tabletterie (guéridons à bibelots, à fleurs, pour fumeurs, coffrets, cassettes, écrins, boîtes, etc.) :	
268 *b)*	— non en combinaison avec des matières textiles ou des passementeries, non rembourrés	100,—
ex 271	Skis, autres que bruts	50,—
	VI. Papier et produits des arts graphiques.	
	A. *Matières premières pour la fabrication du papier.*	
	Matière fibreuse pour la fabrication du papier, obtenue par les procédés chimiques (cellulose, pâte de paille, d'alfa, etc.), humide ou sèche :	
290	— non blanchie	4,—
291	— blanchie	5,—
	B. *Papier et carton non imprimés.*	
	1. N'ayant subi aucune main-d'œuvre depuis leur fabrication.	
292	Carton gris, carton de pâte de bois ou de paille, carton-cuir, etc., pesant plus de 400 gr. par m² : en feuilles d'une surface de 0,5 m² ou plus et présentant au moins sur l'un des côtés le bord naturel . .	9,—

Swiss Tariff No.	Description of Goods	Rate of duty in francs
		per quintal
ex 188	Manufactures of leather, except travelling necessaries, also combined with silk, etc.	200.—
200	Boots and shoes and slippers, of silk, or of silk velvet or plush, with leather soles or ornamented with leather	400.—
	V. Wood.	
	Wood for building and cabinet-makers' wood, sawn lengthwise or split, also ready hewn, rough, unplaned, not put together, except sleepers :	
237	Of resinous woods	2.50
	Small wooden boxes and cases for the packing of candied goods and sweets, or of sewing silk, even with the name of the firm or contents imprinted thereon, not combined with textiles, of the same kind as the samples declared :	
ex 246	In the rough	20.—
ex 247	Other	30.—
ex 248	Packing casks, made of boards merely sawn and not planed, also rough, unplaned boards for packing-cases bound together, of soft wood for packing dry articles	4.—
ex 250	Wooden slabs glued together with outer slabs of alder or beech, not veneered, not finished, not having the character of pieces of furniture	10.—
ex 253	Wooden clothes pins, with springs	30.—
	Furniture and parts of furniture (with the exception of wicker furniture and chairs of bent beech wood specified in No. 264 *(b)*), solid or veneered, even if wholly or in part of bent wood :	
ex 260	— smooth, other than rough	45.—
ex 262	— with moulding, or beading : other than rough	60.—
ex 264*(a)*	— carved or inlaid : other than rough	100.—
	Luxury and Fancy Articles : small furniture (what-nots, smoke-room tables, palm stands, jewel-boxes, money-boxes, cigar and cigarette cases, boxes, etc.) :	
268*(b)*	— not combined with textile materials, trimmings or upholstery	100.—
ex 271	Skis, other than rough	50.—
	VI. Paper and Products of the Graphic Arts.	
	A. *Primary materials for the manufacture of paper.*	
	Fibrous materials for the manufacture of paper. obtained, by chemical processes (cellulose, straw pulp, esparto, etc.) wet or dry :	
290	Unbleached	4.—
291	Bleached	5.—
	B. *Paper and Cardboard not printed.*	
	(1) Not having undergone any additional process since manufacture :	
292	Grey pasteboard ; wood and straw pasteboard, leather board, etc., weighing more than 400 grammes per sq. metre : in sheets of 0.5 of a sq. metre in area and more, showing a natural edge on at least one side	9.—

Numéros du tarif suisse	Dénomination des marchandises	Droits d'entrée Fr. Cts. par q.
ex 299	Papier de soie pesant 25 gr. ou moins par m², d'une largeur d'au moins 25 cm., non accommodé pour la vente en détail, à l'exception du papier à cigarettes	25,—
	2. Ayant subi une main-d'œuvre depuis leur fabrication.	
ex 306 *e)*	Papier de soie crêpé (en feuilles ou en rouleaux), d'une seule couleur, d'une largeur d'au moins 25 cm., non accommodé pour la vente en détail	20,—
	C. *Papiers et cartons imprimés.*	
ex 312	Capsules en papier, imprimées typographiquement d'une seule couleur	90,—
	Journaux de mode, aussi avec intercalation de planches de modes (gravures) ou de patrons, en feuilles ou brochés :	
	— imprimés typographiquement ou lithographiés :	
ex 312	— — d'une seule couleur	30,—
ex 314	— — de plus d'une couleur	30,—
ex 316	— imprimés par d'autres procédés quel a typographie ou la lithographie (phototypie, photogravure, gravure sur cuivre ou sur acier, etc.)	30,—
	N. B. ad 312, 314, 316. Les journaux de mode ne contenant que des gravures accompagnées d'une courte description ou d'un renvoi à la description qui se trouve à un autre endroit du cahier rentrent aussi sous ces numéros.	
	E. Ouvrages de relieur et cartonnages.	
ex 331	Capsules et coiffes en papier, non imprimées	80,—
333	Enveloppes en boîtes, cassettes, etc., avec ou sans papier à lettres (papeteries, etc.), non imprimées	100,—
ex 340 *b)*	Albums en cuir, disposés pour y glisser des cartes ou des images . . .	150,—
	VII. Matières textiles et a tresser ; confection.	
	A. *Coton.*	
ex 381	Rubans et galons, en coton, à la pièce, conformes aux échantillons déposés	200,—
ex 391	Dentelles au fuseau, en coton	200,—
	B. *Lin, chanvre, jute, ramie, etc.*	
	Fils de chanvre, écrus, non accommodés pour la vente en détail :	
397 *a)*	— simples, jusque et y compris le N° 5 anglais	12,—
ex 403	— retors	40,—
	D. *Laine.*	
479	Couvertures (tapis de lit et de table, etc.), découpées, sans travail à l'aiguille ni passementerie, même avec franges venues au tissage ou simplement nouées	210,—
	Plaques en feutre de laine mélangé d'autres matières, aussi découpées, sans travail à l'aiguille :	
ex 492	— écrues	70,—
ex 493	— blanchies, teintes, imprimées	90,—

Swiss Tariff No.	Description of Goods	Rate of duty in francs
		per quintal
ex 299	Tissue paper weighing 25 grammes or less per sq. metre, at least 25 cm. wide, not cut for retail sale, except cigarette paper	25.—
	(2) Having undergone some additional process since manufacture :	
ex 306*(e)*	Tissue paper (in sheets or rolls), craped, of one colour, of at least 25 cm. in width, not cut for retail sale	20.—
	C. *Printed paper and cardboard.*	
ex 312	Paper capsules, printed in a single colour	90.—
	Fashion journals, even with loose fashion plates and cuttings inserted, loose or stitched :	
	— printed or lithographed :	
ex 312	— — in a single colour.	30.—
ex 314	— — in several colours.	30.—
ex 316	— printed by other processes (phototypes, photogravures, engravings on steel, copper, etc.)	30.—
	Note to Nos. 312, 314, 316 : These numbers also include fashion journals containing only illustrations with short descriptions attached or referring to a description to be found in another part of the journal.	
	E. *Bookbinders' wares and wares of cardboard.*	
ex 331	Paper bags and capsules, not printed	80.—
333	Envelopes in boxes, caskets, etc. with, or without note-paper (stationery), not printed	100.—
ex 340*(b)*	Picture and card albums covered with leather	150.—
	VII. Textile and Plaiting Materials : made-up Goods.	
	A. *Cotton.*	
ex 381	Ribbons and tape, of cotton, per piece, of the same kind as the samples submitted	200.—
ex 391	Woven cotton lace	200.—
	B. *Flax, hemp, jute, ramie, etc.*	
	Yarns of hemp, unbleached, not made up for retail sale :	
397*(a)*	— simple, up to No. 5 English inclusive	12.—
ex 403	— twisted	40.—
	D. *Wool.*	
479	Coverings (bed-covers and table-covers, etc.) with border, without needlework or trimming, even with fringes made in weaving or merely knotted	210.—
	Felted woollen tissues, mixed with other fibres, cut at the edge or not, without needlework :	
ex 492	— Unbleached	70.—
ex 493	— Bleached, dyed, printed	90.—

Numéros du tarif suisse	Dénomination des marchandises	Droits d'entrée Fr. Cts
		par q.
	E. *Poils de tout genre, non dénommés ailleurs et cheveux.*	
ex 501	Plaques de feutre, faites de poils d'animaux rentrant sous le N° 500 ou de matières similaires de qualité inférieure, non mélangés de laine	30,—
	VIII. Matières minérales.	
ex 586	Macadam concassé en gault pour l'empierrement des routes	—,10
587	Pierres à paver, façonnées	—,30
	N.-B. ad 591 *a)* : Le marbre d'Untersberg rentre aussi sous cette rubrique.	
	Magnésite calcinée :	
ex 609	— en morceaux ; magnésite vitrifiée (calcinée à mort)	—,03
ex 613	— moulue, non chimiquement pure (magnésite caustique)	—,50
ex 620	Masse isolante faite de terre d'infusoires (Kieselguhr), aussi mélangée d'amiante, de poils, de sciure et de matières similaires	2,—
ex 623	*a)* Briques (ainsi que les plaques et coquilles) en terre d'infusoires (Kieselguhr), aussi mélangée d'autres matières, à l'exception du liège	4,—
	b) Plaques de magnésite et d'héraklith, conformes aux échantillons déposés, importées par les bureaux de douane de St-Margrethen et de Buchs	2,—
ex 624	Briques et plaques en liège, pour constructions, aussi avec adjonction d'autres matières.	15,—
ex 632 *b)*	Ouvrages en émeri artificiel, autres que ceux dénommés aux rubriques 630/632 *a)*	25,—
	IX. Argile et grès : poteries.	
	A. *Argile.*	
ex 660	Briques, tuyères et tuyaux, y compris ceux de forme spéciale, en magnésite : réfractaires au feu	2,50
	XI. Métaux.	
	A. *Fer.*	
	N. B. ad 712/714 : Rentre aussi sous ces numéros le fer rond dressé (gereelt), conforme aux échantillons déposés, qui a été laminé à chaud, puis dressé et égalisé encore à l'état chaud.	
	N. B. ad 742 : Rentre aussi sous cette rubrique l'acier creux pour forêts, brut (rond, ou à profil hexagonal ou octogonal).	
	Limes et râpes, taillées sur une longueur de :	
748	— 35 cm. ou plus	25,—
749	— 16 à 35 cm. exclusivement	35,—
750	— moins de 16 cm.	50,—
ex 751	Faux et faucilles	15,—

Swiss Tariff No.	Description of Goods	Rate of duty in francs
		per quintal
	E. *Hair of all kinds, not specially mentioned.*	
ex 501	Felts made of animal hair included under No. 500, or of similar materials of inferior quality, not mixed with woollen fibres	30.—
	VIII. Mineral Substances.	
ex 586	Broken macadam of gault for roads	—.10
587	Paving stones, shaped	—.30
	Note to No. 591 *(a)* : Also includes Untersberg marble.	
	Magnesite, burnt :	
ex 609	— In pieces : calcined magnesite	—.03
ex 613	— Ground, not chemically pure (caustic magnesite)	—.50
ex 620	Insulating material made of infusorial earth, whether or not mixed with asbestos, hair, sawdust, etc.	2.—
ex 623	*(a)* Building stones (including slabs and scales) of infusorial earth, whether or not mixed with other materials except cork	4.—
	(b) Sheets of magnesite and heraclite, of the same kind as the samples submitted, on being imported through the Customs offices of St. Margrethen and Buchs	2.—
ex 624	Cork bricks and cork slabs for building, even with the addition of other materials	15.—
ex 632*(b)*	Manufactures of artificial emery except those mentioned under Nos. 630 to 632 *(a)*	25.—
	IX. Earthenware, Stoneware and Pottery	
	A. *Of Clay.*	
ex 660	Bricks, pipes, slabs, etc. of magnesite : fireproof	2.50
	XI. Metals.	
	A *Iron.*	
	Note to Nos. 712-714 : These numbers also include steel wire drawn off the reel, of the same kind as the samples submitted, hot-rolled and straightened and equalised while still hot.	
	Note to No. 742 : This number includes also hollow drill steel in the rough (round, hexagonal or octagonal).	
	Files and rasps, the length of the cutting surface being :	
748	— 35 cm. or more	25.—
749	— 16 to 35 cm. inclusive	35.—
750	— less than 16 cm.	50.—
ex 751	Scythes and sickles	15.—

Numéros du tarif suisse	Dénomination des marchandises	Droits d'entrée Fr. Cts. par q.
	Filières à étirer, pesant par pièce :	
ex 757	5 kg. ou plus	20,—
ex 758	— de 2 à 5 kg. exclusivement	30,—
ex 759	— de 0,5 à 2 kg. exclusivement	35,—
779	Poêles, avec ou sans manche, brutes, adoucies ou étamées	25,—
785 *b)*	Treillis en fil de fer, aussi étamé	25,—
ex 802 *b)*	Acier plein ou creux pour forets (rond, à profil hexagonal ou octogonal), brut, avec manches ; acier hélicoïdal pour forêts (plein ou creux), brut, avec manches	10,—
	N. B. ad 802 *b)* : Rentrent aussi sous ce numéro les barres d'acier pour canons de fusils, brutes, forgées, non percées.	
ex 809	Crampons et mouchettes, pour fers à cheval	40,—
	B. *Cuivre.*	
ex 835	Plaques de raison sociale, en laiton : polies, matées	80,—
ex 836	Plaques de raison sociale, en laiton : nickelées, oxydées, peintes, vernies	90,—
ex 837	Plaques de raison sociale, vases et ustensiles creux en laiton : argentés	120,—
	E. *Etain.*	
856	Tain	50,—
	Tubes en étain :	
ex 857	— bruts	40,—
ex 858 *c)*	— autres	90,—
	Capsules pour bouteilles, en étain :	
ex 857	— brutes	40,—
ex 858 *b)*	— autres	80,—
	F. *Nickel.*	
ex 860	Tôle et fil de packfong	20,—
	N. B. ad 860 : Les rondelles en tôle de packfong rentrent aussi sous cette rubrique.	
	H. *Métaux précieux.*	
ex 873 *a)*	Plaques de raison sociale, faites d'autres métaux communs que le cuivre et le laiton, argentées ; vases et ustensiles creux en packfong ou en alpaca, argentés	120,—
	XII. Machines, engins mécaniques et véhicules.	
	A. *Machines et engins mécaniques.*	
ex 893 *a)*	Tarares et trieurs agricoles pour céréales et graines	15,—
ex 893 *b)*	Machines à battre les faux	20,—
	Machines-outils pour le travail du bois, pesant par pièce :	
ex 895 *b)* M.6	— de 2.500 à 10.000 kg. exclusivement	20,—
ex 896 *b)* M.6	— de 500 à 2.500 kg. exclusivement	20,—

Swiss Tariff No.	Description of Goods	Rate of duty in francs
		per quintal
	Wire drawing plates, weighing each :	
ex 757	5 kilos or more	20.—
ex 758	from 2 to 5 kilos inclusive	30.—
ex 759	from 0.5 to 2 kilos inclusive	35.—
779	Frying-pans and stewpans, rough, polished or tinned	25.—
785 *(b)*	Trellis-work of iron ware, whether or not zinced	25.—
ex 802 *(b)*	Boring steel, hollow boring steel (round, hexagonal, or octagonal) rough, with handles ; helicoid steel (solid or hollow), rough, with handles	10.—
	Note to No. 802 *(b)* : This number also includes gun-barrels, rough, forged, not pierced.	
ex 809	Calkins and bars for horseshoes	40.—
	B. *Copper.*	
ex 835	Signboards of brass, polished or dulled	80.—
ex 836	Signboards of brass, nickelled, oxydised, painted, varnished	90.—
ex 837	Signboards and hollow ware of brass, silvered	120.—
	E. *Tin.*	
856	Tin-foil	50.—
	Tubes of tin :	
ex 857	— rough	40.—
ex 858 *(c)*	— other	90.—
	Capsules of tin for bottles :	
ex 857	— rough	40.—
ex 858 *(b)*	— other	80.—
	F. *Nickel.*	
ex 860	Packfong sheet and wire made	20.—
	Note to No. 860 : This number also includes round plates of sheet packfong.	
	H. *Precious metals.*	
ex 873 *(a)*	Signboards of base metals, other than copper and brass, silvered ; hollow ware of packfong or alpaca, silvered	120.—
	XII. Machinery, Machine Tools and Vehicles.	
	A. *Machinery and machine tools.*	
ex 893 *(a)*	Winnowing and sorting machines for grain and seeds, agricultural	15.—
ex 893 *(b)*	Sharpening machines for sickles	20.—
	Machine tools for wood work, weighing each :	
ex 895 *(b)* M.6	— from 2,500 to 10,000 kilos inclusive	20.—
ex 896 *(b)* M.6	— from 500 up to 2,500 kilos inclusive	20.—

Numéro du tarif suisse	Dénomination des marchandises	Droits d'entrée Fr. Cts. par q.
	Machines pour la confiserie, actionnées au moteur, le fer prédominant en poids (machines à battre les blancs d'œufs, etc., mélangeurs, broyeuses à amandes et à chocolat, machines à émonder les amandes, machines à fabriquer les glaces, machines à faire le fondant), pesant par pièce :	
ex 897 M. 7	— de 100 à 500 kg. exclusivement	30,—
ex 898 *b)* M. 7	— de 50 à 100 kg. exclusivement	35,—
	Machines à broyer les matières tannantes, machines pour la tannerie et le corroyage, pesant par pièce :	
ex 895 *b)* M. 9	— de 2.500 à 5.000 kg. exclusivement	20,—
ex 896 *b)* M. 9	— de 500 à 2500 kg. exclusivement	20,—
ex 897 *b)* M. 9	— de 100 à 500 kg. exclusivement	30,—
	B. *Véhicules.*	
ex 909	Luges sans dispositif de direction, dont le siège a plus de 65 cm. de longueur	40,—
	XIII. Horloges et montres ; instruments et appareils.	
	B. *Instruments et appareils.*	
ex 956	Aimants de tout genre ne rentrant pas sous N^os^ 894/898	40,—
958	Orgues d'église et leurs pièces détachées, finies, non dénommées ailleurs	80,—
	XIV. Drogueries, substances et produits chimiques, couleurs et produits similaires.	
	B. *Substances et produits chimiques pour usages industriels.*	
1046	Bioxyde d'hydrogène, techniquement pur, pour usages industriels . .	5,—
	D. *Graisses, huiles et cires pour usages industriels ; huiles minérales, huiles de goudron et huiles résineuses ; savons.*	
1137	Ouvrages en cire, de tout genre, autres que ceux dénommés aux rubriques 1135/1136	40,—
	N. B. ad 1137 : On admettra sous cette rubrique les figures en cire, aussi avec perruque de laine, ou en combinaison avec du papier ou des métaux non précieux.	
	XV. Articles non dénommés ailleurs.	
ex 1145	Perles de bois et ouvrages en perles de bois ; bouchons compte-gouttes en étain, aussi en combinaison avec du liège.	120,—
	Articles de voyage de tout genre :	
1152	— en cuir	200,—
1153	— autres	120,—
1161 *a)*	Bandes de tout genre pour pansements	100,—

Swiss Tariff No.	Description of Goods	Rate of duty in francs
		per quintal
	Confectionery machinery driven by motor, made mainly of iron (machines for beating and stirring machinery for almond and chocolate confectionery, machines for shelling almonds, ice machines, machines for making fondants), weighing each :	
ex 897 M. 7	— from 100 to 500 kilos inclusive	30.—
x 898(*b*)M. 7	— from 50 to 100 kilos inclusive	35.—
	Tanning mills, machines for tanning and dressing skins, weighing each :	
x 895(*b*)M. 9	— from 2,500 to 5,000 kilos inclusive	20.—
x 896(*b*)M. 9	— from 500 to 2,500 kilos inclusive	20.—
x 897(*b*)M. 9	— from 100 to 500 kilos inclusive	30.—
	B. *Vehicles.*	
ex 909	Handsleighs without steering gear, with seat more than 65 cm. long .	40.—
	XIII. Clocks and Watches ; Instruments and Apparatus.	
	B. *Instruments and apparatus.*	
ex 956	Magnets of every kind, not included under Nos. 894 to 898	40.—
958	Organs, church, and finished parts thereto not elsewhere specified . .	80.—
	XIV. Drugs, Chemical Substances and Products, Colours and similar Products.	
	B. *Chemical substances and products for industrial use.*	
1046	Bioxide of hydrogen, technically pure, for industrial purposes	5.—
	D. *Greases, oils and wax for industrial purposes : mineral oils, tar oils and resinous oils ; soaps.*	
1137	Manufactures of wax of all kinds except those mentioned under Nos. 1135 and 1136	40.—
	Note to No. 1137 : Wax figures, with or without wigs of wool or ombined with paper or non-precious metal will be admitted under this number.	
	XV. Articles not otherwise mentioned.	
ex 1145	Wooden beads and articles made thereof ; drop-counting stoppers of tin, combined or not with cork	120.—
	Travelling requisites of all kinds :	
1152	— of leather	200.—
1153	— other	120.—
1161 *(a)*	Bandages of all kinds for dressing wounds	100.—

ANNEXE C.

CLAUSES ADDITIONNELLES.

Ad article 3.

Les Parties contractantes se réservent réciproquement la faculté de percevoir les droits d'importation et d'exportation en or ; à cet égard, elles se garantissent cependant le traitement de la nation la plus favorisée. Si l'une ou l'autre des deux Parties contractantes introduit la perception des droits en or, ces droits pourront être payés en papier-monnaie ayant cours dans ce pays, avec un agio correspondant, le cas échéant, à la dévalorisation de la monnaie en cause.

Ad articles 7 *et* 9.

Il est convenu que les dispositions du dernier alinéa de l'article 7 ne s'appliquent pas à l'impôt sur le chiffre d'affaires et que les remboursements de cet impôt, accordés lors de l'exportation de marchandises l'ayant acquitté, ne seront pas considérés comme des primes d'exportation au sens du premier alinéa de l'article 9.

Ad article 11.

Par entreprise de voiturage au sens du dernier alinéa de l'article 11, il faut entendre toute entreprise effectuant le transport régulier de personnes et de marchandises par route, à l'exclusion des chemins de fer. On entend par taxe industrielle *(Gewerbesteuer)* toute imposition frappant l'entreprise, y compris l'imposition du revenu en résultant, que cette imposition soit perçue pour le compte de l'Etat, des communes, etc.

Lorsque le voiturier effectue des transports entre les localités situées sur le territoire de l'autre Partie contractante, il est soumis à l'impôt selon les lois du pays, sous réserve des dispositions légales destinées à empêcher la double imposition. Si l'entrepreneur exerce, sur le territoire de l'autre Partie contractante à côté de son entreprise de voiturage ou de navigation, une industrie accessoire indépendante de l'autre, ou s'il y possède des biens-fonds, il est soumis à cet égard et sans rectriction à l'imposition conformément aux lois du pays.

S'il s'agit d'une entreprise de navigation, le fait que, dans les stations situées sur le territoire de l'autre partie, l'entrepreneur livre directement aux destinataires de l'endroit ou au chemin de fer, en vue de la réexpédition, les marchandises qu'il y amène par ses moyens de transport, n'est pas considéré comme constituant une industrie accessoire indépendante. Il en est de même, inversement, s'il prend livraison, dans la localité même, des marchandises destinées à être amenées sur ses moyens de transport, ou s'il est en relations d'affaires régulières avec un expéditeur établi sur le territoire de l'autre partie.

Ad article 12.

§ 1.

Sont reconnues comme zones-frontière les portions de territoire situées de part et d'autre de la frontière douanière commune jusqu'à une distance de dix kilomètres. Les deux gouvernements se réservent le droit de délimiter plus exactement ces zones et conviennent qu'une extension de celles-ci jusqu'à quinze kilomètres sera admise dans les cas exceptionnels. Les habitants des zones-frontière sont considérés comme frontaliers au sens des présentes conventions.

§ 2.

Petit trafic de frontière et de marché.

1. Dans le trafic réciproque d'importation à l'intérieur des zones-frontière, les produits suivants sont exonérés, une fois par jour, des droits d'entrée ou de sortie, ainsi que de toute autre taxe :

ANNEX C.

SUPPLEMENTARY PROVISIONS.

Ad Article 3.

The Contracting Parties reserve reciprocally the right to collect import and export duties in gold, whilst, however, ensuring to one another in this respect the application of most-favoured-nation treatment. Should payment in gold be required by one or other of the two Contracting Parties, duties may be paid in paper money of the country collecting them at a rate of exchange corresponding to any depreciation of the said money.

Ad Articles 7 and 9.

It is agreed that the provisions in the last paragraph of Article 7 shall not apply to the turnover tax and that the refunds of the said tax made on the export of articles shall not be regarded as export bounties within the meaning of the first paragraph of Article 9.

Ad Article 11.

Transport industry within the meaning of the last paragraph of Article 11 shall be understood to mean the regular transport of goods and passengers by road, but not by rail. Industrial taxes *(Gewerbesteuer)* shall be understood to include any taxation of industry, including the taxation of the income derived from such industry, whether the tax is levied for the account of the State or of the communes, etc.

Whenever the carrier effects transport between different places within the territory of the other Contracting Party, he shall be liable to taxation in accordance with the laws of that country, due account being taken of any regulations for preventing double taxation. If in the territory of the other Contracting Party the carrier, in addition to his transport or shipping industry, exercises an independent and subsidiary business not immediately connected with the exercise of that industry, or if he possesses landed property in that country, he shall be liable to pay taxes on such business or property according to the law of the land and without reservations.

In the case of a shipping undertaking the fact that at stations situated in the territory of the other Party, the carrier delivers goods arriving by his means of transport, either direct to consignees living at that place or to the railways, etc., for despatch to consignees living elsewhere, shall not be regarded as constituting an independent subsidiary business. The same applies in the opposite case — if he accepts delivery of goods intended to be carried by his means of transport and has them conveyed for loading on to his means of transport, or if he maintains permanent business relations with an independent carrier resident in the territory of the other Party.

Ad Article 12.

Section 1.

Frontier districts (frontier zones) shall include land situated on both sides of the common Customs frontier to a depth of ten kilometres on each side. It shall rest with the two Governments to establish these areas more exactly, a maximum depth of fifteen kilometres being permissible in exceptional cases. The inhabitants of the frontier districts shall constitute frontier inhabitants within the meaning of the agreements.

Section 2.

Minor frontier and market traffic.

(1) In reciprocal import traffic within the frontier districts the following goods shall be admitted once daily free of import and export duties or any other charges :

a) Jusqu'à concurrence de 2 kg. ou de 2 litres :

La viande de boucherie, fraîche ou simplement préparée ;
Le lait frais, le lait aigre et le séret *(Topfen)*.

b) Jusqu'à concurrence de 3 kg. :

Les produits de la mouture des céréales ;
Les légumes à cosse ;
Les fruits frais, à l'exception des raisins ;
Le pain ordinaire ou la pâtisserie.

Les facilités indiquées ci-dessus sont accordées uniquement pour les produits originaires de la zone-frontière, que le frontalier importe lui-même par la route, pour les besoins de son ménage ; les produits importés par une entreprise de transport en sont exclus.

2. Dans le trafic réciproque des zones-frontière, les produits ci-après dénommés, originaires de ces zones, peuvent être importés en franchise de taxes d'entrée et de sortie, par quantités ne dépassant pas les besoins des frontaliers et à condition qu'ils soient annoncés aux bureaux de douane et soient importés par les routes douanières :

Les engrais naturels et artificiels, le lin et le chanvre en tiges, les fourrages verts et secs (l'herbe, le foin et les fourrages hâchés), la paille, la fane, la mousse, la laîche, le sable ordinaire, le gravier, l'argile, et les terres à poterie ordinaires, la tourbe et la terre de bruyère.

L'administration des douanes autorisera aussi l'importation de ces produits par des chemins autres que les routes douanières sur certains secteurs de la frontière, où les conditions locales rendent une telle autorisation désirable et possible.

3. Les céréales, les graines oléagineuses, le chanvre, le lin, les bois, le tan et les produits agricoles similaires transportés d'une zone-frontière dans l'autre par les frontaliers, pour être moulus, pressurés, sciés, broyés, etc., et réimportés après perfectionnement, seront admis réciproquement en franchise de taxes d'entrée et de sortie, sous réserve des mesures de contrôle qui seront prescrites pour les différents cas.

Au besoin, les deux administrations douanières fixeront, d'un commun accord, les quantités des produits qui, provenant de ces matières premières, peuvent être réimportés ou doivent être réexportés.

4. Pour faciliter aux habitants frontaliers des zones avoisinantes le trafic des objets d'usage personnel introduits d'un territoire douanier dans l'autre pour y être travaillés par des artisans et qui sont renvoyés après avoir subi ces manipulations, les bureaux-frontière des deux Etats seront autorisés à tolérer ce trafic, dans les deux sens, lorsque les conditions locales et économiques l'exigeront. Le travail de l'artisan sera assimilé à l'industrie à domicile. Pour les filés et les tissus, le travail de l'artisan peut consister aussi dans la teinture. Dans le trafic de perfectionnement des étoffes destinées à la confection de vêtements, la franchise douanière s'étend également aux fournitures employées à cet effet.

5. Sont exemptées des taxes, mais sous réserve d'être annoncées au bureau de douane, les préparations pharmaceutiques que les frontaliers vont chercher, à la pharmacie voisine, sur ordonnance d'un médecin ou d'un vétérinaire autorisé à pratiquer en vertu de la Convention du 29 octobre 1885, et qu'ils rapportent en petites quantités, correspondant à leurs besoins, et en suivant une route douanière, comme aussi les préparations pharmaceutiques que l'homme de l'art transporte avec lui, en observant les règlements sanitaires en vigueur dans la contrée dont il s'agit. Dans les cas urgents, et si les conditions locales l'exigent, ces importations pourront aussi se faire en dehors des routes douanières. En outre, pour les drogues non composées, destinées à des usages médicinaux et pour les produits pharmaceutiques et chimiques simples, portant sur l'emballage une dénomination pharmaceutique claire et précise et répondant aux prescriptions régissant le commerce de détail dans la contrée, on pourra renoncer à exiger la production d'une ordonnance.

6. Les médecins, vétérinaires et sages-femmes établis dans la zone-frontière sont autorisés, dans l'exercice de leur profession, à franchir la frontière, à toute heure, avec une voiture attelée, sans être tenus de s'arrêter au bureau de douane. S'ils sont munis d'une carte de légitimation spéciale, ils seront libres de passer aussi avec un vélocipède, une motocyclette ou un automobile, et, dans des cas urgents, pourront même emprunter des chemins autres que les routes douanières. Les deux administrations douanières intéressées fixeront d'un commun accord les dispositions de détail quant à l'octroi de ces facilités.

(*a*) Up to a maximum quantity of 2 kilogrammes or 2 litres :

Butcher's meat, fresh, or simply prepared ;
Fresh milk, sour milk, curds *(Topfen)*.

(*b*) Up to a maximum quantity of 3 kilogrammes :

Miller's products of ground corn ;
Pulses ;
Fresh fruit, with the exception of grapes ;
Ordinary bread or pastry.

The above privileges shall only be granted to goods produced within the other frontier district and imported by road by a frontier inhabitant for the requirements of his own household ; goods imported by a transport firm shall not be included.

(2) In reciprocal traffic between the frontier districts the following goods originating in the district may be imported along Customs roads in quantities not exceeding the personal requirements of the frontier inhabitants, free of import and export duties and subject to declaration at the Customs offices :

Natural and artificial manures, flax and hemp with stalks, green and dry forage (grass, hay, chaff), straw, dead leaves, moss, sedge, common sand, gravel, common clay and potter's earth, peat and bog earth.

The Customs administration may authorise these goods to be imported along other than Customs roads in certain parts of the frontier where local conditions make such authorisation desirable and expedient.

(3) Corn, oil-seed, hemp, flax, timber, tanning bark and similar agricultural products brought across the frontier by frontier inhabitants for grinding, stamping, sawing, etc., and brought back again in the finished state, shall be reciprocally admitted free of import and export duties, subject to measures of control to be prescribed in individual cases.

The quantities of products manufactured from these raw materials which may be re-imported or must be re-exported may, if necessary, be determined by agreement between the two Customs administrations.

(4) In order to facilitate traffic by frontier inhabitants of both Parties in articles for personal use brought from one frontier district into the other to be worked up and then returned across the frontier, the frontier Customs offices of the two Parties shall be authorised to permit this traffic in both directions whenever local and economic conditions render it advisable. The process of working up shall include piece-work done in the homes, and, in the case of yarns and fabrics, may also consist of dyeing. In the finishing trade in stuffs used in the manufacture of articles of clothing, Customs exemption shall also extend to trimmings used in such manufacture.

(5) Pharmaceutical preparations obtained by frontier inhabitants on a prescription from doctors and veterinary surgeons authorised to practise by the Agreement of October 29, 1885. and supplied to them by neighbouring chemists in small quantities to meet their requirements, and pharmaceutical preparations which the above-mentioned doctors and veterinary surgeons carry with them as allowed by the health regulations obtaining in the territory in question, may, subject to declaration at the Customs office, be imported without special permission free of duty along the recognised Customs roads ; also in urgent cases and subject to compliance with local regulations, along other roads. Furthermore, in the case of simple drugs intended for medical use and in the case of simple pharmaceutical and chemical products which bear upon their wrappings a clear and precise pharmaceutical designation and which the local regulations allow to be offered for sale in retail trade, the obligation to produce a prescription may be waived.

(6) Doctors, veterinary surgeons and midwives resident in the frontier district may, in the exercise of their calling, cross the frontier in horse-drawn vehicles, and, if they are provided with special permits issued by the Customs offices, on bicycles, motor cycles or in motor-cars, without having to stop at any Customs office, and in urgent cases along other than Customs roads. Detailed regulations with regard to these facilities shall be made by agreement between the two Customs administrations.

§ 3.

Trafic rural de frontière.

1. Il ne sera perçu aucune taxe et il sera fait abstraction de l'expédition avec prise en note pour le bétail conduit aux pâturages avoisinants et rentrant à l'étable le même jour (pacage journalier), à charge toutefois pour le frontalier intéressé d'annoncer l'effectif du troupeau et d'indiquer les heures d'entrée et de sortie.

Le troupeau devra suivre les chemins qui auront été désignés, d'un commun accord, par les autorités administratives compétentes, comme voies pour l'acheminement du bétail.

2. A condition que l'entrée et la sortie soient annoncées à l'office douanier, et que les garanties prescrites pour l'expédition avec prise en note soient constituées, et sous réserce des dispositions stipulées sous chiffre 1, alinéa deux ci-dessus, il est accordé franchise de toute taxe tant à l'entrée qu'à la sortie :

a) Au bétail déplacé en vue du pesage, de la saillie, de la castration, au bétail devant subir un traitement vétérinaire ou servir temporairement au roulage, ainsi qu'aux machines et instruments agricoles pour l'usage temporaire ;

b) Aux bœufs, vaches et têtes de jeune bétail, utilisés comme bêtes de trait, importés du territoire autrichien dans la vallée de Samnaun pour un délai à déterminer par l'intéressé, mais qui ne pourra excéder deux ans.

3. Les produits bruts du sol et de l'élevage du bétail provenant de la partie d'une propriété à cheval sur la frontière, et séparée par la ligne des douanes des maisons d'habitation et des bâtiments d'exploitation, peuvent être transportés dans ces bâtiments en franchise de tout droit d'entrée et de sortie ainsi que de toute taxe.

La même faveur est accordée pour le bétail et les instruments aratoires faisant partie de ces exploitations et amenés d'une partie de la propriété dans l'autre, ainsi qu'aux semences destinées à l'ensemencement des champs.

4. Les frontaliers domiciliés en deçà de la frontière et qui, en tant que propriétaires ou locataires de champs, de prairies ou d'autres biens-fonds situés toutefois à proximité de leur domicile, doivent se livrer à des travaux agricoles dans la zone-frontière avoisinante, sont autorisés à y amener le bétail, les outils et instruments ainsi que les semences nécessaires pour ces travaux et à importer en franchise de toute taxe d'entrée ou de sortie les produits bruts du sol récoltés sur les biens-fonds au delà de la frontière, exception faite des raisins. Moyennant déclaration préalable en douane ou sur autorisation spéciale, le transport à travers la frontière peut se faire exceptionnellement en dehors des routes douanières, lorsque les conditions locales ou la nature des travaux à exécuter l'exigent, et que les garanties douanières prévues par les ordonnances sont constituées, enfin si le frontalier revient de la zone douanière avoisinante le jour même où il s'y est rendu. L'acheminement du bétail ne pourra toutefois se faire que par les chemins désignés à cet effet, d'un commun accord, par les autorités administratives compétentes.

5. Les frontaliers qui, en vertu de contrats de travail, accomplissent périodiquement, à proximité de leur domicile, des travaux agricoles ou sylvicoles dans des exploitations agricoles ou forestières de la région douanière avoisinante, sont autorisés à traverser librement la ligne des douanes avec leurs outils de travail, sans être assujettis au paiement d'un droit et d'une taxe quelconque, et sans devoir suivre les routes douanières, pourvu qu'ils regagnent leur domicile, en règle générale, au plus tard avant l'expiration du sixième jour qui suit celui de leur arrivée à l'endroit où ils doivent travailler ; demeurent réservées les dispositions prises par les autorités en vue de sauvegarder les intérêts de la douane.

Les aliments préparés à l'usage de ces ouvriers au lieu de leur domicile pourront leur être apportés à travers la frontière en franchise de droits et de taxes, à la condition que le porteur rentre à son domicile le jour même où il s'est rendu dans la zone frontière avoisinante.

§ 4.

Trafic général de frontière.

1. Les pommes, poires, coings, prunes, importés à découvert, aussi dans des véhicules pourvus de compartiments, recouverts ou garnis de paille ou de papier, en sacs, en caisse ou corbeilles découvertes, à l'adresse de frontaliers de la zone-frontière suisse et destinés à y être consommés sont affranchis de tout droit d'entrée et de sortie, contre production d'une attestation certifiant que ces produits proviennent de la zone-frontière étrangère (certificat d'origine).

Section 3.

Agricultural traffic across the frontier.

(1) Cattle driven to neighbouring pastures and led back again on the same day may cross the frontier free of duty and without registration as temporary imports, provided that the frontier inhabitants concerned notify the number of head of cattle together with the time of departure and return.

Such transport must be made along roads designated as cattle ways by agreement between the competent administrative authorities.

(2) Subject to notification at the Customs office of the crossing of the frontier in both directions and to the furnishing of the guarantees prescribed in the case of temporary importation, and subject further to the provisions of No. 1, second paragraph, the following will be exempted from import and export duties :

(*a*) Cattle for weighing, breeding, castrating, veterinary treatment or for temporary draught work, and also agricultural machinery and implements for temporary use.

(*b*) Oxen, cows and young cattle brought from Austrian territory to the Samnaun valley for use as draught animals for a definite period, not exceeding two years, to be determined by the persons concerned.

(3) Raw products of the soil and the produce of cattle-breeding in that part of a property intersected by the frontier which is separated by the frontier line from the farm dwellings and business premises, may be transported to these dwellings and premises free of all import and export duties or any other charges.

The same privileges apply to cattle belonging to these properties and to tools and implements brought from one part of the property to another and to the necessary agricultural seed.

(4) Frontier inhabitants who have their place of residence on one side of the frontier and have field work to perform in fields, meadows or other property in the other frontier district either belonging to themselves or leased, provided, however, that such fields, etc., are in the neighbourhood of their place of residence, may bring across the frontier free of import and export duties the animals and implements required for such work, the necessary seed and the raw products of the soil obtained from property worked on the other side of the frontier, with the exception of grapes. The transport across the frontier may in exceptional cases be made along other than Customs roads, on previous notification being made to the Customs office or in virtue of a special permit, whenever local conditions or the nature of the work to be performed renders it necessary, the regulations concerning Customs security being complied with and the frontier inhabitant returning to his own frontier district on the same day as he left it. Cattle, however, may only be transported along roads which have been designated as cattle ways by agreement between the competent administrative authorities.

(5) Frontier inhabitants who, in virtue of labour contracts, are temporarily engaged in agricultural or forestry work in agricultural or forestry undertakings on the other side of the frontier and in the neighbourhood of their own residence, may freely cross the frontier, whether or not along Customs roads, and may carry with them free of duties and charges the tools required for their work, provided they regularly return to their place of residence from the other side of the frontier at the latest before the expiry of six days after entering their place of work, and subject to compliance with official regulations regarding Customs security.

Meals prepared for such labourers in their place of residence may also be taken to them across the frontier free of duties and charges, provided that the person bringing them returns on the same day on which he crossed the frontier.

Section 4.

General frontier traffic.

(1) The following goods consigned to inhabitants in the Swiss frontier zone for use within that zone shall be free of all import and export duties if proof is shown that they have been produced in the other frontier zone : apples, pears, quinces and plums unpacked, whether or not in trucks divided into compartmentsand strewn or lined with straw or paper, or in sacks or in open cases or baskets.

Les marchandises suivantes sont admises aux taux ci-après, lorsqu'il est établi qu'elles proviennent de la zone-frontière autrichienne et qu'elles sont importées à destination de frontaliers suisses pour être consommées dans la zone suisse :

Numéros du tarif suisse	Désignation des marchandises	Taux du tarif Fr. Cts.
		par q.
ex 116	Vin de fruits (cidre) en fût	3,—
	Tuiles :	
	— brutes ou engobées	
647	— — à emboîtement	1,50
648	— — autres.	1,50
	Briques :	
	— brutes ou engobées	
651	— — pleines ou percées transversalement	—,80
	— — percées longitudinalement.	
652	— — — longues de 30 cm. ou moins	1,50
653	— — — autres ; hourdis.	1,50

Le vin de fruits et le cidre de pommes et de poires, en fût, lorsqu'il est établi qu'ils sont produits dans la zone-frontière suisse, et qu'ils sont importés à destination de frontaliers autrichiens pour la consommation à l'intérieur de la zone-frontière, sont admis au taux de 3 couronnes les 100 kilos.

Tant que la principauté de Liechtenstein sera liée à la Suisse par un traité d'union douanière, et lorsqu'il sera établi au moyen d'un certificat d'origine émanant de l'autorité du lieu de production que l'on se trouve en présence de marchandises originaires de Liechtenstein, l'Autriche admettra chaque année à l'importation, par les bureaux de douane désignés d'un commun accord :

500 q. de fromage aigre du Liechtenstein, en franchise de droits ;
200 q. de catelles décorées, au taux de I. C. 10 les 100 kilos.

2. Pour l'importation en Suisse des produits indiqués ci-après, originaires de la zone-frontière autrichienne, et accompagnés d'un certificat d'origine, les taux et les contingents annuels sont fixés comme il suit :

Numéros du tarif suisse	Désignation des marchandises	Contingent	Taux Fr. Cts.
		en q.	par q.
	Poissons :		
	— frais ou congelés		
87 *a)*	— — d'eau douce	250	2,—
	Bois de construction et bois d'œuvre		
240	— emboîtés	4.000	6,—
	— pièces de parquet, de tout genre, finies		
242	— — non collées	1,000	15,—
256 *a)* et *c)*	Tonnellerie et boissellerie finies, montées ou démontées avec ou sans garnitures en fer	150	20,—
ex 585	Gravier non concassé et sable, en wagons ou bateaux chargés à découvert	500.000	exempt de droits
ex 586	Macadam en gault	50.000	0,06
ex 588	Pierre de carrière de gault, brutes	100.000	0,05
ex 817	Jattes en cuivre ou en laiton, brutes, grossièrement ébauchées, pour poêles et chaudières	50	10,—

The following articles shall be admitted at the following rates of duty on proof being shown that they originate in the Austrian frontier zone and are imported for inhabitants of the Swiss frontier zone for use within that zone :

Swiss Tariff No.	Description of Goods	Rate of duty in francs
		per quintal
ex 116	Wine from fruits (must) in casks	3.—
	Tiles :	
	— rough or coated with coloured clay	
647	— — tiles, interlocking	1.50
648	— — other tiles	1.50
	Bricks :	
	— rough or coated with coloured clay	
651	— — bricks, solid or pierced transversely	80
	— — pierced longitudinally.	
652	— — bricks pierced longitudinally of a length of 30 cm. or less	1.50
653	Other bricks : common bricks	1.50

Fruit juice, cider, and perry in casks, which can be proved to have been produced in the Swiss frontier zone and which are consigned to inhabitants of the Austrian frontier zone for use within that zone, shall be admitted at the rate of 3 crowns per 100 kilos.

For as long as the Principality of Lichtenstein is joined with Switzerland by a Customs Union Treaty, Austria shall permit the following products to be imported annually through certain Customs offices to be determined by agreement :

500 quintals of Lichtenstein curd cheese, free of duty ;

200 quintals of decorated Dutch tiles at the rate of 1 Kr. 10 per 100 kilos, on proof being given by a certificate issued by the authorities in the place of production that the goods were produced in Lichtenstein.

(2) On import into Switzerland the following goods, if proved to have been produced within the Austrian frontier zone, may be imported in the following annual contingents and at the following duty rates :

Swiss Tariff No.	Description of Goods	Contingent	Rate of Duty in francs
		in quintals	per quintal
	Fish :		
	— fresh or frozen :		
87 *(a)*	— fresh-water fish	250	2
	Wood for building and cabinet-maker's wood :		
240	— fitted wood	4,000	6
	— finished boards of all kinds for parquetry :		
242	— not glued	1,000	15
256 *(a)* and *(c)*	Cooper's wares, put together or not, with or without iron hoops	150	20
ex 585	Gravel and sand in open trucks or on boats, not broken up	50,0000	free
ex 586	Broken macadam of gault	50,000	0.06
ex 588	Rough quarry stone of gault	100,000	0.05
ex 817	Copper or brass bowls, rough, for coppers and boilers	50	10.—

Le bois de construction et le bois d'œuvre, sciés de long ou refendus, même complètement équarris, autres que pour traverses (N° 237 du tarif suisse), provenant de l'Etat fédéré du Vorarlberg, seront admis à l'importation en Suisse par les bureaux de douane de Buchs et de St-Margrethen, s'il sont accompagnés d'un certificat d'origine, jusqu'à concurrence d'un contingent annuel de 80.000 quintaux, au taux de 1 fr. 70 par q.

La bonneterie, les bas, les chaussettes, les gants, etc., de laine ordinaire provenant des vallées de Paznaun, Montafon, Stanz ainsi que les « Loden » à la pièce fabriquées dans ces vallées, et déclarés aux bureaux de Saint-Margrethen, Buchs et Martinsbruck, qui sont munis d'échantillons de ces marchandises, seront admis à l'importation en Suisse aux conditions suivantes, pourvu que l'origine desdites marchandises soit attestée par des certificats émanant de l'autorité du lieu de production :

Pour la bonneterie, jusqu'à concurrence d'un contingent annuel de 40 q. au taux de 200 fr. par q. ;

Pour les « Loden », jusqu'à concurrence d'un contingent annuel de 80 q. au taux de 1 fr. 50 par q.

Lorsque des marchands ou des colporteurs importent eux-mêmes des marchandises de cette espèce, la production d'un certificat d'origine spécial ne sera pas exigée pour chaque quantité présentée à la douane. S'il y a concordance entre les caractéristiques des marchandises importées et les échantillons déposés à la douane, on considérera comme suffisante une attestation de l'autorité du lieu de provenance constatant la quantité totale des marchandises que le marchand ou le colporteur a amenée des lieux de production.

Les pierres à paver façonnées (N° 587 du tarif suisse), provenant de la Haute-Autriche ou du Vorarlberg et accompagnées d'un certificat d'origine, seront admises, à l'importation en Suisse, au taux réduit de 20 cent. par q., et cela jusqu'à concurrence d'une quantité annuelle de 25.000 q. Les bureaux de douane ouverts à ce trafic seront désignés ultérieurement, d'un commun accord.

§ 5.

Dispositions générales.

1. Les deux gouvernements se réservent le droit de contrôler l'observation des dispositions additionnelles à l'article 12 et, en cas de fraude, la faculté de supprimer ou de restreindre les faveurs qu'elles comportent.

2. Les facilités prévues par le présent Accord ne s'appliquent pas aux articles monopolisés par l'une des Parties contractantes ou qui sont destinés à la production de marchandises monopolisées. Pour ces articles, les dispositions y relatives restent réservées.

De même, il est entendu que les dispositions ci-dessus réglementant le trafic de frontière ne modifieront aucunement les restrictions de trafic et les prescriptions de police sur le passage de la frontière, qui existeraient déjà dans les deux Etats contractants.

Ad article 15.

Les signes de reconnaissance officiels, destinés à permettre l'identification d'une marchandise faisant l'objet d'un passavant ou d'une prise en note, et qui ont été apposés lors de la sortie par les organes d'un des deux pays, seront reconnus comme tels par les offices de l'autre pays. Les offices douaniers des deux pays n'en ont pas moins le droit, s'ils le jugent nécessaire, d'apposer encore sur les marchandises leurs marques de reconnaissance. La réexportation des échantillons de voyageurs de commerce et des emballages usagés pourra se faire par un autre bureau que celui d'entrée, même en l'absence du voyageur de commerce.

Ad article 19.

Quant à la composition du tribunal arbitral et à la procédure à suivre, les Parties contractantes conviennent de ce qui suit :

1. Le tribunal se composera de trois membres ; chacune des Parties contractantes doit désigner un arbitre dans les quinze jours qui suivent la notification d'une demande d'arbitrage. Les deux arbitres nomment le surarbitre qui ne doit pas être ressortissant des Parties contractantes, ni avoir son domicile sur leur territoire, ni se trouver à leur service. Si les Parties n'arrivent pas à s'entendre sur le choix des surarbitres dans le délai de huit jours, cette nomination sera confiée immédiatement au président du Conseil d'administration de la Cour permanente d'arbitrage à La Haye.

Le surarbitre préside le tribunal qui prendra ses décisions à la majorité des voix.

On import into Switzerland through the Customs offices of Buchs and St. Margrethen, wood for building and cabinet-maker's wood, of resinous wood, sawn or split longitudinally, or ready hewn, except sleepers (No. 237 in the Swiss tariff) may be admitted on proof that they originated in the province of Vorarlberg, up to an annual maximum of 80,000 quintals, at the rate of 1.70 francs per quintal.

Rough woollen hosiery, stockings, socks, gloves, etc., coming from the valleys of Paznaun, Montafon and Stanz, and also " Loden " in pieces produced in these valleys, may be admitted into Switzerland through the Customs offices at St. Margrethen, Buchs and Martinsbruck which are provided with samples of these articles, if they are accompanied by a certificate of origin issued by the authorities in the place of origin, up to an annual quota of 40 quintals of hosiery at the rate of 200 francs per quintal, and 80 quintals of " Loden " at the rate of 1.50 francs per quintal. If the goods in question are brought personally by dealers or pedlars, a special certificate of origin will not be required for each consignment submitted to the Customs authorities, but, provided that the goods coincide in their main characteristics with the samples deposited at the Customs office, a certificate issued by the authorities of the place of production giving the total quantity of the goods in question which the dealer or pedlar brought with him from the place of production, shall be regarded as sufficient.

Shaped paving-stones (No. 587 of the Swiss tariff) imported into Switzerland through certain Customs offices to be agreed upon shall, if proof is furnished that they originated in the provinces of Upper Austria or Vorarlberg, be admitted up to an annual maximum of 25,000 quintals at the rate of 20 centimes per quintal.

Section 5.

General Provisions.

1. The two Governments reserve to themselves the right to control compliance with the provisions supplementary to Article 12 and the power to withhold or restrict these concessions in the event of fraud.

2. The privileges granted by the present Treaty shall not apply to products which constitute State monopolies in either of the contracting countries, or which are intended for use in the manufacture of monopoly goods ; these remain subject to the respective regulations governing monopolies.

Similarly, the measures contained in the foregoing provisions regarding frontier traffic shall not affect any other restrictions on freedom of traffic or the police regulations regarding the crossing of the frontier, which are in force in either of the two States.

Ad Article 15.

For the purposes of identifying goods, any official identity marks placed upon goods exported by one of the two countries under a free pass or as temporary imports shall be recognised by the authorities of the other country. Nevertheless, the Customs offices of both countries have the right to attach their own identity marks, if they think it necessary. The re-export of commercial travellers' samples and used wrappings may also be effected through a Customs office other than that through which they were imported, even in the absence of the commercial traveller.

Ad Article 19.

With regard to the composition and procedure of the Court of Arbitration, the following has been agreed upon :

1. The Court shall consist of three members. Each of the two Parties must appoint an arbitrator within fourteen days of the notification of a request for arbitration. These two arbitrators shall appoint the umpire, who must not be a national of either of the two States or reside in their territories or be in their employ. If they do not agree on the choice of the umpire within eight days, the appointment will be immediately entrusted to the President of the Board of Administration of the Permanent Court of Arbitration at The Hague.

The umpire shall act as President of the Court ; the Court will give its decisions by a majority vote

2. Le tribunal arbitral siégera au premier cas d'arbitrage sur le territoire de la Partie contractante défenderesse, au second cas, sur le tarritoire de l'autre Partie, puis, alternativement sur l'un ou l'autre territoire, dans une ville que désignera le pays où siège le tribunal. Ce pays fournira les locaux, ainsi que le personnel de bureau et de service nécessaire pour le fonctionnement du tribunal.

3. Les Parties contractantes s'entendront dans chaque cas spécial, ou une fois pour toutes, sur la procédure à suivre devant le tribunal arbitral. A défaut d'une entente sur ce point, la procédure sera réglée par le tribunal lui-même. La procédure peut se faire par écrit si aucune des Parties ne soulève d'objection ; dans ce cas, les dispositions du chiffre 2 ci-dessus ne seront applicables qu'autant que les circonstances le permettront.

4. Sur la réquisition du tribunal arbitral, les autorités de chacune des Parties contractantes lui prêteront pour la citation et l'audition de témoins et d'experts la même assistance qu'aux tribunaux civils du pays. Le tribunal arbitral adresse sa réquisition au gouvernement du pays où siège le tribunal.

AD ANNEXE A.

(Droits à l'importation sur le territoire douanier autrichien.)

Les droits de la rubrique 202 seront appliqués aussi longtemps que l'Autriche accordera à la République tchécoslovaque la franchise de droits dans le trafic de perfectionnement pour la fabrication des tissus de soie.

Si ce trafic venait à être supprimé, les droits conventionnels suivants deviendraient applicables aux tissus du N° 202 :

	Couronnes pour 100 kg.
a) Non faconnés, unis :	
1. Non teints	700,—
Teints en noir	750,—
2. Teints autrement ou de fils teints	850,—
3. Imprimés	1.050,—
b) Façonnés :	
1. Non teints	850,—
Teints en noir	900,—
2. Teints autrement ou de fils teints	1.000,—
3. Imprimés	1.200,—
c) Brodés	1.400,—

ANNEXE D.

ARRANGEMENT RELATIF AU TRAFIC DE PERFECTIONNEMENT DE LA BRODERIE ENTRE LA SUISSE ET LE VORARLBERG.

Sous condition d'être réexportés ou réimportés au plus tard dans les six premiers mois de l'année qui suit l'importation ou l'exportation et sous réserve des mesures de contrôle :

Les tissus, mouchoirs non ourlés et ourlés, importés de Suisse dans le Vorarlberg pour être brodés ;

Ou pour être brodés et finis, travail sous lequel on entend le découpage et le pliage ou seulement le découpage ou le pliage,

De même que les broderies au point de chaînette (rideaux et articles similaires) importées de Suisse dans le Vorarlberg pour être blanchies,

Les tissus, mouchoirs non ourlés et ourlés, importés du Vorarlberg en Suisse pour être brodés,

De même que les broderies plumetis (broderies mécaniques), importées du Vorarlberg en Suisse pour être blanchies,

et qui doivent être ramenés ensuite dans le pays d'expédition, resteront exempts de tout droit d'entrée et de sortie. Il ne sera perçu, de part et d'autre, aucune taxe spéciale pour la prise en note *(Vormerkkontrolle)*.

(2) The first case of arbitration shall be dealt with by the Court of Arbitration in the territory of that Party which is the defendant, the second case in the territory of the other Party, and after that alternately in one and the other State in a town to be determined by the country in which the Court is to sit. That country must provide the premises and the officials and employees necessary to the work of the Court of Arbitration.

(3) The Contracting Parties shall agree on the procedure of the Court of Arbitration in each particular case, or once for all. Failing such agreement the procedure shall be determined by the Court itself. The proceedings may be in writing, unless an objection is raised by one of the Parties ; in this case the provisions of No. 2 above shall only be applied in so far as circumstances allow.

(4) As regards the citing and hearing of witnesses and experts, the authorities of each of the Contracting Parties shall at the request of the Court of Arbitration give the same assistance to the Government of the State in which the afore-mentioned citing or hearing is to take place as they would if applied to by the civil courts in their own country.

AD ANNEX A.

(Import Duties in Austria.)

The duties under No. 202 shall be applied so long as Austria accords to the Czechoslovak Republic duty free imports in the finishing trade for the manufacture of silk fabrics.

Should this finishing traffic be suppressed, the following conventional duties shall apply to fabrics falling under No. 202 :

	Crowns per 100 kgs.
(a) Plain (not figured) :	
(1) Not dyed	700
Dyed black	750
(2) Other colours or woven in colours	850
(3) Printed	1,050
(b) Figured :	
(1) Not dyed	850
Dyed black	900
(2) Other colours or woven in colours	1,000
(3) Printed	1,200
(c) Embroidered	1,400

ANNEX D.

AGREEMENT REGARDING THE FINISHING TRADE IN EMBROIDERY BETWEEN SWITZERLAND AND THE PROVINCE OF VORARLBERG.

On condition that they are re-exported or re-imported within the first six months of the year following their import or export and subject to measures of control, the following articles are exempt from any import or export duties when it is intended that they shall be subsequently returned to the country whence they came :

Fabrics, handkerchiefs with or without borders, imported from Switzerland to Vorarlberg to be embroidered or embroidered and finished, — finishing being understood to mean cutting out and com pleting or either of those two processes separately ;

Chain-stitch embroidery (curtains and the like) imported into Switzerland from Vorarlberg for bleaching, fabrics, handkerchiefs with or without borders, imported from Vorarlberg into Switzerland to be embroidered, flat-stitch embroidery imported from Vorarlberg into Switzerland for bleaching.

Neither Party shall levy any special charge for the cost of registering temporary importation *(Vormerkkontrolle)*.

Les maisons de commerce et les personnes établies ou résidant en Suisse et dans le Vorarlberg, seront admises à profiter de ce trafic de perfectionnement sur le pied de parfaite égalité. Le fait qu'elles sont ressortissantes de l'une ou de l'autre des Parties contractantes, ou qu'elles agissent en qualité de mandataires de commettants domiciliés en Suisse ou dans le Vorarlberg, n'entraîne aucune différence en ce qui concerne notamment l'admission aux déclarations en douane.

La franchise de droits stipulée en faveur du trafic de perfectionnement de la broderie s'étend aussi aux matières nécessaires à la broderie.

Les matières pour broderie exportées de Suisse dans le Vorarlberg ou du Vorarlberg en Suisse sous le régime du trafic de perfectionnement, mais non utilisées, pourront y être réimportées en franchise de droits. Au besoin, des envois complémentaires de matières destinées à la broderie, expédiés séparément, seront admis en franchise de droits, de part et d'autre.

Les montages entiers et les demi-montages (coupons) qui, à cause de leur exécution défectueuse, seraient renvoyés pour être raccommodés, ne seront pas exclus du régime appliqué au trafic de perfectionnement de la broderie.

L'exemption de droits de douane est accordée, de part et d'autre, aux cartons-dessins se rapportant aux broderies à exécuter, importés et réexportés dans le trafic de perfectionnement.

ANNEXE E.

CONVENTION SUR LES ÉPIZOOTIES.

Article premier.

Les habitants des localités situées dans les régions-frontière (districts, zones) peuvent en tout temps passer la frontière dans l'un et l'autre sens avec leurs propres animaux, pour effectuer les travaux agricoles, exercer leur profession ou conduire leurs bêtes en vue de la saillie, de la castration, du pesage ou de la visite et des soins vétérinaires.

Chacune des Parties contractantes réglera ce trafic de la manière la plus simple possible.

Article 2.

Sous condition de réexportation ou de réimportation, les Parties contractantes autorisent réciproquement le passage de la frontière pour les animaux destinés à l'estivage et accompagnés de certificats officiels de santé.

Chaque Partie contractante désignera les territoires dans lesquels les animaux originaires de l'autre Partie pourront être admis au pacage et en informera celle-ci, tout en lui indiquant la durée maximum de la période d'estivage.

Sont applicables au pacage de saison les dispositions des articles 3 à 7 ci-après.

Article 3.

Les animaux seront annoncés par écrit, vingt jours avant le passage de la frontière, auprès du président de la commune sur le territoire de laquelle ils seront estivés.

La déclaration devra contenir les renseignements suivants :

a) Nom, prénoms et domicile du propriétaire de l'animal ou des animaux ;
b) Espèce ;
c) Nombre des sujets de chaque espèce ;
d) Lieu où séjournent les animaux au moment de la déclaration ;
e) Nom de la commune et du pâturage où pacageront les animaux ;
f) Itinéraire que suivront les animaux pour se rendre au pâturage et mode de locomotion choisi pour les rendre à destination (à pied, en chemin de fer, etc.) ;
g) Bureau de douanes d'entrée du pays de destination et date de l'arrivée à la frontière.

Le président de la commune, après avoir pris connaissance de l'inscription, la transmettra immédiatement à l'office compétent que désignera chaque Partie contractante.

This finishing trade in embroidery may be conducted by business firms and private individuals established or domiciled in Switzerland and in Vorarlberg on the same terms ; and, in particular, from the point of view of Customs declarations, it shall make no difference whether the persons in question are nationals of one or the other Contracting Party or whether they are acting as the authorised representatives of principals in Switzerland or Vorarlberg.

The exemption of the finishing trade in embroidery from Customs duties extends to the materials required for embroidery.

Material exported for use in the embroidery finishing trade and returned unused from Switzerland to Vorarlberg or from Vorarlberg to Switzerland may be re-imported free of duty. Supplementary consignments of embroidery material may, if necessary, be admitted by both Parties free of duty.

Pieces of embroidery (coupons), whole or in parts, which are returned for further work by reason of faulty execution, shall not be excluded from the regime applying to the finishing trade in embroidery.

Embroidery patterns imported and then re-exported in the embroidery finishing trade shall be granted exemption from duty by both Parties.

ANNEX E.

CONVENTION ON EPIZOÖTIC DISEASES.

Article 1.

The inhabitants of places situated within the frontier districts (frontier zones) may cross the frontier at any time in either direction with their own animals for the purpose of performing agricultural work or carrying on their business, and for the purpose of having their cattle served, castrated, weighed or given veterinary treatment.

Each Contracting Party shall regulate this frontier traffic as simply as possible.

Article 2.

Subject to re-export or re-import, the Contracting Parties shall allow animals to cross the frontier for summer grazing, provided they are accompanied by official certificates of health.

Each Contracting Party shall determine from year to year which frontier territories may be used for the grazing of animals, and shall duly notify them to the other Contracting Party together with the maximum period of grazing allowed.

The question of summer pasturage across the frontier shall be governed by the following provisions contained in Articles 3 to 7.

Article 3.

Animals must be notified in writing to the chief authority of the commune to which they are to be brought, at least twenty days before the frontier is crossed.

The notification must contain :

(a) The name, Christian name and residence of the owner of the animals ;
(b) Species of animals ;
(c) Number of each species ;
(d) Place where animal is at the time of notification ;
(e) Commune and pasture to which the animals are to be driven ;
(f) Route to be taken by the animals and means of transport to be employed (on foot, by rail, etc.);
(g) Customs office of entry in the country of destination and date of crossing the frontier.

The chief authority of the commune must place on record this notification and transmit it without delay to the competent authority to be designated by each Contracting Party.

Article 4.

En règle générale, le passage de la frontière aura lieu à un bureau de douanes ou, en tout cas, à un endroit aussi proche que possible d'un bureau.

A leur entrée, les animaux doivent être accompagnés de certificats de santé établis par des vétérinaires officiels au maximum dans les cinq jours qui précèdent le passage et attestant que l'animal ou les animaux sont sains et que, depuis quarante jours au moins, aucune maladie contagieuse propre à l'espèce et dont les cas sont soumis à déclaration n'a été constatée dans la commune d'origine.

L'apparition sporadique du charbon sang de rate, du charbon symptomatique, de la septicémie hémorrhagique bovine, de la vaginite granuleuse, du rouget et de la rage, ainsi que de la tuberculose ne constitue pas un obstacle à la délivrance du certificat de santé, si des cas de ces maladies n'ont pas été signalés dans les fermes mêmes d'où proviennent les animaux. Le vétérinaire mentionnera toutefois sur le certificat l'apparition de ces maladies. La constatation de la tuberculose dans le troupeau d'une même ferme n'exclura toutefois pas son admission au pacage.

Arrivés à la frontière, les animaux seront soumis à la visite d'un vétérinaire officiel, qui examinera aussi les papiers qui les accompagnent.

Si les papiers d'accompagnement sont trouvés en ordre et si le résultat de la visite est favorable sous tous les rapports, le vétérinaire préposé autorisera l'entrée des animaux. Il visera les certificats de santé, lesquels seront remis à l'autorité compétente.

Article 5.

Un certificat collectif pourra être délivré pour les animaux appartenant au même propriétaire et conduits dans la même commune. Dans tous les autres cas, le certificat individuel est de rigueur.

Article 6.

Le propriétaire des animaux est tenu de remettre aux autorités douanières de l'un et l'autre pays l'état de ses animaux, en deux exemplaires signés de sa main.

S'il s'agit de bovins, on indiquera non seulement l'espèce, mais aussi le sexe, l'âge, le signalement et les caractères particuliers, entre autres aussi l'état de gestation.

Article 7.

Lors du retour, le vétérinaire officiel rendra les certificats de santé aux personnes qui accompagnent les animaux. Il inscrira préalablement sur les certificats la date de la sortie, y indiquera l'état de santé des animaux et y mentionnera que l'endroit d'où ils viennent n'est contaminé par aucune maladie contagieuse. Si, pendant la période d'estivage, une affection transmissible à l'espèce s'était déclarée parmi les troupeaux ou dans un endroit que doivent traverser les animaux au retour, la rentrée de ceux-ci dans leur pays d'origine sera interdite, à moins que des raisons impérieuses (manque de fourrage, mauvais temps, etc.) ne justifient une exception. Dans ce dernier cas, les autorités compétentes s'entendront pour que soient prises les mesures propres à prévenir toute propagation des épizooties.

Article 8.

Le pacage journalier est autorisé, si les animaux sont pourvus des certificats de santé réglementaires. Chacune des Parties contractantes se réserve de prescrire que la preuve d'identité des animaux provenant de son territoire soit établie à l'aide de marques métalliques apposées à l'oreille.

Le propriétaire des animaux est tenu de remettre aux agents douaniers, signé de sa main, l'état détaillé, avec description exacte, de toutes les bêtes admises au pacage journalier.

Pendant la durée du pacage, les animaux seront soumis, à l'endroit d'où ils viennent, aux visites périodiques du vétérinaire officiel.

Article 4.

The frontier must be crossed, whenever practicable at, a Customs office or as near as possible to one.

When crossing the frontier the animals must be accompanied by certificates of health issued by veterinary officials not more than five days previously, certifying that the animals are healthy and that no case of a notifiable disease which can be communicated to the species in question has broken out in the commune from which they came during the previous 40 days.

Isolated cases of anthrax, symptomatic anthrax, hemorrhagic septicaemia, eruption of vesicles, swine fever, rabies and tuberculosis shall not prevent the issue of such health certificate, provided these diseases, with the exception of tuberculosis, have not broken out on farms from which the animals are being taken ; a note of such shall, however, be inserted in the certificate.

At the frontier the animals must be inspected by a veterinary official who shall examine the papers accompanying them, and their state of health.

If the papers are in order and if the health of the animals gives no cause to fear the spread of any disease, the veterinary official shall allow the animals to pass the frontier. He shall endorse the certificates of health, which shall be handed over for keeping to the competent authority.

Article 5.

Certificates of health may be issued collectively for a number of animals, in so far as they belong to the same owner and are being driven to the same commune. In other cases a special certificate is required for each animal.

Article 6.

Each owner must hand over to the Customs authorities of each Contracting Party a list of the animals made out in duplicate and bearing his signature.

With regard to horned cattle, each separate animal must be described not only according to species but according to sex, age, and special characteristics, and more particularly according to the stage of pregnancy.

Article 7.

On the return of the animals, the veterinary official shall return the certificates of health to the accompanying persons. He shall enter upon them the day of passing the frontier on the return journey and a statement regarding the state of health of the animals and the freedom from disease of the place from which they come. If during the time of pasturage some disease infectious to the species of animal in question breaks out among a part of the herds or flocks or in a place through which the animals have to return, the return into the territory of the other Party shall be forbidden, unless an exception must be made for urgent reasons (lack of fodder, bad weather, etc.). In such cases, the return of the animals must be subject to the adoption of precautions which shall be determined by agreement between the competent authorities for preventing the spread of disease.

Article 8.

Daily driving to pasture shall be allowed for all animals accompanied by health certificates. In order to furnish proof of the identity of the animals coming from their territory, the two Contracting Parties reserve the right to prescribe the application of metal tags to the ears of the animals.

Owners must hand over to the Customs officials a signed list giving an exact description of all animals proceeding to pasture.

During the grazing season the animals must be periodically examined by a veterinary official in their place of origin.

Article 9.

Lorsqu'une maladie contagieuse fait son apparition ou lorsqu'on est fondé à en soupçonner la présence, chacune des Parties contractantes pourra, dans la limite de sa législation sur la police des épizooties, restreindre le trafic défini par les articles qui précèdent.

Article 10.

Indépendamment du régime spécial établi par les articles qui précèdent, les Parties contractantes appliqueront chacune leur propre législation sur les épizooties dans le trafic réciproque des animaux appartenant aux espèces bovine, ovine, caprine, porcine, chevaline, asine et mulassière, ainsi que dans le trafic des substances animales, produits, matières premières et objets qui peuvent devenir des agents de contagion.

Sont notamment soumis à la visite vétérinaire à la frontière les animaux qui sont importés du territoire de l'un des pays contractants dans celui de l'autre ; ils doivent être accompagnés d'un certificat de santé délivré par un vétérinaire officiel et attestant que l'animal est sain et provient d'une région où, depuis quarante jours au moins, aucune maladie contagieuse transmissible à l'espèce n'a été constatée.

Article 11.

Les animaux domestiques provenant du territoire de l'une des Parties contractantes peuvent traverser en transit direct, sans aucune restriction, le territoire de l'autre Partie, s'ils sont accompagnés des certificats officiels prescrits par la législation du pays d'origine concernant l'état sanitaire individuel et attestant que les localités d'où les bêtes proviennent sont exemptes de toute épizootie et si, en outre, les animaux ont été trouvés à la frontière indemnes de toute maladie contagieuse transmissible à l'espèce et dont la déclaration est obligatoire. De plus, les organes responsables doivent avoir l'assurance que les pays de transit laisseront passer et que le pays de destination laissera entrer les transports d'animaux.

Les substances animales, produits, matières premières et objets pouvant servir de véhicules au virus d'une maladie contagieuse peuvent passer, sans restriction, du territoire de l'une des Parties contractantes à travers le territoire de l'autre en transit direct, si la marchandise est transportée par chemin de fer en wagon plombé.

Article 12.

Le transit direct des animaux domestiques de tout genre provenant d'Etats tiers à destination de l'une des Parties contractantes ou devant transiter par son territoire, sera autorisé par l'autre Partie aux conditions suivantes :

a) La demande d'autorisation de transit devra être adressée officiellement et d'avance à l'autorité compétente et devra indiquer le nombre et l'espèce des animaux, le lieu de provenance et le lieu de destination, la date de départ et la date d'arrivée ;

b) Les animaux seront accompagnés de certificats de santé officiels ;

c) A leur entrée sur le territoire de l'Etat contractant à travers lequel le transit s'effectuera, les animaux seront visités par un vétérinaire officiel. Si la visite révèle la présence d'une maladie contagieuse dont la déclaration est exigée, le transport tout entier sera refoulé ;

d) Si l'une des Parties contractantes a permis le transit des animaux transportés, l'autre Partie sera tenue d'en autoriser l'entrée à son tour, quel que soit leur état sanitaire ;

e) Si l'importation du bétail originaire du pays qui sollicite le transit a été interdite pour des raisons sanitaires vétérinaires, la même mesure pourra être prise en ce qui concerne le transit.

Les substances animales, produits, matières premières et objets qui, provenant d'un Etat tiers à destination de l'une des Parties contractantes ou devant transiter à travers son territoire, peuvent servir de véhicules au virus de maladies contagieuses, seront admis, sans restriction, au transit direct à travers le territoire de l'autre Partie, si la marchandise est transportée par chemin de fer en wagon plombé et s'il y a certitude que les pays de transit laisseront passer et le pays de destination laissera entrer les transports d'animaux.

Les deux Parties contractantes se communiqueront réciproquement et à temps, par voie télégraphique, toutes les interdictions et restrictions prises en matière de transit.

Article 9.

In the event of an outbreak or suspected cases of disease each Contracting Party shall be free to take measures in accordance with its laws on epizoöties with a view to restricting the traffic referred to in the foregoing Articles.

Article 10.

Apart from the circumstances specially provided for above, the veterinary regulations of the two Contracting Parties shall be applicable to the reciprocal traffic in cattle, sheep, goats, pigs, horses, mules and donkeys, and also in animal parts, products and raw materials and any articles capable of communicating epizoötic diseases.

In particular, animals imported from the territory of one Contracting Party into the territory of the other must be subject to veterinary control at the frontier : they must be furnished with health certificates issued by a veterinary official and certifying that the animals are in good health and come from a district in which no disease capable of infecting the species of animal in question has occurred for at least 40 days.

Article 11.

The direct transit of domestic animals of every kind from the territory of one Contracting Party through the territory of the other is unrestricted provided that the animals are furnished with certificates, as prescribed by the laws of the country from which they come, stating that they are individually healthy and come from an uninfected area. They must also be found at the frontier to be free from any notifiable disease capable of infecting the species in question, and assurances must be given that the country of destination and any countries of transit are ready to effect their transport.

There shall be no restrictions on the direct transit from the territory of the one Contracting Party to the territory of the other of animal parts, products and raw materials and of articles capable of transmitting infectious epizoötic diseases, provided they are carried by rail in sealed or closed trucks.

Article 12.

The direct transit of domestic animals of every kind from third countries to or through the territory of one of the two Contracting Parties shall be permitted under the following conditions :

(a) Transports must be officially notified in advance for the purpose of obtaining transit licences. The notification must contain the number and species of the animals, the place from which they come and whither they are going, and the stations of entry and departure.
(b) The animals must be accompanied by official health certificates.
(c) On entering the territory of the Contracting Party through which the transit is to be effected, the animals shall be examined by a veterinary official. If it is found that animals are suffering from a notifiable disease, the transport shall be refused.
(d) If the transport is accepted for transit by one Contracting Party, the other Contracting Party shall be obliged to accept the transport at the frontier regardless of the state of health of the animals.
(e) The frontier may be closed to transit traffic against a country, if on account of cattle disease it is also closed to imports.

The direct transit in sealed trucks of animal parts, products and raw materials and of articles capable of transmitting infectious epizoötic diseases may be effected without restriction from third countries to or through the territory of either of the two Contracting Parties, if assurance is given that the country of destination and any countries of transit are prepared to accept the transports.

The two Contracting Parties shall always and in due time notify by telegraph any prohibitions and restrictions relating to this traffic.

Article 13.

Les Parties contractantes s'engagent à prendre toutes les mesures utiles, dans le cadre de leur législation sur la matière, pour empêcher la propagation des épizooties.

Elles s'engagent notamment à procéder avec tout le soin voulu à la désinfection du matériel (wagons, etc.) servant au transport des animaux.

Article 14.

Les Parties contractantes se tiendront réciproquement et continuellement au courant de l'état sanitaire de leurs animaux domestiques. Les rapports et bulletins officiels publiés à ce sujet seront échangés, avec la plus grande diligence, tous les quatorze jours au moins.

Si la peste bovine ou la péripneumonie contagieuse venaient à se déclarer sur le territoire de l'une des Parties contractantes ou si la fièvre aphteuse venait à éclater dans les régions-frontière, l'autorité centrale compétente de l'autre Partie devra être informée par voie télégraphique, immédiatement et directement, de l'apparition de la propagation de la maladie.

Au surplus, les autorités administratives des districts-frontière s'entendront directement sur les mesures à prendre, dès qu'un cas de maladie contagieuse aura été constaté dans leur région.

Si une maladie contagieuse était constatée sur des animaux provenant du territoire de l'une des Parties contractantes, alors qu'ils ont déjà franchi la frontière de l'autre, le fait sera verbalisé avec le concours du vétérinaire officiel (vétérinaire d'Etat). Une copie du procès-verbal sera adressée sans tarder à l'autorité du pays de provenance.

Article 15.

Les dispositions de la présente convention s'appliqueront également à la Principauté de Liechtenstein, aussi longtemps que ce pays sera lié à la Suisse par un traité d'union douanière.

Pour copie conforme :

Berne, le 17 mars 1926.

Le Chancelier de la Confédération,

KÆSLIN.

Article 13.

The Contracting Parties undertake to adopt all requisite measures in accordance with their national legislation with a view to preventing the spread of epizoötic diseases.

In particular, they undertake carefully to disinfect all means of transport used in animal traffic.

Article 14.

The Contracting Parties shall keep each other regularly informed concerning cattle disease. Official reports on this matter must be exchanged directly and with all possible speed at least every fortnight.

If cattle plague or pleuro-pneumonia breaks out in the territory of one of the Contracting Parties, or foot-and-mouth disease in frontier districts, the competent central authorities of the other Party shall be immediately and directly informed by telegram of the outbreak and spread of the disease.

Furthermore, the frontier district authorities shall immediately and directly inform one another of any outbreaks of disease within the frontier administrative districts.

If a case of disease is ascertained among animals imported from the territory of one Contracting Party into the territory of the other after crossing the frontier, the case must be officially recorded in the presence of a veterinary official (State veterinary official), and a copy of the record made must be immediately sent to the other Contracting Party.

Article 15.

The foregoing Agreement shall also apply to the Principality of Lichtenstein for as long as it is joined with Switzerland by a Customs Union Treaty.

N° 1125.

ISLANDE
ET TCHÉCOSLOVAQUIE

Echange de notes comportant un arrangement commercial provisoire. Prague, le 8 mai 1924.

ICELAND
AND CZECHOSLOVAKIA

Exchange of Notes constituting a Provisional Commercial Arrangement. Prague, May 8, 1924.

N° 1125. — ÉCHANGE DE NOTES ENTRE LE GOUVERNEMENT DANOIS AU NOM DE L'ISLANDE ET LE GOUVERNEMENT TCHÉCOSLOVAQUE, COMPORTANT UN ARRANGEMENT COMMERCIAL PROVISOIRE. PRAGUE, LE 8 MAI 1924.

Texte officiel français communiqué par le délégué permanent de la République tchécoslovaque auprès de la Société des Nations et par le ministre de Danemark à Berne au nom de l'Islande. L'enregistrement de cet échange de notes a eu lieu le 19 *mars* 1926.

MONSIEUR LE MINISTRE,

En exprimant le vif désir de favoriser et de développer les relations économiques entre la RÉPUBLIQUE TCHÉCOSLOVAQUE et L'ISLANDE, j'ai l'honneur, dûment autorisé, de faire savoir à Votre Excellence qu'à condition de réciprocité, les ressortissants et les sociétés de caractère économique, les agents et voyageurs de commerce islandais, munis d'une carte de légitimation dûment délivrée par les autorités compétentes de leur pays, ainsi que les produits naturels ou fabriqués, originaires et en provenance de l'Islande et les échantillons des voyageurs de commerce, jouiront inconditionnellement, sur le territoire tchécoslovaque, d'un traitement à tous les égards aussi favorable que celui qui est accordé aux ressortissants, aux sociétés et aux produits naturels ou fabriqués de la nation la plus favorisée. Ce traitement est accordé notamment dans tout ce qui concerne les opérations commerciales des ressortissants et sociétés de caractère économique islandais, leur accès à s'établir sur le territoire tchécoslovaque, le droit d'y acquérir, d'y posséder toute sorte de propriété, d'y faire le commerce, d'y exercer l'industrie et toute autre profession, étant entendu que l'admission de toutes ces sociétés sur le territoire de l'autre Partie reste toujours subordonnée aux lois et prescriptions qui sont ou seront en vigueur dans le pays respectif.

Le traitement de la nation la plus favorisée est accordé dans tout ce qui concerne les droits d'importation et d'exportation et les formalités douanières, le transit, ainsi qu'en matière du régime de contrôle des importations et exportations, de sorte que toute levée de prohibition ou restriction d'importation et d'exportation accordée, même à titre temporaire, au profit des produits d'une Puissance tierce s'appliquera immédiatement et inconditionnellement aux produits identiques ou similaires, originaires et en provenance de l'Islande, sous réserve des prohibitions ou restrictions maintenues ou imposées pour des raisons de sécurité publique, de santé ou comme précaution contre les maladies des animaux ou des plantes utiles, ainsi que pour les marchandises faisant objet d'un monopole d'Etat.

Un traitement bienveillant sera accordé de la part de la République tchécoslovaque en ce qui concerne l'octroi de permissions d'importation dans la République tchécoslovaque pour les produits islandais.

Les navires islandais jouiront dans les ports tchécoslovaques et sur les cours d'eau de la République tchécoslovaque d'un traitement qui ne sera pas moins favorable que celui qui est ou sera accordé aux navires de la nation la plus favorisée, toutefois, sous réserve du droit de faire le cabotage.

[1] TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 1125. — EXCHANGE OF NOTES BETWEEN THE DANISH GOVERNMENT, ON BEHALF OF ICELAND, AND THE CZECHOSLOVAK GOVERNMENT CONSTITUTING A PROVISIONAL COMMERCIAL ARRANGEMENT. PRAGUE, MAY 8, 1924.

Official French text communicated by the Permanent Delegate of the Czechoslovak Republic accredited to the League of Nations and by the Danish Minister at Berne on behalf of Iceland. The registration of this exchange of Notes took place March 19, 1926.

YOUR EXCELLENCY,

I would beg to express my earnest desire to promote and develop economic relations between the CZECHOSLOVAK REPUBLIC and ICELAND. I am duly authorised to inform Your Excellency that, subject to reciprocity, Icelandic nationals, commercial companies, agents and commercial travellers holding cards of legitimation duly issued by the competent authorities of their country, as also raw materials or manufactured articles having their commercial origin in and exported from Iceland, and travellers' samples, shall, in Czechoslovak territory, be granted unconditionally treatment in every respect as favourable as that granted to the nationals, companies, raw materials and manufactured articles of the most-favoured nation. Icelandic nationals and commercial companies will be granted this treatment in all commercial transactions, and in respect of the right to settle in Czechoslovak territory, to acquire or possess property of every kind and to carry on a trade or industry or other occupation, provided always that the admission of any such companies into the territory of the other party is in conformity with the laws and regulations which are or shall be in force in the country in question.

Most-favoured-nation treatment will be granted in all matters connected with import and export duties, Customs formalities, transit and the inspection of imports and exports ; thus, any exemption from import or export prohibitions or restrictions which may be granted, even temporarily, in respect of the products of a third Power will apply at once and unconditionally to the same or similar products having their commercial origin in and exported from Iceland, subject, however, to any prohibitions or restrictions in force or imposed either for reasons of public safety or health or as a protection against diseases of animals and useful plants or in respect of goods which constitute a State monopoly.

The Czechoslovak Republic will accord favourable treatment as regards the issue of permits to import Icelandic products.

Icelandic vessels will be granted, in Czechoslovak ports and on the waterways of the Czechoslovak Republic, treatment not less favourable than that which is or may be granted to vessels of the most-favoured nation, with the exception, however, of the right of carrying on coastal trade.

[1] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

[1] Translated by the Secretariat of the League of Nations.

Sur les chemins de fer, les marchandises islandaises jouiront, en ce qui concerne l'expédition et tous les frais de transport, du traitement appliqué à la nation la plus favorisée.

Considérant les relations qui existent entre l'Islande et le Danemark, conformément à la loi unionelle dano-islandaise du 30 novembre 1918, la République tchécoslovaque ne pourra pas réclamer les avantages que l'Islande a accordés, ou pourrait à l'avenir accorder au Danemark.

L'Islande n'invoquera pas, par suite des dispositions précitées, les avantages de tout arrangement spécial qui pourrait être conclu par la République tchécoslovaque avec l'Autriche ou avec la Hongrie, conformément aux clauses économiques des Traités de paix avec l'Autriche et la Hongrie, pour établir un régime douanier spécial en faveur de certains produits naturels ou manufacturés, originaires et en provenance de ces pays.

L'Islande ne pourra pas exiger les faveurs relatives au commerce, au trafic et aux communications de frontière qui, pour des raisons locales, seraient accordées aux Etats limitrophes dans les zones frontière.

L'arrangement provisoire précité entrera en vigueur le quinzième jour à partir de la date de la présente note et restera valable jusqu'à ce qu'il soit dénoncé par l'une des Parties avec un préavis de trente jours.

Si une des Parties ne dénonce pas l'arrangement présent à l'autre Partie trente jours avant le 1er janvier 1925, ou plus tôt, il continuera ses effets comme arrangement définitif jusqu'à ce qu'il soit dénoncé par l'une des Parties avec un préavis de trois mois.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, les assurances de ma très haute considération.

PRAHA, *le* 8 *mai* 1924.

Dr EDVARD BENEŠ, m. p.

A Son Excellence
Monsieur Niels Johan WULFSBERG HØST,
Envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire
de Sa Majesté le Roi de Danemark et d'Islande
à Prague.

Pour copie conforme :
Copenhague, le 8 avril 1926.
Georg COHN,
Chef du Service danois de la Société des Nations.

MONSIEUR LE MINISTRE,

En exprimant le vif désir de favoriser et de développer les relations économiques entre l'ISLANDE et la RÉPUBLIQUE TCHÉCOSLOVAQUE, j'ai l'honneur pour l'Islande, dûment autorisé, de faire savoir à Votre Excellence qu'à condition de réciprocité, les ressortissants et les sociétés de caractère économique, les agents et voyageurs de commerce tchécoslovaques, munis d'une carte de légitimation dûment délivrée par les autorités compétentes de leur pays, ainsi que les produits naturels ou fabriqués, originaires et en provenance de la République tchécoslovaque, et les échantillons des voyageurs de commerce, jouiront inconditionnellement, sur le territoire islandais, d'un traitement à tous les égards aussi favorable que celui qui est accordé aux ressortissants, aux sociétés et aux produits naturels ou fabriqués de la nation la plus favorisée. Ce traitement est accordé notamment dans tout ce qui concerne les opérations commerciales des ressortissants et sociétés de caractère économique tchécoslovaques, leur accès à s'établir sur le territoire islandais, le droit d'y acquérir, d'y posséder toute sorte de propriété, d'y faire le commerce, d'y exercer l'industrie et toute autre profession, étant entendu que l'admission de toutes ces sociétés sur le territoire de l'autre Partie reste toujours subordonnée aux lois et prescriptions qui sont ou seront en vigueur dans le pays respectif.

Le traitement de la nation la plus favorisée est accordé dans tout ce qui concerne les droits d'importation et d'exportation et les formalités douanières, le transit, ainsi qu'en matière de régime

On the railways, Icelandic goods shall, as regards consignment and freight charges, be accorded the same treatment as that applied to the most-favoured nation.

In consideration of the relations which exist between Iceland and Denmark in consequence of the Dano-Icelandic Law of Union of November 30, 1918, the Czechoslovak Republic shall not be entitled to claim the advantages which Iceland has accorded or may in the future accord to Denmark.

Iceland may not, in virtue of the above provisions, lay claim to any advantages arising out of any special arrangements which may be concluded by the Czechoslovak Republic with Austria or with Hungary under the terms of the economic clauses of the Treaties of Peace with Austria and Hungary for the purpose of establishing a special Customs régime in favour of certain raw materials or manufactured articles having their commercial origin in and exported from those countries.

Iceland may not claim any privileges connected with frontier trade, traffic or communications which may, owing to local considerations, be granted to neighbouring States in frontier zones.

The foregoing provisional Agreement shall come into force on the fifteenth day after the date of the present Note and shall remain valid until it is denounced by one of the Parties by the giving of thirty days' notice.

If neither of the Parties notifies the other Party of its desire to denounce the present Agreement thirty days before January 1, 1925, or earlier, it shall continue to have effect as a permanent Agreement until it is denounced by one of the Parties by the giving of three months' notice.

I have the honour to be, etc.

PRAHA, *May* 8, 1924.

(Signed) Dr. EDVARD BENEŠ.

To His Excellency,
Monsieur Niels Johan WULFSBERG HØST,
Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary
of His Majesty the King of Denmark and Iceland,
Praha.

YOUR EXCELLENCY,

I would beg to express my earnest desire to promote and develop economic relations between ICELAND AND THE CZECHOSLOVAK REPUBLIC. I am duly authorised on behalf of Iceland to inform Your Excellency that, subject to reciprocity, Czechoslovak nationals, commercial companies, agents and commercial travellers holding cards of legitimation duly issued by the competent authorities of their country, as also raw materials or manufactured articles having their commercial origin in and exported from the Czechoslovak Republic, and travellers' samples, shall, when in Icelandic territory, be granted unconditionally treatment in every respect as favourable as that granted to the nationals, companies, raw materials and manufactured articles of the most-favoured nation. Czechoslovak nationals and commercial companies will be granted this treatment in all commercial transactions, and in respect of the right to settle in Icelandic territory, to acquire or possess property of every kind and to carry on a trade or industry or other occupation, provided always that the admission of any such companies into the territory of the other party is in conformity with the laws and regulations which are or shall be in force in the country in question.

Most-favoured-nation treatment will be granted in all matters connected with import and export duties, Customs formalities, transit and the inspection of imports and exports; thus,

de contrôle des importations et exportations, de sorte que toute levée de prohibition ou restriction d'importation et d'exportation accordée, même à titre temporaire, au profit des produits d'une Puissance tierce s'appliquera immédiatement et inconditionnellement aux produits identiques ou similaires, originaires et en provenance de la République tchécoslovaque, sous réserve des prohibitions ou restrictions maintenues ou imposées pour des raisons de sécurité publique, de santé ou comme précaution contre les maladies des animaux ou des plantes utiles, ainsi que pour les marchandises faisant objet d'un monopole d'Etat.

Un traitement bienveillant sera accordé de la part de l'Islande en ce qui concerne l'octroi de permissions d'importation dans l'Islande pour les produits tchécoslovaques.

Les navires tchécoslovaques jouiront, dans les ports islandais et sur les cours d'eau de l'Islande, d'un traitement qui ne sera pas moins favorable que celui qui est ou sera accordé aux navires de la nation la plus favorisée, toutefois, sous réserve du droit de faire le cabotage.

Sur les chemins de fer, les marchandises tchécoslovaques jouiront, en ce qui concerne l'expédition et tous les frais de transport, du traitement appliqué à la nation la plus favorisée.

Considérant les relations qui existent entre l'Islande et le Danemark, conformément à la loi unionelle dano-islandaise du 30 novembre 1918, la République tchécoslovaque ne pourra pas réclamer les avantages que l'Islande a accordés ou pourrait à l'avenir accorder au Danemark.

L'Islande n'invoquera pas, par suite des dispositions précitées, les avantages de tout arrangement spécial qui pourrait être conclu par la République tchécoslovaque avec l'Autriche ou avec la Hongrie, conformément aux clauses économiques des Traités de paix avec l'Autriche et la Hongrie, pour établir un régime douanier spécial en faveur de certains produits naturels ou manufacturés, originaires et en provenance de ces pays.

L'Islande ne pourra pas exiger les faveurs relatives au commerce, au trafic et aux communications de frontière qui, pour des raisons locales, seraient accordées aux Etats limitrophes dans les zones-frontière.

L'arrangement provisoire précité entrera en vigueur le quinzième jour à partir de la date de la présente note et restera valable jusqu'à ce qu'il soit dénoncé par l'une des Parties avec un préavis de trente jours.

Si une des Parties ne dénonce pas l'arrangement présent à l'autre Partie trente jours avant le 1er janvier 1925, ou plus tôt, il continuera ses effets comme arrangement définitif jusqu'à ce qu'il soit dénoncé par l'une des Parties avec un préavis de trois mois.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, les assurances de ma très haute considération.

PRAHA, *le* 8 *mai* 1924.

N. HØST, m. p.

A Son Excellence
Monsieur le Dr Edvard BENEŠ,
Ministre des Affaires étrangères
de la République tchécoslovaque
à Praha.

Copie certifiée conforme :
Praha, le 23 février 1926.
Dr Jan OPOČENSKÝ,
Directeur des Archives.

Pour copie conforme :
Copenhague, le 8 avril 1926.
Georg COHN,
Chef du Service danois de la Société des Nations.

any exemption from import or export prohibitions or restrictions which may be granted, even temporarily, in respect of the products of a third Power will apply at once and unconditionally to the same or similar products having their commercial origin in and exported from the Czechoslovak Republic, subject, however, to any prohibitions or restrictions in force or imposed either for reasons of public safety or health or as a protection against diseases of animals and useful plants, or in respect of goods which constitute a State monopoly.

Iceland will accord favourable treatment as regards the issue of permits to import Czechoslovak products (into the territory of Iceland).

Czechoslovak vessels will be granted, in Icelandic ports, and on the waterways of Iceland, treatment not less favourable than that which is or may in the future be granted to vessels of the most-favoured nation, with the exception, however, of the right of carrying on coastal trade.

On the railways, Czechoslovak goods shall, as regards consignment and freight charges of all kinds, be accorded the same treatment as that applied to the most-favoured nation.

In consideration of the relations which exist between Iceland and Denmark in consequence of the Dano-Icelandic Law of Union of November 30, 1918, the Czechoslovak Republic shall not be entitled to claim the advantages which Iceland has accorded or may in the future accord to Denmark.

Iceland will not, in virtue of the above provisions, lay claim to any advantages arising out of any special arrangements which may be concluded by the Czechoslovak Republic with Austria or with Hungary under the terms of the economic clauses of the Treaties of Peace with Austria and Hungary for the purpose of establishing a special Customs régime in favour of certain raw materials or manufactured articles having their commercial origin in and exported from those countries.

Iceland may not claim any privileges connected with frontier trade, traffic or communications which may, owing to local considerations, be granted to neighbouring States in frontier zones.

The foregoing provisional Agreement shall come into force on the fifteenth day after the date of the present Note and shall remain valid until it is denounced by one of the Parties by the giving of thirty days' notice.

If neither of the Parties notifies the other Party of its desire to denounce the present Agreement thirty days before January 1, 1925, or earlier, it shall continue to have effect as a permanent Agreement until it is denounced by one of the Parties by the giving of three months' notice.

I have the honour to be, etc.

PRAHA, *May* 8, 1924.

(Signed) N. HØST.

To His Excellency
Dr. Edvard BENEŠ,
Minister for Foreign Affairs
of the Czechoslovak Republic,
Praha.

N° 1126.

ROUMANIE
ET TCHÉCOSLOVAQUIE

Protocole relatif au régime des propriétés dans la zone-frontière, et déclaration, signés à Bucarest, le 16 avril 1925.

ROUMANIA
AND CZECHOSLOVAKIA

Protocol relating to the Regime to be Applied to Estates in the Frontier Zone, and Declaration, signed at Bucharest, April 16, 1925.

N° 1126. — PROTOCOLE [1] ENTRE LA ROUMANIE ET LA TCHÉCOSLOVAQUIE RELATIF AU RÉGIME DES PROPRIÉTÉS DANS LA ZONE-FRONTIÈRE, ET DÉCLARATION, SIGNÉS A BUCAREST, LE 16 AVRIL 1925.

Texte officiel français, communiqué par le délégué permanent de la République tchécoslovaque auprès de la Société des Nations. L'enregistrement de ce protocole a eu lieu le 19 mars 1926.

Les soussignés, M. Zdeněk FIERLINGER, ministre plénipotentiaire et envoyé extraordinaire de la République tchécoslovaque à Bucarest, et M. Dr Karel POLÁK, conseiller ministériel au Ministère de l'Intérieur à Prague, représentant le Gouvernement de la République tchécoslovaque, d'une part, et le soussigné, M. I. G. DUCA, ministre des Affaires étrangères, représentant le Gouvernement royal de Roumanie, d'autre part, dans le désir de compléter, conformément à l'article 13 de l'annexe de la Convention [2] commerciale conclue entre les deux Etats le 23 avril 1921, les dispositions concernant le trafic dans la zone-frontière et d'assurer aux ressortissants respectifs spécialement les droits de propriété sur les terres y situées, ainsi que de faciliter leur exploitation, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs trouvés en bonne et due forme, sont convenus des stipulations suivantes :

Article premier.

Toutes les dispositions concernant le trafic dans la zone-frontière établies par la Convention commerciale du 23 avril 1921, et notamment les dispositions des annexes C et D de cette convention, restent entièrement en vigueur et sont complétées par les dispositions du présent protocole.

Article 2.

Les ressortissants de chaque Partie contractante ainsi que les personnes juridiques, domiciliés dans la zone-frontière, seront traités réciproquement d'après les principes les plus libéraux en ce qui concerne le passage de la frontière, ainsi que l'exploitation de leurs terres situées dans cette zone-frontière et le transport des produits récoltés sur celles-ci.

Les fermiers de ces terres bénéficieront des mêmes facilités que les propriétaires.

Article 3.

Les dispositions du présent protocole ne dérogent pas aux dispositions prévues par les lois agraires en vigueur dans les deux pays.

[1] L'échange des ratifications a eu lieu à Bucarest, le 15 janvier 1926.

[2] Vol. XV, page 235 de ce recueil.

[1] TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 1126. — PROTOCOL [2] BETWEEN ROUMANIA AND CZECHOSLOVAKIA RELATING TO THE REGIME TO BE APPLIED TO ESTATES IN THE FRONTIER ZONE, AND DECLARATION, SIGNED AT BUCHAREST APRIL 16, 1925.

French official text communicated by the Permanent Delegate of the Czechoslovak Republic accredited to the League of Nations. The registration of this Protocol took place March 19, 1926.

The undersigned, M. Zdeněk FIERLINGER, Minister Plenipotentiary and Envoy Extraordinary of the Czechoslovak Republic at Bucharest, and Dr. Karel POLÁK, Ministerial Counsellor in the Ministry of the Interior, Prague, representing the Czechoslovak Government, of the one part, and the undersigned, M. I. G. DUCA, Minister for Foreign Affairs, representing the Royal Roumanian Government, of the other part, being desirous of supplementing, in conformity with Article 13 of the Annex to the Commercial Convention [3] concluded between the two States on April 23, 1921, the provisions regarding traffic in the frontier zone, of securing for their respective nationals the rights of ownership over their estates situated therein and of facilitating the exploitation of these estates, after having exchanged their full powers found in good and due form, have agreed upon the following provisions :

Article 1.

All the provisions concerning traffic in the frontier zone contained in the Commercial Convention of April 23, 1921, and particularly the provisions in Annexes C and D of this Convention, shall remain wholly in force and shall be supplemented by the provisions of the present Protocol.

Article 2.

The nationals of each Contracting Party and also legal persons domiciled in the frontier zone shall reciprocally be granted treatment in accordance with the most liberal principles as regards the crossing of the frontier and the exploitation of their estates situated in the frontier zone and the transport of products gathered on these estates.

Persons farming these estates shall be accorded the same facilities as the proprietors thereof.

Article 3.

The provisions of the present Protocol shall not in any way affect the provisions of the agrarian legislation in force in the two countries.

[1] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

[1] Translated by the Secretariat of the League of Nations.

[2] The exchange of ratifications took place at Bucharest, January 15, 1926.

[3] Vol. XV. page 235 of this Series.

Pourtant, pour mieux assurer la petite propriété située dans la zone-frontière, les deux gouvernements conviennent de fixer le maximum de superficie exempt de l'application des lois agraires pour la terre arable, prés, jardins, potagers, fruitiers, vignobles, c'est-à-dire en général pour tous les terrains destinés à l'exploitation agricole, à 25 hectares; pour les forêts, terres de pacage, étangs, à 50 hectares.

Les propriétés des personnes juridiques (c'est-à-dire propriétés communales, urbariales et compossessoriales) restent exemptes tout entières de l'application desdites lois agraires.

Article 4.

Seuls les propriétaires actuels et leurs héritiers légitimes pourront jouir du droit de propriété sur les immeubles situés dans la zone-frontière.

Article 5.

Le passage de la frontière se fera pour les habitants de la zone-frontière en général, en vertu d'un certificat, et pour les propriétaires de terres et fermiers ainsi que pour le personnel affecté à l'exploitation agricole, en vertu d'un carnet.

Article 6.

En ce qui concerne les certificats de passage, on observera les règles suivantes :

1° Les certificats seront délivrés par les autorités compétentes du pays où réside le destinataire et seront visés, pour être valables, par l'autorité correspondante de l'autre pays.

En cas d'extrême urgence (par exemple décès, maladie grave, etc.), le visa n'est pas obligatoire.

2° Les certificats seront rédigés dans les langues des deux pays et seront confectionnés d'après le modèle N° 1 annexé au présent protocole.

3° Les enfants au-dessous de douze ans, n'ont pas besoin de certificat de passage personnel, pourvu qu'ils soient inscrits dans le certificat des personnes qui les accompagnent.

4° Dans chaque certificat, on précisera spécialement la durée de sa validité, la durée du séjour, le point de passage, le lieu de destination et le but du passage.

5° Les certificats délivrés pour un séjour dépassant cinq jours seront munis des photographies.

6° Les certificats de passage seront délivrés dans les cas de nécessité appréciés par les autorités compétentes des deux pays.

Article 7.

Des mesures spéciales peuvent être prises et des facilités exceptionnelles peuvent être accordées pour le passage de la frontière aux personnes formant des groupes pour excursions, processions, visites, fêtes, etc.

De même, les autorités de frontière des deux pays sont autorisées à exempter de toute formalité le passage de la frontière en cas d'inondations ou d'autres catastrophes. Le libre passage sans aucune entrave sera spécialement assuré aux corps de pompiers en cas d'incendie.

In order, however, to assist small estates situated in the frontier zone, the two Governments agree to fix the maximum area to be exempt from the application of the agrarian laws at 25 hectares for arable land, meadows, gardens, vegetable gardens, orchards and vineyards, that is to say, all land used for agriculture, and at 50 hectares for forests, pasture land and ponds.

The property of legal persons (that is to say, communal, urban, or joint-estates) shall be wholly exempt from the incidence of the said agrarian laws.

Article 4.

Only the present proprietors and their lawful heirs may enjoy the right of ownership over immovable property situated in the frontier zone.

Article 5.

Inhabitants of the frontier zone in general shall be entitled to cross the frontier if they are in possession of a certificate, and landowners and tenant farmers and persons engaged in agricultural work if they possess a frontier card.

Article 6.

As regards certificates for crossing the frontier, the following rules shall be observed:

(1) The certificates shall be issued by the competent authorities of the country in which the future holder resides and shall not be valid until they have been viséd by the corresponding authority in the other country.

In cases of extreme urgency (death, serious illness, etc.) the visa may be dispensed with.

(2) The certificates shall be drawn up in the languages of the two countries and in accordance with Form No. 1 annexed to the present Protocol.

(3) No individual certificate for crossing the frontier shall be required in the case of children under twelve years of age provided they are included in the certificate of the persons who accompany them.

(4) The period of validity, the length of the stay, the point at which the frontier is to be crossed, the place of destination and the purpose for which the frontier is crossed shall be stated on the certificate.

(5) Certificates issued for a stay exceeding five days shall be provided with the photographs of the holders.

(6) The issue of certificates for crossing the frontier shall be left to the discretion of the competent authorities of the two countries who shall judge of the necessity for such issue.

Article 7.

Special measures may be taken and exceptional facilities may be granted for crossing the frontier to persons travelling in groups, for excursions, processions, visits, festivals, etc.

Similarly, the frontier authorities of the two countries may grant exemption from all frontier formalities in the case of floods or other disasters. In particular, fire brigades shall, in case of fire, be free to cross the frontier without any restrictions.

Article 8.

Les carnets de passage destinés aux propriétaires et aux fermiers des terres situées dans la zone-frontière seront délivrés dans les conditions suivantes :

Les autorités compétentes des deux pays dresseront, sur la base des informations et données dont elles disposent, pour chaque commune, des listes contenant les noms des propriétaires et fermiers de terres situées dans la zone-frontière.

Ces listes porteront les indications prévues dans le modèle N° 2 annexé à ce protocole.

Les listes ainsi rédigées seront transmises par les autorités compétentes respectives de chaque pays aux autorités compétentes de l'autre pays pour être vérifiées et complétées d'après les informations et données dont disposent les autorités compétentes du pays respectif.

A la suite de cette operation, les listes seront visées et retournées par la même voie aux autorités qui les avaient dressées pour servir comme base à la délivrance des carnets de passage.

Les autorités de chaque pays retiendront autant de copies de ces listes, qu'elles considéreront nécessaires pour leur service.

Sur la base des listes mentionnées les autorités compétentes des deux pays délivreront des carnets individuels de passage, conformes au modèle N° 3 annexé au présent protocole.

Ces carnets contiendront exactement les mêmes indications que les listes déjà vérifiées et visées par les autorités des deux pays, et, à l'exception des enfants au-dessous de douze ans, ces carnets seront, en plus, munis de photographies du titulaire et des personnes y indiquées.

Ces carnets seront également munis des visas nécessaires pour être reconnus comme valables par les organes de contrôle. Les visas seront procurés par voie administrative directe.

Les rectifications des listes, ainsi que le refus de visa sur les carnets, doivent être communiqués réciproquement avec l'exposé des motifs et les explications nécessaires.

Les listes et carnets individuels seront rédigés dans les langues des deux Etats et confectionnés d'après les modèles identiques, annexés au présent protocole. Ils seront, selon les circonstances, renouvelés ou simplement visés chaque année par les autorités des deux pays.

Toutes les formalités doivent être accomplies pendant les mois de décembre et janvier, afin que les titulaires des carnets individuels puissent entrer en leur possession le 15 février au plus tard.

Les visas des listes et carnets par les autorités compétentes des deux pays sont exempts de toute taxe.

Tout changement concernant la situation des personnes ou des propriétés inscrites sur les listes et carnets, survenu au cours d'une année, doit être communiqué sans retard par voie usitée aux autorités compétentes des deux Etats.

Les interdictions éventuelles de passage feront également l'objet de ces communications, qui indiqueront aussi les motifs respectifs.

Article 9.

En cas de besoin, les propriétaires auront droit d'engager, sous leur propre responsabilité, outre les personnes mentionnées dans leurs carnets de passage, d'autres ouvriers pour les travaux à exécuter sur leurs propriétés, sous condition toutefois de les munir préalablement de certificats pourvus de photographies et délivrés par les autorités compétentes des deux pays.

La même disposition s'appliquera aux bergers.

Article 10.

Les propriétaires et les fermiers, ainsi que les personnes juridiques ayant des terres dans la zone-frontière, sont autorisés, en se conformant aux règlements en vigueur dans le pays où se trou-

Article 8.

Frontier cards for the owners and farmers of land in the frontier zone shall be issued in the following manner :

The competent authorities of the two countries shall, in conformity with the information and data they possess, draw up for each commune lists of the owners and farmers of land situated in the frontier zone.

These lists shall contain the information shown in Form No. 2 attached as an Annex to this Protocol.

These lists shall be exchanged between the competent authorities of the two countries for verification and completion in accordance with the information and data possessed by the competent authorities of the other country.

Thereupon the lists shall be countersigned and returned through the same channel to the authorities which drew them up, to be used as a basis for the issue of frontier cards.

The authorities of each country shall file as many copies of these lists as they may consider necessary for their purpose.

On the basis of these lists the competent authorities of the two countries shall issue individual frontier cards in accordance with Form No. 3 attached to the present Protocol as an Annex.

These cards shall contain precisely the same information as the lists which have been verified and countersigned by the authorities of the two countries and, except in the case of children under twelve years of age, the cards shall bear the photograph of the holder and of the persons mentioned therein.

The cards shall also bear the necessary visas to enable them to be recognised as valid by the supervisory authorities. The visas shall be obtained through direct administrative channels.

The authorities of one Party shall notify the authorities of the other Party concerning any rectifications in the lists or any refusal to visa the cards, with a statement of the reasons and such explanations as may be necessary.

The lists and individual cards shall be drawn up in the languages of the two countries in strict accordance with the forms attached to the present Protocol. They shall be renewed or viséd each year according to circumstances by the authorities of the two countries.

All formalities must be carried out during December and January in order that the future holders of the individual cards may obtain them by February 15 at the latest.

No charge shall be made by the competent authorities of the two countries for visaing the lists and cards.

Any change in the situation of the persons or property entered on the lists and cards occurring in the course of the year shall be communicated without delay through the usual channels to the competent authorities of the other State.

Any prohibition to cross the frontier shall also be communicated together with a statement of the reasons for such prohibition.

Article 9.

Landowners shall be entitled to engage on their own responsibility, in addition to the persons referred to in their frontier cards, other workers for work to be carried out on their property, on condition that the workmen be provided with certificates bearing their photographs issued by the competent authorities of the two countries.

The above provision shall also apply to shepherds.

Article 10.

Landowners and farmers, as also legal persons possessing land in the frontier zone shall be authorised, provided they conform to the regulations in force in the country in which the land

vent ces terres, d'entretenir des gardes qui auront, dans l'exercice de leur service, le concours des autorités locales compétentes.

Article 11.

Le passage de la frontière se fera aux endroits les plus proches et les plus commodes, même en dehors des routes douanières ordinaires. Dans tous ces cas, les prescriptions douanières en vigueur doivent être observées.

Le contrôle exercé au moment du passage se fera d'après les formes existantes dans les deux pays, mais toujours de la manière la plus expéditive, tenant compte des intérêts des passants.

Les deux gouvernements se communiqueront réciproquement les points de passage établis, ainsi que tout changement survenu à l'avenir, et ils prendront les mesures nécessaires afin que leurs organes respectifs opèrent le contrôle de passage simultanément et aux mêmes endroits.

Le passage de la frontière ne pourra se faire que par le point indiqué dans le carnet ou certificat.

La sortie du pays doit se faire toujours par le point d'entrée pourvu que le carnet ou le certificat ne spécifie pas expressément un autre point.

Les points de passage resteront ouverts toute la journée sans interruption, mais seulement entre le lever et le coucher du soleil, en se guidant à cet effet par les indications du calendrier. La même règle s'appliquera aux ponts de la Tissa, là où cette rivière forme la frontière entre les deux Etats.

La circulation dans la zone-frontière pourra se faire également par voie ferrée, à condition qu'on ne dépasse pas cette zone.

Article 12.

Il est entendu que la circulation des propriétaires et fermiers possesseurs de carnets de passage délivrés conformément à l'article 8, est limitée à l'accès de leurs propriétés et aux besognes que l'exploitation de celles-ci comporte.

Ils ne peuvent, en vertu de leurs carnets, s'éloigner que pour les affaires concernant leurs biens, et même dans ce cas, ils ne pourront circuler que jusqu'à la commune où se trouve répartie leur propriété, ou jusqu'à la commune où ils payent leurs impôts.

Pourtant cette disposition n'abroge pas le droit de ces propriétaires et fermiers de bénéficier, à l'instar des autres habitants limitrophes, des certificats de passage dans les conditions établies pour ceux-ci.

Article 13.

Les autorités compétentes de délivrer et viser les certificats et carnets de passage sont, en Roumanie, les préfets et les sous-préfets (prefecţi, primpretori şi pretori); en Tchécoslovaquie, les autorités administratives de première instance et les notariats (notářský úřad), dûment autorisés par celles-ci.

Les deux gouvernements se notifieront réciproquement tout changement ultérieur qu'ils apporteraient à ces dispositions.

Article 14.

En dehors des objets et produits mentionnés nominalement dans l'annexe C de la Convention commerciale du 23 avril 1921, les deux gouvernements conviennent d'exempter, à l'entrée et à la sortie, de tout droit de douane et de tous autres droits ou taxes quelconques, les articles et produits suivants :

is situated, to maintain guards who shall in the exercise of their duties receive the assistance of the competent local authorities.

Article 11.

The frontier shall be crossed at the nearest and most convenient points, even if these are situated outside the ordinary Customs routes. In all cases the Customs regulations in force shall be observed.

The supervision of persons crossing the frontier shall be exercised in conformity with the regulations existing in the two countries, but in every case as expeditiously as possible, taking into account the interests of the persons crossing the frontier.

The two Governments shall communicate to each other lists of the points fixed for crossing the frontier and any changes which may subsequently be made, and they shall take all necessary steps to ensure that their respective officials shall exercise supervision simultaneously and at the same points.

The frontier may only be crossed at the point indicated on the card or certificate.

The country must always be left at the point at which it was entered unless the card or certificate expressly mentions another point.

The points at which the frontier may be crossed shall be continuously open to traffic throughout the day, but only between the times of sunrise and sunset as fixed by the calendar. The same rule shall apply to the bridges over the Tissa wherever this river forms the frontier between the two States.

Persons crossing the frontier zone may also cross by railway provided they do not proceed beyond the zone.

Article 12.

It is understood that landowners and farmers holding frontier cards issued in conformity with Article 8 are only entitled to proceed to their property and to carry out the work necessary for its exploitation.

They may not on the strength of being holders of frontier cards leave their property except on business connected with that property, and even so they may only journey to the commune in which their property is situated or to the commune in which they pay their taxes.

This provision, however, shall not affect the right of landowners and farmers to obtain, in the same manner as the other inhabitants of frontier districts, certificates for crossing the frontier under the conditions laid down in respect of such inhabitants.

Article 13.

The authorities competent for issuing and visaing frontier certificates and cards in Roumania shall be the prefects and sub-prefects (prefecţi, primpretori şi pretori) and in Czechoslovakia the administrative authorities of first instance and notarial officials (notářský úřad) duly authorised by the administrative authorities in question.

The two Governments shall inform each other of any change they may subsequently make in these arrangements.

Article 14.

Apart from the articles and products specifically mentioned in Annex C of the Commercial Convention of April 23, 1921, the two Governments agree to exempt from all Customs or other duties or taxes of any kind both on entering and leaving the country, the following articles and products :

1° La nourriture et le fourrage nécessaires aux hommes et au bétail pendant la durée du travail; 2° les engrais; 3° le raisin et le marc, ainsi que les fruits, et en général tous les produits annuels du sol ; 4° les produits forestiers comme combustibles, bois coupé, arbrisseaux, glands et feuillage destinés à l'usage propre des petits propriétaires ; 5° le sable, les cailloux et les pierres pour l'usage propre de leurs propriétaires.

Il est entendu qu'il s'agit ici toujours des produits provenant des terres, forêts ou carrières situées dans la zone-frontière.

En ce qui concerne l'exploitation des forêts, elle doit se faire conformément aux prescriptions légales existantes en cette matière dans les deux pays.

Article 15.

Les impôts sous toute forme et dénomination perçus des terres de la catégorie dont il s'agit dans ce protocole et l'annexe C de la Convention commerciale du 23 avril 1921, ne seront, dans chaque pays, pas plus élevés que les impôts perçus des autres terres similaires.

En outre, les Parties contractantes s'engagent d'exempter, sauf en temps de guerre, de toute prohibition, réquisition et autre charge exceptionnelle, l'inventaire agricole et les produits récoltés sur les terres situées dans la zone-frontière.

Article 16.

Les habitants de la zone-frontière pourront faire usage, pour eux et pour leurs bestiaux, de l'eau potable des puits, citernes, fontaines et sources se trouvant à proximité de la frontière, sans être empêchés par les organes de surveillance de la frontière des deux pays.

Article 17.

Les personnes bénéficiant de ce protocole observeront, en ce qui concerne le transport de la monnaie, les dispositions y relatives en vigueur dans les deux pays.

Article 18.

Les facilités concédées par ce protocole ne dérogent point au droit de chacun des deux gouvernements de prendre les mesures qu'il trouverait nécessaires dans l'intérêt de la sûreté générale.

Les deux gouvernements se réservent spécialement le droit d'interdire l'accès de leur territoire aux personnes suivantes, même si elles accomplissaient les conditions prévues par ce protocole :

1° Aux contrebandiers récidivistes ;

2° Aux condamnés pour assassinats, brigandages, vols graves, incendies ;

3° Aux condamnés pour des crimes commis contre l'Etat ;

4° Aux contrevenants récidivistes aux prescriptions du présent protocole.

Article 19.

Toute infraction aux prescriptions du présent protocole sera réprimée conformément aux lois respectives des deux pays.

1. The food and fodder necessary for men and animals for the duration of the work ; 2. Manure ; 3. Grapes and marc, as also fruit and in general all the seasonal products of the soil ; 4. Forest products, such as fuel, cut-wood, young trees, acorns and foliage for the personal use of small landowners ; 5. Sand, gravel and stones for the personal use of their owners.

It is understood that all the above must be products derived from land, forests or quarries situated in the frontier zone.

The exploitation of the forests must be carried on in conformity with the legislation relative thereto in force in each country.

Article 15.

Taxes levied in any form or under any designation on estates of the category referred to in this Protocol and in Annex C to the Commercial Convention of April 23, 1921, shall not be higher in either country than the taxes levied on other similar estates.

Moreover, the Contracting Parties undertake to exempt — except in war-time — from all prohibitions, requisitions or other exceptional charges the farmers' stock, implements, etc., and produce gathered on the estates situated in the frontier zone.

Article 16.

The inhabitants of the frontier zone shall be entitled to draw drinking water, for their own use and for the use of their live stock, from wells, cisterns, fountains and springs situated near the frontier, without hindrance on the part of the frontier guards of the two countries.

Article 17.

With regard to the carrying of money, persons benefiting under this Protocol shall observe the provisions in force in the two countries respectively.

Article 18.

The facilities accorded under this Protocol shall not in any way affect the right of each of the two Governments to take any measures it may consider necessary in the interests of public security.

In particular, the two Governments reserve the right to forbid access to their territory to the following persons, even if such persons fulfil the requirements laid down in this Protocol :

(1) Smugglers who have been convicted more than once ;

(2) Persons who have been sentenced for murder, robbery, larceny, arson ;

(3) Persons sentenced for political crimes ;

(4) Persons who have been convicted more than once for contraventions of the provisions of this Protocol.

Article 19.

Any infringement of the provisions of the present Protocol shall be punished in conformity with the respective laws of the two countries.

Article 20.

Le présent protocole sera ratifié et les ratifications en seront échangées à Bucarest aussitôt que faire se pourra.

Le présent protocole entrera en vigueur le jour de sa ratification et restera obligatoire trois mois encore après sa dénonciation par une des deux Parties contractantes.

Toutefois, il entrera provisoirement en vigueur dès sa signature par les plénipotentiaires des deux gouvernements en ce qui concerne les dispositions qui ne sont pas contraires aux lois organiques des deux pays.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs ont signé le présent protocole.

Fait à Bucarest, en double exemplaire, le 16 avril mil neuf cent vingt-cinq.

Zd. FIERLINGER, m. p. I. G. DUCA, m. p.
Dr Karel POLÁK, m. p.

Modèle N° 1.

CERTIFICAT DE PASSAGE DE FRONTIÈRE.

Les autorités soussignées certifient que .....
..... (nom, domicile et profession
est autorisé à traverser la frontière roumano-tchécoslovaque.

Durée de validité : .....
Point de passage : .....
Lieu de destination : .....
But du passage : .....
Ce permis autorise à un séjour de ..... jours.

Signature autographe :

Photographie.

Signalement :

Age : .....
Taille : .....
Yeux : .....
Cheveux : .....
Signes particuliers : .....

Date : .....

Signature de l'autorité :

Article 20.

The present Protocol shall be ratified and the instruments of ratification shall be exchanged at Bucharest as soon as possible.

The present Protocol shall come into force on the date of its ratification and shall continue to be binding for a period of three months after its denunciation by either of the Contracting Parties.

It shall, however, come provisionally into force as soon as it has been signed by the Plenipotentiaries of the two Governments in respect of all of its provisions which are not contrary to the organic laws of the two countries.

In faith whereof the above-mentioned Plenipotentiaries have signed the present Protocol.

Done at Bucharest in duplicate on April 16, 1925.

(Signed) Zd. FIERLINGER. (Signed) I. G. DUCA.
(Signed) Dr Karel POLÁK.

Form No. 1.

CERTIFICATE FOR THE CROSSING OF THE FRONTIER.

The undersigned authorities certify that .....
..... (name, domicile and profession)
is authorised to cross the Roumanian-Czechoslovak frontier.

Duration of validity .....
Point at which frontier may be crossed .....
Destination .....
Purpose for which the frontier will be crossed .....
This permit entitles the holder to remain ..... days.

Signature :

Photograph

Description :

Age : .....
Height : .....
Eyes : .....
Hair : .....
Special characteristics : .....

Date .....

Signature of the Authority :

Modèle N° 2.

LISTE.

des habitants de la commune ..... ayant des immeubles dans .....

N°	Nom et prénom	Date et année de naissance	Profession	Biens immobiliers				Points de passage	Personnes accompagnant le titulaire du carnet		Inventaire agricole		Quantité approximative des produits annuels
				Nature d'immeuble	Superficie	Site	N° du cadastre		Membres de famille	Personnel	Machines et outils	Bétail	

Date et lieu de l'émission de la liste.

Signature de la personne qui compose la liste.

Page 1.

Modèle N° 3.

Le nom de l'autorité compétente.
Numéro et date

Valable pour l'année 192...

CARNET DE PASSAGE.

Pour .....

de .....

propriétaire ..... arpents (hectares) de terre se trouvant dans le rayon de la commune ..... que le susmentionné exploitera avec l'aide des membres de la famille et du personnel suivants :.....

.....

.....

Valable à partir du 1er mars 192..., jusqu'au 1er mars 192....

Délivré le ..... 192....

Signature :

Form No. 2.

LIST

of the inhabitants of the commune of ..... possessing immovable property in .....

No.	Surname and Christian name	Date and year of birth	Profession	Immovable property				Points at which the frontier may be crossed	Persons accompanying the holder		Agricultural implements and stock		Approximate quantity of annual produce
				Description of immovable property	Area	Where situated	Cadastral number		Members of holder's family	Staff	Machinery and implements	Livestock	

Date and place at which the list is issued.

Signature of the person who has drawn up the list.

Page 1. *Form No. 3.*

Name of competent authority.
Number and date.

Valid for the year 192...

FRONTIER CARD.

For .....

of .....

owning ..... arpents (hectares) of land situated in the commune of ..... which the above-mentioned holder intends to exploit with the assistance of the following members of his family and workmen :.....

.....

.....

Valid as from March 1, 192... to March 1, 192...

Issued on ..... 192...

Signature :

Page 2.

Visa des autorités de l'autre pays .....

.....

Prolongation : .....

.....

Photographies

.....

Page 3.

Le propriétaire et les autres personnes y inscrites sont tenus de présenter le carnet lors de chaque passage.

Avec ce carnet, ils pourront passer la frontière, en vue de l'exploitation de l'immeuble, par les chemins suivants :

.....

.....

Le passage de frontière est permis chaque jour du lever au coucher du soleil.

Page 4.

LA DESCRIPTION DE LA TERRE CULTIVÉE.

1. ..... arpents de blé.
2. ..... » d'orge.
3. ..... » de maïs.
4. ..... » d'avoine.
5. ..... » de haricots.
6. ..... » de pommes de terre.
7. ..... » de trèfle.
8. ..... » de foin.
9. ..... » de betteraves.
10. ..... » de forêts.

Etc.

Page 5.

LA RÉCOLE ANNUELLE APPROXIMATIVE.

1. Blé kilogs .....
2. Orge » .....
3. Maïs » .....

Etc.

Page 2.

Visa of the authorities of the other country .....

.....

Prolongation .....

.....

Photographs :

.....

Page 3.

The owner and other persons entered on the card must produce the card whenever they cross the frontier.

This card entitles them to cross the frontier by the following routes for the purpose of exploiting their immovable property :

.....

.....

The frontier may be crossed daily between sunrise and sunset.

Page 4.

DESCRIPTION OF THE CULTIVATED LAND.

1.	.....	Arpents	of wheat.
2.	.....	»	of barley.
3.	.....	»	of maize.
4.	.....	»	of oats.
5.	.....	»	of beans.
6.	.....	»	of potatoes.
7.	.....	»	of clover.
8.	.....	»	of hay.
9.	.....	»	of beetroot.
10.	.....	»	of forest land.

Etc.

Page 5.

APPROXIMATE ANNUAL HARVEST.

1.	Wheat	kilogs	.....
2.	Barley	»	.....
3.	Maize	»	.....

Etc.

Page 6.

LA DESCRIPTION DES VÉHICULES ET DES OUTILS.

1. Véhicules de campagne .....
2. Charrues .....
3. Semoirs .....
4. Faux .....
5. Fourches .....
6. Faucilles .....
7. Pelles .....
8. Arrosoirs de vigne .....

Etc.

Page 7.

LA DESCRIPTION DES ANIMAUX.

1. Chevaux (description détaillée) .....
2. Juments » » .....
3. Bœufs » » .....
4. Vaches » » .....
5. Veaux » » .....
6. Moutons (brebis) (description détaillée) .....
7. Béliers (description détaillée) .....
8. Taureaux » » .....
9. Etalons » » .....

Etc.

Au moment de signer le protocole relatif au régime des propriétés dans la zone-frontière, les plénipotentiaires des deux Parties contractantes sont convenus de faire la déclaration suivante :

En vue de l'application plus juste de l'article 3 dudit protocole, les deux gouvernements s'engagent, en ce qui concerne les propriétés, à rétablir, autant que possible, la situation existante avant la délimitation de la ligne-frontière, et d'assurer aux petits propriétaires paysans la possession des terrains d'une valeur équivalente dans les cas où la restitution ne serait plus possible.

De même, il est entendu qu'en ce qui concerne les dispositions contenues dans l'article 4 du protocole, ainsi que le droit de disposer librement des propriétés en général, les deux gouvernements s'engagent à appliquer ces principes dans un sens le plus large et d'examiner avec la plus grande bienveillance les cas concrets qui pourraient se présenter.

BUCAREST, *le* 16 *avril* 1925.

I. G. DUCA, m. p.

ZD. FIERLINGER, m. p.
Dr KAREL POLÁK, m. p.

Copie certifiée conforme.
Praha, le 11 janvier 1926.

Dr Jan OPOČENSKÝ,
Directeur des Archives.

Page 6.

DESCRIPTION OF VEHICLES AND IMPLEMENTS.

1. Carts .....
2. Ploughs .....
3. Sowers .....
4. Scythes .....
5. Forks .....
6. Sickles .....
7. Spades .....
8. Vine-sprayers .....

Etc.

Page 7.

DESCRIPTION OF ANIMALS.

1. Horses (detailed description) .....
2. Mares » » .....
3. Oxen » » .....
4. Cows » » .....
5. Calves » » .....
6. Sheep (ewes) » » .....
7. Rams » » .....
8. Bulls » » .....
9. Stallions » » .....

Etc.

At the moment of signing the Protocol relative to the regime to be applied to estates in the frontier zone, the Plenipotentiaries of the two Contracting Parties have agreed to make the following declaration :

For the more equitable application of Article 3 of the Protocol, the two Governments undertake, as regards the estates in question, to restore as far as possible the situation as it existed before the delimitation of the frontier line, and when restitution is impossible, to make over to the small peasant proprietors land equal in value to that which they have lost.

It is also understood that as regards the provisions of Article 4 of the Protocol and of the right to dispose freely of property in general, the two Governments undertake to give the most liberal application possible to these principles and the most favourable consideration to any concrete cases which may arise.

BUCHAREST, *April* 16, 1925.

(Signed) I. G. DUCA.

(Signed) ZD. FIERLINGER.

(Signed) Dr. KAREL POLÁK.

Imprimé
pour la SOCIÉTÉ DES NATIONS
par les
IMPRIMERIES RÉUNIES S. A.
Lausanne (Suisse)

Printed for the
LEAGUE OF NATIONS
by
IMPRIMERIES RÉUNIES S. A.
Lausanne (Switzerland)

RECUEIL DES TRAITÉS

et des engagements internationaux enregistrés par le Secrétariat de la Société des Nations.

		Argent suisse
Vol. I, 1920, Nos 1-3 chaque numéro		Fr. 1.25
Vol. I, 1920, No 4		Fr. 3.—
Vol. II, 1920-21, Nos 1-4 chaq. numéro		Fr. 3.—
Vol. III, 1921, Nos 1-4 chaque numéro		Fr. 3.—
Vol. IV, 1921, Nos 1-4	un volume	Fr. 12.—
Vol. V, 1921, Nos 1-4	»	Fr. 15.—
Vol. VI, 1921, Nos 1-4	»	Fr. 12.—
Vol. VII, 1922, Nos 1-3	»	Fr. 12.—
Vol. VII, 1922, No 4		Fr. 3.—
Vol. VIII, 1922, Nos 1-4	un volume	Fr. 12.—
Vol. IX, 1922, Nos 1-4	»	Fr. 15.—
Vol. X, 1922, Nos 1-4	»	Fr 15.—
Vol. XI, 1922, Nos 1-3	»	Fr. 15.—
Vol. XI, 1922, No 4		Fr. 3.—
Vol. XII, 1922, Nos 1-4	un volume	Fr. 15.—
Vol. XIII, 1922, Nos 1-4	»	Fr. 15.—
Vol. XIV, 1922-1923, Nos 1-4	»	Fr. 15.—
Vol. XV, 1923, Nos 1-3	»	Fr 15.—
Vol. XV, 1923, No 4		Fr. 3.—
Vol. XVI, 1923, Nos 1-4	un volume	Fr 15.—
Vol. XVII, 1923, Nos 1-4	»	Fr. 15.—
Vol. XVIII, 1923, Nos 1-4	»	Fr 15.—
Vol. XIX, 1923, Nos 1-3	»	Fr. 15.—
Vol. XIX, 1923, No 4		Fr 3.—
Vol. XX, 1923-24, Nos 1-4	un volume	Fr. 15.—
Vol. XXI, 1924, Nos 1-4	»	Fr 15.—
Vol. XXII, 1924, Nos 1-4	»	Fr. 15.—
Vol. XXIII, 1924, Nos 1-4	»	Fr. 15.—
Vol. XXIV, 1924, Nos 1-3	»	Fr 12.—
Vol. XXIV, 1924, No 4		Fr. 3.—
Vol. XXV, 1924, Nos 1-4	un volume	Fr 15.—
Vol. XXVI, 1924, Nos 1-4	»	Fr 15.—
Vol. XXVII, 1924, Nos 1-3	»	Fr. 15.—
Vol XXVII, 1924, No 4		Fr. 3.—
Vol. XXVIII, 1924, Nos 1-4	un volume	Fr 15.—
Vol. XXIX, 1924, Nos 1-4	»	Fr. 15.—
Vol. XXX, 1924-25, Nos 1-4	»	Fr. 15.—
Vol. XXXI, 1924-25, Nos 1-3	»	Fr. 12.—
Vol. XXXI, 1924-25, No 4		Fr. 3.—
Vol. XXXII, 1924-25, Nos 1-4	un volume	Fr. 15.—
Vol. XXXIII, 1924-25, Nos 1-4	»	Fr. 15.—
Vol. XXXIV, 1925, Nos 1-4	»	Fr. 15.—
Vol. XXXV, 1925, Nos 1-3	»	Fr. 12.—
Vol. XXXV, 1925, No 4		Fr 3.—
Vol. XXXVI, 1925 Nos 1-4	un volume	Fr 15.—
Vol. XXXVII, 1925, Nos 1-4	»	Fr. 15.—
Vol. XXXVIII, 1925, Nos 1-4	»	Fr. 15.—
Vol. XXXIX, 1925-26, Nos 1-3	»	Fr. 12.—
Vol. XL, 1925-26, Nos 1-4	»	Fr. 15.—
Vol. XLI, 1925-26, Nos 1-4	»	Fr. 15.—
Vol. XLII, 1925-26, Nos 1-4	»	Fr. 15.—
Vol. XLIII, 1926, Nos 1-4	»	Fr. 15.—
Vol XLIV, 1926, Nos 1-4	»	Fr. 15.—
Vol. XLV, 1926, Nos 1-4	»	Fr. 15.—

BULLETIN MENSUEL DE STATISTIQUE

Recueil de statistiques puisées à des sources officielles ou indiquées.

Prix d'abonnement annuel ..... Fr 20.—
du numéro ..... Fr 1.75

TREATY SERIES

and International Engagements registered with the Secretariat of the League of Natio ns.

Vol. I, 1920, Nos. 1-3	each		1/3
Vol. I, 1920, No. 4			3/-
Vol. II, 1920-21, Nos. 1-4	each		3/-
Vol. III, 1921, Nos. 1-4	each		3/-
Vol. IV, 1921, Nos. 1-4	(bound together)		12/-
Vol. V, 1921, Nos. 1-4	»	»	15/-
Vol. VI, 1921, Nos. 1-4	»	»	12/-
Vol. VII, 1922, Nos. 1-3	»	»	12/-
Vol. VII, 1922, No. 4			3/-
Vol. VIII, 1922, Nos. 1-4	(bound together)		12/-
Vol. IX, 1922, Nos. 1-4	»	»	15/-
Vol. X, 1922, Nos. 1-4	»	»	15/-
Vol. XI, 1922, Nos. 1-3	»	»	12/-
Vol. XI, 1922, No. 4			2/6
Vol. XII, 1922, Nos. 1-4	(bound together)		12/-
Vol. XIII, 1922, Nos. 1-4	»	»	12/-
Vol. XIV, 1922-23, Nos. 1-4	»	»	12/-
Vol XV, 1923, Nos 1-3	»	»	12/-
Vol. XV, 1923, No. 4			2/6
Vol. XVI, 1923, Nos. 1-4	(bound together)		12/-
Vol. XVII, 1923, Nos. 1-4	»	»	12/-
Vol. XVIII, 1923, Nos. 1-4	»	»	12/-
Vol. XIX, 1923, Nos. 1-3	»	»	12/-
Vol. XIX, 1923, No. 4			2/6
Vol. XX, 1923-24, Nos. 1-4	(bound together)		12/-
Vol. XXI, 1924, Nos. 1-4	»	»	12/-
Vol. XXII, 1924, Nos. 1-4	»	»	12/-
Vol. XXIII, 1924, Nos. 1-4	»	»	12/-
Vol XXIV, 1924, Nos. 1-3	»	»	9/6
Vol. XXIV, 1924, No. 4			2/6
Vol XXV, 1924, Nos. 1-4	(bound together)		12/-
Vol. XXVI, 1924, Nos. 1-4	»	»	12/-
Vol. XXVII, 1924, Nos. 1-3	»	»	12/-
Vol. XXVII, 1924, No 4			2/6
Vol XXVIII, 1924, Nos. 1-4	(bound together)		12/-
Vol. XXIX, 1924, Nos. 1-4	»	»	12/-
Vol. XXX, 1924-25, Nos 1-4	»	»	12 -
Vol. XXXI, 1924-25, Nos. 1-3	»	»	9/6
Vol. XXXI, 1924-25, No. 4			2/6
Vol. XXXII, 1924-25, Nos. 1-4	(bound together)		12/-
Vol. XXXIII, 1924-25, Nos. 1-4	»	»	12/-
Vol. XXXIV, 1925, Nos. 1-4	»	»	12/-
Vol. XXXV, 1925, Nos 1-3	»	»	9/6
Vol. XXXV, 1925, No. 4			2/6
Vol XXXVI, 1925, Nos. 1-4	(bound together)		12/-
Vol. XXXVII, 1925, Nos. 1-4	»	»	12/-
Vol. XXXVIII, 1925, Nos. 1-4	»	»	12/-
Vol. XXXIX, 1925-26, Nos. 1-3	»	»	9/6
Vol, XL, 1925-26, Nos 1-4	»	»	12/-
Vol. XLI, 1925-26, Nos. 1-4	»	»	12/-
Vol. XLII, 1925-26, Nos. 1-4	»	»	12/-
Vol. XLIII, 1926, Nos. 1-4	»	»	12/-
Vol. XLIV, 1926, Nos. 1-4	»	»	12/-
Vol. XLV, 1926, Nos. 1-4	»	»	12/-

MONTHLY BULLETIN OF STATISTICS

Being a Collection of Statistics from Official and other defined Sources.

Annual subscription 18/- $4.50
Per number 1/6 $0.40

Liste des dépositaires des Publications de la Société des Nations.
Authorised Agents for the Publications of the League of Nations.

ALLEMAGNE — GERMANY
Firma Theod. Thomas Komm. Ges., Talstrasse 13, LEIPZIG.

ARGENTINE
Librería « El Ateneo », calle Florida 371, BUENOS-AYRES.

AUSTRALIE — AUSTRALIA
Nouvelles-Galles du Sud. — New South Wales : Angus & Robertson Ltd., 89-95, Castlereagh Street, SYDNEY.
Victoria : Robertson & Mullens Ltd., 107-113, Elizabeth Street, MELBOURNE.

BELGIQUE — BELGIUM
Agence Dechenne, Messageries de la Presse, S. A., 18-20, rue du Persil, BRUXELLES.

BOLIVIE — BOLIVIA
Flores, San Román y Cía., Librería « Renacimiento », LA PAZ.

BRÉSIL — BRAZIL
Livraria F. Briguiet & Cia., 23 Rua Sachet, RIO-DE-JANEIRO.

BULGARIE — BULGARIA
Librairie Française et Etrangère, S. & J. Caranse, Bd. « Tsar Osvoboditel » N° 4a, SOFIA.

CANADA
League of Nations Society in Canada, 279, Wellington Street, OTTAWA.

CHILI — CHILE
Alexander R. Walker, Ahumada 357, SANTIAGO-DE-CHILI.

COLOMBIE — COLOMBIA
Librería Colombiana, P.O. Box 199, BOGOTÁ.

COSTA-RICA
Librería Viuda de Lines, SAN JOSÉ DE COSTA-RICA.

CUBA
Rambla Bouza y Cía., LA HAVANE.

DANEMARK — DENMARK
V. Pios Boghandel, Povl Branner, 13, Nörregade, COPENHAGUE.

ÉQUATEUR — ECUADOR
Victor Janer, GUAYAQUIL.

ESPAGNE — SPAIN
Centro Editorial « Minerva », Tudescos, 39-41, MADRID, E. 12.

ÉTATS-UNIS — UNITED STATES
World Peace Foundation, 40, Mt. Vernon Street, BOSTON 9, Mass.

FINLANDE — FINLAND
Akademiska Bokhandeln, 7, Alexandersgatan, HELSINGFORS.

FRANCE
Imprimerie et Librairie Berger-Levrault, 136, Boulevard Saint-Germain, PARIS (VI^e^).

GRANDE-BRETAGNE, IRLANDE DU NORD ET LES COLONIES DE LA COURONNE

GREAT BRITAIN, NORTHERN IRELAND AND THE CROWN COLONIES
Constable & Co., Ltd., 10 & 12, Orange Street, LONDRES, W.C. 2.

GRÈCE — GREECE
Librairie Internationale, " Eleftheroudakis " Place de la Constitution, ATHÈNES.

HAÏTI
Librairie-Papeterie Mme D. Viard, angle des rues du Centre et des Casernes, PORT-AU-PRINCE.

HAWAI — HAWAII
Pan-Pacific Union, HONOLULU.

HONDURAS
Librería Viuda de Lines, SAN JOSÉ DE COSTA-RICA.

HONGRIE — HUNGARY
Ferdinand Pfeifer (Zeidler Frères), Kossuth Lajos-Utca 7 SZ., BUDAPEST IV, Ker.

INDES NÉERLANDAISES — DUTCH EAST INDIES
Algemeene Boekhandel G. Kolff & Co., BATAVIA-WELTEVREDEN.

ITALIE — ITALY
Libreria Fratelli Bocca, Via Marco Minghetti, 26-29, ROME.

JAPON — JAPAN
Maruzen Co., Ltd. (Maruzen-Kabushiki-Kaisha), 11-16, Nihonbashi Tori-Sanchome, TOKIO.

LETTONIE — LATVIA
Latvijas Telegrafa Agentura, Kr. Barona-Iela, 4, RIGA.

LUXEMBOURG (G.-D.) — LUXEMBURG (G.-D.)
Librairie J. Reintzé, M. Hagen succ., Place Guillaume, 8, LUXEMBOURG.

MEXIQUE — MEXICO
Pedro Robredo, Avenidas de Argentina y Guatemala, MEXICO.

NICARAGUA
Librería Viuda de Lines, SAN JOSÉ DE COSTA-RICA.

NORVÈGE — NORWAY
Olaf Norli, Universitetsgaten, 24, OSLO.

NOUVELLE-ZÉLANDE — NEW ZEALAND
Walter Nash, Fletcher's Buildings, 4, Willis Street, WELLINGTON.

PANAMA
Librería I. Preciado y Cía., Ldo.; Apartado de Correo 71, PANAMA.

PAYS-BAS — NETHERLANDS
Martinus Nijhoff, Boekhandelaar-Uitgever, Lange Voorhout 9, LA HAYE.

PÉROU — PERU
Alberto Ulloa, Apartado de Correo 128, LIMA.

POLOGNE — POLAND
Gebethner & Wolff, ulica Sienkiewicza 9 (Zgoda 12), VARSOVIE.

PORTUGAL
J. Rodrigues & Cª., Rua Aurea 186-188, LISBONNE.

ROUMANIE — ROUMANIA
« Cartea Românească », 3-5, Boul. Academiei, BUCAREST.

SALVADOR
Librería Mata y Centeli, SAN-SALVADOR.

SARRE (Bassin de la) — SAAR BASIN
Librairie Parisienne, Maison Marguet, M. Golbert, succ., 4, Friedrich Wilhelmstr., SARREBRUCK.

SERBES, CROATES & SLOVÈNES (Royaume des).
SERBS, CROATS & SLOVENES (Kingdom of the).
Librairie « Vrémé », BELGRADE.

SUÈDE — SWEDEN
C. E. Fritze, Hofbokhandel, Fredsgatan 2, STOCKHOLM.

SUISSE — SWITZERLAND
Librairie Payot & C^ie^., GENÈVE, LAUSANNE, VEVEY, MONTREUX, NEUCHATEL, BERNE.

TCHÉCOSLOVAQUIE — CZECHOSLOVAKIA
Librairie F. Topic, 11 Narodni, PRAGUE.

URUGUAY
Librería Maximino García, Calle Sarandi 461; MONTEVIDEO.

Pour les autres pays, s'adresser : (Catalogue complet envoyé sur demande.)

Service de Vente des Publications de la Société des Nations, Genève (Suisse).

For other countries apply : (Complete catalogue sent on application.)

Publications Sales Department of the League of Nations, Geneva (Switzerland).